COLLECTION

DE

DOCUMENTS INÉDITS

SUR L'HISTOIRE DE FRANCE

PUBLIÉS

PAR ORDRE DU ROI

ET PAR LES SOINS

DU MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PREMIÈRE SÉRIE

HISTOIRE POLITIQUE

LETTRES

DE

ROIS, REINES ET AUTRES PERSONNAGES

DES COURS DE FRANCE ET D'ANGLETERRE

DEPUIS LOUIS VII JUSQU'A HENRI IV

TIRÉES DES ARCHIVES DE LONDRES PAR BRÉQUIGNY

ET PUBLIÉES

PAR M. CHAMPOLLION-FIGEAC

TOME II

DE L'ANNÉE 1301 A L'ANNÉE 1515



PARIS

IMPRIMERIE ROYALE

M DCCC XLVII


LIBRARY
JUN 5 1975
UNIVERSITY OF TORONTO

PRÉFACE.

La série des pièces qui composent ce recueil en deux volumes embrasse un intervalle de plusieurs siècles, du milieu du XIIe au commencement du XVIe (de l'an 1162 à l'an 1515). Ces pièces y sont rangées dans l'ordre chronologique, et la dernière, par sa date, indiquera que ce deuxième volume finit à l'époque de la mort du roi Louis XII et du retour en Angleterre de la reine Marie, sa veuve, devenue la comtesse de Suffolk.

Ce recueil renferme 519 pièces. La table qui termine chaque volume les réunit toutes dans un seul catalogue par ordre chronologique, ordre très-favorable à toutes les recherches sur l'état et les événements du moyen âge : l'histoire, dans ses obscurités, ne marche jamais plus sûrement qu'à la lueur des dates.

L'éditeur de ce recueil a exposé dans la préface du premier volume les motifs de cette publication, tirée entièrement de la grande collection de documents historiques faite à Londres sous la direction de feu M. de Bréquigny, parmi les illustres savants du dernier siècle l'un des plus habiles et des plus laborieux. Dans cette même préface, l'éditeur a fait connaître aussi le plan qu'il avait suivi, d'après l'avis motivé du Comité

des travaux historiques et l'approbation de M. le Ministre de l'instruction publique, de qui il tenait sa mission et ses instructions. Il les a remplies fidèlement, pénétré en même temps des sentiments de déférence et de respect que ne cesseront d'inspirer la mémoire et les travaux des hommes qui, dans le dernier siècle, par leurs conseils comme par leurs ouvrages, ont fondé la véritable science de la critique historique, appliquée surtout à l'étude de nos annales nationales et à l'interprétation de leurs plus précieux documents.

D'autres vues auraient peut-être agi différemment, et voulu faire mieux que Bréquigny et ses contemporains. La marche imprimée par quelques esprits modernes d'une autre trempe aux recherches historiques, donnera peut-être à ces recherches un autre code, car ce seront d'autres exemples qui pourront passer en préceptes; mais, dans ce recueil, tout est de l'ancien temps et selon Bréquigny, les dates qu'il y a apposées de sa main, les titres qu'il a rédigés, les notes qu'il a ajoutées, quelques textes déjà imprimés et nécessaires ici à l'ordre historique, tout est de Bréquigny, et l'éditeur a été son copiste ; mais il a choisi ces 519 pièces parmi quelques milliers, et il ne décline, en tout ce qui touche à sa mission, aucune responsabilité. Pour d'autres exigences, la collection subsiste, le dépouillement en a été fait pièce à pièce, et chacun est libre d'y venir lire les textes qu'un nouvel ordre de choses a privés de tout intérêt historique ainsi que de toute autorité. Il n'en est pas moins vrai que les textes de ce genre ont été justement exclus de ce recueil, comme ne touchant, par leur contenu, qu'à des noms ou à des faits dont il ne reste que de lointains ou de bien faibles souvenirs; et ceux à qui ces souvenirs peuvent plaire les retrouveront soigneusement conservés dans la collection générale des pièces restées manuscrites.

Les lecteurs sont priés de ne pas oublier qu'on s'est proposé de réunir dans ce recueil plutôt les documents qui concernent l'histoire intérieure des cours et la correspondance des princes et de leurs ministres, que les documents qui touchent, soit aux négociations diplomatiques ou à l'histoire des communes en France, soit à l'ancien domaine ou aux généalogies : ceux de la première série appartiennent à d'autres travaux confiés à d'habiles mains; ceux de la seconde ont depuis quelque temps perdu tout mérite public, et n'en avaient aucun de particulier pour notre recueil. Si le mot n'avait pas vieilli[1], nous le qualifierions de recueil *anecdote* concernant le moyen âge ; mais, pour ne blesser ni les oreilles puristes, ni l'autorité légitime, nous avons adopté celui que porte notre collection. Nous avons espéré qu'elle serait également utile à l'histoire de France et à celle d'Angleterre durant les cinq siècles dont elle rappelle quelques faits curieux ou mémorables : nous trouverions dans la réalisation de cet espoir une bien large récompense de notre zèle à seconder les vues généreuses du Gouvernement dans cette publication.

J. J. C. F.

[1] Dictionnaire de l'Académie, de 1835.

LETTRES

DE

ROIS, REINES ET AUTRES PERSONNAGES

DES COURS DE FRANCE ET D'ANGLETERRE

DEPUIS LOUIS VII JUSQU'A HENRI IV,

TIRÉES DES ARCHIVES DE LONDRES PAR BRÉQUIGNY.

I. (28 février 1301.)

LETTRE DE PHILIPPE IV

A L'ABBÉ DE CLUNY,

Par laquelle il lui recommande son chapelain, et le prie de le pourvoir de quelque prieuré de sa dépendance. (*Rot. Vascon.* ann. 23-31. Ed. I, membr. 3. — Bréq. t. II.)

Rex religioso viro et sibi in Christo dilecto... abbati Cluniacensi, salutem. Ad illos fiducialiter dirigimus preces nostras, erga quos dilectionis affectum gerimus, et spe non incerta credimus quod ad exauditionis gratiam admittantur. Cum igitur dilectus nobis in Christo frater, Arnaldus de Poiolis, ordinis Sancti Benedicti, floriacensis monachus et capellanus noster, vir approbate conversationis, quem non solum religionis observancia, verum eciam scientie et virtutum merita condecorant, in obsequio nostro jam a multis temporibus extiterit pro nobis labores plurimos et pericula susti-

nendo, propter quod ea libenti animo prosequi tenemur que ad sui honoris promotionem noverimus convenire : benivolenciam vestram affectuose requirimus et rogamus quatinus de aliquo competenti prioratu vestre paternitati subjecto, prout vestra providentia, affectione pensata quam erga prefatum religiosum pie gerimus, decreverit ordinandum, providere dignemini nostris precibus et amore; pro quo vobis arcius teneamur ad ea facienda que nostre fuerint placita voluntati.

Datum apud Lincolnam, XXVIII, die februarii (an. XXIX).

Et istud breve fuit clausum.

II. (25 mai 1301.)

LETTRE DES BARONS ÉCOSSAIS,

ÉCRITE DE PARIS

AU GOUVERNEUR DE L'ÉCOSSE,

Pour rassurer leurs compatriotes sur ce que la France avait fait sa paix avec l'Angleterre sans qu'ils y fussent compris. (Rymer, t. III, n° 67.—Bréq. t. LXVII.)

Viris venerabilibus et discretis ac amicis suis in Christo dilectissimis, dominis Johanni Comyn, custodi regni Scotiæ, prælatis, comitibus, baronibus et cæteris ejusdem regni communitatis fidelibus, sui W. et M.; miseratione divina Sancti Andreæ et Dunkeldensis ecclesiarum ministri humiles, Johannes, comes Buchanie Jacobus, senescallus Scotiæ; Johannes de Saules, Ingeramus de Umfrannis et Willielmus de Balliolo, milites, salutem et triumphum de hostibus cum spiritu consolationis. Ne vos lateant ea quæ hacta sunt hiis diebus in regno Franciæ, vobis tenore præsentium significamus quod, inter reges Franciæ et Angliæ pax finalis facta

fuit et jurata, die martis proximo post festum Ascensionis Domini. Et eadem die ordinatum fuit per regem Franciæ et ejus consilium quod solempnes nuncii, scilicet episcopus Ambianensis, magnus prior Hospitalis in Francia et magister Johannes de Pochiaco, debebant mitti indilate ad predictum regem Angliæ, ad retrahendum ipsum de guerra Scotiæ, et causa capiendi sufferenciam pro vobis usque ad certum tempus; ita quod, medio tempore, prædicti reges personaliter in Franciam convenient, et tractatum ad invicem habebunt; in quo tractatu rex Franciæ pacem nostram faciet utilem pro regno nostro, ut idem rex nobis promisit firmissime. Et causa est quare pax sua nostram præcedit, quia, tam consilio regis Franciæ quam Angliæ, super hoç prius habita deliberatione magna, videbatur quod, post affinitatem et amicitiam contractam inter ipsos, citius, facilius et utilius ad pacem nostram posset perveniri; et ideo rex Franciæ voluit cum rege Angliæ pacificare, ut per illam deveniret citius ad pacem nostram. Et idcirco non sitis molesti vel turbati in aliquo, si Anglici vobis prædicent quod pax facta est inter reges, Scotis exclusis, quia causa quare ita factum est superius est expressa. Unde vobis supplicamus et sane consulimus quod sitis animosi; et si dictus rex Angliæ velit consentire sufferentiæ, sicut consentiet, ut firmiter speramus, quod et vos similiter consentiatis juxta formam quam vobis mittent prædicti nuncii regis Franciæ, per unum de nostris qui erit vobis notus, quem in societate dictorum nunciorum ad vos mittemus; licet forte hujusmodi sufferentia aliquibus forte fuerit dampnosa, in hoc quod interim terris suis carebunt: quod expedit quod aliqui sustineant modicum dampnum ad tempus breve, ut postea majus emolumentum inde consequantur. Si vero dictus rex Angliæ, more Pharaonis, fuerit adeo induratus quod sufferentiæ nolit consentire, sed guerram vobis continuare, pro misericordia Jesu-Christi, viriliter et unanimiter vos defendatis, ita quod, per virilem defensionem vestram, Dei adjutorio, vincatis, vel saltem donec a nobis aliam confortationem recipiatis; nec miremini quod aliquis nostrum ad vos non venit ad præsens, nam

libenter omnes venissemus; sed rex Franciæ noluit permittere quod aliquis nostrum recederet donec exitum negotii nobiscum portaremus. Quo habito, qualiscumque fuerit, ad vos, non obstante quocumque periculo, vel per terram vel per mare veniemus. Et ideo, pro Deo, in nullo sitis disperati; sed si unquam viriliter egistis, modo virilius agatis, quia, juxta sacram Scripturam, frustra velociter currit qui deficit antequam venire ad metam. Et si sciretis quantus honor vobis crevit per diversa mundi climata de conflictu ultimo habito cum Anglicis, multum gauderetis; scituri pro certo quod, circa ea que faciunt ad expeditionem negotii, quantum in nobis est, nichil de contingentibus omittemus, sicut nec hactenus, Deus novit, omisimus. Nuncii autem regis Franciæ, qui venturi sunt ad regem Angliæ, non solum habebunt potestatem capiendi sufferentiam, immo tractandi de pace finali cum rege Angliæ, sicut nobis per consilium regis Franciæ dicebatur, causa abreviandi negocium. Et ideo habeatis vos discretos in hujusmodi potissime tractatu, si vobiscum tractaverint, ne fraude decipiamini adversantium. Et vobis, domino Custodi, specialiter supplicamus quatinus permittatis sociam domini Johannis de Soules pacifice gaudere sustentatione sibi concessa et per vos tempore recessus nostri de Scotia usque reditum nostrum, vel in loco ubi sibi fuit concessa, vel alibi in loco competenti, ne, per subtractionem hujusmodi sustentationis, prædictus dominus Johannes, qui hactenus fideliter et diligenter laboravit circa negocia regni, ab eorumdem prosecutione retrahatur. Nuncios vero regis Franciæ, si ad vos accesserint, pro honore vestro et regni honorifice recipiatis. Valete. Datum Parisius VIII. kal. junii.

III. (13 août 1302.)

RÈGLEMENT

D'ÉDOUARD I, ROI D'ANGLETERRE,

En faveur du commerce des vins de Guienne, dans les pays de sa domination. (Rymer supp. t. IV, n° 179. — Bréq. t. LXVII et LXXX.)

Edwardus, Dei gratia rex Angliæ, dominus Hiberniæ et dux Aquitaniæ, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, prioribus, comitibus, baronibus, justiciariis, vicecomitibus, prepositis, ministris et omnibus ballivis et fidelibus suis, salutem.

Circa statum prosperum mercatorum de ducatu nostro prædicto, nos precipua cura solicitat qualiter, sub nostro dominio, tranquillitatis et plene securitatis immunitas eisdem mercatoribus futuris temporibus preparetur. Ut itaque vota ipsorum ad nostra et regni nostri servicia uberius augmententur, ipsorum petitionibus favorabiliter annuentes, pro statu eorumdem plenius assecurando, in forma quæ sequitur duximus ordinandum, et eisdem mercatoribus pro nobis et hæredibus nostris imperpetuum concedendum.

In primis videlicet, quod omnes mercatores vinetarii de ducatu prædicto, salvo et secure, sub tuitione et protectione nostra, in dictum regnum nostrum Angliæ et ubique infra potestatem nostram veniant cum vinis et mercandisis aliis quibuscumque, quodque infra idem regnum et potestatem nostram, in civitatibus, burgis et villis mercatoriis possint mercari in grosso tam cum alienigenis, extraneis vel privatis; et quod mercandisas suas, quas ipsos ad idem regnum et potestatem nostram adducere, seu infra dictum regnum et potestatem nostram emere, vel alias adquirere contigerit, possint quo voluerint, tam infra regnum et potestatem nostram

predictam quam etiam extra, ducere seu portare facere, et suam inde facere voluntatem, solvendo consuetudines quas debebunt; exceptis duntaxat vinis, quæ extra idem regnum seu potestatem nostram, ipsis, sine voluntate nostra, ducere non liceat quoquo modo.

Item, quod dicti mercatores vinetarii de dicto ducatu, in civitatibus et villis prædictis, pro voluntate sua, hospitari valeant et morari, cum bonis suis, ad gratum ipsorum quorum fuerint hospitia sive domus.

Item, quod quilibet contractus per ipsos vinetarios cum quibuscumque personis, undecumque fuerint, initus de omnimodis mercandisis, firmus sit et stabilis, ita quod neuter mercatorum contractum illum possit dedicere, seu ab eodem recedere, postquam denarius Dei inter contrahentes datus fuerit et receptus : et si forsan super contractu hujusmodi contentio oriatur, fiat inde probatio, secundum usus et consuetudines feriarum et villarum ubi dictum contractum fieri contigerit et iniri.

Item, remittimus et quietamus dictis mercatoribus de dicto ducatu, illam prisam antiquam de duobus doliis vini, quæ de qualibet nave vinis carcata, infra regnum seu potestatem nostram applicante, unum videlicet ante malum et aliud retrocapere consuevimus; promittentes insuper eisdem mercatoribus, pro nobis et heredibus nostris in perpetuum concedentes, quod prædictam prisam vel quamcumque aliam vinorum et aliorum mercimoniorum suorum, per nos vel alium seu alios, pro aliqua necessitate seu casu, nullatenus contra voluntatem ipsorum mercatorum, de cetero faciemus nec fieri patiemur absque solutione statim, juxta pretium quo dicti mercatores vina et alia mercimonia vendent aliis, facienda, vel alia satisfactione de qua reputent se contentos; ita quod, super vinis vel aliis mercimoniis ipsorum, per nos vel ministros nostros, appretiatio vel estimatio non ponantur.

Item, quod de quolibet dolio vini gaugeato, sicut venditor vini quod de gaugeto defuerit supplere tenebitur, sic eidem per emp-

torem, de eo quod ultra gaugetum superfuerit, juxta pretium ad quod dolium vini venditum fuerit satisfiat.

Item, quod, quamprimum naves cum vinis novis infra regnum et potestatem nostram applicuerint, vina vetera, ubicumque inveniantur in villis vel locis aliis ad quæ dictæ naves venerint, videantur et probentur si sana fuerint et incorrupta; et de hiis qui dicta vina videbunt, sit una medietas de mercatoribus vinetariis ducatus prædicti, et alia de probis hominibus illius villæ ubi hæc fient; et sint, ad premissa fideliter et sine fraude facienda, jurati, et de vinis corruptis justitiam faciant consuetam.

Item, cum consuetum et usitatum olim fuisset quod emptor et venditor solverent unum denarium pro quolibet dolio de gaugeto, quilibet eorum videlicet obolum, sic fiat de cetero, et pro consuetudine observetur.

Item, volumus quod omnes ballivi et ministri feriarum, civitatum, burgorum et villarum mercatoriorum, vinetariis antedictis coram eis conquerentibus de injuriis, molestiis sibi factis, debitis et quibuscumque aliis placitis, celerem justitiam faciant de die in diem, sine dilatione, secundum legem mercatoriam. Et si forte inveniatur defectus in aliquo ballivorum vel ministrorum predictorum, unde iidem vinetarii vel eorum aliquis dilationis incommoda sustinuerint, vel sustinuerit, licet vinetarius versus partem in principali recuperaverit dampna sua, nihilominus ballivus vel minister alius, versus nos, prout delictum exigit, puniatur. Et punitionem istam concedimus in favorem mercatorum vinetariorum predictorum, pro eorum justitia maturanda.

Item, quod, in omnibus generibus placitorum, salvo casu criminis pro quo infligitur pena mortis, ubi mercator vinetarius de ducatu prædicto implacitatus fuerit vel alium implacitaverit (cujuscumque conditionis idem implacitus extiterit, extraneus vel privatus), in nundinis, civitatibus sive burgis ubi fuerit copia sufficiens mercatorum vinetariorum de ducatu prædicto, et inquisitio fieri debeat : sit medietas inquisitionis de hujusmodi mercatoribus vi-

netariis de ducatu prædicto, et medietas altera de aliis probis et legalibus hominibus loci illius ubi placitum illud esse contigerit. Et si mercatorum vinetariorum de ducatu prædicto sufficientem numerum ibidem minime contigerit inveniri, ponantur in inquisitione illi qui de ipsis sufficientes invenientur ibidem, et residui sint de aliis bonis hominibus et sufficientibus de locis in quibus placitum illud erit.

Item, quod nulla alia exactio vel prestationis onus super vina dictorum mercatorum aliquatenus imponantur.

Item, duximus ordinandum, et ordinationem illam pro nobis et hæredibus nostris imperpetuum volumus firmiter observari, quod, pro quacumque libertate quam nos vel hæredes nostri de cetero concedemus, præfati mercatores vinetarii suprascriptas libertates vel earum aliquam non amittant, volentes quod libertates illæ ad dictos mercatores vinetarios de ducatu nostro prædicto tantummodo se extendant.

Pro suprascriptis autem libertatibus et liberis consuetudinibus, concesserunt nobis mercatores vinetarii predicti quod, de quolibet dolio vini quod adducent seu adduci faciant infra regnum vel potestatem nostram, et unde marinariis fretum solvere tenebuntur, nobis et hæredibus nostris, ultra antiquas custumas debitas et solutas in denariis, sive nobis, sive aliis solvent, nomine custumæ, duos solidos infra quadraginta dies, postquam extra naves ad terram posita fuerunt vina ipsa. Et volumus quod prædicti mercatores vinetarii de vinis, unde in uno loco regni nostri vel alibi, infra potestatem nostram, præfatam custumam duorum solidorum nobis solverint, in singulis aliis locis dicti regni et potestatis nostræ, de solutione præfatæ custumæ duorum solidorum liberi sint penitus et quieti : proviso quod pro aliis mercandisis quibuscumque quas ipsos intra regnum et potestatem nostram exercere continget, easdem consuetudines nobis solvere teneantur, quas cæteri mercatores pro mercandisis hujusmodi nobis solvent.

Hiis testibus : veneri abilpatre Willelmo, Conventrensi et Lich.

episcopo, Johanne de Varenna, comite Surr. Rogero le Bygol, comite Norffolkensi et marescallo Angliæ, Johanne de Britannia, Hugone le Despenser, Willielmo de Brewos, Waltero de Bello-Campo, senescallo hospitii nostri, Rogero le Brabazon, Johanne de Merk, et aliis.

Datum per manum nostram apud Westmonasterium, tertio decimo die augusti, anno regni nostri tricesimo.

IV. (Vers 1302.)

LETTRE DE PHILIPPE IV,

ROI DE FRANCE,

Par laquelle il somme Édouard I, roi d'Angleterre et duc de Guienne, de se trouver à jour nommé, avec ses gens, en armes à Saint-Quentin en Vermandois. (Des liasses de la Tour de Londres. — Bréq. t. LXVII.)

Phelippes, par la grâce de Dieu roys de France, à très-noble prince Eddoard, par chele meesme grâce roi d'Engleterre, seigneur d'Illande, duc d'Aquitaine, et conte de Ponthif, ou à cil qui tient son lieu en la conté de Ponti, salus et bon amour. Nous vous mandons que vous, as otaves de la Saint-Pierre entrant aoust, soiés à Saint-Quentin en Vermandois près et apparillés en chevaus et en armes, en tele manière que nous vous en sachons gré, pourveu toutevoies que vostre terre remaigne convenablement garnie; (et que) cels qui i demorront s'appareillent et se garnissent si en chevaux et en armes, que nous les puissons avoir près sans délai, se nous les mandons.

Donné à Paris, le merkedi après la Saint-Barnabé l'apostre.

N. B. Copié sur une copie ancienne en parchemin. On lit au dos, d'une main moderne : E. I. — La copie est d'une écriture anglaise et du règne d'Édouard I. B.

V. (13 avril 1305.)

LETTRES DE LÉGITIMATION,

ACCORDÉES PAR ÉDOUARD I, ROI D'ANGLETERRE,

A BERNARD DE LAGORSE,

Écuyer et parent naturel de Bernard Pelet, prieur et seigneur du Mas, professeur en droit civil et canon. (*Rot. Vascon.* an. 32-35. Ed. I, membr. 25. — Bréq. t. II.)

Rex Bernardo de Lagorssa, salutem. Pro illorum libencius zelamus honore, a quibus nos majora cognoscimus servicia recepisse. Cum itaque dilectus noster clericus Bernardus Peletti, prior et dominus Mansi, juris utriusque professor, nobis dixerit humiliter supplicando ut te suum scutiferum et consanguineum, de subdiacono et libera procreatum, legittimare in temporalibus, sui contemplacione et gracia, dignaremus; nos ipsius precibus inclinati, ipsum benevolo prosequentes affectu, in personamque suam eumdem honorare volentes, te, quantum ad nos pertinet, in temporalibus legitimamus, et ab hac hora in antea quoad temporalia legitimum declaramus, dantes tibi, auctoritate presentium, plenam, generalem et liberam potestatem, predicto in aliquo non obstante defectu, ad miliciam aspirandi, tutelas gerendi, judicaturas et quecumque alia publica officia ad que assumptus fueris, administrandi, active et passive testificandi, accionem habendi, et omnes alios actus cum integritate juris, et status legitimos exercendi quoscumque posset quivis nobilis legitimus excercere; salvo in omnibus jure nostro et jure quolibet alieno, quod quis inpresenciarum noscitur optinere. In quorum testimonium ut munimen sigillum nostrum presentibus duximus apponendum.

Datum apud Westmonasterium, XIII die aprilis. Per ipsum regem, nunciante Raymundo de Fungavan.

VI et VII. (18 mars 1305.)

1°

LETTRE DE PHILIPPE LE BEL, ROI DE FRANCE,

A ÉDOUARD I, ROI D'ANGLETERRE,

Pour le prier de faire contraindre un marchand anglais de payer à deux bourgeois de Rouen 400 livres qu'il leur doit.

2° (16 mai 1305.)

LETTRE D'ÉDOUARD, ROI D'ANGLETERRE,

A SON CHANCELIER,

Pour qu'il satisfasse à cet égard le roi de France, dont il lui envoie la lettre. (Des liasses de la Tour de Londres. — Bréq. t. LXVII.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, inclito principi, carissimo consanguineo suo Edwardo, eadem gratia regi Anglie illustri, salutem et dilectionem. Cum, sicut ex parte fidelium nostrorum majoris et juratorum ville Rothomagensis accepimus, Andreas de Vastecombe, mercator regni vestri, qui nuper causa mercandi, Rothomagum se contulit, Johanni Perot et Philippo de Mota burgensibus Rothomagensibus, fratribus, in quatuor centum libris parvorum turonensium, ex causa legitima teneatur, quas debuit solvere predictis fratribus brevi manu, antequam de villa recederet supradicta, et ea non soluta idem Andreas se ad vestram jurisdictionem duxerit transferendum : requirimus vos quatinus eumdem Andream ad solvendum dictum debitum eisdem fratribus, quatenus vobis de ipso constaverit legitimis documentis, sic celeriter per suorum

temporalium captionem et distractionem faciatis compelli, sicut velletis in causa consimili nos facturos et quod vobis debeat esse gratum.

Datum Parisius, die XVIII martii.

Edward, par la grâce de Dieu, roy d'Engleterre, seigneur d'Irlande et duc d'Aquitaine, à nostre cher clerk William de Hamelton, nostre chancellier, saluz. Nous vous envoions cy-dedenz unes lettres que le roy de France nous ad envoiées endroit de quatre centz livres de petits tournoys que Andreu de Vastecombe, marchand de nostre royaume, deit à Johan Perot et à Phelippe de la Mote, borgeys de Roan, si comme vous porrez plus pleinement savoir par meismes lettres; et vous mandons que la tenour des meismes les lettres, et la monstrance que le porteur de cestes vous ferra en cele partie, bien entendues, facez sur ce faire et avoir audit porteur tieu remède et tielle grâce par lettres souz nostre grant seal, comme vous verrez que la loi porra suffrir.

Donné souz nostre privé seal, à Craunford, le XVI[e] jour de may, l'an de notre règne XXXIII[e].

N. B. Nous avons copié ces lettres sur l'original en parchemin, auquel sont encore les vestiges du cachet en cire rouge. Les premières lettres y sont attachées. B.

VIII. (12 avril 1305.)

MANDEMENT DU ROI D'ANGLETERRE

AU SÉNÉCHAL DE GASCOGNE,

Pour chasser les Juifs de la province. (*Rot. Vascon.* an. 32-35. Ed. I, membr. 21. — Bréq. t. LXVII.)

Rex senescallo Vasconiæ, etc. Quia nolumus quod Judei infra terram seu potestatem nostram aliqualiter moram trahant, vobis

mandamus quod omnes Judeos a ducatu nostro predicto, visis presentibus, totaliter expellatis, ipsos ibidem ulterius morari nullatenus permittendo.

In cujus, etc. Datum *ut supra* (apud Westmonasterium; XII die aprilis, an. XXXIII.)

IX.

(12 avril 1305.)

LETTRE DU ROI D'ANGLETERRE,

AU SÉNÉCHAL DE GASCOGNE, JEAN DE HAVERINGS,

Pour qu'il informe au sujet d'une plainte portée par quelques particuliers contre l'ancien sénéchal de Gascogne, et les anciens maire et sous-maire de Bordeaux, lesquels seront obligés de faire une entière satisfaction. (*Rot. Vascon.* an. 32-35, Ed. I. membr. 19.— Bréq. t. LXVII.)

Rex dilecto et fideli nostro Johanni de Haveringgs, militi, senescallo nostro Vasconiæ, salutem. Dilecti nostri Amanemus Columbi, Johannes Columbi, fratres; Guillelmus Remundi Columbi et Petrus Vigrii, nobis gravi querimonia demonstrarunt quod Johannes de Hastingges, miles, senescallus quondam noster Vasconiæ; Amaricus de Sancto-Amando, miles, quondam major noster Burdegale, et Guillelmus Rostandi, quondam submajor, seu gentes eorum, tempore quo predicta tenebant officia, ipsis et gentibus suis dampna plurima, injurias enormes et intollerabiles intulerunt, et excessus plurimos in ipsos seu gentes suas commiserunt, super quibus sibi emendam fieri et predictos corrigi pecierunt : Nos igitur ipsos volentes favorabiliter pertractare, et in sua justicia confovere, vobis mandamus quatinus super predictis nobis expositis, per eosdem, vocatis evocandis, veritatem cum diligencia inquira-

tis, et emendari, prout justum fuerit faciatis; et ipsos, in agendis, servata justicia et patrie consuetudine, favorabiliter pertractetis, taliter quod de cetero non habeant materiam conquerendi, set de bono vestro regimine se valeant collaudare.

In cujus, etc. Testis rex, apud Westmonasterium, XII. die aprilis. Per Priorem. (An. XXXIII.)

X. (16 octobre 1305.)

NOTICES DE REQUÊTES

PRÉSENTÉES AU ROI D'ANGLETERRE

PAR LES MARCHANDS DE BAYONNE,

Au sujet des dommages à eux causés par des Français, durant la paix entre les deux rois. (Des liasses de la Tour de Londres. — Bréq. t. LXVII.)

Un grand rôle en parchemin, de douze membranes, contenant toutes les plaintes des marchands de Bayonne sur les divers préjudices par eux soufferts. Ce rôle, en langage gascon, est intitulé au dos:

De dampnis illatis gentibus regis Anglie de Bayona per gentes regis Francie infra sufferenciam captam inter ipsos reges. Volutum istum portavit clericus majoris Bayone apud Westmonasterium, XVI die mensis octobris, anno regni regis E. XXXIII°.

Les petitions que renferme ce rôle, et qui sont toutes adressées à Guy de Ferrière, lieutenant du roi d'Angleterre en Guienne, prennent leur commencement à l'an 1298, et finissent en 1303.

Comme ces pétitions ne nous ont paru d'aucune importance, nous ne les avons point copiées.

Mais, pour donner une idée de ce que contient ce rôle, nous avons analysé sommairement l'une de ces demandes, ainsi qu'il suit :

A vos mossenheur Enguy Ferrere, Caver dou noble nostre seinhor rey d'Engleterre et de Guyaine en Aquitaine med. dugat loctient,

suppliqui et demostri jo Peir de Talarret bezin de Bayonne, que comme en lo temps de le suffrence dous reys, etc.

La plainte consiste en ce que le prévôt de Dax avait arrêté du froment qu'il transportait par eau, de Mont-de-Marsan à Bayonne, comme marchandise, en quoi il prétend avoir souffert 20 livres mort, dont il demande d'être dédommagé.

Les autres pétitions sont du même genre et de personnes de même espèce.

Le rôle est terminé par la somme totale à laquelle sont estimés les dommages compris dans lesdites requêtes, et qui monte, autant qu'il est possible de lire l'écriture très-altérée, à cinq mille neuf cent cinq livres.

Ce rôle est d'une écriture des premières années du XIV[e] siècle. Le commencement de ce rôle est déchiré. B.

XI.

(28 janvier 1306.)

LETTRE DE PHILIPPE IV, ROI DE FRANCE,

Par laquelle il enjoint à plusieurs prévôts et baillis de contraindre des marchands de Douai et d'Amiens à rendre à Guillaume Hulon, bourgeois de Salisbury, onze pièces de draps saisies sur lui injustement durant la trêve entre les Français et les Flamands. (Des liasses de la Tour de Londres. — Bréq. t. LXVIII.)

PHILIPPUS, Dei gratia Francorum rex, preposito Parisiensi, ac Viromandensi, Silvanectensi et Ambianensi ballivis, nec non et gubernatori de Duaco, salutem. Ex parte Guillelmi Hulon, burgensis Salesburiensis, regni Anglie, nobis extitit conquerendo monstratum quod, durantibus treugis inter nos et Flaminges, idem Guillelmus in villa de Lens, in Atrebato, quadraginta et septem pannos per Johannem de Sevelingehem fecit conduci, pro eisdem pannis ad partes Anglie transfrettandis, quos Renerius Liblons, Johannes de Formeries, et Perrotus d'Artesie, ex parte nostra, pro forefacturis, ut dicitur ad partes illas deputati, in manu dicti Johannis ceperunt et arrestaverunt indebite, asserentes dictos pannos esse fore-

factos; cumque ex parte nostra primo Johanni de Chavenio, villeto nostro, et secundo gubernatori de Duaco, ut dicitur, datum fuit in mandatis ut sibi restitui facerent dictos pannos, ac deputati prefati triginta sex pannos eidem Johanni restituerint, alios undecim residuos reddere indebite recusantes, ac propter hoc dictus Guillelmus dampna non modica sustinuerit, ut dicit : quare vobis et vestrum singulis, prout ad ipsum pertinuerit, mandamus quatinus, vocatis evocandis, si vobis constiterit ita esse, detentores pannorum predictorum ad reddendum et restituendum eidem Guillelmo, vel ejus certo mandato, dictos pannos, vel legalem estimacionem ipsorum, cum expensis legitimis de quibus liquebit ratione previa, compellatis, taliter id acturi quod ex parte dicti Guillelmi, ob vestri defectum propter hoc, ad nos non sit ulterius recurrendum. Actum Parisius, die XVIII januarii, anno Domini M° CCC° sexto.

N. B. Copié sur l'original en parchemin. On lit sur la queue : *Rescripta propter defectum Silvanec.* hosp. B.

XII. (28 juillet 1307.)

LETTRE DE PHILIPPE IV, ROI DE FRANCE,

ADRESÉE

A ÉDOUARD II, ROI D'ANGLETERRE, ET A SON CONSEIL,

Par laquelle il lui notifie qu'il a donné licence à Guillaume Hulon, bourgeois de Salisbury, de contraindre, par toutes voies et dans tous les lieux, certains marchands de Douai et d'Amiens tenus de l'indemniser pour onze pièces de drap qu'ils lui avaient saisies durant la trêve entre les Français et les Flamands, en 1304, à la restitution desquels effets la ville de Douai s'opposait, malgré les ordres du roi de France. (Des liasses de la Tour de Londres. — Bréq. t. LXVIII.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, illustri regi Anglie ejusque nobili consilio seu ejus locum tenenti, salutem, prosperam pacem,

gaudium et salutem. Cum sicut ex capitanei nostri Duacensis tenore vidimus litterarum, Renerius li Blons de Duaco et Johannes de Formers, Ambianensis, confessi fuerint coram eodem capitaneo, ex parte nostra ibidem deputato, se et Perrotum de Vadeci habuisse et retinuisse undecim pannos, residuos de summa quadraginta et septem pannorum per ipsos super Guillelmum Hulon, burgensem Saresburiensem, regni Anglie, anno Domini M° CCC° quarto, durantibus treugis inter nos et Flamingos, arrestatorum in villa de Lens, in Atrebato, sine causa; et nos eidem capitaneo ceterisque justiciariis nostris, sub quorumcumque districtibus dicti detentores inveniri potuissent, sepius in nostris dedisse mandatis ut dictorum undecim pannorum una cum dampnis et expensis factis et habitis, occasione arrestationis et detentionis eorumdem, eidem Guillelmo adjudicassent et fecissent restitutionem; attamen, predictorum bonorum possessione non habita, postmodum cum dictus Guillelmus, juxta mandati nostri tenorem, saisinam et possessionem domorum et aliorum bonorum dictorum detentorum sibi tradi et deliberari pecierit usque ad integram satisfactionem, mercatores seu communitas ville de Duaco, sue sequentes libitum voluntatis, non judicium rationis, se opposuerunt et opponant quominus possessio et saisina bonorum predictorum deliberentur eidem, prout, per litteras dicti capitanei super hoc eidem Guillelmo concessas, cuilibet extitit manifestum : Quare vobis et vestrum singulis, prout ad id pertinuerit, testificamur dictum Guillelmum, vestro precedente auxilio, mercatores nostros Duacenses et Ambianenses quoscumque in districtibus vestris inveniri potuerint, licentiatum esse distringere et bona eorumdem detinere; donec de quadam pecunie summa tricentum decem et novem librarum et undecim solidorum sterlingorum, sibi per suum jusjurandum et per legalem nostri consilii estimacionem judicatorum, pro undecim pannis, dampnis et expensis supradictis, satisfactionem sine dilatione aliqua, eidem Guillelmo vel ejus certo mandato fecerint et restitutionem, cum ipsi bona predictorum detentorum injuste detineant,

taliter in partibus vestris id acturi, quod idem Guillelmus, ob vestri defectum, de cetero ad nos non recurrat. Actum apud Liveriacum, XXVIII die julii M° CCC° septimo.

N. B. Copié sur l'original en parchemin. Il se trouve aussi deux copies des mêmes lettres, d'une écriture anglaise contemporaine, qui nous ont servi pour suppléer quelques mots dans l'original dont l'encre est effacée. B.

XIII. (13 octobre 1307.)

LETTRE D'ÉDOUARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il nomme ses procureurs à la cour de France pour les affaires concernant son comté de Ponthieu et de Montreuil. (Supplément manuscrit de Rymer, Ed. II, t. I, n° 6. — Bréq. t. LXVIII.)

DE PROCURATORE IN CURIA FRANCIÆ CONSTITUTO.

Edoward, par la grâce de Dieu, roy d'Angleterre, seigneur d'Irlande et ducs d'Aquitaigne, à tous ceaux que ceste lettre orront ou vorront, saluz.

Sachent touz que nous establissons nostre procureur et chescun pour le tout, maistre Rauf de Seint-Riker, clerk, Nicholas de Gaytone et Pierron Lekat, en tiel manère que li condition de celuy qe vendra devant ne seit pas meilleur, en totes nostres causes mutes et as mouvoir é besoignes, queles q'ele soient, appartenantz à nostre terre et conté de Pontif et Monstroill, pardevant tous seigneurs, justices, jugeours, auditours, arbitres et conservateurs, espéciaument à ceste présent parlement qui vient à la court de Fraunce à Paris ou là il erd, contre totes personnes tant seculères come de seint eglise, queles q'ele soient; dounantz as dits procureurs et à chacun par luy, plein poer et spécial mandement de demander, de requère, de suplier pour nous et de nous défendre, de poser, de

prover, de condure tesmoings, de oïr jugemens, arrestz et sentences deffinitives, de appeler et de l'apel poursuir, et de faire et de dire, tant pur nous comme contre nous, que nous porrons faire ou dire en toutes les choses desusdites é en toutes les appartenantz à yceles, si nous y esteions présentz.

E avons et averons ferme et stable, par obligation de tous nos bienz de la conté de Pontif et de Monstroille, quelconque chose serra fait ou dite par lesdits procureurs, ou par l'un de eaux. E donnons as dits procureurs et à chescun par lui, plain poer de subestabler autre procureur ou procureurs en lieu de aux ou l'un de aux, que autiel poer eit, en totes choses, que leditz procureurs ount, ou lieu de eaux, et de reapeler quant il lur plerra ou à l'un de eaux.

Et ce signifions-nous à tous ceaux à qui il poet apartenir e toucher, par le tenour de cestes présentes lettres, sealés de nostre seal, faites à Londres, le XIII jour d'octobre, l'an de grâce M CCC et VII, et de nostre règne primer.

XIV. (Vers 1307.)

PLAINTES

PORTÉES PAR LES SUJETS DU ROI D'ANGLETERRE,

Devant les commissaires députés par ledit roi et par celui de France, à l'effet d'examiner les contraventions commises contre les trêves conclues entre les deux puissances. (Des liasses de la Tour de Londres. — Bréq. t. LXVIII.)

A vous, seignurs comissaires députez par les rois de France et d'Engleterre à enquère des damages doné as gentz desditz rois d'un part et d'autre, durauntz les trêves entre eux prises l'an de grâce MIL CC IIII^{xx} XVII, monstrent les procureours de la commu-

nalté de souzmis dudit roi d'Engleterre, de soundit roialme et des altres terres de sa seignurie, que, come conue chose soit audit roi de Fraunce et à les grauntz et au commun de son dit roialme, et à ses aidans et ailliez d'ailleours; et fust le jour desdites trewes prises devaunt et après qe les évesques, countes, barouns et les altres nobles et les universitez et communaltés des citées, des villes, et les menuz de la terre d'Escoce feurent en plénère subjection et obéissaunce dudit roi d'Engleterre, et qe ledit roi fust en paisible possession de tute manère de soveraineté haute, menue et basse de la terre d'Escoce susdite; et qe, come en lesdites trewes soit expressément contenue qe nul desdis rois ne de lour southmis, aidans ne alliez, subtrareient ne ousteroient à l'autre roi ne à ses southmis, aidanz, alliez, villes, chastels ne possessiouns, hommes southmis, aidanz ou alliez, ne ne ferroient, apertement ne celément, convenaunces ne traitiz ou altre chose par quoi se ferroit ou se purroit faire durauntz les trewes susdites ou les allowances d'icels faites par le pape Boneface, et affermée des peines de cent mil mars d'argent et de l'obligacioun de touz les biens; et si ascun desditz rois ou lour southmis, aidaunz et alliez, faisse à l'encontre, ceo q'averoit esté forfet par eux ou par ascun de eux, ferroient amender et les tourner en estat deinz lesdites trewes ou après, si ceo n'averoit esté amendée lesdites trewes durauntz : Ledit roi de France et ses southmis, aidauntz et alliez sustreèrent et ostèrent audit roi d'Engleterre et ses southmis, villes, chastels, terres, possessiouns, soutzmis, aidanz et alliez, et fesoient apertement et celéement covenanz et traitiz à la fin susdite, duranz lesdites trewes et les allouances d'icels, dont la communalté des menuz desdiz southmis dudit roi d'Engleterre estoient damagez, taun qe à la mountaunce de DCCCC mil livres de sterlings estre les damages, despenses et intérès qe lesditz menuz ount euz, sustenutz et encorutz par cause de sustretes et prises avant dites, qe amountent au double dudit principal; lesquieux prises, pertes et damages, despenses et intérès, lesditz procureours se profrent de

mettre à voir, solonc ceo qe apartendra, et vous prient, seigneurs comissaires avaunt dits, qe restitution lour soit fet desdits biens, et due satisfaction des damages, despenses et intérès susditz; et vous prient que vous facez ajorner devant vous les procureours ledit roi de France, et les ercevesqes et évesqes, abbés, priors, chapistres, couventz, ducs, countes, barons et altres nobles, et les universités et communaltés des citées et des villes dudit roialme de Fraunce, desqueux les nouns sont contenuz en un roul annex à ycestes, q'ils soient devant vous as jours et lieus covenables à l'une et à l'autre partie, personalment ou par procureours suffisamment enformés, à respondre à lesditz souzmis dudit roi d'Engleterre ou à lour procureours, desdites sustretes et prises et de touz altres grefs, damages, despenses et intérès par eux, lor southmys, aidauntz et alliez faitz et donéez, ès moebles et nient moebles, asditz souzmis ledit roi d'Engleterre, en terre et en mier, duraunz lesdites trewes et allouaunces et countre la forme d'icelles.

Les mounstrances et requestes susdites fount lesdits procureours de la communalté des soumis dudit roy d'Engleterre et espéciaument par les menuz susdits, en faisant protestacioun et retenue à altrefois, en dues lieu e temps, à les déclarer, et les sommes contenuz en ycelles encrestre, et à tuttes altres choses faire et dire en noun desditz menuz qui de droit serrount nécessaires à faire et à dire, pour avoir approuvée sentence en les monstraunces et requestes susdites.

Item fount lesditz procureours protestacioun et retenue à faire mounstrances et requestes pur les ercevesqes, évesques, abbés, priours, chapitres et couventz, et altres persones de sainte église, et pur countes, barouns et altres nobles dudit roialme d'Engleterre et des altres terres de la seigneurie du roi d'Engleterre, pur satisfaction aver dudit roi de Fraunce et de ses ministres et southmis, de tous les despens q'ils ount fet countre lesditz enemis d'Escoce, par cause de l'enfreint des trewes susdites, q'est avenue par ledit roi de Fraunce, taunt par défaute d'acomplissement et garde des conve-

naunces contenues en lesdites trewes, come par choses faites expressément countre la force d'icelles, et por satisfactioun avoir de touz damages, despens et intérès, lesquels lesditz prélatz et nobles ount eues et encoruz durauntz les trewes susdites, par cause de la enfreinte d'icelles de par ledit roi de Fraunce et des soens, come desus est dit, qe amountent au treble et plus des sommes contenues en la requeste des menuz avauntz ditz.

Item fount lesdits procureours protestacion et retenue et espécialement à faire mustraunces et requestes pur les countes, barouns et altres nobles dudit roialme d'Engleterre, q'avoient chastels, villes, terres et rentes en ladite terre d'Escoce du doun dudit roi d'Engleterre quaunt à restitucioun avoir de les despens q'ils firent durauntz lesdites trewes, en la garde des chastels, villes et terres avaunt dites, et quant à satisfactioun aver de touz les damages et intérès qu'els avoient encorues et sustenues, lesdites trewes durauntz, par cause de l'enfreinte d'icelles de par ledit roi de Fraunce et les soens, come desus est dit.

Item à vous, seignurs comissaires avaunt ditz, moustrent lesditz procureours de la communalté desdits souzmis dudit roi d'Engleterre qe, come par vertu desditz maundemenz et commissions à vous faites par lesdits rois de Fraunce et d'Engleterre, vous soiez tenuz à enquere, et due satisfactioun faire as gentz desdits rois de leour ditz roialmes et des altres terres de lor seignuries, de tous dammages entre eux doneez d'une part et d'autre, puis la pées affermée entre les rois susdits, le vintisme jour de may, l'an de grâce m^l ccc et tierce, taun qe à dimenche prechein après la feste de la seinte Croiz, l'an de grâce m^l ccc vi, si come est pleinement contenu en la commission faite par ledit roi de Fraunce, eust esté tenuz par ses lettres patentes seallez de son seal, et afforcé de soun serment, d'estre bons, vrais et loiaux amis et aidaunz audit roi d'Engleterre, countre tuit homme qi puisse vivre et morir, etc. et à suffrer les gentz et marchaunz dudit roi d'Engleterre passer parmy son roialme seurement et sauvement, etc. et deffendre

parmy sondit roialme qe les enemis dudit roi d'Engleterre ne fussent receptez en soundit roialme ne aillours de son poer, ne q'ils n'en eussent d'illucques socur ne confort des vitailles, etc. et come ledit roi d'Engleterre en fet bien garder lesdits articles envers ledit roi de Fraunce, et espéciaument le tiers article susdit countre ses ennemis de Flandres, tutes fois qe de ceo estoit requis...... à grauntz charges et damages de lui et de la communalté de ses soutzmis avaunt dits, qe nul défaute peust estre trouvé de la sue part en la garde et acomplissement des articles de les pées susdites; et come notoire chose soit qe ledit roi de Frannce et ses ministres et subgitz taunt ount failli en la garde et acomplissement des articles desdites paés envers ledit roi d'Engleterre et les soens, que les ennemys dudit roi d'Engleterre en la terre d'Escoce, parmy les graunz confortz, secours et aides q'ils avoient des terres de la seignurie et du poer dudit roi de Fraunce, countre la forme des articles susditz, aient fet plusours des subgitz dudit roi d'Engleterre en sa terre d'Escoce lever countre li et les soens, de guerre, en fesaunz murdres, homicides, arsouns, robberies, à graunt destruccioun et empoverissement desdits subgitz dudit roi d'Engleterre, et à damage desditz menutz de D C M[l] d'esterlings et plus.

N. B. Transcrit sur un rôle en parchemin, contenant trois membranes assez bien conservées. B.

XV. (15 mars 1308.)

LETTRE D'ÉDOUARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il ordonne de restituer à Gaston, comte de Foix, fils aîné de Marguerite, comtesse de Foix et vicomtesse de Béarn, le château de Gavaret, que Gaston, vicomte de Béarn, père de Marguerite, avait engagé à Édouard I pour une somme de 5,000 livres. (*Rot. Vascon.* ann. 1, Ed. II, membr. 2. — Bréq. t. LXVIII.)

PRO GASTONE COMITE FLUXI.

Rex omnibus ad quos, etc. salutem. Sciatis quod cum Gasto, quondam vicecomes de Bierna, obligasset et impignorasset castrum et villam Gavaretti et terram Guerdani cum pertinentiis, claræ memoriæ domino Edwardo, nuper regi Angliæ, patri nostro, pro quinque millibus librarum turonensium parvorum, ac idem pater noster predicta castrum, villam et terram cum pertinentiis in manu sua sic existentia, Arnaldo Guillelmi de Marsano, pro arreragiis vadiorum in quibus sibi tenebatur, liberari fecisset, tenenda quousque ei de dictis quinque millibus librarum turonensium, per heredes predicti Gastonis fuisset satisfactum; quæ quidem castrum, villa et terra in manu ipsius Arnaldi ea occasione adhuc existunt; nosque eidem Arnaldo de duobus millibus et quingentis libris turonensibus satisfecerimus : volentes dilecto consanguineo nostro Gastoni, comiti Fluxi, primogenito filio Margaretæ, comitissæ Fluxi et vicecomitissæ de Byerna, filiæ et heredis predicti Gastonis, gratiam facere specialem, perdonavimus et de dicta summa quinque millium librarum turonensium, duo millia et quingentas libras turonenses, et ei prædicta castrum, villam et terram reddidimus et restituimus cum suis pertinentiis universis, mandantes et precipientes quod literæ et instrumenta quæcumque dicto patri nostro super

obligatione et impignoratione eorumdem castri, villæ et terræ confecta et penes nos seu penes prædictum Arnaldum remanentia, præfato comiti liberentur; ita tamen quod idem comes præfato Arnaldo de residuis duobus millibus et quingentis libris turonensibus primo satisfaciat, seu sibi inde inveniat sufficientem securitatem, de qua idem Arnaldus reputet se contentum. In cujus, etc. Datum apud Westmonasterium, XV die martii (an. I).

Et mandatum est Guiddoni Ferrere, senescallo Vasconie, quod, satisfacto præfato Arnaldo de prædictis duobus millibus et quingentis libris turonensibus, vel securitate sibi inde facta in forma prædicta, eidem comiti prædicta castrum, villam et terram cum omnibus suis pertinentiis, nec non et literas ac instrumenta quæcumque super obligatione et impignoratione eorumdem castri, villæ et terræ confecta, et penes regem in custodia dicti Guidonis qualitercumque existentia, liberari faciat. Datum, *ut supra. Et fuerunt patentes.*

Et mandatum est præfato Arnaldo quod, satisfacto sibi de prædictis duobus millibus et quingentis libris turonensibus, vel securitate sibi inde facta in forma prædicta, eidem comiti prædicta castrum, villam et terram, cum omnibus suis pertinentiis que adhuc sunt in manu sua, nec non et literas et instrumenta quæcumque, etc. *ut supra,* confecta et penes ipsum remanentia, liberet. Ipsum autem, facta liberatione hujusmodi, inde imperpetuum rex quietat. Datum, *ut supra. Et fuerunt patentes.*

XVI. (15 mars 1308.)

LETTRE D'ÉDOUARD II, ROI D'ANGLETERRE,

AU CONNÉTABLE DE BORDEAUX,

Réglant le mode de payement, sur les revenus de la Guienne, de ce qui est dû à certains nobles et autres dudit duché, porteurs d'obligations du roi Édouard I, avec l'ordre de prendre avant tout sur lesdits revenus de quoi acheter mille tonneaux de vin. (*Rot. Vascon.* ann. 1-3, Ed. II, membr. 21. — Bréq. t. LXVIII.)

Rex constabulario suo Burdegalensi, salutem. Cum clare memorie dominus Edwardus, quondam rex Anglie, genitor noster, ordinasset quod diversa debita, in quibus ipse per litteras suas patentes quibusdam nobilibus et aliis de ducatu predicto tenebatur, de exitibus et proventibus ejusdem ducatus, per manus constabularii Burdegalensis, solverentur eisdem; quam quidem ordinacionem, postquam idem ducatus ad manus nostras devenit, acceptavimus, et adhuc ratam habere volumus et acceptam; jamque intelleximus quodplures de dictis nobilibus et aliis debita, que eis sic debebantur, diversis mercatoribus pro minimis seu minus justis preciis vendiderunt, et eis litteras patentes dicti patris nostri de eisdem debitis liberarunt : Nos dictorum nobilium et aliorum indempnitati, quatenus juste possumus, providere volentes, vobis mandamus quod nobiles et alios, qui debita sua hujusmodi non vendiderunt, ut est dictum, in solucionem debitorum illorum, juxta formam ordinacionis predicte, mercatoribus qui emerunt debita hujusmodi, preferatis. Et cum contigerit soluciones fieri debere predictis mercatoribus de debitis eis sic venditis, tunc inquiratis qualiter et quomodo debita illa emerunt, et nos inde distincte et aperte reddatis cerciores, ut ulterius faciamus quod faciendum ordinavimus in hac parte; proviso quod de primis exitibus ducatus predicti, antequam soluciones alique fiant, penes vos tantum retineatis quod mille dolia

vini ad opus nostrum, pro expensis hospicii nostri in eodem ducatu, inde valeant provideri, et quod idem ducatus de exitibus ejusdem bene et sufficienter ante omnia custodiatur. Datum apud Westmonasterium, xv die martii (an. I).

XVII. (Vers 1308.)

REQUÊTE DE JOHN DE HASTINGS
AU PAPE,

Pour le maintien des droits du roi d'Angleterre sur les biens des Templiers en Guienne, lesquels biens avaient été remis aux mains d'administrateurs nommés par le pape. (Biblioth. Cotton. Julius, Ed. II, f° 154 v°. — Bréq. t. II.)

SUPER FACTO TEMPLARIORUM.

Supplicat sanctitati vestre Johannes de Hastinges, filius vester ab antiquo devotus, quod, cum bona Templariorum, in manibus domini sui regis Anglie et ducis Aquitanie nuper existentia, fuissent, ad sanctitatis vestre requisicionem, per dictum Guydonem Ferrere, militem, in officio suo precessorem, administratoribus per vos deputatis in illis, liberata, sub protestacione tali videlicet, quod dictus dominus rex Anglie, dux Aquitanie, utitur in dicto ducatu sicut fiscus, et ad ipsum pertinet confiscatio omnium bonorum incursorum ratione omnium criminum publicorum, et lese majestatis, et hereses, et aliis quibuscumque; et salvo et protestato quod si illustris dominus rex Francie liberaret verbo solum bona Templariorum que sunt in jurisdictione sua, vel aliquid juris retineret in eisdem, quod idem jus esset retentum domino regi Anglie et duci Aquitanie in ducatu predicto; et quod, si dictus dominus rex Francie obtineret aliquam gratiam vel jus de domibus, locis et bonis predictis, quod eadem vel simili gratia gauderet prefatus dominus rex Anglie, dux Aquitanie; et quod idem jus quod in liberacione domorum et bonorum que sunt in regno Francie facta vel facienda per dictum dominum

regem Franciæ, vel ipse dominus rex Francie aut ejus gentes retinebunt vel retinuerunt, idem jus seu simile retineret dictus dominus rex Anglie, dux Aquitanie : ac jam dicatur, quod dictus dominus rex Francie a sanctitate vestra reportaverit ut ipse vestris administratoribus possit aliquos de quibus confiderit, associare, et juxta concessiones hujusmodi quasdam certas personas associaverit vestris administratoribus antedictis : Ut placeat sanctitati vestre per apostolica scripta declarare, domus, dota et bona de ordine Templariorum infra ducatum existentia, quoad predicta, non debere sub generalitate hujusmodi comprehendi; cum in eventu, nisi hoc fieret, in magnum prejudicium dicti domini regis et ducis redundaret; et ita disponere ne per quoscumque administratores per dictum dominum regem Francie vel ejus nomine in bonis et rebus dictorum Templariorum in predicto ducatu existentibus, deputatos dicto domino regi et duci aliquod generetur; ac concedere dicto domino regi Anglie, duci Aquitanie, ut ipse administratoribus vestris aliquos possit in dicto ducatu, pro conservacione dictorum bonorum, ponere loco sui, vel aliter in premissis ordinare, secundum quod sanctitati vestre videbitur ad honorem sancte romane ecclesie, et quod non cedat in prejudicium vel exheredationem dicti vestri filii, domini nostri regis ac ducis.

XVIII.

(12 janvier 1308-9.)

LETTRE DE PHILIPPE IV, ROI DE FRANCE,

Par laquelle il ordonne que les biens des Templiers soient remis aux commissaires nommés par le pape pour en avoir l'administration. (Biblioth. Cotton. Julius, Ed. I, f° 155 v°. — Bréq. t. II.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilectis et fidelibus ducibus, comitibus, baronibus, senescallis, ballivis, judicibus, preposi-

tis, vicariis, castellanis et aliis justiciariis nostris ac quibuscumque aliis temporalitatem in regno nostro habentibus, nec non et super intendentibus negocio Templariorum et bonorum eorumdem, vel eorum loca tenentibus, salutem. Dudum volentes occurrere dissipationi et periculis que circa Templariorum bona in lumine apparebant, manum extendimus ad eadem pro ipsorum custodia, ne perirent; non intendentes Templariorum ordinem possessione vel proprietate dictorum bonorum privare, sed pro ipso ordine, si bonus reperiretur, vel pro subsidio Terre Sancte bona hujusmodi conservare; postmodum vero in (gratiam) sanctissimi patris in Domino Clementis, divina providentia sacrosancte romane et universalis ecclesie summi pontificis presentis constituti, de bonis predictis, ad ipsius requisicionem, manum nostram duximus amovendam, et eidem concessimus quod curatoribus seu administratoribus deputatis vel deputandis ab eo generaliter et a prelatis regni nostri videlicet, per quemlibet singulariter in diocesi sua nos dicta bona mobilia et immobilia que ceperamus et tenebamus, per gentes nostras et ministros, realiter et integraliter tradi faceremus; et nihilominus dictos curatores seu administratores per gentes nostras et ministros defendi et tueri faceremus, prout ad nos spectaret, cum necesse esset et per eos requisiti essemus. Quapropter vobis et vestrum singulis districte precipiendo mandamus quatinus, dicta bona mobilia et immobilia que cepistis ac tenetis, dictis curatoribus seu administratoribus, vel deputatis, seu deputandis a dicto summo pontifice et prelatis predictis, realiter et integraliter tradatis seu tradi faciatis indilate, ipsosque, prout ad quemlibet vestrum pertinuerit, tueamini et defendatis cum ab ipsis fueritis requisiti.

Datum Parisiis, XV die januarii, anno Domini M° CCC° VIII°.

XIX. (15 février 1309.)

LETTRE D'ÉDOUARD II, ROI D'ANGLETERRE,

A PHILIPPE LE BEL, ROI DE FRANCE,

En faveur de Jean de Saint-Paul, marchand de Bayonne, auquel Jean Paydrok, de Calais, avait fait dommage durant la trêve du temps d'Édouard I. (Rymer, supplément manuscrit, Ed. II, t. I. — Bréq. t. LXVIII.)

Excellentissimo principi, domino ac patri suo reverentissimo domino Philippo, Dei gratia regi Francorum illustri, Edwardus, ejusdem gratia, etc. salutem et felices ad vota successus. Vestram regiam magnitudinem requirimus attentius et rogamus quatinus, audita petitione Petri de Sancto Paulo, mercatoris nostri Bayonensis, super captione quorumdam bonorum suorum, tempore treugarum ante guerram Flandriensem, per Johannem Paydrok de Calesio in mari facta, et per eundem, coram auditoribus per vos et claræ memoriæ dominum Edwardum, quondam regem Angliæ, patrem nostrum, deputatis apud Monstrollium judicialiter et in scripturis confessata, de quibus auditores vestri prædicti satisfactionem debitam eidem Petro facere recusarunt, ut asseritur : eundem Petrum, pro quo nos alibi superius vos rogasse meminimus, in premissis favorabiliter et celeriter expedire vestra curet regia celsitudo.

Datum apud Langel, xv die februarii.

XX. (17 mars 1309.)

LETTRE DE PHILIPPE IV, ROI DE FRANCE,

ENVOYANT A ÉDOUARD II, ROI D'ANGLETERRE,

MATHIEU DE VARENNE,

Pour lui indiquer le lieu où se devait faire leur entrevue à la Pentecôte prochaine.
(Des liasses de la Tour de Londres. — Bréq. t. LXVIII.)

Phelippes, par la grâce de Dieu roy de France, à nostre très-chier, amé et féal fil Eduart, par cele même grâce roy de Angleterre, salut, et aveques amour paternel acroissement de grâce et de honnour. Nous (envoions) à vous nostre amé et féau chevalier Mathieu de Varennes, porteur de ces lettres, auquel nous avons chargiée nostre entencion et nostre volenté seur le lieu de la veue que se dut faire de nous et de vous as octaves de la Penthecouste prouchienne à venir. Si vous prions que audit chevalier vous créois en ce cas de ce que il vous dira de par nous, et que vous le metois à effet; et nous en rescrivez par ledit chevalier vostre entention et vostre volenté le plus hastivement que vous pourrois, selonc ce que ledit chevalier vous requerra. Donné à Paris, le lundi d'avant Pasques flories.

N. B. Copié sur l'original en parchemin. B.

XXI et XXII. (Vers 1309, 13 août.)

1°

LETTRE DE PHILIPPE IV, ROI DE FRANCE,

A ÉDOUARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Pour requérir la restitution de 132 pièces de vin que des Anglais avaient enlevées par force sur un bâtiment qui les transportait de Gascogne à Caen.

2°

Renvoi de cette lettre par le roi d'Angleterre à son chancelier, avec ordre de faire prompte justice. (Des liasses de la Tour de Londres. — Bréq. t. LXVIII.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, carissimo filio nostro Edwardo, ejusdem gratia regi Anglorum illustri, duci Aquitanie, fideli nostro, salutem et dilectionem. Alias non semel, sed pluries, fecimus vos ac gentes vestras requiri ut Stephano de Fonte et ejus sociis, sudditis nostris, sexies viginti et duodecim vini dolia, que de partibus Vasconie ad villam nostram Cadomensem, per mare navigio faciebant conduci, queque per gentes et subditos vestros regni Anglie ab iisdem subditis, cum multorum aliorum illatione dampnorum, rapta more piratico fuisse noscuntur, faceretis sine custu et dampno ipsorum subditorum nostrorum debite restitui, quod facere non curastis. Unde, cum de raptu predicto constet liquidius, et quod raptum hujusmodi vestri subditi de regno Anglie commiserunt, requirimus vos attente quatinus vina predicta cum dampnis que occasione predicta ipsi nostri subditi sustinuerunt, eisdem nostris subditis faciatis cum debita celeritate restitui, et carissimo fratri nostro Ludovico, Ebroicensi comiti, cui inter alia presens negocium commisimus, respondere curetis quid super hoc facere inten-

datis ; credentes ei nihilominus in hiis que circa premissa vobis duxerit exponenda. Datum Parisius, die XIII augusti.

N. B. Copié sur l'original en parchemin. On lit au dos, d'une main anglaise, ce qui suit : *Mittatur ista littera cancellario Anglie sub privato sigillo regis, et mandetur sibi quod per brevia, sub magno sigillo regis, fieri faciat conquerentibus ceteris justiciæ complementum, etc.* B.

XXIII. (27 août 1309.)

LETTRE D'ÉDOUARD II, ROI D'ANGLETERRE,

A PHILIPPE LE BEL, ROI DE FRANCE,

Par laquelle il lui demande un sauf-conduit pour Frédéric, fils de Mainfroi, roi de Sicile, qui retournait d'Angleterre en Italie. (Rymer, supplément manuscrit, Éd. II, t. I. — Bréq. t. LXVIII.)

Excellentissimo principi, domino ac patri suo, domino Philippo, Dei gratia regi Francorum illustri, Edwardus, eadem gratia, etc. salutem et successus semper ad vota prosperos et felices.

Cum nobilis vir Fredericus, natus quondam Manfredi, regis Siciliæ, qui ad nos ad partes Angliæ nuper venit, jam sit ad dominum summum pontificem, pro quibusdam negotiis, accessurus : nos affectantes eundem Fredericum favoribus prosequi graciosis, celsitudinem vestram attente requirimus et rogamus quatinus, eundem Fredericum habentes, si placet, nostri intuitu specialiter commendatum, ei literas vestras de salvo et securo conductu per regnum et potestatem vestram concedere dignemini, cum ex parte ejusdem Frederici fueritis super hoc requisiti.

Datum apud Northampton, XXVII die augusti.

XXIV et XXV. (16 et 17 septembre 1310.)

1°

NOTE

De divers papiers remis au sénéchal de Ponthieu par les commissaires du roi d'Angleterre ;

2°

NOTE

De divers règlements portés par les mêmes commissaires sur les affaires du comté de Ponthieu. (Julius, Ed. I, f° 279.—Bréq. t. LXVIII.)

REMEMBRANCES DES CHOSES FAITES EN PONTIFS PAR LES COMMISSAIRES.

Dimenche, le XVI[e] jour de septembre, l'an de grâce M CCC X, à Abbeville, furent baillées au séneschal de Pontifs, par le conseil nostre seigneur le roy illoqes présent, lettres desouch escrites. C'est à saver, une lettre sealée des seals nostre seigneur le roy é madame la reyne, su leur assent au tretiz de peez et acord fait entre ledit séneschal é le consail de Pontifs, é le count de Drews, sur tuz contencious et débatz. En la queu busoigne assentu et compromis est par ledit séneschal é ledit counte en sire Pere de Gué, chivaler, é maistre Nicholes de Gaytone, clerk, si come en arbitres et amiables apésurs des touz débatz et contencious avant ditz é de touz boundes des uns feod et des autres, issint q'il dient, arbitrent et apèsent lesditz desbatz entre ci et la Tourseintz qe vendra en un an, ou devant la Pasch aprés suvant, si avant parfaire ne le puissent, é q'il recourrent à monseigneur Lowys de France ès cas où il se discorderont; é jureront personalement leditz séneschal é counte, de ferme-

ment tenir et garder, etc. souz peine de m livres parisis qi serront commise à cely qi contrevendroit à totes les foitz q'il le feroit, l'arbitrement demorant en son estat. E à ceo se sount obligeez, si come en lettres sealées des seals de Pontifs e deldit counte est plus plénèrement contenuz.

Item. Baillées furent aldit séneschal illoqes, mesme le jour, lettres sealées des seals nostre seignur le roy é madame la reyne, sur leur assent al tretiz de l'acord fait entre ledit séneschal é l'abbé de Vailloles, sur touz débat qe ount esté entre le counte de Pontifs é eux; la queu busoigne ne poeit estre chevie pur ceo qe ledit abbé estoit adonks loins hors du pays, à ceo q'om disoit; et fait assaver qe en icelles lettres est assentu qe les persones acordées pur treter desditz débatz, reportent au roy de France ceo q'il averont fait, issint qe par luy soit jugé et terminé.

Item. Baillées furent aldit seneschal lettres sealées desdit seals nostredit signur et dame, sur leur assent au tretiz de acord fait entre ledit séneschal et l'abbé de Longvillers, sur débatz qe ount esté entre le counte et eux; laquele busoigne demoert par la resoun devaunt assignée; ès quieux lettres est la clause devaunt escrite en la busoigne le counte de Aubemarle, chalengant par ses gentz chace en touz le bois de Cautaeré, pur ceo que, com un droit ne lour donne garenne sur autri terre, demaundé feust q'il mostrassent fait espécial, si l'eussent, pur ledit consile sur ladite cache; où respoundu fut q'il ne la mostreront avaunt q'il eussent sur ceo conseillé leur seignur. Quant as aquest q'il demandeient, ou assignement de la value ès lieux covenables, demaundé lur fut q'il déclarassent où ceux aquest fusisent, é hom les frait resoun; sur quei il voleint aussint lur seignur counseiller.

Item. Acordé est à la péticion monseigneur Thébaut de Pont de Remy, ke la maison Famethim, laquele il tint du bail sire Johan de

Banqwell, jadis séneschal de Pontifs, pur XL f. par an, il la tiegne al terme de sa vie, par meisme le chens, et eit sur ceo lettre desouz le seal du Pontifs.

Item. Le XVII jour de septembre, acordé est par le counte et le consail q'om face le profit nostre seignur le roy des counis en la chace de la foreste de Crescy. Et fait assavoir que tesmoignez est qe la chose purra valer XX livres par an, sanz nul damage faire.

Item. Endroit du boys hors d'Abeville, pur ceo que tesmoignez est par le consail que de CCC jornées q'il a illoqes de boys, que nul profit ne fount au seignur, dount chescune jornée peut estre mise à X fr. par an, si hom l'assartast é bausist la terre à ferme : acordé est qe le profit le seignur en soit fait; é pur ceo q'il est plus ésé à bones gentz de la ville qe à autres, q'il soit baillé à cenx asdites gentz, sauve au seignur la garenne, é q'il ne le puissent assarter ne clore.

Item. Le seignur de Novion, chalengé de trois porceus pris é tués en la foreste de Crescy, é sur ceo aresoné, respondi q'il ceo fit par le cungé Edmond Bourd, garde de la foreste, lequel Edmond avoua le cungé; par quei le counsail mit les amendes du trepas fait par ledit chalengé en suspens à sa volunté.

Item. Commandé est aldit Edmon q'il soit obéissant au séneschal de Pontifs, solonc la forme de l'ordenaunce faite é sealée, é q'il face bien sa garde, sanz utreer; é de ceo q'il n'ad esté obéissant é q'il, contre l'ordenance desusdite, dona cungé aldit seignur de courre en la foreste, le counte retient vers ly l'ordeinement des amendes é del punyssement.

Item. A les demandes qe luy Grauntz, jadis maire et eskevins d'Abeville, fesoient sur eux qui à présent tiegnent ceux estatz, endroit de certeines gentz mettre pur retenire les avenues de la ville, qui fuis-

sent responantz des dettes qe la ville doit, par vut ly héritage des Grauntz ne fuissent en péril ; é de ceo aussint qe touche la garde del comun seal : respondu est pur ceo q'il est tesmoigné qe le marie é ly eskevins se sount duement porté en l'un et l'autre, dount hom ne set mostrer le contraire, il ne semble mie q'om peut lur estat, quant as recortes ne à la garde du seal, changer.

Item. Le xvii[e] jour de septembre, comaundé est au maire é as eskevins de Abeville, qe, endroit des frotz de la ville qi sont al seignur, deferent son profit, é endroit de la moyté de la courberie de Abeville, qe est du droit le seignur, sur queux choses il empeschent le seignur et mettent débat, q'il se portent en tieu manière vers lour seignur q'il n'aveit damage ne occasioun de prendre à eux ; é qe endroit de reprendre Johan Lessop, clerk en la ville, il en facent taunt que plus grant damage ne y aviegne.

Item. Comandé est à mesmes ceux q'il facent tieu résoun des persones prises e mises en la garde le séneschal pur trepas fait à mestre Nicholas é au recevour, é puys restorer auditz meire et eskevins à lur prière, qe le seignur é les soens se puissent tenir aparé par réson. Et au séneschal comandé est q'il se face en lour défaute.

XXVI. (8 novembre 1310.)

LETTRE DU PAPE CLEMENT V,

A PHILIPPE IV, ROI DE FRANCE,

Au sujet de l'administration des biens des Templiers. (Biblioth. Cott. Julius, Ed. I, f° 155. — Bréq. t. II.)

Carissimo in Christo filio Philippo, regi Francie illustri. Dudum, ut securius in negotio Templariorum agenda procederentur, tibi

duximus concedendum quod, cum per nos universaliter et tui regni prelatos singulariter, certos curatores seu administratores bonorum ordinis Templariorum ipsorum ordinavissemus constitui, tu, si specialius de aliquibus personis considerares quas velles, cum eisdem administratoribus vel curatoribus, administrationi dictorum bonorum et custodie interesse, illas nobis vel certis prelatis, quibus ut ipsi, vel eorum aliquis, personas per te ad hoc nominandas, administratoribus seu curatoribus adjungerent supradictis, commisimus, adjungere et ponere procurarent; et demum iidem prelati certas personas super hoc eisdem administratoribus seu procuratoribus ad nominacionem tue magnitudinis adjunxerunt, de quibus, dilecte fili, nobilis vir Johannes de Hastings, senescallus Vasconie, nuper ad presentiam nostram accedens, querelam exposuit coram nobis, et nihilominus quandam super hoc supplicationem exhibuit, quam tibi mittimus presentibus interclusam. Cum itaque nos, dilectissime fili, carissimum in Christo filium nostrum Edwardum, regem Anglie illustrem, cujus idem senescallus officialis existit, in nostri pectoris intuitu præ multa dilectione portamus, tueque ad ipsum tanquam ad filium dirigi plene dilectionis sciamus affectum, et propter hoc, nedum quod nos actu quo ejus dissimulacione debeamus injurias, sed potius de sui honoris augmento tenemur sollicite cogitare : magnificenciam regiam rogamus et hortamur attentius quatinus sic prudenter in hiis tui consilii magnitudo provideat, sicque remedium adhibeat oportunum, quod nullum per illicitos actus administratorum hujusmodi per te nominatorum, dicto regi prejudicium generaretur in posterum; quin immo, actibus eisdem subductis, et, per hoc, causa hujusmodi querele sublata, honor et jura regis ipsius in hac parte absque lesionis macula conserventur. Datum Avinione, v id. novembris, pontificatus nostri anno quinto.

XXVII. (Vers 1310.)

ARTICLES

PRÉSENTÉS AU NOM DU ROI D'ANGLETERRE, DUC DE GUIENNE, AU ROI DE FRANCE,

Au sujet des appels des juges dudit duché à la cour de France, avec les réponses du roi de France à chacun de ces articles. (Julius, Ed. I, f° 312 v°. — Bréq. t. LXVIII.)

Significaverunt regie majestati gentes regis Anglie et ducis Aquitanie, quod, licet de antiqua consuetudine ab officialibus et subditis dicti ducis in dicto ducatu, passim in omni casu ad ejus senescallos, seu locum tenentem ducis ipsius in ducatu predicto, consueverint appellari, et per ipsos senescallos seu locum tenentem cognosci de appellationibus supradictis: appellaciones tamen appellancium ad vos seu curiam vestram Francie, omisso predicto medio, contra dictam consuetudinem, in dicti ducis prejudicium, per vos seu ipsam curiam noviter admittuntur.

Responsum in Pictavis III. art. :
Dominus rex non concessit istam; tamen mittetur, si velint, ad inquirendum qualiter sit usitatum.

Item, significaverunt quod, cum a senescallis, seu locum tenente dicti ducis in dicto ducatu, tam in causis predictarum appellacionum quam aliis de quibus principaliter cognoscunt, ad vos sive dictam curiam vestram Francie, solum in duobus casibus, videlicet defectu juris et iniquo seu pravo judicio, consuetum fuerit appellari et appellationes admitti per vos seu curiam supradictam; tamen ipsa curia vestra Francie appellationes emissas indifferenter, eciam in quibus-

cumque aliis casibus, a predictis de novo recepit in prejudicium dicti ducis.

Placet regi quod sciatur qualiter sit usitatum; et si volunt quod sciatur, respondetur eis sicut est in quodum parvo rotulo, in hunc modum :

« Il est otreié de grâce espécial audyt roi d'Engleterre, quant aus apeaus, que en la terre qui se governe par droit escrit é en la terre qui se governe par droit, om gardera le droit escryt; é en la terre qui se governe par costume, l'en n'apèlera que de défaut de droit et de faus justiement ou de tel gref excès qui soit hors de tote justice : c'est à entendre appèler de faus jugement, tote foiz que jugement se fra, é de défaute de droit, totes fois que li juges suficiaument requis ou sommez faudra de fere jugement, en cas où il afiert jugement à fere par la costume de la terre; é durera ceste grâce II ans; sauf ceo que, si acunz du pays se veut doloir que ceste grâce soit en son préjudice, pour cause suffizant q'il allégera, la court le roi de France en fra droit. »

Item, significaverunt quod, cum eadem vestra majestas regia inclite recordacionis domino Edwardo, regi Anglie, dum novissime venit ad partes Vasconie, in perpetuum concesserit quod, quandocumque a duce Aquitanie seu ejus senescallo in dicto ducatu, ad curiam Francie contingeret appellari, curia Francie, antequam in hujusmodi appellacione procederetur, per suas litteras dictos appellantes remitteret ad ipsius ducis examen, ita videlicet quod prefatus dux vel ejus senescallus infra tres menses a recepcione dictarum litterarum, emendarent et corrigerent id super quo fuerat appellatum; alioquin ex tunc dictus dux seu ejus senescallus denuo citarentur, et procederetur in appellacionibus supra dictis : tamen gentes vestre predicta non servant hujusmodi infringindo.

Non potest fieri sine injuria. Tamen fiet eis litteræ, si velint, secundum visionem sub hac forma factam in alio rotulo in gallico :

« Il est otreié au roy d'Engleterre que, si aucuns appellaunts enpètre adjornement en la cause d'apel au parlement venaunt, peut r'aler à la gent le roy d'Engleterre; é s'il veut le jour pendent é renuncier à son apel, é fere acord à la court du roy d'Engleterre é à partie, ou prendre droit et jugement, s'il le plest. É ne le porra du roi de Fraunce suir d'amende, pur ceo fere; sauf totes voyes que si la besoygne n'avoit pris fin par renunciacion, acort ou jugement dedeinz le jour assigné en parlement, si li apelauntz veut, la querele revendroit au parlement par fere droit come devaunt, entre touz ceux q'il porroit tocher. E durera ceste grâce jusques à x anz. »

Item, significaverunt quod, licet contrahentes coram officialibus et subditis dicti ducis jurisdictiones habentibus aut notariis ducatus ejusdem, in litteris seu cartis obligacionum concessis per dictos contrahentes, renuncient beneficio cujuslibet appellacionis et omnibus aliis exceptionibus, et super contentis in dictis cartis seu litteris, per tenorem ipsarum cartarum seu litterarum, pecierint et voluerint ad tenenda et complenda contenta in ipsis cartis se tanquam pro re judicata compelli, et exequcionem sine aliqua reclamacione fieri contra eos : tamen curia vestra Francie impediendo appellaciones appellancium factas ad differendum dictam exequcionem admittit, eciam si litere seu carte obligacionum predictarum essent sigillis dicti ducis, quibus utitur in illis partibus ad contractus, sigillate.

Non fiet, quia licet renunciaverint tempore contractus, tamen possunt debitores multas exceptiones per hoc, tempore exequcionis petito, proponere; que, si non admittantur, juste poterunt appellare.

Item, significaverunt quod, cum ex antiqua consuetudine de causis appellacionum interpositarum a curia dicti ducis, in casibus videlicet supradictis, in quibus ad vos seu curiam vestram Francie est solitum, aut aliis dictum ducem contingentibus, in parlamentis generalibus dicte curie Francie et non alibi cognosci et judicari consueverit: nec

appellantibus ad dictam curiam Francie per senescallum Petragoricensem, guardiatores nunquam, nec per ipsam curiam Francie, nisi raro, et tunc, premissa cognicione et ex grandi causa, consueverint deputari; nec senescallus Petragoricensis vel aliquis alius super hiis que post appellaciones attemptata dicuntur aut aliter in dicto ducatu, cognicionem aut jurisdictionem aliquam consueverit vel debuerit exercere, nisi per patentes litteras speciales dicte curie Francie; aliqua forsan exequcio committeretur eidem, de qua commissione per easdem litteras, aut earum copiam de verbo ad verbum, sub sigillo ipsius senescalli Petragoricensis, ante omnem exequcionem seu cognitiones dictis senescallo seu locum tenenti dictis in dicto ducatu, fides fieri consuevit; et aliter non petebatur senescallo Petragoricensi predicto (quod eciam vestra majestas regia fieri non debere, cum dictus senescallus Petragoricensis niteretur absque nostra, dato ad exequciones et cogniciones faciendas in ducatu predicto domino Edwardo tunc duci ad tollendum omne dubium, declaravit) : tamen idem senescallus Petragoricensis et alii senescalli vestri, absque aliqua commissione seu mandato speciali super hoc sibi factis, de eis que attemptata dicuntur, eciam priusquam appellaciones predicte per dictam curiam recipiantur, et super aliis sibi cognicionem usurpant et inhibent gentibus et subditis dicti ducis, et contra ipsos, nedum ipsis appellantibus, sed eciam adherentibus eis gardiatores concedunt, et eciam eos citant, sive ad citandum ipsos servientes mittunt in dicto ducatu; et nisi eis pareant, ipsos exbanniunt et multipliciter molestant contra jus et racionem, et in prejudicium dicti ducis, et eciam contra declarationem et consuetudinem supradictas.

Item, si aliquis apellet juste vel injuste ad dictam curiam Francie, et aliquis malefactor, ex favore quem habet cum ipso apellante, se dicat esse adherentem suum, licet comodum vel incomodum cause pro qua apellatur non pertinent ad ipsum malefactorem, idem tamen malefactor recipitur pro adherente, et sibi conceditur gardiator, sicut et appellanti contra dictam observanciam, in prejudicium dicti ducis;

propter quod sic adherentes se pretendunt exemptos a jurisdictione dicti ducis, quod est prorsus iniquum, cum ex hoc fiant auditores ad committendos excessus, eorum maleficiis, pretextu appellacionum et gardiatorum hujusmodi, remanentibus impunitis.

Litera fiet.

Item, plures malefactores, ut penas eis pro commissis maleficiis imponendas vitare possint, vel liberius alia valeant perpetrare, in vocem appellationis prorumpunt ad vos seu curiam vestram Francie, licet non aliquo dictorum casuum predictorum nec eciam alias, coram suo judice, sed in ecclesiis aut quadruviis ad hunc finem ut, exempti a jurisdictione dicti ducis, per dictum ducatum possint arena portare et subditos dicti ducis non appellantes dampnificare; contra quos sic appellantes senescalli dicti ducis non sunt ausi aliquid attemptare, nec eos cum arenis capere, quin petatur tanquam attemptatum in appellacionis prejudicium revocari, quod est in prejudicium dicti ducis.

Non fiet litera, quia responsum est sufficienter in arrestis antiquis de quibus non habent copiam.

Item, (cum) custodia nundinarum et itinerum in multis partibus dicti ducatus delinquincium, in eisdem cognicio et punicio ad dictum ducem et officiales suos pertineat ab antiquo; idem tamen dux, contra justiciam, in sui predicti juris exercicio sepius impeditur, eo pretextu quod unum ex dominis villarum in quibus dicte nundine tenentur, aut in quorum territoriis dicta itinera sita sunt, ad vos seu vestram curiam appellare contingit, eciamsi appellans hujusmodi non habeat nisi tricesimam partem in villis seu territoriis in quibus sunt itinera supradicta, nedum pro parte contingente dictum appellantem, sed eciam pro partibus omnium aliorum qui non appellaverunt nec eciam appellacioni predicte adheserunt.

Litera fiet.

Item, cum ex pluribus dominis unius castri, ville seu loci dicti ducatus, unum ad curiam vestram Francie appellare contingit, eciamsi appellans idem ultra partem tricesimam non haberet, tamen gentes vestre dictum ducem et ejus officiales seu subditos impediunt, pretextu appellacionis hujusmodi, quominus jurisdictionem suam valeat exercere, nedum in appellantem, sed omnes alios porcionarios, quamvis non appellaverint nec appellacioni adheserint supradicte.

Concordat cum proximo, et fiet sicut in proximo.

Item, cum de consuetudine observata in magna parte dicti ducatus, utpote Burdegalensi, Vasatensi, Aquensi, Bayonenensi civitatibus et dyocesibus, et pluribus aliis partibus ducatus ipsius, nullus nobilis aut innobilis, nisi baro forsan existeret, et tunc infra fines baronie sue, fortalicium edifficare valeat sine ipsius ducis speciali licencia et assensu; et aliquociens edificantes absque predicta licencia cohiberi contingat, juxta consuetudinem predictam, et ob hoc ipsos frequenter ad dictam curiam Francie appellare : senescallus Petragoricensis, de appellacione non cognito vel discusso in parlamentis Francie, sicut habet fieri de consuetudine supradicta, dat eis licentiam complendi dicta fortalicia in prejudicium dicti ducis.

Non fiat nisi de mandato curie.

Item, si judex juxta officium suum velit procedere ad faciendum exequcionem alicujus testamenti per aliquem facti, et ille ad quem bona pertinent appellat frustratorie, occasione appellacionis predicte inhibetur judici ne procedat ad exequciones testamenti, et sic non ducitur ad exequcionem sed potius frustratur voluntas defuncti, quod de jure et consuetudine debet minime tollerari.

Non est facienda littera quousque constet curie Francie utrum

bene vel male fuerit appellatum; ad quam curiam pertinet cognicio utrum bene vel male fuerit appellatum.

Item, significaverunt quod gentes vestre in quadam bastida Petragoricensis diocesis, que Sancti Ludovici vulgariter appellatur, nedum homines questabiles ad voluntatem et astrictos glebe dicti ducis seu subditorum suorum quorumcumque, recipiunt in burgenses dicte bastide et eos restituere dicto duci seu subditis, contra consuetudines dicti ducatus ac totius regni Francie, contradicunt; verum bajulus et officiales dicte bastide, ad instanciam dictorum hominum, et alios officiales et subditos dicti ducis coram se respondere compellunt, eorum bona capiendo in terra dicti ducis, ac personas sibi non parentes banniendo, et alia gravamina multipliciter inferendo.

Fiant littere quod non recipiantur questabiles ad voluntatem; et de aliis quod non gaudeant, nisi edificent et onerentur.

Item, significaverunt quod, cum ipse dux vel gentes sue per aliquem suum subditum requirantur quod super aliquibus rebus aut juribus possessis, nomine dicti ducis, viginti, vel trigenta seu pluribus annis pacifice et quiete, aliquibus de ipso conquerentibus, faciant per curiam dicti ducis, sicut fuit actenus consuetum, justicie complementum; et hujusmodi querelantes juste vel injuste ad curiam Francie appellare contingit : gentes vestre, non cognito nec discusso utrum legittime vel frivole fuerit appellatum, et alias, sine cause cognicione, quamvis gentes ducis prompte fuerint ipsis querelantibus, secundum terre foros et consuetudines justiciam exhibere, rem seu jura petita ad manum suam ponunt, ducem eumdem (quamvis, appellacione pendente, nichil innovare deberent in sua possessione predicta), contra justitiam molestando.

Fiat littera.

Item, significaverunt quod, cum sepe guerrarum periculis inter nobiles illarum partium et eis hinc inde paratis ad arma, ab officialibus dicti ducis, inhibentibus ipsis nobilibus ne guerris et armis hujusmodi ad invicem se offendant, et res contenciosas, juxta patrie consuetudinem, ad manum suam ponentibus, per ipsos nobiles ad dictam curiam Francie quandocumque frivole appellari contingat, licet gentes ipsius ducis eis offerant facere justicie complementum; tamen gentes vestre nedum appellaciones hujusmodi, que recipiendo non sunt velut interposite, ad malignitatis sue presidium recipiunt; verum eciam, eisdem appellantibus, propter quod manu tenetur eorum iniquitas, gardiatorem concedunt, qui, non incognito nec discusso de appellacione et ipsius justicia, nedum impediunt saizinam dicti ducis, verum eciam quandoque contingit quod eumdem ducem partem suam habentem in castris seu villis predictis, et de qua parte dicto duci nulla questio movebatur, quominus jure suo gaudere possit impediunt et perturbant; etsi contra sic frivole appellantes, et appellacionibus pendentibus, strages hominum et incendia perpetrantes, et domos et castra sua cum machinis ad invicem insultantes et destruentes, sicut patet per exemplum in dominis de Busseto et Agullione, diocesis Aginensis, ac multis aliis locis dicti ducatus per gentes dicti ducis, exigente justicia procedatur : ipsi tales malefactores sub velamine appellacionis hujusmodi, defendunt se cum armis contra gentes ducis predicti, quamvis seu vestra curia Francie dudum ordinavit quod tales appellantes contra gentes ducis predicti suum officium exercentes armis se non defendant; quod si fecerunt, curia vestra super hoc non defendet eosdem : sed si gentes ducis, appellatione pendente, excesserint contra eos, faciet eis super hoc emendam fieri vestra curia memorata; et nihilominus gentes vestre predicte processus gentium dicti ducis contra hujusmodi malefactores, quantumcumque rationabiliter habitos, per viam acceptatorum revocant et anullant contra jus et ordinacionem et consuetudinem memoratas, ex quibus homicidiæ, insidiæ, exercituum congregacio, et obsessio castrorum, depopulacio et con-

sumpcio patrie et alia mala plurima proveniunt, in magnum prejudicium dicti ducis et totius patrie supradicte.

N. B. Cette pièce ne porte point de date. Le lieu où elle est placée dans le cartulaire d'où nous la tirons fait présumer qu'elle est environ de l'an 1310, du temps d'Édouard II et de Philippe le Bel. B.

XXVIII. (Vers 1310.)

LETTRE DE PHILIPPE IV, ROI DE FRANCE,
A ÉDOUARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Pour le prier, dans le cas où les habitants d'Ypres seraient forcés de prendre le parti des Flamands rebelles, qu'il ne cesse pas de les bien traiter comme étant toujours attachés à la France. (Des liasses de la Tour de Londres. — Bréq. t. LXVIII.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, magnifico principi Edwardo, eadem gratia regi Anglie illustri, filio nostro carissimo, salutem et felicium successuum incrementa. Cum comes Flandrie et nonnulli villarum Flandrensium se adversus nos in rebellione posuerint hiis diebus, dilectosque nostros habitatores ville Yprensis, qui inter ceteros aliarum villarum Flandrensium magis in nostra devocione juxta posse suum hactenus prestiterunt, si contingat eos cum aliis per oppressionem eorum poni in rebellione predicta contra nos, capi vel arrestari propter hoc non velimus vel eorum res et bona : dilectionem vestram rogamus quatinus dictos habitatores, eorum res vel bona existencia sub vestris districtibus, capi vel saisiri non permittatis occasione predicta, vel eos propter hoc quomodolibet molestari, cum speremus ipsos in nostra devocione firmos existere, licet se ponantur forsan cum aliis in rebellione predicta. Datum Compendii, die xxv julii.

N. B. Copié sur l'original en parchemin. L'écriture paraît du commencement du XIVe siècle. B.

XXIX. (Vers 1310.)

DEMANDES

FORMÉES PAR LE ROI D'ANGLETERRE, DUC DE GUYENNE,

Relativement au duché de Guyenne, avec les réponses du roi de France. — Demandes du roi de France avec les réponses du duc de Guyenne. (Julius, Ed. I, f° 294 r°. — — Bréq. t. LXVIII.)

A son très cher seignour le roi de France prye sez humble fyz Edward, roi d'Engleterre é duc de Guyayne, que la grâce que fu fete à son père le roy d'Engleterre à sa vye, c'est à savoir que, si ledyt son père ou son lutenaunt en duché escheyent ou estoyent convenentz en causes de apeaus fetz en la cour de Fraunce, ne encorussent peyne ne cheissent en forfeture, é que sauf li fust tot droit contre les appeaus qui cherroyent, é de renvoyer les apeaus à la court dudyt duc pour emender le jugement et pour fere droit, si défaute y estoit, dedeinz troys moys : si gârce de plener poer royau audyt Edward son fiyz é à ses heirs descendaunz de li é de dame Isabelle, sa chère compaygne, fylle dudyt duc nostre seigneur le roi de Fraunce, qui seront duc Guiayne, et que li tems III mois soit doublez à VI mois.

R. A cest premier article ne sera nule response taunt que l'en voye plenère obéissance en la duché de Guyayne.

Item. Que excès é désobéissaunces qui porroyent estre mys sus lui ou sus les ministres ou souzgetz, puis la darreyne pès, soyent quitez et relessez, é touz procès et défaute, si acun, à instaunce de qui q'il soyent, en sunt fetz ou grauntez, soyent repelé et anullé.

R. Li roi de Fraunce le peot fere quant à son droit, non pas quant

au droit d'autrui, é ne conseille l'om pas q'il le face des sogetz le roi d'Engleterre qui ne sunt ses ministres, mès que les nouns des sogetz soyent nemés, et les forfetz sus, si que le roi pusse savoir si il sur ceo porra ou vodra fere grâce ou non.

R. Le rois le fra quant au roi d'Engleterre; et de ses ministres, sauf le droit d'autrui de ses autres sogetz; le roi fra si cum desus est escryt.

Item. Q'il soit graunté au duc de Guiayne à touz jours q'il ne soit apelé au roi de France ne à sa court de nul jugge official ou ministre du duc de Guiayne, for de celi qui tendra généraument son lit au meyme duché.

R. Ce ne peot estre fet saunz peché et saunz fere tort aus sogetz des juges desquieus l'an a costume de auncienneté apeler saunz moyen en la court de France; més des autres desquieus l'en a costume de auncienté apeler au lutenaunt, le roi le fra.

Item. Que ens causes civiles ne soit apelé avaunt la définitive sentence, si ceo ne est ou cas ouquel le droit civils seoffrent que l'en apèle, ne que diffinitive sentence ne soit apèlé ou cas où apel est défenduz par droit escryt. Et si l'en apele autrement, que tieus apeaus ne soyent receuz par le roi de Fraunce ne par sa court; ne à tieus apeaus se front governer par droit escryt ou par costume, ensi que la fourme et le tems d'apeler ne se chaungent.

R. Ceo ne peot estre fet en terre qui se coverne par costume, saunz péché et saunz tort fere aus sogetz, desjuges desqueus l'en ad a costume de auncienneté à apeler saunz mayen, en la court de Fraunce. Le roi ne le fra pas de jugges des queus ad acostumé de ancienté apeler sanz moyen à la court de France; mès des autres desqueus l'en ad acostumé d'apeler au lutenaunt, le roi le fra. Aus somys, le roi ne le fra pas en la terre qui se governe par costume, kar il ne le porrait fere sanz péché; mès en la tere qui se governe par droit escryt, il le fra.

Item. Que ens causes de crime, si come est homicide, larrecin, robberie é autres crimes dont peyne de vie ou de membre doit ensuivre, l'en ne puisse apeler, kar ainsi est usez par les ministres et justiciers du roy de Fraunce; é pour ceo que par tieus apeaus mout d'omicides et d'autres malfets sunt demorez saunz punyssement, ceo ne peot estre fet saunz péché é saunz tort fere aux souzgetz en pays qui par costume se governe, si n'estoit en cas ou en custume fust tele; ne en païs qui se governe par droit escryt, sinon ou cas où droit defendroit tieus apeaus, meesmament de home d'estat, é de bone renomée; et de ribauds, larrons, murtrés é autres de mal renomée, desqueus ne seroit pas présumpcion, que par hayne ne pur ce leur les justiciast, est onkore périlleus; car que l'en pusse apeler d'un petyt héritage é non de la persone d'um home, semble que ceo seroit grand inconvénient.

R. Le roi ne le fra pas en pays qui se governe par costume si n'estoit en pays où costume fut tiele, ne en païs qui se governe par droit escryt, sinon en cas ens queus droitz escrytz defendroit tieus apeaus estre receuz, mesmement de persones d'estat ou de bone renomée; mès d'autres viles persones é de male renomée, si come desus est escryt, il le suffrira, si ne voit que ont melfeist de tiele suffraunce; laquele chose, si il poit savoir, et le repeleroit quant à touz.

Item. Que l'en ne puisse apeler de défaute de droit, si n'est en article de définitive sentence ou autre péremptoire ou grandament préjudicial; é que lors pour eschiver la subornacion é la fausseté des témoings, que ens ces cas mesmament soloit estre fetes. E pour refréner la malice des apelauntz, soit pourveuz remédie convenables. E semble que sur ceo porroit l'en tiel remédie mettre : c'est assavoir, que celi qui demaundra droit doint sa demande en escryt à celui qui tendra le lyt du duc de Guieyne. E cil mesmes lutenant doint aussi sa response en escryt, é sur ceo doint et soit tenuz à doner sa letre ouverte; et si il la devoit doner, que sur ceo soit fet instrument public par acun tabellion du pays où ces choses se frount.

E en cel instrument, soyent expressé en la meillore manère que fere se porra, le jour, le lu et l'oure, pour ouster tote fraude. E que la court de Fraunce ne graunte à nulle semonce par défaute de droit, si il n'apert par lettre au lutenaunt du duc ou par instrument public, qui conteigne la demande de la partye é la response du lutenant, é cum il là deyvé doner la letre que la response que le lutenant avera fete par défaute de droit. E que la court de Fraunce teigne dever soi cele letre ou cel instrument par reson duquel grauntera semonse sur défaute de droit, pour ceo que la partie ne pusse changier en la vérité du feit.

R. Cest article ne se peot fere en pays où l'en use de costume, ens cas où le jugge est tenuz de rendre droit en la provision desus escryte, porroit estre mout périlluse se li jugges de qui l'en apéleroit ne voloit guarder bonne foi ; é en la terre qui se governe par droit escryt, l'en apèle pas de défaute de droit, einz vient l'en au sovereyn par simples quereles, é le soverein mande à son féal que il face droit, ou il le fra en défaute de lui. Le roiz ne fra pas ceste requeste, car il ne porroit sanz tort fere et sanz péché en pays qui se governe par costume. E la provision desus escryte seroit mout périlluse aus sugetz, car li jugges se couroussent volunters quant om apele de eus. E bien doit suffire, car aussi porroit-il prover, é seroit receu à ceo, q'il eyent offert à fere droit, comme lur aversaire porront prover que en lur eyt défailli de droit fere. E en terre qui se coverne par droit escryt, ne vient l'en pas au sovereyn par apel de défaute de droit, mès par voye de simple querelle, é li sovereinz escryt à son soget q'il face droit, ou icil sovereinz le feroit en la défaute du soget.

Item. Que les apelans ne soyent exempts forz en la cause en quei il apèlerount.

R. En la terre que se governe par costume, ne peot estre fet sanz fere tort aus sogetz et sanz péché.

Ceste requeste, li roi, en la terre qui se governe par costume, ne fra pas ceo, car il ne porroit sanz tort fere aux sogetz e sans péché.

En la terre qui se governe par droit escryt, il le fra solom ceo que droit escrytz veut.

Item. Que les apelans ne eyent adhérentz quant à excepcion ne quant autre chose qui pust empescher la juridiction du duc de Guieyne.

R. Li roiz l'otroye, for en cas où la nature de la cause emporte aéraunce à lu; ou si li adérant n'estoit tiel que par la moleste que l'en lur froit, li apelaunt porroyent estre empêché de purseure lur apel, ausi come père enfaunt, sauve de l'apelaunt et de sa propre persone meyme, é personnes semblables desqueus fut grant présumcion q'il fussent grevé par reson de l'apel.

Item. Que li duc de Guieyne ou son lutenant duquel l'en apèlera ens causes ens queus il ne fra partye, ne soit tenu de pourseure lesdytes causes en la court de Fraünce, forz quant l'en li semblera; mès les parties les poursuent, si il quident bien fere.

R. Il ne se peot fere en terre qui se governe par costume sauns fere tort aux sogetz, si il ne voloyent que la sentence lur feist autiel préjudice come si ils y avoient esté. Li roiz ne le fra, ne le peot fere, sanz fere tort et sanz péché, en terre qui se governe par costume, s'il ne voloyent que la sentence lui feist autiel préjudice come s'il y estoyent apelé et fussent présent. E en la terre qui se governe par droit escryt, l'en lur gardera droit escryt.

Item. Que des causes des appeaus du duché de Guieyne soyt la terre où li apel se front governé par droit escryt ou par costume, connoysse l'en é jugge au comun auditoire de la court de Fraunce et non ailleurs, é par les greygnurs du conseill. E ens causes qui principaument tocheront le duc de Guieyne, par les pers de Fraunce.

R. Li rois otroye que ens cas qui tocheront le duc, soyent fet li justicement par le grant et commun conseill, é de partie à partie, si

come il est acostumé; mès que la court doyve estre garnie de pers, ce ne se doit ſere, for ens cas où il deyvent estre apelé.

Item. Que li lutenaunt du duc de Guieyne de qui l'en apèlera à la court de Fraunce, pusse assigner jour à l'apelaunt au procheyn ensuant parlament, é estre ce que la court de Fraunce ordeyne que certein tenz soit establit, dedeinz lequel li apelauntz pourchace é face mettre à exécution la somonce en la cause de l'apel, quant li lutenaunt du duc ne li avera asigné jour au parlement; autrement sera tenus pour non apellant.

R. Li roiz l'otroye, mès que li juges de qui il sera apelé doint jour au parlement au jour du duché é q'il y eit espace suffizaunt, é en doint sa lettre, et que li non venaunt aient tel damage cum il averoyent, si il estoyent semons par la court. Li termes dedeinz lequel li apelauntz doit enpétrer son ajournement est mys par là costume de la court, c'est assavoir dedeinz le prochein parlement, si il y ad assez de tens.

Item. Que chacun pusse à son apel, q'il avera ſet à la court de Fraunce, renuncier sanz licence é hors de ladite court.

R. Il est fesable de grâce, pourquoi li apelauntz le face de son bon gré.

Il plest au roi à fere de grâce à son fiz, si li apelauntz le face de son bon gré.

Item. Que aus apelaunts ou autres sogetz du duché de Guieine, li roiz de Fraunce ou sa court ne doint licence de porter armes en duché de eus ou lur lus garnir ou défendre encontre les justiciers ou ministres dudyt duc. E qui le contraire fra, n'eyt amende par la court de Fraunce ; kar par tiels licence sont avenus moud de maus en duché de Guieyne.

R. Li roy l'otroye en taunt come li ministres du roi d'Engleterre seront plenèrement obéissaunt ens apeaus, autrement non ; et que

li apelant et lour biens soyent exempts, si come ilz deveront par la costume, é que la partie adverse ne porte armes, si ceo ne soit en cas par quei il fust amys au roi, q'il dust doner le congé mesmement sur certeyn nombre.

Item. Que l'on doyt foi aux registres du duc de Guieyne sur les procès et jugementz qui y seront registrés, é aussi au lettres qui seront prises d'iceus registres é seront sealées du seal de ladyte court, lesquels seront monstrées en la court de Fraunce par une de les parties ens causes des apeaus; é que li lutenant du duc soyt tanus de faire bailler tieles letres dudyt seal à la partie qui li dimandera, pur ce que les apelants ne pussent chaunger ens procès et jugementz, come il ont fet au tens passé; é que les causes des apeaus pussent plus légèrement estre terminées.

R. Il plest au roi, més que de checune jornée la partie eit son procès soulz le seau del juge, ou si le registre se escrivoit de assentement des parties, ou si la partie ne voloit prover défaute de la court, o si elle ne voloit prover contraire vérité ou autre livre que l'escripture ne content; mès si partie voloit prover, si come est desus dyt, par tesmoynes contre les chosez ezcrytes, ne fussent receus for persones dignes de foy é en nombre suffizaunt.

Item. Que nulle cause soit oye ne receue en la court de Fraunce contre le duc de Guyeine ou ses sogetz par simple querele, mès taunt soulement par verai resort de apeau; car de ceo est la fraunchise des pers de France.

R. Il plest au roi, for ens cas ès quieus il y poent venir par la soveroineté li roi, en païs où l'en use de costume é en païs où l'en use de droit escrit, en cas de ladyte sovereyneté ou que droit escryt veot.

Item. Que les jugementz et arrêts de la court de Fraunce qui tocheront ledyt duc ou ses sogetz, lor soyent doné en escryt overte-

ment en la manère q'il soyent pronunciés et mys en registres de ladyte court.

R. Il est reson, et lur sera fet.

Item. Que les auditours des tesmoynes é autres exécutors doynent aus parties qui les requèrent, en escryt overt souz leur seals, lur parties sur totes les choses qu'il feront en ceo qui touche ledyt duc ou ses sugetz.

R. Il est fesable, sauf les déposicions des témoynes qui ne seront publiés. Il lur sera fet, sauf les déposicions des témoynes qui ne seront publiés.

Item. Que ledyt duc ou son lutenaunt ou ses souzmys ne soit tenuz de obéir aus séneschaus ou aus ministres du roi de Fraunce, si n'est pur espécial mandement de celi roi; lequel mandement il soyent tenus à monstrer.

R. Le roiz otroye ensi : c'est à savoir que l'en défendra aus séneschaus q'il ne le facent; non mye q'il doynent congé aus ministres du roi d'Engleterre q'il désobéissent, car il devent touzjours obéir, é est contre la costume des autres pers qui obéissent aus bailis et aus séneschaus, pour fere recréaunces pour mettre débatz en la mayn le roi, é ens cas de garde, é en défendaunt les apeaus, é en assignaunt jour au parlement. E ceste défense sera gardée, si le séneschal ou le lutenaunt ne le fesoyent pour périll aparissaunt ou pour cas de garde espécial, là où covient que s'il soyent gardé par les séneschaus é par les bailis, car autrement la garde vaudroit poi ou nient.

Item. Que quant les gentz dudyt duc proposerunt devaunt les séneschaus, auditours ou exécutours du roi de Fraunce contre itieus mandementz, cause resonable, ou ceux qui la proposerunt tendront pour resonable, que il se ofrent de aler avaunt en la besoyne, é mettront jour au prochein parlement aus parties à qui la besoyne

touche à oyr et recevoir droit sur ladyte besoyne ; car autre que la court de Fraunce n'i peot jugger ledyt duc.

R. Il n'est pas fesable si cum il le requèrent ; é ne sera pas fet, si com il le requèrent.

Item. Que li roi de Fraunce, par ocasion ou par cause de dette ou de gage ou demaunde, ne prenge ne tiegne à sa mayn les terres des souzmys dudyt duc, ne aveque eus ne fasse pariage ; et si fet en ad, ne le tiegne en dit duché.

R. Il n'est pas fesable que li roiz ne pusse prendre pour ses dettes é emendes, mès q'il mette hors de sa mayn dedeinz tens convenable les choses q'il prendroit. Quant au pariage, il n'en doit nule fere, ne fera en préjudice du duc; més si nuls en avoit fet, il covendroit apeler ceus q'il touche et de fere par voye de reson.

Item. Que l'en ne face seysines ne séquestres en dyt duché par autorité du roi de Fraunce, si n'est par jugement de sa court, é que nuls séneschaus ne ministres du roi de Fraunce ne assaille ne envaïsse la terre de ladyte duché par armes ou autrement sanz maundement dudyt roi espécial, lequel mandement il soit tenus de mostrer audyt duc ou à son lutenaunt.

R. Il n'est pas fesable ; totefoiz les gens du roi de Fraunce ne devent envayr ne envayront sa terre à armes, taunt come il seront obéissaunt, ne adoncques sanz comaundement du roi espécial, si ce n'estoit par hastif ou aparissaunt périll.

Item. Que les bastides dou roi de Fraunce faites et à faire usent, quant à la terre et au soumis doudit duc, d'icelui droit comun duquel usent les autres viles ancianes dudyt roi, oustées é abatues totes mauveises franchises : c'est à savoir que le défendour doint q'il soit contreintz de pléder en la court du demandeour, é ens autres semblables, lesquels les avaunt dytes bastydes se forcent de user é

de usurper, é à soi aproprier, é que les homes questans de ladyte duché ne soyent receus en borgois au voysins desdytes bastides.

R. Il convindra mettre é mettra l'en atempreement ès abus des batides, apelez ceus à qui il touche.

Item. Que li roiz de Fraunce ne teigne tabellions ou notaries, ou autres officiaus ou ministres demorauntz en lur offices, usauntz en la terre dudyt duc.

R. Il est fesable et sera fet.

Item. Que enquestes que l'en fera ens cas qui deveront estre fetes, qui tocheront ledyt duc ou ses souzmis, soit publiés, si come ore ad acostumé fere des atestacions, é des tesmoynes en cas ordinaires.

R. Cest cas est contre la costume général de la Fraunce en terre qui se governe par costume, si n'est en cas de propriété; pur quei il ne se peot fere pour le mauveis eussample qui s'enssueroit.

Item. Que ceus qui diront q'il sont marchaunt ou messagers du roy de France, pur quei il vodront estre fran et quites de péages é des costumes, portent sur ceo les lettres dudit roi, é soyent tenuz de les monstrer, é jurer sur seintz que les biens q'il mènent sount du roi é du tot à son périll, saunz nule fraude.

R. Il est reson de mostreer les lettres, é que celi qui mènera les choses face ledit serement; é sera fet.

Item. Que ledyt duc de Guieine pusse pleider en demandaunt é défendant par procureur, é avoir procureur clerc en la court de Fraunce ou par devaunt auditors é exécutours qui seront assigné par ladite court, non contrestaunt costume ou estatuz qui soyent au contraire.

R. Il est fesable é plest au roi q'il pusse avoir clerc procureur; mès il seroit mauveis eussample q'il pussent pleder à touzjours mès

par procureur; car aussi vodroyent avoir li grantz homz; mès l'en li fra grâce totefoiz que mester sera, saunz difficulté. E si avenoit que li roi feist la grâce en acun tens, si coviendroit-il encore en défendaunt é ensement en demandant, si il estoit avis au roi que la cause fust tiele pourquoi il dust venir en sa propre persone.

Item. Que les choses par les pès ancienes demeorent à acomplir, soyent accomplies, é les surprises soyent restitué.

R. Il est fesable d'une part é d'autre, é que persones soyent establies qui tost le facent. E plest au roi que se face.

Item. Come par la court de Fraunce eyt esté ordené, é establi, é mandé publicquement à Tholose que nules guerres noveles ou ancienes ne fussent sufertes ne sustenues en reaume; e mandé au lutenant du duc que tieles guerres feist cesser en iceli duché, que se le mesmes lutenant destreigne les guerres fesaunz à lez lesser; é pour ceo avient que l'en apele, que tieus apeaus par ladyte court ne soyent receu, ne le lutenaunt du duc ne soit tenuz à déporterà tieus apeaus.

R. Il est fesable et plest au roi, mès que les lutenauntz ne facent fraude, é q'il n'i eit autre juste cause d'apeler.

Item. Soyent otreyées é grauntées audit duc é ses successeurs, duc de Guieyne, les gardes des églises cathédraus é autres régulées et séculères, é des persones, é des églises qui sunt é seront en la terre du mesme duché, ausi come n'a gueres fu pryé à Boloigne.

R. Ceo ne se peot fere sanz péché é toler autre droit, é que li roiz ne feist contre son serement.

Cestes responses si-desus escrytes ad li roiz, ordenées par son conseill, ausqueles il n'entent rienz à chaunger; é est sa entente que si pleinère obéissaunce ne se fesoit en la Guyeyne, que eles fussent tenues pour nules; é que l'obéissance soit tieus que ele dure.

DEMANDES DU ROI DE FRANCE AU DUC DE GUYENNE, ET RÉPONSES DE CELUI-CI.

Primèrement. Q'il soit mandé aus justiciers de Gascoigne q'il obéissent aus mandementz du roy de Fraunce q'il seront fetz, de repeler les attemptaunts qui seront et ont esté fetz pus que l'en ad apelé de eus.

R. Respondetur quod fient contenta in articulis, orta, attemptata in causis de quibus extitit appellatum ante guerram, et post tempus pacis et pro et contra apellationes.

Item. Q'il obéissent aus mandementz é ordenaunces qui ont esté fetz sur le fet des Juys é de lur biens, é des Templers é de lur biens.

R. Respondetur, quantum ad Judeos, quod expellantur cum bonis suis extra ducatum. Verum, de Templariis et bonis eorum, dicunt gentes ducis se non teneri, cum ad ipsum ducem cognicio temporalitatis eorum pertineat et pertinuerit ab antiquo, nec dominus rex Francorum nunquam aliqua guardia usus fuerit in eisdem.

Item. Q'il obéissent le roi é donent eyde à recoverer les annueus é les dismes de eus au roi en Guascoyne, é les autres dettes qui li sunt dues.

R. Ad requisitionem pape et domini regis Francorum super annualibus una et decimis debitis, facient compulsiones ministri ducis in ducatu et ad solam requisitionem gencium dicti domini regis super debitis ejusdem.

Item. Q'il soit mandé que en touz les instrumentz que l'en fra, que l'en mette le noun du roi de Fraunce régnaunt, si come il estoit acostumé devant la guerre.

R. Mandabitur quod fiat.

Item. Q'il renvoyent lur sugetz obliés sous le seal le roi, é les autres marchaundanz, é la feyre de Moissac, en la manere q'il ad esté fet anciennement.

R. Mandabitur quod, ut olim extitit consuetum, observetur.

Item. Q'il renvoyent lur sugetz qui averont mesfet en la terre le roi au lu où il averont mesfet, pour prendre droit, si come il estoit fet avaunt la guerre.

R. Respondetur ut in proximo præcedenti.

Item. Q'il facent choere la maletoute que les borgois de Bordeus liëvent, laquelle li roi lur otreya pessà jusques à sa volunté, laquele li roi ad repelé; é tu ceo facent de tous noveus péages é noveles costumes.

R. Fiat.

Item. Q'il restablisse à sa grâce tous ceus qui en tens de la guerre ont esté de la partie le roi de Fraunce, é que lur bien lur soyent rendu. É s'il en y ad nul prisoner, q'il soyent délyveré; é s'il en y ad nul banniz, qui soyent repelés, é espéciaument ceus de Bayone, é son frère, é ses compaignons.

R. Fiant contenta in articulo quatinus processum est occasione guerre.

Item. Q'il soit mandé que touz les actes fetz par le roy de Fraunce é par sa gent, taunt come il tynt la terre, lour soit délyverés.

R. Fiat tradentem hominem sufficientis conditionis secundum formam pacis.

Item. Que les biens des marchaunts d'Amiens e de Corbie, qui ont ésté pris en Engleterre, lur soyent rendus oveque lur damages.

R. Quod, vocatis evocandis, fiat de plano justitia super istis.

Item. Que li biens d'esglises é des sugetz du royaume de Fraunce, qui ont esté pris en Engleterre, lour soyent delyverés oveque totes les levées.

R. Premissa sunt completa; si quid tamen restat complendum, compleatur juxta tenorem pacis.

Item. Que tut li homage é les féautés receus par li ou par autre en noun du roi d'Engleterre en duché de Guienne, avaunt q'il entrast en la foi le roi de France, é mesmement contre le roi de Fraunce, soyent de tot mis à nient.

R. Fidelitates et homagia recipi poterunt secundum formam pacis; sed quod contra dominum regem aliqua recepta fuerunt absit.

N. B. Cette pièce a été copiée sur le manuscrit de Julius, Éd. I. Depuis elle a été collationnée sur le rôle original en parchemin, dans les archives de la Tour de Londres. On a corrigé, au moyen de ce rôle, plusieurs fautes manifestes; on y a marqué en marge les autres différences, mais on n'a rien changé à l'orthographe du manuscrit, qui diffère beaucoup de celle du rôle.

Cette pièce, dans le cartulaire d'où nous la tirons, est immédiatement suivie des lettres de Philippe le Bel, roi de France, données à Paris l'an de grâce 1286, au mois de juillet, imprimées dans Rymer, t. II, page 221.

Mais comme la pièce ci-dessus fait mention d'Isabelle, reine d'Angleterre, femme d'Édouard II et fille de Philippe le Bel, roi de France, encore vivant, on ne peut fixer la date qu'entre l'an 1308 et l'an 1314, depuis le mariage d'Isabelle jusqu'à la mort de Philippe le Bel. B.

XXX. (3 mai 1313.)

LETTRE D'ÉDOUARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il accorde à la commune de Bayonne le privilége de conserver ses us et coutumes. (Rymer supp. t. IV, n° 179. — Bréq. t. LXXX.)

Edwardus, Dei gratia rex Angliæ, dominus Hiberniæ et dux Aquitaniæ, dilectis et fidelibus suis majori, juratis et toti communitati civitatis suæ Baionensis, salutem.

Attendentes grata et laudabilia obsequia, quæ progenitoribus nostris, quondam regibus Angliæ, et nobis hactenus fideliter impendistis; sperantes etiam quod fidelitatis vestræ constantiam velitis futuris temporibus eo constantius continuare quo vos majoribus gratiis et favoribus fuerimus prosecuti : volumus et vobis, tenore præsentium, duximus concedendum quod omnibus consuetudinibus et custumis rationabilibus, quibus vos et antecessores vestri, cives civitatis prædictæ, ibidem hactenus usi estis, de cetero utamini et absque impedimento nostro seu ministrorum nostrorum quorumcumque, prout jus dictaverit, gaudeatis; mandantes senescallo nostro ducatus prædicti et omnibus aliis officiariis, ballivis et ministris nostris ejusdem ducatus, qui nunc sunt et qui pro tempore erunt, ac eorum locatenentibus, quod vobis, super eisdem consuetudinibus et custumis, rationabiliter non inferant injuriam, molestiam, dampnum, impedimentum aliquod indebite seu gravamen.

Datum apud Westminster, tertio die maii, anno regni nostri sexto.

XXXI. (28 juin 1313.)

MANDEMENT DE PHILIPPE LE BEL, ROI DE FRANCE,

AU DUC DE GUYENNE,

De se trouver sous quinze jours à Arras avec hommes et chevaux prêts à marcher contre le comte de Flandre, qui avait enfreint les articles de la paix faite entre eux. (Des liasses de la Tour de Londres. — Bréq. t. LXVI.)

CITATIO FRANCIE REGIS AD ARMA PROPTER INOBEDIENCIAS VASSALLI IN NON COMPLENDO CONTENTA IN TRACTATU PACIS INTER IPSUM REGEM ET VASSALUM PREDICTUM.

Philippus, Dei gratia Francie rex, karo filio et fideli nostro duci Aquitanie, vel ejus locum tenenti in dicto ducatu, salutem et dilec-

tionem. Cum, propter plures inobediencias, per comitem et gentes Flandrie nobis et mandatis nostris factas, de integrando et complendo contenta in tractatu et concordia pacis inter nos et ipsos facta, pluries requisiti; habita super hoc cum prelatis, baronibus nostris plena deliberatione, de ipsorum consilio non possimus amplius sustinere, quin ipsos ad tenendum et complendum in ipsa pace contenta faciamus compelli : vobis, sub fidelitate et obediencie debito quo nobis tenemini, mandamus et districte precepimus quatinus, in quindena proximi festi beate Marie Magdalene, apud Attrebatum intersitis in armis et equis, secundum status vestri decenciam, summonentes omnes homines et subditos vestros, et injungentes eisdem ut tunc similiter ibidem intersint. Datum Pontisare, XXVIII die junii, anno Domini millesimo CCC^mo XIII°.

On lit au dos : Pro Vasconia et Insulis.

N. B. Copié sur une copie authentique en parchemin et de l'écriture du temps. B.

XXXII.

(18 mai 1316.)

LETTRE D'ÉDOUARD II

AU SÉNÉCHAL DE GASCOGNE,

Portant mandement de rendre justice aux communautés des marchands de vin de l'Agénois, lesquels, à l'occasion de quelques droits que les jurats et la commune de Bordeaux avaient exigés d'eux dans ladite ville, s'étant adressés d'abord à la cour du roi de France et mis sous la sauvegarde dudit roi, en conséquence d'un arrêt qu'ils avaient obtenu, avaient ensuite renoncé à ladite sauvegarde en se soumettant à la juridiction du sénéchal. (*Vascon. Rot.* an 9. Ed. II, membr. 8. — Bréq. t. II.)

Rex senescallo suo Vasconie, qui nunc est vel qui futuro tempore erit, et ejus locum tenenti, salutem. Cum nuper, dato nobis intel-

ligi quod communitates mercatorum vinetariorum Agennesii, occasione quarumdam custumarum ab eis in civitate nostra Burdegale, per juratos et communitatem ejusdem civitatis, tunc exactarum et levatarum, erga dictos juratos et communitatem, in curia magnifici principis domni Ludovici, Francie et Navarre regis illustris, fratris nostri karissimi, curiam nostram, in hac parte diffugiendo, questionem dudum movissent; super quo negocio, in curia dicti regis, eedem communitates mercatorum Agennensium, pro eis arestum fieri procuraverunt; et postmodum ea de causa ipsas communitates in salvam gardiam ipsius domini regis, non sine nostri prejudicio, poni fecerunt, ipsam gardiam adhuc advocando et prefatos juratos et communitatem super aresto predicto non mediocriter pergravando, easque communitates expensis et laboribus fatigando; mandaverimus dictis communitatibus mercatorum Agennensium ac omnibus et singulis mercatoribus, in dictis partibus Agennesii constitutis, rogantes et eciam injungentes quatinus, salve gardie predicte renunciantes, ad jurisdiccionem nostram in curia nostra, coram vobis, supra principali negocio predicto redeant, coram vobis super eodem justiciam recepturi; dederimusque per alias literas nostras prefatis juratis et communitati in mandatis quod prefatas communitates et mercatores predictos amicabiliter pertractari, et premissa penes se in omnibus faciant observari : vobis mandamus quod, cum dicte communitates mercatorum gardie predicte renunciaverint, et ad jurisdiccionem nostram in curia nostra, coram nobis, super premissis, redierint, dictis partibus faciatis debitum justicie complementum, et pro dissensionibus hinc inde amicabiliter pacificandis, cum omni qua poteritis diligencia, interponatis partes vestras. Datum apud Westmonasterium, XVIII die maii.

Per ipsum Regem et Consilium.

N. B. On trouve plus bas, membrane 6, d'autres lettres sur la même affaire, adressées : *Juratis et communitati civitatis nostre Burdigalensis.* Le roi leur fait savoir qu'il a donné mandement à son sénéchal d'Aquitaine, *per quasdam alias... litteras..., quod* (communitatibus mercatorum vinetariorum Agennesii) *faciat debitum justicie com-*

plementum, quodque in dissensionibus hinc inde pacificandis, cum omni diligencia interponat partes suas. La date est la même que dessus.

Suivent immédiatement les lettres d'Édouard, *communitatibus mercatorum vinetariorum Agennesii, ac omnibus et singulis mercatoribus vinctariis in dictis partibus Agennesii constitutis,* pour les engager à renoncer à la sauvegarde du roi de France en se soumettant à la juridiction du sénéchal de Guienne. Ces lettres, aussi datées de Westminster le 18 mai, font mention des deux mandements: l'un adressé audit sénéchal, que nous avons transcrit tout au long; l'autre aux jurés de la ville de Bordeaux, que nous nous sommes contenté d'extraire. Dans ce dernier, le roi leur recommandait de traiter à l'amiable les marchands de vin des villes en Agénois. *Vobis mandamus firmiter injungentes quatinus prefatas communitates mercatorum vinetariorum ac omnes et singulos mercatores de dictis partibus Agennesii, amicabiliter pertractari, etc. etc* B.

XXXIII et XXXIV. (18 mai 1316.)

LETTRE D'ÉDOUARD II,

AUX HABITANTS DES VILLES ET CHATEAUX DU BAZADOIS,

Portant que les subsides et dons qu'ils avaient faits et promis de faire au roi, pour la guerre contre les rebelles d'Écosse, ne tireraient par la suite à aucune conséquence contre eux.

NOTES

Sur pareilles lettres adressées aux habitants des cités, villes, comtés et châteaux du Bordelois, de la sénéchaussée des Landes et de celle du Périgord. (*Rot. Vascon.* an. 9, Ed. II, membr. 6. — Bréq. t. II.)

Rex dilectis et fidelibus suis, Probis Hominibus civitatis Vasati, Juratis et Communitati ville nostre Reule, ceterisque Probis Hominibus et Communitatibus villarum Lingenii, Boceglonii, castri Candroti, Redorta, Pontideaurati, et ceterarum villarum, Communitatum et castrorum in terra nostra Vasatensi, salutem, et presentibus dare fidem.

Noveritis quod, cum vos pro guerra nostra contra Scotos, inimicos et rebelles nostros, quedam nobis subsidia et dona feceritis seu

facere promiseritis, jam de novo nos jura vestra volentes illabata servare, volumus et concedimus, pro nobis et heredibus et successoribus nostris, quod promissiones, dona et subsidia predicta que nobis fecistis et facturi estis, ut premittitur, nullum vobis seu vestrum aliquibus aut alicui prejudicium afferant in futurum, et quod ad consequentiam alias non trahantur; recognoscentes hujusmodi promissiones, subsidia et dona nobis per vos ad presens fieri ex mera liberalitate vestra et gratuita voluntate. Super quibus quidem concessione et recognicione, litteras nostras sigillo curie nostre Vasconie sigillandas, quoad hec omnia et singula, vestrum cuilibet eas requirenti, fieri volumus et mandamus, et tantam fidem eisdem litteris adhiberi ac si essent magni sigilli nostri impressione munite.

Datum apud Westmonasterium, XVIII die maïi.

Per ipsum Regem.

Consimiles littere fiant Juratis et Communitati civitatis Burdegalensis, ceterisque Probis Hominibus et Communitatibus villarum Sancti-Macharii, Sancti-Emilionis, Liborne, de Burgi-supra-mare, et ceterarum villarum, comitatuum, et castrorum in terra regis Burdegalensi.

Item, Juratis et Communitatibus civitatum Baione et Aquensis, ceterisque Probis Hominibus et Communitatibus villarum Sancti-Severi, Bone-Garde, Herbe-Faverie, Borin, Meruzam, castrorum Mali-Leonis et Sancte-Quiterie, ceterarumque villarum, Communitatum et castrorum in senescallia Landarum.

Item, Juratis et Communitatibus ballive Sancti-Asterii, villarum Belli-Regardi, de Lyndia, de Palnaco, castri et ville de Moleriis, villarum Belli-Montis, Rupispine, Montis-Pazerii, Franqua et de Cassalibus, ceterarumque villarum et castrorum senescalcie Petrogoricensis.

N. B. Cette pièce se trouve sur un petit morceau de parchemin, cousu en haut de la membrane 6 du rôle. B.

XXXV. (29 mai 1316.)

LETTRE DU ROI ÉDOUARD II,

A FOULQUES DE VILLARET,

CHEVALIER MAISTRE DE L'HOSPITAL DE SAINT-JEAN DE JÉRUSALEM,

Par lesquelles il lui recommande Pierre Raymond, chevalier du même ordre, et neveu de feu Bertrand de Savignac, secrétaire de feu Édouard I et d'Édouard II en Guyenne. Il l'engage de plus à pourvoir son protégé de quelque place honorable dans l'ordre, et à lui accorder la permission de rester à la cour pour quelques affaires dont il l'a chargé. (*Rot. Vascon.* an 9, membr. 3. — Bréq. t. II.)

Rex religioso viro, fratri Fulconi de Vilareto, militi, magistro hospitalis sancti Johannis Jerosolimensis, salutem.

Cum dilectione sincera dilecti nobis in Christo fratris Petri Raymundi, militis vestri ordinis, nepotis quondam bone memorie fratris Bertrandi de Savynhaco, in dicto ducatu Aquitanie genitoris nostri etiam secretarii, desiderantes non immerito honoris et profectuum incrementa, eundem Petrum, quem, ob ipsius strenuitatis et industrie probitatem, de nostro secreto consilio retinuimus in partibus ducatus predicti, dilectioni vestre sinceris effectis commendamus, attencius vos rogantes quatinus, ad ejusdem fratris merita virtuosa vestre considerationis intuitum dirigentes, sibi de aliqua condecenti ballivia seu administratione gubernanda per ipsum, secundum vestri ordinis instituta, nostri velitis consideracione providere; ita quod idem Petrus nostris, in partibus illis, liberius intendere consiliis, et vestra ac domus vestre negocia utilius valeat procurare; non sinentes ipsum ad vos ad partes ad presens accedere transmarinas, ne commissa sibi ex parte nostra negotia contingat ea occasione retardari, set ei in dictis morandi partibus et circa nostra ac vestra nego-

tia intendendi licentiam, nostri intuitu, tribuatis. Volumus enim vestris desideriis in hiis que vestris et vestre domus profectibus convenire videbimus, inveniri exinde oportunis temporibus prompciores.

Datum apud Westmonasterium, XXIX die maii.

Per peticionem de Consilio.

XXXVI. (29 mars 1317.)

LETTRE D'ÉDOUARD II,

Portant réunion à perpétuité à la couronne d'Angleterre de la ville de Bayonne, à la demande du maire, des jurats, des cent pairs et de la commune de ce lieu. (Rymer, suppl. t. IV, n° 150. — Bréq. t. LXX.)

Edwardus, Dei gratia rex Angliæ, dominus Hiberniæ et dux Aquitaniæ, universis præsentes literas inspecturis, salutem et presentibus dare fidem.

Regalem decet magnificentiam fideles et benemeritos, et precipue illos qui fidei constantis fervore regiis beneplacitis adheserunt et laudabilia obsequia impenderunt, favore regio communire, et, quanto fideles hujusmodi ad tam utilia obsequia inveniantur proniores, tanto eos debet regia benivolentia gratiosius amplecti, et inter sibi peculiares merito numerare, ut sic ad grata obsequia subditi se reddant imposterum promptiores, et presidentes obsequentibus majorem gratiam exhibeant et favorem. Cum itaque dilecti et fideles nostri Jurati, Centum Pares et Communitas civitatis nostræ Baionensis, progenitoribus nostris, quondam regibus Anglie et ducibus Acquitaniæ, ac nobis, temporibus transactis, laudabiliter deservierint, in obsequiis dictorum progenitorum nostrorum et nostris labores indefessos sustinendo; et jam nobis supplicaverint ut ipsos, licet in nostra benivolentia et gratia sicut ceteri fideles nostri recumbant,

velimus nostræ cameræ annectere, prerogativa dilectionis specialis: Nos, ad grata et laudabilia servitia per ipsos et eorum antecessores progenitoribus nostris prædictis et nobis impensa, nostræ considerationis intuitum dirigentes; sperantes etiam quod, quatenus ipsos et civitatem nostram prædictam nostris et heredum ac successorum nostrorum affectibus specialius conjunxerimus, eatenus nos heredes et successores nostri illos et eorum hæredes ac successores inveniemus, in futurum, ad nostra et hæredum successorum nostrorum beneplacita promptiores: Majorem, Juratos, Centum Pares et Communitatem civitatis nostræ predictæ, nostre et hæredum ac successorum nostrorum camere perpetuo duximus annectendos; volentes et concedentes pro nobis et hæredibus et successoribus nostris, quod civitas nostra supradicta coronæ Angliæ et cameræ nostræ hæredum, ac successorum nostrorum, imperpetuum remaneat sic annexa, et quod a corona regni nostræ Angliæ aut camera nostra, hæredum vel successorum nostrorum, ad manus, usum vel proprietatem alterius nullatenus transferatur; hoc tantummodo excepto quod civitas predicta per nos, hæredes et successores nostros, nostro et ipsorum hæredum et successorum nostrorum primogenitis vel futuris hæredibus regni Angliæ et ducatus predicti, dari, transferri valeat et concedi, quod eo nihilominus coronæ regni annexa remaneat et privilegiis cameræ nostræ, hæredum et successorum nostrorum, sicut prius, gaudeat et utatur.

In cujus rei testimonium, has literas nostras fieri fecimus patentes.

Datum apud Claringdon, XXIX die martii, anno regni nostri decimo.

XXXVII. (8 avril 1318.)

LETTRE DE PHILIPPE V, ROI DE FRANCE, A ÉDOUARD II, ROI D'ANGLETERRE.

En faveur de l'évêque d'Avranches, qui réclamait des dîmes dans l'île de Gersey.
(Des liasses de la Tour de Londres. — Bréq. t. II.)

Magnifico principi Edduardo, Dei gratia regi Anglie illustri, carissimo fratri nostro, Philippus, eadem gratia Francie et Navarre rex, salutem et dilectionem ac prosperos ad vota successus. Cum vos alias, pro dilecto et fideli nostro Abrencensi episcopo, per nostras alias rogaverimus litteras, super quibusdam ecclesie sue coram vobis pendentibus negotiis, ratione seu occasione quarumdam decimarum ac aliarum paucarum possessionum sitarum in insula de Gerseyo, ad eandem ecclesiam spectantium, per cujusquidem episcopi relacionem, cum profunda gratiarum actione recepimus vos, preces nostras gratiose receptas, executioni mandasse favorabili, quantum ipsius negocii status et qualitas tunc temporis exigebat; et adhuc processus postea factus, exigente negocii qualitate, presensque status ejus requirat, ut asserit idem episcopus, ulterioris justitie complementum: iteratis precibus vos affectuose rogamus quatinus eidem episcopo, in eis que de pretacto negocio supersunt agenda, vos, sine tamen juris offensa, velitis exhibere favorabilem, taliter quod partes nostras sibi et ecclesie sue sentiat fructuosas per recepcionem celeris justicie complementi; tantum super hoc, si placet, facientes quantum nos velletis pro vobis et subditis vestris facturos in casu consimili vel majori. Datum Parisius, die viii aprilis.

N. B. Copié sur l'original en parchemin. On lit au dos, d'une main moderne, II. E. 2. — Rymer a fait imprimer des lettres de Philippe IV a Edouard I sur le même sujet. (Voyez t. I, part. IV, p. 11.) B.

XXXVIII et XXXIX. (19 août 1318.)

1°

REQUETE DES MARCHANDS D'AMIENS,

A ÉDOUARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Pour obtenir délivrance des deniers provenant de la vente de leurs effets saisis en Angleterre par représailles, le roi de France ayant offert de payer les dommages à l'occasion desquels lesdites représailles avaient été faites.

2°

LETTRE DE PHILIPPE LE LONG, ROI DE FRANCE,

A ÉDOUARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Pour demander que ladite délivrance soit faite aux marchands d'Amiens.
(Des liasses de la Tour de Londres. — Bréq. t. LVI.)

A très-haut, très-poissant et très-excellent princhе leur très-chier, très-amé et très-redouté seigneur, Edouart, par la grâce de Dieu roy d'Engleterre, duc d'Acquitaygne et seigneur d'Illande, li sien petit serjant, maires et eskevin de la ville d'Amiens, en ycheli bien régner ki as roys donne salut. Très-chiers, très-amés et très-redoutés sires, comme à la requeste d'aucuns vos sousmis borgois de vostre ville de Londres, asquels très-haus, très poissans et très-excellens prinches, nos très-chiers, très-amés et très-redoutés sires, Philippes, par la grâce de Dieu roys de Franche et de Navarre, est tenus en grant quantité de pécune pour la cause d'aucuns leurs biens pris par cheli ki jadis estoit à Calais amiraus de nostredit seigneur, plusieurs marchandises et biens appartenans à pluzieurs nos bourgois fussent

nagaires arresté en vostredit royaume d'Engleterre; et depuis, de vostre bénigne grâce et à le requeste de nostredit seigneur à vous seur che faite par ses lettres, par lesquelles il fait savoir ke vo dit borgois viengnent ou envoient à Paris au jour de cheste prochainne feste de Tous-Sains, et il seront payés plainnement de che ke deu leur est desdis biens, ke mandissiez ledit arrêt estre osté par vos lettres, et ychiaus estre délivrés as persones àcui il appartenoient; et, très-chiers, très-amés et très redoutés sires, come aucun des biens nosdis bourgois, ki arrestés furent en vostredite chité de Londres, encore n'aient esté délivré, comment ke de che li maires du lieu par plusieurs fois en ait esté requis et vostredite délivranche monstrée, anchois aient esté lidit bien vendu et adenéré, si comme li porterres de ches lettres vous desclairra plus plainnement: Nous suplions tant humilement comme nous poons plus, à vostre très-grant hautesche et poissanche, ke vostre bénigne grâce vous plest à estendre à che ke li dit bien ou li denier ki de la vente d'ichiaus sont issu, soient à plain délivré à nos dessusdis bourgois, si comme autrefois l'avés kemandé, percoi nosdit bourgois et leur enfant ne soient mené à misère perpetuele. Nous rekemandons à vous nous et toute ledite ville, appareillié à vos kemandemens. Li benoois fieus de Dieu vous doint boene et longue vie par amendement de l'âme.

Magnifico principi, fratri nostro carissimo Edduardo, Dei gratia regi Anglie illustri, Philippus, eadem gratia Francie et Navarre rex, salutem et prosperos ad vota successus. Cum ab accedentibus ad nostram presenciam nonnullis civibus et asserentibus quod, occasione cujusdam navis lanis et mercibus aliis onerate, que dicebatur esse quorumdam civium et mercatorum vestrorum Londonensium, quam, cum bonis in ea existentibus, admiraldus noster maris depredasse dicebant, et de quibus eisdem vestris subditis. per negligentiam forte nostrorum officialium, restitutio facta non erat, quidam officiales et ministri vestri, de speciali vestro mandato, prout dicebatur, plures mercaturas planas et bona dictorum civium nostrorum

Ambianensium, in regno vestro marcham seu contraprisiam faciendo, ceperant seu fecerant arrestari, magnificentiam vestram rogaverimus ut, cum parati essemus dictis subditis vestris super depredatione predicta celerem justitiam exhibere, a dictis contraprisiis faceritis cessare, nec non mercaturas et alia bona dictorum subditorum nostrorum dearrestari, ac eisdem vel eorum certo mandato plenarie liberari; et nos prefatis vestris subditis super dicta depredatione faceremus, infra instans festum Sanctorum-Omnium, sic debitam satisfactionem impendi, quod inde merito contentari possetis; et, sicut ex parte dictorum subditorum nostrorum accepimus, gentes et officiales vestri, post predictarum receptionem litterarum nostrarum, prædicta bona ipsorum subditorum nostrorum vendiderunt satis, pro multo majori precio quam valerent, ac nonnulla ipsorum bona alia ceperint et capta tenere dicantur: Excellentiam vestram iterato rogamus quatinus, prefatis subditis nostris deliberacionem dictorum bonorum suorum ac mercaturarum, vendicione, alienatione seu distractione alia, si qua de mercaturis et bonis eisdem facta per gentes aut ministros vestros fuerit minus juste, ad statum reducta pristinum et debitum, plenariam fieri facientes, certum nuncium aut procuratorem ex parte dictorum subditorum vestrorum ad nos indilate mittatis; et nos, infra dictum festum Sanctorum-Omnium, super dicta depredatione fieri faciemus eisdem, sicut vobis alias scripsimus, adeo debite justicie complementum quod vos et ipsi debebitis contentari. Quid autem in hac parte facere volueritis, nobis rescribatis, si placet. Datum Parisius, die XIX augusti, anno Domini millesimo CCC° decimo octavo.

N. B. Nous avons copié ces lettres sur l'original en parchemin. Elles sont attachées ensemble. On voit, sur le bout de la queue de parchemin qui a servi à sceller lesdites lettres, ces mots : *Per cameram.* On lit au bas, à droite, le mot *Bituris,* et un peu plus vers le milieu : *Lecta in camera.* B.

XL.

PÉTITION DES MARCHANDS ESPAGNOLS,

AU ROI D'ANGLETERRE,

Au sujet de leur commerce à Abbeville, et réponse du roi. (Des liasses de la Tour de Londres. — Bréq. t. LVI.)

A très-excellent et très-poissant nos segnor le roy d'Engleterre, supplient les marchans d'Espaingne. Très-chiers sires, comme les dis marcaans ont usé de lonc tans de venir en vostre vile d'Abbeville à tout leur marcaandises; et puis v ans ennechia, nous font choses de coi nous sommes en damache, ch'est assavoir que li maires et li eskevins d'Abbeville nous avoient otrié par jugement que nous arions iiij couratiers de nos marcaandises, tex qui seroient loiaux et à no volenté à dreit, et sur che on nous a mis VII couratiers outre no volenté, dont il nous vient grant damache; et encore nous font plus d'outrache li couratiers que se nous vendons nos denrées à Arras, ou à Amiens, ou en la vile d'Abbeville; et il n'y sont, si le nous font-il païer le couratage maugré nous ausi bien que s'il y fussent, che qu'il n'est point acostumé, ne ainçois ne fu en nul païs là ù marcaans repairent. Et le jour des frankes festes, que on nous soloit donner le pois le premier jour puis miedi en avant pour peser nos denrées, il le nous ont retolu et mis au secont jour; dont nous y avons grant damage. Et se nous alons pour ches choses ou pour autres outrages ou désounors qu'il nous faichent, par-devant le maire et les eschevins, et le plus mauvais ribaut de la vile nous fiert, ou nous fait autre vilenie, il sera cru en sen dit et nous serons mis en prison pour faire nous couster de nostre. Chiers sires, si vous rekeurons pour Dieu qu'il plaise à vostre haulte nobleche de que-

mander au maire et as eskevins de le vile d'Abbevile qu'il nous ostent ches usages, et qu'il nous tiegnent à droit et à raison; et que vous nous fachiés metre en vostre sauvegarde; car autrement lidit marchaant ne pourroient durer en ladite vile d'Abbevile.

N. B. Copié sur l'original en parchemin. On lit au dos : *Mandetur Majori et Skivinis quod mercatores de Spania pennes eos tractent favorabiliter.* B.

XLI.

(4 octobre 1324.)

LETTRE D'ÉDOUARD II,

Portant exemption de péage pour les citoyens et les habitants de Bayonne.
(Rymer suppl. t. IV, n° 150. — Bréq. t. LXXX.)

Edwardus, Dei gratia rex Angliæ, dominus Hiberniæ et dux Aquitaniæ, universis et singulis senescallis, constabulariis, castellanis, prepositis, officiariis, ballivis, ministris et fidelibus suis in ducatu Aquitanie constitutis, ad quos presentes literæ pervenerint, salutem.

Sciatis quod, cum dilecti et fideles nostri cives et habitatores civitatis nostræ Baione, per castrum de Belyn in landis Burdegale et per villam de Lespoin cum bonis et mercandisis suis transeuntes, gravati fuerint multipliciter temporibus retroactis, ex eo quod a singulis corporibus eorum, nomine pedagii seu maletolti, duodecim denarii morlanorum exigi et solvi consueverint; ac nobis supplicaverint quatinus exactionem dicti pedagii remittere et ipsos et hæredes et successores suos, cives et habitatores dictæ civitatis, inde acquietare velimus : Nos, grata et laudabilia obsequia dictorum civium et habitatorum, nobis et progenitoribus nostris regibus Angliæ tam gratanter quam laudabiliter impensa considerantes, ac volentes eisdem civibus et habitatoribus in hac parte gratiam facere specialem,

concessimus, pro nobis et hæredibus nostris, eisdem civibus et habitatoribus quod, si dicta castrum et villa sint manu nostra, vel imposterum ad manus nostras deveniant quoquo modo, ipsi ex tunc, hæredes et successores sui cives et habitatores dictæ civitatis, quieti sint et liberi imperpetuum de hujusmodi pedagio et maletoltis, pro corporibus suis solvendis in locis supradictis.

In cujus rei testimonium has literas nostras fieri fecimus patentes.

Datum apud Porcestriam, quarto die octobris, anno regni nostri XVIII.

XLII. (Vers 1325.)

PÉTITION DE WAULTIER DEULLE,

AU ROI D'ANGLETERRE,

Pour obtenir qu'il soit fait estimation par le conseil de la reine en Ponthieu, de la valeur d'une terre qui avait été engagée au prédécesseur de ce prince. (Des liasses de la Tour de Londres. — Bréq. t. LVI.)

Supplie Wautiers Deulle, chevaliers, que, come mesires Ansiaus de Kaieu, boutelliers de Seles, eust tiere à Waben et à Nempont, lequele il tenoit du roy d'Engleterre, men redouté seigneur, et lidis Ansiaus eust ledite tiere engagié pour un certain nombre d'argent à nostre chier et redouté seigneur le roy Edouart qui fu, dont Diex ait l'âme, a tenu ledite tiere tant que ledite some d'argent fust rendue sans riens rabatre des levées : Requiert k'il soit mandé au consel madame la royne em Pontieu que il sachent le value de ladite tiere, et coment elle fu engagiée; et chou que il en trouveront, rescrissent devers le roy le plus hasteement que il porront.

N. B. Copié sur l'original en parchemin. L'écriture paraît être du commencement du XIVe siècle. B.

XLIII.

(18 juin 1329.)

LETTRE DE PHILIPPE DE VALOIS, ROI DE FRANCE,

AU BAILLI DE LILLE,

Pour retenir, jusqu'au règlement qui devait se faire au sujet des prises réciproques entre les Français et les Anglais, un vaisseau anglais qui avait été arrête dans le port de l'Écluse. (Des liasses de la Tour de Londres. — Bréq. t. LXVI.)

Philippus, Dei gratia Francie rex, ballivo Insule aut ejus locum tenenti, salutem. Ad supplicationem Johannis de Serins et Johannis de Fourne, burgensium Sancti-Johannis-Angeli, afferencium quod, a tempore quatuor mensium citra vel circa, gentes de Suthampton in Anglia, ab ipsis, contra eorum voluntatem, centum et tria dolia et unam pipam vini indebite et sine causa per sui potestatem ceperunt, et suis usibus applicarunt; propter quod dicti conquerentes super dictis gentibus quandam navem vocatam *la Rose* de Suthampton, cum bonis in ea existentibus, in portu de l'Escluse fecerunt, ut afferunt, arestari : vobis mandamus quatinus, cum inter nos et carissimum consanguineum nostrum regem Anglie ordinatum fuerit inter cetera quod certi commissarii per nos et ipsum deputabuntur ad restituciones faciendum, tam nostris quam suis subditis qui talia passi fuerint, super suprisiis et arrestis factis ab utraque parte a quinque annis citra; dictam navem in dicto arresto teneatis et tenere faciatis, donec dicti commissarii deputentur et super hoc fecerint quod, secundum commissionem suam, fuerit rationabiliter faciendum. Datum XVIII die junii, anno Domini millesimo CCC^{mo} XXIX^{no}.

N. B. Copié sur une copie authentique en parchemin et de l'écriture du temps. B.

XLIV.

(3 février 1331.)

CONFIRMATION

PAR ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

Des libertés et priviléges de la ville de Bayonne. (Rymer suppl. t. IV, n° 150. — Bréq. t. LXXX.)

Edwardus, Dei gratia rex Angliæ, dominus Hiberniæ et dux Aquitaniæ, omnibus ad quos præsentes literæ pervenerint, salutem.

Attendentes grata et utilia obsequia quæ dilecti et fideles nostri Major, Jurati, Centum Pares et Communitas civitatis nostræ Baionensis, progenitoribus nostris, quondam regibus Angliæ et ducibus Aquitanie, retroactis temporibus, multipliciter impenderunt, et nobis in dies impendere non desistunt; volentesque ipsos, eo pretextu, favore prosequi gratioso : libertates, liberas consuetudines, immunitates et privilegia ipsis per cartas dictorum progenitorum nostrorum dudum concessa, pro nobis et hæredibus nostris, quantum in nobis, acceptamus, ratificamus, et approbamus, et confirmamus, sicut cartæ prædictæ clarius testantur, et prout ipsi et eorum antecessores libertatibus, liberis consuetudinibus, immunitatibus et privilegiis prædictis a tempore confectionum cartarum prædictarum, infra ducatum prædictum et alibi, usi sunt et gavisi.

In cujus rei testimonium, has literas nostras fieri fecimus patentes. Teste Me Ipso. Apud Langleye, tertio die februarii, anno regni nostri quinto.

XLV. (1346.)

RELATION
DE LA MARCHE D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

De Pussy à Calais, et de la bataille de Crécy, par Michael Northburgh. (Rymer, Miscell. t. I, n° 52. — Bréq. t. LVI.)

DE TRANSITU REGIS A PUSIACO USQUE VILLAM DE CALEYS ET DE BELLO DE CRESSY.

Post adventum vero dicti domini regis apud Pussiacum, præfatus magister Michael de Northburgh, valens clericus de consiliariis dicti domini regis existens, et continue progrediens cum eodem, progressum ipsius domini regis et Anglorum gesta a Pussiaco usque villam de Caleys scripsit in hunc modum.

« Salutz. Voilletz savoir qe notre seignor le roy vint à la ville de Pussy la veille de l'Assumption Nostre-Dame; et illesques estoit un pount ultre flawe qe feust debrusée; meas le roy demora illesques tant qe le pount fust refeait; où en refesance du pount vindrent gentz d'armes à graunt nombre ou les comunes du païs et de Amyans bien armez; et le counte de Northampton et ses gents issirent sur eaux issent qe fusrent mortz plus qe D de nos enemys, le mercie Dieux; et les autres fusrent as chivaler. Et autres foitz nos gentz passèrent l'eawe et trovèrent graunt plenté de comunes de Fraunce et de la ville de Paris, et aultre du païs bien armez de l'host de roy de Fraunce, issint qe noz gentz ount faitz autres pountz et bones, la mercie Dieux, sur noz enemys saunz pierte ou graunt damage de noz gentz. Et lendemain de l'Assumpcion Nostre-Dame, nostre seignor le roy passa l'eawe de Seane et soi remua devers Poys q'est fort ville et enclose du mures et chastel très-fort dedeinz; et fust tenu des enemys. Et qant l'avant-garde et la secunde garde fusrent

passer la ville, l'arer-garde fist assaut à la ville et la prist, et fusrent mortz illesques plus qe CCC hommes d'armes de noz enemys. Et l'autre jour ensuant le counte de Suthfolke et sire Hugh le Despenser issirent sor les comunes du païs que fusrent assemblez et bien armez, et les desconfiteront et occiront CC et plus, et pristerent plus qe LX prisoniers des gentilshommes. Et puis se treia vers Graunt-Villers, et com ils illesqes fusrent herberger, l'avant-garde feust escrié des gentz d'armes del maison le roy de Béaume, et noz gentz issirent hastiment et soustrèrent de guerre avesqe eaux, et fusrent noz gentz abatuz à terre; mès merci soit Dieu, monsieur de Northampton issist et rescua les chivalers et les autres gentz, issint que nul d'eaux fust pris ne mortz fors que Thomas Talbot, et en chacza les enemys tant que à II lieues du Amyans, et prist de eaux VIII hommes d'armes et tua XII et le remenant fusrent bien à chivals et s'eunfuerent à Amyans. Et puis le roy d'Engleterre, qe Dieu sauwe, se treia devers Pountife le jour de à seinte Berth, et vient à l'eawe de Somme, qe vint de la meer du Abbeville et Pountife. Et le roy de Fraunce avoit ordeigné D hommes d'armes et MMM des comunes armés, d'avoir gardé le passage; et, mercie soit Dieux, le roi d'Engleterre et son host pristrent cele eawe de Somme, où unqes homme ne passa avaunt saunz périr nul des gentz, et combateront ou lour enemys, et tueront plus que MM gentz d'armes; et les remenants en chacerent droit a la porte d'Abbeville: et pristrent de chivalers et esquiers à graunt nombre. Et mesmes le jour, monsieur Hugh le Despenser prist la ville de Crotoye, et lui et sa gent tuèrent illesque CCCC hommes d'armes et tindrent la ville, et trovèrent graunt plenté du vitailles: et cele nuyt herberga le roy d'Engleterre en la forest de Cressy, sour mesme l'eawe, pour ceo qe l'ost de Fraunce vint de l'autre part de la ville après nostre passage; mais il ne voudra prendre l'eawe sous noz et s'en retournèrent vers Abbeville. Et le vendredy proschein, soi herberga le roy d'Engleterre en mesme la forest de Cressy; et la samaday à matin, se remua devers Cressy, et les descoverers nostre seignor le roy descoverèrent le roy de Fraunce

qe vint devers nous en IIII grosses batailles et entendront illesqes lor enemys; et à la volenté de Dieu un pey avaunt le heur de vespre, sa poair assembla à nostre en plain champ, et le bataille estoit très-fort, et endura longement; car les enemys se porterount mult noblement, mais, loiés soit Dieux, illesqes furent noz enemys desconfitz. Le roy nostre adversarie se mitz à fuyte, et fusrent mortz le roy de Béaume, le duc Loreigne, le counte d'Alenson, le counte de Flaundres, le counte de Bloys, le counte de Harecourt et ses II fils, le counte d'Amarle, le counte de Nauviers et son frère le seignor de Tronard, l'ercivesque de Reims, l'ercivesque de Sauns, le haut priour de l'hospital de France, le counte de Savoie, le signor de Morlés, le seignor de Guyes, le seignor de Seint-Vinaunt, le seignor de Rosnisbergh, VI countes d'Alemaigne, et tut plein dez autrez countez et barons et aultres gentz et seignors, dount homme ne peot unquere savoir les nouns. Et Phelip de Valoise et le markys q'est appelé le Elitz du Romeyns, eschapèrent naufrez à ceo qe homme dit. La summe des bones gentz d'armes qe fusrent mortz en la champ à ceste jour, saunz comunes et pédailles, amounte à MDXLII acountez. Et mesme la nuyt, le roy d'Engleterre od tout son hos demorra en la champ armez où la disconfiture fuist; et l'endemain matin devaunt le solail levé, vint devaunt nous un aultre bataille graunt et fort; et monsieur le counte de Northampton et les countes de Northfolks et Warevyk isserount et disconfiterount, et pristrount de chevalers et esquiers à graunt nombre et tueront MM et pluis, et les enchaceront III lieues de la terre. Et mesme la nuyt le roy herberga à Cressy, et è matin se treia devers Buloigne. Et en cheminant prist la ville de Staples; et d'illesqes sa treia devers Caleys. Et pour ceo mounsieur le roi aad mandé à vous pour vitailles; et à ceo, à plus tost qe vous poetz, mandez; car pu le temps qe nous départismes de Caame, noz vivames sour le païs à graunte travaille et damage du noz gentz; mais, mercie soit Dieu, noz n'avons nul défaute, mès ore nous sumes à tiel plit qe nous covent estre refreshez de vitailles en partie. Escrit devant Caleys, le IIII[e] jour de septembre.

XLVI.

(1346.)

ÉTAT

DES FORCES DE TERRE ET DE MER

Avec lesquelles Édouard III, roi d'Angleterre, fait le siége de Calais. (N° 3768, f° 114. — Bréq. t. LVI.)

NOMINA PRINCIPALIUM PREFECTUUM, TAM NOBILIUM QUAM MILITUM, QUI CUM INVICTISSIMO PRINCIPE EDWARDO III FUERUNT IN OBSIDIUM CALLISIÆ IN GALLIA, ANNO REGNI SUI XX, ANNOQUE DOMINI M CCC XLVI.

The prince of Wales	1	1,151
The duke of Lancastre	1	
The busshopp of Durham	1	
Erles of England	12	
Erles of Almayne	2	
Barons and bannerets	78	
Knighth bachelors of England	975	
Knigh of Almayne	81	
Edwardus, Waliæ princeps	1	[1] 1,344
Banneretti	11	
Milites	102	
Armigeri	264	
Sagittarii equites	384	
Capellani	1	
Chirurgii	1	
Vexillarii	5	
Vinarii	25	
Pedites	480	
Clamatores	1	
À REPORTER		2,495

[1] Le détail ci-accolé se trouve à chaque article des seigneurs suivants. Nous n'avons marqué que la somme totale de ceux qui servaient sous leurs ordres, et ils sont compris eux-mêmes dans le nombre. Nous avons rectifié les calculs qui dans le manuscrit sur lequel nous transcrivons, sont rarement exacts. B.

Report	2,495
Henricus, Lancastriæ dux[1]	1,376
Willelmus le Bohune, comes Northamptoniæ	340
Thomas Beauchamp, comes Warwici	305
Ricardus, comes Arundeliæ	303
Johannes de Vere, comes Oxoni	131
Willelmus Clynton, comes Huntingdoniæ	224
Rotbertus Reford, comes Suffolciæ	198
Laurencius Hastings, comes Pimbrochiæ	259
Comes Kildare in Hibernia	68
Hugo Spencer, comes Gloucester	234
Comes de Holstein	390
Comes de Freyburghe	435
Willelmus Islippe, custos privati sigilli	42
Willelmus Thorby, tunc nuper custos ejusdem sigilli	69
Thomas Statfeild, episcopus Dunclinensis	264
Ricardus, baro Talbott, senescallus hospitii regis	189
Barthus Burwath, regis camerarius	184
Walterus Werway, miles, thesaurarius guerræ	99
Radulphus, baro Stafforde	215
Mauricius Berkley, miles	70
Johannes Maltravers, miles	42
Radulphus Ferrers, baro de Chartley	63
Johannes Lisley, alias de Insula, miles	31
Robertus Morley, miles	36
Willelmus Fitz Waren, miles, baro	21
Henricus Dayncourt, miles, baro	7
Henricus Engayne, miles	15
Henricus Tyas, miles baro	9
Rogerus Strang, miles	14
Theobaldus Kochcourt, miles	14
Edmundus Montague, miles, quasi baro	45
Johannes Howarde, miles, admiral, quasi baro	78
Johannes Darcye, quasi baro	69
Michael Poyningz, miles, quasi baro	45
Johannes Beauchamp, miles, frater comitis Warivici	28
Egidius Beauchampe, quasi baro	13
Rogerus Beauchampe, comes Somerset, quasi baro	17
A reporter	8,407

[1] Les armes de chacun des seigneurs se trouvent à la marge du manuscrit. B.

Report	8,407
Hugo Hastinges, quasi baro	75
Robertus Mawley, baro	30
Thomas Ryoland, miles	9
Otho Holande, miles	4
Hugo Spencer, miles	9
Fulco de la Fregn, hybernicus, quasi baro	34
Thomas Bradston, quasi baro	61
Johannes Strevlin, quasi baro	//
Johannes Montgomery, miles, quasi baro	69
Thomas Lorthome, miles, quasi baro	44
Thomas Reghtred, miles, quasi baro	47
Johannes de Lovedale de Brabant, miles	33
Johannes Bruse, miles, quasi baro	40
Willelmus Vorney de Normandy, miles	20
Willelmus Kidesbye, miles, quasi baro	156
Johannes Darcy, pater, miles, quasi baro	160
Walterus de Mauney, miles, velut baro	326
Reginaldus Cobham, miles, velut baro	107
Andrea Mouthalt de Masenden, miles	23
Johannes Shirborn, miles	7
Henricus Flander, miles, quasi baro	46
Willelmus Warrein, miles	42
Amyan Bretts, miles	32
Johannes Cobham, miles	83
Thomas Beaumont, miles	15
Thomas Swynerton, miles	8
Johannes Radcliff, miles	28
Nicholaus Langton, miles	6
Gilbertus Turbervil, miles	17
Johannes Carewe, miles	20
Robertus d'Alton, miles	13
Willelmus Francke, miles	50
Ricardus d'Aurency, miles	13
Warrencius Trussel, miles	5
Ricardus de la Vache, miles	10
Thomas Bourne, miles	11
Johannes Kewkner, miles	8
Johannes Brockas, miles	39
Nicholaus Stapleton, miles	11
A reporter	10,119

Report	10,119
Johannes Barkley, miles	8
Willelmus Corder, miles	9
Guido de Bryan, miles	13
Hugo Courlevey, miles	17
Stephanus Wallys, miles	19
Thomas Lancaster, miles	8
Johannes Kavens Holyte, miles	3
Johannes Bruse, miles	13
Amorus Farcy, miles	6
Johannes Fitz Warren, miles	7
Johannes Borchunt, miles	//
Johannes Hampton, miles	6
Thomas Haghshag, miles	8
Alanus Claveringe, miles	7
Willelmus Trussel, miles	31
Johannes Worde, miles	6
Johannes Cobham, miles	89
Thomas Beaumont junior, miles	7
Willelmus Darcye, miles	7
Willelmus Ferrers, miles	3
Thomas Colvil, miles	20
Johannes Potenhalt, miles	5
Willelmus Felton, miles	13
Rogerus Nevil, miles	7
Adamus Aschurste, miles	7
John Beaucham, Egidii filius, miles	10
Johannes Carewe junior, miles	15
Nigellus Loringe, miles	5
Ponnellus Rivers, miles	3
Reginald Chesthout, miles	9
Philippus Spencer, miles	14
Willelmus Granson, miles	17
Thomas Stawkeston, miles	49
Simo Basset, miles	6
Walterus de la Poole, miles	5
Hugo Calkyn de Flandria	5
Willelmus Marmyon, miles	10
Willelmus Wolford, miles gasconus	10
Petrus d'Espaine, miles	21
Total	10,345

XLVII. (1346.)

ÉTAT

DE LA FLOTTE ANGLAISE DEVANT CALAIS.

THE ROLLE OF THE SIEGE FLEETE OF EDWARD III, BEFORE CALICE, TO BE SEENE IN THE KINGES GREAT GARDROBE IN LONDON, WHEREBY APPEARETH THE WONDERFULL STRENGTHE OF ENGLAND BY SEA IN THOSE DAYES.

THE SOUTH FLEET.		HOMMES.	VAISSEAUX.
The King's	Shippes	//	25
	Maryners	419	//
London	Shippes	//	25
	Maryners	662	
Ailford	Shippes	//	2
	Maryners	24	//
Jhoo alias Morne	Shippes	//	2
	Maryners	24	//
Maidston	Shippes	//	2
	Maryners	51	//
Sandwich	Shippes		22
	Maryners	504	//
Dover	Shippes	//	16
	Maryners	336	//
Wighte	Shippes	//	13
	Maryners	220	//
Winchelsey	Shippes	//	21
	Maryners	596	//
	A reporter	2,846	128

		HOMMES.	VAISSEAUX.
	Report	2,846	128
Waymouth	Shippes	//	15
	Maryners	263	//
Lymme	Shippes	//	4
	Maryners	62	//
Seton	Shippes	//	2
	Maryners	25	//
Sidmouth	Shippes	//	3
	Maryners	62	//
Hoppe	Shippes	//	2
	Maryners	59	//
Newhith	Shippes	//	2
	Maryners	49	//
Margat	Shippes	//	15
	Maryners	160	//
Morve vel Morne	Shippes	//	2
	Maryners	22	//
Fenersham	Shippes	//	2
	Maryners	25	//
Exmouth	Shippes	//	10
	Maryners	293	//
Tegmouth	Shippes	//	7
	Maryners	120	//
Dartmouth	Shippes	//	31
	Maryners	757	//
Portmouth	Shippes	//	5
	Maryners	96	//
Plimouth	Shippes	//	26
	Maryners	603	//
	A reporter	5,462	255

		HOMMES.	VAISSEAUX.
	Report	5,462	255
Loo	Shippes	//	20
	Maryners	315	//
Yalme	Shippes	//	20
	Maryners	47	//
Howey	Shippes	//	47
	Maryners	770	//
Bristoll	Shippes	//	22
	Maryners	608	//
Tenmouth	Shippes	//	2
	Maryners	25	//
Hastinge	Shippes	//	5
	Maryners	96	//
Roumey	Shippes	//	4
	Maryners	65	//
Rye	Shippes	//	9
	Maryners	156	//
Hithe	Shippes	//	6
	Maryners	122	//
Shoreham	Shippes	//	20
	Maryners	309	//
Soforde alias Seforde	Shippes	//	5
	Maryners	80	//
Newmouth	Shippes	//	2
	Maryners	13	//
Hamouwlhook	Shippes	//	7
	Maryners	117	//
Jhoke	Shippes	//	11
	Maryners	208	//
	A reporter	8,295	415

		HOMMES.	VAISSEAUX.
	Report	8,295	415
Southampton	Shippes	//	21
	Maryners	576	//
Lemyngton	Shippes	//	9
	Maryners	159	//
Poole	Shippes	//	4
	Maryners	94	//
Warham	Shippes	//	3
	Maryners	59	//
Swanzey	Shippes	//	1
	Maryners	29	//
Ilfordoombe	Shippes	//	6
	Maryners	79	//
Padstowe alias Patrick Stow	Shippes	//	2
	Maryners	27	//
Polerwan	Shippes	//	1
	Maryners	6	//
Wadworth	Shippes	//	1
	Maryners	14	//
Kardiffe	Shippes	//	1
	Maryners	51	//
Bridgwater	Shippes	//	1
	Maryners	15	//
Caerumthen	Shippes	//	1
	Maryners	16	//
Cailcheswortii	Shippes	//	1
	Maryners	12	//
Mulbrook	Shippes	//	1
	Maryners	12	//
	Total de la flotte du sud	9,844	468

THE NORTH FLEET.

		HOMMES.	VAISSEAUX.
Bamburgh	Shippes	//	1
	Maryners	9	//
Walerich	Shippes	//	1
	Maryners	12	//
Hertilpoole	Shippes	//	5
	Maryners	145	//
Hull	Shippes	//	16
	Maryners	466	//
Ravensea	Shippes	//	1
	Maryners	27	//
Yorke	Shippes	//	1
	Maryners	9	//
Woodhouse	Shippes	//	1
	Maryners	22	//
Stockhith	Shippes	//	1
	Maryners	10	//
Barton	Shippes	//	3
	Maryners	30	//
Swyneflete	Shippes	//	1
	Maryners	11	//
Saliflete	Shippes	//	2
	Maryners	49	//
Grimesby	Shippes	//	11
	Maryners	171	//
Waynfleet	Shippes	//	2
	Maryners	49	//
Newcastle	Shippes	//	17
	Maryners	314	//
	A reporter	1,324	63

		HOMMES.	VAISSEAUX.
	REPORT	1,324	63
YARMOUTH	Shippes	//	43
	Maryners	1,950 or 1,075	//
DONWICH	Shippes	//	6
	Maryners	102	//
ORFORD	Shippes	//	3
	Maryners	62	//
GOFORD	Shippes	//	13
	Maryners	303	//
HERWICH	Shippes	//	14
	Maryners	383	//
IPSWICH	Shippes	//	12
	Maryners	239	//
MERSEY	Shippes	//	1
	Maryners	6	//
BRIGHTLINGSEY	Shippes	//	5
	Maryners	61	//
COLCHESTER	Shippes	//	5
	Maryners	90	//
WHITBANES	Shippes	//	1
	Maryners	17	//
MALDEN	Shippes	//	2
	Maryners	32	//
DERWEN	Shippes	//	1
	Maryners	15	//
WRANGLE	Shippes	//	1
	Maryners	8	//
LYNNE	Maryners	//	16
	Shippes	382	//
	A REPORTER	4,972	188

		HOMMES.	VAISSEAUX.
	Report	4,972	188
Blackney	Shippes	//	2
	Maryners	38	//
Scarborough	Shippes	//	1
	Maryners	19	//
Boston	Shippes	//	17
	Maryners	361	//
Swinhumber	Shippes	//	1
	Maryners	32	//
Barton	Shippes	//	5
	Maryners	91	//
	Total de la flotte du nord	5,513	214

THE SHIPPES AND MARYNERS OF STRANGERS IN THIS AYDE.

Bayon	Shippes	//	15
	Maryners	439	//
Spayne	Shippes	//	7
	Maryners	184	//
Irland	Shippes	//	1
	Maryners	25	//
Flanders	Shippes	//	14
	Maryners	133	//
Gelderland	Shippes	//	1
	Maryners	24	//
	Stra'gerns	805	38
	North-fleet	5,513	214
	South-fleet	9,844	468
	Whole totall of the three fleets	15,545	737

XLVIII.

TAXATION

DES HOMMES DE GUERRE AU SERVICE D'ÉDOUARD III.

The prince of Wales his dyet per diem	0^l	20^s	0^d
A duke for his dyet per diem a 13^s 4^d and if hee bee of the bloude royall, having in his company 300 horses, for every men und horse per diem a xii^d	15	13	4
A duke not beinge of the bloude royall, his dyet per diem a 13^s 4^d, and having in his company 200 horses for every man and horse per diem xii^d	10	18	4
An erle of the blood royall his dyet per diem a xiii^s iiii^d, and havinge in his company 200 horses, for every man and horse per diem xii^d	10	13	4
An erle not beinge of the bloude royall, his dyet per diem a 6^s 8^d and havinge in his company 100 horses, for every man and horse per diem xii^d	5	6	8
A vicount is allowed for his dyet per diem v^s, and having in his company 50 horses for every man and horse per diem xii^d	2	15	0
A baron is allowed for his dyet per diem a iiii^s, and having in his company 30 horses for every man and horse per diem xii^d	1	14	0
A knight for his dyet per diem a ii^s, and having in his company 10 horses, for every man and horse per diem xii^d	0	12	0
An esquir for his dyet per diem, beinge an esquir for the bodie a ii^s and having in his company 10 horses for every man and horse per diem à xii^d	0	12	0
An esquir for his dyet per diem a xviii^d and having in his company 6 horses for every man and horse per diem	0	7	6
A gentleman for himself and his servant per diem	2	0	0
For everie archer on foote, his dyett per diem	0	0	3
A maryner for his dyett per diem	0	0	3
A walthman on foote for his diet per diem	0	0	2
A page for a shippe per diem	0	0	1
Every archer on horse, vinteners of footemen standars, berers surgeons and criors beinge welchmen, every one per diem	0	0	4
TOTAL	49	15	3

THE NAMES OF THE GREAT PRINCES, NOBLEMEN ESTRANGERS BEINGE OF THE KING'S RETYNEWE AND PAY NOT BEINGE COMPRISED IN THE NOMBRE AFORESAID.

The emperour, to hinm delivered in prest a divers times for his wages	8,227[l]	0[s]	12[d]
To William, marquis Pollyon, for his wages and his men..........	8,962	10	0
To Reginal, duke of Gelders, for his wages and his men..........	4,512	0	0
To John, duke of Brabant, for his wages and his men.............	600	0	0
To William, erle of Henault, for his wages and his men..........	3,100	0	0
To the lord Frekemonde, for his wages and his men........	3,863	8	4
To Charles Marker brother to the Busshope of Lezigny, for his wages and and his men..	300	0	0
To Barletot erle of Boispice, marquis of Brandebourg and other knights esquirs strangers for their wages.........................	3,041	18	8
To Baldwin, archbusshop of Tryne, for his wages and his men......	606	0	0
To the archbushop of Magodoneux, for his wages and his men......	450	0	0
THE SOMME OF ALL THE PREST IS........	33,662	18	0

XLIX. (8 décembre 1346.)

LETTRES D'ÉDOUARD III,

A GUILLAUME DE CLYNTON, COMTE D'HUNTINGDON,

Par lesquelles il lui mande de le venir joindre avec trois cents gens d'armes et le plus d'archers qu'il pourra pour marcher contre les Français qui le cernent devant Calais. (*Rot. Vascon.* p. 2, an. 20, Ed. III, memb. 6. — Bréq. t. LVI.)

REX, dilecto et fideli suo Willelmo de Clyntonia, comiti Huntyngdonie, salutem. Quia inimici nostri de Francia jam in diversis turmis prope nos et exercitum nostrum villam de Caleys obsidentes, congregati, undique nos et dictum exercitum nostrum circumvallant ad invadendum et destruendum nos et exercitum nostrum predictum; per quod ad resistendum hostili aggressioni dictorum ini-

micorum, multo majori numero hominum ad arma, armatorum et sagittariorum, quam in presenti habemus, indigemus, prout nos necessitate ducti alias, tam per diversos nuncios nostros, quam jam per et fidelem nostrum Ricardum, comitem Armidellie, ea de causa per nos in Angliam destinatos, consilium nostrum in Anglia duximus certificandum : Nos, de vestris fidelitate et probitate confidentes, vobis in fide, ac ligeancia, ac dilectione quibus nobis tenemini, mandamus rogando quatenus, considerata presenti necessitate, vos cum ccc hominibus ad arma, armatis et sagittariis, quot de familia vestra et aliunde, juxta status vestri decenciam, habere poteritis, vos paretis; ita quod vos cum dictis hominibus vestris sitis apud Sandwicum, die lune proximo post festum sancte Lucie virginis proxime futurum, vel statim postea, de die in diem ad cicius quo poteritis, ita semper quod vos cum dictis hominibus vestris, bene munitis, sitis apud dictam villam de Sandwico, infra quindecim dies a dicto die lune ad ultimum, prompti et parati, ad transfretandum exinde ad nos, ad vadia nostra, una cum aliis fidelibus nostris tunc ad nos ex hac causa venturis. Equos vero aliquos, nisi tamen pro equitatura vestra et hominum vestrorum, et duccione armaturarum et rerum vestrarum usque ad Sandwicum, vobiscum ducere seu cum dictis hominibus vestris mittere non opportet ista vice. Et hoc, sicut nos, et honorem nostrum et vestrum, ac expedicionem nostram salvacionemque et defensionem dicti regni nostri Anglie diligitis, nullo modo omittatis; nolumus enim quod id, quod a vobis in presenti necessitate jam fieri petimus, vobis cedat in prejudicium seu trahatur in consequenciam in futurum. Teste custode (predicto), apud turrim Londonie, viii die decembris.

Per ipsum Regem.

Mandement pareil adressé, sous la même date, à Reginald de Grey. — Même volume de Bréquigny. C. F.

L. (20 octobre 1347.)

LETTRE D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il nomme Guillaume de Salop, garde des coins de la monnaie de Caiais, et essayeur de ladite monnaie, enjoignant à qui il appartient de lui obéir en ces deux qualités. (*Rot. Franc.* an. 21, Ed. III, p. 2, membr. 1. — Bréq. t. XLI.)

Rex universis et singulis prepositis, castellanis, burgmagistris, scabinis, consulibus, majoribus, ballivis, officiariis, ministris et aliis fidelibus suis ad quos presentes litere pervenerint, salutem. Sciatis quod nos de fidelitate, sciencia et industria dilecti clerici nostri Willelmi de Salopia, plenam fiduciam optinentes, ipsum Willelmum custodem cuneorum monete, in villa nostra de Caleys cudende, et ad assaiam ejusdem monete quociens opus fuerit, ac ad omnia alia et singula ad officium illud pertinencia, facienda, quamdiu nostre placuerit voluntati, constituimus per presentes; vobis et cuilibet vestrum tenore presencium dantes in mandatis, quod eidem Willelmo, tanquam hujusmodi custodi cuneorum et monete assaiatori, prout moris est, sitis intendentes. In cujus, etc. Datum apud Westmonasterium, xx die octobris.

Per breve de privato sigillo.

LI.

(6 février 1348.)

LETTRE D'ÉDOUARD III,

Par laquelle il établit Guillaume de Salop, clerc, garde de la monnaie de Calais, avec injonction aux monnayeurs de la ville de faire la monnaie blanche pareille à celle d'Angleterre. (*Rot. Franc.* an. 22, Ed. III, membr. 19. — Bréq. t. XLI.)

Rex universis ad quos, etc. salutem. Sciatis quod nos, de circumspectione et industria dilecti clerici nostri Willelmi de Salopia plenius confidentes, ipsum custodem monete nostre in Calesia jam cusse et in proximum cudende constituimus per presentes; volentes et concedentes quod monetarii in dicta villa de Calesia conversantes seu morantes, talem monetam albam inibi cudere et facere valeant, qualis in regno nostro Anglie fit et cuditur, dum tamen dicta moneta ibidem sic cudenda, sit consimilis et ejusdem tam ponderis quam alaie cum moneta in dicto regno nostro jam cussa. Damus autem universis et singulis subditis et amicis nostris partium illarum, tenore presentium, in mandatis quod dicto Willelmo tanquam custodi monete predicte, in hiis que ad custodiam hujusmodi pertinent, intendentes sint, respondentes et auxiliantes; et dictos monetarios manuteneant et foveant in cussione et factura monete antedicte. In cujus, etc. Datum apud pallacium regis Westmonasterii, vi die februarii.

Per breve de privato sigillo.

LII. (20 février 1348.)

LETTRE D'ÉDOUARD III,

Par laquelle il accorde à Thomas d'Ursewyk la garde des scellés et passe-ports, concernant les vins venant de Gascogne qui arrivent de la Bretagne (*Rot. Vascon.* an. 22 Ed. III, membr. 38. — Bréq. t. LX.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem. Sciatis quod, ad requisicionem dilecti consanguinei et fidelis nostri Willelmi de Bohun, comitis Northamptonie, et pro bono servicio quod dilectus nobis Thomas de Ursewyk nobis impendit et impendet in futurum, concessimus ei custodiam sigillorum et brevium que in Britannia, nomine ducis Britannie, dominis et magistris navium vinis in partibus Vasconie carcatarum, contigerit liberari; habendam quamdiu proficua eorumdem sigillorum et brevium in manu nostra, ratione custodie Johannis ducis Britannie, fuerint; percipiendo tantum quantum alii ante hec tempora pro eodem officio perceperunt; ita tamen quod idem Thomas, de exitibus et proficuis de sigillis et brevibus predictis provenientibus, fidelem compotum nobis reddat, prout decet.

In cujus, etc. Teste Rege. Apud Westmonasterium, xx die februarii.

N. B. Mandement en conséquence adressé à Jean Wanwayn, connétable de Bordeaux, daté : *ut supra* : — *Per breve de privato sigillo.* B.

LIII.

(1er mai 1348.)

LETTRE D'ÉDOUARD III,

Par laquelle il confirme tous les priviléges et libertés des échevins et des habitants de la ville d'Alloue. (*Rot. Vascon.* an. 22, Ed. III, membr. 31. — Bréq. t. LXI.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem. Attendentes dispendia et gravamina que dilecti et fideles nostri scabini, Communitas et habitatores de Alewe, per frequentes hostiles aggressus inimicorum nostrorum parcium illarum, qui parentes et vicinos suos nequiter interfecerunt, et domos suas, cartas et scripta pro majori parte combusserunt, ac alia bona sua tam mobilia quam immobilia consumpserunt, ratione adhesiōnis sue parte nostre et obediencie nobis per ipsos facte, hactenus sunt perpessi et in dies paciuntur; volentesque proinde ac ratione boni gestus sui in servicio nostro, et ne ipsi super privilegiis, seu libertatibus, aut bonis consuetudinibus suis, quibus ipsi et eorum antecessores, scabini et habitatores loci predicti, temporibus retroactis, rationabiliter usi sunt et gavisi, de cetero inquietari valeant vel molestari : eadem privilegia, libertates et consuetudines prefatis scabinis, Communitati et habitatoribus, pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, tenore presencium duximus confirmanda; volentes et concedentes quod prefati scabini, Communitas et habitatores, privilegia, libertates et consuetudines predicta habeant et exerceant, et eis plene gaudeant et utantur, prout ipsi eis uti debent, et ipsi et eorum antecessores predicti eis rationabiliter uti et gaudere consueverunt. Damus autem preposito nostro loci predicti, qui nunc est vel qui pro tempore fuerit, tenore presencium, in mandatis quod ipse predictos scabinum, Communitatem et habitatores ab inquietacionibus et molestacionibus

hujusmodi, eis per servientes nostros vel alios quoscumque de cetero inferendis, protegat et conservet, prout decet.

In cujus, etc. Teste Rege. Apud Westmonasterium, primo die maii.

Per ipsum Regem et Consilium.

LIV. (28 mai 1349.)

MANDEMENT

D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

Pour faire frapper de la monnaie à Calais. (*Rot. Franc.* an. 23, Ed. III, memb. 8. — Bréq. t. XLI.)

DE MONETA IN VILLA REGIS CALESIE FACIENDA.

Rex dilectis et fidelibus suis, capitaneo villæ nostræ Calesiæ et aliis de consilio nostro ibidem, salutem.

Mandamus vobis quod talem monetam in villa prædicta, qualem pro majori commodo et utilitate ac quiete populi nostri ejusdem ville et partium vicinarum de nostris obediencia et amicitia existentium, fore videritis necessariam et oportunam de novo ordinari, cudi et fieri; et monetam illam cursum ibidem ad pactum inde per vos statuendum habere, faciatis. Et hoc prout expedit proclamari faciatis.

Teste Rege. Apud Wodestok, xxviii die maii.

Per billam Thesaurarii.

LV.

(1er janvier 1349.)

LETTRE D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

AUX CAPITAINE ET BAILLI DE CALAIS,

Par laquelle il leur mande de lever trois deniers par tête, pour faire réparer les murs et le port de ladite ville, sur tous ceux qui viendraient s'y établir ou qui s'en retireraient. (*Rot. Franc.* an. 22, Ed. III, membr. 1. — Bréq. t. LVI.)

Rex dilectis et fidelibus suis, capitaneo et ballivo ville sue de Caleys, salutem. Quia per Nos et Consilium nostrum ordinatum existit quod quilibet tam Anglicus quam quivis alterius nationis, cujuscumque status seu conditionis fuerit, exceptis hiis qui de libertate dicte ville aut alias de municione ejusdem ville testificati fuerint, ad villam ipsam declinans seu aliunde recedens, tres denarios pro capite, unum videlicet pro muragio ville illius, et duos denarios in emendacionem reparationis portus ibidem, persolvat : vobis committimus et mandamus quatinus hujusmodi tres denarios ex nunc de quolibet ad dictam villam se divertente, et ab eadem recedente (nulli in hac parte, exceptis hiis qui de dictis libertate et munitione testificati fuerint, ut premittitur, parcendo), per illos quos ad hoc deputaveritis colligi et levari, et in muragium dicte ville ac emendationem portus ejusdem, in forma predicta, apponi faciatis. Teste Rege. Apud Westmonasterium, primo die januarii.

Per breve de privato sigillo.

LVI.

(24 février 1351.)

PRIVILÉGES

ACCORDÉS PAR ÉDOUARD III,

Aux habitants de Bayonne au sujet de leurs vins. (Rymer, supp. t. IV, n° 150.—Bréq. t. LXXX.)

Edwardus, Dei gracia rex Angliæ et Franciæ, et dominus Hiberniæ, omnibus ad quos præsentes literæ pervenerint, salutem.

Volentes dilectos et fideles nostros Majorem, Juratos, Centum Pares et Communitatem civitatis nostræ Baione, pretextu boni servicii sui nobis et progenitoribus nostris hactenus impensi et imposterum impendendi, favore prosequi gratioso : volumus, et eis, pro nobis et hæredibus nostris, concedimus per præsentes quod ipsi et eorum hæredes et successores, cives civitatis illius, hanc habeant libertatem perpetuis temporibus duraturam : videlicet quod, si vina ipsorum Majoris, Juratorum, Centum Parium vel hæredum aut successorum suorum, civium civitatis illius, aut eorum alicujus, infra regnum nostrum Angliæ vel alibi infra dominium et potestatem nostra adducta vel adducenda ad opus nostrum vel hæredum nostrorum, per aliquos ministrorum nostrorum vel hæredum nostrorum, emi, capi seu provideri contigerit : nos vel hæredes nostri de pretio eorumdem vinorum, ad opus nostrum vel hæredum nostrorum, sic emptorum, captorum seu provisorum, infra quadraginta dies a tempore captionis eorumdum proximo sequentes, satisfieri faciemus competenter; dum tamen custumam debitam inde solvant ut debebunt. Nolumus autem quod de vinis dictorum Majoris, Juratorum, Centum Parium et Communitatis vel alicujus civis ejusdem civitatis, per alios quam per ministros nostros vel hæredum nostrorum, quicquam contra voluntatem suam de cetero capiatur, nisi statim sol-

vatur precium pro quo inter emptorem et venditorem concordari contigerit, vel alias eis inde fuerit debite satisfactum.

In cujus rei testimonium has literas nostras fieri fecimus patentes.

Teste Me Ipso. Apud Westmonasterium, xxiiii die februarii, anno regni nostri xxv.

LVII. (24 février 1351.)

AUTRES EXEMPTIONS DE DROITS,

ACCORDÉES PAR ÉDOUARD III,

Aux habitants de Bayonne commerçant en Angleterre. (Rymer, supp. t. IV, n° 150. — Bréq. t. LXXX.)

Edwardus, Dei gratia rex Angliæ et Franciæ, et dominus Hiberniæ, omnibus ad quos presentes literæ pervenerint, salutem.

Sciatis quod, cum nuper ad prosecutionem dilectorum et fidelium nostrorum Majoris, Juratorum, Centum Parium et Communitatem civitatis nostræ Baione, nobis supplicantium ut concives suos, mercatores et subditos nostros civitatis illius, regnum nostrum Angliæ causa negotiandi excercentes, a solutione trium denariorum de libra, quos mercatores extranei et alienigene nobis de bonis et mercimoniis suis infra dictum regnum nostrum adductis et de eodem educendis solvere tenebuntur, quietos esse faceremus; per literas nostras patentes, concesserimus eisdem mercatoribus et subditis nostris quod ipsi, infra idem regnum nostrum, hanc haberent libertatem quamdiu nostre placeret voluntati duraturam, videlicet quod de solutione hujusmodi trium denariorum de libra, de bonis et mercimoniis suis quæ ipsos infra idem regnum nostrum ducere seu de eodem educere contingeret, exonerati essent penitus et quieti, prout in literis nostris prædictis plenius continetur : Nos ad grata et utilia obsequia quæ iidem Major, Jurati, Centum Pares et Comunitas nobis et progenitoribus nostris non sine laboribus et sump-

tibus onerosis multipliciter impenderunt et in dies impendere non desistunt, in fidelitate nostra et domus nostræ regiæ magnanimiter persistentes, considerationem habentes; et proinde volentes eis uberiorem gratiam facere in hac parte, volumus et per præsentes concedimus, pro nobis et hæredibus nostris, prefatis Majori, Juratis, Centum Paribus et Comunitati, quod ipsi et eorum concives, mercatores et subditi nostri de civitate prædicta, et eorum singuli ac eorum hæredes et successores cives et mercatores civitatis illius, infra dictum regnum nostrum Angliæ, hanc habeant libertatem perpetuis temporibus duraturam, videlicet quod de solutione trium denariorum de libra de bonis et mercimoniis suis, quæ ipsos vel eorum aliquem infra idem regnum ducere seu de eodem educere contigerit, sint in perpetuum exonerati penitus et quieti.

In cujus rei testimonium, has literas nostras fieri fecimus patentes.

Teste Me Ipso. Apud Westmonasterium, XXIIII die februarii, anno regni Angliæ vicesimo quinto, regni vero Franciæ duodecimo.

LVIII. (10 mai 1353.)

1°

LETTRES DE GRACE,

ACCORDÉES PAR ÉDOUARD III,

A Auger de Montaut, seigneur de Mussidan, Soldic de Preysac, et plusieurs autres, au sujet de la mort de Guillaume Aramond de Madallian.

2°

PAREILLES LETTRES DE GRACE,

Pour Étienne De la Porte, Guillaume de Brolliac et autres. (*Rot. Vascon.* an. 28, Ed. III, memb. 13. — Bréq. t. LXXVI.)

Rex universis et singulis senescallis, constabulariis, castellanis, prepositis, majoribus, ballivis, officiariis, ceterisque ministris in

ducatu nostro Aquitanie constitutis, salutem. Sciatis quod, de gracia nostra speciali et pro bono servicio quod Augerius de Monte-Alto, dominus de Muyshidano, Soldicus de Preyshaco, Amanenus de Pomeriis, Seguinus de Muyshidano et Gualterus de Longo-Vado, milites, nobis in ducatu nostro predicto impenderunt et impendent in futurum, perdonavimus eisdem, Augerio Soldico, Amaneno, Seguino et Gualtero sectam pacis nostre quod ad nos pertinet, pro morte Guillelmi Aramondi de Madalhano, unde indicati, accusati seu appellati existunt; ac eciam bannimenta, si que in ipsos ea occasione fuerint promulgata, et firmam pacem nostram eis inde concedimus; ita tamen quod iidem Augerius, Soldicus, Amanenus, Seguinus et Gualterus stent recto in curiis nostris, si aliquis alius versus eos loqui vel prosequi voluerit de morte predicta. In cujus, etc. Teste Rege. Apud Westmonasterium, x die maii.

Per ipsum Regem.

Consimiles litteras regis de perdonacione habent Stephanus de Porta, Guillelmus de Brolhaco, Reymundus de la Borda, Guassianus Doyre, Guillelmus de Sentor, et Petrus, camerarius Seguini de Muyshidano, pro morte dicti Guillelmi Aramondi, sub eadem data.

Per ipsum Regem.

LIX.

(18 août 1353.)

LETTRES D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

Rendues pour la sûreté des navires qui faisaient le commerce de vin entre la Guyenne et l'Angleterre. (Rymer, suppl. Ed. III, t. VIII, n° 50. — Bréq. t. LXXVI.)

DE NAVIBUS ARESTANDIS.

Rex vicecomitibus, majoribus, dominis, magistris et marinariis, navium ballivis, ministris et aliis fidelibus suis ad quos, etc. salutem.

Quia, ut pro certo didicimus, dampna quamplurima subditis nostris, a tempore treugarum inter nos et adversarium nostrum Ffrancie ultimo initarum, inferuntur, et quod piratæ et alii inimici nostri se tenent supra mare in diversis locis ad insidiandum navibus de dicto regno nostro Angliæ, versus partes Vasconie, in præsenti seisona vindemiarum, et ad alia loca transituri, ad mala que poterunt nobis et nostris perpetranda : Nos, volentes salvationi navigii dicti regni nostri, ne per inimicos nostros destruatur, providere, assignavimus dilectos nobis Robertum de Ledred et Willielmum Walkelate, servientes nostros ad arma, conjunctim et divisim, ad arestandas omnes naves in aqua Thamisie et singulis portubus et locis abinde, versus partes occidentales, infra libertates et extra, versus partes Vasconie, pro vinis ibidem querendis, paratas et parandas; et illas naves quas, inter exteriorem partem insulæ, vecte versus occidentem et civitatem nostram Londonie inveniri contigerit, usque locum de Calcheford prope insulam prædictam; et omnes alias hujusmodi naves a dicta insula versus occidentem usque portum de Plimmuth, cum omni celeritate, sub salvo conductu duci facienda, ita quod sint ad loca predicta in crastino nativitatis beatæ Mariæ Virginis proxime futuræ, ad proficiscendum exinde, cum de salvo conductu earumdem eundo et redeundo duxerimus providendum, et domini et magistri earumdem super hoc ex parte nostra fuerint præmuniti et ad sufficientem securitatem de eisdem dominis et magistris de essendo cum navibus illis ad loca prædicta, ad diem prædictum, sicut prædictum est, recipienda. Et ideo vobis, sub forisfactura omnium quæ nobis forisfacere poteritis, mandamus firmiter injungentes quod eisdem Roberto et Willielmo, et eorum alteri, in præmissis faciendum intendentes sitis, consulentes, auxiliantes et respondentes, quotiens et prout ipsi vel eorum alter vobis et cuilibet vestrum scire fecerint vel fecerit ex parte nostra.

In cujus, etc. Teste Rege. Apud Wodestok, XVIII die augusti.

Per ipsum Regem.

Rex vicecomitibus, majoribus, etc. *ut supra*, *usque* « ibi providere » *et tunc sic* : assignavimus dilectos nobis Thomam Dantre et Robertum de Appelby, servientes nostros ad arma, conjunctim et divisim ad arestandas omnes naves ab ore aquæ Thamisiæ versus partes boriales, infra libertates et extra, usque Berewicum super Twedum, versus partes Vasconiæ, pro vinis ibidem querendis, paratas et parandas; et naves illas usque locum de Calchefort, prope insulam Vettam, cum omni celeritate sub salvo conductu duci facienda, ita quod sint ad locum prædictum in crastino nativitatis beatæ Mariæ Virginis proxime futuræ, etc. *ut supra, mutatis mutandis.*

In cujus, etc. Teste, *ut supra.*

LX.

(16 janvier 1354.)

LETTRES D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

Par lesquelles il ordonne au commandant de Calais de relâcher les vaisseaux français qu'il avait fait arrêter, et de s'aboucher avec le maréchal de France (Jean de Clermont) pour apaiser les plaintes dont se chargeaient réciproquement les marchands des deux nations. (Rymer, suppl. Ed. III, t. VIII, n° 68. — Bréq. t. LXXVI.)

DE NAVIBUS ET BONIS APUD CALESIAM ARESTATIS DEARESTANDIS.

Rex dilecto et fideli suo Reginaldo de Cobham, capitaneo villæ sue Calesie, salutem. Cum nuper accipientes per certificationem vestram quod Johannes de Laundas, tunc locum tenens marescalli Ffrancie, per vos requisitus ut, super dampnis et injuriis mercatoribus regni nostri Angliæ per Gallicos illatis, debitum justitiæ complementum fieri faceret, justitiam aliquam super reformatione dampnorum et injuriarum prædictorum facere non curavit, pro defectu justitiæ vobis mandaverimus quod omnia bona et mercimonia ho-

minum et mercatorum de Ambianis, de Sancto-Walerico, Bolonia de Sancto-Omero, Abbevilla, et de Cretoye, et aliis villis et locis de potestate Ffrancie, quæ infra districtus vestros inveniri contingeret, arestari et salvo custodiri faceretis, quousque aliud a nobis inde habueritis in mandatis; et quia jam nobis significastis quod Arnaldus d'Audenhan, nunc marescallus Ffrancie, vos certificavit quod omnibus mercatoribus et aliis regni nostri Angliæ per Gallicos dampnificatis, super dampnis et injuriis sibi illatis, justiciæ debitum facere est paratus, dum tamen dampnificatis ex parte altera facere velimus illud idem : Nos, ea de causa et ad supplicationem dilecti consanguinei et fidelis nostri Henrici, ducis Lancastriæ, vobis mandamus quod statim, visis præsentibus, omnia naves et bona omnium mercatorum et aliorum hominum de villis prædictis et aliis locis de potestate prædicta, una cum attilio navium earumdem quæ, post recessum prædicti ducis, a dicta villa Calesie, virtute mandatorum nostrorum vobis directorum aut alia de causa, arestari feceritis , sine contradictione et dilatione aliquibus, dearestari, et ea, illis quorum fuerint adeo integre, sicut arestata fuerunt, sine aliquo pro discarcatione vel hospitatione bonorum eorumdem vel aliquibus aliis sumptibus, inde petendo vel solvendo, liberari faciatis, quibuscumque mandatis vobis inde directis aut allegationibus seu exceptionibus inde proponendis, non obstantibus. Et in casu quo vina seu bona aliqua per vos sic arestata expendita, vendita, elongata vel alias consumpta fuerint, debita satisfactio, per illos per quos vina seu bona illa sic expendita, vendita, elongata seu alias consumpta fuerint, statim fiat, et ad hoc per vos compellantur; et insuper, ad certos diem et locum per vos et dictum marescallum statuendos, conveniatis, et super præmissis colloquium habeatis ut, tam mercatoribus nostris quam partis adversæ, super dampnis et injuriis hinc et inde illatis, debitum et festinum fiat justitiæ complementum; ita quod ex parte nostra defectus non inveniatur quovis modo.

Datum apud Westmonasterium, XVI die januarii. Per ipsum Regem.

Eodem modo mandatum est ballivis et scabinis ejusdem villæ, mutatis mutandis, sub eadem data, excepta clausula *et insuper ad certos, etc.*

LXI. (1er décembre 1354.)

LETTRES D'ÉDOUARD III,

Par lesquelles il exempte les monnayeurs de Guyenne de toutes taxes, tailles et contributions. (*Rot. Vascon.* an. 28, Ed. III, membr. 1.—Bréq. t. LXXVI.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem. Volentes quieti et tranquillitati operariorum et monetariorum nostrorum in ducatu nostro Aquitanie, ut circa operacionem et cussionem monetarum nostrarum liberius intendere valeant, possidere (providere) : concessimus pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, operariis et monetariis super operacione et cussione monetarum nostrarum in dicto ducatu commorantibus, quod ipsi de omnimodis centesimis, quinquagesimis, quadragesimis, vicesimis, quintisdecimis, decimis et aliis quotis, taxacionibus, tallagiis, contribucionibus, et aliis oneribus quibuscumque super ipsos operarios et monetarios, dum monetis nostris sic cudendis continue intenderint, racione hostis, cavalcatus aut alterius cause cujuscumque ex nunc imponendis vel assidendis, nobis aut ministris nostris seu aliis prestandis, exonerati sint penitus et quieti, et quod iidem operarii et monetarii super dictis operacione et cussione monetarum continue residentes, in omnibus casibus, nisi in casu criminis, coram preposito monetarum predictarum et non alibi, placitent et placitentur; prout monetarii nostri, tam in regno nostro Anglie quam in dicto ducatu, de hujusmodi quotis et oneribus quieti esse, et coram custode sive preposito monetarum nostrarum, et non alibi, excepto casu criminis, placitari et

placitare ante hec tempora consueverunt. In cujus, etc. Datum in palacio nostro Westmonasterii, primo die decembris.

Per ipsum Regem.

LXII. (6 décembre 1354.)

LETTRES D'ÉDOUARD III,

Confirmatives de ce qui avait été réglé par le sénéchal de Guyenne concernant la paye des monnayeurs d'Aquitaine. (*Rot. Vascon.* an. 28, Ed. III, membr. 1. — Bréq. t. LXXVI.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem. Sciatis quod, cum nobilis vir Ffranco Vanhale, nuper senescallus noster Vasconie, pro dissensionibus et debatis super solucionibus stipendiorum faciendis, operariis et monetariis nostris in ducatu nostro Aquitanie sepius motis, sedandis et tollendis, stipendia certa operariis et monetariis nostris in dicto ducatu constitueret percipienda; videlicet, cuilibet operario monete nigre vel albe, ad marcam per ipsum operatam, excepto auro, tres denarios; et cuilibet monetario hujusmodi monete nigre vel albe, ad libram per ipsum cussam, auro excepto, tres denarios sterlingorum, de cuneo nostro Londonensi, vel valorem inde in alia moneta, prout in litteris nostris sigillo curie nostre Vasconie consignatis, vidimus plenius contineri : Nos ea que per dictum Ffranconem, ut præmittitur, facta sunt accceptantes, volumus et concedimus quod quilibet operarius noster, ad marcam monete albe vel nigre per ipsum operatam, excepto auro, tres denarios ad sterlingum; et quilibet monetarius noster ad libram monete albe vel nigre per ipsum cusse, preter aurum, similiter tres denarios ad sterlingum de cuneo nostro Londonensi, vel valorem inde in alia moneta, pro stipendiis suis percipiat, juxta constitucionem ipsius Ffranconis

supradictam, quandiu nostre placuerit voluntati. In cujus, etc. Datum in palacio nostro Westmonasterii, sexto die decembris.

Per ipsum Regem et Consilium.

LXIII.

(8 juillet 1355.)

LETTRES D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

Sur les précautions à prendre contre l'invasion qu'il craignait de la part des Français.
(Rymer, supp. Ed. III, t. VIII, n° 79. — Bréq. t. LXXVI.)

DE PROCLAMATIONE DE NAVIBUS AD TERRAM TRAHENDIS.

Rex, majori et ballivis ac toti Communitati villæ de Suthamptonia salutem. Quia, ut pro certo didicimus, inimici nostri Ffranciæ cum galeis et navibus in multitudine non modica proficiscuntur ad navigium nostrum comburendum et destruendum, et idem regnum, si poterunt, invadendum, et incendia, homicidia et alia facinora pro viribus perpetranda: Nos, volentes salvationi regni et navigii nostrorum providere, ut tenemur, vobis precipimus firmiter injungentes quod statim, visis præsentibus, omnes naves in portu villæ prædictæ et locis vicinis existentes, ita prope terram sicut poteritis trahatis; et aliquas naves extra portum et loca prædicta, nisi bene et sufficienter muniantur, ad flotam nostram seu alibi supra mare proficisci non permittatis; et vos ipsos, quanto potentius poteritis, pro defensione villæ predictæ et partium adjacentium, muniatis et paretis, ne in vestri defectum dictis villæ, navigio et partibus, ex hujusmodi inimicorum aggressibus, periculum, quod absit, imineat aliquale, per quod materiam habeamus ad vos ex hac causa capiendi. Teste Rege. Apud Westmonasterium, VIII die julii.

Per ipsum Regem et Consilium.

Consimilia brevia diriguntur, subscriptis nominibus pluribus, quæ hic exscribere supervacaneum duximus.

LXIV. (16 juillet 1355.)

LETTRE D'ÉDOUARD III,

AU CONNÉTABLE DE BORDEAUX,

Par laquelle il lui mande de faire estimer et marquer les chevaux que le prince de Galles aurait à acheter. (*Rot. Vascon.* an. 29, Ed. III, membr. 5.—Bréq. t. LXXVI.)

Rex constabulario suo Burdegalensi, qui nunc est vel qui pro tempore fuerit, salutem. Cum mittamus ad partes ducatus nostri Aquitanie dilectum et fidelem nostrum Edwardum, principem Wallie, ducem Cornubie et comitem Cestrie, filium nostrum carissimum, quem capitaneum et locum nostrum tenentem in ducatu predicto constituimus : vobis mandamus quod omnes equos quos per dictum principem et magnates in comitiva sua existentes, pro obsequio nostro in eisdem partibus emi contigerit, et qui juxta morem guerre appreciandi fuerint, appreciari certoque signo, ut est moris, signari faciatis, ut sic haberi possit noticia eorumdem. Et de eo quod inde feceritis, reddatis nos in garderobam nostram Anglie, distincte et apte, sine dilacione, certiores. Datum apud Northflece, xvi die julii.

Per ipsum Regem.

LXV. (1er juin 1357.)

CONFIRMATION,

PAR ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

De la garde de divers châteaux de Normandie en faveur de Simon de Newynton. (*Rot. Franc.* an. 31, Ed. III, membr. 11. — Bréq. t. XLI.)

Le Roi, etc. saluz. Come n'ad gaire eussons fait et establi nostre bien amé Symon Newynton chastelleyn et gardeyn de Saint-Sauveour-le-Viscount, et totes autres chastelx, villes closez et forteretz qe furent à Godefrey de Haricourt en ledit duché (de Normandie), etc. si avons derechef comis et establi mesme celui Symon chastelleyn et gardien de villes, chastelx et forteretz avanditz, à tenir par nous et en noun de nous, donantz à lui plein pouir d'y mettre et establir gentz d'armes à nos gages. En tesmoignance de quele chose, etc. Doné en nostre paleys de Wesmonster, le primer jour de juyn.

N. B. Extrait de l'Histoire civile et militaire, comté de Caen, élection de Valognes. B.

LXVI. (4 juillet 1357.)

LETTRE D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

ENJOIGNANT

A HENRI, DUC DE LANCASTRE,

De lever le siége de Rennes. (*Rot. Franc.* an. 31, Ed. III, membr. 12. — Bréq. t. LX.)

Le Roi, à notre amé et feal cousyn, Henry, duc de Lancastre, capitaine, et notre lieutenant en la duché de Bretaigne, salutz.

Por ce que hon nous a raportée qe plusieurs gentz d'armes et autres sont envoiez ou ordenez à envoier de par les Franceis, pour lever le siége que vous avez mis et tenu longement environ la cité de Renes en Bretaigne, et secourir ladite cité; et qe, du mandement de nous et de notre très-cher aisné filz Edward, prince de Gales, capitene, et notre lieutenant en notre duché de Guiene, contenent que vous levessiez ledit siége, vous ne l'avez pas encore levé, dont nous nous mervoillons moult et nous en desplait grantement; et por ce aussi que ledit siége, si plus longement demoroit devant ladite citée, pouroit estre cause et occasion de enfraindre les trêves prises et accordez sur espérance d'acort final et perpetuele paix entre nous et notre adversaire, et par conséquent pouroit être empeschement de ladite paix et acort; certain acort a esté faite entre nous et notredit filz et ceux de notre conseil d'une part, et notredit adversaire et ceux de son conseil, d'autre part, sur le fait de la cité et du siége dessusditz; c'est à savoir que les gentz d'armes et autres qi sont ou seront envoyez pour lever ledit siége et secourir ladite ville, notredit adversaire fera retraire issint qu'ilz ne peussent porter damage ne déshoneur à vous ne az gentz ou adhérents de votre partie, en corps ne en biens, mais s'en départiront du tout sans repairer devers vous; et de ce notredit adversaire s'est fait fort, et se ils ne sont unqores envoiez audit lieu de Renes, notredit adversaire les fera souffrir et cesser d'y aller, come dit est, et pour ce y envoyera persones notables; et ce fait dedentz huit jours, à compter du jour que les messages de notredit adversaire auront fait retraire lesdits gentz d'armes et autres, et ont fait cesser d'y aller, vous léverez ledit siège et ferez départir tous les gentz d'armes et autres qui y sont, sauns porter damage à ladite ville ne aillours ou pouwer et obéissance de notredit adversaire; et nous et notredit filz nous sommes faits fortz que, les huit jours dessusditz passez, sans plus attendre, vous lèverez ledit siége et ferez départir vosditz gentz par la manière que dit est; et aussi est accordé que durantz le huit jours dessusditz, depuis ce que lesdites gentz d'armes et autres seront retraiz, come dit

est, vous et vos gentz lasserez et souffrerez paisiblement les gentz de ladite ville eux avitailler et pourchasser de vivres du leur, et sour le leur, por leur nécessitez, jour par jour, saunz y mettre aucum empeschement : Si volons et vous mandons, sur l'amour, foi et la loialté que vous nous devez, si chier come vous avez la bonne paix et acort d'entre nous et notredit adversaire, et si chier come vous doubtez encourir nostre idignation, que l'accort dessusdit vous faciez et accomplissez en la manière que dessus est escript, en levant votre siége et faisant départir vos gentz, come dit est, sans fraude et sanz mal engin.

Donné en notre palais de Westmonster, le quarte jour de juyl.

LXVII. (27 mai 1358.)

SAUF-CONDUIT

ACCORDÉ PAR ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE, A JEAN, VICOMTE DE ROHAN, PRISONNIER DE THOMAS DE HOLLAND.

(*Rot. Franc.* an. 32, Ed. III, membr. 13. — Bréq. t. LX.)

Rex, universis et singulis vicecomitibus, majoribus, ballivis, ministris, constabulariis, castellanis et aliis fidelibus suis in terra et in mari ad quos, etc. salutem. Sciatis quod, cum nobilis vir Johannes, vicecomes de Rohan, prisonarius dilecti et fidelis nostri Thome de Holand, usque ad insulas nostras de Gernezeye, Jereseye, Serk et Aureneye, ad tractandum cum eodem Thoma de redempcione sua, de licencia nostra sit venturus : suscepimus ipsum Johannem ac eciam Johannem, dominum de Pulcro-Manerio, Guidonem de Rocheford, Guidonem de Rohan, milites; Jocellinum de Rohan et Galfridum de Rohan, clericos; Johannem de Rohan, Guillelmus de Capella et Guillelmum de Quebriac, armigeros; nec non sex alios armigeros de so-

cietate sua, veniendo cum equis, rebus, hernesiis et bonis suis ad ipsum Thomam, in insulas predictas ex causa predicta, ibidem morando ac exinde ad propria redeundo, in proteccionem et defensionem nostram specialem nec non in salvum et securum conductum nostrum. Et ideo vobis mandamus quod eidem vicecomiti aut militibus, clericis et armigeris predictis, veniendo in insulas predictas ex dicta causa, ibidem morando vel exinde redeundo, in personis, equis, bonis aut rebus suis quibuscumque, non inferatis nec, quantum in vobis est, ab aliis inferri permittatis in terra nec in mari injuriam, molestiam, dampnum, violenciam, impedimentum aliquod seu gravamen. Et si quid eis vel eorum alicui in personis, bonis aut rebus suis forisfactum vel injuriatum fuerit, id eis et eorum cuilibet sine dilacione debite reformari et corrigi faciatis. In cujus etc. Usque ad ultimum diem junii proxime futurum duraturas. Datum apud Westmonasterium, XXVII die maii.

Per Consilium.

LXVIII.

(18 août 1359.)

LETTRES D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

A SON LIEUTENANT DANS LE DUCHÉ DE BRETAGNE,

ET AUX OFFICIERS DE VANNES,

Par lesquelles il leur mande d'autoriser les habitants de ladite ville à lever les droits accoutumés pour la réparation de leurs murs. (*Rot. Franc.* an. 33, Ed. III, pars 1, membr. 8. — Bréq. t. LX.)

Rex, capitaneo et locum nostrum tenenti in ducatu Britanniæ, ac officiariis ville Venetensis, salutem.

Mandamus vobis quod cives et habitatores ville predicte emolu-

menta proveniencia pro latomis et carpentariis de parochiis dicte ville consueta, habere et precipere permittatis in auxilium reparacionis murorum predictorum.

Datum apud Westmonasterium, xviii die augusti.

LXIX.

(8 août 1359.)

LETTRES D'ÉDOUARD III,

A RALPH DE FERRERS, CAPITAINE DE CALAIS,

Par lesquelles il lui mande de laisser les bourgeois de cette ville vaquer librement à leur commerce. (*Rot. Franc.* an. 33, Ed. III, pars 1, membr. 8.—Bréq. t. LVI.)

Rex, dilecto et fideli suo Radulpho de Ferrariis, capitaneo ville nostre Calesie, salutem.

Ex parte dilectorum nobis burgensium ville predicte nobis est graviter conquerendo monstratum quod, cum ipsi de mercandisis suis tantummodo vivant, et temporibus omnium capitaneorum ejusdem ville in regnum nostrum Anglie et alibi, pro mercandisis suis querendis, ire et ad dictam villam Calesie redire consueverint, absque impedimento quocumque, vos et ministri vestri ipsos burgenses quominus extra villam predictam, pro mercimoniis suis querendis, proficisci et alias libertatibus suis eis per nos concessis uti poterunt, impetitis jam de novo in ipsorum burgensium dampnum non modicum et gravamen; super quo iidem burgenses nobis supplicarunt sibi per nos remedium adhiberi. Nos, considerantes moram predictorum burgensium nobis et eidem ville multum utilem existere, ac volentes eo pretextu ipsos burgenses, ut ad morandum in eadem villa magis animentur, favore prosequi gracioso : vobis mandamus quod ipsos burgenses extra villam predictam in dictum regnum nostrum Anglie et alibi, ubi expedire viderint, pro mercandisis

suis querendis et ad dictam villam ducendis, per vices dimissis in eadem villa aliis loco suo pro municione ejusdem sufficientibus, libere et absque impedimento ire, et libertatibus eis per nos concessis, juxta formam carte nostre sibi inde facte, uti et gaudere permittatis, prout temporibus aliorum capitaneorum ejusdem ville facere consueverunt. Datum, *ut supra* (apud Westmonasterium, VIII die augusti).

LXX. (10 mars 1360.)

LETTRE D'ÉDOUARD III,

Par laquelle il permet à tous les habitants des duché et comté de Bourgogne et du bailliage d'Isle-en-Champagne de commercer durant un an dans toutes les terres de son obéissance, en payant les droits accoutumés. (*Rot. Franc.* an. 33, Ed. III, p. 3, membr. 1. — Bréq. t. LXXVI.)

R. à touz noz subgez foialz et obéissantz qi cestes lettres verront, saluz. Savoir vous fesons que come bones et loïales trieves et soeffrances de guerre soient accordez par entre nous, noz subgiz, aidantz, adhérentz, et obéissantz, et nostre cousin le duc de Bourgoigne, pur lui, sa duchée et contée de Bourgoigne, et pur son bailliage d'Isles-en-Champaigne, et pur toutes les personnes habitantz et demorantz en yceulz duchée, contée, baillage, à durer par trois ans : nous avons ottroié et ottroions par le tenour des présentes audit duc que, jusques à un an comancent à Pasques prochein venant, les subjiz des avant ditz duchée, contée et bailliage, aiantz et portantz vraies lettres de tesmoignage, souz le seal dudit duc, qu'ils soient ses vraies subgiz des avantditz duchée, contée et bailliage, puissent salvement et seurement mener et faire mener par eawe ou par terre, selonc ce que leur plerra, par tout le roialme de France et

aillours où bon leur semblera, leur bleez, vins, seel et laynes, pur vendre ou en faire lour profit; si que toutefoiz pur leurdites marchandises et bien qu'ils mèneront ou ferront mener par terre ou par eawe, par les passages, chastealx, forteresces et garnisons qui jà sont et en après serront en nostre possession et obéissance, ils y paient les péages, devoirs et custumes anciennes; et aussi pur chescun tonel de vin q'ils mèneront et feront mener par les eawes d'Yone ou de Seyne, par les destroitz et passages des chastelx et forteresces qui jà sont ou en après serront en nostre possession ou tenuz et occupez de par nous, ils y paient de fait tant seulement une foiz à celui ou ceulx qui de par nous y serront establiz : c'est assavoir à un desdits chastelx et forteresces, durant ledit temps, un denier d'or au mouton, et pur chescun dipe ou vessel contenant la moitié de tieu tonel, la moitié de tieu denier d'or au mouton; et pur sis tonels de blés, un mouton; et pur deux tonels de seel, un mouton. Et parmy paiant les péages, devoirs et custumes anciennes et les autres imposicions et péages dessusditz, ils passeront franchement et quitement avec lour vins, bleez, seel et laynes par tous les destroitz, chastelx et for teresces qui sont et serront en nostre possession, comme dit est. Et par ces présentes et pur la susdite cause, les avons pris et prenons en nostre sauf et seur conduit; mandantz et commandantz à tous noz foialz subgiz et obéissantz que les marchantz et subgiz des avantditz duchée, contée et bailliage, et leur vins, bleez, seel laynes, et toutes les personnes, vessealx, chivaux et hernois qui les mèneront, soeffrent et laissent paisiblement et franchement, par paiant et acomplissant les imposicions, péages et devoirs desusditz, passer, repasser, arrester, séjourner partout là où il leur plerra, en menant ou fesant mener les biens et marchandises susnomez, retourner vers leur pays, sanz les prendre, arrester, destourber ou empescher, et sanz leur faire ou donner en corps ou en biens aucun mal, damage ou grevance. Et pur ce que cest présent original ne peut pas partout estre portez ne monstrez à chescun, il nous plest et volons que ès lettres de nostredit cousin le duc où cestes soient encorporez, foi soit ad-

joustée des choses dessusdites, et en soit fait à tant et tiele obéissance, come il apartiendroit à faire à l'original de ces présentes, si elles feussent monstrez. En tesmoignance de quele chose nous avons fait faire cestes noz lettres patentes à durer par un an entier, comancent à Pasqes prochein à venir. Doné souz nostre grant séal, à la ville de Guillon en Bourgoigne, le x[e] jour de mars l'an avantdit (l'an de nostre règne de France vynt primer et d'Engleterre trente quart.)

LXXI. (27 juin 1360.)

OFFRANDES

FAITES PAR JEAN II, ROI DE FRANCE,

Dans l'église de Saint-Paul à Londres. (Madox collect. t. LXII, f° 65. — Bréq. t. LXXVI.)

Memorandum quod in hac die sabbati, videlicet v° Kalend. julii, anno Domini MCCCLX, dominus Johannes, rex Francie, visitavit ecclesiam Sancti-Pauli Londonensis, ubi, contra adventum suum, locus cum cortinnis et pannis sericis juxta magnum altare ex parte boreali parabatur. Et audita missa, celebrata ibidem per decanum, accessit ad tumbam sancti Eik et ibi offerebat XII nobiles; et deinde ad Annunciacionem, et offerebat XII nobiles; et deinde ad Crucem borealem, et ibi offerebat XXVI florenos nobiles. Et in primo suo adventu, ad magnum altare offerebat super altare IIII pannos aureos; et in audiendo missam, offerebat post offertorium decano celebranti V florenos nobiles, divisos inter dictum decanum et Johannem de Lytlyngton, minorem canonicum tunc ebdomadarium. Et his factis, intravit domum capitularem, et ibi dedit L florenos nobiles, dividendos inter ministros ecclesie.

N. B. Tiré de la collection de Madox, n° 62, p. 65, d'après une copie conservée dans ce manuscrit d'une écriture qui paraît être de la fin du XVI[e] siècle. Madox ne cite point l'original. B.

LXXII. (24 octobre 1360.)

LETTRE

DE JEAN, ROI DE FRANCE,

Par laquelle il déclare que le comté de Guynes, les villes et châteaux de Calais, Merk, etc. cédés au roi d'Angleterre par le traité de Brétigny, conserveront leurs libertés et franchises, selon les termes contenus audit traité. (Biblioth. Cotton. *Nero*, D. VI. — Bréq., t. LVI.)

Johan, par la grace de Dieu roi de Ffrance, savoir fesons à touz présentz et à venir que, come par le traittié de paix et acord fait à Brétigny près de Chartres le VIII[e] jour de may darein passé, entre nous et nostre très-cher frère le roy d'Engleterre, nous avons promys et juré bailler, déliverer et délaisser, et avons baillé, déliveré et délaissé et transporté à nostredit frère, pur li, ses heirs et successours perpétuelement, contre les autres choses que faire li devons, le contée de Guynes ovesqe les chasteux et forteresses et toutes les appartenances et appendences d'icelle contée; et aussi le chastel de la ville de Calais, les chasteux et les villes et les chastelleries de Merk, Oye, Sangate, Coloigne, Wale, et Hammes, avec touz les appartenances et appendences, à tenir en fée, et en demaine ce que nous y avons en demaine, si come plus au plein est contenu ès articles fesantz de mencion en dit traittié et ès lettres que nous avons fait faire et délivré à nostredit frère sur ce; et come en dit traittié soit contenu par espécial un article dequel le teneur est tiel: « Item, que tous « les terres, paiis, villes, chasteux et autres lieux baillez asditz roys, « seront en tieles libertées et franchises come eles sont à présent, et « serront confermées par lesditz seignurs roys ou par lour succes- « sours et par chescun de eux toutefoiz qu'ils en serront requis, si

« contraires n'estoient à ce présent accord » : Nous, roy de Ffrance, désirantz à accomplir ledit article en tant come à nous appartient, volons et ottroions que ledit contée et les chasteux, villes, forteresses desus nomez soient et demurront en autieles libertées et franchises come ils estoient avant le bail, transport et délaissementz desusditz ; et ycelles libertées et franchises et lour priviléges nous approvons, ratifions et confermons en tant come tenuz y sumes, par vertue dudit article. Et (afin) que ce soit ferme et estable à touz jours, nous avons fait mettre nostre seal à ces présentes lettres. Donné à Calais, le XXIIII jour d'octobre, l'an de grace mille CCC sessante.

N. B. On lit à la tête de cet acte, dans le manuscrit, le titre suivant : *Littera de libertatibus habituncium in Calesia, Guynes, Merk et aliis locis, per regem Ffrancie approbatis.* B.

LXXIII. (24 octobre 1360.)

LETTRES DE DÉLIVRANCE

Des châtellenies et seigneuries de Calais, Merk, Sangatte, Couloigne, Hames, Wale et Oye. (Biblioth. Cotton. *Nero,* D. VI. — Bréq. t. LVI.)

Johan, par la grace de Dieu roy de France, à noz bien amez les ercevesques, évesques, abbez et autres prélatz, les doiens, prévoz, chapitres et comunes, et autres persones de église tant cathédrales et collégiales que conventueles et autres régulers et séculers, et à noz amez et foialz les ducs, contes, viscontes, barons, chivalers et autres nobles et non nobles, les maires, les esquevins et jurez, et tout le comune, noz subjez pur cause de temporalitée, tant de foies et d'autres choses, ès villes, chasteux et forteresses, et en touz les paiis, lieux, chastellenies et seignuries de Calais, Merk et de San-

gate, de Cologne, de Hammes, et de Wale, et de Oye, et des autres lieux assis dedeinz les metes (et) boundes desus escrites, saluz et dileccion. Les guerres, etc. Et come par ledit traittié et paix nous avons ottroié et promys à bailler, délivrer et délaisser à nostredit frère, pur li et pur ses heirs et successours, à touz jours, certeins terres, citées, chastelx, villes, contées et seignuries en nostredit roiaume, si come plus au plein est contenu en dit traittié et acord, entre lesqueles sont les villes, chasteux et chastelleries et seignuries de Calais, de Merk, de Sangate, de Cologne, de Hammes, de Wale et de Oye, si come plus à plein est contenuz en l'article qi est en dit traittié, duquel le teneur s'ensuit: « Item, le Roy d'Engleterre aura « le chastel et la ville de Calais, le chastel, la ville et seignurie de « Merk; les villes, chasteux et seignuries de Sangate, Cologne, Ham- « mes, Wale et Oye, ovesqe terres, bois, marrois, rivers, rentes, « seignuries, avoesons des églises, et touz autres appartenances et « lieux entregisantz dedeinz les metes et boundes qui s'ensuent: « C'est assavoir de Calais jusqes au fil de la rivère par-devant Grave- « lyngs; et aussi par la fil de mesme la rivère tout entour l'Angle; et « aussi par la rivère qui va par delà Poil; et aussi par mesme la ri- « vère qui chet en grand lac de Guynes jusques à Freton; et d'illoec « par la vallée entour la montaigne; et aussi jusques à la meer avec « Sangate et touz ces appartenances; » Et nous veullantz accomplir ce qe est contenu en l'article desus escrit et ladite paix sur les choses contenues en ycel, le chastel et la ville de Calais, le chastel, la ville et seignurie de Merk, les villes, chasteux et seignuries de Sangate, Cologne, Hammes, Wale et Oye avec terres, bois, marrois, rivers, rentes, seignuries, avoesons de églises, et toutes autres appartenances et lieux entregisantz dedeinz les metes et boundes desus escrites; en accomplissant sur ce le traittié et la paix, avons transporté, baillé, délivré et délaissé, transportons, baillons, délivrons et délaissons à nostredit frère le roy d'Engleterre, pur li, pur ses heirs et successours, les choses desusdites contenues en dit article selon le teneur d'ycel, à tenir à touz jours paisiblement, c'est assavoir ce

q'est en demaine à tenir en demaine, et ce q'est en fée en tenir en fée; sauf et exceptz les héritages des églises qi demeurront aldites églises entièrement, quelqe part qu'ils soient assis; et aussi exceptz les héritages des autres gentz de paiis de Merk et de Calais, assis hors de la ville de Calais, jusqes à la value de cent livres de terre par an de la monoie currante en paiis et au-desouz, mès les héritages et habitacions assises en ladite ville de Calais ovec leur appartenances, ovec tout ce que compris est en dit article, sauf les héritages des gentz du paiis de Merk et de Calais, jusqes à ladite somme, si come par amont est dit, demurront en demaine audit roy d'Engleterre pur ent ordeneir à sa voluntée. Et par ces présentes lettres mettons hors, quitons, absolons et délaissons de nostre obéissances, homages, ligeances, foies, serementz et services quelconqes, quant as choses tant soulement, ceux ès ditz chasteux, villes et seignuries de Merk, de Sangate, de Coloigne, de Hammes, de Wale et de Oye et des lieux entregisantz dedeinz les metes et boundes avant ditz, touz prélatz et persones de seinte église cathédralz et autres, barons, chivalers, nobles et non nobles, vassaux et autres, et les communes, burgeoys et touz les habitantz des chasteux, villes et lieux contenuz en dit article. Et lour mandons et commandons et estroitement enjoignons et à chascun de eux que à nostredit frère le roy d'Engleterre, à ses heirs et successours à touz jours ou à leur deputez, facent et baillent dès ore en avant les homages, ligeances, foi, serementz, services, révérences et toutes obéissances quant as choses desusdites et pur ycelles, et leur paient les rentes, revenues, droitures et emolumentz tielz et en la manère que ils les nous deivent, et que faitz estoient en temps passé, et li obéissent dès ore en avant come à lour droituré seignur, sauves les choses desus dites. Et nientmains mandons et comettons par ces mesmes lettres au bailly d'Amiens, as governours des contées d'Artois et de Boloigne, que à ladite obéissance faire et as autres choses desusdites tenir, garder et accomplir, vous constraignent, si mestier est, touz et chescun de vous, et touz autres, tant chastelleins que capitains des chasteux,

villes et forteresses et touz autres as queux il poet et purra toucher, si avant come il appartendra, et en la meillour et plus ferme manère que faire ce purra. En tesmoignance, etc. Doné, etc. *ut supra.*

N. B. On lit à la tête de cet acte, dans le manuscrit, le titre suivant: *Littera super liberatione ville de Caleys et de Merk, et aliorum fortaliciorum adjacencium.* Rymer, t. IV, p. 288, édit. de Londres, avertit qu'il ne donne pas ces lettres, vu qu'elles sont semblables. B.

LXXIV.

(24 octobre 1360.)

LETTRE DE JEAN, ROI DE FRANCE,

PORTANT RATIFICATION D'UN ARTICLE DU TRAITÉ DE BRÉTIGNY.

Par lequel les rois de France et d'Angleterre promettent de ne pas souffrir qu'il soit rien entrepris contre l'un d'eux par le pape, à l'occasion du traité, ou de leurs guerres précédentes. (Muséum, Biblioth. Cotton. *Nero*, D. vi. — Bréq. t. LXXVI.)

Johan, par la grace de Dieu, etc. Savoir fesons que en traittié de l'accord et paix, faicte novellement entre nous et nostre très-cher frère le roy d'Engleterre, les roiaumes et subjiz de l'un et de l'autre, est contenu un article sur ceste forme : « Item, accordé est que « nul des rois ne procurra, ne ferra procurer par li ne par autre que « aucunes novelletées ou griefs se facent par l'église de Rome ou par « autres de seinte Eglise, quelconqes ils soient, contre ce présent « traittié, sanz aucun desdits roys, leur coadjutours, adhérentz ou « alliés, quelconqes ils soient, ne sur lour terres, ne de lour subgiz, « pur achaison de la guerre ou par autre cause, ne pur services que « lesdits coadjutours ou ailliés eient fait asditz roys ou aucun d'y« ceux. Et si nostredit seint pière ou autre le veullent faire, les deux « roys les destourberont selonc ce q'ils purront bonement sanz mal « engin. » Pur quoi nous, roi de France desusdit, veullantz tenir, garder et accomplir de nostre partie l'article desusdit et les choses

desusdites contenues en ycel, promettons loialment, en bone foy, sanz fraude, et sanz mal engin, que ycelles garderons, tendrons et accomplirons, toute opposicion et contradiccion cessantes. Et jurons sur le corps Jhésu-Crist que ainsi le ferrons, et ne ferrons ne procurrons par nous, ou par aucune autre chose au contraire, ne consentirons estre faite. En tesmoignance, etc. *ut supra.*

N. B. On lit à la tête de cet acte, dans le manuscrit, le titre suivant : *Prestatio de abusu novitatum curie Romane.* B.

LXXV. (24 octobre 1360.)

LETTRES D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

Par lesquelles il rend la liberté à Jean, roi de France, pour qu'il achève d'accomplir le traité de Brétigny. (Muséum, Biblioth.-Cotton. *Nero,* D. VI. — Bréq. t. LXXVI.)

Edward, etc. savoir fesons à touz présentz et à venir que, come nostre frère le Roy de France nous n'adgaires eust promis, come loial roy enoint, et jurré q'il demurroit et se tendroit toutes partz loial prisoner à nous et à noz heirs tant et si longement come il nous plerroit, et jusqes à ce que nous li délivrerons de nostre bon grée, et q'il ne partiroit jamès hors de nostre prisone par aucun engin ne par cause queleconqe, sanz avoir sur ce notoire congié de nous et par noz lettres; et si cas avenoit q'il feut pris de son bon grée par qi que ce feut, il nous eut promis semblablement et jurré que à plus tost q'il porroit par aucune voie du monde, sanz fraude et mal engin, il retourneroit en Engleterre et rendroit son corps en nostre prisone et de noz heirs, à la citée de Londres, sanz autre requeste à li faire, et illoeqes, ou aillours que nous vodrons ordengner, demurroit prisoner tan qe nous le vodrons de bon grée délivrer; et eust promis et

jurré aussi q'il ne impétreroit ne ferroit impétrer dispensacion ne absolucion du pape ne d'autre que ce soit sur lesditz serementz et promesses; ne riens ferroit, ne procureroit faire en juggement ou dehors au contraire des choses avant dites; et si aucune chose estoit faite au contraire par li ou par autre, il eust volu estre tenuz et réputé pur avoir encourru tiele blasme et tiele deshonur, come tiel roi devroit ou purroit encourrer en tiel cas, si come toutes ces choses sont contenues plus pleinement ès lettres de nostredit frère de Ffrance à nous sur ce donées : Nous, pur certeines considéracions et causes, le quitons, délivrons et deslions de touz les promesses, sermentz, liens et obligacions desusdites, et de chescune d'ycelles, et li donnons par ces présentes lettres notoire congié et licence de s'en aler tout à plein, délivré de nostre prisone, quant il li plerra, sanz estre plus tenuz de y retournir ou rentrer; purveu toutesvoies q'il ne se purra armer contre nous ne noz gentz jusqes à ce q'il eit accompli ce q'il nous doit faire à cause du traittié et accord fait ovesque li, selonc la forme des articles sur ce faites. Et jurerons sur le corps Jéhsu-Crist faire ladite déliverance, quitance et congié, et toutes les choses desusdites escrites tenir, garder et accomplir, et non venir ou faire au contraire par nous ou par autre en quelqe manère. Donné, etc. *ut supra*.

N. B. On trouve dans Rymer, t. VI, p. 300, édit. Lond. des lettres du roi de France du 1[er] novembre 1360, relatives à celles-ci, qui ne sont pas imprimées. On lit dans le manuscrit, à la tête de cette pièce, le titre suivant : *Pro rege Francie de licencia recedendi.* B.

LXXVI.

(1360.)

NOMS DES SEIGNEURS
QUI ONT ASSISTÉ A L'ACCORD FAIT A CALAIS
ENTRE LES ROIS DE FRANCE ET D'ANGLETERRE,

Et des lieux cédés en France au roi d'Angleterre par cet accord. (Biblioth. Cotton. *Vespas.* A. VII, *foliis extremis.* — Bréq. t. LXXVI.)

CE SONT LES NUMS SIGNURS QUI FURENT À L'ACORDE À CALAYS.

Le roy de France.
Le duc de Normandie.
Le duc de Saunge (d'Anjou)[1].
Le duc de Tours (de Touraine).
Le duc de Beritt (Berri), conte d'Auveron (d'Auvergne).
Le duc du Orlians, frère à roy de France.
Le duc de Borbon.
Le conte d'Ailanscon (Alençon).
Le conte de Stamps (d'Estampes).
Le conte de Flaundres.
Le conte de Ewe (d'Eu).
Le conte de Tankirvile (Tancarville).
Le conte de Juin (Joigny).
Le conte de Salisbrigge (Saarrebruck).
Le conte de Sauncern (Sancerre).
Le conte de Harcurts (Harcourt).
Le conte de Seynt-Pont (Saint-Pol).
Le conte de Valissions (Vendôme).
Le conte de Ponten (Ponthieu).

[1] Les noms qui se trouvent dans cette liste ayant été écrits par des clercs anglais, sont presque tous méconnaissables Nous avons restitué entre parenthèses ceux qu'il nous a été possible de retrouver. C. F.

Le dauphin d'Eauvarne (d'Auvergne).
Le conte de Dammartyn.
Le conte de Brayen (Braine).
Le viscunt de Bowinad (?).
Les sire de la Rochelfourceaut (Rochefoucauld).
Le cont de Daucer (d'Auxerre).
Mons. Johan de Stamps (d'Étampes).
Mons. Jakys de Borbon (Jacques de Bourbon).
Mons. de Gncy (?).
Mons. Gy de Broys (Gui de Blois).
Mons. sire Burcigaud (Bouciquaut).
Mons. Feynys (de Fiennes), séneschal (connétable) de Fraunce.
Mons. d'Aubiney (d'Aubigny).
Mons. Lowis de Arcourt.
Mons. de Prowes.
Mons. de Mountenay.
Mons. de Morence (Montmorency).
Mons. de Carenchy (Carency).
Mons. de Daungers (d'Hangest).
Mons. Gy de Lysynen (Lusignan).
Mons de Roye dit mons. Lowis de...
Mons. Lowis de Ventadur (Ventadour).
Mons. sire Senevaunts (Saint-Venant).
Mons. de Waveryuge (de Waurin).
Mons. Huge de Sencert (Sancerre).
Mons. de Woburg (Bouberch).
Mons. Lowis de Nauntes.
Mons. Huge de Poys (Poix).
Mons. de Toutevill (d'Estouteville).
Mons. Guy de Troys.
Mons. de Treaut (de Préaus).
Mons. de Roche-Hyon (de la Roche-sur-Yon).
Mons. de Dandreses (d'Andrezel).
Mons. de Conchy (de Coucy).
Mons. sire Caukelyn de Crayon (Craon).
Mons. sir Guy de Lusinian.
L'ercevesque de Ruan (Rouen).
L'ercevesque de Sauns (Sens).

L'ercevesque de Reynys (Reims).
L'évesque de Troys.
L'évesque de Beuveys (Beauvais).
L'évesque de Tirwene (Thérouanne).
L'évesque de Chartres.
L'évesque de Nayton (Noyon).
Le abbez de Clunye.
Le grand prieur de France de le oppital de Seynt-Jon.

Ces sont les teris queux le roy de Engleterre tenra en Ffrance: primèrement, ill avra Hyene (Guyenne) et Gastine (Gascogne), ceo qu'il tient signorie perpetuellement sauns ressort: la cité, et chastel, et le cunté de Poyters, et tot le païs de Payto (Poitou). Item, tote la fed de Toreward (Thouars). Item, totte la terre Bellevill. Item, li cité et li chastel de Saintes et tote le pays de Saintonge par deseà l'ewe de Chaland (Charente) et par delà. Item, le chastel de Aungontoye (Agen) et tote le pays de Aungontoys (Agenois). Item, li cité et li chastel de Lymoge et tote la terre de Leymosie (Limousin). Item, li cité et li chastel de Caur (Cahors) et le pays de Caursyn (Quercy). Item, li chastel et li terre de Taurbe (Tarbes). Item, li terre et le pays de Bigomors (Bigorre). Item, la cité et le chastel, terre et le pays de Caurs (Gaure). Item, la cité et le chaunstel et le pays de Aungolyonys (Angoumois). Item, le cité et li chastel de Redys (Rodez) et le pays de Roerge. Item, le hommages, services, hours des contes de Foys, d'Armynak (Armagnac) et de Paragor (Périgord). Item, le viscount de Lynges (Limoges) et services dedit viscount por terres queus ayant en lesdits pays. Item Monstrel sur la mer ovesque aportenaunces. Item, tout le counté de Pontis (Ponthieu). Item, le chastel et la ville de Caleys ovesque les seigneries, chausteux de Merks, Sangate, Colne (Coloigne), Hommes (Hammes), Wale, Ouye (Oye), ovesque terres, mareys, boysses, revell, rentes, avowisouns des églises et les oppertenaunces. Item, le chastel et la

counté de Lynys (Ligny) ovesque tout les aportenences. Item, tous les isles et apertinences asdicts seygnuries. Item, le chaustel et la ville de Rochell, ovesque toutes les apertinaunses.

N. B. Ce morceau occupe les trois dernières pages d'un manuscrit en parchemin de la bibliothèque Cottonienne, coté *Vespasianus* A. VIII; l'écriture paraît du XIV[e] siècle. Les autres pièces contenues dans ce manuscrit sont trois poëmes français: l'un est un traité des animaux, par un poëte nommé Guillaume, de la province de Normandie, composé du temps de Jean, roi d'Angleterre; le deuxième, une traduction en vers français des visions de saint Paul; le troisième, un roman en vers français, par Hugues de Rotelande. L'écriture de ces deux poëmes paraît être du XIII[e] siècle. B.

LXXVII.

(2 février 1361.)

QUITTANCE

DONNÉE PAR ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

A JEAN, ROI DE FRANCE,

De cent mille écus d'or, qu'il devait payer à la Chandeleur 1361, pour sa rançon.
(Rymer, Supplément, Ed. III, t. X, n° 9. — Bréq. t. LXXVII.)

ACQUIETANCIÆ FACTÆ PRO REGE FFRANCIÆ.

Le Roy, à touz ceux qui cestes lettres verront, saluz.

Comme nostre très chère frère le roy de France estoit tenuz et obligez de paiier à nous ou à noz députez espéciaux en cette partie, à Bruges ou à nostre ville de Caleys, cent mille escutz d'or dont les deux vaillent un noble de la monoie d'Engleterre, à cest feste de la Chandeleure, à cause de sa déliverance : nous confessons et reconissons en pure vérité avoir eu, counté, et receu par les mains de noz bien amez Johan Malewayn et Richard de Ecclestiale, noz espéciaux députez, toute ladite somme de cent mille escutz d'or, dont nous

nous en tenons pur bien contentz et paiez, et en quitons, délive-rons et absolons à touz jours nostredit Ffrère de France et ses heirs, de toute la somme avant dite; et lour faissons covenance expresse et paction valable de jamès demander à eux ne à lour heirs ladite somme de cent mille escutz; et promettons aussi en parole roial de noun venir ne faire en jugement en dehors ascune chose que pourra estre contrere as présentes ne à riens que compris est en ycelles.

Donné à nostre palays de Weymonster, par tesmoignance de nostre grant seal, le seconde jour de ffeverer, l'an de grâce mille trois centz seissant-un, solonc le cours de l'église de Rome.

LXXVIII. (26 février 1361.)

ACTE

DE LA RÉCEPTION DES OTAGES DE LA VILLE DE PARIS,

PAR ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

En exécution du traité de Brétigny. — Note de pareil acte pour les otages de la ville de Saint-Omer. (Rymer, Supplément, Ed. III, t. X, n° 7. — Bréq. t. LXXVII.)

DE MUTATIONE OBSIDUM.

Le Roy, à touz ceulx qi cestes lettres verront, saluz. Savoir fai-sons que, come Johan de Lisle, Johan de Vauricher, Johan Pie-doue et Guilliam Marcel, bourgeys de Parys, se sont rendus à nous pur demurrer ostages pur l'accomplissement des choses traictées et accordées parmy la paix faite entre nous et nostre très-chère frère de France : nous promettons en bone foy que, quant que ait esté ac-cordé parmy ladite paix sur la manère de leur demure en ostage et de leur rechangement d'an en an, nous leur tendrons de point en

point et acomplirons léalment et sanz fraude et sans mal engyn, sanz faire aucune chose au contraire.

Donné, par tesmoignance de nostre grant seal, à nostre palais de Wesmonster, le XXVI jour de féverer.

Autieles lettres ont les souzescriptz souz meisme la date, c'est assavoir Johan Daugebec, George Moynabours, bourgeois de Seyntonces.

LXXIX.

(10 mars 1361.)

MANDEMENT

D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

Pour recevoir la rançon de Giles, évêque de Noyon, son prisonnier de guerre. (Rymer, Supplément, Ed. III, t. X, n° 14. — Bréq. t. LXXVII.)

DE MONETA AD OPUS REGIS RECIPIENDA.

Le Roy, à noz chères et bien amez Johan Malewayn, governour de noz marchantz en Flandres, et Richard de Ecclestiale, clerk, saluz.

Pour ce que lui révérent pière Giles, évesque de Noioun, nostre prisoner de guerre, nous est tenuz et obligez, et par ses lettres et serementz, de paier à nous ou à noz certaines procureurs ou attournez, à la ville de Bruges en Flaundres, certaines sommes d'or et autres diverses choses à cause de sa ranseoun et déliverance de prison, dont il doit paier dedainz la close Pasques preschein à venir trois mille esculz de Johan (sic) ou rendre en nostre prison sa persone ou les personnes de Johan ou Guerryn de Lorriz, ses deux frères, à demeurer illoeques ou à Londres noz prisonniers; et par meisme la manière et pur ladite cause se sont obligez à nous le conte de Tanqarvill et Robert de Lorriz, seigneur d'Ermenonvill, si come il est

pluis largement compris en leur lettres obligatoires sur ce faites et à nous baillées; nous confientz de voz sens, loialtez et discrécion, vous faisons et establisons noz certains procureurs et attornez, donantz et commettantz à chascun de vous autorité, plein poair et mandement espécial de prendre, compter et rescevoir ou noun de nous, dudit évesque ou de les autres obligez susditz, trois mill escutz de Johan pur ladite cause, en déduction et rebat les sommes principales devant dites; et de faire et donner, sur la récepcion de meisme la somme, souz voz sealx ou instrumentz publics, audit évesque et à les autres obligez, lettres de quittance et absolucion tantes et tieles que leur suffisent et dont il en soient contentz; et de faire à eux paccion expresse et covenance valable de jammais demander sur lesditz obligez, sur leurs heirs ne sur leurs biens, la somme que paiez en serra, comme dit est; et de faire et expédier toutes autres choses nécesseires en celle partie, combien que pluis espécial mandement en serroit requis, demorantz totes, soitz lesdites lettres obligatoires, en leur effect et vertu. Asquelx, quant as autres choses comprises en ycelles, nous ne volons que aucun préjudice se face par le tenur de ses présentes, et promettons avoir ferme et aggréable tout ce que vous en ferrez en celle partie, sur obligacion de touz noz biens.

Donné souz nostre grant seal, à nostre palays de Westmonster, le x jour de mars, l'an de grâce mille trois centz sessant-un, et de nostre règne trente-quint.

LXXX. (1er juillet 1361.)

LETTRE

D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il nomme des commissaires pour recevoir les places qui devaient lui être cédées en vertu du traité de Brétigny. (Rymer, Supplément, Ed. III, t. X, n° 25. — Bréq. t. LXXVII.)

DE CASTRIS, CIVITATIBUS ET ALIIS LOCIS AD OPUS REGIS RECIPIENDIS.

Le Roy, à noz chers et foialx Richard de Stafford, nostre séneschal de Gascoigne; Johan Chaundos, baron de Seint-Saveour-le-Viscont; Estiephne de Cosyngton; Neel Loryng, Richard de Tutteshàm; Adam de Hongton et William de Felton, saluz.

Sachiez qui nous confientz de voz sens, loialtée et discrécion, donnons à vous et à chescun de vous auctorité, plein poair et mandement espécial de demander, prendre, rescevoir et retenir en notre noun, de nostre très-cher et très-amé frère le roi de France, toutes les countéez, citéez, chastialx, villes, terres et lieux, ove les appartenances et appendances à ycelles, qui nous doivent estre délivrez par la paix fait entre nous et nostredit frère, queux ne nous sont unqore délivereez, quelconqe part qui ce soit. Et après ce qui vous averez resceu la possession et seisine d'ycelles, de faire et donner à nostredit frère et à touz ceux as queux il appartint de droit, sur ce, suffisantes lettres d'acquitance et. . . . . de prendre et recevoir en noun de nous les issues, rentes et revenues, et touz manères des émolumentz de lesdites countées, citéez, chastiaulx, terres, pays et lieux par manère qui rescues et levez estoient en temps passé; et de user, exploiter et exécuter en mesmes les countées, citées, chastialx, terres, pays et lieux, et en toutes leur appartenances, et ès subgitz et en habitans d'ycelles, toute manère de juredication haute et

basse, et par manère qui fait ad esté illocqes; de prendre aussi les sermentz de foialtée de nobles et autres d'ycelles countées, citées, chastialx, terres, pays et lieux, aussi come lesdites sermentz faitz estoient aus contes et autres seignurs des contées, citées, chastiaulx, terres, pays et lieux avantdites, et faire se deveront par raison; et de mettre, députer et establir ès dites citées, chastialx, countées, terres, pays et lieux, justicers, provos, baillifs et autres ministres et officers quelconqes; et de les ouster, remuer et surroger autres en lour lieux, tant sevent qui mester en serra; et de confermer en noun de nous tous les priviléges lesqueles ceux de lesdites countées, terres, pays et lieux, et des villes et chastialx d'ycelles avoient au temps de ladite paix fait, si trové soit, par inspection d'ycelles, q'eles ne sont mye contraires à la forme de la paix susdite; et de faire exécuter et expédier toutes autres choses nécessaires en celle partie, si bien qui pluis espécial mandement en serra requiz.

En tesmoignance desqueles choses nous avons fait faire cestes noz lettres patentes à durrer jusques à nostre repel.

Doné souz nostre grant seal, à nostre palais de Wesmonster, la primère jour de juye, l'an de grâce mill trois centz sessante et un, et de nostre règne trent-quint.

LXXXI. (27 juillet 1361.)

LETTRES DU ROI JEAN,

Par lesquelles il cède le Rouergue au roi d'Angleterre, en exécution du traité de Brétigny, sauf et réservé la souverainètè et dernier ressort, jusqu'à ce que les renonciations à faire de part et d'autre soient faites. (Rymer, Supplément, Ed. III, t. X, n° 32. — Bréq. t. LXXVII.)

CONCESSIO COMITATUS DE ROUERGUE.

Jehan, par la grâce de Dieu roi de France, à noz amez et féaulx, l'évesque, et les autres prélaz, et le clergié tant d'églises cathédraulx

que autres, les dux, contes, vicontes, barons, chevaliers et nobles, les maires, jurez, consulz, universitez et habitanz de la cité et chastel de Rodès, et des terres et païs de Roergue et des ylles adjacens à ycelles; et à touz autres, à qui il peut et pourra appartenir, noz subgiez en temporalité pour cause de ce que ils tiennent et ont èsdiz cité et chastel de Rodès, et ès terres et païs de Roergue, et ès dictes ylles et en toutes leurs appartenances et despendances: salut et dilection.

Les guerres qui ont longuement duré entre notre très-chier seigneur et père, jadis roy de France, lui vivant, et après son décès, entre nous d'une part, et le roy d'Angleterre notre frère, lequel réclamoit son avoir droit oudit royaume, d'autre part, ont porté grans domaiges non pas seulement à nous et à vous, mais à tout le peuple de notre royaume et des royaumes voisins, et à toute crestienté, si come vous-mesme le savez bien; car par lesdictes guerres sont maintes foiz avenues batailles mortelles, occisions de genz, pillementz d'églises, destructions de corps et péril de âmes, défloracions de pucelles et de vierges, déshonestations de femes mariés et vefves, arsures de villes, de manoirs et édifices, roberies et oppressions, guétemenz de voyes et de chemins, justice en est faillie, et la foy crestienne reffroidie, et marchandise périe, et tant d'autres maulx et oribles faiz s'en sont ensuiz que il ne pourroient estre diz, nombrés ne escrips; par lesquelles, non pas seulement les deux royaumes, mais les autres royaumes par crestienté, ont soustenu moult d'afflictions et domaiges irréparables : Pour quoy nous, considéranz et pensans les maulx dessusdiz, et vraysemblable chose estoit que plus granz s'en pourroient suire ou temps à venir, et que le monde souffroit tant d'angoisse et de doulours par lesdictes guerres, et ayans pitié et compassion de notre bon et loyal peuple, qui si fermement et loyaument s'est tenu si longuement en vraie constance et obéissance envers nous, en exposant leurs corps et leurs biens à touz périlz, et senz eschiver despenz et mises, dont nous devons avoir perpétuel mémoire : avons pour ce piéçà soustenu paroles et traittié de

paix, premièrement par le moien de honorables pères en Dieu pluseurs cardinaulx et messages de notre saint père le pape, qui, à grant diligence et instance y travaillèrent pour lors; et depuis ce y ait eu pluseurs traitiez parlez et pleuseurs voies touchiées entre nous et ledit roy d'Angleterre nostre ffrère. Finablement, ou mois de may l'an deirrain passé, vindrent en France messages de par notre saint père le pape, noz amez et féaulx l'abbé de Eligny, ffrère Symon de Lengres, maistre de l'ordre des Frères prescheurs, et Hugue de Genève, chevalier seigneur d'Anton, où estoit ledit roy d'Angleterre en son host; et tant allèrent et vindrent lesdiz messages devers Charles, notre très-chier ainsné filz, et devers ledit roy d'Angleterre nostre ffrère, que en pluseurs lieux s'assemblèrent traitteurs d'une part et d'autre, pour parler et traittier de paix entre nous, qui lors estions en Angleterre, et les royaumes de l'un et de l'autre; et au derrain se assemblèrent les traitteurs et procureurs de par notredit filz, pour nous et pour lui, aians ad ce de nous et de lui plain et suffisant povoir; et les procureurs et traitteurs de notre neveu le prince de Gales, filz ainsné dudit roy d'Angleterre notre frère, aiant povoir et autorité de sondit père en cest partie, à Brétigny près Chartres, ouquel lieu fu par lui traittié et accordé final paix et accord des traitteurs et procureurs de l'une et de l'autre partie sur touz les descorz et discensions et guerres que nous et ledit roy d'Angleterre notre frère avions l'un contre l'autre; lequel traittié et paix les procureurs de nous et de notredit filz, pour nous et pour lui, et les procureurs dudit notre neveu le prince de Gales, pour ledit roy d'Angleterre notre frère et pour lui, jurèrent aus sains euvangiles tenir et garder; et après ce, le jurèrent solennement notre dit filz pour nous et pour lui, et ledit notre neveu le prince de Gales, aiant à ce povoir pour sondit père notre frère et pour lui, et nous. Après ces choses ainsi faittes et à nous rapportées et exposées, considéré ce que dit est : yceulx traittié et paix, du conseil et consentement de pluseurs de ostre sanc et lignaige, prélaz de saincte église, dux et contes, tant pers de France que autres, de clers et genz d'église,

de barons, chevaliers et autres nobles, bourgois et autres saiges de notre royaume, pour apaisier les guerres et les maulx et dolours dessusdiz, dont le peuple estoit si mal mené, comme dessus est dit, plus que pour la délivrance de notre personne, à l'onneur et à la gloire du Roy des roys et de la Vierge Marie, et pour révérence de saincte église, de notre saint père le pape et de sesdiz messages, avons consenti et consentons, ratiffions, gréons et approuvons. Par lequel traittié, nous, entre les autres choses, avons promis et devons bailler, délivrer et délaissier à notredit frère le roy d'Angleterre, pour lui et pour ses hoirs et successeurs, à touz jours, la cité et chastel de Rodès, les terres et païs de Roergue, et les autres villes et chastiaulx, et tout ce que à nous appartient ès païs de Rodès et de Roergue et autres lieux dessusdiz, avec les ylles adjacens à iceuls, et leurs appartenances et appendances; pour quoy nous voulons les convenances et promesses de par nous sur ce faittes, tenir et acomplir, par assent et consent des pers de France et autres dessusdiz; baillons, délivrons et délaissons à notredit frère le roy d'Angleterre par ces présentes lettres, pour lui et pour ses hoirs et successeurs, ladicte cité et chastel de Rodès, les terres et païs de Roergue, ylles adjacens, avec les appartenances et despendances d'icelles et tout ce que nous avions en touz les païs de Rodès et de Roergue, et aux lieux dessusdiz, en saisine et en propriété. Et d'icelles choses nous dessaisissons et desvestons, et envestons et saisissons notredit ffrère et les transportons en lui avec touz les fiez, jurisdicions, seigneuries, homaiges, vassaulx et vassallages, obéissances et subjections, recognoissances, révérences, gardes, advouisons, patronnages, mère et mixte impère, rentes, revenues et tout ce que nous avions et poions avoir ès choses dessusdites, à tenir, possider et avoir, c'est assavoir en demaine ce qui est en demaine, et à tenir en fié ce qui est en fié, audit roy d'Angleterre et à ses hoirs et successeurs, perpétuelment; mandans et commandans estroittement par ces présentes lectres, à vous touz évesques, prélaz, doiens, chapitres cathédraulx, et autres genz d'église, les dux, nobles barons, chevaliers, vassaulx,

consulz, maires, jurés, communes et universitez de ladicte cité et chastel de Rodès, des terres et païs de Roergue, desdictes ylles, et autres villes et chasteaulx et appartenances et despendances d'icelles, et à touz autres à qui il appartient, et à chascun d'eulx, en tant come il nous sont subgiez en temporalité des choses que il ont en ladicte cité et chastel de Rodès, ès terres et païs de Roergue, ylles et autres villes et chasteaulx, et appartenances et despendances d'icelles; que, audit roy d'Angleterre et à ses hoirs et successeurs d'ores d'en avant faciez les hommaiges, féautés, ligeances, services, révérences, obéissances et recognoissances que vous nous devez, et faire comme estoient au roys de France noz ancestres; et à euls, leurs commis et députez rendez, faciez et paiez les rentes, droitures, devoirs et toutes autres redevances teles et en la fourme et manière que vous deivez, et estoient faites à nous ou à noz ancesters, rois de France, ou temps de passé. De toutes lesquelles choses et de chascune d'icelles nous quittons, délivrons et absolvons par ces présentes lectres, à touz jourz, vous, dessusdiz évesques, prélaz, chapitres et genz d'église, dux et autres nobles, barons, chevaliers, vassaulx, consulz, maires, jurez, communes et universitez de ladicte cité et chastel de Rodès, des terres et païs de Roergue, ylles et de leurs appartenances et despendances; et touz autres à qui il appartient et puet appartenir, quant aus choses que vous tenez de nous et soubz nous, en ladicte cité et chastel de Rodès, ès terres et païs de Roergue, ylles et appartenances et despendances dessusdictes, en baillant toutefoiz lesdiz chasteaulx et forteresses au roy d'Angleterre ou à ses députez, et en li faisant les hommaiges et obéissances dessusdictes; sauf et réservé aus églises et genz d'églises ce que à euls appartient; et que tout ce qui a esté occupé et est détenu du leur, pour achoison des guerres, leur soit rendu et délivré; et que ladicte cité et chastel de Rodès, les terres et païs de Roergue, ylles, villes, chastiaulz et leurs appartenances et despendances, seront et demourront en teles libertez et franchises come elles estoient par avant en notre main et seigneurie, se contraires ne sont aux choses devant dictes. Mandans nientmoins

et estroittement commandans, et avec ce, se mestier est, commettans par ces présentes lectres au séneschal de Roergue, qui de par nous y a esté, et à touz noz juges, baillis et prévos desdiz païs de Rodès et de Roergue, ou à leurs lieurtenans, et à chescun d'euls, que il contraignent roidement touz contredisans, désobéissans et rebelles, par toutes les voies et manières que mestier sera et que à faire sera à obéir paisiblement, fermement et entièrement aus choses dessus dictes, et à chascune d'icelles, selon la teneur de ces présentes, en tele manière qu'il n'y conviegne autrement pourveoire. Sur toutes lesquelles choses et chascune d'icelles et ès despendances et appendances, nous voulons et commandons que touz noz féaulx et subgiez obéissent et entendent à nozdiz séneschaulx, baillis, juges et prévoz et à leurs députez, et à chascun d'euls, sauf et réservé à nous la souveraineté et le derrenier ressort, jusques les renonciacions soient faites. En tesmoing de laquelle chose nous avons fait mettre notre seel à ces présentes lettres. Donné au boys de Vincennes, le XXVII jour de juillet, l'an de grâce mil trois cent soixante et un. *Sur le repli :*

Par le roy, en son grant conseil. M. Royer.

N. B. Le sceau est en cire verte avec contre-sceau, et sur lacs de soie verte et rouge. B.

LXXXII.

(10 décembre 1361.)

LETTRES DE PHILIPPE,

DUC DE BOURGOGNE,

Par lesquelles il s'oblige de payer au roi d'Angleterre le restant de la contribution à laquelle il s'était engagé pour racheter du pillage son duché de Bourgogne, et de donner quinze otages en cas de défaut de payement aux termes convenus. (Rymer, Supplément, Ed. III, t. X, n° 98.— Bréq. t. LXXVII.)

PHILIPPUS, DUX BURGUNDIÆ, COMES DE ARTOIS, ETC. OBLIGAT SE SOLVERE EDWARDO III. II^c M. DENARIOS, VOCATOS MOUTONS D'OR, AD IIII TERMINOS ÆQUALITER, SUB CONDITIONE QUOD DICTUS REX NON VASTABIT CUM EXERCITU SUO LIMITES DOMINIORUM SUORUM; ET AD HOC PRÆSTANDUM REDDIT XV NOBILES SUOS OBSIDES.

Phelippes, duc de Bourgoigne, countes d'Artois et de Bourgoingne palatins, counte de Bouloygne, d'Avesgne et sire de Saline, à tous ceuls qui ces lettres verront, salut. Savoir faisons que, come nous fussiens et aiens esté obligiez envers très noble et puissant prince le roy d'Angleterre à certenes choses pour les causes, et en la forme et manère contenue en nos lettres sur ce faites, scellées de notre seel, desquelles la teneur s'ensuit :

« Phelippes, duc de Bourgoigne, counte d'Artois, de Bourgoigne palatins, et sire de Salines, à tous ceulx qui ces lettres verront, salut. Come haut prince et puissant le roy d'Angleterre, procédant sur la demande qu'il fait pour la coronne et roïaume de France, feist son chemin avec son grand host par nostre païs de Bourgoigne : nous, considérans les très grands malx et domaiges qui avenir pourroient à nostredit païs, si ledit roy demourast longuement en icelui; si que, pour eschiver lesdiz domaiges, et aussi pour ce que ledit roy nous

a ottroié trêves et seeffrance de guerre par l'espace de trois ans prochainsà venir por nostre duchié et countés de Bourgoigne, é pour le baillage d'Isles, et aussi pour toutes les personnes et héritages desdictes duchié, conté et bailiaige, por eulx et por leurs biens; et nous ferre aussi baillier la ville de Flavigny, qui est à présent occupée pour ses guens, lesquelles choses tournent et tourneroit à très grant profit et quiété de nous et de nos païs dessusdis; concurrant et entrevant touz ceuls qui de droit et de coustume devent à ce entretenir, et de nostre certene expresse science et agréable volenté, sans aucun fort ne coaction pour les choses dessus dites : nous promettons et créantons léalment et en bonne foy, à donner, paier audit roy ou à ses hoirs ou à leurs certenes députez en cele part, ou aiens cause et pooir d'euls, en la ville de Calais, s'elle est adonc de l'obéissance et en la poissance et possession dudit roy ou de ses heirs, ou autrement dedens la cité de Londres en Angleterre, deus cens mile deniers nommez et appelez moutons d'or, bons et loiaux de loy et de peis, et du droit coing de France, et de la value que ceulx deniers courent et valent à présent en royaume de France, ou autre or à la value, aus termes dessoulz escripz; c'est à sçavoir : à la feste Saint-Jehan-Baptiste prochain venant, cinquante mile moutons d'or, telz come ilz sont; et à la feste du Noël prochain en suivant, cent mile moutons, telz come divisez sont; et à la fest de Pasques après ensuivant, cinquante mile moutons, telz come dit sont. Et oultre promettons en bonne foy que, se aucune deffaute soit desdis paiemens faicte en tout ou en partie, selon la manière que promise les avons-nous paier audit roy ou à ses hoirs, au lieu dessusnommez, par et ou nom de paine, le double des sommes desquelles nous auriens défailli de païer; laquelle peine serra commise et encorue et escheue audit roy ou ses hoirs, tantost après icelle défaute, tout foiz et quantes foiz que nous faudrons des paimens en aucunz des termes dessusdiz; et la pene paié ou nom, nous demorrons obligé ou font et ès sommes principales, à paier en la manière que dit est : Promettons par la foy de nostre corps que, se aucune deffaute soit en ceo que

promis est, quant que soit, de parfaire les paiemens avant diz (que Dieux ne veuille), nous ferons réalment et de fait livrer et bailler en ostaiges audit roy, ou à ses hoirs, en la ville de Calais, s'ele soit adonc en la main et possession dudit roy, ou en la cité de Londres, dedens un mois prochain après, quant telle défaut seroit de paiement, come dit est, senz aucune monition ou requeste à nous faire, quinze nobles hommes; c'est à sçavoir : Othes, sire de Granson; Jaques de Vienne, sire de Louai; Hugues de Vienne, sire de Saint-George; Henri de Vienne, sire de Mirebel; Hugues de Montagu, sire de Couches; Gueraut de Mello, sire d'Esposse; Guillaume, sire de Senecy; Johan sire de Sombernon; Gui de Frolois, sire d'Aircis; Geofroy de Blaysi, sire de Monoilli; Guillaume de Mentigny, sire de Mainque; Poincet, sire de Chatelnuel; Jehan, sire de Montmartin; Guillaumes du Poully; Girard de Thori, escuier; et Huguenins Abrioz, Poinssars, bourgeois; Guillemot de Marcilli, bourgeois, Edijon, Guiot, Fournier, bourgeois de Semur; maistre Jehan d'Ondri, Huguenin de Clugni, bourgeois d'Ostun; et maistre Philibert Paillart, bourgeois de Beaune; lesquelz touz é chescune d'euls, entreront parsonelment audit lieu ou ès lieux dedans ledit mois, en la prison dudit roy ou de ses hoirs, et demeurront hostaiges en quelconque lieu ou lieus, sens villani, ne prison, que ledit roi leur voudrei assigner et à aux bailler, sens d'illecques partir, tant que les sommes faillies de paier é les paiemens commis et encourues, seront entièrement paieez. Et promettons léalment que se aucune desdis hostaus, après ceo que s'il sera ballier audit roy ou à ces hoirs, ou en aucune temps devant, il deviast ou s'en partist, sens avoir licence, un ou plus aussi souffisant, tel ou telz dont ledit roy ou ses hoirs seront content, qui demourront en hostaige en la manière dessusditte. Lesqueles choses toutes et singuleer, nous promettons léalment (et de ceo nous faisons fort) de tenir et accomplire, sanz fraude et sans mal engin, et sanz venir ou faire venir à l'encontre de parole ou de fait; et à ce obligeons-nous noz hoirs, toutes nos citeis, villes, chastiaux, terres, forteresses, villes, païs, seignories, et bien présens et

avenir, quel que soient, sont ou serront les biens de nos hoirs, les corps et les biens et de touz nos subgiz, ou quelconque part qu'il soient et seront, vers ledit roy et ses hoirs; et les sumetons à la juris-diction, contreint et compulsion de tous juges et cours séculaires et de sainte église; et volons et créantons que lesdis juges et cours et chescun d'eus, nos hoirs, nos subgiz, nos homs, nos biens et les biens de nos hoirs et les biens de tous nos subgiez, puissent des-treindre et contreindre de tenir, acomplir toutes les choses devant dittes, tant par peines, sentenses d'excominements, et chescune de sainte église, come par arest de corps et de biens ou aultrement, come il leur plera; et volons et gréantons que, touz les foiz que au-cune deffaute sera de faire les paiemens susdiz, que ledit roy, pour lui et ses ministirs porra freinchement, senz requerre ou faire re-querre nostre assent, de sa auctorité proprie, entresaisir et tenir nos cités, villes, chastiaus, forteresses, et en tous autres biens qui à nous appartinent en Bourgoingne, et en iceuls occuper pour droit de gaige come ses biens propres, tant que plane satisfaction soit fait audit roy ou à ses hoirs de sommes et penes avantdittes. Et renun-tions, par la teneur des présentes lettres et par nos expresses paroles, espécialement aus exceptions de force et de paiour, et au privilége de la croix, et à la épistel *divi Adriani,* que plux au moins ait esté dit que escript, et à touz les priviléges et lettres du pape, d'empa-reur, é d'aucune prince quelconque, empétrez ou à empétrer, et à leur force, effet et vertu, et à la exceptions de moindre d'aage, de compensation à l'entier, et généralment à toutes exceptions de re-meides, cauteles et deffenses de drois canons et civils, de lieux, par-sonnes et de coustumes par lesquelles nous nous poumes en aucune manière aidier et deffendre, encontre aucune desconvenances et choses avantdittes, é espéciaument à la loy qui dit, *générale renunciation nom valoir, se espécial n'y procède;* voulans et créantans que cest général renunciation ait atant de force, effets et vertu, come se touz les cas, point et articles des lois, canons et de toutes autres lois, y fussent de mot à mot en ces letres expresses; et à parfaire et tenir loialment

senz fraude et sans mal engin toutes les choses avantdites et chescune d'icelles, sens jamais faire ne dire à l'encontre, par nous ne par autres, en juegement ne dehors. Nostre amé et féal cousin et consiller, Othes, sires de Granson, a juré en nostre âme, sur les sains évangiles de Dieu par lui corporelement touchées, auqel nous donnasmes exprès et espécial pooir de ce faire, par la manière que dessus est compris, par le tesmoyn de ses lettres faites et données à Guillon en Bourgoigne, le disième jour du moys de mars, l'an de grâce mill ccc cinquante-nuef.

Et depuis, ait esté paié audit roy, en acquit desdittes sommes, la somme de quarante et sept mile sept cenz vint moutons d'or au terme de la Saint-Jehan-Baptiste dernière passé; é sur le résidu audit debt ait pleu à icellui roi pour certaines causes faire rebat de celly de la somme de douze mile moutons d'or, et à terminer et proroger le surplux en la manière et ès termes qui s'ensuivent, c'est à sçavoir: à la fest de Noël prochain venant, vint mile deux cens et quatre-vint deniers d'or au mouton, dont les deux mile deux cens quatre-vins sont deuz du terme jà passé; et à la feste de Paskes de lors prochain venant, quarante mile moutons, telz come dit est; et à la feste de saint Michiel, de lors prochain venant, quarante mile moutons, tels come dit est; à la feste de Paskes de lors prochain suyvant, quarante mile moutons, tels come dessus est dit: Nous, désirans du tout ledit roy et ses hoirs estre asseuré bien et suffisement de la debte avanteditte, et satisfaction estre fait ausdis termes, prometton et grantons, en bonne foye, de donner et paier audit roy ou à ses heirs, ou à leurs certains députez en telle partie, et aiens cause et pooir d'euls, en la ville de Calais, si elle soit adonques en l'obéissance et possession dudit roy, ou de ses hoirs, et aultrement en la cité de Londres en Angleterre, les sommes dessusdites aus termes proroguez par ledit roy, et en la manière avant dit; et plus, grantons et promettons en bonne foy que, se aucune défaute de payemens se fait en partis ou en tout, et par manière

que nous avons dessus promis, que nous paierons audit roy ou à ses hoirs au lieu dessus nommez, par et en non de païer le double des sommes desquelles nous aurions défailli de paier, laquelle paine sera commise, encourue et deschue audit roy ou à ses heirs; païerons audit roy ou à ses hoirs, tantost après icelle deffaute, toutefoiz et quantes foiz que nous y faudrons ès paiemens en aucune des termes dessusdittes; et la paine paié où nous nous demourronz ou fort et ès sommes principaul à paier en la manière que dit est : promettons par la foy de notre corps que, se aucune deffaute soit en ce ke promis est, quanque ceo soit, de parfaire les paiemens avantdiz (que Dieu ne veuile), nous ferons réalment et de fait, livrer et bailler en hostaiges dudit roy ou à ses heirs, en la ville de Calais, s'elle soit adonc en la main et possession dudit roy, ou en la cité de Londres, dedens un mois prochain après, quant telle deffaute seront de paiement, come dit est, sanz aucune monition ou requeste à nous faire, quinze nobles hommes, c'est à sçavoir : Othes, sire de Granson; Jaques de Vienne, sire de Louni; Hugues de Vienne, sire de Saint-George; Henri de Vienne, sire de Mirebel; Hugues de Montaigu, sire de Couches; Giraut de Mello, sire d'Epoisse; Guillaume, sire de Senecy; Jehan, sire de Sombernom; Gui de Frolois, sire d'Arceis; Geoffroy de Blaissey, sire de Manoilly; Guillaume de Montagu, sire de Marigney; Poincet, sire de Chastelneuf; Jehan, sire de Mommartin; Guillaume du Poully; Girard de Thory, escuier; six bourgeois de nostre païs de Bourgoine, c'est à sçavoir : Huguenin, Aubrioz, Poinssars, Bourgeose; Guillemet de Marcilly, bourgeois de Dijon; Guiot Fournier, bourgeois de Semur; maistre Johan d'Oudri; Huguenin de Clugny, bourgeois d'Ostun, et maistre Philibert Paillart, bourgeois de Beaune; lesquelx touz é chescune d'eulx entreront personelment audit lieu ou lieux, dedens ledit moys, en la prison dudit roy ou de ses hoirs, et demourront hostaige en quelconque lieu ou lieux, ... prison que ledit roy leur vodra assigner ou baillier, sens d'illeques partir, tant que les sommes faillies paier et les paines commises et encurrues, seront entèrement paiez.

Et promettons loialment que, s'aucunes desdis hostaiges après ceo qu'il sera bailliez audit roy ou à ses hoirs ou en aucune temps devant, il deviast ou s'en partist, sens avoir licens sur ce espécial par lettres dudit roy ou de ses hoirs, que dedens un moys après ce qui sera reportté à nostre cognoissance, en quelconque manière que ce soit, nous et nos hoirs donnons et délivrons audit roy ou à ses hoirs d'autres un ou plusieurs aussi souffisans, tel ou tels dont ledit roy et ses hoirs seront content, qui demourront en hostaiges en la manière dessusdicte. Lesquelles choses toutes et singulaires nous promettons léalment (et de ce nous faisons fort), de tenir et acomplir sans fraud et sens mal engin, et sens venir ou faire venir à l'encontre de paroles ou de fait. Et à ce obligeons nous et nos hoirs, toutes nos citez, villes, chastiaux, terres, forteresces, païs, seignories et biens présens et avenir qelqu'i soient ou seront, les biens de nos hoirs, les corps et les biens de tous nos subgiez, en quelconque partie que soient et seront, vers ledit roy et ses heirs; et soulmettons à la jurisdiction, constriction et compulsion de tous juges et cours seculers, de sainte eglise, et voulons et créantons que lesdiz juges et cours, à chescune d'euls nos heirs et nos subgiez, nos hons, les hons de nos heirs, et les hons de touz nos subgiz, ne puissent destreindre de tenir et acomplir toutes les choses avantdittes tant par paines, sentences d'excomeniement et censure de sainte l'église, come par arrest de corps et de biens, ou autrement, come il leur plaira; et voulons et créantons, que toutes les fois qu'aucune défaute sera de faire les paiements susdiz, que ledit roy par lui et par les ministres, porra franchement, sens requerre ou faire requerre nostre assent, de sa autorité propre, entrer, saisir et tenir nos cités, villes, chastiaux, forteresces, et en autres biens que nous appartignent en Bourgoingne, et iceuls ocuper par droit de gaige, come ses biens propres, tant que plene satisfaction soit fait audit roy ou à ses heirs, des sommes et paines avant dittes; et renunceons par la teneur de ces présentes lettres et nos expresses paroles, espéciaulment aus exceptions de force et paour, et au privileige de la croix et à la épistel *divi*

Adriani, que plus ou mains ait esté dit que escript, et à touz les priviléges et lettres du pape, et d'emparour et d'autres princes quelconque, empétrez ou à empétrer, et à leur force, effet, vertu et à la exception de meindre d'aage, de compensation et de restitution à l'antier, et généralement à toutes exceptions, remeides, cautèles et deffenses de drois canons et civiles, de lieux, personnes et de costumes, par lesquelles nous pourrons en aucune manière aider et deffendre encontre aucune des covenances et choses devant dittes, et espécial à la loy qui dit que *général renunciation ne vault, se espéciale n'i procède;* voulans et créantans que cest générale renunciation ait atant de force, effet et vertu come se touz les cas poins et articles des lois, canons et de toutes autres lois, y fussent de mot à mot en ces lettres expressés; et à parfaire et tenir léalment, senz enfreindre et sens mal engin, toutes les choses avant dittes et chascune de celes, sens jamais faire ne dire à l'encontre par nous ne par autre, en jugement ne dehors. Nostre amé et féal cousin et consiller, messire Othes, sire de Granson, a juré en nostre âme, sur les sains évangeles de Dieu, par lui corporelement touchez, auquel nous donnasmes exprès et espécial pooir de ce fere, par la manière que dessus est compris, par le tesmoin de ces lettres.

En tesmoinge de vérité nous avons fait mettre nostre seel en ces présentes lettres, faites et données à Dion, le deseime jour de décembre, l'an de grâce mil trois cenz sexante.

N. B. Cette pièce paraît avoir été copiée pour Rymer sur l'original; il l'a corrigée de sa main en plusieurs endroits et a observé qu'elle n'avait point de sceau. B.

LXXXIII. (4 juin 1362.)

LETTRES D'ÉDOUARD III,

AUX MAIRES ET ÉCHEVINS DU CROTOY,

Par lesquelles il leur permet de prendre, durant cinq ans, pour faire paver leur ville, huit deniers de Ponthieu sur les chariots de louage qui transporteront les vins par cette ville, et six deniers parisis sur les charrettes. (*Franc. Rot.* an. 36, Ed. III, membr. 2. — Bréq. t. LVI.)

Rex, majori et scabinis ville nostre de Crotoye, salutem. Sciatis quod, in auxilium ville predicte, in qua plures vie profunde et carettis, cariagiis ac aliis per villam illam transeuntibus, valde periculose existunt, ut accepimus, paviande, ac reparacionis et emendacionis calcetorum ejusdem ville, concessimus vobis consuetudines subscriptas per illos quos ad hoc deputaveritis, a data presencium per quinquennium proxime futurum colligendas, levandas et percipiendas : videlicet, de qualibet carra et carretta pro vinis extra dictam villam ducendis, locatis; scilicet de carra octo denarios de moneta in dominio nostro de Pontivio currente; et sex denarios parisienses de caretta. Ita quod omnes denarii inde provenientes circa facturam pavimenti predicti, et reparacionem et emendacionem calcetorum predictorum, per visum et testimonium sex proborum et legalium hominum ville predicte, ponantur et expendantur; et quod dicti deputati de omnibus summis per ipsos ex causis predictis colligendis, levandis et percipiendis, fidelem compotum senescallo et thesaurario nostris dicti dominii nostri de Pontivo reddere teneantur; et quod totum illud, si quod decollectis et receptis hujusmodi in manibus predictorum deputatorum in fine compoti predicti inveniri contigerit non expenditum, in commodum ville predicte pro necessitatibus ejusdem, et non ad opus nostrum, convertatur. Et ideo vobis mandamus quod

consuetudines predictas in villa predicta usque ad finem dicti quinquennii colligatis, levetis et percipiatis in forma predicta. Volumus autem quod, finito dicto quinquennio, consuetudines predicte penitus cessent et deleantur. In cujus, etc. per dictum quinquennium duraturas. Datum apud Westmonasterium, quarto die junii.

Per ipsum Regem et consilium.

LXXXIV. (19 juillet 1362.)

CLAUSE ADDITIONNELLE

De la donation de la principauté d'Aquitaine, à Édouard, prince de Galles, par Édouard III, son père. (*Rot. Vascon.* an. 36, Ed. III, membr. 17.—Bréq. t. LXXVII.)

Rex, carissimo primogenito nostro Edwardo, principi Wallie, salutem. A regali solio, velut a sole distensi radii, singule temporales prodeunt dignitates, etc. Datum sub magni sigilli nostri testimonio, in palatio nostro Westmonasterii, die XIX mensis julii, anno Domini millesimo CCC° LXII et regni nostri tricesimo sexto. Cor. RR.

N. B. On peut voir ces lettres dans Rymer, qui les a publiées d'après un autographe (t. III, part. II, p. 66, col. 2). En les lisant, on remarquera qu'il n'a pas connu celles indiquées par la note en marge de l'enregistrement, dont nous avons transcrit la première et la dernière ligne, voici cette note :

Iste littere innovate sunt sub eadem data; et adjecta sunt post illa verba « castri Sancti-Severi »; et ante illa verba « ac omnia civitates, « castra, etc. », ista verba, videlicet « ac eciam civitatem et castrum « Burdegale, ac civitatem et castrum Baione », prout patet in rotulo sequenti de verbo ad verbum; quia illa adjectio est causa innovacionum litterarum predictarum. Et ideo littere ille de novo hic inferius in rotulo sequenti irrotulantur, sicut predictum est.

En effet, dans l'enregistrement de ces lettres, membrane 16, on lit : *Willam et castrum Sancti-Severi ac etiam civitatem et castrum Burdegale ac civitatem et castrum*

Baionne, ac omnia civitates, castra, villas, etc. au lieu que dans l'original publié par Rymer et enregistré membrane 17 de ce même rôle, on lit seulement: *Villum et castrum Sancti-Severi, ac omnia civitates, castra, villas, etc.* Cette addition méritait, je crois, d'être remarquée. B.

LXXXV.

(19 juillet 1362.)

LETTRES D'ÉDOUARD III,

ROI D'ANGLETERRE,

Par lesquelles il se réserve la seigneurie directe, souveraineté et ressorts de la principauté d'Aquitaine, qu'il avait donnée à son fils le prince de Galles, par autres lettres du même jour. (Biblioth. cotton. Nero D. VI. — Bréq. t. LXXVII.)

Edward, par la grâce de Dieu roy d'Engleterre, seignur d'Irlande et d'Aquitaine, à touz ceux qi ces lettres verront ou orront, saluz. Combien que au jour présent nous avons donez à nostre très-cher eisné filz Edward, prince de Gales, le noun, renoun et titre de la principalté d'Aquitaigne, transportantz en sa persone à sa vie tant seulement toutes les citées, contées, chasteux, terres et paiis, villes, forteresses, isles, provinces et lieux que nous avons et devons avoir, parmy la pais dareinement entre nous et nostre très-cher frère le roy de France en paiis d'Aquitaigne, et celles aussi que nous avons, tenons ou devons avoir et tenir en toute Gascoigne; ensemble homages, ligeances, honurs, obéissances, vassaux, féez, arrière-féez, services, recognoissances, droitz, mere et mixte empere, et les jurisdiccions hautes, moyens et bases, saves-gardes, advoisons et patronages des églises métropolitiks, et cathedralx, abbeys, priories, moustiers, hospitalx tant séculers que régulers, et de quelconqes autres bénéfices d'église appartenantz à nous par cause ou occasion des choses desusdites, devoir, cens, rentes, confiscacions, emolumentz, profitz, reversions et toutes manères des droitz, et toutes

lour autres appartenances et appendences, aussi enterement et parfitement come nous les tenions ou aucun de noz progenitours les tiendrent en aucun temps passé : à tenir desouz nous et nostre seignurie d'Aquitaigne par homage lige, si come cestes choses et autres sont plus largement compris en noz autres lettres sur ce faites, dont la teneur sensuit :

« EDWARDUS, Dei gratia, etc. carissimo primogenito nostro Edwardo, « principi Wallie, salutem. A regali solio velut a sole distensi radii, « etc. » *ut supra, in donatione principatus Aquitanie, recitando totam cartam usque in finem*[1]. *Et tunc sic :*

Nous, pur ouster toutes dotances et contencions qui purroient avenir en après sur cestes materre, et aufin que la chose soit le plus clere, par habundant et derechief, nous réservons à nous et à nostre magesté roiale, par exprès et par le teneur des présentes, la directe seignurie, toute la souvraineté et resort de toute . . . . Aquitaigne et de Gascoigne, et de touz les citées, contées, chasteux, terres, paiis, villes, forteresses, isles, provinces et lieux, et de touz les prélatz, contes, viscontes, barons, nobles et autres subgitz enhabitantz lesdictes provinces, lesqueles nous avons donez à nostre dit eisné filz, et transportez en sa persone par la teneur de noz lettres par desus encorporées. Et volons et déclarons que la directe seignurie, toute la souvrainetée et le resort ci-desus touchez soient et demoerent à touz jours à nous et à nostredite magesté à user lesditz resortz en lieu et temps et si come bon nous semblera, que les nous ne volons ne ne pensons délaisser ne transporter à nostredit filz par ledit titre de principaltée ne par autre chose queleconqe comprise en nozdites lettres; et à indice overte et clere démonstracion que nostredit filz tendra et devra tenir desouz nouz et de nostredite magesté et par homage lige, laquele il nous ad fait à présent, toutes lesdictes choses et chescunes d'icelles : il nous devra paier chescun an à nostre palais de Westmonstier, à la feste de Pasqe, une ounce d'or, dont il nous ad desjà mis en possession et seisine en signe et recognissance de

[1] Voyez ci-dessus, p. 151. — Rymer, t. VI, p. 384.

nostre seignurie soveraigne; laquele chose en noun d'apport et cens annuele nous li imposons et surmettons réalement et de fait, de certeine science et de nostre auctorité et pleine puissance. Et volons q'il le paie as lieu et terme et si come desus est dit; réservantz à nous expresse et espéciale puissance d'accroistre et enoitre ladite imposicion et cens annuele à paier à nous, en autres choses et termes, et aillours, si come il nous semblera à faire pur temps à venir; eue touteffoiz considéracion et regard à l'estat de nostredit filz et à les charges qe li covendra de nécessité sustenir et porter pur le governement des paiis desusdites. Doné par tesmoignance de nostre grand seal, à nostre palais de Westmonstier, le XIX[e] jour de juyl, l'an de grâce, etc. *ut supra.*

N. B. On lit à la tête de cet acte le titre suivant : *Littera de resorto terrarum regi Anglie reservato.* B.

LXXXVI. (20 juillet 1362.)

LETTRES D'ÉDOUARD III,

ROI D'ANGLETERRE,

Qui vidiment celles d'Édouard son fils aîné, prince d'Aquitaine et de Galles, par lesquelles il reconnaît que le roi son père, en lui donnant la principauté d'Aquitaine, s'en est réservé la souveraineté et ressort. (Biblioth. cotton. Nero D. VI. — Bréq. t. LXXVII.)

Edwardus, Dei gratia rex Anglie, dominus Hibernie et Aquitanie, omnibus ad, etc. salutem. Inspeximus quasdam literas patentes caris simi primogeniti nostri Edwardi, principis Aquitanie et Wallie, ducis Cornubie et comitis Cestrie, in hæc verba :

« Edward, eisné filz au noble roy d'Engleterre, prince d'Aquitaigne et de Gales, duc de Cornewaille et conte de Cestre, à touz ceux qi

cestes lettres verront ou orront, saluz en Nostre Seignur. Por ce que nostre très-redouté seignur et pière le roy d'Engleterre et seignur d'Irlande et d'Aquitaine, de grande bountée et grâce espéciale nous ad doné au jour présent le noun, renomée et titre de la principaltée d'Aquitaigne, transportant en nostre personne et à nostre vie tant soulement touz les citées, contées, chasteux, terres, paiis, villes, forteresses, isles, provinces et lieux que nostredit seignur et pière avoit ou devoit avoir, parmy la paix faite dareinement entre li et nostre très-cher uncle le roy de France, en paiis d'Aquitaigne, et celles aussi q'il avoit lors et tenoit ou devoit avoir et tenir en toute Gascoigne; ensemble homages, ligeances, honeurs, obéissances, vassalx, féez, arierféez, services, recognoissances, droitz, mere et mixte empere, jurisdiccions hautes, moyens et basses, salvesgardes, avoesons et patronages des églises metropolitiks et cathédralx, abbeys, priories, moustiers, hospitalx tant séculers que régulers et de quelconqes autres bénéfices des églises appartenantz à nostredit seignur et pière, par cause ou occasion des choses desusdites; devoirs, rentes, cens, confiscations, émolumentz, profitz, reversions et toutes manères de droitz et toutes lour autres appartenances et appendances, aussi entèrement et parfitement come il les tenoit, ou aucun de ses progénitours les tindrent en aucun temps passé, à tenir desouz li et de sa seignurie d'Aquitaigne; réservant à li et à sa magesté roiale par expresse la directe seignurie, toute la souvraineté et resort de toute la principaltée d'Aquitaigne et de Gascoigne et touz les citées, contées, chasteux, terres, paiis, villes, forteresses, isles, provinces et lieux, et aussi de tous les prélatz, contes, viscontes, barons, nobles et autres subgiz et enhabitantz lesdites provinces; lesqueles il nous ad doné et transporté en nostre persone, come dit est, veullant et déclarant en outre que la directe seignurie, toute souvraineté et le resort ci-desus touchez, soient et demorrent à touz jours à li et à sadite magesté, à user lesditz resortz en lieu et temps et si come bon li semblera, sanz ce qu'il les veulle ne puisse délaisser ne transporter en nostre persone, parmy lesditz titre de principaltée

ne par quelconqe autre manère, forme ou expressions des paroles; imposant et aussi nous un cens annuel de une ounce d'or à paier à li à certein lieu et terme, chescun an, à toute nostre vie, en signe et recognoissaunce de sa seignurie souvraine; lequel cens il purra accroistre et enoitre, que serra paié à li en autielles ou autres choses, termes et ailours, selonc ce que bone li semblera pur temps à venir, si come toutes ces choses et autres sont plus largement comprises en ses diverses lettres sur ce faictes, qui sont par devers nous; dont partie de leur teneur est ci-dessus récitéez : *Edward, etc. à touz ceux, etc. saluz. Combien que au jour présent nous avons donez à nostre trèscher eisné filz Edward, prince de Gales, le noun, renomée et titre de la principaltée d'Aquitaigne, transportantz en sa persone, etc.* come devant en la dareine chartre de la réservation, de parole en parole tanque à la fin de mesme la chartre qui est tielle : « *Et de nostre règne trente-sisme.* » Nous, Edward, prince avant dit, confessant et recognoissantz toutes lesdictes choses estre vraies faites par nostredit seignur et pière, réservez, déclarez, imposez et passez par forme et manère qui compris sont ès dictes lettres : ycelles acceptons dès ore, et de certeine science en touz lour pointz, et avons et tenons, aurons et tendrons perpétuelement pur agréables; et nostredit seignur et pière reclamons et recognoissons nostre seignur souvrain et lige de touz lesditz paiis et provinces. Et en signe d'ycelle recognoissance, nous avons fait à nostredit seignur et pière, au jour présent, homage lige; promettantz, par la foy de nostre corps, faire à li come à nostre seignur souvrain et lige toute vraie et parfaite obéissance, sanz aucun contredit ou empeschement mettre sur aucune chose que purra toucher le resort ou sa seignurie directe et souvraine, réservez à li come dit est. Et plus, promettons semblablement que nous paierons loialment chescun an, tout nostre vivant, à nostredit seignur et père, à son palais de Westmonstier, à la feste de Pasqe, une ounce d'or, liquel il nous ad imposez et surmis en noun d'apport et cens annuel, et dont nous avons desjà mis en possession et seisine, et toute autre cens et apport et tiel q'il nous imposera ou surmettra en après,

selon ce que bon li semblera, en signe et recognoissance de sa seignurie souvraine, déclaracion et évidence de nostre obéissance et due subjeccion, eue toutefoiz considéracion et regard à nostre estat et à les charges que nous covendra de nécessité sustenir et porter pur le governement des paiis desusdictes. Donné en dit palais roial de Westmonstier, par tesmoignance de nostre seal dont nous usâmes avant ce que nous estoions prince d'Aquitaigne, le XIXe jour de moys de juyl, l'an de grâce mille CCCLXII. »

Nos autem literas predictas, ad requisicionem prefati principis, duximus examplificandas per presentes. Datum sub magni sigilli nostri testimonio, apud palacium nostrum Westmonasterii, XX die mensis julii, anno *ut supra*.

N. B. On lit à la tête de cet acte, dans le manuscrit, le titre suivant : *Confirmatio principis reservationis resorti predicti.* B.

LXXXVII. (22 novembre 1362.)

LETTRES D'ÉDOUARD III,

ROI D'ANGLETERRE,

Par lesquelles il confirme la concession de huit deniers pour livre durant un an, faite aux maire et bourgeois de la Rochelle. (*Rot. Vascon.* an. 35, Ed. III, membr. 1. — Bréq. t. LXXVII.)

R. au sénéchal ou gouvernour de Xaintonge ou à son lieutenant, au prévost de la Rochelle, et à tous autres nos officiers, sergens et autres desdictes parties, salut. Nous avons vehu les lettres de notre bien amé Bertram, seignor de Monferrand, cui Dieux absoillet, gouvernour pour nous, en temps qu'il vivoit du chastel, ville, chas-

tellanie et ressort de la Rochelle et des appartenances et appendances d'icelles, desquelles dictes lettres la tenour s'enssuit :

« Bertram, seigneur de Monferrant, gouvernour et cappitaine souverain du chastel, ville, chastellenie et ressort de la Rochelle et des appartenances et appendances d'icelle pour le roi d'Angleterre monseignor, seignor d'Irlande et de Guenne, à tous ceux qui ces présentes lettres verront et orront, salut. Sçavoir faisons que nous avons vehu et regardé diligentement unes lettres à nous exhibées et présentées par honorable homme et sage le maire de ladicte ville de la Rochelle, scellées du scel du roi d'Engleterre monseignor, en laz de seye et cire vert, dont la tenour se commancet ainsi : *Edwardus, Dei gratia rex Anglie, dominus Hibernie et Aquitanie, universis presentes litteras inspecturis et eciam audituris, salutem*, et se feinist enssi : *Datum in villa nostra Calesii, sub magno sigillo nostro, vicesima quinta die octobris, anno Domini millesimo ccc° sexagesimo ;* contenant en elles plusours clauses, et entre les autres y a contenu une clause dont la tenour s'enssuit : *Nec non placet nobis ut subsidium seu subsidia, subventiones, taliate que exiguntur et que consueverunt exigi ab anno citra usque nunc, in villa predicta ac locis circumvicinis, per se vel eorum allecatos possint exigere et levare in locis predictis per unum annum integre, dumtaxat computandum a tempore a quo ville predicte de Rupella possessiones per nos vel per nostros commissarios fuerimus assecuti; et a reddicione compotorum de emolumentis recipiendis, nobis, ipsos et eorum quemlibet, attento quod major compotum reddit alii et burgensibus, penitus relevamus ;* par la vertu et auctorité desquelles lettres il nous plese et volons que lesdiz maire et burgeys de ladicte ville. . . . . et leur avons doné et ottroyé, donnons et ottroyons, si mestiers est, licence, congié et auctorité de mettre, impouser, exiger et lever par eulx ou par leurs depputez une imposicion de huyt deniers pour livre en ladicte ville et aillours ez lieux accoustumez ; enclouse et dedeins mise la petite imposicion de deux deniers par livre qui à présent court sur touttes denrées et marchandises, vins et autres choses quelconques vendues et revendues; et tant de foiz

quanteffoiz : c'est assavoir quatre deniers du vendour et quatre deniers de l'achaptour, et autressi quatre deniers pour livre de tous les vins et autres denrées et marchandises qui sont traittés, chargées et portées hors de ladicte ville et dudit pays, soit par mer ou par terre, selon lour loyal estimacion, au temps de la traittie, en cas que celui ou ceulx qui veudroient traire, charger ou porter lesdiz vins et autres denrées et marchandises hors, comme dit est, ne auroient payé ladicte imposicion de quatre deniers par livre comme vendours ou achaptours d'iceux durant ledit temps. Et pour ce que au temps de ladicte concession et ottroy de la dicte imposicion, l'en prenoit et levoit dix et huit deniers par livre, et à présent lesdiz maire et bourgeois ne voulent que soit pris et levé que huyt deniers par livre, nonobstant la grâce dessusdicte, affin que ladicte ville soit plus marchande, et que marchans y viennent de toutes parts, et que l'en y aportet toutes manières de vivres et marchandises : leur avons donné et ottroyé, donnons et ottroyons par la tenour de ces lettres et par vertu et auctorité du povoir à nous donné par le roi monseignor, heu regards que ladicte imposicion est mendre de la moité et plus, qu'il puissent mettre, impouser, prendre, exiger et lever ladicte imposicion de huyt deniers par livre par eulx ou par leurs députez, par un an à comencer du jour de la feste de la Nativité Seint-Johan-Babtiste prouchain venant jusques à l'autre feste de la Nativité Seint-Johan-Babtiste prochaine emprès segunt, tant pour cause que ladicte imposicion est meindre que celle que couroit, comme dit est, que pour certaines causes qui à ce nous esmouvent ; et de la reddicion du compte desdictes impositions relevons lesdits maire et bourgeois, et leurs députez et chascun d'eulx, sans ce que il, ne aucun d'eulx, en soient tenuz de rendre compte à nulle personne quelle que elle soit, fors tant soulement ledit maire à son successour maire et à ses bourgeois, et non à autres. Si mandons à tous les subgiez et soumis du roi mondit seignor, requérans tous autres, que lesditz maire et bourgeois, et leurs députez lessent joïr et user paisiblement de ceste présente grâce et ottroy, et prendre, exiger et lever ladicte imposi-

cion en la manière dessus dicte et ès lieux accoustumez. En tesmoing de laquelle chouse nous avons fait mettre et appouser à ces lettres le scel dont nous usons audit office de gouvernement. Donné à la Rochelle, le septième jour de mois de juing, l'an de grâce mille ccc seixante et un. »

Lesquelles dictes lettres et tout l'effect et contenu d'icelles nous volons, louons, approuvons, ratiffions et confirmons ausdiz maire et bourgeois par ces présentes. Si vous mandons et comandons en commettant, si mestier soit, et à chacun de vous, que ladicte imposicion de huyt deniers par livre, durant le temps contenu ez dictes lettres, vous faciez et lessiez joïr et user lesdiz maire et bourgeois et leurs députez. Et si aucuns y avoit rebelles ou contredisans à payer ladicte imposicion, si les contraignez vigeureuzement à ycelle payer, tout einssi et par la manière qi l'en a coustume à faire pour nos propres debtes, nonobstant grâces ou autres lettres quelconques de nous ou de notre court, empétrées, ou à empétrer au contraire; car einssi le voulons et l'avons ottroyé par les présentes audiz maire et bourgeois, de grâce espécial, mandans, comandans à tous nos subgiz et soumiz que avons, et à chascun de vous, en ce faire obéissance et entendent diligeament. Donné à Wesmonstier, le xxii[e] jour de novembre.

LXXXVIII. (10 juin 1363.)

LETTRES D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

AU SÉNÉCHAL DE LIMOGES ET AU JUGE DE LA MÊME VILLE,

Par lesquelles il leur fait savoir qu'il crée un office de conservateur des droits, libertés et franchises desdites ville et sénéchaussée. (*Vascon. Rot.* an. 36. Ed. III, membr. 19. — Bréq. t. LX.)

Rex, senescallo suo Lemovicensi ac judici civitatis Lemovicensis et eorum loca tenentibus, salutem. Tranquillitati et indempnitati

dilectorum nostrorum consulum et habitatorum ville castri Lemovicensis, tanquam bene meritorum providere (*volentes*), et ipsos nostre specialis gracie prerogativa extollere et munire, ex certa sciencia et deliberato consilio ordinamus, creamus et facimus in villa et tota senescalcia Lemovicensi, quoddam conservatorie seu gardie specialis et sergentarie generalis in perpetuum officium, ultra quecumque alia. In quo quidem officio, et pro deserviendo et faciendo deservire eidem, nominetur, eligatur et instituatur perpetuo, quociens opus erit, unus conservator seu gardiator specialis et serviens generalis, per majorem seu saniorem partem consulum predictorum; et per vos seu vestrum alterum confirmetur sine difficultate et contradiccione quacumque et alterius expectacione mandati, quem nos ex nunc prout ex tunc confirmamus; ita quod, si et quociens ipsum morte, delicto aut infirmitate vel alias impediatur seu retardetur suum hujus officium exercere, alius imperpetuum subrogetur, loco sui nominetur, eligatur, instituatur et confirmetur, ut est dictum. Quibus quidem officio et officiariis successive futuris temporibus ordinandis, damus et concedimus in perpetuum et committimus plenam et liberam potestatem et speciale mandatum ipsos consules et habitatores dicte ville et pertinenciarum suarum, et ipsam villam et jura nostra et sua, committimus et divisimus, ab omnibus injuriis, violenciis, inquietacionibus, gravaminibus, dampnis et novitatibus illatis et inferendis, defendendi jura, libertates et franchisas ac privilegia et consuetudines, sua eciam autoritate nostra approbata, res et bona, jura et possessiones sua omnia et singula manutenendi et conservandi in perpetuum; et ne quid fiat vel attemptetur in contrarium, prohibendi sub magnarum addiccione penarum, et jubendi penaliter reparari et ad statum pristinum reduci; res et negocia cause cognicionem ordinariam requirentes, ad vos seu ad quem pertinuerit remittendi; mandata autoritate regia concessa quoad hoc et concedenda, exequendi, et omnia et singula alia faciendi. Ibidem que ad officium conservatoris, et gardiatoris, et servientis specialis et generalis spectant et spectare possunt, quoquo modo de usu,

observancia, consuetudine seu de jure, conjunctim seu divisim, vobis et vestrum singulis conjunctim et divisim, districte precipimus, mandamus et committimus quatenus consules, habitatores et officiarios predictos, uti et gaudere presentibus litteris in perpetuum et integraliter permittatis et faciatis quociens opus erit; et contenta in eis inviolabiliter observetis jubeatisque penaliter observari, aliasque litteras nostras et predecessorum nostrorum autoritate concessas et concedendas, in toto vel in parte, ad hujus materiam facientes, inviolabiliter et has eciam conservetis, nullis aliis in contrarium aliquatenus valituris. Per hæc autem non intendimus quin ipsi consules et habitatores per alios servientes valeant facere explectari, ut ante, que sibi sic concedimus ex certa scientia et nostra gracia speciali. In cujus, etc. Datum in palacio nostro Westmonasterii, x die junii.

Per ipsum Regem et Consilium.

LXXXIX. (20 juin 1363.)

LETTRES D'ÉDOUARD III,

ROI D'ANGLETERRE,

Par lesquelles il enjoint au sénéchal et au juge de Limoges de maintenir cette ville dans la dépendance immédiate de sa couronne et dans la jouissance des droits et priviléges qu'elle avait obtenus des rois ses prédécesseurs. (Suppl. Rymer, Ed. III, t. X, n° 57. — Bréq. t. LX.)

Rex, senescallo et judici civitatis Lemovicensis, ac cæteris justiciariis et officiariis nostris, qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint, et eorum loca tenentibus, salutem. Cum dilectus et fidelis noster Johannes Chaundos, vicecomes Sancti-Salvatoris, nuper locum nostrum tenens in partibus Francie, intellecto qualiter consulatus ville castri nostri Lemovicensis, de nobis et non de alio tantummodo

tenetur, ac consules et universitas ejusdem ville cum dicto consulatu villam illam, et alia quæ in eadem villa et pertinenciis ejusdem habent, tenere de nobis tantum et integre debent, et de progenitoribus nostris ab antiquo tenere consueverunt; et quod vicecomes Lemovicensis ac gentes et officiarii sui creationem consulum et sacramentum fidelitatis eorum et habitantium in villa prædicta, prout alii fecerant, attrahere, et quod quidam consules et habitatores ejusdem vicecomitis gentibus et officiariis suis super hoc obedire volebant, et sic nos de juribus nostris defraudare satagebant, in nostri grave prejudicium, dampnum, et exhæredationem : per literas ipsius locum nostrum tenentis, ex parte nostra, vobis et cuilibet vestrum seu alteri, et districte injunxisset quod præfatis consulibus, universitati et habitatoribus præciperetis quod ipsi consules de novo crearent, et alia quæ ad hoc pertinebant ordinarent et facerent prout antiquitus fieri consuevit, ut vobis per literas sigillis Henrici, proavi, et Edwardi avi nostrorum, sigillatas, et alia legitima documenta appareret; et ipsos consules et habitatores juribus et deveriis suis plene et pacifice uti et gaudere permitteretis, et faceretis juxta tenorem literarum ipsorum proavi et avi nostrorum prædictorum, in casu quo dicti consules, universitas et habitatores vobis inobedientes forent in toto vel parte, et præfatis vicecomiti aut gentibus vel officiariis in nostri præjudicium obedire voluerint, omnia jura, deveria et bona de quibus ipsi consules, universitas et habitatores sic obedirent, saisiretis, et ad manum nostram poneretis; et sub hiis quæ vobis pro jure nostro obedirent vel pro jure nostro advocarent, eis tales et consimiles salvationes, concessiones et promissiones, sicut idem Johannes, locum nostrum tenens, eis cum ipsos ad obedientiam nostram recepit, fecit fieri, faceretis, prout in literis nostris patentibus sigillo quo utitur ad causas in senescalcia Pictavensi et Lemovicensi sigillatis, vidimus plenius contineri, ac jam ex relatione fide digna accepimus. Quod, quia dicti consules, universitas et habitatores villæ prædictæ, virtute dictarum literarum per dictum locum nostrum tenentem sic factarum, vobis, juxta tenorem literarum ea-

rumdem super contentis in eisdem, prout convenit, paruerunt, et mandatis et jussionibus vestris pro nobis et auctoritate nostra super hiis et ea tangentibus, eis directis et dirigendis, parere intendant : præfatus vicecomes, et ejus gentes, et officiarii, et nonnulli alii prædictos consules, universitatem et habitatores et quemlibet eorum ea de causa gravare, molestare, vexare et effectum dictarum literarum pro viribus enervare et impedire insistunt et nituntur, et eis super hoc graviter comminantur, quæ (quod absit) si tolerantur, in nostri et ipsorum grave præjudicium et regne majestatis nostræ læsionem ac nostri et coronæ nostræ exhæredationem cederent manifeste : nos, volentes hujusmodi præjudicio et exhæredationi in quantum poterimus præcavere, et jura nostra regia in nostro dominio illesa conservare, et prædictos consules, universitatem et habitatores ac alios subditos nostros nobis et mandatis notris obedientes manutenere, et ab aliis injuriis, violentiis et incommodis præservare et tueri, vobis et vestrum cuilibet conjunctim et divisim, ex certa scientia et etiam auctoritate et plenitudine regiæ majestatis, committimus, mandamus et injungimus firmiter et districte quatinus, absque difficultate vel alterius expectatione mandati, omnia et singula prædicta et alia in dictis literis dicti locum nostrum tenentis contenta, juxta tenorem earumdem, quæ cum sequelis suis tenore præsentium imperpetuum, de deliberato consilio, acceptamus, ratificamus et innovamus; de cætero, quotiens opus fuerit et requisiti fueritis, compleatis et exequamini diligenter, et inviolabiliter observari et teneri faciatis, et attemptata in contrarium sub pena centum marcarum sterlingorum nobis, pro qualibet inobedientia in hac parte facta et facienda, applicanda, reformari et ad statum debitum reduci faciatis ipsos consules, universitatem et habitatores et eorum posteros et quemlibet ipsorum conjunctim seu divisim, contra præmissa vel aliquod earumdem, vexari, impediri, molestari seu violari nullatenus permittentes, set ipsos, et eorum quemlibet, et posteros eorumdem, super hiis et omnibus et singulis et aliis jura nostra regia concernentibus, viriliter manuteneatis et defendatis imperpetuum,

ac literas alias omnes et singulas auctoritate nostræ regiæ majestatis concessas et concedendas, ad completionem earumdem in toto et in parte executioni debite demandetis, nullis aliis literis in contrarium quomodolibet valituris.

Datum apud Westmonasterium, xx. die junii.

Per ipsum Regem.

XC.

(26 octobre 1363.)

LETTRES D'ÉDOUARD III,

AU SÉNÉCHAL ET AU TRÉSORIER DE PONTHIEU,

Par lesquelles il leur mande de réformer à Abbeville certaines coutumes contraires à l'administration de la justice et aux droits du roi. (*Franc. Rot.* an. 37, Ed. III, membr. 7. — Bréq. t. LVI.)

Le Roi, à nos amez et féalx Gérard, sires de Bontreshem, notre séneschal en Pountieu, et Nicol de Louthe, notre trésorier illocques, saluz.

Il est venu à notre cognoissance que en notre ville d'Abbeville et ès appartenances, a aucunes coustumes ou usages qui sont contre le bien de justice, et contre les constitutions et profit du païs; et par ce notre jurisdiction en est empirée, et les causes mobiles qui devroient être desmenées pardevant nos ministres illocques, sont aucun foiz transportez hors de notre jurisdiction; dont nous sommes endommagez et nos subgez travaillez grandement. Et aussi sont contenues en la chartre de la fundation de la loi de laditte ville aucunes clauses par lesqueles ils ont usé et encore veulent user de abatre les maisons de lours bourgois ou autres qi font naufrures ou homicides ou autres crimes, ou sont banniz de notredit ville; lesqueles choses sont contre profit come en empeirement de notredit ville, et en très-

grant domage de nous, à qi les confiscacions desditz maisons appartiennent. Et pour ce que nous désirons très-entièrement que nosditz gentz soient bien et paisiblement governez, notredite ville amendez et maintenuz en point, et nos droitz salvez : si vous mandons et commettons que sur les choses desusditz, appelé notre consail et les maire et esquevins, et autres que la besoigne poet toucher, sur toutes lesditz choses, de lour agréable volonté et commun assentement, mettez tiel et si bon appointement que vous verrez qu'il appartiendra, et dont nozditz gentz soient toudis content, et que notre droit et jurisdiccion y soit gardée. Et voillons que en déclarantz notre entencion de ce que fait en aiez, en ce cas vous baillez lettres azditz maire et esquevins que ce ne poet porter préjudice à eulx, ne à lour loy ne ez autres choses touchantz leurs chartres, priviléges, droitz, usages et libertez; mais voillons que elles leur demeurent tout dis en lour effect et vertu, lesquelles lettres lour seront à perpétuité valables.

Donné par tesmoignance de nostre grant séal, à notre palais de Westmonstier, le xxvi[e] jour d'octobre, l'an de grâce mille ccc soixant et trois, et de notre règne trente-septisme.

XCI.

(22 février 1364.)

MANDEMENT D'ÉDOUARD III

AUX GOUVERNEUR, MAIRE ET ALDERMANS DE CALAIS,

De publier dans ladite ville défense à toute personne de prêter sur gage le noble d'or ou toute autre monnaie d'or ou d'argent. (*Franc. Rot*, an. 38, Ed. III, membr. 21 — Breq. — t. LVI.)

Le Roi à ses chers et foialx, Henry Lescrop, governour de nos seignories de Caleys et de nos autres terres ès celles parties, et as meirs et aldermens de mesme notre ville de Caleys, saluz.

Par certeines causes des queux nous et notre conseil sumes enformés, vous mandons fermement enjoignantz que, maintenant veues cestes, facez crier et publier en ladite ville et de par nous estroitement défendre que nul marchant ne aultre homme de quele condicion q'il soit, sur peine de quant que il pourra forfaire devers nous, n'apprest le noble d'or ne nulle autre monoie d'or ne d'argent pour ent gayne prendre pour cause d'apprest; et que chascun qui vorra suir pour atteindre ceux qui feront à l'encontre de ceste notre crié et défense, aura le quart denier de la forfaiture qui sera recouvry à la suite. Et ceo ne lessez en nulle manière.

Donné à Westmonstier, le XXII[e] jour de février.

XCII. (24 mai 1365.)

LETTRE

D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

A JEAN TARGOLD, DE LONDRES,

Par laquelle il le nomme maire de l'étape de Calais et lui assigne quarante livres de gages par an pour cet office. (Bréq. t. LVII.)

Rex, dilecto sibi Johanni Targold de Londonia, salutem. Sciatis quod nos, de fidelitati vestra confidentes, constituimus vos majorem stapule ville nostre Calesie, dantes vobis, tenore presencium, potestatem et jurisdiccionem cognoscendi de omnibus accionibus, placitis, causis et querelis stapulam predictam et mercatores ejusdem tangentibus; videlicet de hiis que inter mercatorem et mercatorem emergent, et plenam justiciam eisdem mercatoribus qui coram vobis que ad mercandisas et lege stapule pertinent conqueri voluerint, faciendi prout juxta legem stapule hactenus fieri est consuetum; percipiendo in officio illo pro feodo vestro quadraginta libras annuatim, et pro regardo vestro, prout mercatoribus societatis stapule predicte, de bonis suis

propriis vel de proficiis de curia dicte stapule provenientibus, absque imposicione super mercandisis ea de causa apponenda, visum fuerit faciendum : volentes quod vos, dum in officio predicto steteritis, sitis unus aldermannorum ville predicte, et degentibus vigilia et custodia ville predicte, sicut unus aldermannorum eorumdem, onerati. Damus eciam universis et singulis mercatoribus stapule, tenore presencium, in mandatis quod vobis, tamquam majori stapule predicte, in omnibus que ad officium majoris ejusdem stapule pertinent, pareant et intendant prout decet. In cujus etc. quandiu nobis placuerit duraturas. T. R. Apud Westmonasterium, xxiiij die maii.

Per ipsum Regem et Consilium.

XCIII. (24 mai 1365.)

LETTRE D'ÉDOUARD III,

A RICHARD DE PRESTON DE LONDRES,

Par laquelle il le nomme maire de la ville de Calais.

Rex, dilecto sibi Ricardo de Preston de Londonia, salutem. Sciatis quod nos de fidelitate vestra confidentes, constituimus vos majorem ville nostre Calesie, dantes vobis plenam, tenore presencium, potestatem et jurisdiccionem cognoscendi de omnibus accionibus, placitis, causis et querelis de quibuscumque personis infra villam predictam emergentibus, et plenam justiciam, omnibus ibidem querelantibus, ac alia omnia et singula que pro bono regimine et salvacione et defensione ville predicte necessaria fuerint, faciendi; cognicionibus de mercatoribus stapule ville predicte, et placitis et rebus aliis que ad mercandisas juxta leges stapule (videlicet inter mercatorem et mercatorem ejusdem stapule pertinere vel mergere dinoscuntur), que per majorem et communitatem mercatorum dicte stapule discuti et

terminari volumus, tantummodo exceptis; ac eciam ad contra rotulandum omnes receptiones et soluciones per dilectum clericum nostrum Thomam de Brangtyngham, thesaurarium nostrum, ibidem faciendum, et ad hujusmodi recepciones et soluciones super compote ejusdem Thome testificandum. Damus eciam universis et singulis scabinis et toti communitati ville predicte, tenore presencium, in mandatis quod vobis, tanquam majori ejusdem ville, in omnibus et singulis que ad officium majoris in dicta villa pertinent, pareant, respondeant et intendant prout decet. In cujus, etc. quamdiu nobis placuerit duraturas. Teste Rege. Apud Westmonasterium, xxxiiij die maii.

Per ipsum Regem et Consilium.

XCIV.

(12 juillet 1365.)

LETTRE D'ÉDOUARD III,

ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle, à la prière de Henri Lescrop, gouverneur de Calais, il accorde la grâce à Josse Dullard, condamné à mort pour vol. (Bréq. t. LVII.)

Rex, omnibus ballivis et fidelibus suis ad quos, etc. salutem. Sciatis quod, cum Joceus Dullard, de Flandria oriundus, apud villam nostram Calesie, secundum legem et consuetudinem ejusdem ville, pro quadam roberia per ipsum, de bonis ad valorem viginti et septem denariorum sterlingorum felonice depredatis, facta, morti adjudicatus, per quandam mulierem in virum habendus et probum hominem sub incumbenti periculo salvandus sit exactus et ea de causa prisone nostre remissus, ad graciam nostram in hujus modi casu expectaverit, ut accepimus : nos, ad hoc quod per quosdam nobis sit intimatum, quod aliis personis in casu consimili, secundum

legem et consuetudinem patrie illius, antequam dicta villa Calesie ad manus nostras devenit, gracia facta exstitit, consideracionem habentes ad supplicacionem dilecti et fidelis nostri Henrici Lescrop, gubernatoris ejusdem ville, perdonavimus præfato Joceo execucionem judicii predicti, et sectum pacis nostre, que ad nos pertinet, in hac parte, ita quod dicta mulier ipsum Joceum in virum suum capiat in forma supradicta. In cujus, etc. T. R. Apud Westmonasterium, XII die julii.

Per breve de sigillo privato.

XCV. (14 novembre 1365.)

ORDRE D'ÉDOUARD III,

AUX ROUTIERS ANGLAIS

Qui ravageaient la Normandie, de vider immédiatement le royaume de France sous les peines les plus sévères. (*Franc. Rot.* an. 38, Ed. III, membr. 1. — Bréq. t. LXXVII.)

Le Roi, à Eustace Dabelichecourt, Robert Scot, Hugh de Caluerle, chivalers, et à tous les autres gentz de la nacion d'Engleterre et de nos autres seigneuries esteant hors de Bretaigne et dedans le realme de France. Il vous devra estre bien coneu comant, par force des alliances, lesqueles nous avons promis, jurées et accordées, et semblablement ont fait nos enfantz, les prélatz et autres gentz de notre réalme, à notre très-cher et très-asmé frère le roi de France, son realme, ses terres, paiis et subgiz, nous ne souffrerons aucuns de nos subgez n'autres quelconques aler ou entrer en réalme de France ou autres terres de notredit frère, pur y faire la guerre, domage ou offense aucune, à gaiges, à service d'autrui ou autrement, par quelconque manière ou cause que ce soit; ainczois les empescherons et

destourberons; et si aucun de nos subgiz fesoit le contrere, ou vilenie ou domage à notredit frère ou réalme de France, par terre ou par mier, ou ses subgiez, nous les en punirons et ferrons punir si grandement qu'il sera exemple à touz autres, si come ces choses et autres sont plus largement compris en l'ordinance desdites alliances. Si avons jà de novel certeinement entendu que desouz l'ombre et colour de la guerre que le roi de Navarre fait en son chief sur notredit frère le roi de France et ses subgiez, tant en Normandie come ailleurs, oudit réalme ou autrement, vous estes entrez ledit réalme à grande poissance et force des gentz d'armes, archers et autres, et y faites guerre overte, par pernant, robbant et rensçonant les gentz, ardant et broillant les édefices, violant et afforceant veves, pusceles et autres femmes, pernant, occupant et détenant forteresces, et faisant autres grant mals, domages et vilenies à notre dit frère, à ses subgiez et à son réalme, contre la paix et le forme desdites alliances, à grant hounte, esclaundre et vitupère de nous et de nostre estat, et aussi de tous noz filz, prélatz et autres grantz de notre réalme; ce que nous desplest très-durement, ne ne porrions en nulle manière par dissimulacion passer la chose sans y mettre remède. Par quoy nous vous mandons et chargeons sur votre ligeance et sur peine de forfaire à nous vie et avoir, que tantost, entendu la certeneité de nos présentes lettres, vous vous déportez, absteignez et cessiez de tieles damages en ces entreprises; et, faitz par vous souffisantz repairement, redrés et amene à tous ceulx que la chose touche de quantque vous avez par tiele manière mespris, vous départez et passez avec toutz voz gentz hors dudit réalme de France, sans plus longuement y meffaire ou demorer. Et volons que vous soiez tous certeins que, si vous et chascun de vous n'accomplisse réelement et de fait quant que compris est en notre présent mandement, sitost come nous aurons reçu certeinté que la chose a esté venue à votre cognoissance et nottice, nous vous punnirons si grandement que ce sera exemple à tous autres, par appliquer à nous et à notre domaine touz vos biens, possessions et héritages, et vous bannir et exiler hors de notre réalme

et de toutes nos seigneuries, et par procéder encontre chascun de vous, comme enncontre nos traitres et rebelles, si come à procéder sera en cas de crime de lèze-magesté et par manière que tenuz y sumes par notre serment. Si prions et requerrons tous les séneschalx, capiteins, chastelleins, justicers et officers de nostredit frère le roi de France et chascun d'eulx, q'il facent crier, publier et signifier overtement et expressément quant que compris est en notre présent mandement, ez lieux, congrégations et assemblées publiques et par toutes leur jurisdiccions, destroit et poissance; et q'il présentent nostredit mandement à chascun de vous s'ils povent venir salvement à vostre présence; et dès lors signefient à nous et à notre consail par leurs lettres et instrument publiques et seallés autentiques, et par tiele manière que à croire sera de loi et de raison, exprimant le tenour de nos présentes lettres, toute la certeineté des noms et surnoms de tiel mesfessours et de quant que fait serra sur l'exécucion et accomplissement de nostredit mandement, afin que dès lors nous porrions procéder certenement en ce fait, si come tenus y fumes par ladite paix et à fairre serra de bone foi, lei et reson.

Donné par tesmoignance de notre grant seal, à notre palais de Westmonstier, le XIIII[e] jour de novembre, l'an de grâce mille CCC soixante-quart.

XCVI.

(6 juin 1367.)

LETTRE D'ÉDOUARD III
A GUILLAUME BLONDEL,
MAITRE DES REQUÊTES DE L'HOTEL DU ROI DE FRANCE,

Par laquelle il consent que Guy de Blois cède et transporte le comté de Soissons au seigneur de Coucy. — Pouvoir spécial accordé par Édouard III au susdit Guillaume pour l'exécution de lettres précédentes. — (Bréq. t. LVII.)

Rex, dilecto nobis Guillelmo Blondelli, militi, consiliario et magistro requestarum hospicii carissimi fratris nostri Karoli, regis Francorum, salutem. Litteras patentes ejusdem fratris nostri, sigillo suo magno signatas, nobis et consilio nostro exhibitas et presentatas, intelleximus, tenorem qui sequitur continentes :

« Karolus, Dei gracia Francorum rex, dilecto et fideli militi et consiliario nostro Guillelmo Blondelli, magistro requestarum nostri hospicii, salutem et dileccionem. Ad supplicacionem carissimi et fidelis consanguinei nostri Guidonis de Blesis, requirentis ut, cum ipse, certis consideracionibus excitatus, comitatum suum de Suessione, quem cum suis pertinenciis per partagium quod inter carissimos consanguineos nostros Lodowicum, comitem Blesensem, ex parte una, et Johannem de Blesis, ex alia, de communi consensu concorditer et deliberato proposito, de bonis paternis et maternis factum esse dinoscitur (prout per litteras sub sigillis ipsorum fratrum super hoc confectas dicitur lacius apparere), tenet et possidet pacifice, in dilectum et fidelem consanguineum nostrum dominum de Couciaco, pro se et suis heredibus et successoribus, imperpetuum transferre proponit et eidem cedere, cum omni jure et accione quod et que sibi competunt in eisdem, nos dictum partagium nec non et dictam trans-

lacionem et cessionem approbando, ipsum Guidonem ad devestiendum se de comitatu predicto et suis pertinenciis admitti, nec non et de eisdem investiri dictum dominum de Couciaco, committere auctoritate nostra regia dignaremur : nos, supplicacionem hujus modi dicti Guidonis, cui desideramus, in quantum commode possumus, complacere, faventes, vobis, de cujus fidelitate et industria in aliis pluries comprobatis merito confidimus, presencium tenore mandamus et committimus quatenus dictum Guidonem ad devestiendum se de commitatu Suessionensi et pertinentiis suis predictis admittatis, vice et nomine nostris; et devestione hujus modi recepta, investiatis dictum dominum de Couciaco, pro se et suis predictis heredibus et successoribus, de eisdem, juxta tenorem transporti et cessionis quod et quam dictus supplicans est inde facturus, super quibus et suis dependeciis universis et singulis vobis plenam auctoritatem et speciale mandatum tribuimus per presentes. Nos igitur dictum partagium, sicut predicitur, factum inter fratres predictos, ex nunc auctoritate nostra regia gratum et acceptum habemus, et dictum transportum et cessionem, cum facta fuerint, habebimus et ratificabimus et in quantum prodesse potest ad ipsorum valorem et efficaciam approbamus, ex nunc nostras super hec litteras oportunas si et quociens opus fuerit et requisiti fuerimus concessuri. Datum Silvanecti, die VI junii, anno Domini millesimo CCC^mo sexagesimo septimo, regnique nostri quarto. »

Et quia partes predicte de quibus in eisdem litteris fit mencio infra regnum et dominium nostrum existunt, quare ipsas litteras de jure non potestis exequi, nostra speciali licencia non obtenta, ad exequendum et expediendum in omnibus et per omnia litteras supradictas, juxta unum formam et effectum earumdem, easque debito effectui mancipandum vobis auctoritatem nostram et licenciam specialem, tenore presencium, impertimur. Datum in palacio nostro Westmonasterii, sub sigilli nostri testimonio, die VI mensis julii, anno Domini millesimo CCC^mo sexagesimo septimo, regni vero nostri quadragesimo primo.

XCVII. (24 juin 1367.)

LETTRE
D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il donne à Philippe de Newton, citoyen et marchand de Londres, l'hôtel appelé le Manoir de la Reine, situé à Calais. (Bréq. t. LVII.)

Rex, omnibus ad quos, etc. salutem. Sciatis quod, de gratia nostra speciali, dedimus et concessimus dilecto nobis Philippo de Neuton, civi et mercatori Londoniensi, totum hospicium nostrum vocatum Mansum Regine, cum domibus et gardinis adjacentibus, et omnibus aliis pertinenciis suis in villa nostra Calesie, jacens inter vicum vocatum *Seint Nicholas Strete,* ex parte boriali, et vicum vocatum *Hugh. Cowe Strete,* ex parte orientali; et tenementum Johannis Grimard, ex parte australi, et vicum vocatum *le Mesondim Strete,* et hospitale Sancti Nicholai, ex parte occidentali, habendum et tenendum sibi et heredibus suis imperpetuum, de nobis et heredibus nostris, per servicia inde debita et consueta; reddendo inde annuatim Philippe regine Anglie, consorti nostre carissime, apud Westmonasterium, ad receptam scacarii sui ibidem, ad totam vitam ipsius consortis nostre, et post decessum ejusdem consortis, nobis et heredibus nostris, ad scacarium nostrum Calesie, viginti et quatuor marcas sterlingorum ad festa Natalis Domini et Nativitatis sancti Johannis Baptiste, equis porcionibus; et in veniendo et faciendo omnia onera eidem hospicio incumbentia. In cujus, etc. T. R. Apud Westmonasterium, XXIV die junii.

Per ipsum Regem.

XCVIII. (1er juillet 1370.)

LETTRES D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

AU DUC DE LANCASTRE, SON FILS,

Par lesquelles il lui donne plein pouvoir d'agir de concert avec son frere Edouard, prince de Galles, à l'effet de rétablir la paix et la tranquillité dans la Guyenne. (*Rot. Vascon.* an. 44. Ed. III, memb. 5. — Bréq. t. LXXVII.)

Rex dilecto et fideli suo Johanni, duci Lancastrie, filio nostro carissimo, salutem.

Etsi reproborum ac maleficorum flagitia animadversione debita libenter, prout regali autoritati convenit, percellamus; interdum tamen rigorem juris mansuetudine temperantes, eligimus pocius misereri et parcere quam crudelitatis et impaciencie actus sanguineos exercere. Ecce, fili noster carissime, quod te, ad consolacionem et supportum carissimi primogeniti nostri Edwardi, principis Aquitanie et Wallie, fratris tui, ad partes Aquitanie, cujus incolarum pars non modica ab obediencia nostra et dicti primogeniti nostri, emulorum nostrorum suasionibus et instigacionibus, aut ipsorum incolarum voluntate spontanea, sicut didicimus, oberrarunt, providimus destinandum. Hinc est quod, ut dicto primogenito nostro principi ac aliis parcium illarum incolis, ex adventu tuo leticia et securitas eo major accrescat, quo per nos ampliori fueris autoritate et potestate munitus; ac de tuis fidelitate, circumspeccione et industria plurimum confidentes, ad admittendum et recipiendum ad pacem, obedienciam et graciam nostras, civitates, villas, burgos, oppida et castra quecumque tam in Acquitania quam in quibuscumque aliis partibus regni nostri Francie, ipsorumque incolas et subjectos qualescumque ad graciam, obedienciam, pacem et sub-

jeccionem nostras redire volencia; ipsisque et eorum singulis ac aliis quibuscumque nostris subditis parcium earumdem, maleficia, transgressiones, furta, murtra, homicidia, crimina et delicta alia quecumque, horribilia eciamsi et proditoria aut leze majestatis commissoria crimina hujusmodi censeantur, autoritate nostra, gracie, pietatis et misericordie intuitu remittendum, et totaliter perdonandum; omnem infamie notam quam occasionibus hujusmodi incurrerunt, eadem autoritate et potestate abolendum totaliter, et eos ac eorum quemlibet fame, quam antea obtinuerant, restituendum; et super remissionibus, perdonacionibus et restitucionibus hujusmodi cartas, privilegia et immunitates necessaria et oportuna concedendum omnibus et singulis personis et locis qui ea requirere voluerint; et firmam graciam, pacem et securitatem nostras eis et eorum singulis habere faciendum; nobilitandum eciam personas degeneres et ignobiles secundum eorum scienciam, facultates et merita; dandum eciam salvas gardias cum nostris vexillis aut penonibus, prout in his omnibus et singulis tibi, personarum, negociorum et temporis qualitate pensata, quando et quociens expedire videbitur et fuerit oportunum; ac omnia alia faciendum et exercendum que cum assensu et voluntate dicti primogeniti nostri principis, eo presente et in ipsius absencia, in premissis nos ipsi facere possemus, si personaliter fuissemus. Datum in palacio nostro Wesmonasterii, sub magni sigilli nostri testimonio, die prima mensis julii, anno Domini millesimo ccc^mo^ septuagesimo, regnorum vero nostrorum Francie tricesimo primo, et Anglie quadragesimo quarto.

XCIX.

(8 juillet 1370.)

LETTRES D'ÉDOUARD III,

ROI D'ANGLETERRE,

Qui confirment l'acte par lequel Jean Knolles renonce à l'effet d'autres lettres du même prince, qui lui accordaient la garde et les revenus de toutes les places entre Seine et Loire, venant, par son entremise, sous la domination anglaise. (Rymer, Suppl. Ed. III, t. XI, n° 58. — Bréq. t. LXXVII.)

Le Roi, à touz ceulx qi cestes lettres verront ou orront, salutz.

Nous avons veu et diligemment regardé unes lettres seallées du seal nostre chier et foial Robert Knolles, chivaler, nostre lieutenant ès parties de France, dont la teneur de mot à mot cy-après s'ensuit :

« A tous ceulx qui cestes lettres verront ou orront, Robert de Knolles, chivaler, saluz en Dieu. Por ce qi (que) entre les aultres choses purparlées et accordées entre nostre très-redouté seigneur le roi de France et d'Engleterre, d'une part, et nous, Robert, sur la pursuite de ses guerres ès parties de France, d'autre part, est compris qui, (que,) si par aucune tretée ou accord qui purra estre fait par l'espace de deux anz proscheinz à venir entre quelconque seigneur ou parsonne dudict roialme de France et nostredit seignur le roi ou son conseil; par quel tretée, ou accord acune seignurie, chastel, ville ou terre assis dedeinz ledit roialme de France, ou parcelle tenue d'ycellui roialme par entre les ryvers de Seyne et de Loyre serra baillez ou délivrez à nostredit seignur le roi, meismes les seigniures, chasteulx, villes ou terres, seront baillez et délivrez de par nostredit seignur le roi à nous et à nostre garde et governance de nous et de noz gentz à avoir et tenir ovesqes touz les profitz, is-

sues, émolumentz et revenues d'iceulx ou appartenances à ycelles, par l'espace dessusdite, si come en certeines endentures, faites entre nostredit seignur le roi et nous, plus largement est compris; sur quoi nous, Robert dessus nomé, par bone et meure délibéracion et avisement, de nostre bon grée, volons, accordons, et il nous plest qui si, par tretée aucun ou accord fait ou à faire de la partie de nostredit seignur le roi et le roi de Navarre ou aucuns de sa partie, d'autre party, aucunes seigniures, chasteaulx, forteresces, citées, villes ou terres dudit roialme, et assises dedeinz meismes les ryvers de Seyne et de Leyre, soient ou serront en après baillées ou délivrées à nostredit seignur, et lesqueux deivent demurer à nous et en nostre garde par force desdites endenteures: qui (que) toutes tielx seigniures, chasteulx, forteresces, citées, villes et terres assises dedeinz les ryvers surnomez, serront et demurront devers nostredit seignur le roi et ses gentz ou députées et en leur garde et governance, ovesque toutes les rentes et profitz d'iceulx; et y mettront gardeins, capitains et chastellains et aultres officers et gentz; et en ordeneront et disposeront à leur franche volenté, et si come il semblera mieulz affaire à nostredit seignur le roi et à ses députez en celle partie, nonobstantes les convenances taillées et accordées par entre nostredit seignur le roi et nous, et qui compris sont en les endentures avant touchées. Donné par tesmoignance de nostre seal à la citée de Londres, le prismer jour du mois de juyl, en l'an de grâce mille trois centz septant. »

Lesquelles lettres et quant que compris est en ycelles, Nous, le Roi dessusdit, acceptons, agréons, loons et approvons à noz chiers et féalx Alayn de Buxhill, Thomas Grauntzon et Johan Bourcher, et si come en les lettres avant dites resonablement est compris et tesmoigné.

Donné par tesmoignance de nostre grant seal, à nostre palays de Westmonstier, le VIIIe jour de juyl.

C. (20 août 1372.)

MANDEMENT

D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE.

Pour l'armement des ouvriers qui l'accompagneront dans sa prochaine traversée. (Remembrances de l'Échiquier. — Bréq. t. LXXVII.)

Edward, par la grâce de Dieu, roy d'Angleterre et de France et seignur d'Irlande, à nostre amé clerc Jehan de Sleford, gardein de nostre privé garderobe deinz nostre Tour de Londres, salus. Nous vous mandons qe à vint et quatre carpenters, vint et quatre masons et quinze fêvres, facez livrer à chescun de eux un ark, une garbe de setes et deux cordes as arks, pur nostre prochein viiage sur la meer; et aussi facez livrer d'apreste à nostre cher et foial Philipes de Courteneye, vint arks, quarante garbes de setes et quatre-vintz cordes as arks par même le viage; et cestes noz lettres vous ent seront garantz. Donné souz nostre privé seal, à nostre manoir de Preston, le xxe jour d'augst, l'an de nostre règne d'Engleterre quarante-sisme, et de France trente-treiz.

N. B. Cet acte est en parchemin, sans signature; il est scellé au dos d'un grand sceau de cire rouge presque entièrement enlevé. B.

CI. (26 août 1372.)

MANDEMENT

D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

Pour des fournitures d'armes au roi de Castille et de Léon, duc de Lancastre. (Remembrances de l'Échiquier. — Bréq. t. LXXVII.)

Edward, par la grâce de Dieu roy d'Engleterre et de France, et seignur d'Irlande, à nostre amé clerc Johan de Sleford, gardein de notre privée garderobe deinz nostre Tour de Londres, salus. Nous vous mandons que à nostre très-cher filz le roy de Castelle et de Léon, duc de Lancastre, qi est à aller en notre faict de guerre as partie de delà, facez livrer de nostre artillerie quatre mill quarelx pour ladite cause, de nostre doun; et cestes noz lettres vous ent seront garant.

Donné souz nostre privé seal à Westmonstier, le xxvie jour d'augst, l'an de nostre reigne d'Engleterre quarante-sisme, et de France trente-treiz.

N. B. Cet acte est en parchemin, sans signature; il est scellé sur le dos d'un grand sceau de cire rouge, mais qui est presque totalement détruit. B.

CII. (12 décembre 1372.)

LETTRE D'ÉDOUARD III,

ROI D'ANGLETERRE,

AUX MAIRE ET AUTRES OFFICIERS DE LA VILLE DE CALAIS,

Pour leur enjoindre de faire jouir les habitants de la ville des droits et priviléges à eux accordés en parlement, sur leur requête. (Bréq. t. LVII.)

Rex, capitaneo, thesaurario, majori ac ceteris ministris nostris villæ Calesie, qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint, salutem.

Inspeximus quasdam petitiones per burgenses villæ nostræ prædictæ coram nobis et consilio nostro, in parliamento nostro apud Westmonasterium, in crastino Animarum, anno regni nostri Angliæ quadragesimo sexto, tento, exhibitas; ac responsiones earumdem per consilium nostrum factas, et in rotulis cancellariæ nostræ irrotulatas, in hæc verba :

« A très-excellent et très-redouté seigneur le Roy et à son noble Counseil, monstrent voz humblez lieges les . . . . aldreman et burgois de vestre ville de Calès, y demurantz présentementz, qui pur la recoverir de ladite ville et de païs environ qui sont destruitz de graunter illeosqes l'estaple de leynes et des autres petitz marchandises qui viendront hours d'Engleterre, Irland, Gales et Berewyk, pur illeosqes estre venduz, et nulle part ailleurs à graunt profits du roi et de roialme d'Engleterre, et à graunt seurté de ladite ville; qar quaunt l'estaple estoit plenir en partie à Caleis, et qui le capitan fit aucune chivauce sur noz ennemys, le mair de l'estaple fist guit dedeinz ladicte ove environ .c. gleyves et environ cc. archiers,

des merchantz et de leur servantz qui ne prestrent nulles gages du roi; et ore sont voides, à graund péril de ladicte ville. »

Responsio. « Soit l'estaple illocques de leynes, quirs et peaux, l'anur tant come plerra au roy; et du remanant, soit comme ad estez usez avant ces heures. »

Item. « Qui les burgeois de ladite ville de Caleys puissent franchement deviser par testament as gentz engleys lour terres, cenz et rentes deinz ladite ville, si come les burgeois fount en la citée de Loundres. »

Responsio. « Grantez est q'ils puissent deviser come ils font en Londres; mès non pas en morte main. »

Item. « Qui lesdictes burgeois, lour heirs successours et lour servantz de ladite ville puissent vendre et achater fraunchement toute manère de vitailles et marchandises qiconqes, par toutes les partz, en Angleterre, Irlande et Galles, et la ville de Berwyk, quitez de toute manère de toln, assises, custumez ou taillage, et prises ou prestacion qielconqes, veux ou nouvelx, si bien deinz toute la roialme d'Engleterre et les autres lieux avant nomez, comme en ladicte ville, haneir et eskevygnage de Calois, et en toute la seignurie nostre seignur le roy, ycels partie, except les merchandises qui touchent l'estaple. »

Responsio. « Soit le trésorier de Caleys appellez; et s'il sciet mousrer qui lesdites et taillages feurent prises en ancien temps, avant le conquest, soit prises et usez comme ils soleint; et sinon, soient oustez. »

Item. « Q'ils purront avoir coe passure pur lour bestes fraunchement, par entre Caleys et Wale, d'une part, et par entre Caleis et Sangate, d'autre part, en l'eskevygnage. »

Responsio. Eient pasture come ils soleint ancienement avant le conquest, sauvant chescun droit.

Item. « Qui par là où sont plusours meisones eschaieux et abatuz en ladite ville, si bien des seignurs come de autres, et sont aucunes devenuz ès mains du roy : desqueux parties ad le roi pardue son rente, et les guytes d'icele à graunt nosance et anientissement à les burgeois et enhabitantz deinz ladicte ville; par qoi ils vous supplient de remeide, et qui le roy donne nuls maisons en fer à terme de vie ne autrement, qui soleit porter charge des gaytes, sanz gaite fair en graund seurté et aide de ladicte ville. »

Responsio. « Soient les mesons ensi devenus ès mains du roy lessées par le trésorier de Caleys, et l'avys du capitaine, à persones englès en fée ou à terme de vie, pur la ferme anciene ou pur meindre ferme, portable cam regard as coustages nécessaires, pur la fesures et repariller de mesmes les mesons au temps du lees; et fesant les gaytes et autres charges, selon l'aférant. Et le roy voet qui touz ceaux qi ont et averont aucunes mesons illoaques de son doun fassent les gaytes et les autres charges. »

Item. « Qui chescun burgeois soit en hériter en ladicte ville dedeinz an et jour et après son serement faite, sur peyne du pardre sa franchise pur le profit du roy, et réparacion de ladicte ville; et qui nul estraung alien ne soit fait burgeois deinz ladicte ville, ne purchace en fée, à terme du vie, ne autrement, pur la fauste dudicte ville, et qui descende d'éritage resort, remeindre ne reversion, ne descende à nully par qiconqe voie ne moebles, mès tant seulement à procheinz heirs englès. »

Responsio. « Accordez est qui chescun burgeois se face enhériter en la ville deinz l'an et le jour, sur la peyne, etc. Et qui chescun vrai et loial *obéissant* au roi, puisse estre en hériter en la ville par purchace ou autrement. »

Item. « Plese à nostre seignur le roi de graunter commission as capitaine et trésorer pur bailler as gentz englez en fée les terres, et cenz, et voidez placez deinz ladicte ville, qui sont à roi, pur réso-

nable rente ; pur qei ils averont volunté de les prendre et en habiter ; et ceo fra plusours mesons enhabiter qui sont ore chaieux et destruitz, à grant parde de roi et anientissement dudicte ville. »

Responsio. « Accordé est qui ensi soit. »

ITEM. « Plese à Roi du graunter à sesdictes burgeois les terres en l'eskivinage de Caleis et en les terres de Merk, d'iceux qui estoient à lui jurez an temps du pées, et ore sont tournez et devenuz ses enemis en Fraunce, pur mesme cel rente et service q'ils portoient ancienement à lours surz. »

Responsio. « Accordez est q'ils eieint la pescherie et tous autres profitz appartenantz à la ville en ancien temps, avant le conquest. »

Et hoc vobis et omnibus aliis quorum interest innotescimus per præsentes, mandantes quod ipsos burgenses et eorum hæredes et successores burgenses dictæ villæ, libertatibus et privilegiis in dictis petitionibus contentis uti et gaudere permittatis, juxta vim et affectum responsionum prædictarum ; ipsos seu eorum aliquem contra tenorem earumdem non molestantes in aliquo seu gravantes.

In cujus, etc.

Teste Rege. Apud Westmonasterium, XII die decembris.

Per ipsum Regem et Concilium et per petitiones de Parliamento.

CIII. (Vers 1372.)

DIVERSES
REMONTRANCES ET PÉTITIONS

Adressées à Édouard par les habitants de Calais. (Bréq. t. LVII.)

CALEYS,

A nostre très-puissant et très-redouté seignor le roy et à son trèsnoble et très-sage conseil, SUPPLIENT vos simples burgeis de Caleys

que chescun que soit enhérité deins la ville de Caleys soient constreint d'estre sermenté burgeis, s'il nes soit les seignours à lour volunté, et que null home ne tiegne herbergages des estrangers, s'il neo soit burgeys et enherité deyns la ville et entaillé à demurrer en icele, et porter son charge de ladite ville en benechief et en meschief, come apartient à burgeys à faire, pur mayntenance et salvacion d'ycele.

Item. Supplient les avantdits burgeys q'ils puissent deviser cour moebles si franchement comme ils font cour tenement, et come font citeseins de Loundres.

Item. Supplient lesdits burgeys q'ils puissent entre quytes de custume et tolne des draps, lanuts et lienges q'ils amènent aldite ville, pur sustenance d'icele, si bien à l'entré come à l'issue.

Item. Que plaise à nostredit seignur le roy de granter asdits burgeys q'ils puissent avoir ratificacion de la chartre de passage pour gentz et chivalx entre Caleys et Dovorre, comme piert par la chartre à eaux granté par le roi é vostre aïel, que Dieu assoile.

Item. Supplient les avauntdits burgeys que, come plusours aliens et estrangers, demurants en la ville de Caleys, ont pris à ferme diverses terres deins ladite ville, si bien de nostre seignor le roy come des austres, ascuns à terme de dys ans et ascuns à terme de vynt ans, et sur mesme ycele terre ont édifiés, et ascuns d'eux ont grantés alienes lour estate as autres estrangers; et par grant et par lesse de tiels fermes à si longe temps, si grande nombre des aliens et d'estrangers purra enhabiter en la ville, que purra turner à grand péril en temps à vener : plese à nostre sire le roy et à son sage conseil ordeigner covenable remedy, et que vous plese de faire déclaracion des aliens qu'eux sont enhérités en fée que se marient en après as autres estrangers, si les heires de tieux aliens deyvent rejoyer leur héritage ou non.

Item. Supplient les burgeys avantdits que, comme ils ont eu charge de voider les communes fiens de la ville et les communes gutters, ils ont si grand charge et costages pur les grandes fiens des plusours hostes, si bien d'auncien temps come de le darrein host que passa illoques, il est trop chargeant pur eaux : plese à nostre sire le roy et à son très-noble conseil granter brief al capiteyn de Caleys, q'ore est ou par le temps sera, de charger les soudeours de voider les fiens que sont faits de lour propres chival.

Item. Que, comme le mair et aldermans de la ville de Caleys ont la governance de tote manère vitaille vendu en mesme la ville à retaille, plese à nostre sire le roy et à son très-noble conseil granter garant asdits mair et aldermans pur punysser et lever l'amendes de soudeours et de tous yceux que facent encontre l'ordinance de la ville.

Item. Suplient les avantdits burgeys que, come les estoit granté en parlement par chartre de nostre très-redouté seignor le roy Edward, que Dieu assoile, laquelle chartre est confermé en Parlement nostredit seignor le roy q'ore est, que l'estaple de leyns, quyrs, pealx, lanuts, plunc, esteyn, furlnage, bure, plumes, gaule, silparie et sire, que devroient estre amené hors d'Engleterre, Irland, Gales et la ville de Berwyk sur Twede, serroient amenés à la ville de Caleys et null part aillours, pur profits de roy; desquels marchandises tous les leyns, peulx, lanuts et quyrs et autres marchandises apartenants à l'estaple de Iermouth et de ycele pays et de Novell Chastell sur Fyne, et la pluis grande partie de fromage, bure, plunc, esteyn et selparie, et tot la marchandise de Irlande et de Gales, ont esté retreittes par longe temps, et son amesnés en Flandres, Holand et ailleurs, à grande damage du roy, come de perdre sa custume desdits marchandises en la ville de Caleys, si bien à l'entré come à l'issue ; et auxi où lesdits marchandises sont amené, ils neo sont my serchés par le roy, si ils soient loialment custumes

en Engleterre ou non : plese à vostre très-noble hautesse et seignurie ordeigner que tous les marchandises susdits soient constreint d'estre amenés à l'estaple de Caleys, come est contenu en lourdite chartre et confirmacion, à grant profist du roy et le roialme et amendement de la ville de Caleys.

N. B. Copié sur l'original en parchemin, d'une écriture qui paraît être de la fin du XIVe siècle. B.

CIV. (19 décembre 1372.)

LETTRES D'ÉDOUARD III,

ROI D'ANGLETERRE,

Par lesquelles il donne et transporte au duc de Bretagne, Jean V, et à ses hoirs, tout ce que ledit duc pourra conquérir en France. (Bibioth. Cotton. Julius B. VI. — Bréq. t. LXXVII.)

Edward, par la grâce de Dieu, etc. à tous ceulx qi cestes lettres verront ou oiront, salutz. Savoir vous faisons que, pesez diligeamment et considérez les grandz amours et affeccion que les nostre très-cher filz, allié et féal, Johan, duc de Bretaigne, counte de Richemond et de Mountford, avoit portez toudys envers nous, noz enfantz et subgiez; et coment il ad esté et uncores est assez enclins et de bone volonté d'avansoier nostre bien et honur, en quant il ad poeu bonement faire de bone confort et corage, de grever noz enemys et malveillantz en quelque part, terre, paiis ou règne de monde q'ils sont, et nous aider, et conseiller, et maintener, et recoverer nostre partie et droit encontre noz adversairez quelconqes, de quielqe estate, dignité, condicion ou nacion q'ils soient : nous, pur les causes susdites et autres pluseurs résonables, veul-

liantz nostre filz avantdit et ses enfantz regarder, et leur estat et honur avansoier en quant qe nous bonement purrons, come resone le voet et leie de nature, par l'advis et assentement des prélatz, seignurs et autres grandz et sages de nostre conseil: de nostre prérogative et poair roial et de bien pleiser, donons et grantons et transportons par cestes présentes lettres à nostredit filz le duc et à ses hoirs de son corps procréez, quant q'il purra recovre et conquere sur noz enemis en nostre roialme de France, soient-ils duchées, contées, viscontées, villes, chastialx, forteresses, terres, possessions ou seigneuries assis deinz nostre roialme de France, par quielconqe noun autiele q'ils soient appellez, à tenir, posséder ou avoir héritablement de nous et de nos heirs, par les services dues et accustumez, exceptez et réservez par exprès et par espécial à nous et à noz heirs toutes les domaines, régalitées, services, homages, devoirs, resortz et soveraintez appartenantz as rois et à la corone de France; et aussi réservez et exceptez les terres et possessions de seinte Eglise et de touz ceux qi sans aucun constraint ou difficulté vullent obéir, et aherder, et demorer à nostre obéissantz de lour bone grée et franche volenté, et nous aider de fait, consailler et conforter en la poursuite de nostre querele et à la recorre de nostre droit susditz. Donné, etc.

N. B. Nous avons transcrit ceci sur une copie en parchemin, laquelle paraît du même âge que l'acte même, c'est-à-dire du règne d'Édouard III. Elle est imprimée dans Rymer sous la date du 19 décembre 1372, t. III, part. II, p. 209. B.

CV. (8 janvier 1372-3.)

SAUF-CONDUIT

D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

Pour le cardinal de Beauvais envoyé par le pape auprès de Richard, pour traiter de la paix entre l'Angleterre et la France. (Rymer, Suppl. Ed. III, t. XI, n° 91. — Bréq. t. LXXVII.)

Le Roi de France et d'Engleterre, et seignur d'Irlaund, à touz contes, vicontes, barons et aultres nobles, mairs, baillifs, conestables, capitanes, chastellains de chasteaulx et forteresses et des villes fermés, gardes des pors, passages et destrois, et leur lieutenans, et à touz autres amys, alliez et bienveulliantz, menistres, subgés et féaulx establiz à qui et à quiel noz présentes lettres vendront, salut.

Pour ce qui nostre Saint Père le pape a ordenné les cardinalx de Cantorbiere et de Beauvez pur traitier de paix et concorde entre nous et nostre adversaire de France, qui, pur cause dudit traitié, entent à envoier ès parties de Flandres pardevers les dessusditz cardinalx certain ses gentz consaillers, officers ou messages : nous, à la prière et contemplacion de nostredit Seint Père, iceux gentz, consaillers, officers ou messages, leur gentz et biens à chival et à pié, jusqes à noumbre de huit-vintz parsones portantz ses présentes, avons mis et receu, et par ces présentes prenons, mettons et recevons avesqes leurs chivalers, biens et harnois quielconqes en noz sauf et seur conduit, protection, tuition, sauvegarde et défense espéciaulz, en allant, venant, retournant et séjournant par noz destroiz, jurisdiction et seignuirez, toutez désarmez ensemble ou par

parties, tant de foiz et si souvent come il leur plaira, jusqes à Brandonz proschein venant. Si mandons à vous nous dessus nomez et touz autres noz féalx et subgiez et à vos lieutenans, prions, requérons vous autres et chescun de vous, si come à soy apartiendra, qui lesditz consaillers, gentz, officers ou messages de nostredit adversaire, leur gentz, leur chivaux, biens et hernoys quielconques jusqes audit nombre, vous souffrez et laissiez paisiblement passer, repasser, séjourner et retourner par vous povoirs, passages, portz et destroitz et villes fermées, tant souvent come il lour plerra jusques au terme dessusdit, sanz meffaire ou souffrer estre mesfait à aucun d'eulx ou de leursdictes gentz en parsone, chivaux, biens ou quelconqes hernoys, mal, moleste, villenie, arrest, destourbier ou empeschement quelconqes; mais, si mestier leur est de sauf-conduit, vivres ou autres nécessités, leur en faciez avoir à leur despenz, s'il vous en requièrent; et se aucun chose estoit mesprise ou mesfaite encountre lesditz conseillers, gens, officers ou messages, leur gentz, chivaux ou biens quelconqes ou aucun d'eulx, contre la fourme et teneur de noz présentes lettres, nous volons et vous mandons que tantost et senz délay ce leur soit adrecié et amendé deuement; car ainsi le volons et nous plest estre fait pour la cause dessusdite.

Donné à nostre paloys de Westmonstier, le octisme jour de janvier, l'an de grâce mille ccc soixante et douze, et de noz règnes de France trente et un, et d'Engleterre quarantisme sisme.

CVI. (25 mai 1373.)

LETTRE D'ÉDOUARD III,

ROI D'ANGLETERRE,

Pour faire délivrer des étendards au maire de la ville de Calais. (Bréq. t. LVII.)

Edward, par la grâce de Dieu roy d'Angleterre et de France, et seignur d'Irlande, à nostre amé cler Jehan de Sleford, gardien de nostre privée garderobe deinz nostre Tour de Londres, saluz. Nous volons et vous mandons que à nostre vitailler de Caleys facez livrer, par endenture, sessante estandardes, desqueux trente soient de noz armes d'Engleterre et de France, et les autres trente de les armes de Seint-George, pur demorer en nostre ville de Caleys et y estre monstrez et despliez à l'onur de nous et de nostredite ville, quant mestier serra. Et volons que pur ladite endenture et pur ceste, vous en eiez due allouance en vostre acoute. Doné souz nostre privé seal à Westmonter, le xxve jour de may, l'an de nostre règne d'Engleterre quarante-septiesme, et de France trente-quart.

N. B. Cet acte est en parchemin, sans signature; il y a au dos les restes d'un sceau de cire rouge, et au-dessous *Redenesse*, qui est le nom du vitailler de Calais. B.

CVII. (28 juillet 1373.)

SCELLÉ

DE JEAN DE SELFORD,

Attestant avoir délivré au roi de Castille et de Léon, duc de Lancastre, diverses munitions pour les guerres de France. (Remembrances de l'Échiquier. — Bréq. t. LXXVII.)

Hec indentura testatur me, Johannem de Sleford, clericum private garderobe domini nostri regis Anglie infra Turrim Londone, liberasse die confectionis presentium, Johanni, regi Castelle et Legionis et duci Lancastrie, per manus Andree Tyndale, servientis regis ad arma, quatuor millia quarellorum et xx cofynos, pro eisdem intenssandis. In cujus rei testimonium, hiis indenturiis partes predicte sigilla sua alternatim apposuerunt. Datum Londone, xxviii die julii, anno regni regis Edwardi tertii, post conquestum quadragesimo septimo.

N. B. Cet acte est en parchemin, sans signature; il est scellé à queue d'un sceau de cire rouge dont l'empreinte est effacée. On lit au dos de l'acte : *Rex Castelle, Tyndale.* B.

CVIII. (27 mai 1376.)

1°

LETTRES D'ÉDOUARD III,

ROI D'ANGLETERRE,

Par lesquelles il ordonne de rendre quelques navires de commerce français saisis durant la trêve.

2°

Signification des mêmes lettres à Philippe de Courtenay, amiral d'Angleterre (Rymer, Suppl. Ed. III, t. XI, n° 147. — Bréq. LXXVIII.)

Rex ballivis villæ de Gawonde, salutem. Ex parte nonnullorum mercatorum et aliorum de partibus Normandie et Picardie, et aliis partibus Francie, accepimus quod, cum initis inter nos et illos de Francia treugis per certum tempus duraturis, iidem mercatores, sub spe securitatis treugarum earumdem, regnum nostrum Anglie cum navibus, bonis et mercandisis suis advenerint; ipsi tamen ac eorum naves, bona et mercandise, ad sinistram procurationem quorumdam subditorum nostrorum suggerentium quosdam subditos nostros, ac eorum naves et bona, infra potestatem Francie, post captionem treugarum predictarum capta et detenta fuisse, per vos et alios, arestati existunt et sub aresto detinentur minus juste. Nos, ex relatu plurimorum attendentes quod omnes et singuli subditi nostri in dictis partibus Francie nuper capti et arestati, una cum navibus, rebus, bonis et mercandisis suis, virtute treugarum preteritarum dearestantur et deliberantur indempnes, et volentes treugas illas pro parte nostra fideliter et inviolabiliter in omnibus

observari, vobis precepimus quod omnes mercatores et alios de predictis partibus Francie, si qui post captionem treugarum predictarum contra effectum earumdem per vos arestentur vel capiantur, simul cum navibus, bonis, rebus et mercandisis suis quibuscunque, sine dilatione dearestari faciatis; et ipsos, quocunque sibi placuerit, se transferre libere et absque impedimento aliquo permittatis; et insuper in locis infra villam predictam, ubi melius expedire videritis, publice proclamari et ex parte nostra firmiter inhiberi faciatis, ne quis subditus noster, cujuscunque status seu conditionis fuerit, aliquem mercatorem vel alium de dictis partibus Normandie, Picardie et Francie, contra vim, formam et effectum dictarum treugarum, durantibus eisdem treugis, arestare seu sub aresto aliqualiter detinere presumat, sub periculo quod incumbit.

Teste Rege, apud Westmonasterium, XXVII die maii.

Per Consilium in Parliamento.

Rex dilecto et fideli suo Philippo de Courtenay, admirallo flote nostre navium ab ore aque Thamisie versus partes occidentales, et ejus locum tenenti, salutem.

Ex parte nonnullorum mercatorum et aliorum, etc. *ut supra usque* « ibi permittatis » *et tunc sic :* Ipsos contra vim, formam et effectum dictarum treugarum, durantibus eisdem treugis, non arestante seu molestante quovis nostro.

Teste, *ut supra.*

Per idem Consilium.

CIX.

(23 juillet 1376.)

LETTRE D'ÉDOUARD III,

ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il vidime une pétition des prud'hommes de Calais, avec la réponse y faite, et leur en donne une expédition. (Bréq. LVII.)

Rex, omnibus ad quos, etc. salutem.

Inspeximus quandam petitionem pro parte burgensium et proborum hominum ville nostre Calesie coram nobis et consilio nostro, in ultimo parlamento nostro apud Westmonasterium nuper tento, exhibitum, ac responsionem sive indorsamentum ejusdem ibidem factam, in hec verba:

Item, que come ladite ville a été gouvernée par diverses loies puis la conqueste, premièrement par les anciennes loies du pays, et après par la chartre de XXVI meirs et aldermans, supplient lesditz burgeys que, si aucun plée de terres, tenementz ou d'autres, sourde par entre partie et partie des aliénacions faites par les anciennes loies, q'ils soient amenez et adjugez selonc les lois usées en le temps des aliénacions faites.

Responsio. Les aliénacions des terres et tenementz faites puis le temps que le rey avoit le gouvernement, en temps que les loies du paiis furent usées et avant les novelles lois faictes, estoient en lour force si avant come elles deussent, selonc les lois adonques usées.

Nos autem tenores petitionis et responsionis sive indorsamenti predictorum, ad requisicionem burgensium et proborum hominum dicte ville Calesie, duximus exemplificandos per presentes.

In cujus, etc. T. R. Apud Westmonasterium, XXIII die julii.

CX. (23 août 1376.)

LETTRES D'ÉDOUARD III,

A JEAN AUSTYN ET A JEAN LAKYNGHÈTE, ET AUTRES,

Par lesquelles il leur enjoint de bien garder et défendre le château de Brest et de ne le remettre à personne. (*Franc. Rot.* an. 50 Ed. III, membr. 9. — Bréq. t. LX.)

Le Roi, à nos amez et foialx Johan Austyn et Johan Lakynghèthe, chivalers, et à tous nos autres liges demoraunz en le chastel de Brest, saluz.

Por ce que nostre très-cher filz Johan, duc de Bretaigne, par la consail et abetement de ascuns Bretons, est alez en Flaundres sans scieu de nous, et ne savons à quele entente ne par quele enchesone : vous mandons et chargeons fermement, sur la foi et ligeaunce que vous nous devez, et sur peine de forfaiture de quant que vous pourriez forfaire envers nous, et d'estre réputez pur noz rebelles à touzjours, et come vous désirez l'onour et profit de nous et de notre realme d'Engleterre et la salvacion de vous touz, que, veuez cestes lettres, ne suffrez dez lors demourer dedeyns ledit chastell nulle manière de gentz fors ceux queux vous saurez nos liges bienveullantz et vrais obéissans; eyns soyez diligentz sur la sauvegarde et bone governance dudit chastell à touz voz loialx poairs, et ne vendrez, ne levvrez, ne soeffrez être renduz ne livrez ledit chastel à nulle persone du monde qi que ce soit, sans expresse mandement de nous, si come nous fions en vous et en vos loialtez, combien que le duc par cas entvorroit demander livrée en sa personne ou par lettres à l'oeps de luy-mesme ou d'autrui; entendant toutes voies que nous n'avons pas l'entent de faire riens qui soit à déshé-

ritance dudit duc; mès que ledit chastel soit seurement gardez par les noz et desous nostre obéissance, tant que nous soyons vrayment appris de l'entente de nostredit filz et de son port envers nous, et vous en eyez de nous autre expresse mandement. Donné par tesmoignance de notre grant seal, à Plesse, le XXIII[e] jour d'augte.

Semblables lettres sont directez à les sousescriez, c'est assavoir :

Johan Cornewaile, capitain du chastel de Orray, et à tous nos autres liges demorans en ledit chastel. Donné, *ut supra.*

Thomas Norreys, capitain de chastel de Saint-Matheu, et à tous noz autres liges demeurans en ledit chastel. Donné, *ut supra.*

CXI.

(24 octobre 1377.)

LETTRES DE RICHARD II,

ROI D'ANGLETERRE,

Accordant aux navires de Guyenne la permission de se charger dans le port de Londres de certaines menues marchandises y énoncées. (*Rot. Vascon.* an 1 Rich. II, memb. 10. — Bréq. t. LXXVIII.)

Rex collectoribus custumarum nostrarum in portu Londonee, salutem. Quia de assensu prelatorum, magnatum, et aliorum in presenti parliamento nostro, ordinavimus quod mercatores civitatum nostrarum Burdegale et Baione ac aliarum villarum nostrarum de amicicia nostra in partibus Aquitanie, qui vina infra regnum nostrum Anglie detulerint et ex nunc deferrent, blada, pisces, carnes, casium, butirum, cepum et quecumque alia et aliorum fidelium nostrorum ibidem, nec non zonas de corio, bursas, ligulas

vocatas *pointz*, pennaria, pelles damorum, multonum et caprarum, ac eciam lectos de worssede, in regno nostro Anglie emere et ea ad dictas partes Aquitanie, ad commodum suum inde faciendum, solutis prius custumis, inde apud villam nostram Calesie nobis debitis, libere traducere possint, aliqua ordinacione in contrarium facta nonobstante : vobis mandamus quod ipsos mercatores et eorum quemlibet hujusmodi victualia et alias hujusmodi minutas mercandisas per ipsos empta et emenda, in portu predicto carcare, et ea ad dictas partes Aquitanie, solutis prius custumis predictis, libere traducere permittatis, in forma predicta; dum tamen iidem mercatores coram vobis juramentum prestent corporale quod ipsi dicta victualia et mercandisas ad dictas partes Aquitanie et non ad alias partes orientales vel boriales, in partibus transmarinis preterquam ad dictam villam nostram Calesie, aliqualiter traducant seu traduci faciant quovismodo. Teste rege, apud Westmonasterium, XXIIII die octobris.

CXII.

(1er février 1378.)

LETTRES DE SAUVEGARDE

ACCORDÉES PAR RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

AUX MOINES ÉTRANGERS

Qui avaient pris à ferme divers prieurés situés en Angleterre et dépendants d'abbayes situées en France, lesquels prieurés avaient été saisis au nom de ce prince. (Rymer, Suppl. Rich. II, vol. I, n° 57. — Bréq. t. LXXVIII.)

DE PROTECTIONIBUS PRO PRIORIBUS ET ALIIS ALIENIGENIS.

Rex universis et singulis vicecomitibus et tam infra libertates quam extra ad quos, etc. salutem.

Quia Johannes de Preston, de comitatu Westmorelandensi, Johannes Burton et Johannes Draix, de comitatu Lincolnensi, manuceperint coram baronibus de scaccario nostro, pro fratre Michaele Rogers, priore prioratus de Longebenyngton, alienigena, cui custodiam prioratus predicti et omnium terrarum, tenementorum et possessionum ad eundem prioratum spectantium, per alias literas nostras patentes commisimus, pro certa firma nobis inde annualiter reddenda; quod idem frater Michael tanquam fidelis Anglicus se in omnibus bene geret: volentes, pro quiete et securitate prefati prioris, graciose prospicere ne contingat ipsum pro mora sua infra regnum nostrum Anglie, pretextu ordinationis in parliamento facte, arestari, molestari aliqualiter seu gravari; suscepimus ipsum priorem in regno nostro Anglie morando et hinc inde, quotienscumque et ubicumque voluerit, infra idem regnum se divertendo, prout ante ordinationem predictam facere potuerit, ac homines et servientes suos Anglicos, nec non prioratum predictum et omnia terras, tenementa et possessiones ad eundem prioratum spectantia, in protectionem et defensionem nostras speciales, ordinatione predicta seu proclamationibus inde factis non obstantibus. Et ideo vobis mandamus quod ipsum priorem in regno nostro predicto morando et hinc inde, quotienscumque et ubicumque voluerit, infra idem regnum se divertendo, prout antea facere potuit, ac homines et servientes suos anglicos, necnon prioratum predictum, ac omnia terras, tenementa et possessiones ad eundem prioratum spectantia, manuteneatis, protegatis et defendatis; non inferentes eis, vel quantum in vobis est ab aliis inferri permittentes, in personis, bonis seu possessionibus suis aliquibus, injuriam, molestiam, dampnum, arestum, impedimentum aliquod seu gravamen; et si quid eis forisfactum sive injuriatum fuerit, id eis sine dilatione corrigi et reformari faciatis. Nolumus enim quod de bladis, equis, fenis, carriagiis, bobus, vaccis, porcis, ovibus aut aliis animalibus, victualibus sive ceteris bonis et catallis eidem prioratui spectantibus, ubicumque in domibus, maneriis, grangiis et aliis locis eidem prioratui spectantibus, in custodia ipsius prioris, ballivo-

rum, hominum et servientum suorum predictorum existentibus quicquam capiatur.

In cujus, etc. quamdiu nobis placuerit duraturas. Teste Rege. Apud Westmonasterium, prima die februarii.

Per Consilium et per billam Thesaurarii.

Consimiles litteras regis de protectione habent subscripti per manucapcionem subscriptam, videlicet :

Frater Johannes Bucket, prior prioratus de Hayling, alienigena, per manucapcionem Johannis de Monte-Acuto, senioris de comitatu Suthemptonensi, Willelmi Cheyne, de comitatu Sussex, Johannis Tank et Thomas Stakel de comitatu Suthamptonensi.

Teste, *ut supra.*

Frater Ricardus Ruccole, procurator domus Leprosorum Sancti-Egidii de Monte-Adomari, et custos ecclesie de Stourmynster, mareschallus, alienigena, per manucapcionem Willelmi de Monte-Acuto, comitis Sarum et Edwardi filz Herbert, chivaler, de comitatu Dorsensi.

Teste, *ut supra.*

Frater Willelmus Herberd, prior prioratus de Ware, alienigena, per manucapcionem Willelmi Burgher, de comitatu Leycestrensi, Rogeri de Blabi, de eodem comitatu, et Willelmi Thirvyng, de comitatu Northamptonensi.

Teste Rege. Apud Westmonasterium, quarto die februarii.

Frater Radulphus Auzeree, prior prioratus de Noiona et Novo-Mercato, alienigena, per manucaptionem Ricardi Hydefeld et Thome More, de comitatu Berkensi.

Teste, *ut supra.*

Frater Johannes Fever, prior de Hagh, et frater Egidius Peres, socius et canonicus ipsius prioris, alienigene, per manucapcionem Johannis de Repyngale junioris, et Willelmi de Helpryngham, de comitatu Lincolnensi.

Teste, *ut supra.*

Frater Johannes Seint-Clut, monachus prioratus de Okborne, alienigena, per manucapcionem Johannis Seynee de Sancto Neoto, Johannis Zerd de Rokeldon, de comitatu Huntingdonensi, et Johannis Schirborne, de Shirborne in comitatu Dorsensi. Omissa illa clausa « Nolumus. »

Teste Rege. Apud Westmonasterium, tertia die februarii.

Per Consilium.

Frater Clemens Hulyn, prior de Tostes, alienigena, per manucapcionem Thome Nivenham, clerici, de comitatu Northamptonie, Johannis Cassy, de comitatu Wygornensi, et Johannis Fraunceys de Biggyngges, de comitatu Derbiensi. Omissa illa clausa « Nolumus. »

Teste, *ut supra.*

Frater Radulphus Maglok, procurator abbatis de Lyra, alienigena in Anglia, per manucapcionem Thomæ Oldecastel, Riccardi Nassh, Johannis Gomond, Rogeri Page, Edwardi Lone, Nicholai Prill et Rogeri Page, de comitatu Herefordensi, et Johannis de Waldene, clerici, de comitatu Gloucestrensi. Cum clausa « Nolumus. »

Teste Rege. Apud Westmonasterium, VIII die februarii.

Per Consilium et per billam Thesaurarii.

Frater Johannes de Sancto Georgio, monachus prioratus de Sancto Neoto, alienigena, per manucapcionem Johannis Seyned de Sancto Neoto, Johannis Lordi de Rokesdon, de comitatu Hunting-

donensi, Johannis Shirbourne de Shirbourne, de comitatu Dorsensi, Willelmi Alte-Water de Sharnebrok, Thome Freeman de Bedeford, de comitatu Bedefordensi, et Edwardi Metteleye de Manstok, de comitatu Warwicensi. Omissa illa clausa « Nolumus. »

Teste Rege. Apud Westmonasterium, III die februarii.
Per Consilium.

Frater Willelmus Appenile, monachus prioratus de Sancto-Neoto, alienigena, per manucapcionem Johannis Seyned de Sancto-Neoto, Johannis Lord de Rokesdone, de comitatu Huntingdonensi, et Johannis Shirbourne de Shirbourne, de comitatu Dorsensi. Omissa illa clausa « Nolumus. »

Teste, *ut supra.* Per Consilium.

Frater Johannes Clerebeek, monachus prioratus de Goldclyne, alienigena, per manucapcionem Willelmi Altewater de Sharnebrok, Thome Freman de Bedeford, de comitatu Bedefordensi, et Edwardi Meteleye de Monstoke, de comitatu Warwicensi. Omissa clausa « Nolumus. »

Teste, *ut supra.* Per Consilium.

Frater Petrus de Novo-Castro, procurator abbatis Cistercii, ecclesie de Scardeburgh, per manucapcionem Hugonis Ardern, Willelmi Crewell, Willelmi de Willeby, et Henrici de Ruston, de comitatu Eborum. Omissa illa clausa « Nolumus. »

Teste Rege. Apud Westmonasterium, VIII die februarii.
Per Consilium et per billam Thesaurarii.

Frater Johannes Drieu, prior prioratus de Tykford, per manucapcionem Johannis Lee de Londonia, Johannis Olneye et Roberti Tothall, de comitatu Bukinghamensi. Cum clausa « Nolumus. »

Teste Rege. Apud Westmonasterium, xx die februarii.
Per billam Thesaurarii.

N. B. On trouve dans le même rôle grand nombre de ces sortes de lettres accordées à des religieux de différentes abbayes d'Angleterre originaires des provinces de France. B.

CXIII. (Vers 1378.)

PASSEPORT

Pour les navires transportant des pierres de Caen en Angleterre, pour la construction du palais de Westminster. (Rymer, Supp. Rich. II, t. V, n° 116.—Bréq. t. LXXVIII.)

Richard, etc. A tous noz justices ou lour lieutenantz, viscontes, capitains, admiraux, vis-admiraux, gardes de chasteux, villes fermées, de portz et de passages, et as autres noz subgiz, officers et ministres queconques, et à touz noz autres amis, alliez et bienveullantz tant par deçà...., salut et dilection. Come Peryne, carpenter, et Johan Bandewyne de Fraunce, eient empris de nous servir et purvoier de pere de Came (*sic*) pur noz oeveraignes deinz nostre palois de Westmonster, pur noz deniers resonablement ont à paier : si donons en maundement par le teneur de ces présentes à vous, noz subgiez, officers et ministres susditz; prions et requérons vous, noz alliez, amis et bienveullantz, que lesditz Peryne et Johan Bandewyne et lour compaignons, ovesque lour niefs, vesseaux et mariners qui nécessairs lour serront, en venantz en nostre roiaume d'Engleterre ovesque ledit pere, vous lessez et soeffrez passer par terre ou par meer parmy vos destroi, jurisdictions et poairs, et y demorer et retournir paisiblement et saunz aucun destourber ou empeschement durant le temps que nous en averons busoigne; et si aucune

chose soit fait au contraire, le facez duement et saunz délay corriger et réformer.

En tesmoignance de quele chose, nous avons fait faire cestes nos lettres patentes. Donné, etc.

CXIV.

(2 avril 1379.)

ACTE

Par lequel Jean Lamb s'oblige de servir, aux conditions y portées, le roi d'Angleterre dans la guerre d'Aquitaine. (Échiquier des Remembrances. — Bréq. t. LXXVIII.)

Ceste endenture faite par entre nostre seignur le roy, d'une part, et Johan Lamb, esquier, d'autre part, tesmoigne que ledit Johan est demorez devers nostredit seignur le roy ovesque dys hommes d'armes, li mesmes a comptez deinz meisme le nombre, bien montez et arraiez pur la guerre, come affiert à leur estatz, pur servir nostredit seignur le roy ès parties d'Aquitaigne, en la compaignie du sire de Nevill, lieutenant de nostre seignur le roy illoeqes, par un demy-an, commenceant le jour que ledit Johan et sa retenue avantdite serront monstrez à la meer et prestz pur eskiper et passer vers les parties avandites. Et prendra ledit Johan pur li mesmes et pur les autres gentz d'armes avantditz, pur ledit demy-an, doubles gages et double regard de guerre acustumez; desqueux gages et regard pur ledit demy-an, il sera paiez de l'une moitée en mayn, avant son départir de Londres, et de l'autre moitée à la meer, avant son passage. Et en cas que ledit sire de Nevill demorge plus avant lieutenant de nostredit seignur le roy en lesdites parties, ledit Johan sera tenuz de servir nostredit seignur le roy illoeqes ovesque la retenue avantdite en la compaigne dudit lieutenant, tan come il ensi demorera

en dit office durant un autre demy-an ou dedeinz, pregnant de nostredit seignur le roy ès dites parties par les mayns dudit lieutenant ou du conestable de Burdeux, pur le temps que ledit Johan enservira durant ledit second demy-an, autieux gages et regard pur sadite retenue come ledit lieutenant prendra à mesme le temps de nostredit seignur le roy pur sa retenue propre en mesmes les parties d'Aquitaigne. Et sera ledit Johan ovesque sadite retenue entendant audit lieutenant et à ses commandementz en quan que touche le service de nostredit seignur le roy partout le temps avantdit; et aura mesme celui Johan suffisante eskipeson pur lui et pur sadite retenue, et pur leur gentz et chivalx, as coustages de nostredit seignur le roy pur leur passage de la meer; et serra à la meer ovesque sa retenue avantdite à Plymmuth, au moy de Pasque prochein, prestz pur passer vers les parties susdites. En tesmoignance de quele chose, à la partie de ceste endenture demorant vers ledit Johan nostredit seignur le roy ad fait mettre son privé seal. Doné à Westmonster, le second jour d'averill, l'an du règne de nostredit seignur le roy, second.

N. B. L'acte en l'autre part est une endenture partagée en lignes ondées avec intersection de lettres où il semble qu'on reconnaît plusieurs de celles qui entrent dans le mot *Cyrographum*. Il est en parchemin, sans signature, et scellé à queue d'un sceau de cire rouge, qui est presque entièrement détruit, où l'on peut apercevoir, cependant, que l'écu était écartelé de France et d'Angleterre, savoir : aux 1 et 3 fleurs de lys sans nombre, et 2 et 4 les trois léopards.

Cet acte paraît être de la deuxième année du règne de Richard II, vers l'an 1379. Ce fut le temps où Jean de Nevill passa en Aquitaine pour y commander au nom du prince. (Voyez les Rôles gascons, p. 165.) Jean Lamb servit en Aquitaine à plusieurs reprises sous le règne de Richard. Il y passa la septième et la quinzième année de son règne, comme il paraît par les Rôles français, p. 146 et 164. B.

CXV. (Avril 1379.)

PÉTITIONS

Des habitants de Calais au parlement d'Angleterre, avec les réponses, 1° sur l'estaple des laines, etc. 2° sur leurs draperies et boucheries; 3° sur la libre disposition, par testament, de leurs meubles comme de leurs immeubles; 4° sur l'exemption de droits pour leurs draps, victuailles, etc. 5° sur leurs priviléges de n'être jugés que selon leurs propres lois.

SEQUITUR QUEDAM SUPPLICATIONES PRO VILLA DE CALESIA.

A notre très haut et très puissant seignour le roy et son très noble et très sage conseil, monstrent vos simples bourgeois de Caleis que, come les estoit grantez en Parlement par chartre de notre très redouté seigneur le roi Edward, qi Dieux assoille, laquelle chartre est confermé en Parlement par nostredit seignour le roy q'or est, que l'estaple des leynes, quirs, peaux, lannutz, plountz, esteyns, furmage, buir, plumts, gaule, selparie et sire, que devroient estre amesné hors d'Engleterre, Irland et Gales et la ville de Barewyke sur Twode, serroient amesnés à la ville de Caleys et nul autre part aillours pur profit du roy; desquelles marchandises, leynes et peaux, lannutz de Jernemoth et d'icelui pays, et grant partie de frumage et de buyr, de plount et d'esteyn, et marchandises d'Irland et de Gales, ont esté retraites pur longtemps et sont amesnés en Flandres et ailleurs, à grant damage du roy, come de perdre sa custume desdites marchandises à la ville de Calais, si bien à l'entré come à l'isseue; et auxi oue lesdites marchandises sont amesnés ils ne sont mye serchez pur le roy s'ils soient loïalement custumés en Engleterre ou noun : plèse à vostre très noble hautesse et seignourie ordener que toutes marchandises susdites soient cons-

treints d'estre amesnés à l'estaple de Caleys, come est contenu en leurdite chartre et confirmation, à grant profit du roy et amendement de ladite ville.

Réponse. QUANT à cet primer article, le roy voet que la chartre estoise en sa force en touz points, fors pris des choses qu'ont congié en Parlement puis la date de mesme la chartre, de passer aillours.

ITEM d'enquere, pur profit du roy, de diverses marchandises que duissent estre amesnez à l'estaple en la ville de Caleis, et sont amesnés en Flandres et aillours, à grant préjudice et damage du roy: plèse à conseil nostre seignour le roy faire venir un foitz en l'an toutes les cokettes de les custumers de toutz les portz d'Engleterre, Irland et Galeis, et auxint toutes les cokettes del sercheorir de Galeis, pur examiner l'un cokett encountre l'autre; et isint purra homme savoir queux marchantz ont amesnez lour marchandises aillours que à Caleys, encountre l'ordinance del parlement à la chartre, et pur icelle voir le roy poet avoir grant profit des forfaitures de ceux q'ont fait encontre l'ordinance avantdite; et soient les custumers chargez que null alien fasse esqipper nulles marchandises à null port d'Engleterre fors que on niefs ovesque les biens d'autres marchantz engleis; et que lesdites aliens trovent suffisante seuretés pour inemprise d'Engleis, devant lour départie hors del port, de les amesner à Caleys et null part aillours, sur peine de loursdites biens, issint amesnés, et lours personnes d'estre emprisonnez à la volenté le roy.

Réponse. LE ROY adgrantez cet article en touz pointz des choses, en Engleterre tant seulement; et voet que par fourme, par mesme article, bone ordinance en soit faite et proclamé en touz les portz d'Engleterre, et sur ce soient breifs et mandements faitz si bien as trésor et thésorer de Caleis, come a les custumers desdits ports, lours chargeantz estroitement q'ils facent venir et porter d'an en an

à les aptaves de Seint-Michel, à plus tard, à l'eschequier nostre seignour le roy, touz lesditz cokettes ensemble ovesque toutes les seuretées issint faites asditz ports d'Engleterre per obligacions ou en autre manère, au fyn que les trésorer et barons deldit eschequier il purront loialment estre acertez de la pleine vérité, et partout purront ordeiner oultre pur le profit nostre seignour le roy en celle partie comme mieltz lour semblera.

Item. Come granté estoit par ladicte chartre asditz burgeys, en sustentation des plusours charges q'ils deveront faire et supporter deins ladite ville, l'assisse du pain, vin et de cervoise, et l'estalage des drapers et de bochiers et aultres marchantz illoqes, ore vient le trésorer de Caleys et les voel ouster d'un partie de la Grant Sale en laquelle les bochiers tiennent lour bocherie, par vertu et mandement d'une lettre du prince sealé per suggestion niont resonable; laquelle sale dudit trésorer les délivrera par virtu d'un breif du roy à la primer granté de lourdite chartre; et ont toutdis depuis et plusours ans a devant esté en possession : plese à votre très-noble hautesse et très-gracious seigneurie granter asdites burgeis q'ils puissent rejoier ladite sale ovesque l'estalage des drapers et de bochiers avant nomez, selonc la tenure de chartre et confirmation et usage avant dictes; qar si ladicte sale lour soit détein, ils n'averont lieu où en tenir la draperie, ne la bocherie, ne les loys de la ville suisdite.

Item. Come lour estoit granté en ladicte chartre q'ils puissent deviser en testament lours terres et tenementz auxi franchement come les citizens de Londres, supplient les burgeis q'ils puissent deviser en testament lours moebles auxi franchement come lours terres et tenements dessuisditz, nonobstante aucuns articles, usages ou custumes usées en lesdictes parties, selonc les anciens loix, parceoque, per ycellys, le baron ne poet rien diviser à sa feme ne la feme à son baron.

Item, supplient lesdictes burgeis q'ils puissent estre francz de custume et de tolloun des draps, lanuz et liengez q'ils amesnent à ladite ville pour la sustenance d'ycelle, si bien à l'entré come à l'issu, come lour estoit granté per chartre nostre seignour le roy, qi Dieux assoile, q'ils deveroient estre auxi frankes come les burgeis estoient illocques en antien temps, que lesqueux le trésorer de Caleys ad eue plusours mandementz de certifier al conseil nostre seignour le roy q'or est, par quoi ils ne deveroient mye estre quitz desdictes custumes; laquele certification il n'ad mye fait.

Réponse. Quant as vitailles nécessaires pur lours despenses, il plest au roy.

Item. Monstrent les maire et aldermen de ladite ville que, come ils avoient rendus un jugement selonc les loys et usages anciennement en ladicte ville, come lour chartre fait mention, per entre William de Montagu, conte de Salesbury, procuratour et altorné de Johan de Buterleigh, et Alice, sa femme, exécutrice du testament William Tenturer le puisné, n'adgaires citizein de novel Salesbury, et aultres exécutours dudite Alice del testament dessuis dit, demandant, et William Gilbert de Salesbury, défendant en un plée de dette, lequiel jugement l'avantdit Wiliam Gilbert fist appeller envers le conseil nostredit seignour le roy; et par lequieu jugement coriger, certains commissaires estoient assignés per commission nostre seignour le roy suisdict à la dénomination ledit William Gilbert, lesqueux comissaires ont affermé ledit jugement selonc les loys avantdites: supplient les avantdites maire et aldermen, et si ledit jugement serra autre foitz corrigé, il purra estre corrigé par tielles gentz qi tiennent les loys dudit pays, car la loy d'Engleterre est expressément encontre lour chartre, s'il ne soit des terres et tenement, considéré que, depuis le conquest, n'estoient unques jugements qe fuist rendu en ladite ville par les loys d'Engleterre.

Réponse. Soit ladite chartre et les franchises de Caleys monstrées en la chancellerie, et illocques appellez les parties, les justices et les sergeantz le roy. Si per inspection de mesmes les chartre et libertées purra apparoir que la chose appartient à le discussion de la courte le roy en Engleterre, adonqes illocques soit remandez à Caleys pour y estre terminez selonc les loys et usages du pays.

N. B. Extrait des rôles du parlement tenu à Westminster, dans la quinzaine de Pâques, l'an II de Richard II. B.

CXVI. (14 mai 1379.)

LETTRES DE RICHARD II,

ROI D'ANGLETERRE,

Qui déclarent Jean, duc de Bretagne, comte de Richemont, et ses hommes, exempts de tous droits en Angleterre, par rapport audit comté de Richemont. (Rymer, Suppl. Rich. II, t. V, n° 126. — Bréq. t. LXXVIII.)

PRO COMITE RICHEMUNDIÆ.

Rex universis et singulis vicecomitibus, majoribus, ballivis, ministris et fidelibus suis ad quos, etc. salutem.

Quia carissimus frater noster Johannes, dux Britannie et comes Richemundie, ac homines et tenentes sui de comitatu Richemundie, quieti esse debent, ipsique et omnes alii comites Richemundie ac eorum homines et tenentes de comitatu predicto, a tempore cujus contrarii memoria hominum non existit, quieti esse consueverunt de prestatione theolonii per totum regnum Anglie, sicut dicunt : vobis et cuilibet vestrum precipimus quod, si ita est, tunc ipsum

nunc comitem ac homines et tenentes suos predictos de hujusmodi theolonio vobis de bonis suis prestando, quietos esse permittatis, prout inde quieti esse debent; ipsique et omnes alii comites predicti ac eorum homines et tenentes de comitatu predicto, de hujusmodi theolonio a tempore predicto semper hactenus rationabiliter quieti esse consueverunt.

Teste Rege. Apud Westmonasterium, XIIII die maii.

Et erat patens.

CXVII. (1380.)

PÉTITIONS

DES HABITANTS DE CALAIS AU PARLEMENT D'ANGLETERRE,

AVEC LES RÉPONSES,

1° Sur leur droit de n'être cités en justice hors de leur territore; 2° sur le lieu de leur boucherie. (Bréq. t. LVII.)

SEQUITUR BILLA PRO VILLA CALESIE.

A NOSTRE très-redouté et très-excellent seignor le roy, supplient povres liges burgeus de la ville de Caleys que, come vostre gracious aiell, qi Deux assoile, par sa chartre qele vous, très-redouté seignor, avez confermé, lours grants conussance de toutez maniers des causes et quereles, si bien des terres et tenement, come des trespassez, dettes, accomptes et auters contractz queconques, c'est assavoir des terres et tenement selonc la loy d'Angleterre, et des trespassez, dettes, accomptes et toutz auters contracts, selonc la loy et usage illocques anciennement accustumez, et que nulles desdites burgeys, ne lours heires, soient amenées en plée hors de franchise dedite ville par voz briefes, n'en null auter manir, sinoun par voie d'errour ou que la cause

touche vous-mesme ou vos heirs, come esdites chartre et confirmacion pluis pleinement appert : que plèse à vostre très-excellente seignorie granter à vosdites burgeis, par vostre graciouse chartre, que, si avigne et ascun appelle ou pleint soit fait en temps à venir des ascunes errors comprises en lour jugements, donez selonc lours loys et usages avantdites que bones et sages gents q'ont connoissance des mesmes lois et usages, purrent estre assignez vos commissairs à trier et justifier mesmes les errors, si ascuns y soient en mesmes les parties, par avis et counseil des sages gentz du mesme le paiis, que des tielx loies et usages moeltz en ont conissance, et nul part aillours; et que voz liges illocques ne soient mye chasés de venir par deçà de méere à chascune suggestion, pur péril que poet avenir si bien à vostredite ville pur lour absence, come as vosdites liges de lour vies en tieux venuz, si bien de l'aventure de méere come de lour enemys; ayant auxi regarde, très-douté seignor, que de vosditz burgeys jamais devant ces heures furent compellez de venir hors de leursdites franchises, nulle part ailleurs, pur tielle cause.

Item. Prient vosditz burgeis que, come devant ces heures ils avoient un de voz maisons appellé la Grande Sale en Caleys, pur l'estalage de lours bocheries, leqels ils on long temps evue en possession, est ores pris en vos mains par vostre trésorer à vostre oeps : que plèse à vostre très-excellent seignorie granter à vosditz burgeis et lours heirs, un voide de place q'est joignant sur mesme la Sale, versus le souht, q'est de nulle value ne profit à vous ne à null autre, pur édifier et ordeiner pur l'estalage avantdit, sanz fée païer pur la charter, ent affaire pur Dieux et en oevre de chartée.

Réponse. Quant à la correccion et redresté de tieulx errours, si nulles soient dèsors comprises, et jugement à rendre par lesditz mair et jurez, selon loursditz usages et custumes de dettes, trespassez, accomptes, revenances et d'autres contracts et accions personnelles quelconcques escheutz deinx lourdite ville et la jurisdiccion d'icelle, sinoun oue la chose touche nostre seignour le roy ou ses heirs

mesmes : nostre seignor le roy ce lour ad grantez et lour octroie q'il ferra assigner par ses commissions de temps en temps, quant embusoigne et il soit sur ce requis des suffizantz gentz qi mieltz scievent desdites custume et usages et de tieux avantditz, come lui plerra, as coustages de partie. Et le roy voet que lesditz suppliantz, ne lours successours, ne soient constreintz dès ore de venir par deçà par null tiel errour, excepté seulement pour errour fait ès quereles où le roy est partie, et ès plées des terres et tenements. Et quant al second article, en soit diligamment enqués par briefe de *ad quod dampnum;* et, celle enqueste retorné en la chancelarie d'Engleterre, si trové soit que ne purra tourner à damage ou préjudice de nostre seignor le roy ne à désease de nule autre personne, soit mesme la place grantez à eux et à lours successors à tenir du roy, per le service de VII^{s} VIII^{d} annuelment, pur édifier convenablement à l'oeps avantdit, sans damadge faire al grant Sale du roy illoques, ou à aucune singulère personne en mesme la ville, en aucune maners. Et soient cestes deux grantez ou grant du roy adjoustez à lour chartre, s'il les veullent demander, sanz fin ent païer.

N. B. Extrait du rôle du parlement tenu à Westminster la troisième année du règne de Richard II. B.

CXVIII. (10 avril 1380.)

MANDEMENT

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Pour informer des excès commis par Garcias, seigneur d'Ausseran, contre l'autorité anglaise en Guyenne. (Rym. Suppl. Rich. II, vol. 1, n° 159. — Bréq. t. LXXVIII.)

DE AUDIENDO ET TERMINANDO DE GARCIA DOMINO AUSSERANO.

Rex, dilecto et fideli suo locum nostrum tenenti in ducatu nostro Aquitaniæ, qui nunc est, vel qui pro tempore fuerit, salutem.

Audivimus quod Garcias, dominus de Ausserano, in Aquitania quam plura rebelliones, extorsiones, injurias, dampna et excessus, tam nobis quam officiariis et ligeis nostris in partibus illis, contra ligeantiam suam, sepius commisit et perpetravit; et in dies committere et perpetrare non desistit, in nostri et regiæ majestatis nostræ contemptum, et populi nostri ibidem destructionem et depauperationem manifestas. Nos nolentes hujusmodi rebelliones, extorsiones, injurias, dampna et excessus impunita tolerare, vobis committimus et specialiter mandamus quod omnia et singula hujusmodi rebelliones, extorsiones, injurias, dampna et excessus per ipsum Garciam, tam nobis quam officiariis et aliis ligeis nostris perpetrata, ad requisitionem sive prosecutionem tam procuratoris nostri fiscalis ibidem pro nobis, quam aliorum officiariorum et ligeorum nostrorum ibidem quorumcumque conqueri volentium, causis criminalibus tamen exceptis, audiatis; et ipsum coram vobis, super præmissis ac aliis quæ sibi in hac parte objicientur, responsurum personaliter, comparere faciatis; et ea omnia, si qualitas delicti id exposcat, vice et auctoritate nostris, secundum foros et consuetudines partium illarum, debita fine terminetis; et singulis conquerentibus in hac parte debitum faciatis justiciæ complementum.

Datum apud Westmonasterium, x die aprilis.

Per concilium.

CXIX.

(26 juin 1380.)

LETTRE

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il nomme Thomas de Buckingham son lieutenant en France, avec le détail des pouvoirs qu'il lui accorde. (Rym. Suppl. Rich. II, vol. 2, n° 2. — Bréq t. LXXVIII.).

DE LOCUM TENENTE REGIS IN PARTIBUS FRANCIE CONSTITUTO.

Le Roy, à touz ceux qi cestes lettres verront ou orront, salutz. Savoir vous faisons que par assent des grantz de nostre roialme d'Engleterre et de nostre conseill, éons ordené nostre très-chère uncle Thomas, counte de Bukingham, conestable d'Engleterre, à travailler pur final esploit de nostre guerre entre nous et noz adversaires de France, si Dieu le voille, as parties de Bretaigne parmy nostredit roialme de France; et pur exécuter illocqes quantque soit contenuz en l'alliance faite entre nous et nostre très-chere frère Jehan, duc de Bretaigne, counte de Mountfort et de Richemond, nous confiants pleinement des sens, loialté et avisement de nostredit uncle, lui avons fait et ordené, faisons et ordenons, tant en nostredit roialme de France come aillours, outre le mier, nostre lieutenant espécial et capitain général; donantz et commettantz à nostredit uncle et lieutenant, par le tenour des présentes, auctorité et plen poissance d'appeller et assembler gentz d'armes et autres quelconques, et ycels amesner et governer en quelconques lieux, quant et tant sovent que bon luy semblera, à l'expédicion de noz guerres; de corriger, chastier et punir ycelles gentz et chescun de eux, selonc lour excès et désertes, et selon la qualité du maisfaict et la condition des persons;

de excercer et de faire excercer toutz manère des jurisdictions hautes, meines et bases, soient-ils de miere ou de mixte empire, issint que des plées et coignissance queux il avera entre partie et partie ou autrement, et que serront terminez et ajuggés devant luy ou ses lieutenantz ou députez, nous ne nulle autre n'averons ne ne avera conissance en après, sinon par verrais et lialx appelles à faire à nous ou à nostre conseil et ce duement et en temps limité par la loy; et de comander auxi par touz les lieux avant dites; de faire les villes, citez, chastieux et forteresses estre bien maintenuz, repairez et tenuz en estate, et ycels chasteux et forteresses estre arrasez et abatuz, ou autres faire faire de novelle, si come bon lui semblera pur le profit et quieté de nous et des subgitz des parties siusdites; et oultre, de prendre et resceivoir en noum de nous et de nostre auctorité, à nostre paix, grace, obéissance et subjection, touz les citez, villes, burghs, chasteulx et fortresses et lieux desdites parties et leur enhabitantz et demorantz quelconques, qi voillent dès ore en après venir ou retourner à nostre paix, grace, obéissance et subjection; et de leur remettre et pardoner, par regarde de pitié et de miséricorde, à toutz jours, toutes manères de maléfices, trespas, excès, larcins, homicides et touz autres maners des crimes horribles, de traïsons ou de lèse-magesté, si ces faictes et commises estoient en général ou en espécial, ou par quelconque cause; et aussi d'ostre outrement et repeller touz bannissementz et exils qu'ont esté ou sont pronunciez ou publiez contre eux ou ascun de eux, et de restabler et rendre à eux touz lours biens qu'ils avoient ou ont forfaitz par cause des bannissements ou forfaiturs avantdites; et de tout ostre note d'infamie et de disfame, et eux et chescun de eux remettre à primer fame et estate, et à lour biens et pays, et auxi entièrement come il les avoient unques en ascun temps passé, ensemble ovesqes lour priviléges aunciens, tantes et tielles come ilz estoient acustumés de user par-devant resonablement, si come mestier lour serra; de donner par l'espace de son office, en héritage ou à vie, ou à terme des ans, à ceux que l'averont bien déserviez en nos guerres, villes, chasteulx, forteresses, terres

et rentues, ovesqe les hommages, noblesces, jurisdictions, droitures et toutz lour appartenantz aunciens, suvant le droit de chescung que luy appartient, par force de l'ordinance facte sur la conqueste, mès que icelles villes, chasteulx, forteresses, terres et rentes n'estoient auncienement de nostre propre domaine, de nostre patrimoine roïale, ne de les choses que jà sont entre noz mains; de doner et présentier persones covenables as dignités et offices et quelconques bénéfices de seint église, vacantz ou que vaqueront en après, tant ès églises cathédrales, collégiales come autres quelconques, si avant come à nous appartiendra à faire, le donons pur le bon governement des bénéfices avant dites et pur le maintenance de leur droitures, si que pur défaute de bon governement les almes des parochiens ne périssent; et de prendre et recevoir de noz subgitz desdites parties d'outre-miere et d'autres, à noz paix, obéissance et subjection retourner ou demurer veullantz, homages et serementz de féauté tiels come il appartient; de mettre et establier séneschaeux, conestables, chauncellers, trésorers, comandours pur noz, châtelleins, capitaines, advocatz, procureurs et touz autres officers et ministres qi par devant ne sont mys par nous ou de nostre auctorité, en tous les lieux desdites parties, que à nostredit uncle sembleront estre profitables pour le bon governement des subgitz desditz parties; et de mesme les ministres ensi par lui ou par ascuns autres, sauf par nous ou de nostre auctorité, mys et establiz, renvier et oster de lour office et de mettre et establier autres en lieu de eux ou des mortz, si ascuns i soient, as gages et fées acustumez; et de faire et doner regard à mesmes les officers et ministres; de comander à noz trésorers et receiviours celles parties de faire les paiements que nostredit uncle lour chargera tant sovent que à faire lui plerra, maundantz et commandantz à touz les auditours de noz accomptz q'ils facent due allouance de touz les sommes que paiez serront par les lettres ou mandementz de nostredit uncle, et outre ceo de mettre et imposer contributions, imposicions et raunceons pur les guerres sustener; et à demander et requérer subsides et aides pur cause des guerres, de touz les prélates, nobles et communes, des citez et des

villes des parties avant ditz; et ycelles subsides et imposicions, contribucions et ranceons lever et coiller; de forger, batre et faire faire monoie novelle d'or et d'argent et autre quelconque, quant et si sovent que bon lui semblera en nostre noun; de nobiliter personnes non nobles et de ligitimer quant as héritages et touz autres choses, bastard et touz que sont procréez hors de verraie matrimoigne; et de créer et faire tabellions et notaires, jusques à nombre covenable, de doner sauves-gardes ovesqes noz baniers et penons ou les siens, quant à faire lui semblera; de treter de paix et d'acorde avesque nos ennemys et rebelles de quelconque estate, condicion ou degrée q'ils soient, et d'acorder et pacifier sur touz débates, contencions et discordes, et ycelles accordé, paix et tretez; d'afermer et asseurer en noun de nous par serements, foys, obligacions et seuretez, par avoir avant la mayn sur ceo, l'acord et l'assent de nous et de nostre conseil; de faire et doner sur touz les rémissions, pardonacions, restitucions, présentacions, collacions, donacions, sauve-gardes, priviléges, et les autres choses avandites as prélates, nobles et communaultez des cités et des villes, et aultres quelconques priviléges, chartres, munimentz et lettres desouz son séel, lesquelles nous volons avoir tant de vigour et fermeté come si elles feussent sceelés de nostre propre seel; et au darrein, de faire et expédier touz autres choses nécessaires ou convenables as choses avant dites, les honurs et régalies de nous et de nostre coronne en touz choses sauvez, et que nous ferrons mesmes, si nous i feussons en nostre propre personne. Et volons de nostre auctorité et de l'assent avantdite, que nostredit uncle ne soit par nous ou par nostre mandement arcez, excitez ne compuls pur aler, ou travailler, ou d'envoier ascuns capitaines ou gentz de sa compaignie, sinon selonc que luy plerra, à ascuns autres parties encontre la forme et effect des endentures ent faites par entre nous et nostredit uncle, ne que le poair que nous avons grantez et grantons par icelles à mesme nostre uncle ne soit changé, ne apeticez, ne en nul manère osté de luy par le temps q'il y serra en nostre service, sinon que nous y veignons en nostre propre

personne ou que nous envoions nostre trè-cher uncle Johan, roy de Castil et de Léon, duc de Lancastre, as parties dessusdites. Et n'est l'entent de nous ne de nostre conseill susdit, que ladite alliance faite entre nous et nostredit frère de Bretaigne, par cause ou colour d'ascun point ou article contenu en ycestes, soit enfreint ou violez, einz soit fermement gardez et afforcez en toutz pointz, selonc la tenour d'ycelle. Et sur ceo nous mandons et comandons à toutz les prélates, nobles et comunaltez des citez, des villes, chasteux, forteresces et lieux et à touz nos ministres, officiers et autres nos subgitz, de quelconque estate, condicion ou degrée q'ils soient, ès parties d'outremier avantditz, sur forfacture de quant qu'ils purront forfaire devers nous, q'ils et chescun de eux obéissent et entendent diligentement, si come à chescun de eux il appartiendra, où ils en serront requis, à nostredit uncle et lieutenant et à ses commis et députez, en faisant ou pursuant les choses avantdites et chescun d'icelles.

Donné par tesmoignance de nostre grant seal. A nostre paleys de Westminster, le xxvi[e] jour de juyn, l'an de la nativité Nostre Seignur mill tres centz oettantz, et de nostre règne quart.

Per Ipsum et Regem et Concilum.

CXX. (21 septembre 1380.)

SAUF-CONDUIT

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Accordé pour quatre mois aux seigneurs de Montfort, de Montafiland, de Beaumanoir et de Montauban, pour aller en Angleterre avec dix chevaliers et quarante écuyers. (*Franc. Rot.* an III, Rich. II, membr. 2. — Bréq. t. LXXVIII.)

Nobiles viri dominus de Mountfort, Karolus Dynam dominus de Montafiland, dominus de Baumaners et dominus de Montauban et

quilibet eorum, habent literas regis de conductu, per quatuor menses proxime futuros duraturos, veniendo in regnum Anglie tam per terram quam per mare, cum decem militibus, quadraginta armigeris in toto, ac aliis servientibus, equis, bonis et harnesiis, ac navibus et marinariis, ibidem morando, exinde ad partes proprias redeundo. T. R. apud Westmonasterium, XXI die septembris.

Per Consilium.

CXXI. (14 mai 1381.)

LETTRE

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Portant confirmation de la sentence de ses commissaires, par laquelle Thibaut de Puyleaut est absous de l'accusation d'avoir agi contre les intérêts de ce prince en Guyenne. (Rym. Suppl. Rich. II, vol. 2, n° 30. — Bréq. t. LXXVIII.)

DE CONFIRMATIONE PRO THEOBALDO DE ALTO-PODIO.

Rex omnibus ad quos, etc. salutem.

Inspeximus quoddam judicium et decretum dilectorum et fidelium nostrorum Henrici, comitis Northumberlanie, domini de Percy, Willielmi de Beaucham, nuper camerarii nostri, et Roberti Rous, chivaler, commissariorum nostrorum per nos nuper ex certa scientia assignatorum, facta super declaratione status Theobaldi de Podio-Alto, de Vasconia, scutiferi, de et super diffamatione sive accusatione per magistrum Willielmum Passepaire, procuratorem nostrum in partibus Aquitaniæ, contra ipsum Theobaldum, productos et objectos, sub sigillis ipsorum commissariorum nostrorum sigillata in hæc verba:

« Sachent touz qui cestes présens verront et orront que nous, Henry, comte de Northumberland, seignur de Percy, Willam de Beaucham,

chamberlenc de nostre seignur le roy de Angleterre et de France, Robert Rous, chevaler, lieutenant de mareschal, commissaires députez par nostredit seignur le roy et son conseil, sus les choses avant dites; veuz et examinez les articles contenants diffamacion, accusacion ou dénunciation fete de et encontre Thébaud de Puyleaut, esquiés et lige de nostredit seignur le roy, faitz et ordenez par mestre Willam Passepaire, procureur royal ès parties d'Aquitaigne, et par mandement du noble sire messire Johan, sire de Neuville, lieutenant de nostredit seignur le roy en meismes les parties, en disant et mettant sur ledit Thébaud que il avoit comys et parpétré contre nostredit seignur le roy chousez touchanz crime de leze-magesté, et spécialement en fere et ordennere le testament du sire de Legueyran; en quoy meismez le sire, pur ordennance dedit Thébaud, fist et establi son heretier le sire de Lebret, ennemy et rebelle à nostredit seignur le roy, et qui après il détorba par son ordenance qui les lieux que estoient dudit sire de Legueyran ne fussent devenuz à les mains et obéissance de nostredit seignur le roy, et que en après il envoia lettres scellées de son seel, requérant le sir de Lebret que il devroit venir prendre le possecion dezdiz lieux; et que il ne departi mie de Rions tant que il le mist en possecion. Et veuz & examinez le informacion et déposicion des tesmoignez qui sur ces articles furent receuz et examinez par ledit mestre Willam Passepaire, c'est assavoir : messire Johan de Multoun, chevaler; Arnaut Sedet, Arnaut Martin, Galliat Hélies, Bernard Jaubert, burgoys de Burdeux, sire William Magnard, prestre; Bertran, sire de Montferrand; dame Thomase de Pons, videu de Puy-Guillem; é veue come pur ce que par leurz déposicions les chouses avantdites mises suz ledit Thébaud et encontre ly ne se provoyent pur en fere des jugement encontre ly volunté et ordennance de nostredit seignur le roy et son conseil, fo que ledit Tehbaud fust receu à prover le contrari fet par tesmoignez dignes de foy, pur lequel fait prover mesmez ledit Thébaud produyt tesmoignez cestz quy s'ensugnient, c'est assaver; monsire le Saudan de le Tran; Bernard de la Sparre de Lebarde; monsire Wiliam Elinham; mon-

sire Johan de Chamberlac, chivalers; Richard Neuton, Péres de la Rue, burgoys de Bayonne; Arnaus de Jacye; Bretran Daredz, de Bayonne; Johan de Come, Colet de Save, Vydon de Ribere, burgoys de Saint-Sever; Guillem de Lugainhac, Johan de Marcade, burgoys de Bayonne; Richard Merlin, esquier; Johan Elmerik, esquier; Guillem Rule, burgoys de le Rule, Johan de Milhac; lesquieux, par moy Robert Rous, en présence de Esmon Brudenell, clerc de le corone de nostre seignur le roy, furent jurez et diligentement, et examinez et veuz diligentement leurs déposicions, et entendu qui par ycelz estoit suffisantement prové le contraire de ce qui les tesmoignez premièrement contre ly produyts avoient dit et dépousé, et veue come ledit Thébaud par nous sus son serement interrogé, examiné, dist que les chouses contre luy misez estoyent fauses et ne contenoyent vérité; et qui ce veudroit-il sostenir encontre les meismez tesmoignez ou aucun de eux qui son dit voudroit sostenir à loy de gentille homme, par-devant nostredit seignur roy; et à ce se offrist et obligea par-devant nous, pur, en nous exa miné diligentement tout le procès sus ce fait, et heu conseil oveqes autres saggez de loy et de usage que en tiel chouse se requiert, avons trové qui les tesmoignez produytz par ledit Thébaud soient de gregnour dignité et estat qui ceux qui furent produytz encontre luy; et qui les tesmoignez par ly produitz sount touz ensemble accordanz à sauvacion de le honur et estat dudit Thébaud, et contrarians en tout à les dépositions des tesmoignez et lettres produytz encontre ly : et pur ce, par nostre sentence et final jugement, pronuncions les chousez contenuz en lesditz articles faitz par ledit mestre Willam Passepayre encontre ledit Téhbaud, non estre provez; et ledit Thébaud avoir prové susfisantementz le contraire fait, et ne estre colpable de lesdictes chouses sur ly mises; mès estre bon et loiall à nostre seignur le roy, et le assoillons et aquittons de ditte diffamation, accusation et dénunciation, et restituons à sa bonne fame et renomée et ses biens et honurs, et cassons, et levons, et relaxons l'arest mys sus lesdit Thèbaud; et acquittons lez plegges par ly donneez à cause du-

dit arest en la chancelerie de nostredit seignur le roy, et annullons touz les procès feiz encontre ledit Thébaud et sez biens, pur cause et incheson des chouses contenuez ez ditz, articles; et mettons sus ycelles à touz silence perpétuel; réservé toutezfoiz, as tesmoignes qui contre luy dépousèrent, la deffence de sez dépositions et diz, en cas que les voudrent sostenir encontre ledit Thébaud; ouquel cas ledit Thébaud sera tenuz de soy fere bon et loial encontre ceux ou aucun de eux, à loy de gentilhomme, par-devant nostre seignur le roy, par son corps. Et en tesmoignance de ce, avons mis et pousé nostres seelz à lez présentes lettres. Données à Westmonster, XXII[e] jour d'auguste, reignant nostre seignur le roy Richard Second, après le conqueste l'an quart. Et jeo, Esmond Burdevell, clerk de la corone, pur ce qui no estoy occupié d'autres choses, ay comys cest jugement à escrie à un autre; lequele escripte et choses je avous ency come il feust escripte de ma propre main. »

Nos autem prædicta judicium et decretum ipsorum commissariorum nostrorum in hac parte facta, rata habentes et grata, eo pro salvatione, declaratione et conservatione status ipsius Theobaldi, tenore præsentium acceptamus, approbamus, ratificamus et confirmamus, prout literæ ipsorum commissariorum nostrorum plenius testantur.

In cujus, etc. Datum apud Westmonasterium, XIII die maii.

Per Concilium.

Et memorandum quod Bertrucatus de Lebreto, miles de Aquitania, quarto decimo die maii, anno præsenti, in cancellaria regis apud Westmonasterium manucepit, et devenit fide jussor pro præfato Theobaldo, quod ipse erit ex nunc dicto domino regi fidelis ligeus, et bene et fideliter tanquam fidelis ligeus se geret erga dictum dominum regem, prout tenetur per ligeantiam suam; et Soldanus de la Trane et alii certi manucaptores prædicti Theobaldi, de manucaptione et fideijussione sua exonerantur penitus et quictantur de avisamento Consilii, prout patet in quadam cedula consuta rotulo clausarum, de anno regis nunc tertio.

CXXII.

(20 mai 1381.)

MANDEMENT

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Pour faire rendre à Thibaut de Puylehaut les biens confisqués sur lui, comme prévenu d'avoir agi en Guyenne contre les intérêts du roi, accusation dont il avait été juridiquement déchargé. (Rym. Suppl. Rich. II, vol. 2, n° 31. — Bréq. t. LXXVIII.)

PRO THEOBALDO DE PODIO ALTO.

Rex dilectis et fidelibus suis senescallo vel locum nostrum tenenti in dominio nostro Aquitaniæ ac constabulario nostro Burdegale et senescallo Landarum vel eorum alteri, et eorum deputatis seu loca tenentibus quibuscumque qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerunt, salutem.

Cum nuper, contra Theobaldum de Podio Alto de Vasconia, scutiferum, objectum fuisset per magistrum Guillelmum Passepaire, nostrum procuratorem confiscalem in partibus Aquitaniæ, prout in ejus processu et aliis nobis missis continetur, quod, ubi Berardus, quondam dominus de Logeiran, rebellis noster, defunctus, tempore obitus sui instituit vel verius stabilivit dominum de Lebreto, nostrum notorium inimicum et rebellem, suum hæredem, præfatus Theobaldus, suæ fidelitatis immemor et ligeantiæ, post mortem dicti domini de Logeiran dicto domino de Lebreto fuisset consulens et auxilians, sic quod, instigatione ipsius Theobaldi, idem dominus de Lebreto possessionem castrorum et fortaliciorum aliorumque locorum ipsius nuper domini de Logeiran, infra dominium nostrum prædictum, cepit et optinuit, idque fieri procuravit, ac nostros officiarios et benivolentes, quominus eadem castra et loca in et sub

obedientia nostra ponerentur, pro viribus impedivisset; et quædam alia nobis et coronæ nostræ præjudicialia ibidem sub dole vel verius proditione fecisset, seu alias fieri procurasset : omnia terræ reditus et bona ipsius Theobaldi, quæ tunc possidebat in dominio nostro prædicto, in seisinam nostram per quosdam officiarios nostros posita fuerint; dictusque Theobaldus ex hac causa arestatus et incarceratus extiterit. Nos vero pro eo quod idem Theobaldus coram certis commissariis nostris ad hæc specialiter deputatis, innocentiam suam super omnibus et singulis præmissis sibi sic objectis legitime purgavit, et ad statum et famam suam per decretum ipsorum commissariorum auctoritate nostra, restitutus est; sicut per processum per ipsos commissarios nostros factum per literas nostras patentes ratificari et confirmari fecimus, plenius apparret : per quod nos terras, redditus, census, bona et possessiones ipsius Theobaldi, de assensu Consilii nostri, cum emolumentis inde levatis, restituimus eidem. Et ideo vobis et cuilibet vestrum injungimus et mandamus, sub pœna indignationis nostræ, per præsentes, quod eidem Theobaldo vel ejus procuratoribus seu altornatis in hac parte, vel præsentium latori, omnia terras, redditus, census, bona et possessiones sua prædicta, quæ in possessione ipsius Theobaldi tempore dictæ seisinæ extiterunt, una cum exitibus, fructibus, et proventibus inde perceptis in quorumcumque manus postea devenerunt, integre restitui et liberari faciatis et in possessionem mittatis indilate, aliqua donatione seu concessione per vos vel aliquem vestrum inde alicui alteri personæ facta, quamquam per nos forsan confirmata fuerit, quam tenore præsentium ex certa nostra scientia penitus revocamus, seu aliqua alia excusatione vel appellatione non obstantibus; ac etiam compellatis omnes illos qui dampna domibus, edificiis vel terris dicti Theobaldi dederunt seu dare fecerunt, in omnibus reparare et resarcire a tempore dictæ seisinæ illatæ, auctoritate nostra regali specialiter procedendo. Datum apud Westmonasterium, xx die maii. Per Concilium. Et erat patens.

CXXIII. (5 septembre 1381.)

MANDEMENT

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Pour suivre le procès intenté à Gaillard de Beguyer, accusé d'avoir agi contre les intérêts de ce roi en Guyenne. (Rym. Supplément, Rich. II, vol. 2, n° 39.—Bréq. t. LXXVIII.)

DE ACCUSATIONIBUS VERSUS GALIARDUM BEGUYER, CHIVALER, FACIENDIS, AUDIENDIS ET TERMINANDIS.

Rex dilectis et fidelibus suis senescallo nostro in partibus Aquitaniæ vel ejus locum tenenti ibidem; Johanni Stratoun, constabulario civitatis nostræ Burdegale; Archebaldo Greyley, capitaneo de la Bugo; Bertricato de la Bret; magistro Remundo Bernart de Taylhat et magistro Petro Fernand, salutem. Sciatis quod, cum, ut accepimus, Galiardus de Beguyer, chivaler, super crimine læsæ majestatis et aliis proditionibus contra nos, coronam nostram regiam, in partibus Aquitaniæ, ut dicitur, perpetratis, coram magistro Willielmo Boneve, judici causarum civilium et criminalium in civitate nostra prædicta deputato, sit accusatus; ac idem Galiardus nobis supplicaverit ut, cum ipse paratus sit super quibuscumque hujusmodi crimine et proditionibus per quoscumque sibi objectis vel objiciendis respondere et inde in omnibus stare, volumus sibi in hac parte justitiam fieri jubere : nos, pro eo quod Bartricatus de la Bret, Theobaldus de Podio Alto, Petrus de Casalys, et Reymundus Eberard, in cancellaria nostra personaliter constituti, manuceperunt pro præfato Galiardo, videlicet quilibet manucaptorum prædictorum, sub pœna centum librarum, de habendo ipsum Galiardum coram vobis, quinque, quatuor et tribus vestrum, ubi et quando nobis placuerit, ad standum recto

29.

ibidem super quibuscumque hujusmodi crimine et proditionibus sibi objectis vel objiciendis, tam ad sectam nostram quam aliorum quorumquemque, secundum foros et consuetudines partium prædictarum; quas quidem centum libras quilibet manucaptorum prædictorum concesserunt de cerris et catallis suis ad opus nostrum levari, si præfatum Galiardum in forma prædicta non habuerint; supplicationi prædictæ annuentes, assignavimus vos quinque, quatuor et tres vestrum, justiciarios nostros, ad quascumque hujusmodi accusationes versus ipsum Galiardum, tam ad sectam nostram quam aliorum quorumcumque, factas sive faciendas, audiendas et debito fine terminandas, secundum foros et consuetudines prædictos. Et ideo vobis mandamus quod circa præmissa diligenter intendatis, et præmissa omnia et singula audiatis et debito fine terminetis in forma prædicta, facturi inde quod ad justiciam pertinet, secundum foros et consuetudines prædictos. Damus autem universis et singulis comitibus, baronibus, militibus, senescallis, constabulariis, ligeis, subditis et aliis fidelibus nostris partium prædictarum tenore præsentium in mandatis, quod vobis quinque, quatuor et tribus vestrum, in præmissis faciendis et exequendis intendentes sint, consulentes et auxiliantes quotiens et prout per vos quinque, quatuor et tres vestrum fuerint super hoc præmuniti ex parte nostra. In cujus, etc.

Teste Rege. Apud Eltham, quinto die septembris.

CXXIV. (15 septembre 1381.)

LETTRES DE PARDON

ACCORDÉES

PAR RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

AUX BOURGEOIS DE LA ROCHELLE,

Qui s'étaient déclarés pour le roi de France. (Rym. Suppl. Rich. II, vol. 2, n° 44. — Bréq. t. LXXVIII.)

DE PARDONATIONIBUS.

Rex omnibus ad quos, etc. salutem. Sciatis quod cum justum sit et rationi consonum rebelles et a recto tramite pertinaciter deviantes restringere, et juxta eorum demerita castigare; ita et decet eos qui, postquam deliquerint, in se reversi culpam suam dolendo recognoverint, ablatis punitionum rigoribus, pietatis intuitu ad misericordiam revocare. Nos igitur pro eo quod ex parte Petri Chanderer, Petri Boudre, Gulielmi Boulard, Arnaldi Pelison, Elioti Lecamus, Petri Lecamus, Gullielmi Berraud, Elioti Berraud, Johannis Montagu, Dominici Roche, Johannis Roche, Thomæ Tresorer, Petri Gilbert, Ludovici Buffet, Johannis Buffet, Petri Gilbert de la Jarie et Emerici Sudre, burgensium villæ nostræ de Rupella in dominio nostro Aquitaniæ, nuper ad ligeantiam, fidem et obedientiam celebris memoriæ domini Edwardi, nuper regis Angliæ avi nostri, existentium, qui a ligeantia, fide et obedientia dicti avi nostri recedendo, Karolo tunc pro rege Francie se gerenti, adversario dicti avi nostri, adhærebant; et ex inde contra dictum avum nostrum et nos hucusque rebelles et inimici perstiterunt; pro pardonatione nostra, de commissis in hac parte misericorditer optinenda, nobis est suppli-

catum : de gratia nostra speciali pardonavimus et remisimus præfatis Petro, Guillielmo, Arnaldo, Elioto, Petro, Gullielmo, Elioto, Johanni, Dominico, Johanni, Thomæ, Petro, Ludovico, Johanni, Petro et Emérico omnimodas proditiones, rebelliones, felonias et transgressiones per ipsos et eorum quemlibet in hac parte commissas, et quicquid erga nos hiis occasionibus in corporibus, hæreditatibus, possessionibus vel bonis mobilibus seu immobilibus, quomodolibet foris fecerint aut incurrerent ; et eos et eorum quemlibet ad ipsorum bona, patriam et bonam famam restituimus, et firmam pacem nostram eis et eorum cuilibet inde concedimus, ita semper quod ad ligeantiam, fidem et obedientiam nostras prædictas redeant, et quod postquam ad ipsas redierint in eisdem fideliter perseverent. In cujus, etc. Datum apud manerium nostrum de Shene, xv die septembris. Per breve de privato sigillo.

Consimiles literas regis de pardonatione habet prædictus Petrus Chanderer pro se, mutatis mutandis. Datum apud manerium de Shene, xv die septembris. Per idem breve.

CXXV. (4 novembre 1381 et 3 nov. 1382.)

PROCÈS

DE RALPH DE FERRIERS,

Accuse de trahison et d'intelligence avec la France; et son acquittement. (*Rot. Parl.* an IV, Rich. II. — Bréq. t. LXXVIII.)

PROCÈS FAIT EN CEST PARLEMENT ENCONTRE MONSIEUR RAUF DE FFERRIERS.

Fait à remembrer que monsire Rauf de Ferriers, chivalier, lui quiel par suspition de tréson à lui surmist, de ce q'il serroit aherdant as Franceis, enemis du roy notre seignur, et de leurs conseil, et

coviyne, estoit arrestez el marche d'Escoce par monsire de Lancastre et les autres seigneurs temporelx lors esteantz el dite marche, sur la traitée avec les Escotz; et amesnez sous ledit arest par comandement desditz seigneurs à respondre en ce parlement de ce que l'en luy vorroit surmettre, et par espécial de certaines lettres qe furent novelement trovez èz champs près de Londres et portez al mair illoeqes; lui quiel mair les ad depuis envoiez au roy nostre seignur et à son conseil; et qu'elles furent monstrez en cest parlement, dont aucunes sont directes as certaines personnes en le roialme de France, enemys à nostredit seignur, souz le seal des armes ledit monsire Rauf, et aucunes directes aldit monsire Rauf de par lesditz enemys, à ce que semble, contenantes matires appertement sonantz que ledit monsire Rauf serroit aherdant asditz ennemys et de lour covyne, come dessus est dit; come par mesmes lettres purra pluis au plain apparoir, desquelles lettres les tenours s'ensuent de mot à mot :

1. « A mon très-honouré seignur B. de la River, honoures et révérence. Très-honouré seignur, je ai bien entendu vostre lettre, come vous me sachetz grée pur le novelle que je vous envoia par mon derren lettre, et que mes lettres furent les primers de autres : et ce ma plest, très-honouré seignur, plèse à remembrer come vous et mes autres seignurs me donatz pleine poair par voz lettres à treter de l'alliance entre vous et les Escotz ; et à grant payne je fis l'acorde par entre vous autres, grant argent meims que vous me mandatz à oferire; et ore me semble que ils ont fait bone comencement come le portour de cestes vous dirra par bouche. Très-honouré seignur, je vous prie entièrement que vostre jour de prochein payement soit tenuz, ou autrement le ore q'est paié et perdu; et si serra-je en grant disèse, si ne est le très-gratious aide de vous et mes autres seignurs. Très-honouré seignur, vous fasse assavoire que le cunte de Bukingham et autres seignurs erunt en Bretaigne à trois mill hommes d'armes et trois mille archers, ensi le dieux chastelx que vous bien

savez sont prestz, si je sui garné resonablement devant le jour qe vous savez ; et insy je ay envoyé une lettre à le cunt et à Clisson par les enfantz de Bloys. Très-honouré seignur, vous fasse assavoir que Le Canon est alé de messages, et pur ce soit avisé, et tenez bone crédence à le portour de cestes, kar il vous dirra pluis pleinement par bouche. A Dieu, me très-honouré seignur, que se garde de vous et encrès vostre honours. Donné le xxe jour de may. Le vostre Roi de F. »

2. « A mon très-honouré et très-révérentz seignurs, le conte de Longerville ou à sir de Clysson, honoures et révérence. Mes très-honourés seignurs, je ay bien entendu vostre letres endroit de les deux filz de Bloys; plese assavoir je ay fait vostre maundement à grant payne; à déliverer je sui destourbé pur cause de la mort R.; ne purquant je sui seor de lour déliverance, si vous me avoys de oer en le manère come le portour de cestes vous dirra par bouche. Mes très-honourés seignurs, tenez crédence à lui, car il dirra pluis pleinement de ce et de autres novelles que je poit ékrer. Mes très-honourés seignurs, soiez avisez; car il est grant mister. A Dieu, mes très-honourés seignurs, que se garde de vous et encrès vos honours. Doné le xxe jour de may. — Le vostre R. de F. »

3. « A très-honouré C. de B. — Très-honouré seignur et bien amé, vous prie cherment si vous plese envoier cestes letres et le messauger qui porte à vostre seignur et le min le plus tost que vous purrez bonement. Fetes-luy avoir un bon gide à lui mesner sûrement, qar cestes letres ont esté de par de là trois foitz, et le messauger n'ose passer plus avant, come il vous dira la cause. Endroit de nos gents ne sont passez, il ne estoit pas tiele somme comme je ay autre foitz escrit. En l'evant-garde sont vii^c^ gentz de armes et vii^c^ archers; en le migarde mill gentz d'armes et mill archers, en l'erère-garde a tant comme devant. Hugh de Calnelle et Robert Cornellus sont deux illus pur la migarde. En outre plèse assavoir que l'Escotz ont bien comencé à tenir leur covenant, et ilz ont fait avec vous; et pur ce, priez Nostre

Seignur que le primer jour de lour payement soit bien tenu, ou autrement le or qui est payé soit perduz, et toute vostre covenant failiz. Et si sera-je en grant poure et en grant désèse si il ne est le gratious eide de vostre seignur et le min. Endroit de les chastelx de D. et Burgh-la-Roine, mon conseil est caunt le amerail ad tout fet son journé, lessé lui torner arère à enstable les deux chastel, et cel serra vostre recoverir, à mon avis. Endroit de la ville de Thomas, il n'est pas fort à tenir, autrement festes vostre profit, et je vous trovera deux chastelx qe serront bone bastes pur la ville de Londres. Très-honouré seignur, plese à certifier vostre seignur come Bernard et Robert et Simond sont allé de message, et Le Canon et Johan Firando ne sont pas venuz; mès ordinez pur eux, qar il ne est nul meistre pur vous. Très-honouré seignur, vous prie cherment que vous soiez mon attorné à resceivre mon amitié qi est à derer, et me en bout par le portour de cestes à prendre vostre part, come ad fet devant ces heures. Ensi vous prie me excuser devers monseignur de longe demurrance de la lettre, qar messager fuit devers l'Escotz, et il vous emportera bones nouvelles de set parti. Ensi je fu bien enformé que autres ont envoié devers vous; et quant mon clerk est venuz devers vous à ker mille francs, ordennez pur lui, come le portour de cestes vous dirra par bouche; et tenez crédence à lui pur ce il vous dirra plus pleinement que je os écrire; et me tenez pur excusez qar je n'é autre clerk, si ne est frère W. Pur ce me ordennez un autre tiel que nous pussum afier, et que set crire. Pur serten, je ai pour que vous n'entendez pas sete letre, le frère écrit si malement; et se vous ne savit mie lire, mostrit à la portour de sete, et il vous lira bien. A Dieu, mon très-honoré seignur, que soit garde de vous et encresse vostre honourrius. Donné le tierce jours d'aoust. R. de F. »

4. « A mon très-honouré et très-révérend seignur le amerayll. Très-honoré et très-révérend seignur, plese assavoir que le portour de cestes vous ad seriché tous les costés de la mire de Cornewail dès Avint-Hulce, et il ad esté près de vous, et il ne ose vous prochir pur

vostre gentz. Et pur ce, je ai envoyé devers vous frère W. à demurrer de *equ. . . . ez dox?* vostre venuz à vous certifier toutes les novelles par-desà. Et endroit de le naute, le pluis grant partie ne poet escapir si vous voilliez; ensi je ay bien entenduz vostre lettre, come vous est bien ordené de bones gides à vous mesner l'entré de Thamisse. De ce je vous conseil que cest purpos soit taré auxi près le jour de Seint-Michel comme vous purrez bonement, qar le pluis grant partie de noz gentz serront hors du pays devers vous et devers l'Escotz; donqes je sçai bien que les Anglois vileins de Londres veulent ordener une armée encountre vous là. Si vous serrez bien avisez, vous averez belle journé et feris bone larder, si Dieu plest, outre si vous plese. Je ay envoié le capitain de Bolonie toutes mes letres, et le crédence avec ce à certifier mon seignur et vous de toutes les novelles par-desà. Endroit de mestre que je sai faire le enchantemens avoit li a Prigus (*sic*); et je envoiera pur luy, et il demurra avec moi; et s'il sceit faire bien le busoigne, je lui monstra touz les rolles à bone leiser; et s'il est bon mestre, il ferra bon journée à brief temps. Très-honouré seignur, vous prie, parlez à mon très-honouré seignur, si lour plese me ordenez un clerc que poet crire letre par entre nous, qar mon clerc fust en purpos à moi discoverir de nostre conseil, là où je fu bien lez à faire son grée, et lui ai donné grauntz douns, et je luy ay promis grant argent plus que je ne pense à doner, pur à tenir conseil de nostre fet; et je sui en grant désèse avec lui. Pur ce je ay lui en covenant que il vendra devers vous à Bolonie, à kère mille frankes, et je luy ay promis ledit mille pur aller à la courte de Rome. De ce je vous prie cherment, quant il est venuz devers vous, ordenez pur lui, que nous serrons seure de lui pur toutz jours en tiele manere que nostre conseil ne soit pas descoverer. Ceste chose tenez à coer, come je m'affie grantement en vous; et, très honouré seignur, si plésir vous soit, me excusez devers monseignur que mes letres sont si malement escrit. Je ne ay point autre clerc, se il ne est frère W. que vous coné (*sic*) bien. Et si le portour de cestes vendra devers vous, tenez crédence à luy; et sinon, le captan concer-

vera tut son crédence. A Dieu, mon très-honouré seignur, que soit garde de vous et en vostre honoures. Donné lé tierce jour d'aoust.

« R. de F. »

5. « A mon très-honouré mestre, R. de F. — Très-honouré seignur et mestre, plese assavoir que je ay esté de eyns le ille où vous me envoiastez, et je trouvé là un vessel de Bretaigne lequiel me ad amesné droit à Areflue; et là je trova le chamberlayn et l'amerall, et tout le privé conseil le roy, et le capitain de Bolloyn; et le captan me fist délivere mes letres à le conseil, et puis je fu amesné deinz un privé chambre devant le chamberleyn et l'ameral, et le captan de Bolloyn, et un clerc, sanz pluis. Et là je conta mon crédence, et le clerc metta tout en escrit. En le moien temps, venoit une lettre hors de Flandres à la captan de Bolloyn, come vostre messager fut malade à Brugus; et que il dusse avoir un certain homme à quère lesdites letres, et puis ils pristront lour conseil, et pur péril que peut avenir, ils ont ordenner que je allasse deveir Brugus et un clerc avec moy pur acrire son crédence. Et le merci Dieu nostre crédence fust tout un; et puis il bailla vostre messager C frankes, et mandast vostre messager que il dusse aller à l'oustel arère, quant il fuist garré, et q'il dusse arder la letre de monseignur Bertram pur ce q'il feust mort, et les autres trois lettres, pur ce que les autres lettres furent de mesme fourme; et il ne voet pas arder pur chose que nous purrons fere. Il dit puis les autres non volout pas réservir, il vous emportera arère; et quant je veien, je ai aselé les deux lettres arère avec mon seal. Endroit de les Escotz, avons une lettre à eux de crédence que il vous porta; et sûrement il sera tenuz. Et endroit les deux filz de Bloys, agardez que vous serrez seur de lour déliverance, et je emportera lour finance avec moy à mon venu, et vostre aunte avec, si come ils ont me promis. Et endroit de vostre clerc, lessé lui venir. Il ont bien ordenez pur lui; ensi me convient demurrir avec eux pur aporter certeins novelles de toutes choses, pur ce que le roy est bien malade; ainsi les seignurs sont en poy de sensain, pur ce que noz gentz font

si grave male et nul voile faire remède. En le meen temps je voile assaier si je puisse gayner vostre payement. Et endroit de vostre messager, ne corsé vous point avec luy, qar par mon foi il ad esté bien malade, et tenez bone crédence à luy ce que vous dirra par bouche. A Dieu, mon très-honouré mestre, que soit garde de vous, et encresse vos honures. Escrit à Brugus, le jour de Seint-Croys par le vostre servant frère W. »

6. « A mon très-honouré seignur. Très-honouré seignur, pur ce que je ay entenduz que vos busoignes serront persez (*sic*) a cause, veullez savoir que je vous eusse escritz devant ces heures autres novelles; mès pur ce que je ne m'affia bien en mon clerc, etc., mais je me tiegne bien contentz que mes lettres sont les primers. A Dieu, etc. »

« Per R. de F. »

Et ledit monsieur Rauf amesnez en ce parlement souz la garde du mareschal d'Engleterre, et illoeqes aresonez de par le roy de lesdites letres et de la matire y comprise, priast au roy et as seignurs d'avoir conseil en le cas. A quoy lui feust dit que en toutes les choses enquelles conseil lui deust par la loy de la terre estre grantez, le roy nostre seigneur lui vorroit ottroier conseil, et autrement ne mye. Et feust dit oultre à dit monsieur Rauf que, pur tant que cette matire sonast si hautement en tréson, que par la ley il n'y doit avoir conseil en ces cas de nulle terriene persone, fors que de Dieux et de luimesmes; comandé feust à luy que il y feist sa response à son peril. Et adoncques monsieur Rauf avantdit y dist que par ensample évident et expérience de fait, toutes gentz présentes lui deussent tenir et eut avoir pur innocent, oultrement reherceant coment il avoit esté longement come de sa juvente travaillez en diverses guerres le roy, en présence des plusours nobles seignurs du royaume, dont aucuns sont morts et aucuns en pleine vie, et coment il faist auxinct capitayn de Caleys et d'aultres forteresces de par delà, où il poiast avoir receuz moelt grant trésors s'ils vousiscent avoir trahi son seignur lige (que Dieux défende); et nel fist unqes, Dieux mercis; ains notoire

chose est que, après ce que aultres capytaines des chastelx et fortresses nostredit seignur avoient renduz lours chastels et fortz en Pontif as adversaires de Fraunce, pur doute de lour manace, il tint longement après son fort et nel rendist myes as Fraunceys pur menace, ne pur assent, ne pur siége fait entoure lui, combien q'il avoit plusours letres du noble roy Edward, aïel nostre seignur le roy q'or est (qi Dieux assoille), de l'avoir fait rendre as Fraunceys avantditz. Et issint per bone expérience doit apparoir à toutes gentz que, si je deusse avoir esté desloial à mon seignur lige (que Dieux ne veullie), je l'eusse avor fait pur lors, quant je purpoie avoir receuz pluis de profit que maintenant ne purpoie, come vraisemblable chose est à tout homme resonnable.

A qoy feust réplyez de par le roy et dit audit monsieur Rauf que, par cas l'en y feist dissimulation pur un temps, et ce encore par moelt grant sen de l'adversaire de Fraunce et de son conseil; qar chescun homme doit savoir par fine reson que pluis profiteroit et plerroit aldit adversaire et à son conseil d'avoir une tielle personne come vous estiez, de lour covyne et assent en le conseil de nostre seignur le roy d'Engleterre, pur lour conforter et acerter de privitées, purpos et affaires en nostre conseil, que d'avoir la ville de Caleys ou aultre forteresse du roy nostre seignur en lour volentée. Et partant y feust dist aldit monsieur Rauf que il ent fist sa response final asdites letres à son péril, c'est assavoir que li dist expressément si lesdites letres furent les soens letres ou ne mye, preignant garde de ce qil eut avoir dit devant sur le primer arest à lui fait per ladite cause; à quiel temps il avoit dit quant les lettres furent à lui monstrez, que celles mesmes lettres sembloient par lours sealx estre les soens letres sealés de son seal de ses armes. A quoy ledit monsieur Rauf respondist ore et dit expressément qe il ne se remembroit mye q'il avoit unqes dist qe celles letres furent les soens, et si nul home en espécial vorroit surmettre à luy que celles letres furent faites par luy ou de sa science par voie quelconque, il se vorroit défendre par son corps come chivalier doit faire. A quoy autrefoitz fut reppliez de par le roy que à ce ne vendroit-

il mye, qar y ne fust nul home que en fait rienz à lui surmist en çelle partie, mès que soulement la contenue desdites lettres seulez souz son noun et le seal de ses armes à ce que sembloit, purportoit grant tréson fait par lui, et per espécial qu'il serroit adherdant as ennemys du roy nostre seignur et de son roialme avantdit; et partant autrefoitz estoit commandez à lui de donner sa response à son péril. A quoy ledit monsieur Rauf finalement respondist et dist que lesdites lettres ne furent unqes faites ne sealés de sa science ou volentée, ne unqes en privé n'en apert à ce fust-il assentant par lui ne par autre, ne unqes vit-il lesdites lettres n'aucune d'icelles tant que celles à lui furent monstrez en ladite marche de par lesdits seigneurs; et ceo il est prest de prover par queconque resonable voie que la ley de la terre vorra adjugger.

Et celle response donée, ledit monsieur Rauf fuist comandez de reteurnir à la prisone, aufin que en le même temps homme s'avisast de la matière. Et sur ce si bien (*sic*) un Thomas Persone, de l'église de Brington en le countée de Northumberlan, et certeins autres familiers ledit monsieur Rauf, et un certein poevere homme mendinant qi primèrement trovast lesdites letres, queux furent prys et emprisonnex à Londres pur ladite cause, come John de Lyaddeleye, lors maire de Londres, à qi lesdits lettres primèrement par ledit mendinant furent baillez, furent per celle cause faitz venir en parlement et illoeqes examinez diligemment et singulèrement de la matire et des circumstances d'icelles, par les justices nostre seigneur le roy et aultres seges à ces assignez et chargez, sur péril de lour ames, d'examiner la véritée de la matire. Et lesdites letres, le printe des sealx bien regardez et advisez avec autres verroies lettres del propre seal ledit monsieur Rauf ensealez, sembloit asditz justices, par moultz des resons, qe celles letres issint trovez et les sealx d'icelles si furent fauxement contrefaites par aucuns malveis gentz pur destruire ledit monsieur Rauf. Et lour reson et cause fuist celle : c'est assavoir, purtant qe ledit examination apperust, que toutes lesdites lettres qu'elles furent trovées toutz closes et ensealées et ne mye freintes, dont au-

cunes furent directes audit monsieur Rauf de par lesditz seigneurs de par-delà, et aucunes directes asditz seigneurs de per-delà par ledit monsieur Rauf, portantes toutes bien près une mesme date et escrites come ce feust d'une main, si furent trovez ensemble en une boiste per ledit mendinant, per ont apparust qe celles lettres furent contrefaites, que le seal desdites les letres si fuist auxint contrefaites, qar le seal de mesmes les letres si est pluis large en quantitée, et le prente d'icelles moelt grantement et appertement variant audit verroi seal. Per quoy et per autres causes resonables, semblast as seignurs du parlement que ledit monsieur Rauf estoit innocent de ce qe à luy estoit issint surmis illoqes; et per tant, et auxint à la reqeste des seigneurs en ce parlement, ledit monsieur Rauf estoit déliverez as contes de Warrewick, Stafford, Salasbirs, et Northumbreland, et à Reginald de Grey de Ruthyn, et al prior de Seint-Johan de Jérusalem en Angleterre; lesqueux contes et seigneurs en dit parlement devien-drent plegges à nostre seigneur le roy pur ledit monsieur Rauf, c'est assavoir corps par corps, de luy avoir devant le roy et son conseil, où, et quant, et si sovent come plerra à nostredit seignur le roy d'assigner par entre cy et le prochein parlement à tenir en Engleterre, sur ce resonablement garnissement ant asditz mainpernours à faire de par le roy, pur y faire rescevire en ce cas ce qe la ley demande, en cas qe nostredit seigneur le roy ou nulle autre personne vorra pluis avant ent parler vers ledit monsieur Rauf. Et issint estoit ledit monsieur Rauf laissez aler à large; et lesdites lettres avec le verrai seal ledit monsieur Rauf, q'estoit d'argent, illoeqes furent baillez au parlement à monsieur Johan de Cavendish, chief justice le roy, come en garde, si per cas aucun homme vorroit ent dire pluis avant aldit monsieur Rauf. Et puis furent icelles lettres et seal liverez en bank le roy; et sur ce, ledit mendinant, pur suspection qe l'en avoit de luy il feust assentant à ceste fauxetée et aucunement conissant d'icelle, estoit comandez à la prisone; mais ledit Persone de Brington et autres servantz ledit monsieur Rauf, qi furent prises et emprisonnez per ladite cause, après ce q'ils furent examinez en ce parlement de la ma-

tire avantdite, et rienz trovez per ledit examinement en eulx de mal en celle partie, si furent déliverez per meinprise d'esteer à lour responce à quelle heure que ils furent demandez par celle cause.

Item. Les conts de Warrewick, Stafford, Salesbirs et Northumberland, et le sire de Grey de Ruthyn, prièrent à nostre seignur le roy que, de si come ils avec le priour de Seint-Johan de Jérusalem en Engleterre, qi Dieux assoille, s'estoient nadgaires, en parlement tenuz à Norhampton, obligez à nostre seignur le roy, sur grief peine et per espécial corps pur corps, d'avoir monsieur Rauf de Ferrers, chivalier, devant le roy et son conseil, à quele heure q'ils ent furent resonablement garniz, devant le prochein parlement dès lors à tenir deinz le roialme d'Engleterre, pur respondre à nostredit seignur le roy sur certaines chargeantes matires comprises en certaines lettres qu'elles furent devant trovez près de Londres, et depuis baillez à nostre seignur le roy; per quelles matires, si celles lettres eussent esté les propres lettres dudit monsieur Rauf et faites de son science, come celles ne furent, einz furent fauxement contrefaites pur destruire ledit monsieur Rauf, y ent fust resonez et mis à sa response; mais per icelles lettres sembloit que ledit monsieur Rauf deust avoir esté adherdant as ennemys nostre signur le roy, qe Dieux défende; et depuis qe ledit monsieur Rauf ad esté toutdys en ces et encores est icy présent en parlement à respondre à quelconque qe lui vorra rienz susmettre en celle partie autre qe bien, et iceulx meinpernours soient déchargez de leurdite meinprise, comme reson vorra, à cause qe tant qe aldit prochein parlement que ce est, ils devindrent tant soulement ses mainparnours et ne mye plus oultre: à quoy fust responduz de par le roy que nostre seigneur le roy lour avoit et tenoit deschargez de leur mainprise avantdite et auxint ledit monsieur Rauf, alors en dit parlement esteant, nostre seignur le roy avoit et tenoit son foial lige et pur excusez de lesdites lettres et les matires comprises en icelles.

N. B. Extraits des Rôles du parlement tenu à Northampton l'an IV du règne de Richard II, le lundi après la Toussaint (4 novembre 1381) et le second du parlement tenu à Westminster le lendemain de la fête des Morts (3 novembre 1382) la cinquième année du même règne. B.

CXXVI. (26 juillet 1382.)

MANDEMENT

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Pour informer des privilèges du clergé en Artois, relativement aux confiscations en cas de félonie. (Rym. Supp. Rich. II, vol. 2, n° 60. — Bréq. t. LXXVIII.)

DE INQUIRENDO.

Rex dilectis et fidelibus suis Johanni Devereux, capitaneo villæ nostræ Calesii; Wilielmo de Briene, capitaneo castri nostri de Merk; Willielmo de Hoo, capitaneo castri nostri de Hammes; Ricardo Holme, capitaneo castri nostri de Oye; Johanni Briket, majori villæ nostræ Calesii, et Edmundo de Hastede, mercatori stapulæ nostræ Calesii, salutem.

Sciatis quod, cum in curia nostra Angliæ semper hactenus ab antiquo usitatum existat quod, si aliquis clericus de aliquo crimine sive felonia rectatus coram aliquo judice regni nostri Angliæ, inde convictus fuerit, et postea coram ordinario loci super eodem crimine, juxta privilegium clericale, legitime se purgaverit, terras, tenementa ac bona et catalla sua, ad significationem ordinarii illius, secundum legem et consuetudinem dicti regni nostri, statim habeat restituta : nos, volentes certis de causis certiorari quæ et cujusmodi lex sive consuetudo de terris, tenementis, bonis et catallis clerici taliter convicti, postquam inde coram ordinario suo, juxta privilegium clericale, legitime se purgasset, in partibus de Artois ab antiquo usitata fuerit, et in præsenti existat usitata; utrum videlicet terræ, tenementa, bona et catalla hujusmodi ad nos et antecessores nostros, ratione convictionis illius, penitus confiscari, an præfato clerico, post purgationem

suam legitime factam, per legem et consuetudinem de Artois, restitui consueverint et debeant : assignavimus vos quinque, quatuor, tres vel duos vestrum, quorum vos, præfate capitanee Calesii unum esse volumus, ad informandum vos per rotulos et evidentias curiarum judicialium in partibus illis, ac aliis viis et modis quibus melius et fidelius inde doceri poteritis, ac ad inquirendum, si necesse fuerit, per sacramentum proborum et legalium hominum de dicta villa Calesii ac aliis partibus illis per quos, etc. que et cujusmodi lex sive consuetudo in dictis partibus de Artois in hoc casu hactenus habita et usitata fuerat, et in præsenti existat, et fieri debeat, et ad nos super præmissis in cancellaria nostra Angliæ distincte et aperte certificandum.

Et ideo vobis mandamus quod vos, etc. quorum, etc. vos super præmissis diligenter informetis, et, si necesse fuerit, per sacramentum hujusmodi proborum et legalium hominum inde inquiratis; et nos in cancellaria nostra Angliæ super præmissis, sub sigillis vestris quinque, etc. quorum, etc. una cum inquisitione prædicta, si necesse fuerit, distincte et aperte sine dilatione certificetis, hoc breve nobis remittentes.

In cujus, etc.

Teste Rege. Apud Westmonasterium, XXVI die julii.

CXXVII. (8 septembre 1382)

LETTRE

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il ordonne de ne jamais nommer maire, bailli, alderman, etc. de Calais, Jean Estyngs, si ce n'est de son propre consentement. — (Bréq. t. LVII.)

Rex omnibus ballivis et fidelibus suis ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod, de gracia nostra speciali, concessimus, pro nobis et heredibus nostris, Johanni Estyng de Calesia, quod ipse ad totam vi-

tam suam habeat libertatem, videlicet quod non fiat major, ballivus, aldermannus seu alius minister aut officiarius noster vel heredum nostrorum in villa predicta, contra voluntatem suam. Et ideo vobis mandamus quod ipsum Johannem contra hanc concessionem nostram non molestetis in aliquo, seu gravetis. In cujus, etc. T. R. Apud manerium regis de Shenes, VIII die septembris.

Per breve de privato sigillo.

CXXVIII. (10 septembre 1382.)

LETTRE

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

AUX MAIRE, ALDERMANS ET AUTRES OFFICIERS DE CALAIS,

Par laquelle il leur mande de n'exiger de Richard de Preston, citoyen de Londres, que deux veilles à Calais, savoir : une veille pour l'hôtel et les différentes échoppes qu'il possède dans ladite ville, et une autre veille pour les deux autres maisons qu'il y possède aussi. (Bréq. t. LVII.)

Rex majori, aldermannis, marescallis ac aliis ministris et officiariis ville nostre Calesie, qui nunc sunt vel pro tempore fuerint, salutem.

Cum nuper, ad prosecucionem Ricardi de Preston, civis Londoniensis, nobis suggerentis ipsum quoddam hospicium cum diversis shopis eidem hospicio contiguis *en le westwarde* dicte ville Calesie, de dono et concessione domni Edwardi, nuper regis Anglie, avi nostri, unum mesnagium in *le northwalde,* et unum mesnagium in vico vocato *Copstole-street* dicte ville Calesie, ex donis et concessionibus aliorum, tenere, scilicet de dictis hospicio et shopis, una vigilia, et de utroque mesnagiorum predictorum una vigilia per annum debeantur tantum; majorem, aldermannos et marescallos tamen ejusdem

ville Calesie duas vigilias pro dictis hospicio et shopis, et duas vigilias de utroque mesnagiorum predictorum per annum exigere, et ipsum Ricardum et tenentes suos tenementorum predictorum distringere et ipsos inquietare multipliciter ex hac causa : precepimus dilecto clerico nostro Willelmo de Eyremyn, thesaurario ville nostre Calesie, quod, scrutatis libris, rotulis et aliis memorandis continentibus sive concernentibus vigilias et alia servicia de tenementis predictis debita, que in custodia sua existunt, ut dicitur, nos de singulis vigiliis debitis de hospicio, shopis et mesnagiis predictis separatim redderet certiores. Et quia idem thesaurarius nos in cancellariam nostram Anglie testificavit quod, omnibus registris memorandis concernentibus vigilias et alia servicia de tenementis predictis debita scrutatis plenarie et inspectis, invenit quod de hospicio et shopis predictis una vigilia, et de utroque mesnagiorum predictorum una vigilia tantum debentur per annum ; et quod non de pluribus vigiliis onerantur, sicut per testificacionem illam plenius poterit apparere, vobis mandamus quod, inventis et habitis una vigilia de hospicio et shopis predictis et una vigilia de utroque mesnagiorum predictorum per annum, plures vigilias de tenementis predictis seu aliquo eorumdem nullatenus exigatis nec inveniri seu exigi faciatis, et districcionem si quam eidem Ricardo aut tenentibus suis tenementa eorumdem pro aliquibus vigiliis racione tenementi ; hujusmodi ultra unam vigiliam pro hospicio et shopis predictis, et unam vigiliam pro utroque mesnagiorum predictorum per annum, feceritis, sine dilacione relaxetis eisdem, jure nostro in omnibus semper salvo. T. R. Apud Westmonasterium, x die septembris.

CXXIX. (11 mars 1384.)

LETTRE

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il permet à Thibault de Puylehaut, détenu prisonnier à la Tour de Londres, d'aller et de venir, de passer même la mer, aux conditions marquées[1]. (*Rot. Vascon.* an. 8 Rich. II, membr. 2. — Bréq. t. LXXVIII.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem. Licet nuper Karulus de Beaumond, Poncius, dominus de Casthelon; Johannes Despremont, vicecomes Dort, et Garcias Arnaldi de Salmys, in cancellaria nostra personaliter constituti, manuceperint pro Theobaldo de Podeo-Alto, nuper capto et detento in prisona nostra turris nostre Londoniensis, videlicet quilibet manucaptorum predictorum corpus pro corpore, quod idem Theobaldus extra regnum nostrum Angliæ versus aliquas partes exteras sine licentia nostra speciali se non diverteret, et quod ipse semper esset paratus, ad mandatum nostrum, ad respondendum coram nobis et consilio nostro vel alibi, coram justiciariis nostris, ubi et quando nobis placuerit, super quibuscumque sibi ex parte nostra obiciendis; proviso tamen quod Guido de Briene, senior, chivaler, in cancellaria nostra personaliter constitutus, manucepit pro prefato Theobaldo, videlicet corpus pro corpore, quod idem Theobaldus bene et fideliter, ut unus ligeorum nostrorum, erga nos et heredes nostros, futuris temporibus, in omnibus se habebit; prefatos Karulum, Poncium, Johannem et Garcium de manucapcione sua predicta penitus relaxamus, acquietamus et tenore presencium exoneramus; ac eidem Theobaldo, quo voluerit, tam citra mare quam ultra, ire et transire similiter

[1] Voyez la pièce numérotée CXXII, p. 225, dans ce volume.

licenciam tenore presencium concedimus specialem, manucapcione ipsorum Caruli, Poncii, Johannis et Garcii in hac parte aliqualiter nonobstante. In cujus, etc.

Teste Rege. Apud Westmonasterium, xi die marcii.

Per consilium.

CXXX. (17 avril 1384.)

LETTRE

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Portant ordre d'arrêter les navires français par représailles des navires anglais que les Français avaient arrêtés durant la trêve. (Rym. Supp. Rich. II. vol. 2, n° 113. — Bréq. t. LXXVIII.)

DE CERTIS NAVIBUS BONIS ET CATALLIS DE FRANCIA NOMINE REPRISALIE ARESTANDIS.

Rex, majori et ballivis ville Suthantoniensis, salutem.

Quia ex testimonio accepimus fide digno quod quædam navis, apud Eborum, diversis bonis et catallis dilecti clerici nostri magistri Walleri de Skirlawe, custodis privati sigilli nostri, Willielmi Fysh, Johannis Swan, marinarii, Johannis Gysburgh, Willielmi Burton, Willielmi Tykyll, Johannis Apillonis, Johannis Sincton, Johannis Rondeston, Richardi Alne, Willelmi Belle, Henrici Burton, Thome Lokyngton, Johannis Queldryk, Johannis Arnold et Rogeri Cowelon, mille librarum carcata, velando supra mare versus civitatem nostram Londonensem, per quandam bargeam de Deepe in Normannia, prope villam magne Iernemuth, una cum bonis et catallis predictis ac marinariis dicte navis, tempore presentis treugæ inter nos et illos de Francia inite et firmate, capta et usque dictam villam Deepe ducta

fuit; ubi dicta navis, bona et catalla, ac etiam marinarii predicti detinentur, contra formam dicte treuge, perperam et inique; et quia quædam alie naves de partibus Francie, diversis bonis ipsorum de Francia carcate, una cum magistris et marinariis earumdum, in portu dicte ville Suthantonie similiter, ut intelleximus, jam existunt: volentes naves illas ac magistros et marinarios earumdem, una cum bonis in eisdem inventis, pro majori securitate dicti clerici nostri ac aliorum fidelium nostrorum predictorum, nomine reprisalie, arestari et sub salva et secura custodia poni, ut est justum, vobis precipimus, firmiter injungentes quod statim, visis presentibus, dictas naves in portu predicte ville Suthantonie, ut premittitur, existentes, una cum omnimodis bonis in eisdem inventis, nec non magistros et marinarios earumdem, ubicumque eos invenire poteritis, nomine reprisalie capi et arestari, et salvo et secure custodiri faciatis, quousque aliud vobis inde duxerimus demandandum.

Teste Rege. Apud Westmonasterium, XVII die aprilis.

N. B. Il y a d'autres lettres, sur le même sujet et de la même date, adressées au vicomte de Londres, insérées dans le même rôle, m. 2ª. B.

CXXXI. (Avril, vers 1386.)

LETTRE DU CARDINAL DE NAPLES

A RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Pour l'engager à laisser à la disposition du pape Urbain VI l'argent que ce prince avait fait passer à Florence pour faire des levées contre la France. (Biblioth. Cotton. Cleopatra. E. II, p. 113. — Bréq. t. LXXVIII.)

Serenissime rex et christianissime princeps, ad deprimendam Galicorum innatam elationem proterviamque detestandam, qui ab ipso initio, postquam regalem illustris natura vestra apicem sumpsit,

culmen regie majestatis vestre, si (quod absit) voluntati vices suppeterent, non solum decolorare, sed ipsam sacrosanctam romanam ecclesiam, orthodoxamque fidem catholicam nituntur elatius inhumaniter conculcare, hereses et scismata suscitando, ut habuimus indubie per olim magistrum Johannem Bachum, regium secretarium, nonnullam pecunie summam, ut regalem apicem decet, pro congregandis gentibus bellicosis invasuris eosdem, Florentie, a qua reportata non est, transmittere non postposuit; quod etiam sanctissimo domino nostro maximum gaudium generavit, consideranti vestre majestatis animum in rebus strenuis liberalem, sicut decet regiam majestatem, et effectum inde gloriose prosecuturum ad deprimendum inimicos vestros et ecclesie sancte Dei : ut igitur tam laudabile tamque sanctissimum illustrissime dominationis vestre conceptum votive mancipetur effectum, et que, predicationum sermonibus et verborum terroribus non valuit hactenus flecti, tanta ipsorum obstinata durities! admodum in virga ferrea potentique brachio regie celsitudinis, vibratoque in eos gladio severitatis demoliatur, ne in ipsorum versuta iniquitate valeant gloriari, et non tantum regiam majestatem vestram possint aulica, ipsis in exterminium positis et conflictis, citius solatia detinere, sed et romana ecclesia ad dignitatis statum consuetum reduci : vestram celsitudinem deprecantes, hortamur eidem votivius suadendo quatinus in hujusmodi proposito solidata, ad ipsorum celeriorem exterminium consequendum, velit mandare quod, pro congregandis hujusmodi gentibus bellicosis, dicta pecunie quantitas secundum prudentiam sanctissimi domini nostri pape expendatur. Ipse enim dominus noster pervigili cura attendit, ad exterminium inimicorum predictorum, gentes coadunare, non solum per terram sed etiam per mare, maxime in Provincia cum voluntate Provincialium, quorum mentes ad viam veritatis venire festinant; et sic predictis gentibus coadunatis, prefatus sanctissimus dominus noster papa potenter se et promptissime exhibebit; firma spe fiduciaque tenentes quod, auctore Domino qui christianis regibus et principibus dat salutem, ipsis undique gentibus circundatis, victoriosum processum

felicemque triumphum et sacrosancte Romane ecclesie unionem, vestre regie majestatis potentia, conculcatis hostibus, reportabit, et preter eterne retributionis premium, nomen a cunctis gentibus gloriosum. Datum Janue, die primo aprilis. Vestre serenitatis benignitati facta mea permaxime beneficiorum meorum affectuosius recommendo taliter, quod ipsis, majestatis vestre auxilio mediante, possim gaudere.

Vestre serenitatis devotus orator, P. cardinalis Neapolitanus.

N. B. Copié sur l'original. On a écrit au bas, d'une main moderne, la note suivante : *Serenissimo ac christianissimo principi et domino domino R. regi Anglie illustrissimo et Francie.* Au haut de la page on lit : *Ed. III, anno 46.* Je crois cette date fausse. La lettre paraît adressée à Richard II. B.

CXXXII.

(12 juin 1388.)

LETTRE

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il confirme les exemptions et priviléges dont jouissent les marchands de vin du duché de Guyenne en vertu d'une concession d'Édouard III. (*Rot. Vascon.* an. 2 Rich. II, membr. 3. — Bréq. t. LXXVIII.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem. Constat nobis, per inspectionem rotulorum cancellarie domini Edwardi, filii regis Henrici, quondam regis Angliæ, progenitoris nostri, quod idem progenitor noster quandam cartam suam fieri fecit, in hec verba :

« Edwardus, Die gratia rex Angliæ, dominus Hibernie et dux Aquitannie, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, prioribus, comitibus, baronibus, etc. salutem. Circa statum prosperum mercatorum de ducatu nostro predicto, etc. Datum per manum nostram apud Westmonasterium, tercio decimo die augusti, anno regni nostri tricesimo. »

Nos autem ordinationes, comissiones, remissiones, consuetudines, libertates et quictancias predictas, ac omnia et singula in dicta carta

contenta, rata habentes et grata, ea pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, dilectis vobis nunc mercatoribus et vinetariis ducatus predicti et eorum successoribus tenore presentium concedimus et confirmamus, prout carta predicta rationabiliter testatur et prout iidem mercatores et vinetarii et eorum antecessores libertatibus et quictanciis predictis, vigore carte predicte, hactenus rationabiliter uti et gaudere consueverunt. In cujus, etc. Teste Rege. Apud Westmonasterium, XII die junii.

Per consilium.

N. B. On retrouve, membr. 19 du rôle de l'an 2 de Henry IV le vidimus de ces mêmes lettres de confirmation par Richard II. B.

CXXXIII. (25 juin 1388.)

LETTRE

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

A NORTHAMPTON, HÉRAUT D'ARMES,

Par laquelle il lui permet de passer en France pour y poursuivre, selon les lois, le défi donné par Thomas Clifford, chevalier, au sire de Bouciquaut. (*Rot. Franc.* an 10 Rich. II, membr. 2. — Bréq. t. LXXVIII.)

Le Roi à nostre bien-amée Norhampton le héraud, salutz. Sachez que, come nostre très chier cosyn Thomas de Clifford, chivaler, l'eisné fitz Rogere, sire de Clifford, eit chalangé un chivaler de France, appellé sire Bursigaude, l'eisné filz le sire Bursigaude, de certeinz faitz d'armes comprises en une letre enséalé sous le séale nostredit cosyn et envoié audit sire Bursigaude, les queux al graunt instance nostredit cosyn nous avons octroié; et nous a supplié de vous doner congié à pursuer mesme le besoigne solonc la guyse d'armes : nous, désirantz l'onour de nostredit cosyn en chescun part saunz blemisure

salver, par la tenure de cestes vous avons doné congié de passer vers les parties de France parmy noz enemys, à pursuere ledit bosoigne en chescune part que vous semblera le meultz, saunz empêchement de nous ou de noz heirs ou de noz ministres quelconques. En tesmoignance de quele chose nous avons fait faire noz letres patentes. Donée souz nostre graunt seal, à Redyng, le xxvi[e] jour de juyn.

Par le Roi.

CXXXIV ET CXXXV. (27 juillet 1389.)

1.

LETTRE

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Pour faire rentrer dans ses biens Guillaume de Campes, bourgeois de Bordeaux, qui en avait été dépouillé durant sa minorité.

2.

LETTRES DE SAUF-CONDUIT ET DE PARDON

POUR LE MÊME GUILLAUME DE CAMPES,

Poursuivi pour avoir fait évader de prison l'abbé de Sainte-Croix, de Bordeaux, accusé de crime de lèse-majesté, repris depuis, et condamné à mort.

(Rym. Suppl. Rich. II, t. III, n° 161. — Bréq. t. LXXVIII.)

I.

PRO WILL. DE CAMPES.

Rex venerabili in Christo patri archiepiscopo Burdegalensi, ac dilectis et fidelibus suis locum nostrum tenenti in partibus Aquitaniæ, senescallo nostro ibidem, constabulario nostro Burdegalensi, judicibus, præpositis, majori, juratis et omnibus aliis officiariis dictæ civi-

tatis nostræ Burdegalensis et in dominio nostro Aquitaniæ, et eorum cuilibet qui nunc sunt vel qui pro tempore erunt, salutem.

Supplicavit nobis dilectus et fidelis ligeus noster Willielmus de Campes, burgensis civitatis nostræ Burdegalensis, ut, cum ipse nuper in tenera ætate sua, quando ætatis unius anni et dimidii extitit, de bonis suis mobilibus et immobilibus ac hereditatibus suis quæ fuerunt patris sui, pro eo quod ipse extra possessionem suam per illos qui fuerunt tutores sui, absque aliquo jure, et maxime per potestatem Eliæ Pomyers, chivaler, defuncti, vendita fuerunt et elongata, exhereditatus fuisset; idemque Willielmus demandam vel requisitionem aliquam, quod restitutio bonorum prædictorum infra terminum viginti et novem annorum sibi fieret, pro eo quod ipse non fuit in patria, et similiter pro eo quod ipse in nunciis et obsequiis nostris, occasione guerrarum nostrarum, eodem tempore occupatus fuit, ut dicit, non fecisset, velimus sibi de gratioso remedio providere : Nos volentes, de assensu consilii nostri, quantum in nobis est, plenam et celerem justiciam eidem Willielmo fieri in hac parte, vos, præfate archiepiscope, requisimus et rogamus, ac vobis, præfate locum tenens et alii ministri nostri prædicti, injungimus et mandamus quatinus ipsum Willielmum jus suum in præmissis et quolibet præmissorum, ac etiam jus et hæreditatem matris suæ ac omnia alia quæ se tangunt et ad se in partibus illis rationabiliter pertinere notuerunt, quotiens et quando sibi melius videbitur, clamando, vindicando, et exigendo, audiatis, et sibi tam de dictis bonis suis mobilibus et immobilibus unde, sicut præmittitur, fuit exheredatus, quam de omnibus aliis agendis suis, secundum legem, foros et consuetudines partium illarum prosequendis, plenum et celerem justitiæ complementum, quantum aliqualiter de jure et favore, absque offensa legum vel consuetudinum patriæ et dominii nostrorum Aquitaniæ, facere poteritis, fieri faciatis; ita quod idem Willielmus, pro posse vestro, materiam non habeat erga nos ex nunc prosequendi pro alio in hac parte remedio optinendo.

In cujus, etc.

Datum apud Westmonasterium, XXVII die julii.

Per breve de privato sigillo.

II.

Rex omnibus ballivis et fidelibus suis in terra nostra Aquitaniæ ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod, cum dilectus et fidelis ligeus noster Willielmus de Campes, burgensis civitatis nostræ Burdegalensis, metuat quod aliqui fortassis, per odium et invidiam, ipsum erga nos impetere voluerint, pro eo quod ipse Bernardum Salmon, nuper abbatem Sanctæ-Crucis de Burdegala, de crimine læsæ majestatis impetitum, per unam portam ejusdem civitatis, quam idem Willielmus habuit in custodia, evadere permisit; qui quidem abbas, postquam ita evaserat, recaptus et per judicium in curia archiepiscopi Burdegalensis redditus, morti traditus extitit, ut accepimus : Nos, de gratia nostra speciali et ad supplicationem ipsius Willielmi, pardonavimus eidem Willielmo transgressionem per ipsum factam in hac parte, et inde concedimus, nolentes quod idem Willielmus, occasione prædicta, per nos vel heredes nostros, aut ministros quoscumque impetatur, inquietetur, molestetur in aliquo seu gravetur.

In cujus, etc.

Datum apud Westmonasterium, XXVII die julii.

Per breve de privato sigillo.

N. B. On trouve dans le même rôle, en date du 14 novembre, des lettres de sauvegarde pour ledit Guillaume de Campes, datées du 28 juillet, avec la note d'autres lettres de sauvegarde du 24 septembre de la même année, pour Gérard Roger, Guillaume *de Bordili*, bourgeois de Bordeaux, et Jean *de Bordili*, docteur ès lois de la même ville. B.

CXXXVI. (9 janvier 1390.)

LETTRES DE GRACE

ACCORDÉES

PAR RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

A ISABELLE ODENERD,

Qui avait été bannie de Calais pour avoir donné retraite à gens suspects. — (Bréq. t. LVII.)

DE PARDONATIONE.

Rex, majori villæ suæ Calesie, salutem.

Cum, ut accepimus, quædam Isabella Odenerd, tempore Johannis Manfeld, nuper majoris ejusdem villæ, bannita fuerit extra villam prædictam per spacium sex annorum, pro malo herbergagio hominum in dicta villa habitantium, et ad eandem singulis diebus confluentium, nos de gracia nostra speciali et pro una marca, quam eadem Isabella nobis solvit in hanaperio nostro, ac pro eo quod coram vobis, in cancellaria nostra, per certam relationem cui fidem credulam adhibemus, sufficienter est testificatum quod præfata Isabella nobis fidelis et bonæ famæ existit, pardonavimus ei bannitionem prædictam et ipsam ad pristinum statum suum in villa prædicta obtinendum restituimus. Et ideo vobis mandamus quod ipsam Isabellam in villam prædictam in pristinum statum suum recipiatis, et ipsam inter ceteras gentes ejusdem villæ morari, conversari et commodum suum prout solebat facere permittatis, bannitione prædicta non obstante.

Teste Rege. Apud Westmonasterium, IX die januarii.

CXXXVII. (15 mai 1390.)

LETTRE DE CHARLES VI, ROI DE FRANCE,

A RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Pour le féliciter de ses succès en Irlande et l'exhorter à s'occuper du projet de la croisade contre les infidèles. (Biblioth. Cotton. Cleopatra, D. III, pag. 202.—Bréq. t. LXXVIII.)

LITTERÆ KAROLI REGNANTIS IN FFRANCIA, MISSÆ RICARDO, REGI ANGLIÆ ET FFRANCIÆ SECUNDO.

Nostre très chir cosin et très amé frer, nous désirons de très bon coer continuelment estre enfourmé de vostre bon estat et sainсté, que Dieu voille mayntenir et ascrescer à sa loenge et à vostre consolacion, come vous le voudrés et nous désirons. Et ceo de nostre estat vous plaist saver, quant ces lettres fuerent escrites, par la grâce de Dieu nous esteimes en bon point, le Dieu mercie, attendantz et déseraun̄tz vostre venue d'Ybernie à victoire en Dieu et consolacion et de vous et de nous. Et, très amé frère, de ce que nous avons entendus que grante pleynté des vos subgiés d'Ybernie sount revenus à vostre obéissans saunz grauntz batalie ou effusion de sanc, nous en avons joye et en loioms nostre signeur Dieu, qi est aveucqes vous et par qi viennent les vittoires. Très chir et très amé cosyn, quant il nous soveint de le bon amour et dilection que vous avez à nous, si come par plusoures de noz subgiez et des vostres, jà grant temps a, plusours foies nous avons esté enformez, et par espécial par vostre loyal serviteur et devout orateur Robert Larmite, à quel, pur la révérence de Dieu et pur sa loialté, de ladit amour nous luy avons donée pleyne foy, et tenons doulcement qe ladit amour et de vous et de nous est et serra fondé sur la pierre ferme, laquele, selon le dict senct Pol l'a-

poster, est Jéhu-Crist, qui les deus parois estraunges et ennemies l'un de l'autre, c'est assaver le peuple des Juyfs et le peuple des gentz payens, par le moyen de sa saincte passion, fist assembler ensemble en un temple d'union et de charité en la saincte foy catholique; tout ainsi à nostre desire, très amé frère, ladite piere Jéhu-Crist qi par sa grâce a inspiré l'amoure sovent foytz et joyeusement répété entre vous et nous, fera rassembler ensemble les deuls parois, un grant temps jà pieçà ennemies et séparées l'un de l'autre par mortel guerre, c'est assaver en France et Angleterre, en un temple et esglise de Dieu dount es habitant sera un cuer et un âme en Dieu, par verrais amour, à son service et sauvement des âmes enfirmes; laquelle chose Dieu par sa grâce nous voille ottroier. Très chir et très amé frère en celuy que (qui) ses apostres appella frères, quant à nostre lacrimable remembraunce et sovent présente coment par le périlious guerre de noz prédécessours, qi XL tans as duré, tauntz de maulx ont esté faictz et tantz des âmes baptisés ont esté péries, esglises destruites et vierges violées; et que, par la bounté de Dieu et grâce singuler, il as réservé jusqes as ore et vous et nous, innocens de l'effusion du sanc de noz subgiés, et doulcement il nous as réservé et gardé deffendre l'un et l'autre, noun obstant les ennemyes de pays qui sont nourreis de voier le sanc de loures frères crestiens, de vostre part et de nostre, qi jusqes à ore n'ount pas dormie et ne dorment en coers pur impugner[1] , et pur nous attraire à la proye transitorie et infernale d'orgule, d'envie et d'avarice; par laquelle l'amour de vous et de nous soit séparée et anullé, que jà n'aviegne, dont Dieu nous voille garder! Or pensoms donqs, bau frer, co adjutures de Dieu, de nous tener fermes en la vacacion qe Dieu nous as appellé en nostre jonesse, c'est assavoir en le douce paix tant désirée de le cristienté, et non prester les oreilles au chant de le seraine, ne à l'escorpion qi de la langue oint et de sa queue point. Et très amé frère, prions à Dieu doucement et faisons prier à sainctes persones que, par sa grâce, un premier foitz il nous voille assembler ensemble au plus bref que faire ceo purra

[1] Un mot en blanc dans l'original.

bonement; pur laquelle assemblée, laquel nous désirons parfaictement, vous nous trouverez touts-jours et prest et appareillez. Et nous espéraunctz en celuy qi dist à ses apostres: « Paix soit ovesqeŝ vous, jeo vous donne ma paix », que nous assemblé ensemble, non pas en pompe royale, mais en grante humilité en l'amour de Dieu et de sa charité, Dieu nous fera grâce et refreindra sa verge corrective qe longement a duré por noz prédécessors en la cristienté; et qe lors, par vostre saincte travaile, beau frère, et par la nôtre aussi, combien que nous n'en soions pas dignez, les ennemies en la cristienté des toutes païs serront convertis à verray paix; et qi plus nostre paix dou ciel descendue, et entre nous deuls personnes par le Senct-Esprit conformé nostre mère sainte Eglise, élas! jà grant temps a par la maudit sisme foulée et dévisée, par la prier de la très-amé vierge Marie sera comme ressussitée à sa gloire et rebvié; et lors sera temps, beau frère, acceptable et à Dieu agréable que vous et nous, pur satisfaction de notz prédécessources, devoms emprendre le senct passage d'outre mere, secourre à nos frères cristienes et déliverer la Terre Seinte à nous acquise par le précious sanc de l'aignelet occis par les brebes, ent multipliaunt par la vertu de la creix la saincte foy catholique par toutes les parties d'Orient, et là monstrer en Dieu la vaillaunce de la chivalrie et d'Angleterre et de France et des noz autres frères cristienes. Laquelle chose, très amé frère, Dieu par sa seinte misericorde nous voille ottroier, et non garder nos pecchez ne aus peccheis de son pople. Encores, beau très douce frère, ceo que dist est desuys, en la balance de noz considéracions bien pesé et repesé pur la révérence de Dieu, bien nous devons garder que la douce paix qui du benoit Sent-Esprit nous ad esté inspirée, pur chose temporel quicumque ne pur acquerre un roialme pur l'un de nous, ne brise ou viole; car tant de maulx en vendroit, qu'ilz ne se porroient descrire; et toutfoiz une foys il faut rendre acompte devant le grant juge; et benois serront les roys qui serront nombrés avecqes ceulx qi averont amé le paix en terre. Très amé frer, s'il est chose qe par nous poet estre fait à vostre plaiser et consolacion, mandez-le à nous et nous la

ferons de très bon coer. Et vous pleas, très amé cosyn, faire nous savoir sovent vos plaiseres et vostre bon estat, et en espécial par ledit Robert Lermyte qi nous vous renvoioms; lequel fut mandé à nous et à vous de la grâce de Dieu, si come doucement nous creams, pur le bien et salvement de nos almes, paix, et réparacion de le cristienté; à quel Robert Lermyte, très doulce amé frer, voillez adjouster pleine foy de ce qu'il vous dira de par nous. Nostre très cher cosyn et très amé frer, le Dieu de paix vueille adrescier toutz votz faitz et dites, en complisant toutz vos désirs. Escript à Paris, le xve jour de may, l'an de grâce terce C et nonantyme.

N. B. Cette pièce est transcrite sur une manuscrite en parchemin d'une écriture du temps de la lettre même. B.

CXXXVIII. (1390.)

RÉPONSE

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

A la lettre précédente du roi de France, Charles VI. (Biblioth. Cotton. Cleopatra, D. III, pag. 203. — Bréq. t. LXXVIII.)

LITTERÆ RICARDI, REGIS ANGLIÆ ET FRANCIÆ, MISSÆ KAROLO, REGNANTI IN FRANCIA.

Consanguine, innate generositatis precordialis affectio, inspirate bonitatis laudabilis acceptatio, et acceptate intencionis commendabilis prosecutio, ex vestris litteris dulcissimis, per dilectum nobis Robertum Heremit presentatis, cordis aviditate concepte, nostra intima taliter dulcorarunt, quod videlicet quadam celica infusione letati et supernorum carismatum suavitate repleti, auttori omnium, vero Deo, pleno spiritu, laudes exsolvimus, dum tam carissimum nobis fratrem tanta gracia perfrui et tam gratiosis ad bonum mediis agnovimus illus-

trari. Habet etenim inter cetera vester epistolaris affatus quod cordialem inter nos affectionem, quam et affectamus, appetitis; preservationem a guerrarum turbine, nostris temporibus actenus celitus inspirata, devotis Deo laudibus, prout et nos admittimus, acceptatis; preterritarumque guerrarum mala quamplurima ponderando, que pacis et concordie sunt, cum nostro eciam proposito proponentes, pro mediis congruis ad premissa, nostrum mutuum colloquium et adventam pregratis affectibus, prout et nos appetimus, affectatis; supponendo veraciter, ut supponimus, quod ex hinc dolorosi scismatis vera perveniret sedacio, catholicorum principum et magnatum invicem concertantium cessaret rabies, et innumerabilibus christianis ingrueret plena quies, sicque tempus esset acceptabile et satis congruum ac via laudabilis ad sanctum passagium pro liberanda Terra Sancta et cruce Christi de manibus inimicancium crucifixi; ut sic annuncietur in Syon nomen Domini et laudem ejus in Jerusalem, in conveniendo populos in unum et reges ut serviant ipsi Deo; scriberenturque hec in generatione altera in memoriam; et non tantum presens, set populus qui creabitur, laudabit Dominum Deum in uno ovili ovium recollecti, sub nostre pacis unitate suos congregaverit pastor pacis. O quam gloriosa est hec vestra inspiracio! quam graciosa ex inspiracione procedens intencio! et quam benedicta utrarumque subsequens execucio! Dum tam gloriose inspiratur, tam gratanter admittitur et admissum viis debitis prosecucioni laudabili mancipatur. Hec utique non ab alio medio quam ipso qui mediator est Dei et hominis dominus, Jesus Christus, Rex regum, et Dominus dominancium, in cujus manu sunt utique corda regum, agnoscimus processisse. Ipse etenim est qui loquitur pacem in plebem suam et dissipat gentes qui bella volunt, ut cohabitare faciat unius moris in domo. Ipse eciam etsi in antea ostendit populis nostris dura ex quibus conturbate sunt gentes et inclinata sunt regna, dum effuderint sanguinem tanquam aquam in circuitu Jerusalem, nos tamen potavit vino compunctionis ne super nos veniat ultro sanguinis servorum qui effusus est, nec ad vindictam introeat in ejus conspectu gemitus compeditorum. O quam bonus

Israel Deus, qui nos talia docuit a juventute, ut de guerrarum abstinencia usque nunc pronunciemus sua mirabilia, et que tam pie inchoat usque in senectutem et senium non relinquat! Ideo in Deo laudabimus verba vestra et in Domino collaudabimus sermones vestros. Nam quam magni facta sunt in vobis opera Domini, dum tam profunde facte sunt cogitationes vestre que vir insipiens non cognosceret, nec scribens intelligeret aut ascultaret qui pietas insuper mente sanus ultra quam dici poterit non letetur dum ipsos quos progenitorum querela, mundi pompa, juvenilis etatis lacivia, fastus et inanis glorie appetitus ad guerrarum blandientes predominandi triumphos allicerent, ex trono Dei diffusa gracia et mutua unanimites inspirata ad cordialem dilectionem et pacem Deo et hominibus acceptabilem inclinarent. Ex istis etenim reipublicæ accrescentibus merito gloriarentur proceres, letarentur cives, et congauderent utique populares; nam et si hec inferioris gradus homines gratis visceribus acceptarent, quanto gratancius illi qui tante sunt nobilitatis et potencie quod, ipsis quietantibus, major pars christianitatis ad quietem deducitur, et ipsis monentibus in adversum dirum ingruit excidium predictorum! Hec igitur vestra eloquia super mel et favum nostro gutturi dulciora votivis visceribus recollegimus, et in quantum in nobis est adimpleri precipuis desideriis anelamus assidue, deprecari facientes ut Deus pacis et dilectionis maneat semper nobiscum et votum perfici faciat. Nobis celitus inspirator fraternitatis, eciam affectionis soliditate gratulemur continue. De vobis prospera crebro nunciata com . . . . . et vestris placitis eadem firmitatis federe respondere.

N. *B.* Cette lettre est la réponse à celle de Charles VI, roi de France, datée du 15 mai 1390. La copie que nous en donnons provient du même manuscrit. B.

CXXXIX.

(25 septembre 1390.)

SAUF-CONDUIT

DÉLIVRÉ

PAR RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

AU COMTE DE SAINT-POL

Venant en Angleterre, avec 200 chevaux, pour y assister aux tournois. (*Rot. Franc.* n° 14, Rich. II, membr. 13. — Bréq. t. LXI.)

DE SALVO CONDUCTU.

Le Roi à touz noz admiralx, visadmiralx, etc. salutz.

Sachez qui nous avons pris en nostre seur et sauf-conduyt, protection, sauve-garde et défense espécialx nostre très chier frère le counte de Liney et de Seint-Pol, enterant en nostre roiaume d'Engleterre avec deux cenz parsones en sa compoignie, de quele condicion ou estat q'ils soient, à nostre feste de joustes qui se tendra tost après la feste de Seint-Michel prochein venant, illeoques demurantz, séjournantz et retournantz en leur propres parties, avec deux cenz chivalx et les buffés et hernois dudit counte et de sesdites gentz, forspris armures pur la guerre, artillerie et autres choses défenduz ; vuillantz q'ils puissent entrer en les villes closes ou fermées, sanz ce qui ledit counte ou ascun de sesdites gentz soient ou soit arrestez pur merque de guerre ou autrement, et q'ils soient refreschez de toutes maners de vivres et de vitailles en paiantz resonablement, par entre cy et la fest de Noël prochein venant. Et pur ce vous mandons et chargeons estroitement qui audit counte ou à ses ditz gentz en venantz devers nostredit roiaume, à la feste susdicte, illeoques demurantz, séjournantz et retournantz en leur propres per-

sones avec leur chivalx, buffés et hernois susdits, ne facez ne soeffrez estre fait domage, violence, arrest ou autre grevance quelconque. Et en cas qe ledit counte ou ascun de ses gentz en venants en nostredit roiaume et illeoque demurantz, séjournants et retournantz en leur dites parties, nostre dit sauf-conduit durant, eient domage ou empeschement ascun, nous volons que restitution leur soit faite.

En tesmoignance de quele chose nous avons fait faire nos lettres patentes à durer jusques à la feste de Noël susdit.

Donné souz nostre grand seal, à nostre palais de Westmonstier, le xxv[e] jour de septembre.

Per breve de privato sigillo.

CXL.

(16 août 1391.)

LETTRES

Par lesquelles l'archevêque de Tolède et plusieurs autres prélats et seigneurs de Castille promettent de maintenir l'alliance entre les rois de France et de Castille. (Biblioth. Cotton. Titus, A. III, f° 17. — Bréq. t. LXXIX.)

In nomine Domini, amen. Noverint universi presentes pariterque futuri quod, anno a nativitate Domini millesimo trecentesimo nonagesimo primo, indictione decima quarta et die decima sexta mensis augusti; pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri Clementis, divina providentia pape septimi anno III° decimo; in reverendissimi in Christo patris et domini Dominici miseracione divina sancti Poncii Thomerariensis, ad regna Castille et Legionis, sedis apostolice nuncii; reverendique patris domini Johannis, eadem gratia, Columbriensis, episcoporum (nobilibusque viris dominis Robineti de Braquemonte et Fernandi Alvari de Tholeto, militibus, testibus ad hoc vocatis); meique notarii, presencia; personaliter constituti, illustris princeps et dominus, dominus Fredericus, dux Be-

neventanus, necnon reverendissimus in Christo Pater et dominus Petrus, simili miseracione archiepiscopus Toletanensis, Ispaniarum primas ac cancellarius, major regni Castille; necnon magnificus et potens vir dominus Martinus Johannis de Barmida, magister milicie de Alcantara, ac nobilis et potens vir Didacus Furtadi de Mendoza, dominus de Labeya, in loco infrascripto; proposuit prefatus dominus archiepiscopus, sua spontanea ac mera voluntate, in precencia dominorum testiumque suprascriptorum, quod, cum olim inter cerenissimum (*sic*) ac illustrissimum principem dominum regem Francie, et recolende memorie dominum Henricum, regem Castille et Leonis, rebus humanis exemplum, certe confederaciones, lige, pacciones, convenciones fuerunt inhite, convente et concordate; et per eciam felicis recordacionis dominum Johannem, dicti Henrici filium, jam vita functum, dicte lige, confederaciones, pacciones et convenciones inter prelibetos Reges, etiam ut premittitur, fuerunt confirmate et corroborate, et demum per illustrissimum principem et dominum, dominum Henricum dicti domini Johannis filium, modernum regem Castille et Legionis, lige, pacciones, confederaciones et convenciones prescripti fuerunt et sunt, prout supra, confirmate et etiam corroborate, prout et quemadmodum in instrumento seu literis hinc inde pro utraque parte confectis et ordinatis lacius dicitur contineri. Præfati domini dux, archiepiscopus, magister Alcantare, et Didacus Furtadi, dictas ligas, pacciones, convenciones, confederationes, eo modo quo per dictum Henricum dominum regem modernum Castille, inite, convente, confederate fuerunt, quovis modo ac per quascumque personas, promiserunt et juraverunt, et tenore hujus publici instrumenti promittunt et jurant servare, custodire, tenere; nec ullo unquam tempore contra dictas ligas, pacciones, convenciones, confederaciones, per se vel alium, seu per interpositam personam, venient, nec facient, nec contra eas seu earum aliqua venire volentibus dabunt auxilium, consilium et favorem; quin ymo totis suis cognatibus dictas ligas, pacciones, confederationes et convenciones servabunt, tenebunt, et custodient in futurum inviolabiliter

et bona fide. De quibus omnibus et singulis superscriptis prefati domini dux, archiepiscopus, magister Alcantare, et Didacus Furtadi voluerunt, et michi, notario publico infrascripto, preceperunt, et me etiam requisiverunt fieri unum vel plura, publicum seu publica instrumentum vel instrumenta. Acta fuerunt hec dicta in ortis de Cuñates, Palantinensis diocesis, ubi pro tunc dicti domini dux, archiepiscopus et magister Alcantare, ac Didacus Furtadi cum suis exercitibus ac gentium armigerarum scriptis, in multitudine copiosa degebant, sub anno, indictione, die, mense et pontificatu predictis, presentibus quibus supra. Et ad majorem firmitatem premissorum, prelibati domini, dux, archiepiscopus, et magister Alcantare, ac Didacus Furtadi, presenti instrumento, cum suorum propiorum nominum subscripcione, sigilla sua duxerunt apponenda.

Sic signata; Yo el duxque archiepiscopus Tolletanus.

Et ego Gerardus Rebelli, clericus Lemovicensis diocesis, publicus apostolica et imperiali autoritatibus notarius, premissis omnibus et singulis, dum, sicut premittitur, dicerentur, una cum dominis supradictis, presens personaliter interfui; hicque me, una cum ipsorum dominorum predictorum sigillorum appensione, signo quo in talibus utor, subscripsi ac signavi, rogatus et requisitus in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum.

N. B. A la tête de ces lettres on lit le titre suivant : *Quedam littere quibus continetur qualiter dux Lenomentanensis, archiepiscopus Tholetanus, et plures alii, promiserunt totis suis cognatibus servare confederaciones suas initas inter regem Francie et regem Yspanie. Datum anno millesimo ccc° nonagesimo primo.* B.

CXLI.

(20 juin 1392.)

LETTRE
DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,
AUX CAPITAINE ET TRÉSORIER DE CALAIS.

Par laquelle il nomme Jean Haddele maire, Jean Trumpyngton de Londres et Guillaume Lewete de Lincoln, connétables de l'étape de Calais, et mande de les reconnaître pour tels. (Bréq. t. LVII.)

Rex, capitaneo et thesaurario ville sue Calesie ac eorum loca tenentibus, necnon majori et aldermannis ac aliis ministris et fidelibus suis ejusdem ville, qui nunc sunt, vel qui pro tempore erunt, necnon universis et singulis mercatoribus tam indigenis quam alienigenis, ad villam predictam confluentibus, cujuscumque status, gradus, seu conditionis fuerint, ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod, cum de assensu prelatorum, magnatum, procerum et communitatis regni nostri Anglie, in ultimo parliamento nostro apud Westmonasterium tento existencium, ordinatum existat et concordatum quod stapula nostra lanarum ac aliarum mercandisarum que infra regnum nostrum Anglie jam tenetur die lune in festo nativitatis sancti Johannis Baptiste proxime futura, apud dictam villam nostram Calesie, prout tempore domini Edwardi, nuper regis Anglie, avi nostri, ac nostro fieri consuevit teneatur; nos de fidelitate et circumspeccione dilectorum nobis Johannis Haddele, Johannis Trumpyngton, de Londonia, et Willelmi Lewete, de Lincolnia, plenius confidentes, constituimus ipsum Johannem Haddele majorem, et prefatos Johannem Trumpygnton et Willelmum, constabularios dicte stapule apud dictam vilam Calesie, dicto die lune et postea sic tenende; dantes eis, tenore presencium, plenam et liberam potestatem faciendi et exercendi, per se et per sufficientes deputatos suos, omnia et sin-

gula, videlicet : prefato Johanni Haddele, que ad officium majoris, et predictis Johanni Trumpyngton et Willelmo, que ad officium constabulariorum stapule predicte, juxta legem mercatoriam stapule hujusmodi, pertinent, et prout in hujusmodi stapula ante hec tempora ibidem fieri consuevit. Et ideo vobis et cuilibet vestrum mandamus, firmiter inungentes quod, die dicto lune et postea, eidem Johanni Haddele, tanquam majori, et predictis Johanni Trumpyngton et Willelmo, tanquam constabulariis dicte stapule et eorum deputatis in omnibus que ad officia predicta pertinent, intendentes, obedientes et respondentes, quociens et prout ipsi vel eorum aliquis vobis vel alicui vestrum scire fecerint vel fecerit ex parte nostra. In cujus, etc.

T. R. Apud Notyngham, xx die junii.

Per ipsum Regem et consilium.

CXLII. (1er juillet 1392.)

MANDEMENT

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Pour faire transporter à Brest cent arcs destinés à la défense de cette ville. (Supp. Rymer, Rich. II, t. IV, n° 36.—Bréq. t. LX.)

DE ARCUBUS TRADUCENDIS.

Rex collectoribus custumarum et subsidiorum in portu civitatis nostræ Londonensis, salutem.

Mandamus vobis quod carissimum fratrem nostrum comitem Huntyngdonensem, capitaneum castri et villæ nostrorum de Brest, centum arcus pro munitione et pro garnistura eorumdem castri et villæ, per ipsum emptos et provisos, in portu prædicto in navibus carcare, et exinde usque castrum et villam nostram prædicta, absque

custuma seu subsidio aliquo ad opus nostrum inde solvendis, transmittere, permittatis, quocumque mandato nostro vobis in contrarium directo non obstante.

Teste Rege, apud Westmonasterium, primo die julii.

CXLIII. (1392.)

PÉTITION DES COMMUNES

Pour faire rembourser à Jean Des Roches ses dépenses faites à l'occasion de la défense du château de Brest. — Réponse du roi, qui renvoie l'affaire à son conseil. (Titus. E. III. — Bréq. t. LX.)

Item, suppliont les communes que, come depuis que Johan de Roches, vostre bachiler, feust oustey dedeins ses termes du chastel de Brest; et que en temps qu'il fuist ensegié et bastisé, il luy coventist de tenir pluis de soudjours qe en autre temps: et pur ceo que ledit Johan perfist une bastie à ses grantz coustages, lequel il lui coventist de tenir en savacion dudit lieu de Brest en lequel il avoit plusours soudjours : qe plese de vostre grâce espéciale ottroier que ledit Johan de Roches de les charges suisdites et autres duites soit aliowé sur son accompt et payement, ou assignement sur ce à luy fait; et que à cause q'il fuist ousté dedeins ses termes, que tiel agard luy soit fait come il semblera à vostre très grant noblesse, si que il ne soit oultrement destruyt.

Le roy l'a commis à son conseil.

CXLIV. (6 août 1393.)

LETTRES

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

Par lesquelles il nomme des députés pour négocier avec ceux du roi de France sur les modifications de l'hommage dû par Richard. (Rym. Supp. Rich. II, t. IV, n° 108. — Bréq. t. LXXIX.)

REX OMNIBUS AD QUOS, ETC. SALUTEM.

Noveritis quod nos de circumspectione provida et fidelitate probata venerabilis Patris Walteri, Dunolmensis episcopi, et dilectorum clericorum nostrorum magistri Johannis Newton, thesaurarii ecclesiæ cathedralis Beati Petri Eborum; magistri Ricardi Rouale, canonici ejusdem ecclesiæ; magistri Michaelis Sergeaux, canonici ecclesiæ cathedralis Cicestriensis; magistri Reymundi, Guillemi de Podio; magistri Pelegrini de Fabo, et magistri Willielmi Bonewe, legum doctoris, plenam fiduciam obtinentes, eosdem ad conveniendum pro nobis et nomine nostro, circa medium augusti et in diebus ex tunc sequentibus, prout eis videbitur expedire, cum commissariis adversarii nostri Franciæ potestatem sufficientem habentibus, in loco de Lenlyngham seu alibi, inter Calesiam et Boloniam, prout cum dictis commissariis poterit concordari, ordinavimus et deputavimus, ordinamus et deputamus commissarios et deputatos nostros per presentes; dantes et concedentes eisdem commissariis et deputatis nostris seu sex, quinque, quatuor vel tribus eorum, potestatem generalem et mandatum speciale de et super articulis, modificationem, limitationem et restrictionem homagii superioritatis et resorti concernentibus, cum suis incidentibus emergentibus et connexis quibuscumque, necnon de

cautionibus, obligationibus et securitatibus quibuscumque in hac parte necessariis et requisitis, ordinendi, promittendi, faciendi, recipiendi et habendi, secundum vim, formam et effectum cujusdam indenturæ inter dilectos patruos nostros Johannem, Aquitaniæ et Lancastriæ, ac Thomam, Glocestriæ, duces, pro parte nostro, et Johannem Bituricensem ac Philippum Burgundiæ duces pro parte adversa, in dicto loco de Leulyngham, nuperime concordatæ, tractandi, ac de et super omnibus et singulis præmissis cum commissariis partis adversæ potestatem sufficientem, ut prædicitur, ad hæc habentibus, concordandi; necnon omnia alia et singula faciendi, exercendi et expediendi quæ in præmissis vel aliquo præmissorum necessaria fuerint, seu quæ ad bonum pacis tendere poterunt, etiamsi mandatum exigant magis speciale. Et promittemus bona fide et verbo regio nos ratum et gratum perpetuo habituros quicquid commissarii nostri antedicti, vel sex, quinque, quatuor aut tres eorum, pro nobis et nomine nostro, fecerint in præmissis, sub ypotheca et obligatione omnium bonorum nostrorum præsentium et futurorum.

Datum in palacio nostro Westmonasterii, sub magni sigilli nostri testimonio, sexto die augusti, anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo tertio, et regni nostri decimo septimo.

Per ipsum Regem et conseilium.

CXLV. (Vers 1393.)

PLAINTES ET GRIEFS

ADRESSÉS

PAR JEAN V, DUC DE BRETAGNE,

AU ROI D'ANGLETERRE.

(Biblioth. Cotton. Julius, B. vi — Bréq. t. LXXIX.)

Au roy et son très noble conseil supplie et requiert le duc de Bretaigne et counte de Rychemount, tant par voye de justice que autrement, qu'il vous plese de votre royale seignurie lui faire remède des grevances et damage qe s'ensuent :

Premièrement, ledit duc se compleint come de, environ le temps de nef ans drain passés, il ad esté disseisi de sa countée de Richemont, qi est son droit héritage, sans estre appellé ne convoqué par ajornement ne par autre voye de justicie, solonc que ordre de droit le demande.

Item, en votre parlement tenus l'an de votre règne disme, fuist déclaré et assentu en votre plein parlement ledit countée à délivrer ; et sur ceo fuirent faitz vos lettres patentes, lesqueles ledit duc tient. Ceo non obstant, ledit parlement passé, ledit duc ent fuist autrefois disseisi et mesme le countée baillé à notre dame la royne, qu'unquore le tient.

Item, après ladite disseisine, il ad envoié devers votre royale seignurie par plusors foith diverses de ses gents à ses grandes coustages et misions, et par espécial a envoié Pierres Adam, son confessur, et

Antoyne Rys, son esquier, environ le fest de seint John de Baptistre drain, pour requer délivrance de sadite countée. A lesqueux vous pleust mettre terme à la Nativité de Notre-Dame drain; à quele terme, qant ils fuirent devers vous, vous lo alongastes tant que à cest vostre présent parlement où vous permistes que ledit duc duist avoir restitution de sadite countée. Lesqueles ambassatours ont depuis ledit temps demouré, en attendant votre gracious response et bone volontée, sur ceo as grandes coustages et mises.

Item, accordé fuist, l'an de vostre règne disme, que John de Blois, que notredit seigneur le roi tenoit en hostage, ne devoit estre délivré sans l'assentement dudit duc. Ce nonobstant ledit John fut délivré sans l'assentement dedit duc au plus grande ennemy que ledit duc avoit, à grande damage de lui et de son paiis.

Item, se compleint ledit duc, come certeine accordance ait esté fait entre vous et lui du chastel et del chastelnye de Brest, qu'il vous livra pour VII centz mars de sterlinges de rente, que vous lui avez baillé la seigneurie de Risyng ove ses appartenances, en le countée de Norffolk, par lequele accordance devez faire garder ledit chastel à vos mesmes coustages durant les guerres, sans prendre ne lever fors que les sécheries, briefs et propres revenues appartenantz as dits chastel et chastelnye, comme en les lettres d'accordance ent fait plus au plain est contenus; lesquelles vous avez promis à tenir en parole de roi, et auxi vos uncles et autres certeins seignours de votre royaume le ont promis et sont obligés pour eux et lors heirs. Ceo nonobstant, vos officers demeurants en Brest ont levé et lèvent de et sur le paiis dudit duc, chescun an, la value d'environ de trente mill frankes, encontre la forme et effet des lettres dudit accordance, au grande damage dudit duc et son paiis.

Item, se compleint ledit duc, comme lui et ses ancestres dukes de Bretaigne ont, de temps dont memoire ne court, accoustumé, par

voie de droit de lour héritage, que tous vesseaux qui marient as les parties de Bordeux, de Rochel et as parties de per delà, devent avoir briefs dudit duc; lesqueux briefs prendre les gents de votre royaume ont refusé et refusent.

Item, se compleint ledit duc coment Jankyn, fitz Nichol, fuist longement son receivour et officer, tant de sadite countée que de ses autres terres q'il ad en votre roiaume, dont il n'accompta unqes de ses receptes ne de certeins prestes faitz audit duc, come vous dites; et ne poet ledit duc avoir droit des heirs et exécutours dudit Jankyn, nonobstant que l'évesqe de Seint-David, alors notre trésorer, fist arrest sur les biens dudit Jankyn; et auxi, nonobstant que par plusors foitz, par votre roiale commandement, avez commandé lesdits heirs et exécutours accompter ovesqe ledit duc.

Sur lesqueles compleintez vous supplie et requer ledit duc qe vous plese de votre bone grâce de lui procurer de votre très-gracious remède, et lui faire droit et justice par avisement de vostre très-noble conseill, pour qu'il puisse toutz jours estre et demourer à [vostre] service et plaisir de vous et de votre roiaume, considérantz les aunciens alliaunces faits entre vous, vos progénitours et ledit duc, en quei il ne pense riens d'avoir forfaite; lesquelles alliances il voet tenir et confermer pour lui et pour les soens.

N. B. Cette pièce est copiée sur l'original en parchemin. Il y est dit que Pierre Adam et Antoine Rys avaient été envoyés pour traiter avec le roi d'Angleterre, et notamment pour requérir délivrance du comté de Richemont. Les pouvoirs à cet effet leur furent donnés le mois de mars 1392. Cette date fixe à peu près celle du présent acte. B.

CXLVI ET CXLVII. (20 juin 1394.)

1.

COMMISSION

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

A HENRI DE PERCY, SON LIEUTENANT EN GUIENNE,

Pour donner les biens meubles confisqués en Guienne.

2.

AUTRE COMMISSION

AU MÊME,

Pour faire le procès des rebelles et des malfaiteurs.

(Rym. Suppl. Richard II, t. IV, n° 132.—Bréq. t. LXXIX.)

Le Roi à toutz ceux qi cestes lettres verront, salut.

Sachez que, come nous éons par noz autres lettres patentes constitut nostre chier et foial cosyn Henry de Percy le filz, nostre lieutenant en nostre duché de Guyen tant come nous plerra, come en nozditz lettres contenuz est plus au plein : nous, pur le plus èse et quiète de nostredit lieutenant et de autres de celles parties, noz liges et bienveullanz, et la greindre seurtée à noz terres et seignuries qui illoeques se pourront arrestre et avenir par la grâce de Dieu, et confiantz à plein de les sen et loialtée de nostredit lieutenant, lui avons octroié et commys, octroions et commettons par la teneure de ces présentes, de l'assent de nostre conseil, plein poair et auctorité q'il, par l'avis du conestable de Burdeux et des autres de nostre conseil illoeqes, puisse doner et assigner les biens moebles de rebelles, qui sont ou serront à nous confisqés, à ceux que lui semblera à ffaire,

en regard du service par eux fait et à ffaire à nous en noz guerres es-dites parties, promettantz nous avoir et tenir ferme et agréable quant que ledit Henry lieutenant en fera par vertue du poair et auctorité dessuisdites.

Donné par tesmoignance de nostre grant seal, à nostre palois de Westmonstier, le xxe jour de juyn.

Par le Roy.

Le roy, etc. *ut supra usque ibi* plein poair et auctorité; *et tunc sic :* d'user et exerser, partout là où il sera en son lieutenant, justice haute et basse, mere et mixte imtère, et de justicer toutz rebele, traiters, si bien en toutz cas de crym de lèse-magesté come autrement; et auxi robours, larons, murtrers, forsours de femmes, violours de seinte esglise, botours de feu, rompours de trièves ou de saufconduitz, et toutz autres meffaisours, solom ce que les cases requiront, de quele estatz ou condicions q'il soient, promettantz, etc. *ut supra.*

Donné *ut supra.*

Par le Roy.

CXLVIII.

(11 juillet 1395.)

LETTRES

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

AUX ALDERMANS DE CALAIS,

Par lesquelles il leur mande d'enjoindre de sa part à quiconque en aurait été élu maire, s'étant absenté de ladite ville lors de l'élection, d'y rentrer promptement pour remplir les devoirs de son office. — (Bréq. t. LVII.)

Rex dilectis sibi aldermannis ville Calesie qui nunc sunt vel qui tempore fuerunt, salutem. Cum, inter ceteras libertates et quictan-

cias burgensibus, probis hominibus, et communitati ville predicte, per cartam domini Edwardi, nuper regis Anglie, avi nostri, quam per cartam nostram confirmavimus, concessas, concessum sit eisdem quod, loco ballivi, scabinorum et eorum annorum ibidem antiquitus ordinatorum, habeant in eadem villa unum majorem et duodecim aldermannos, ac eosdem aldermannos de seipsis burgensibus ejusdem ville nostre Anglicis, singulis annis et quociens opus fuerit, eligere valeant; quiquidem aldermanni sic electi, prestito per eos prius sacramento suo, ad ea omnia que ad officium hujusmodi aldermannorum pertinent, ibidem pro gubernatione et salvatione ville predicte et communitatis ejusdem, bene et fideliter facient et exequentur; dictum majorem singulis annis, diebus ad hoc, per eosdem aldermannos, burgenses et probos homines predictos statuendis, infra eandem eligere valeant imperpetuum, prout in carta et confirmatione predictis plenius continetur; jamque intellexerimus quod quamplures de discrecioribus, potencioribus et validioribus personis, burgensibus et probis hominibus ejusdem ville, quando electio de hujusmodi majore infra villam predictam, pro gubernatione ejusdem, diebus ad hoc per vos et dictos burgenses et probos homines statutis, ut ante hec tempora fieri consuevit, extra villam predictam, ne in majorem ejusdem eligerentur, frequencius diffugerunt, et se ab eadem ex hac causa per tempus non modicum voluntarie absentarunt, et adhuc diffugere et se sic absentare proponunt; per quod villa illa, que in fronteris inimicorum nostrorum situata existit, per subitos aggressus et invasiones eorumdem inimicorum nostrorum (quod absit) faciliter capi posset, si villa illa sana et competenti gubernatione hujusmodi majoris foret destituta : nos, pro felici et salubri gubernatione ac salvatione ejusdem ville, cupientes, ut tenemur, intime providere, vobis precipimus firmiter injungentes quod si aliqua persona dicte ville, ne in majorem ejusdem eligatur, extra eandem villam de cetero diffugerit, et se ex hac causa ab eadem voluntarie absentaverit, ipsamque personam sic absentem de communi assensu vestro in majorem ibidem forsan eligi contigerit, tunc eidem persone per litteras ves-

35.

tras patentes mentionem de hujusmodi electione facientes, sub communi sigillo vestro certificatis eidem, ex parte nostra firmiter injungentes quod, quibuscumque dilationibus et excusationibus cessantibus, penes eandem villam personaliter se divertat ad dictum officium acceptandum et occupandum, et juramentum, de eodem officio bene et fideliter faciendo, prestandum; et in casu quo premissa facere recusaverit, tunc nos, de nomine hujusmodi persone ac de toto facto vestro in hac parte in cancellariam nostram, sub dicto communi sigillo vestro, distincte et aperte sine dilatione reddatis certiores, ut ulterius, pro punitione sua in hac parte, juxta sua demerita, valeamus ordinare. Teste Rege. Apud Westmonasterium, xi die julii.

Per Consilium.

CXLIX. (15 février 1396.)

LETTRE DE LA DUCHESSE DE BRETAGNE,

AU ROI D'ANGLETERRE RICHARD II,

Pour lui recommander Jeanne de Bavalen. (Biblioth. Cotton. Julius B. VI. — Bréq. t. LXXIX.)

Mon très-cher et très-honoré seigneur et cousin, pour ce que ge suy désirante d'ouïr vostre bien bon estat, lequel notre Seigneur vuille qu'il soit tous diz si bon come votre noble cuer la sauroit mieux souhaiter, et einsin comme ge vouldraie pour moy, ge vous prie, mon très-cher et très-honoré seigneur et cousin, que bien souvent vous plaise m'en faire assavoir la certaineté, pour très-grant aise et leice de mon cuer, car toutefois que g'en puisse ouïr en bien, ce me resjouist le cuer moult grandement. Et si de votre courtaisie, de celui de par deçà voudriez ouïr, votre merci, à la faisance de ceste, je et mes enfants estions ensemblement en bonne santé de nos personnes, grâces

à Dieu, quy ce vous ottroit, come plus à plain Jehanne de Bavalen, qu'elle vait par delà, vous pourra dire. Laquelle vous plaise avoir pour recommandée en ce qu'elle aura à faire de par delà; et se aucune chouse vous plaît par deçà que je puisse, je vous prie de le me faire assavoir, et je l'accompliroy de très-bon cuer à mon povair. Mon très-cher et très-honoré seigneur et cousin, je prie le Saint-Esprit qu'il vous ait en sa sainte garde. Escript à Vennes, le xv[e] jour de février.

La duchesse de Bretaigne.

N. B. Copié sur l'original en papier. La signature est de la même écriture que le corps de la lettre. Elle était vraisemblablement au bas du papier, mais on l'a coupée pour la reporter plus haut où elle est collée. Cette lettre, par l'ordre où elle se trouve dans le registre d'où nous la tirons, paraît du même temps à peu près que celle du 16 mars 1396; elle est de la même écriture. B.

CL. (15 février 1396.)

LETTRE DE JEAN V, DUC DE BRETAGNE,

AU ROI D'ANGLETERRE,

Pour lui recommander Jeanne de Bavalen. (Biblioth. Cotton. Vespasien F. III, f° 26.— Bréq. t. LXXIX.)

Très-cher et très-honouré seigneur et frère, je suis tout diz désirant sçavoir vestre noble estat, quel Dieu par sa grâce vuille que soit toujours si bon comme vous le sauriez bien souhaiter, et ainsi que je le voudraie pour ma propre personne. Si vous plaît, faites que par les entrevaux par deçà, vous m'en vuillez accertener; car ce me sera très-grant réjoïssement que de en ouïr en bien. Et si, de vostre courtoisie, de l'estat de par deçà vous ploiroit savoir, au partir de cestes, je, ma fame la duchesse, votre cousine, et noz enffanz estions en bonne sancté de noz personnes, la mercy de notre Seigneur, qui ce vous

vuille octreer; ainsi que plus à plain de ce et les autres nouvelles de par deçà, Jaihenne de Bavalan vous pourra dire; laquelle va présentement par delà. Si vous plaise de l'avoir pour recomandée pour amour de moy, en ce que elle aura affaire, par quoy elle se puisse apparcevoir ma prière vers vous lui avoir vallu, ainsi que je y ay ma fiance; et s'aucune chose voulez que je puisse, signifiez-le-moy; car je le feroy toujours de très-bon cueur à mon povoir. Très-cher et très-honoré seigneur et frère, le Saint-Esprit vous ait en sa sainte garde. Escript à Vennes, le xve jour de février.

Le duc de Bretaigne,

JEHAN.

N. B. Cette pièce est copiée sur l'original en papier. On lit au dos, à travers le papier contre lequel elle est collée, l'adresse suivante : *A mon très-cher et très-honouré seigneur et sieur notre seigneur le roy.* B.

CLI. (15 mars vers 1396.)

EXTRAIT

D'UNE LETTRE DU DUC DE BRETAGNE,

Par laquelle il demande au roi d'Angleterre la délivrance du comté de Richemont.
(Biblioth. Cotton. Julius, B. VI. — Bréq. t. LXXIX.)

Mon très-cher et très-honoré seigneur, pour les très-grans désirs que j'ay à mon cueur de savoir à certain bonnes nouvelles de vostre estat, etc. je vous supplie qu'il vous plaise, de vostre noblesse et courtoisie, m'en escripre à votre aise, etc. Quant cestes furent escriptes, je, ma feme la duchesse et noz enffens estions en bon point, etc. Je envoye présentement par devers vostre noble seignorie pour vous sup-

plier et requerre la délivrance de ma comté de Richemont, etc. Escript à Vennes, le xv[e] jour de mars.

Le vostre, le duc de Bretaigne,

JEHAN.

N. B. Extrait de l'histoire générale; généralité de Nantes, R[te] de Saint-Pol-de-Léon. B.

CLII. (15 mars 1396.)

LETTRE DE JEAN V, DUC DE BRETAGNE,

A RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

En lui envoyant des ambassadeurs pour requérir la délivrance du comté de Richemont et de la ville de Brest. (Biblioth. Cotton. Julius, B. VI. — Bréq. t. LX.)

Mon très-cher et très-honoré seignour, pour les très-grans désirs que j'ay à mon cueur de savoir à certain bonnes nouvelles de vostre estast, que Dieux par sa sainte grâce vuille que soit toujours, et le croistre et maintenir de bien en mieulx, à vostre bon plaisir, je vous suppli qu'il vous plaise, de votre noblesse et courtoisie, m'en escripre à votre aise et bon plaisir; et Dieu sceit que ce me sera trèsgrant joye et liesce toutefoiz que bonnes nouvelles en pourray ouïr. Et des nouvelles de par deçà, si savoir vous plaist, quant cestes furent escriptes, je, ma feme la duchesse et noz enffenz estions en bon point, grace à nostre Seigneur, qui ce vous ottroit; ainsi que de ce et les autres nouvelles de par deçà pourrez ouïr, s'il vous plaist, par mes amez et féaux conseillers l'abbé de Saint-Mahé, messire Estienne Goyon, mon amiral, messire Henri du Juch, mon chambelan, et Gillet Soubzboais, mon escuier et garderobier; quels je envoie présentement par devers vostre noble seignorie pour vous supplier et requerre la délivrance de ma comté de Richemont et de ma ville et

chastel de Brest. Auxqueulx mesdites genz vous supplie croire et adjouster plénière foy en tout ce qu'ilz vous diront de par moy, tant sur ce que autrement, et me mettre et délivrer mesdites terres, ainsin que raison est. Et vous plaise toujours me mander vos bons plaisirs, pour les accomplir à mon poair. Mon très-cher et honoré seigneur, je me recomans à vous tant humblement come je puis, et prie à nostre Seigneur qu'il vous doint très-bonne vie et longue. Escript à Vennes, le xv[e] jour de mars.

Le tout vostre, le duc de Bretaigne,

JEHAN.

N. B. Cette lettre paraît avoir été écrite peu avant la restitution de Brest, qui fut faite en 1397, quoique le manuscrit la reporte au règne d'Henri IV, roi d'Angleterre. Cette pièce est copiée sur l'original en papier. On lit au dos, à travers le papier contre lequel elle est collée, l'adresse suivante: *A mon très-cher et très-honouré seignour monseigneur le roy.* B.

CLIII. (16 mars 1396.)

LETTRE DE LA DUCHESSE DE BRETAGNE,

AU ROI D'ANGLETERRE RICHARD II,

Au sujet des restitutions que demandait le duc de Bretagne. (Biblioth. Cotton. Julius, B. VI. — Bréq. t. LXXIX.)

Mon très-cher et très-redoubté seigneur, je désire touz dis estre certaine de vostre bon estat, lequel nostre Seigneur vuille qu'il soit toujours si bon come vostre cuer le désire, et ainsi come je voudroye pour moy. Si vous plaisoit à moy en faire savoir, vous me feriez grant réjouissement au cuer, car touteffoiz que j'en oy bonnes nouvelles, je en suy très-parfaitement ayse de cuer. Et se savoir de l'estat de par deçà vous venoit à plaisir, quant ce fut escript, monseigneur, je et

nos effens estions assemblement en bonne santé de nos personnes, la mercy de notre Seigneur, qui ce vous vuille toujours ottrier par sa grâce. Si vous prient, mon très-cher et très-doubté seigneur, que tous dis vous plaise avoir les faiz de mondit seigneur pour bien recommandez, tant à la délivrance de ses terres que autrement, quelles tenez en votre main, dont à cause de ce il envoye présentement ses gentz par devers vous. Si vous plaise sur ce lui pourvoir de vostre gracieux remède en telle manière qu'il puisse jouir de sesdites terres paisiblement, ainsi que lui et je avons notre parfaite seurté et fiance en vous plus que en nul autre; et me faites savoir vos bons plaisirs, et je les accompliray voluntiers et de bon cuer à mon povair. Mon très-cher et très-doubté seigneur, je prye le Saint-Esprit qu'il vous ait en sa sainte garde. Escript à Vennes, le xvi[e] jour de mars.

La duchesse de Bretaigne.

N. B. Copié sur l'original en papier. La signature qui était au bas de la lettre a été découpée et reportée plus haut parce qu'on a retranché une partie du papier blanc.

Cette lettre est écrite par Jeanne de Navarre, duchesse de Bretagne, troisième femme de Jean V, la seule dont il ait eu des enfants. La duchesse parle de ses enfants dans sa lettre, qui paraît d'ailleurs relative aux demandes que faisait le duc de Bretagne au roi d'Angleterre par les actes de 1396 que nous avons copiés. B.

CLIV.

(16 mai 1396.)

ACCORD

ENTRE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

ET JEAN V, DUC DE BRETAGNE,

Au sujet de la restitution de Brest. (Biblioth. Cotton. Julius, B. VI. — Bréq. t. LX.)

C'este l'appointement fait par entre le roy notre seigneur et l'évesque de Léon, le sire de Montauban, monsieur Estiephne Goyon, monsieur Johan de Langouez, Antoine Ritze, mestre Macé Louet et Gillet Souboys, messagés et procureurs du duc de Bretaigne, touchant le fait de Brest.

Premièrement. Ledit duc paiera à Pasque prochain venant, à Reyns en Bretagne, la somme de vi^{xx} mill francs à la value et selonc le pois de la mark d'or, c'est assavoir en francs ou en autre or, à la value de ladite somme, à celui ou à ceux qui serront là audit temps pur le roy notre seignur, pur le receivre, et eient poair de donner acquitance pur le roy notre seignur pur l'avantdite somme.

Item. Que le roy notre seignur envoiera un autre, liquel aura poair et serra chargé de délivrer ledit lieu, trois semaignes après ledit paiement fait.

Item. Que le roy maunde de cesser les ranceons queux se devoient lever à Notre-Dame en mars prochain venant; et ledit duc serra tenuz de paier à receivour dudit lieu, pur le temps depuis ledit jour de Notre-Dame, selonc l'afféraunt des ranceons avantditz, tanque à les trois semaignes après que le paiement du roy aura esté fait; et s'ils demoeurent sur la garde dudit lieu pur le paiement en défaute dudit duc, mesme le duc satisfera audit receivour pur le temps qu'ils y

demoreront ensi, après lesdites trois semaignes, selonc l'afférant desditz raunceons; et que touz les ranceonz duz, tanque à la feste de Nostre-Dame avant-dit, soient levez par les lieutenant et receivour illecques.

Item. Serront obligez ledit duc et son filz, en la meilloure et plus seure manière qu'il semblera au roy nostre seignur, pur eux, leur heirs et successours, que de ledit place de Brest ne serra fait guerre ne grevance au roy, ne à son royaume, ne à ses subgiz, par terre ne par meer, en nulle manière que ce soit, si le roy ne face guerre audit duc en son païs de Bretaigne. Et baillera ledit duc icelle obligacion à celui qui de par le roy lui délivera ledit forteresse, et les obligacions qu'il ad sur le roy et sur ceux de son royaume; et que le roy auxi face rendre lors audit duc les lettres qu'il a sur ce de lui semblablement, si aucuns y ad.

Item. Que si aucune nief ou vessell queconque passe par le trade de Saint-Matheu, et aviegne qu'il demoeure en aucune havene deinz ledit trade, que ladite nief ou vessell, queconque il soit, y demoeure franchement, saunz empeschement, paiauntz lieur briefs pur leur demoeures illecques. Et s'il aviegne que aucune nief ou vessell viegne en les parties suisdites de sa bonne voluntée pur y marchaunder, que adonques il paie pur ses marchandises les custumes en dues, come autres marchantz de mesme la condicion. Et s'il aviegne que pées se preigne, que adonques chescune retourne à soeu, selonc le bénéfice du pées.

Lesquelees choses devant-dites le roy voet tenir et accomplir par ensi que le duc le face et accomplie de sa partie, en ce que lui attient.

En tesmoignaunce de quele chose, à la partie de cest appointement endentée notredit seignur le roy ad fait mettre soun grand seal. Donné à Westmonster, le xvie jour de mars, l'an de grâce mill trois cens quatre-vins et sesze.

N. B. Nous avons copié cet acte sur une copie en parchemin de l'écriture du temps; peut-être même est-ce l'original du projet de l'acte. B.

36.

CLV. (Vers 1396.)

ARTICLES

PAR LESQUELS LE DUC DE BRETAGNE, JEAN V,

A RECOURS AU ROI D'ANGLETERRE, RICHARD II,

1° Au sujet de la terre de Rays et de l'arrêt du parlement de France; 2° au sujet du château de Brest; 3° au sujet du comté de Richemont. (Biblioth Cotton. Julius, B. VI. — Bréq. t. LX.)

C'EST LA CRÉANCE DITE ET EXPOSÉE AU ROY PAR LES GENTZ ET MESSAGÉS DU DUC DE BRETAIGNE.

Premier. Coment ledit duc se recomande au roy tant humblement et de cuer qu'il puet plus, come à son très-honoré et très-redoubté seignur, à qui il désire faire tout honour, service et plaisir, et en qui il a sa très-parfaite fiance et seurté, en recogniessant bien que par le roy et messeignurs ses nobles prédécesseurs il a esté norry, soustenu et aydé; et combien que toujours ledit duc lui ait esté bon parent, subgit et ami, et que oncqes il ne lui feist desplaisir à sa savoire, ne ne vouldroit faire aucunement, encores le vuelt-il plus estre que oncqes mais par toutes les voyes et manières qu'il le porra faire. Et az ce plu seurs causes l'esmeuvent; tant pour la bonne renommée, vroye prud homie, vaillance, honour et prouesce de la virtuouse et très-excellente personne du roy, par la norriture qu'il a eu de luiet des siens, pour ce qu'il eut mesdames ses tante et seur à espouser, dont il fut moult honnoré, que pour la grant naturalité qu'il a au roy et à son royaume, qui lui a esté en touz besoigns acueil et reffuge; et pour

ce fiablement et seurement recourt ledit duc au roy, en lui suppliant eslargir et ouvrir envers luy, et lui estre bon et secourable seigneur ès choses qui ensuyent, et en touz ses affaires, come ledit duc se y affie.

Il est venu à la notice dudit duc coment l'en a doné une sentence par arrest de parlement de France contre lui, et pour dame Jehane de Rays, qui de sa pure franche volonté, et, à sa requeste, surcesse et transporte audit duc la terre et baronie de Rays en Bretaigne, dont le duc a bonnes et effectueuses letres; et seulement pour doux deffaux jugez contre le duc, en temps que l'en lui menoit guerre, et qu'il ne trouvast nul si hardy qui osast aller par delà deffendre son droit, il a esté condempné en restitucion de ladite terre et en très-grande et excessive some de chevance. Et, pour ce, supplie ledit duc au roy très-humblement et de cuer, qu'il lui plese escripre et parler au roy de France, son frère, qu'il vuille faire annuller lesdits II deffaux jugez contre ledit duc, et faire procéder sur principal de la cause; car le duc est prêt d'en souffrir droit, ses raisons ouyes; et en cas que le roy de Frence ne le vuille faire pour l'amour du roy son frère, que au moyns l'exécucion dudit arrest soit tardée jusqes à tant qe lesdits doux roys parlent ensemble.

Item. Ledit duc supplie et requiert au roy que, selon l'eschange fait entre eux du chastel de Brest et de Resing, contenant que ledit lieu de Brest doit revenir audit duc, et le roy reprendre le sien, que pur cause de ce bailla audit duc, les guerres finies par paiz ou longues triêves, il lui plaise rendre et délivrer franchement audit duc ledit chastel de Brest, en gardant la tenour des letres, de lui et de messeignurs de son sang et autres nobles dont il puet apparoir, considéré que à présent les roys, come monsignur a entendu, ont fait trèves de XXV ans et X ans que desjà ont duré; et auroit bien le roy grant pitié et compassion, s'il savoit les grantz oultrages et extorcions que les gentz estantz en la garde dudit lieu de Brest ont fait et fon

de jour en jour au païs de par delà, et des greveuss rençons qu'ils lièvent sur les subgiz dudit duc, par quoy tout est détruit sur terreint du lieu, et est anqore tout le païs déshébergé. Et toutefois le roi, selon ledit eschange, devoit faire garder le chastel à ses propres coustages. Et ne demande pas le duc à avoir la place pur l'estranger en autruy mains, ainçois vuelt que les subgiz dudit roy y ayent reffuge et secours.

Item. Suplie et requiert ledit duc au roy qu'il luy plaise avoir esgart come par longtemps il a tenu et encore détient sa conté de Richemont, et les grantz coustages que le duc a eu en la poursuyte d'icelle, et la lui mettre à plénière délivrance, par insi que raison le donne et que droit en celui compète, et come autrefoiz. Et n'a pas longtemps, le roy en a baillé ses letres de délivrance audit duc, dont lesditz messages sont prêtz d'en apparoir certaine évidence ; considéré mesmement que oncques le duc ne fist choses par quoy il la doye avoir forfaite.

Item. Qu'il plaise au roy mander à ses officiers et subgiz de Bordeaux faire jouir ledit duc de ses brieffs que lui et ses prédécessours ont accoustumé et doivent avoir par delà, par insi que autrefois le roy en a esté enformé, et en a baillé ses lettres audit duc.

N. B. Copié sur l'original en parchemin. Nous avons aussi copié la réponse de la cour d'Angleterre à ces articles, sous la date du 6 mars 1397[1]. B.

[1] Voyez plus bas la pièce CLX, p. 294.

CLVI. (Vers 1396.)

LETTRE
DU DUC DE BRETAGNE,

Présentée au roi d'Angleterre en même temps que les articles précédents. (Bibliothèque Cotton. Julius, B. VI.—Bréq. t. LXXIX.)

Mon très-cher et honnoré seignur, depuis qe ces lettres furent escriptes, me sont venues nouvelles comment l'on a donné une sentence par arrest de parlement de France contre moy et pour dame Jehanne de Rays. Et suy condempné en restitucion de la terre, et pour coustage et domage, en très-grande et excessive some de chevance; et toutefoitz Dieu scet qe j'ay bon et vroy titre et juste en ce fait; et suy prest d'en souffrir droit, qui voudroit procéder sur principal de la cause; mais, par cause de dous deffaux qui furent julgées contre moy, en temps que j'avoye guerre et qe je ne trouvasse nulluy qui osast aler par delà pour deffendre mon droit, l'en a fait ladite sentence contre moy. Et par ce, mon très-cher et honnoré seignur, je vous supli qu'il vous plaise escripre à monsigneur le roy de France coment il lui plaise annuller lesdites doux deffailles, jugées contre moy, et faire procéder au principal fait de la cause, par ensi que j'ay enchargé à mes gentz, porteurs de cestes, vous dire plus à plain. Auxquex vous plaise croire et adjouter foy plénière en ce qu'ilz vous diront entièrement de par moy, et me estre bon et secourable seignur, come je me affie en vous.

N. B. Cette pièce est en papier et paraît originale, quoique la signature ne s'y trouve plus[1]. B.

[1] Voyez à ce sujet la pièce du 6 mars 1397, p. 294.

CLVII. (Vers 1396.)

LETTRE

DE RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE,

AU DUC DE BAVIÈRE,

Par laquelle il déclare accepter la médiation de ce prince pour terminer la guerre entre l'Angleterre et la France. (Rymer, Suppl. Richard II, t. II. — Bréq. t. LXXIX.)

Richard, par la grâce de Dieu roy d'Engleterre et de France, et seignur d'Irlande, à nostre très-chier et très-amé cousin le duc Aubert de Bavyer, saluz et dilection. Nous avons entenduz vos lettres par vous envoiées à nous et auxi à nostre Conseil, par queles vous nous avez merciez q'il nous plest que vous soiez médiatour et moien par entre nous et notre adversaire de France, et par queles vous avez escrit, come noz ambassiatours l'abbé de Crespyn et le canon Robertsart vous ont remonstrez, coment leur escrit dit de par nous, par noz conseillers, que parlement se feroit à notre conseil à Caleys, et que, par le conseil de notredit adversaire seroit à Boloigne, et que vous seriez en le moien sur les champs pur treter de l'un à l'autre, dever le jour de Saint-Pier d'augst entrant prochein venant, d'unes longes générales triêves. Et avez escrit outre que, considérant le brieftée du jour, et aussi pur pluseures autres grosses busoignes touchantes as marches de voz pays, que à faire avez à présent, vous ne poiez tenir ne estre à ladite journée, em priant que nous vous ent veullons avoir pur excusez et que envoier veullons de nostre conseil en votre ville de Se..... en votre contée de Zellande, à tiel jour que nous plerra, et le signifierez à notredit adversaire, afin q'il envoieroit de son conseil à l'Escluse audit jour, et que vous seriez à votre ville de Midelbourgh audit jour, pur treter à l'une partie et

l'autre, que bone pèes et unité d'amour se purroit ensuire entre nous et notredit adversaire, à l'onur de Dieu et du commun people. Sur quoy, très-cher cousin, veullez savoir q'il nous plest bien, si come nous vous signifiasmes par noz autres lettres, que vous soiez médiatour et moien entre nous et notredit adversaire, en tout bon tretée à fere à la révérence de Dieu et à cause de vous. Et quant à ce que vous est remonstré par nozditz ambassatours, q'il leur feust dit de par nous que, en cas dudit traitée, notre conseil serroit à Caleys et le conseil de notredit adversaire à Boloigne, et que vous seriez en le moien sur les champs, vous est. . . . . . que nostre voluntée estoit, si come est de présent, en cas que tiel tretée se prendra, q'il soit en notre marche de Caleys mis lieu pur le conseil de notredit adversaire, au temps ne que vous serriez lors sur les champs, n'assignasmes ne ne vous signifiasmes point; ains vous offrismes, si come nous vous offrons uncore, d'estre en notre ville de Caleys pur le temps dudit tretée, et fiesmes dire à nozditz ambassiatours, si come nous vous signifions de reschief, que, s'il vous plest durant le temps du tretée d'estre en aucun lieu deinz le poair de notredit adversaire, vous le purrez bien faire pur votre aise et plésir; et si ne vous volons avoir pur suspect en celle partie. Et touchant longes triêves génerales dont vous fetes mencion en vozdites lettres, vous poez bien veoir par nozdites lettres à vous envoiées, que nous ne vous escrisismes pas, ne n'estoit parlez par notre conseil à vozditz ambassiatours de tieles triêves. Et si veullez savoir, très-amé cousin, que quele heure vous nous certifiez que notredit adversaire veulle envoier ses députez audit marche de Caleys, pur ledit tretée, au jour que vous nous signifierez, et de quel jour nous et notre conseil nous verrons aggreer, nous envoierons as ditz jours et lieuz nos députez pleinement enformez à tenir pur et en noun de nous, à la révérence de Dieu, et à cause de votre médiatie, le traitée susdit, par manère que nous vous signifiasmes par noz lettres avant-dites. Et, très-chir et très-amé cousin, li Seint-Espirit vous veulle touzjour garder.

Donné souz notre signet à. . . . .

CLVIII. (Vers 1396.)

LETTRE

Concernant un projet de traité entre la France et l'Angleterre. (Biblioth. Cotton. Julius, B.VI. — Bréq. t. LXXIX.)

Très-révérents pères en Dieu et mes très-honnorés seignurs, je me recomans à vous. Et vous plese à savoyr que j'ay montré à mon seignur de Giayne les adysions de les artykles de Bretaynge, à lesquel il ce agré bien; mès il vodroyt voluntiés savoyr à plus tost que il purroyt, sy le duc ce vodroyt acorder à lesdits artequels ou non, à cause que sy les Fransoys ne vorroyent conprendre ledit duk com notre alyé, quel chose nous dusoms fere en sett cas. Car, sy le duk susdit ne vorroyt acorder à nos artikels el treté, et que par amour de luy nous ne fesoyoms notre profit ovek les Fransoys, ce seroyt grandement notre damage. Par coy la volunté de mon seignur serroyt de savoyr la volunté dedit duc à plus tost que ce purra bonement estre fet. Je ne say plus dire à seste foys mès que je prie à luy Tout-Puysant que vous doynt, mes très-honorés seignurs, bone vie et longe. Escrit à Dovre, le dimange de demy-caresme.

Quant est de nostre pasage, le portour de cestes vous en dirra tout.

Le bien vostre, G. Percy.

N. B. Cet acte est copié sur l'original en papier. Il paraît adressé au conseil d'Angleterre. Le registre d'où je le tire le range parmi les pièces du règne de Richard II. B.

CLIX.

(Vers 1396.)

PLAINTES

DE JEAN V, DUC DE BRETAGNE,

Contre la garnison anglaise et contre les officiers du roi d'Angleterre qui étaient dans Brest. (Biblioth. Cotton. Julius, B. VI. — Bréq. t. LX.)

Ce sont les complentes que le duc de Bretaigne fet au roy et son noble Counseil, sur les gref et extorcions qe les capitaine et recevour de Brest et lour garnison lui font de jour en jour, contre la teneur des trêves et leurs sauvegardes, en grant préjudice dudit duc et domaige de son païs, et en enfreignant leursdites sauvegardes.

Savoir, se complaint ledit duc que ledit capitaine et officiers ont fait lever depuis lesdites trêves, sur toutz les vesseulx qui sont ès ports dudit duc, sans leurs ranceons, à toutes les foiz qe ils vont mareater en nul veage, revenantz vuides o chargés, pur chascun tonnel que lesdits vesseulx portent o pourroient porter, v sols; et est apelé tele coustume les *bienes* o *billetes;* et les lever par manière de sauconduit. Qelle chose est contre raison, quar tout vesseulx ne sont que meuble, et sont yceulx meubles et hommes dudit duc en leurs sauvegardes quites, à cause de leurs ranceons; qelle chose est préjudiciable audit duc. Et aussi ont levé tréhu dessus le pélerins q'ont esté à Saint-Jame à cest présent an, à savoir est, sous chascune personne xii deniers pur. . . . . , et autres en leurs nountz.

Item. Se conplaint et dit ledit duc q'ils ont prins par plusheurs foitz les droytures et nobleces des bris de mer, à savoir est Jenquen Northery, cappitaine de Brest, paravant q'il fust darien osté de son

office, deaux vesseulx que peuçoèrent et rompirent à Berten, que valoit l'exstimaçon de VI^{m} frantz et plus, en grant préjudice dudit duc.

Item. Se conplaint ledit duc que ledit Nortbers, depuis sa danère venue, a été officer de Brest, il na prins un peuçay et bris de mer de un vesseu qi fut mondé de Dartemne, leqel peucéa devant Seint-Mahé, sur l'exstimacion de mille frantz et plus, au grant préjudice dudit duc.

Item. Print ledit cappitaine de un autre vesseu d'Alemaigne qi peucéa devant Conquet, cinquante tonnels de vin, lesqelz estoit sauvez et acuillis; et furent portez par un appellé Trefarath et Jenquin Flamanc, et Prodfront, et autres en leurs nouns, en grant préjudice dudit duc; et valoit chascun tonnel V marcs.

Item. Appriet le mast dudit vessel et de III autres vesseulx, et grantz apparaulx et biens, soubz l'estimacion de mille frantz.

Item. Ont tollu et osté une saicherie du port de Nebent, qi est hors de leur chastelenie, qui valoit audit duc, chascun an, IIII^{c} frantz.

Item. Ledit capitaine, par sa force, ne veult souffrir ne laisser home fermer les sécheries dudit duc à Saint-Mahé et en Léon; duqels a autre conposé o luy et rançonné de XII^{xx} frantz et plus; et ce non obstant, enqore prant le poesson desdits fermiers et poessoniers pour envoyer en marchandis en son pris et ordienance. Et le fit souz ombre de vitailler le chastel; et est en domaige ledit duc, pur son ocasion, en IIII^{c} frantz chascun an; quar nul ne se ose mestre à estre fermier, de pour dudit cappitaine.

Item. Ledit cappitaine, receveur et garnison prenent les boys de l'abbé et couvent de St-Grimolay, du sire de Juch, du sire de Poul-

rinc, et de plusheurs autres chevaliers et escuiers du païs de Cornouaille, pour vendre et distribuer, et fere vesseulx pour maarchaander et envoier lesdits boys vendre et changer o vins et autres denrées : lesqelles choses sont contre les trêves et sauvegardes.

Item. Ledit cappitaine, et receveur, et garnison vont pêcher ès estangs des seigneurs du païs, et les rompent, et ne lessent riens, et sous ombre de ce prenent et pillent les povres gientz d'entour et environ lesdits estangs, pour se vitailler.

Item. Ils courent et chacent les boys et forestz de Chastellin qi sont au duc, et hors de leur chastellenie, et les boys et forestz des autres seignurs et gentilshomes; et durant la chace, ils prenent tout tant q'ils treuvent ès hostelies des povres gientz.

Item. Se conplaint ledit duc que lesditz cappitaine et receveur prenent pluslieurs *finisce* et courtoisies dessus le païs, oultre les acordances festes de paravant, à l'exstimation de VII à VIII mille frantz, contre lesdites trêves et sauvegardes.

Item. Come les gientz de Brest pêchoient l'estancs du sire Duchastel, Guillaume son filz ost riote et noese o un de ceux. Par quoy ils rançonnèrent le pays à III^{c} frantz ; et, soubs ombre de ce, lesdits cappitaine et receveur enlevèrent, à ceste darien Seint-Michel, plus de III mill frantz.

Item. Ha mis ledit cappitaine vins pourritz et vins amplitx de mer à la ville de Seint-Mahé et ailleurs, sur païs dudit duc, ès maisons des povres gientz, maugré eux, pour le prix de XXX^{s}, leqel ne valoit rien ; et a prins par force les vivres de bone gientz, qe blé, bacons, pois, fèves, et chandeles, et toutz leurs biens, duqels a esté poyé en sa volonté. Par quoy le païs se déhéberge ; et le fet pur marchaander sur mer et terre, come il est manifeste.

Item. Fest plusheurs autres grevances sur le païs et deffent les marchaants que d'Angleterre, qe de Bretaigne d'aller marchaander ès villes dudit duc, duqels a esté rançonez à luy contre les trêves et sauvegardes, come il est noteis.

N. B. Cet acte est copié sur l'original en papier. B.

CLX. (6 mars 1397.)

RÉPONSE

DU GRAND CONSEIL D'ANGLETERRE,

AUX ARTICLES DE DEMANDES DE JEAN V, DUC DE BRETAGNE,

1° Sur l'arrêt du parlement de France contre ledit duc; 2° sur le château de Brest; 3° sur le comté de Richemont[1]. (Biblioth. Cotton. Julius, B. VI.—Bréq. t. LX.)

Le vi^e^ jour de marz, l'an vyntisme, etc. Présentz, as frères preschours, messeignurs les chanceller, conte de Huntyngdon, le trésorer, le garden du privé seal, monsignur William Lescrop, le clerc des roulles, mestre Rauss Selby, doctour, et autres: reportez estoit de par le roy notre sire par ledit monseignur William, touchant troys choses: c'est assavoir la conté de Richemount, l'isle de Reych, le chastel de Brest; coment la volenté du roy estoit qe, touchant le contée de Richemounte, ce q'est fait en celle partie estoit ordeinez et fait par le parlement, si qe, sans parlement, riens ne purra estre fait en ce cas. Quant à l'isle de Rech, le roy voet envoier ses lettres de prière et réquisicion resonables directes au roy de France pur ladite isle. Et quant audit chastel, le roy voet qe deux persones de ses liges soient envoiez à Pasque prochain venant vers Reynes en Bretaigne, l'une eiantz povair et auctorité par les letres du roy de son

[1] Voyez précédemment les pièces n^os^ CLI, CLII, CLIV, CLV.

grand seal, de recevre la some à paier au roy pur cause de livré dudit chastel, et en faire acquitances; et l'autre à qi sera délivrez ledit chastel en garde. Par coys Sentaignes, après ladite some paié et receue à l'oeps du roy, recevra les letres obligatoires ès qeles le roy et autres seignurs sont obligiez pur la restitucion du chastel susdit, et autres, et évidences touchantes ycelle matire; et outre recevra letres obligatoires dudit duc et de son filz, tieles qe seront, par un minugt ent fait, monstrés au roy et par li ent acordez, qe, par mesme le duc ne par ses heirs, ne successours, guerre ne grevance ne ferront, ne lèveront au roy ne à ses liges ne alliez, en temps à venir, par terre et par mer. Et, après cesdites choses faites, ladite second persone délivrera audit duc le chastel susdit. Et, quant à les raunceons appartenantz à mesme le chastél, la volentée du roy est que les ranceons dues, et qi seront dues jusques au jour de Nostre-Dame prochain venant, seront levées par le conestable dudit duc ou ses officers, esteantz appers illoeques entièrement; et alors ledit duc paiera pur lesdites ranceons, selonc l'afférent d'ycelles, une some; et s'il aviengdra ledit chastel demorer ès mains du roy, mient délivrer audit duc, qe ranceons seront paiez selonc l'afférent du temps sur lesqueles estoit parlez et acordez par mesditz seignurs, en manière come dessus est dite.

Item. Parlez et proposez estoit devant, par ledit monseignur William, mesdits seignurs, qe garant soit fait, desouz le privé seal, directz as conestable et mareschal d'Engleterre, faisant mencion coment, à cause de diverses compleintz fait par diverses gentz au roy, que lesdits conestable et mareschal ne veullent faire ce q'à leurs offices appartient, en appeles de tresons et autres: le voet et commande lesditz conestable et mareschal de faire leur office en celle partie, en toutes choses, si avant come à eux appartient, et en espécial touchant un appel fait par un Escoce vers un Englès.

N. B. Cet acte est copié sur la minute en papier. B.

CLXI. (7 novembre 1397.)

LETTRE DE RICHARD II,

ROI D'ANGLETERRE,

Portant quittance du premier payement que le roi de France était tenu de lui faire sur la dot d'Isabelle, sa fille, mariée à Richard. (Rymer Suppl. Richard II, t. V. — Bréq. t. LXXIX.)

DE ACQUIETANTIA PRO SOLUTIONIBUS PRIMI ANNI DE DOTA REGINÆ.

Le roy, etc. as toutz ceux qui cestes lettres verront ou orront, salutz.

Come par la traité du mariage n'ad gairs fait et accordé entre noz très-chiers et très-amé cousyns, Edward de Verwyk, conte de Rothelond et de Cork, ore duc d'Aumarle, Thomas, counte mareschall et de Nothyngham, ore duc de Norffolk, et Guillem Lescrop, nostre chambreleyn, ore conte de Wilteshire, noz procureurs et messages espécialx aians de nous à ce plein puissance, d'une parte; et noz très-chiers et très-amez oncle, Johan, duc de Berry; Philippe, duc de d'Orléans, et Loys, duc de Bourgogne, Loys, duc de Bourboun, procureurs et messages espécialx de notre très-chier et tres-amé piere de Ffrance, d'autre parte; d'entre nous et notre très chiere et très amé compeigne la roigne, aisnée fille de nostredit pière; laquelle traité depuis ad este certifié, apprové et confermé par nous et noz lettres, et par nostredit pière et les siennes; y celuy nostre piere, entre autres choses contenuz endite traité et ès lettres sur ce faites, et par nous et par luy confermez, com dit est, fuist tenus paier et bailler à nous ou à nostre certaine mandement, à l'ennure et pur contemplacion dudit mariage, et pur

nostredicte compaigne la royne, sa fille, et le senfauntz qui, au plaiser de Dieu, isseront et serront procréez d'icelluy mariage, et les descendantz d'eux, la somme de octe cent mille franks d'or; c'est assavoir : trois centz mille frankes à l'anel et solempnisacion dudit mariage, et cent mill franks en la ffyn de l'an après ycelle solempnisacion; laquelle somme de trois centz mill franks l'anel baillé, et la solempnisacion dedit mariage fait et parfait, nous feurent baillez, paiez et noumbrés de par nostredit pière par les mains de Raoul Dangtonville, esquier, à ces comys de par luy, com ès noz lettres d'acquitance de mesme la somme de trois centz mille franks faite à nostredit pière, le quart jour de novembre l'an de nostre reyne vintisme, est contenuz pluis au plain : SAVOIR faisons qui nous ont esté bailés, paiés et noumbrés de par nostredit pière; et nous avons rescieu comptant d'icelluy nostre pière par les mains de.......... .....à ce commys de par luy, la somme de cent mil franks; laquelle somme de cent mil franks nous devoit estre paié et baillé à la fyn del primer an après la solempnisacion dedit mariage, come dit est, et ensy come il fuist convenu et accordé par la tenure de ladicte traité, et selonc la fourme et tenure d'icelluy et de les lettres sur ces faites. De laquelle somme de cent mill franks, par le paiement del primer an suisdit ensy à nous paié, compté et noumbré, nous tenons à ben contentz, payez et agreés, et de ycelle some de cent mill francks, pur le paiement de le primer an suisdit, et de touz les actions et demandes qui pur occasion de mesme la somme de cent mill franks, pur la paiement del primer an suisdit purront faire et intenter à nostredit pière, nous quitons nostredit pière, ses heirs et successours ou aiant cause de luy, perpétuelment et à toutz jours, saunz ce que jamès en temps à venir nous, nostredite compaigne, ne les heirs, successours ou aiantz cause de nous et de ele en puissons ascune chose demander, requerer ne faire ou intenter action ou demande envers nostredit pière, ses heirs, successours ou aiantz cause de luy, en quel manère qui ce soit, touchant les cent mill franks à nous ensy paiez le primer an susdit; et promettons, en bonne foy et en parole

de roy, avoir et tenir à toutz jours ferme et agréable ceste nostre présente quitance, et countre la tenure d'ycelle non venir, ne faire venir en quelque manère que ce soit, touchant ledit paiement de cent mill frankes por le paiement del primer an susdit.

En tesmoignance de quele chose, nous avons fait faire cestes noz lettres de patentes.

Donné souz nostre grand seal, à Westmonster, le septisme jour de novembre.

CLXII. (1397.)

PÉTITION DES COMMUNES,

ET RÉPONSE DU ROI D'ANGLETERRE,

Au sujet des Ambasadeurs qu'il devait envoyer en France et des motifs de cette ambassade. (*Rot. Par.* R. II, anno 20, in festo S. Vincentii. — Bréq. t. LXXIX.)

Item. Le goedi ensuant, vindrent les Communes devant le roy et les seignurs en parlement, et monstrèrent à roy coment l'arcevesque de Canterbis et les conts de Rotel et Mareschall leur firent relacion que le roy avoit entenduz qe furont ascuns que se purposeront d'avoir restreintz le viage desdits conts, promis à son honorable pière de France (Charles VI son beau-père), vers les parties de Lumbardie, et deussent avoir excitez et procurez les Comunes d'avoir fait requeste à nostre seignur pur avoir destourbé ledit viage et enfreint la promesse ent par luy fait à sondit pière de France. Mesmes les Communes s'excusèrent que eux ne nul de eux unqes ne feurent en purpose, ne entent, ne perlez feust entre eux, ne nuls autres les enfourmeront de faire requeste ne exitation à nostre seignur le roy de le contraire de l'honorable promesse suisdit; eins q'ils luy mercièrent molt entièrement de son honorable port q'il avoit fait, pur honour de luy, de son roialme, si bien en celle matire come en autre, ove son-

dit pière, en son darrein viage en France, come notoirement est conuz à grant partie de cristianté. Et combien que lesdits seignurs en leur relacion monstrèrent asdits Communes le gracious entent nostre seignur le roy, que par celle viage les Communes, ne le royalme, ne serront mye liez ne chargez; nientemains lesdits Communes prieront et firent leur protestacion que, coment que le roy de sa auctorité et volentée de mesme avoit grantez tiel viage, que de celle viage, ne de nule chose q'ent purroit advenir, ne après ils ne serroient mye parties, n'ent endamagez, mais outrement excusez.

A quoy le roy respondy mesme per son bouche propre en plein parlement, et dist as Communes q'ils ne se deussent émervailler de ledit promesse, et leur exposa benignement certeins causes que luy moérent à la promesse deldit viage. Premièrement, le roy, considérant coment devant ces heures ont esté très-grands meschiefs et destruccion de guerre intolérables entre les deux roialmes d'Engleterre et de France, et pensant, sur ce, que le greindre bienfait que ascun home purra faire à autre pur luy obliger et estre bien tenuz à luy, si en est pur lui eider et relever en son meschief et necessité: per quoy, al bone intencion pur peiser et cesser les guerres du roialme et à son people, et aussi afin que tiel grand bienfait et promesse durront de reson moult occasion de pées, quiète et salvacion à son roialme et ses liges d'Engleterre; et pur exciter sondit pière de France à la greindre affection de luy et de son roialme, et ses gentz en temps à venir, il fist ladite promesse. La secunde cause est pur ce que sondit pière est cosyn à nostre seignur le roy, et ore son pière, par cette alliance il est le pluis tenoz de lui faire plesance et relèvement en sa nécessité. La tierce cause est pur tant que sondit pière de France et luy-mesmes, qi sont tenuz deux les pluis suffisantz et vaillants princes cristiens, et per tant, s'ils puissent avoir conissance de quelconque, roy, prince ou autre persone qi qe soit, qi, per tyrannye vorro surmounter et destruire le people cristien, en quelconqes parties, ils sont de droit tenuz à la révérence de Dieu à destruire tiel tyrant, et destruire, et de restorer et recoverer tielx opprestez

et désolatz à leur estat. Et dit outre nostre seignur le roy q'il voet estre à large et liberté de comander ses gentz pur eux envoier en aide de ses amys, et pur disposer de ses biens propres à sa volentée, ou à tant des faitz qe luy plaira.

CLXIII. (1398.)

REQUÊTE

AU ROI ET AU PARLEMENT D'ANGLETERRE

PAR LE TRÉSORIER DE CALAIS,

Au sujet des réparations nécessaires au port de cette ville, avec la réponse du roi.
(Bréq. t. LVII.)

A NOSTRE très-redouté seignur le roy et as très-honurables seigneurs de cest présent parlement, monstre, si pleisir vous en soit, vestre petit clerc John Bernard, trésorer de Caleys, que, come entre plusours overaignes entour ladite ville esteantz, que est défence et salvacion de mesme la ville et de les merches, illocques enbusoignent de jour en autre estre maintenuz et repaillez, y sont deux grosses overaignes les pluis nécessaires de tout dys estre sustenuz et supportez; c'est assavoir les beekenes devant le port illocques et le lieu appelle Paradys, q'est bien près les fosses de mesmes la ville; lesqueux beekenes, per les hydouses concourses et rages del meer, sont tout dys enfeblissez et empirez : si bien des peres hors buttez de l'estuffure d'ycelles, come auxi de maerisme; ensi, qe s'ils ne soient hastivement amendez, faitz et repaillez, ledit port est en voie d'estre de tout destruit et anientez pur toutz jours, et ledit lieu de Paradys est à présent si ruinous et si fieblez, que, s'il ne soit le novel fait et sufficeantement maintenuz et gardez, il est semblable que en ceo deffaut les murs dudite ville en celle partie en poie de temps, per les très-habundantz concourses de meer, serront de tout décheiez en destruccion et anientissement dudite ville, à grante damage de nostre seigneur le roy et de

son roialme, qi Dieu défende, encontre lesqueux périls tout dys mettre sufficeant remedie as costages et despenses nostredit signeur le roy, soulement il luy est et sera très-grande et très-grevouse charge s'il n'ent soit mys per vous très-hautes et très-sages discrétions ordenances convenables.

Sur quoy, vous please de vestre comune assent ordeiner et establire que toutes manères de niefs audit port accustumez de venir hors d'Engleterre, les batelx de pessoners soulement fort pris, portent ovesque eux tout lour lastage de bones peres covenables pur l'estoffure de les beekenes suisditz, en ent faisant resonable déliverance de temps en temps, à leur venue illocques, al trésorer qui pur le temps y serra ou as autres ministres à ceo per luy ordeinez, sur la peine de deux deniers pus le pois de chescun tonelx, es à tant que lesditz niefs soient de partage; et que toutz manères des niefs audit lieu de Paradys pur y reposer entrantz, payent à chescun lour entrée illocques quatorze deniers de sterlings, et sur ceo bien lour lise s'ils veullent y demurrer per quatorze jours ovesque atant de noetz adonques prochain ensuants sans pluis ent paier pur loursdit entrée; et en cas q'ils demourgent pluis outre les quatorze jours et noetz susditz, adonqes paient-il pur chescun jour et noet un denier, et pur le soule jour une maille, et pur le soule noet une maille; et outre ceo, que nul manère de persone ne se présume de nul manère nieff ne batell, per câble, corde ne autrement, fermer à les maerisme ne peres de lesditz beekenes, ne Paradis, ne de la nouvell keye autrement appellé le Wharff, à le cost dudit port de Caleys, sur la peine de quarant deniers à levers de la nieff qi ensi soit trove fermée, et que ledit trésorer qi pur le temps y serra eit plein poair, pur luy et ses députés, de lever et receiver les deniers de les peines suisdites encurruz sourdantz et d'ent faire payement solonc ceo qe busoigne lui serra en sondit office per view et controllement del controllour de nostredit seignour le roi illocques.

Réponse. Le Roy le voet et ad ordeinez et establiz qe les articles de ceste pétition soient mis en exécution solonc l'effect et purport d'icell en eide et seureté de la ville de Caleys.

CLXIV. (9 avril. Vers 1399.)

LETTRE DU ROI D'ANGLETERRE
AU DUC DE BRETAGNE,

Pour le remercier des présents que ledit duc lui avait faits. (Biblioth. Cotton. Julius, B. VI.—Bréq. t. LXXIX.)

Henry, par la grace de Dieu roy d'Angleterre et de Fraunce, et seigneur d'Irlande, à haut et puissant prince le duc de Bretaigne, nostre très-chier et très-amé cousin, salut et très-entière et très-parfite dileccion. Et pour ce, très-chier et très-amé cousin, que nous tenons de certein que vous avez entier desire de savoir bounes nouvelles de nous et de nostre estat et santé, savoir vuillez que nous susmes de présent en très-bonne santé de notre personne, la mercy nostre Seignur, qui ce ottroier tousjours nous vuille par sa seinte grace; très-affectueusement desirans d'oïr souvent et savoir de vous et de l'entiere santé de votre personne nouvelles semblables, lesqueux nous prions à Dieu que toudis soient tiellecs come vous saurez mieulx deviser. Pour nostre consolacion singulière, très-chier et très-amé cousin, nous vous merceons très-entierment de tout nostre cuer de les beaulx hanap et un ewer que nous sont envoiés et présentés de vostre part, et lesqueux nous receu avons, et ent avons pris très-singulier plaisir; et, très-chier et très-amé cousin, si choses vuillez par-deçà, feablement nous vuillez signiffier vos desirs pour les accomplir de bon cuer. Très-chier et très-amé cousin, nostre Seignur vous ait toudis en sa seinte garde. Donné soubz nostre signet, à nostre palais de Westmonster, le IXe jour d'avrill.

N. B. On lit au dos l'adresse suivante : *A hault et puissant prince, le duc de Bretaigne, notre très-chier et très-aimé cousin.* Copié sur la minute en papier, qui est pleine de ratures et d'interlignes. B.

CLXV.

(10 avril 1399.)

LETTRE

D'HENRI IV, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il autorise Jean Guibon, administrateur de l'hôpital de Saint-André de Bordeaux, à acquérir pour ledit hôpital deux cents livres de rente annuelle et perpétuelle, et confirme les rentes que ledit Guibon aurait déjà acquises pour la même maison. (*Rot. Vascon.* an. 1. H. IV, membr. 2. — Bréq. t. LXXIX.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod, de gracia nostra speciali, ob reverenciam Dei et divini cultus augmentacionem, concessimus et licentiam dedimus, pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, Johanni Guibon, hopistario hospitalis Santi-Andree, in civitate nostra Burdegalensi, quod ipse et successores sui hospitalarii hospitalis predicti, census, redditus et sporlas eciam a nobis et nostra regia majestate moventes in feodum, usque ad summam ducentarum librarum monete currentis Burdegalensis, annui sive perpetui redditus sive census, secundum foros et consuetudines parcium predictarum adquirere possint et habendam sibi et successoribus suis predictis in perpetuum.

Et ulterius, de uberiori gracia nostra, census, redditus et sporlas per ipsum jam adquisitos, de gracia nostra speciali, ex certa scientia nostra, pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, approbamus, laudamus, et confirmamus, statuto de terris et tenementis ad manum mortuam non ponendis edito nonobstante; nolentes quod ipse seu successores sui predicti, ratione premissorum, per nos vel heredes nostros aut ministros nostros quoscumque inde occasionentur, molestentur in aliquo, seu graventur; salvis tamen nobis, et heredibus nostris, ac aliis dominis, eorum serviciis inde debitis et solvi con-

suetis in perpetuum. Datum in palacio nostro, apud Westmonasterium, sub magni sigilli nostri testimonio, x die aprilis.

Per ipsum Regem.

CLXVI. (6 novembre 1399.)

HENRI IV,

ROI D'ANGLETERRE,

Fait concession à Nompar de Caumont de toutes les conquêtes qu'il fera sur les ennemis du roi dans le duché d'Aquitaine. (*Rot. Vascon.* an. I. H. IV, membr. 27. — Bréq. t. LXXIX.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod, de gracia nostra speciali et pro bono servicio nobis per dilectum et fidelem nostrum Nonpar, dominum de Caumont, impenso et impendendo, concessimus eidem Nonpar omnes conquestus per ipsum super inimicos et rebelles nostros in ducatu nostro Aquitanniæ, cum guerra ibidem fuerit, faciendos, habendos et tenendos sibi et heredibus suis de nobis et heredibus nostris, una cum paticiis et salvis conductibus, que tempore prædicto volumus fideliter observari. Datum apud Westmonasterium, vi die novembris.

Per breve de privato sigillo.

CLXVII.

(12 novembre 1399.)

LETTRE

DE HENRI IV, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il vidime et confirme deux autres lettres de Richard III en faveur d'Eliona de France, à laquelle ce prince, en récompense des soins qu'elle avait pris de lui durant son enfance, avait accordé : 1° la jouissance de deux échoppes placées sous le château de Bordeaux, d'un revenu de 20 livres; 2° une pension viagère de 10 marcs, payable tous les ans en deux termes. (Rym. Suppl. H. IV, vol. 1, n° 40. — Bréq. t. LXXIX.)

PRO CONFIRMATIONE FFRANCIE.

Rex omnibus ad quos, etc. salutem.

Inspeximus literas patentes domini Ricardi, nuper regis Angliæ secundi post conquestum, factas in hæc verba :

« Ricardus, Dei gratia, rex Angliæ et Ffranciæ, et dominus Hiberniæ, omnibus ad quos præsentes litteræ pervenerint, salutem.

« Sciatis quod de gratia nostra speciali et pro bono servitio quod dilecta ligea nostra Eliona de Ffrance, de dominio nostro Aquitaniæ, nobis impendit circa corpus nostrum dum infans eramus, dedimus et concessimus eidem Elionæ duas shopas cum pertinentiis, quas habemus subtus castrum nostrum Burdegalense, ex sinistra manu idem castrum intrando, et valent per annum viginti libras de moneta nostra in partibus illis currente, ut dicitur, habendas et tenendas ad totam vitam prædictæ Elionæ, ita quod eadem Eliona competenter sustineat dictas shopas, quamdiu illas tenuerit, ut prædictum est, et quod, post mortem ejusdem Elionæ, shopæ prædictæ cum pertinentiis nobis et heredibus nostris integre revertantur.

« In cujus rei testimonium has literas nostras fieri fecimus patentes.

« Datum apud Westmonasterium, octavo die augusti, anno regni nostri quarto. »

Inspeximus etiam quasdam alias literas patentes præfati nuper regis, similiter factas in hæc verba :

« Ricardus, Dei gratia, rex Angliæ et Ffranciæ, et dominus Hiberniæ, omnibus ad quos præsentes litteræ pervenerint, salutem.

« Sciatis quod, de gratia nostra speciali, et pro bono servitio quod dilecta nobis Eliona de Ffrance, nostra cunabularia, nobis et carissimæ consorti nostræ, nuper reginæ defunctæ, impendit, concessimus eidem Elionæ decem marcas, percipiendas singulis annis, ad totam vitam ejusdem Elionæ, ad scaccarium nostrum, ad terminos Sancti-Michaelis et Paschæ per equales portiones.

« In cujus rei testimonium has literas nostras fieri fecimus patentes.

« Teste me ipso. Apud Westmonasterium, tertio decimo die Augusti, anno regni nostri decimo octavo. »

Nos autem, concessiones prædictas ratas habentes et gratas, eas pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, acceptamus, approbamus, et præfatæ Elionæ tenore præsentium de gratia nostra speciali confirmamus, prout litteræ prædictæ rationabiliter testantur.

In cujus, etc.

Teste rege. Apud Westmonasterium, XII die novembris.

Per breve de privato sigillo, et pro Deo quia pauper.

CLXVIII. (14 janvier 1400.)

LETTRE

DE HENRI IV, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il défend aux gardes du port de Londres de laisser passer sans un ordre exprès aucun sujet du roi de France, leur enjoignant de faire arrêter quiconque y entrerait, sous peine de confiscation de tous leurs biens. (Rym. Suppl. H. IV, vol. 1, n° 96. — Bréq. t. LXXIX.)

QUOD HOMINES DE FFRANCIA NON TRANSEANT REGNUM.

Rex custodibus passagii in portu civitatis nostræ Londonie, salutem.

Quibusdam certis de causis nos specialiter moventibus, vobis præcipimus, firmiter injungentes, quod aliquam personam de obediencia Ffranciæ existentem, extra regnum nostrum Anglie in portu prædicto, absque mandato nostro speciali, nullatenus transire permittatis; set personam hujusmodi quæ cito ad portum prædictum, pro transitu hujusmodi habendo, venerit, arestetis et arestari faciatis, ac penes personam nostram ubicumque nos fore contigerit, de tempore in tempus, mittatis seu mitti faciatis, cum transcripto hujus brevis; et hoc, sub forisfactura omnium quæ nobis forisfacere poteritis, nullatenus omittatis.

Teste rege. Apud Westmonasterium, xiiii die januarii.

Per breve de privato sigillo.

N. B. Il y a beaucoup d'autres lettres semblables et de même date adressées aux gardes des passages des divers ports d'Angleterre. B.

CLXIX. (23 juin 1401.)

SAUF-CONDUIT

DONNÉ

PAR HENRI IV, ROI D'ANGLETERRE,

A JEAN DE HANGEST, SEIGNEUR DE HUGUEVILLE,

Envoyé par Charles VI pour accompagner Isabelle, sa fille, à qui le roi d'Angleterre avait enfin permis de retourner en France, en exécution du traité de trêve conclu à Lelinghen. (Rym. Suppl. H. IV, vol. 1, n° 136. Bréq. t. LXXIX.)

DE SALVO CONDUCTU.

Le Roy à tous nos conestables, mareschealx, admiralx, seneschaulx, bailliz, prévosts, maires et eschevins, capitaines de gens d'armes, archiers et arbalestriers, gardes de bonnes villes, chasteaulx et autres fforteresses, de ponts, ports, passages, travers, jurisdictions et destroiz, et à touz noz autres justicerz, officers et subgitz, ou à leurs lieutenantz, et à tous nos amys, alliez et bienveillantz, salut:

Comme nos messages et ambassadeurs que derenièrement avons envoiez ès marches de Picardie pour le retour et restitution de madame Isabelle de Ffrance, royne d'Angleterre, eient esté et soient d'accord avec les messagers et ambassadeurs que nostre cousin de Ffraunce a pour ceste cause envoiez ès marches dessusdites, du retour et restitution de ladite Royne; et pour icelle acompaigner nostre dit cousin de Ffrance ait présentement envoié Johan de Hangest, seigneur de Heugueville, chevalier, son conseiller et chambellan : savoir vous faisons que audit Johan de Hangest et cinquante parsonnes en sa compaignie, désarmez, à cheval ou à pied, nous avons donné et donnons par ces présentes bon, seur et loiall sauf-conduit; et yceulx et chescun d'eulx, ensemble toutz leurs chevaulx, males, or, argent, vaisselle,

joiaux, lettres et autres biens quelconques, avons pris et mis, prenons et mettons par la teneur de ces présentes en noz protection et sauvegarde espéciall pour aller, venir, demourer, séjourner et retourner seurement et saulvement en nostre royaume par mer et par terre, sanz ce qu'au dessusdit Johan de Hangest, ne à aucun de sadite compaignie, dommage, destourbe, arrest ou empeschement soit fait ou donné en corps ou en biens par marque, reprisaille, entrecours ou autrement, en quelque manère que ce soit. Si donnons en mandement à vous nozditz officiers, justiciers et subgitz, prions et requérons vous nos amiz, alliez et bienveillantz, et chescun de vous, que ledit Johan de Hangest et ceulx de sa compaignie, jusques au nombre dessusdit, vous laissez, faites et souffrez aler et venir, demourer, séjourner et retourner sauvement et seurement, par terre et par mer, avec touz leursditz biens, selonc la forme et teneur de ce présent sauf-conduit, lequel nous promettons, en bonne foy et en parole de Roy, tenir et faire tenir, enteriner et accomplir sans enfrandre en aucune manère, toute fraude et mal engyn cessant, les présentes après la fin du mois de juillet prouchain venant noun valables.

Donné à Westminster, souz nostre grand seal, le XXIII[e] jour de juin, l'an de grace mil quatre centz et primere, et de nostre règne second.

Par le Roy en son conseil.

CLXX. (12 juillet 1401.)

ACCORD

ENTRE GILBERT DE PELLEGRUE, CHEVALIER,

ET GUILLEM AMANIEU DE MADAILLAN,

CHEVALIER, SIRE DE LESPARRE ET DE ROSAN,

Réglé et conclu par Henri IV, roi d'Angleterre. (*Rot. Vascon.* an. 2, H. IV, membr. 3. — Bréq. t. LXXIX.)

Le Roi à touz ceux qui cestes présentes lettres verront, saluz: Comme débat et désaccord fust par devant nous entre Gilibert, autrement appellé Petit de Pellegrue, chivaler, demandant d'une part; et Guillem Amann de Madelham, chivaler, sire de Lesparra et de Ronsan, d'autre part, sur ce que ledit Gilibert demandoit audit sire de Lesparra que come Florimont, jadis sire de Lesparra, prédécessor dedit Guillem Amann, sire de Lesparra, l'eust donné à terme de vie cent francs de rende chescun an et boche en cort à soy et à troys varletz, et fen et avena pour quatre chevaus, moyanant lettres scellées de son propre scel, lequiel don en son testament l'avoit confermé; et ledit Guillem Amann, sire de Lesparra qui en présent est, l'ayt contredit de ly payer ledit don, dont l'estoit dehu, à ce qu'il disoit, les arreradgez pour le terme de trois ans, lesquielz estimoit à deux centz francs pour an; et sur ce nous suppliest ledit Gilibert que li vousissoms fere compliment de justice; et ledit Guillem Amann, sire de Lesparra, se deffendist que ne l'estoyt en non tenuz de compleir sa demande pour ascuns trespas que disoit que ledit Gilibert avoit comis vers li, pour lesquiels il avoit pardu sa pension, et pour autres chouses qu'il allégoit devant nous; desquiels chouses nous avons ehu convsense : nientmant nous voulons nurrir pès et con-

corde entre nos foialx liges et subgiz, pour espécial entre ledit Guillem Amann, sire de Lesparra, et ledit Gilibert, lesquiels nous tenoms et pansoms qu'ils soient loyals et predomes et vailans; si les avons accordé pour voloir et assent de ambes dues les parties pour la manier que s'ensuyt : c'est assavoir, que ledit Guillem Amann, sire de Lesparra, ait à paier audit Gilibert de Pelegrue, pour tout ce que li puet demander à causa de la annuante susdite, la somme de cinq centz francs, duitz le terme de Seinte-Michel qui vient en un an. Et ledit Gilibert de Pelegrue, receu ledit payemant, que ait aquipta audit sire de Lesparra et à ses heirs tant quant que li porroit demander à cause des chouses susdites; e que le soit tenu de rendre les obligacion et ententure qu'il a dudit Florimont, jadiz sire de Lesparra, et que d'assy en avant ils soient bons amiz. Lequel notre appointement et accord ambedeux les parties si ont approé et loé, et chescun s'en est tenu pour contente, et promys chescun en droyt soy pardavant nous de tenir ledit nostre dit apuntament, sens venir encountre.

Si donnons en mandement, à toutz nos officers et ministres de nostre duché de Guyenne, qui en présent sont o par temps avenir seront, que en le cas que lesdites parties o aucune d'icelles fussent refusans o contradisans à tenir les chouses susdites, qu'ils les constreihent à tenir, pour les voyes et remédies que de droit o de custume du paiis se darra feres. En tesmoignance de quelle chose, à ycestes noz présentes lettres nous avons fait mettre notre grand seal. Donné à Ffarnham, le XII[e] jour de juyllet, l'an de grace mille quatre centz primere, et de nostre règne second.

Per litteram ipsius Regis de signeto.

CLXXI. (2 novembre 1401.)

LETTRE

DE HENRI IV, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il accorde à Henri Bouvet, élu de Bath et de Wells, la faculté de faire transporter, toute sa vie, sans payer aucun droit, ses vins de Guyenne en Angleterre. (*Rot. Vascon.* an. 3, H. IV, membr. 12. —Bréq. t. LXXIX.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem. Sciatis quod de gracia nostra speciali concessimus dilecto clerico nostro Henrico Bowet, electo confirmato Bathonensi et Wellensi, quod ipse, pro termino vitæ suæ, libere possit facere adduci in regnum nostrum Angliæ, tam omnia vina sua crescentia infra ducatum nostrum Aquitaniæ, quam etiam omnia vina quæ ibidem percipit de redditu, absque custuma, subsidio, vel alia impositione, ad opus nostrum vel heredum nostrorum de ultra vel citra mare inde solvendis. In cujus, etc. Teste Rege. Apud Westmonasterium, secundo die novembris.

Per breve de privato sigillo.

CLXXII. (22 décembre 1401.)

LETTRE

DE HENRI IV, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il permet à Isarn de Ruffinhac, écuyer, de porter de Londres, Sandwich ou Southampton, en Gascogne, des étoffes et des fourrures avec cinq cents marcs pour le sénéchal de Gascogne, le tout sans payer aucun droit. (*Rot. Vascon.* an. 3, H. IV, membr. 12. — Bréq. t. LXXIX.)

Rex omnibus ad quos, etc., salutem. Sciatis quod de gracia nostra speciali concessimus dilecto nobis Isarno de Ruffynhac, armigero, licenciam quod ipse, cum Geraudo de Tryas et duobus valettis in comitiva sua, duas pecias devolvet, quarum utraque pecia continet decem et novem virgas, duas pecias et dimidiam de *Damask,* unam furreram de grisio et unam peciam de *worstede,* in portu Londoniæ, Sandewici vel Suthamptoniæ, eskippare, et eas versus partes Vasconiæ, una cum quingentis marcis, quas eidem Isarno pro vadiis senescalli nostri Vasconiæ liberari fecimus, traducere possit, absque perturbacione seu impeticione, et absque custuma ad opus nostrum inde solvenda. In cujus, etc. Teste Rege. Apud Westmonasterium, XXII die decembris.

Per breve de privato sigillo.

N. B. Mandement en conséquence aux préposés des ports de Londres, de Sandwich et de Southampton. B.

CLXXIII.

(28 avril 1403.)

LETTRE

DE HENRI IV, ROI D'ANGLETERRE,

Pour requérir et recevoir le payement des sommes restées dues de la rançon de Jean, roi de France. (Rym. Suppl. H. IV, t. II, n° 48. — Bréq. t. LXXIX.)

DE SUMMA PRO REDEMPTIONE JOHANNIS, FRANCORUM REGIS, EXIGENDA.

Rex omnibus ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod nos, de fidelitate, prudentia et circumspectione venerabilis patris Henrici, episcopi Bathonensis et Vellensis, carissimi fratris nostri; Johannis, comitis Somerseti, capitanei villæ nostræ Calesiæ, aut sui locum tenentis Willielmi Heron, domini de Say; Thomæ Rameston, admiralli nostri in *le west*, militis; ac magistri Nicholai de Rysseton, utriusque juris doctoris, plenarie confidentes, ad quascumque pecuniarum summas pro redemptione, recolendæ memoriæ, Johannis, quondam Francorum regis, adhuc debitas, exigendum, et super solucione earumdem oportunas et solempnes requisitiones faciendum, easque pecunias cum quibuscumque debitis liquidis legitime compensandis, ipsos conjunctim et divisim, nostros veros et indubitatos procuratores, negotiorum gestores et nuncios speciales facimus, ordinamus et constituimus per præsentes; promittentes in verbo regio nos ratum et gratum perpetuo habituros quicquid per eosdem procuratores aut aliquem eorumdem actum, gestum seu procuratum fuerit in præmissis et singulis præmissorum.

Datum sub magni sigilli Regis testimonio, apud palacium Regis Westmonasterii, XXVIII die mensis aprilis.

Per ipsum Regem et Concilium.

CLXXIV.

(14 mai 1406.)

LETTRE

DE HENRI IV, ROI D'ANGLETERRE,

Portant ordre de publier que tous les étrangers, Bretons et Français, venus à Londres après l'ouverture du parlement, aient à sortir de la ville le 24 mai au plus tard; et que ceux auxquels on aurait fait quelques concessions de terres, etc. remettent avant de partir leurs titres à la chancellerie, pour y être examinés. (Rym. Suppl. H. IV, t. 3, n° 37. — Bréq. t. LXXIX.)

DE PROCLAMATIONE FACIENDA.

Rex vicecomitibus Londoniæ, salutem. Cum nos nuper, de assensu prælatorum, procerum et magnatum regni nostri Angliæ, in præsenti parliamento nostro assistentium, ad supplicationem Communitatis ejusdem regni nostri in eodem parliamento nostro factam, per breve nostrum vobis præceperimus quod in civitate nostra prædicta et suburbiis ejusdem, ubi necesse foret, publice proclamari faceretis quod omnes et singuli alienigenæ, quorum nomina in quadam cedula senescallo hospitii nostri liberata continentur, ac omnes et singuli alienigenæ qui, post inceptionem præsentis parliamenti nostri, in regnum nostrum prædictum advenerunt, cum omnibus et singulis servientibus et familiaribus suis de alterius ligeantia quam nostra oriundis, parati essent in portu civitatis nostræ prædictæ ad proficiscendum versus partes exteras, quintodecimo die maii tunc proximo futuro ad ultimum; et ex inde ad easdem partes, quam cito commode possent, proficiscerentur, prout in brevi nostro plenius continetur. Nos tamen, accipientes quod dicti alienigenæ diversis ligeis nostris regni nostri prædicti indebitati existant, volentesque eisdem ligeis nostris per dictos alienigenas de debitis suis hujusmodi satisfieri; ac quibusdam aliis certis de causis nos moventibus, dictum diem sive

terminum recessus eorum usque vicesimum quartum diem maii proximo futurum, de assensu prælatorum, procerum et magnatuum ac Communitatis prædictorum, duximus prorogandum.

Et ideo vobis mandamus quod statim, visis præsentibus, in civitate et suburbiis prædictis, ubi necesse fuerit, ex parte nostra publice proclamari faciatis quod omnes et singuli alii alienigenæ de Britania et Francia, qui, post inceptionem præsentis parliamenti nostri, in regnum nostrum prædictum advenerunt, parati sint in portu villæ nostræ Southamptoniæ ad proficiscendum versus partes exteras, dicto vicesimo quarto die maii proximo futuro, ad ultimum, et exinde ad easdem partes quam cito poterunt proficiscantur; quodque omnes et singuli alienigenæ prædicti, qui aliqua terras, tenementa, annuitates sive concessiones quæcumque in feodo simplici vel talliato, sive ad terminum vitæ vel annorum, ex concessione nostra, sive ex concessione carissimæ consortis nostræ reginæ Angliæ, sive aliorum ligeorum nostrorum, per litteras sive scripta eis inde facta optinent quovismodo, hujusmodi litteras sive scripta nobis in cancellaria nostra liberent indilate, ad finem quod, visis litteris et scriptis prædictis, inde fieri jubere valeamus quod de jure et secundum legem et consuetudinem regni nostri Angliæ fore videremus faciendum; dum tamen aliqua arma, armaturas, sive artillarias secum non deferant quovismodo. Proviso semper quod omnes et singuli Theotonici et omnes alii, tam mercatores quam alienigenæ, infra regnum nostrum prædictum jam existentes sive commorantes, prætextu proclamationis hujusmodi, versus partes exteras transire aliqualiter non compellantur sive teneantur.

Teste Rege. Apud Westmonasterium, XIIII° die maii.

Per ipsum Regem et Concilium in parliamento.

CLXXV. (22 mai 1406.)

LETTRE

DE HENRI IV, ROI D'ANGLETERRE,

Portant ordre à Michel de Pole, comte de Suffolk, de faire prendre les armes à tous les sujets de ce comte, pour s'opposer à une invasion des Français en Angleterre. (Rym. Suppl. H. IV, t. 3, n° 38. — Bréq. t. LXXIX.)

DE ARRAIATIONE FACIENDA.

Rex dilectis et fidelibus suis Michaeli de la Pole, comiti Suffolciæ; Rogero Swellyngton, chivaler; Johanni Henyngham, chivaler; Rogero Drewey, chivaler; Willielmo Berdevell, chivaler; Johanni Scaverton; Roberto Bukton, Roberto Peyton; Rogero Caundish et Johanni Gleinham, ac vicecomiti nostro Suffolciæ, salutem.

Sciatis quod, cum inimici nostri Franciæ et alii sibi adhærentes, magnam potentiam armatam supra mare infra breve, prout intelleximus, habere ordinaverunt, et intendant ad regnum nostrum Angliæ hostiliter invadendum ac fidelem populum nostrum ejusdem pro viribus destruendum, castraque et alia fortalicia super costeris maritimis regni nostri prædicti existentia capiendum et tenendum, si possint (quod absit), nisi eorum malitiæ per nos virilius resistatur. Nos malitiæ hujusmodi inimicorum nostrorum et eorum adhærentium, si præmissa facere præsumpserunt (quod absit), gratia nobis favente divina, resistere, ac pro salvatione et defensione regni nostri prædicti disponere et ordinare volentes, ut tenemur; assignavimus vos cunjunctim et divisim ad arraiandum et triandum, viris ecclesiasticis exceptis, omnes et singulos homines-ad-arma ac homines armatos et sagittarios in comitatu prædicto commorantes, infra libertates et extra; et ad armari faciendum omnes illos qui de corpore sunt potentes et

habiles ad armandum, qui de suo proprio habent unde seipsos armare possunt : videlicet quemlibet eorum juxta statum et facultates suas ; et ad assidendum et apportionandum juxta avisamentum et discretiones vestras, ac etiam ad distringendum omnes illos qui in terris et bonis sunt potentes et pro debilitate corporum ad laborandum impotentes, ad inveniendum juxta quantitatem terrarum et bonorum suorum, et prout rationabiliter portare poterunt, salvo statu suo, armaturas hominibus-ad-arma et hominibus armatis ac arcus et sagittas : ita quod illi qui morabuntur seu morari poterunt ad domum suam propriam in patria sua, super defensione ejusdem regni contra inimicos nostros, si periculum obveniat, non capiant vadia neque expensas pro mora sua apud domos suas prædictas; et ad dictos homines-ad-arma ac homines armatos et sagittarios sic arraiatos et munitos continue in arraiatione, ut in millenis, centenis, vintenis et aliis, prout conveniens fuerit et necesse, teneri et poni faciendum, et eos tam ad costeram maris quam ad alia loca, ubi et quotiens necesse fuerit, ad dictos inimicos nostros expellendum, debellandum et destruendum, de tempore in tempus, quum aliquod periculum immineat, mandandum et injungendum; et ad monstrum sive monstrationem eorumdem hominum-ad-arma ac hominum armatorum et sagittariorum de tempore in tempus, quotiens indiguerit, diligenter faciendum, et supervidendum ac etiam ad proclamandum, ordinandum et diligenter examinandum quod omnes et singuli hujusmodi homines-ad-arma ac homines armati et sagittarii in monstris hujusmodi, armaturis suis propriis et non alienis armentur, sub pœna amissionis earumdem, exceptis dumtaxat illis qui ad expensas aliorum armari debent, ut prædictum est; et ad omnes et singulos quos in hac parte inveneritis contrarios seu rebelles arestandum et capiendum, et eos prisonis nostris committendum, in eisdem moraturos quousque pro eorum punitione aliter duxerimus ordinandum. Et ideo vobis et cuilibet vestrum districcius quo possumus, supēr fide et ligeantia quibus nobis tenemini, injungimus et mandamus quod statim, visis præsentibus, vos ipsos melius et securius quo poteritis arraiari et pa-

rari, et coram vobis, ad certos dies et loca quos videritis magis competentes et expedientes et pro populo nostro minus dampnosos, omnes homines in patria commorantes, per quos arraiatio et munitio hujusmodi melius fieri et compleri poterunt, venire et vocari faciatis et eos arraiari, armari et muniri; et eos sic arraiatos et munitos in arraiatione hujusmodi teneri faciatis; et insuper signa vocata *Bekyns* poni faciatis in locis consuetis, per quæ gentes patriæ de adventu inimicorum nostrorum poterunt congruis temporibus præmuniri, et eosdem homines sic arraiatos et munitos, cum periculum imminuerit, in defensione regni et patriæ prædictorum, de tempore in tempus, tam ad costeram maris quam alia loca ubi magis necesse fuerit, duci faciatis; ita quod, pro defectu defensionis, arraiationis sive ductionis dictorum hominum, vel per negligentiam vestram, dampna patriæ prædictæ per inimicos nostros amodo non obveniant ullo modo, pro posse vestro.

Damus autem universis et singulis comitibus, baronibus, militibus, majoribus, ballivis, constabulariis, ministris et aliis fidelibus et ligeis nostris comitatus prædicti, tam infra libertates quam extra, tenore præsentium, firmiter in mandatis, quod vobis et cuilibet vestrum in omnibus et singulis præmissis faciendis et explendis intendentes sint, consulentes et auxiliantes; et tibi, præfato vicecomiti, quod ad certos dies et loca quos ad hoc ordinaveritis venire faciendos coram vobis, omnes illos in comitatu prædicto, per quos arraiatio, assessio et ordinatio melius poterunt fieri et compleri, et illos quos pro rebellione sua capi et arrestari contigerit, in prisona nostra custodias, sicut prædictum est. In cujus, etc. Teste Rege. Apud Westmonasterium, XXII° die maii.

Per Concilium.

N. B. Il y eut plusieurs autres lettres de la même date adressées à divers seigneurs d'Angleterre pour le même sujet. B.

CLXXVI.

(18 octobre 1407.)

LETTRE

ÉCRITE DE BORDEAUX

A HENRI IV, ROI D'ANGLETERRE,

Touchant les progrès des Français dans ses possessions en Guyenne, et la nécessité d'y envoyer promptement du secours. (Biblioth. Harl. n° 431, f° 103. — Bréq. t. LXXIX.)

Domine mi Rex ac Serenissime Princeps,

In multis scripturis legi quod principes terre consueverunt libentius audire adulatores quam veraces, seu veritatis revelatores : supplico ante omnia quod non sitis de illis, sed grate audiatis humiles reprehensores, sicut in commendationem multorum principum antiquorum recolo me legisse; et descendendo ad specialia, Serenissime Princeps, quid per alios hactenus scriptum est Majestati vestre, de negociis hujus vestri ducatus Aquitanie, non indagarem nec indagare propono, sed bene firmiter mente teneo quod ego, per meas multiplices litteras, vestram Celsitudinem informavi, non solum de hiis qui occurrerant, ymo etiam de hiis que tunc probabiliter indicandum erat ventura fore, sicut evenerunt usque nunc, de malo in pejus; et sicut inferius subjiciam; sumus nunc prope conclusionem totius negocii, nisi Vestra Altitudo succurrat.

Quid enim fecistis, vel qualem succursum prebuistis, vel consilium? Vestra Altitudo non ignorat; et quia, ut dixi, adulari non propono, sciatis quod etiam populi non ignorant, immo palam et publice loquuntur ac intrepide obloquuntur, dicentes : Rex noster, princeps tanti nominis, tanteque prudentie, tanteque fortitudinis et potencie, nos fidelissimos suos in faucibus hostium suorum laniandos dereliquit; et subdunt : Si scivissemus a principio hujus guerre quod

nollet nos defendere vel non posset, forsan redemissemus tempus et dies malos; sed confidenciam habuimus, sicut debebamus, in litteris et verbis suis regiis, propter que sperabamus non posse deficere.

Certum est, Serenissime Princeps, quod plures vestre littere regie ad has partes pervenerunt continentes quod, si opus esset, etiam personaliter ad has partes vos transferretis, vel saltem unum ex illustribus filiis vestris cum potestate magna mitteretis; et quia ista nec eorum aliqua viderunt per effectum, loquendo cum debita reverencia dolent, suspirant, atque clamant, positi quasi in ultimo diffidencie gradu, coguntur etiam numerum admirari, ignorantes causam propter quam eorum succursus sic est retardatus, et non verentur expresse dicere formaliter hec verba : Rex noster tanti nominis tanteque prudentie, ut supra dictum est, nonne recordatur de juramento quod in sua coronatione præstitit? Non considerat ad quid dominus vassallo aliisque subditis obligatur? et si recordatur, quare non observat? Nec opinantur potestatem vobis deficere saltem omnimodo; et subdunt : Et si Rex, propter confluentiam negociorum sibi cotidie imminentem, de hiis memor non est, quare consiliarii et assistentes sibi omittunt eum excitare; ymmo, si opus est, animare et exhortari? Et de istis talibus querelis et allegacionibus tota patria plena est; et utinam pejora non sequantur! quum commune dictum est inter nos quod, quando populi tantam assumunt audaciam loquendi, faciliter sumunt etiam audaciam et faciendi. Credunt multi (nullus vos decipiat!) se esse liberos apud Deum qui videt occulta cordium; circumspectio vestra regia bene potest profundiora intelligere et bene capere; ego etiam, sicut recolo, pluries, per meas litteras, vestram regiam magnificentiam informavi quod Gallici prosequebantur guerram sicut inceperant; nullus, in fine, in istis partibus posset eis resistere, nisi vos manum auxilii vestri porrigeretis : et sic vidimus evenisse, nam nihil est, modo in partibus istis Burdigalensibus, sub obedientia vestra, nisi a Blavia usque ad Sanctum-Emilianum, et ista villa Sancti-Emiliani subjacet majori periculo, quoniam ampla est et lata et hominibus rara.

Hostis enim vester, scilicet dux Aurelianensis, propter quem firmiter credebatur quod mens vestra animosius moveretur, de hora in horam expectatur in civitate Engolismensi, et aliqui dicunt quod ibi applicuit, cum innumerabili comitiva, et sic creditur firmiter. Constabularius vero, scilicet dominus de Le Breto, est apud Sanctum-Johannem Angelianensem; et fecit mostram suam de mille hominibus armorum in loco de Belbesion; et apud istos hostes vestros, clare predicatur et denunciatur quod venient super locum de Burgo, et castrum de Franciaco et villam Sancti-Emiliani, et tenendo in istis locis gentes suas per modum obsidionis. Satis putant, sicut est veritas, quod per consequens etiam villa de Liburnia obsessa erit propter vicinitatem. Villa vero de Blavia habet suffrenciam ad certum tempus et forsan habebit majorem, sicut in alia mea littera, loquente de factis Blavie, Altitudo Vestra videre poterit.

Item, comes Armaniaci et comes de Claromonte, cum alio exercitu copioso, debent descendere ad partes de Medulco, ubi solet esse habundatia victualium, nec fortalicia reputantur multum fortia. Immo isti inimici confidunt per vim, absque alia obsidione, obtinere locum de Sparra; et si contigeret quod obtineant loca supra dicta, vel eorum aliqua, comminantur dicti inimici vestri venire et campum tenere super hanc vestram civitatem Burdigalensem : immo credunt multi quod, obtentis vel non obtentis dictis locis, venient, si qualitas temporis non contrarietur eis, super istam civitatem per modum obsidionis. Quid eveniet? ignoro; sed unum affero quod sepe quidem [spiritus?] promptus est, caro autem infirma : omnes enim dicunt quod deffendent se mirabiliter, sed vero qualiter perseverabunt, cum viderint dampna et pericula de propinquo? Gentes enim armorum valde pauce sunt in hac civitate et pecunie etiam non apparent : immo cum maxima difficultate aliquando parva quantitas reperiri potest.

Ex istis concludat, si placet, alta vestra prudentia : ego enim, jam a principio hujus guerre, in mente mea conclusi, et sic etiam Vestre Serenitati per plures meas litteras nunciavi, quod si Gallici proseque-

bantur guerram, ut inciperant, quod nihil sub vestra obediencia remaneret in partibus istis, nisi succursum seu auxilium congruum mitteretis de Anglia : et sic apparet per experienciam me vera pronunciasse; et puto etiam quod idem erit, sicut dixi, de eo quod de presenti sub obediencia vestra tenetur; nec unquam scripsi, ut aliqui malevoli ad mei infamiam seminarunt, quod ista patria, post inchoatam guerram, (ut eorum verbis utar) est *plan* et *ben*[1], et propterea succursu non indigere. Falsa enim et perniciosa suggestio fuisset illa : immo, recolo bene, et per mea regestra ostendere possum, quod nunquam scripsi vobis litteras de negociis hujus patrie, quin, in principio, medio vel fine, assererem patriam perituram nisi succursum congruum et celeriter mitteretur : et si scriptura aliqua contra hanc assertionem meam reperitur, sciat Celsitudo Vestra illam penitus esse falsam et machinatam ingenio alicujus nequissimi hominis; et super hiis invoco vestram regalem instanciam; quam si videro michi deficere, querelam exponam divino judicio quod quidem falli non potest.

Item, Serenissime Princeps, licet ad presens sit tempus yemale, non propterea confidatis quin succursum promissum transmittatis; vidi enim, pluries, in partibus istis, tempora hyemalia ita grata sicut alias solent esse tempora veris.

Item, si hostes vestri eligunt stare in campis ad invadendum, nonne simili modo gentes vestre poterunt, vel saltem in terris vestris morari ad defendendum, si pro meliori erit potiusquam in campis? Non enim consueverunt esse Gallici, nec etiam de presenti sunt magis de ferro quam Anglici : ideo, pro Deo, non assumatis excusationem ex isto tempore hyemali; sed provideatis celeriter, absque ulla tarditate, sufficienter saltem ad defensionem. Scripsi enim alias Celsitudini Vestre, vel alicui ex vestris, exemplum de Christo et Lazaro. Noverat enim ipse infirmitatem Lazari et noluit sanare, ut mortuum suscitaret; non expectetis ut patria perdatur sub spe recuperandi, sicut aliqui fatui per prophetias seu vaticinia futurum esse testantur.

[1] *Que tout est en état et bien;* deux mots de la langue romane du Bordelais. (*Note de l'éditeur.*)

Melius est autem tempus occurrere, quam post vulneratam causam remedium querere; et cogitet profunda intelligentia vestra quod, quicquid homines agunt in hoc seculo citra salutem anime, agunt ad gloriam sui nominis et honorem ac longevam memoriam. Qualis enim gloria, ymmo quanta ignominia, salva reverencia vestra, nominis vestri erit, si hec patria vestro in tempore perdatur et hostium imperio submittatur? quod Deus avertat! et ad perpetuam memoriam, sicut communiter per scriptores fieri consuevit de gestis virorum illustrium, per modum chronice vel alterius memorialis describatur? Et pareat michi benignitas vestra si nimis dure vel alias incongruenter loquor, quia vere zelus domus tue comedit me, immo forcius nominis tui, quia video illud sic diminui et lacerari, quod dolenter refero. Sed non diffido : immo, spem firmam gero, si cito manum apponitis, omnia restaurabuntur et firmabuntur in melius; nec terrentur vestri ligii harum partium de supra dicta multitudine Gallicorum, quoniam licet sit magna, non tamen tanta ut predicatur. Et si etiam esset tanta vel major, confidunt quod, sicut experientia sepe docuit et scripture referunt, multitudo magna ad cedem parva est, et docta paucitas ad victoriam est prompta. Non igitur differatis, Serenissime Princeps, si personaliter eligatis non venire, mittere dignum aliquem exercitum congruentem, quoniam, gratia Dei mediante et justitia vestra in qua principaliter est sperandum, status vester et hujus patrie restaurabitur et hostium vestrorum protervia propulsabitur, ad perpetuam gloriam nominis vestri. Quod Deus concedat pietate sua! Amen.

Scriptum Burdigale, XVIII° die octobris.

N. B. Cette lettre a été copiée sur un manuscrit du temps. Les faits qu'elle renferme fixent sa date à l'an 1407. B.

CLXXVII. (23 juillet 1409.)

LETTRE

DU PAPE ALEXANDRE V

A HENRY IV, ROI D'ANGLETERRE,

Pour l'engager à faire la paix avec la France. (Biblioth. Harl. n° 431, f° 33 verso. — Bréq. t. LXXIX.)

Alexander, episcopus, servus servorum Dei, carissimo in Christo filio Henrico, regi Anglie illustri, salutem et apostolicam benedictionem. Licet, ex injuncto nobis desuper onere ministerii pastoralis, ad bonum pacis super universo nobis commisso grege, Regis pacifici, cujus in terris vicem gerimus, vestigia, prout nobis ab ipso permittitur, assiduis intendere vigiliis debeamus, ad regna tamen Francie et Anglie eo avidius oculos providentie paterne convertimus, quo, sicut ex ipsorum turbatione multorum sequitur adversitas populorum, ita per ipsorum reformacionem et unitatem multis aliis regnis et populis prosperitatis et pacis speramus commoda pervenire. Sane, Fili carissime, quam gravia et universa mala propter exortas inter te et carissimum in Christo filium nomine Carolum, regem Francorum illustrem, hoste humani generis discordias seminante, provenerint hactenus et provenire, dolenter gerimus, non desistant, quantumcumque nos ex eisdem fuerimus et sumus, usque ad cordis viscera, lamentabiliter anxiati, explicare de facili per litteras non possemus; et quoniam tot malis celeriter imponendus est finis, cum ex hujus dissensione tot cedes hominum, locorum incendia, patrie depopulationes, tot virginum stupra et alia innumera mala bellis sociata domesticis oriantur, ut vestra discordia grave dampnum et publicum, et non sine formidabili animarum periculo, censeatur : ne igitur tot malis alterius via

pateat, aut pacis multiplicibus commodis janua procludatur, induat, quæsumus, regia mansuetudo clemenciam, et deponat natura misericors animum inclementem, sopiatur ira, mollescant odia et extirpentur radicitus simulaciones. Inclina aurem tuam, carissime Fili, ad monita patris tui, attendens ad id pro quo Rex omnium induit formam servi, cum, resurgens a mortuis, dixit primo discipulis; ille magister omnium magistrorum non inquit : Arma et scutum sumite, nec sagittam vel gladium; sed : Pax vobis; cum pax et dilectio sint illa duo principaliter que teneri voluit et servari. Ab ipsius ergo tramite non discedas. Nos enim, plenam gerentes de divina pietate fiduciam, ac sedari hujus discordias, opportunis adhibitis remediis, cupientes, ac attendentes quod Tua Excellencia, quam scimus in negotiis Romane Ecclesie semper sollicite et fideliter laborasse, continuatis studiis in Ecclesia prefate obsequiis, perseverans in negotio sacre unionis in universali Ecclesie redintegrande, multipliciter laboraverit, disponens te, tanquam verum Ecclesie filium et devotissimum, pro efficacis operis effectu, in singulis agendis, ipsius Ecclesie ferventioribus studiis, eidem Ecclesie reddere graciorem, et grata promptitudine peracceptum. Serenitatem itaque tuam, quam semper gerimus visceribus caritatis, ex hoc multiplicibus laudibus prosequendam, in Domino plurimum commendantes, eamdem rogamus et hortamur attente, quatenus in concepte devocionis et fidei puritate, sicut plene confidimus, efficaciter velis perseverare; sicque tibi accrescet cumulus meritorum, non solum ex hiis que feceris per te ipsum, sed aliis etiam qui facti tui similitudinem assequentur, necnon in remissione tibi peccaminum, suadentes quatenus, prudenter attendens quam sit dispendiosa tua et regis predicti dissensio, que quovis satis sit de preteritis lacrymandum, causam tamen dare malis amplioribus, nisi adhibito concordiæ remedio, non cessabit. Considerans etiam quod pax Domini, ad quam tanquam principem catholicum fide præclarum et devotione ferventem aspirare te decet, sine pace fratris et proximi non habetur ad redintegrandam hujus sinceram concordiam, et indissolubiliter permansuram mansuetudinem regiam tractabilem red-

das et facilem, benignos spiritualis patris affatus sic devotis suscipiens, quod apud Deum crescas meritis, et apud nos et sedem apostolicam majoribus semper attolli laudibus merearis; qua pace firmata, ad subsidium terrestre contra infideles Christi inimicos, contra quos convenit maxime regibus et principibus indesinenter laborare, diligentius attendere valeas indilate. Tuum procul dubio expectat auxilium causa Christi; et domus tue potentiam terra supradicta, ut ipsam liberes, in qua salutem humani generis operatus est personaliter ipse Salvator; equidem illatas populo christiano offensas ulciscaris et Dei tui vindicabis injurias tam atroces, ac hereditati dominice amovere valeas tanto tempore illicitos detentores. Ceterum, te scire volumus, nos, pro hujus gravitate materie, cujus felicem exitum summo desiderio ferventique animo præstolamur, præfato regi Francorum nostras litteras destinavimus eisdem verbis et monitis quibus ad rem convenire videmus, alloquentes ut sit tandem, si fieri possit, inter vos medius mediator ille Deus et hominum pacis auctor et amator, Dominus Jesus Christus : de nostro quoque fervente animo, quem gerimus ad felicem finem hujus salutaris negocii prosequendum, dilectus filius, nobilis vir Johannes Colvile, miles tuus, lator præsentium, eandem excellenciam in præmissis per nos latius informatus, poterit seriosius vive vocis oraculo informare, cui in dicendis pro parte nostra fidem indubiam adhibeat excellentia supra dicta.

Datum Pisis, x Calend. augusti, pontificatus nostri anno primo.

Jo. de Crinellis.

N. B. Cette pièce a été copiée sur une semblable copie de l'écriture du temps, saine et entière. B.

CLXXVIII. (22 juillet 1412.)

LETTRE

DE JEAN DUC DE BERRY (ONCLE DE CHARLES VI, ROI DE FRANCE)

A HENRY IV, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il lui déclare renoncer au traité d'alliance qu'il avait fait avec lui; ladite renonciation faite en conséquence des lettres du roi de France référées dans celles du duc de Berry. (Bibl. Harl. n° 431, f° 105 verso. — Bréq. t. LXXIX.)

A TRÈS-HAULT et très-excellent Prince, mon très-cher et très-amé nepveu, Henry, roy d'Engleterre : Je Johan, fils du roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, comte de Poictou, d'Estampes, de Bouloungne et d'Auvergne; savoyr vous faisons et aussi à vous, prince de Gales, Thomas, Joham et Umfrey, enfants de mondit nepveu, et à toutz autres à qui ce puet toucher, que, comme pur ascuns mes affaires, je ay, ou autres pur moy, n'adgaires fait ovecques vous aucunes aliances, confédérations et promesses, lesquelles ont très-grandement despleu à monseigneur le Roy, mon souverayn seigneur, qui ycelles a déclaré nulles et mises au néant de son auctoritée, et m'a commandé et ordonné que je les repellasse et meisse au néant, si comme par ses lettres puet apparoir, desquelles la teneur s'ensuit :

« CHARLES, par la grace de Dieu, roy de France, à notre très-cher et très-amé oncle le duc de Berry, salut et dilection.

« Il est venu à nostre cognoissance que, pur accion de certains discordz et débatz mouvers entre aucuns de nostre sang, vous avez faict aucunes alliances avec aucuns de nostredit sang et lignage, et aussi avec nostre adversaire d'Engleterre, ses enfantz et autres tenantz leur partie ; de laquelle chose nous avons eu grande despleisance, et les-

ditz aliances et confédérations avons déclaré et déclarons nulles de nostre auctorité et les avons mises au néant; et parce que par le bon pleisir de nostre seigneurie, nous avons mys et ordenné bonne paix entre les dessusdits de nostre sang et lignage, laquelle vous avez juré et promise garder et observer à vostre pouer : Nous vous mandons, sur la loialtée et proximitée de lignage, en quoy vous nous estez tenuz, sur tout l'amour que vous avez à nous qui sumes vostre souverein seigneur, et sur quanque vous doubtez encourrir nostre indignacion à toutz jours mais, que vous révokez aux susdites aliances faites tant entre ceux de nostredit sang et lignage, come les dessusditz d'Engleterre ou autres, et ycelles révoquez et rappellez en les mettant de tout au néant, incontinent et sanz délay, per voz lettres patentes faites souz vostre seal, por ycelles signifiez aux dessusditz de nostre sang et auxi à nostredit adversaire d'Engleterre, ses enfantz et autres, ladite révocation. Donné à Argennières, entre les Roches et la Charité-sur-Loire, le XXIe jour de juillet, l'an de grace MCCCC et XIIe, et de nostre règne le XXXIIe. »

Vous signifie, très-hault et très-excellent Prince, mon très-cher et très-amé nepveu, et à vous, ses enfantz et autres dessusditz, que toutz aliances, sermens, promesses, liens et confédération, en tant que pur moy et en mon nom elles seroient faites, je quidoye ensure la volentée de mondit seigneur, comme son subjet et souz sa puissance, mes de tout au néant, m'en tiègne pour quitte et y renonce; vous quittant auxi de toutes aliances, seremens, confédéracions et promesses esqueles vous ou aucun de vous purrez estre tenuz à moy, souz quelque forme des paroles et à quilconque effect qu'elles tendent. En tesmoigne de ce j'ay faict mettre mon seal à ces présentes.

Donné à Argennières, entre les Roches et la Charité-sur-Loire, le XXIIe jour de jullet l'an de grace mil CCCC et XIIe.

ITEM, le duc d'Orliens, en mesme la manière.

ITEM, le duc de Burbon, en mesme la manière.

Item, le s[r] de la Bret (Albret), en mesme la manière.
Item, le duc de Burgoyne, en mesme la manière.

N. B. Cette pièce a été copiée et tirée d'un manuscrit de l'écriture du temps[1]. B.

CLXXIX. (26 septembre 1412[2].)

RÉPONSE

DE THOMAS, DUC DE CLARENCE,

AUX DUCS DE BERRY, D'ORLÉANS ET DE BOURBON,

Sur leur renonciation à leur alliance avec l'Angleterre. (Biblioth. Harl. n° 431, f° 105. — Bréq. t. LXXIX.)

Haut et puissant prince, Johan, duc de Berry, nous Thomas, fils du noble roy d'Angleterre et de France, duc de Clarence, comte Dammarle, grand sénéchal d'Angleterre, et son lieutenant ès parties de pardeçà, savoir vous faisons, et aussi à vous Charles, duc d'Orliens, et Johan, duc de Burbon, que puis n'adgaires sont venuz jusques à nostre présence troys qui se dient estre vostre haralx, portant lettres, solonc lour rapport, de par chacun de vous, lesquelles, à lour venue, espérions estre seulement à nous adressantes : toutefoys, par le contenue et stile d'ycelles, avons veue et entendeue qu'elles s'adressent principalment à nostre très-redouté et très-souverein seigneur et père, le roy desusdit; secondement à monsieur le prince nostre très-honoré seigneur et frère et son aysné filz; purquoy ycelles avons renduz et remisez à vosditz héraulx sanz les acceptier, considérant que l'un est nostre souverein seigneur et père, comme dit est, et l'aultre nostre honoré seigneur et frère, as queux devaunt nous lesdictes lettres

[1] Voyez la réponse du duc de Clarence (la pièce qui suit), que nous avons transcrite sous la date du 26 septembre 1412.

[2] La date du 26, écrite en marge de la copie, ne concorde pas avec celle de la fin de l'acte, qui porte xvi[e]. B.

sont adressantes, et la réception d'ycelles devaunt nous leur en appartient: et ovesque ce, purtant que croire ne povons bonement que nulles tielles lettres procèdent de consentement de tielx princes et de si haut sank comme vous estez. Considérant ce que voz ambassiateurs ont fait, accordé, sellée et juré en vos armes et les leur, par notable et suffisant procuration, scellez de voz seaulx et signé voz nouns de voz propres mainz, si autentiquement que bien sembloit et estoit avis à mondit seigneur et père le Roy, à mondit seigneur mon frère le Prince, à noz frères, à nous, à toutz ceux de nostre sank, et à tout le roïalme, ancore est et conu sera, si Dieu plest, par l'universe monde, que homme terrien n'a povoir de révoquier ne mettre à néant ce que si solemnellement et par si suffisant [procuration sellée de voz seaulx[1]] et large poair de toutes deus partz, a esté lyé, juré, promis et plainement accordé. Et quant pur la partie de nostredit très-redoubté et très-souverein seigneur et père le Roy, nous, en noun que dessus, par son commandement et selon qu'a esté appointé, sumes venuz et arrivez devant Bloys pur accomplire ce qu'il a accordé et promis comme loial roy et prince; et comme son loial, humble, obéissant filz et lieutenant, nous offrons, tant en son noun que ou nostre, ainsi que dit est, à enteriner et parfornir, quanque à luy et à nous pur luy appartient, à vous toutz et à chacun pour soy. Pourquoy, hauts et puissants princes, nous, de par nostredit très-souverein et très-redouté seigneur et père le Roy, comme son humble filz et lieutenant, ainsi que dit est, vous requérons toutz et chacun par soy, sur la foie, loialtée de vos personnes et le serment que vous devez à tout gentillesse, et pur éviter tout reprouche en tout, en fait de noun et d'armes, que l'en vous en purroit mettre sus, que vous touz et chacun endroit soy, vuillez accomplir et enteriner roialment et de fait, à nostredit très-redouté seigneur et à nous, ce que de par vous luy a esté promys et juré, et selon que vous en estez à luy obligez, tielment que par vostre défaute on n'ait cause de faire ne dire plus avant de ce qui appartient à tiel cas. Et touchant le duc de Bourgoigne, pur ce qu'il

[1] Ces mots ont été barrés dans la copie de Bréquigny. (*Note de l'éditeur.*)

rescript, selon nostre semblant, paraillement ainsi que vous faites, de ce avons merveille; car, à ce qu'il ait aucunes alliances à nostredit très-redouté seigneur et père, à nostredit honoré seigneur et frère, à nous, ne à nos autres frères, nous vous faysons savoir que non, ains en a esté de tout refusé, pur ce que nous estions lyez ovesque vous; et si ce ne feust, nous pensons avoir acceptez ses offres et fermées ovesques luy aucunes alliances. C'est ce que de présent vous escrivons, vous priant de garder vostre foie et loialtée, et Dieux vous en doinct grace : pur approbacion que ces présentes procèdent de nostre entier voullentée, nous y avons faite mettre le seal de noz armes, et furent faites et escriptes à la Chauce, devant Bloys, le vi^e jour de septembre, l'an de grace mil cccc dusziesme.

N. B. Cette lettre a été copiée sur un manuscrit du temps, bien conservé[1]. B.

CLXXX. (Dernier d'avril 1414.)

PÉTITION

DES COMMUNES D'ANGLETERRE,

Que les possessions des monastères français en Angleterre, saisies aux mains du Roi, durant la guerre avec la France, y restent après la paix : avec la réponse du roi d'Angleterre. (Bibl. Cotton. Titus E, IV. — Bréq. t. LXXIX.)

Item, priont les Communes que, en cas que final pées soit pris par entre vous, nostre souverain seigneur, et vostre adversaire de Ffrance, en temps à venir, et sur ceo toutz les possessions des priories aliens en Engleterre, esteantz as chiefs maisons de religiouses de per delà, as queux tieulx possessions sont regardantz seront restitutz, damage et perde aviendroient à vostredit roialme et à vostre

[1] Voyez la lettre du duc de Berry, que nous avons transcrite sous la date du 22 juillet 1412. C. F.

people; de mesme le roïalme per les grandes fermes et apportz de monoye, quel d'an en an toujours après seroient renduz de mesme les possessions à ces chiefs maisons avant dits, en très-grand empoverissement de mesme vostre roialme en celle partie, que Dieu défende. Plèse à vostre très-noble et très-gracious seignourie, per considéracion suisdit et auxi per considéracion que à la comencement de la guerre commencée per entre lesditz roialmes, de touz les possessions qu'eux vos lieges alors avoient des dons de vos nobles progénitours en les parties de par delà, deinz la jurisdiction de Ffrance, per juggement renduz en mesme le roialme de Ffrance, sont pour touzjours estre oustez et dishéritez, et sur ceo graciousement ordeiner en cest présent parlement, per assent de vos seigneurs espirituelx et temporelx, que touz les possessions des priories aliens, en Angleterre esteantz, purront demurier en vos mains à vous et à voz heirs per toutz jours, à l'entent que divines services en les lieux avant ditz purront pluis duement estre faitz per gentz anglois en temps à venir, que non estre faitz avant ces heures en ycelles per gentz fraunceys, fors pris les possessions des priories aliens conventuelx et des priours que sont inductz et institutz, et fors pris que touz les possessions aliens donez per le très-gracious seigneur le roy vostre pière, que Dieu assoille, à la mestre et collége de Ffodringhay et à ses successours, de la foundacion de nostredit seigneur le roy vostre pière, et la foundacion de Edward, duc de York, non obstant la pées affaire si ascun y serra, avesques toutz manières, franchises et libertées, per nostredit seigneur le roy vostre pière, grauntez asditz mestre et collége et à ses successours, et per vous confermez demurgent perpétuelment, per auctorité d'icest présent parlement, asditz mestre et collége et à ses successours, al oeps et entent selonc la tenure et perport de les lettres patentz de nostredit seigneur le roy vostre pière, de la foundacion dudit collége, sans ascun charge ou apport, à vous, très-souverain seigneur, et vos heirs ou ascunz autres persones ou persone apportiers, sauve les services duez à les seigneurs de fées anglois, si ascuns y soient, non obstant que, mesme la grannté fait

per nostre suisdit seigneur le roy vostre pière asditz mestre et collége et à ses successours, ne soy extende, fors que durant la guerre per entre vous, très-souverain seigneur, et vostre adversaire de Ffrance, et savant auxi à chescun de vos lieges, si bien espirituelx come temporelx, l'estat et possession qu'ils ount à présent en ascuns de tieulx possessions aliens soit-il purchacez ou à purchacerz, en perpétuité ou à terme de vie ou à terme d'ans, de les chief maisons de par delà, per licence de notre seigneur le roy vostre très-noble pière, qi Dieu assoille! ou de roy Edward le tierce, votre bisaiel, ou de roy Richard le second puis le conquest, ou de vostre gracious doun graunt, confirmacion ou licence euz à présent en celle partie; paiantz et supportantz touz les charges, pensions, annuitées et corrodies grauntez à ascuns de vos lieges per vous, ou ascun de voz nobles progénitours, à préjudice de les possessions ou priories aliens suisdits.

RÉPONSE DU ROI.

Le Roy le voet, et auxi que lesditz mestre et collége de Ffodrynghay eient exemplificacion du Roy, desoutz son graunde seale, d'i ceste péticion pur lour greindre seureté ceste partie, et ceo del assent des seigneurs espirituelx et temporelx en cest présent parlement esteantz.

CLXXXI. (27 janvier 1415.)

1° LETTRE

DE HENRI V, ROI D'ANGLETERRE,

A GUILLAUME BARDOLF, LIEUTENANT DE CALAIS,

A l'effet de faire épier les desseins du roi de France, et de lui en donner avis.

2° NOTE

Des lettres écrites sur le même sujet à plusieurs autres personnes. (Rymer. Supplém. H. V, 1, n° 127. — Bréq. t. LXXIX.)

Cher et foial, nous vous saluons.

Souvent et pour ce que nous, de présent occupiez, come vous savez, entour le fait de noz guerres en notre duchée de Normandie, avoir ne poons uncore, par nulle voye, pleine conissance de l'entention ou propos de nostre adversaire de France, ne de ceux de sa partie; si volons et vous prions très-chèrement que, à toute céléritée possible, facez envoier vers les marches de Picardie et autres parties où vous semble mieux expédient, aucuns personnes foialx et créables, pour espier et notice avoir de tous les purpos de nostredit adversaire, de ceux de sa partie; et par espécial, coment ils entendent faire et procéder contre nous, et ce que vous sentirez, purrez sentir et apparcevoir par tieulx espiailles ou par autre manère, facez cest et saunz délay nous certifier, si faire le poez, en aucune manère ou autrement, notre consail estant à Londres, come nous nous fions de vous, en vous signifiant que pur les coustages et expenses queux vous em-

ploierez entour les premises, nous vous ferons agréer, par manère que vous serez résonablement content, si Dieu plest.

Donné, etc. le xxviie jour de januer.

A notre chier et foial chivalier, William Bardolf, lieutenant du capitain de notre ville de Caleys.

Item, soit fait lettre, mutatis mutandis, au lieutenant de l'estaple à Caleys et à J. Pikeryng, clerc de mesme l'estaple pur espier, etc. et ent faire acertenner le consail du roy.

Fiat etiam alia littera Johanni Hundon..., ad conferendum se in comitiva Reginaldi Curtey, versus villam de Bruges, ad ibidem explorandum, etc. et ad relationem inde domino nostro regi seu ipsius in Anglie consilio..... Fiat in hujus littera mentio quod habebit rationaliter pro expensis suis.

CLXXXII. (25 octobre 1415.)

DÉTAILS

SUR LA BATAILLE D'AZINCOURT, EN 1415,

Insérés dans les registres de la ville de Salisbury. (Record. de la ville de Sarum. — Bréq. t. LXXIX.)

IN CONVOCATIONE TENTA NONO DIE OCTOBRIS, ANNO SECUNDO REGIS HENRICI QUINTI.

Littera patens domini Regis, sub magno sigillo, directa Johanni Levisham, majori civitatis; Wattero-Shirle, Willielmo Waryn et Willelmo Tuyle, pro arraiatione armatorum, hobellariorum, sagit-

tariorum et aliorum hominum defensibilium, infra civitatem facienda, et etiam directa fuit litera clausa a cancellario Angliæ, per viam consilii, majori et concivibus pro eadem civitate cum barreris et aliis monimentis fortificanda et pace conservanda; virtute cujus patentis predicte manifestatio fuit facta infra civitatem de omnibus articulis ejusdem.

Et sciendum est quod, rex Angliæ, Henricus quintus, cum magno exercitu suo transmigravit mare versus Harfleet, in vigilia Assumptionis Beatæ Mariæ; portum ibidem arripuit, anno regni sui tertio, ac ipse villam illam per viam sedis, cum duce Eboraci, duce Clarenciæ, duce Glocestris et aliis pluribus, comite Waren, et aliis dominis. Posteà vicesimo secundo die septembris, videlicet die dominica in crastino sancti Mathei apostoli et evangelistæ, anno supra dicto, ipsa villa se dicto domino Regi reddidit; et sic ipse Rex fortiter perquisivit. Post quam perquisitionem habitam, facta ordinatione pro eadem villa conservanda, constituto ibidem domino comite Dorsetiæ capitaneo, ipse dominus Rex, cum dicto exercitu suo, a sede predicta recessit versus Calesiam, causa pestilentiæ ingentis apud Harfleet regnantis; ac ipse Rex sic transeundo, exercitus magnus Ffranciæ, in numero quasi centum mille, positus fuit contra ipsum regem non habentem secum ultra numerum decem mille. Qui duo predicti exercitus simul fortiter bellarunt : in quo bello interfecti fuerunt de Ffranciscis, in campo de Argenton, die Veneris, in ffesto sanctorum Crispini et Crispiniani, videlicet vicesimo quinto die octobris, anno Domini millesimo quadringentesimo decimo quinto, et anno supra dicto tertio regni dicti Henrici quinti: dominus de Brut, constabularius Ffranciæ; dux de Launson, dux de Bare, dux de Brabant, comes de Nywere; comes de Russy, comes de Grene, comes de Saumes, comes de Grantpré; M. Dampierre, M. Baustemond, M. Philip. Dancy, baillif d'Aviense ; M. Damercy, M. Robert Ffrete, M. Darmaville, M. d'Aqueville, M. Gray, M. Waryn, M. Graymeram, M. Seneschal de Haynam, M. de Mongraug, M. Coursy, M. Houdard de Remit, John Gordyn, M. Boremys, M. Symon de Ffaigneuell, M. de Graves,

M. Robert Montagu, M. de Greves, M. Damchy, M. Gyon de Harbames, M. John de Gret, M. de Sorell, M. Gangiers de Dolpin, M. de Monteygyney, M. de Vaysay et son ffilz, M. Roionit Daynecourt, M. Mayheu de Humers, Phelip de Cossens, M. Everard Rubempré, M. de Poys, M. de Launselet de Clare, M. Robert de Waren, M. de Harnede, M. de Crekes, M. de Mercmon, M. Roger de Pois, M. Tremes et son frère, M. de Noiell, M. Antony de Crane, M. Collard de Cessewes, M. Devyn (le Burgoney), M. Gilaw de Trie, M. de Danford, Pere Bonefant, John Sempy, Perren de Prees, M. de Brayme, M. Roland de Grotus, M. Phelip de Lene, M. de Seynt Clère, M. John de Poys, M. Jaques de Cotyamble, John de Verdyn, Saylond Burem de Geremys, M. de Gavency, M. Alezt de Somage, M. Collard de Ffraymis, M. Gaynot de Borneville, M. Raynold de Fflaunders, M. Vaudan de la Mys, M. John Garamys, Robert le Savage, M. Dacy, M. Deucy, M. de Caleuche Fforteseu, John de Lysle, Ducet Dauny, M. Deo, M. John de Beamond, M. John de Mondeux, M. John Drux, M. Charl de Chastaile, M. Phelip Lenkirke et son ffrère, John Gueryn, M. John de Colevyle, M. de Bremle, M. Gylian de Guyle, M. de Haly, l'erchevesque de Soyns et quatuor mille de vallants chivaliers et esquiers, saunz les comunes. Et similiter capti fuerunt et prisoniers domini nostri Regis, dux d'Arliaunie, dux de Bourbon, le mareshalle de Ffraunce appellé Bursegaud, le comte de Rychemonde, le comte de Verden, le comte d'Ewe, et le ffrère Duyk de Launson et area sua.

Et ex parte dicti domini nostri Regis interfecti fuerunt dux Eboraci, juvenis comes Southfolk, et non plures de dominis, et circa quindecim de aliis personis valectorum. Et sic dominus noster Rex superavit, illa die, omnes hostes suos, gratias agens Deo altissimo, matri perpetuæque Virgini Mariæ, sanctoque Georgio, omnibusque sanctis Dei : abiens cum exercitu suo versus Calesiam, ibidem requiescens et se reficiens, mittens quos voluit de dicto exercitu suo in Angliam ad se reficiendum.

Post quam requiem habitam, idem dominus Rex providens plura

negotia regni sui, in Anglia revenit, arripiens apud Doveriam, die sabbathi in ffesto sancti Clementis papæ, videlicet vicesimo tertio die novembris, anno supra dicto tertio, conferens secum dictos dominos ffrancos prisones et captivos suos. Qui veniens versus London, maxima multitudo gentium civitatis illius, in vestibus rubris et capuciis albis, obviam habuerunt, intrans civitatem illam die sabbati sequente, videlicet, ultimo die ejusdem mensis in ffesto sancti Andree. Et tanta multitudo virorum et feminarum astitit in plateis ab angulo sancti Georgii, in Suthray, usque in Westmonasterium, quod vix ab hora decima ipse Rex, cum dominis predictis captis suis, usque in horam tertiam pomeridianam, non adire potuit Westmonasterium, causa etiam propeditionis diversarum ordinationum et munerum eidem per civitatem illam oblatorum. Pro cujus adventu et gloriosa victoria gloria in altissimis Deo.

N. B. Cette pièce a été transcrite sur une copie fort exacte qui nous a été communiquée par M. Harris, un des lords de la trésorerie. Les noms propres sont copiés fidèlement tels qu'ils sont dans l'original, où ils paraissent avoir été écrits selon la prononciation anglaise, et presque tous considérablement défigurés. Cet acte est inscrit dans les registres de la ville de Salisbury, ainsi que nous avons marqué en marge, à la tête de cet acte. B.

CLXXXIII. (1417.)

NOMS

DES VILLES ET CHATEAUX

Conquis en France par Henri V, roi d'Angleterre, en 1417, et des commandants qu'il y établit. (Biblioth. Harl. n° 782, f° 49, v°. — Bréq. t. LXXX.)

In the yere 1417, anno Domini, king Henry the V[th] conquered theis townes in Normandy and in France, and made the noblemen capitaynes of the same townes and castelles.

At Touque, capetayn sir John Kykelley.

At Caen, capetayn sir Gilbert Humfreyvill, and bailly sir John Popham.

At Thorigny, the sir John Popham, lord of the same by gifte of the kinge.

At Creuly, sir Hertenbe Vaucloup, knight of the gartier.

At Bayeus, sir de Mautrevas and de Aroundell.

At Argenteny, sir Gray de Coduore.

At Chamboy, sir de Fitz-Hugh.

At Vernueill in Perche, sir John Nevill.

At Alençon, the duc of Gloucester; his lieutenant, sir Rolland Lyntall.

At Essay, sir William Hodelston, bailly d'Alençon.

At Faloyse, sir de Fitz-Hugh.

At Toury, sir Loys Robessart.

At Condé-sur-Noireau, sir John Popham.

At the citie of Lisieus, in the contre of aujoey, sir John Kykeley.

At Faugarnon, John S[t] Albones.

At Courtoune, John Aubyn.

At Crevecueur, sir Thomas Kyrkeley.

At Bernay, Villiam Howton.

At Auvilliers, Robert Horneby.

At Carenten, in the contrey of the Coustentyn, sir de Bowtras.

At Pontdoue, Davy Howel, esquier.

At Saint-Lô, sir Reynold West.

At la Haye-du-Pays, sir John Assheton, bailly de Coustentyn.

At Valongnes, sir Thomas Brough.

At Cheerebourg, sir Grey de Coduore, et, après son décès, sir Walter Hungerford.

At Coustances, sir de Bourgaveny.

At Sain-Sauveure-le-Vicont, sir John Robessard.

At Avranches, Thomas Brugh.

At Pontorson, sir Robert Gargrave.

At Vire, le sir de Matravas et Aroundell.

At Sainte-Jame de Bevron, ledit s^r de Matervas et de Arondell.

At Hambuye and at Briquevell, le counte de Suffolke, s^r dedids lieus.

At Dampfornt, Hugh Staford, s^r de Bowser.

At Loviers, Monsr le duc de Clarence; son litenant, s^r John Godard.

At Evreux, s^r Gilbert Halsall, knight.

At Pont-de-l'Arche, le duc de Clarens.

At the citie and castell of Rouen, the duc d'Excester, et son lieutenant, Mr de Willoughby; et sir John Kykelley, bailly dedit lieue.

At Caudebec, s^r Loys de Robersart.

At Tancarvill, sir John Gray, conte dudit lieu, per done du Roy.

At Harefleue, ledit s^r John Gray.

At Monstiervillier, Thomas Guerton, esquyer.

At Belencombre, s^r Thomas Rameston.

At Dieppe, lord Guyllem Bowser, contie de Eu.

At Eu, ledit M^r le contie dedit lieu.

At Longuevill, le captall Buch, conte dedit lieu.

At Arques, sir James Fynnes, bailly de Caux.

At Aubmarle, Monsr de Warwike, qui fist son lietenant s^r Guyllem Montford.

At Neuchastell, s^r Philippe Lêche.

At Monceaux, ledit s^r Philip Lêche.

At Gournay, sir Gilbert Humfreville, comte de Kyme.

At Bagueville, the lord Roos, per don du Roy.

At Gallard, leded s^r de Roos.

At Esterpaigny, Richard Abraham, esquier.

At Dangu, Richard Vyodeml.

At Saint-Cler-sur-Oette, sir Guilliam Basset.

At Neaufle, le conte de Worcester.

At Gisors, leded counte de Worcester.

At Boucomvilliers, John Bourgh, esquier.

At Mante, le conte de Marche.

At Vernon, sir William Porter.

At la Riche-Guyon, sir Guy Boutiller.

At Meulent, s^r^ Thomas Rameston, et puys après sir John Fastolfe.

At Ayvry-la-Chance, the duc of Gloucester; après, Arthur de Bretaigne, conte per don du Roy.

At Danville, s^r^ Christofer Corwen.

At Homsten, le conte de Sallisbury; après lieu le duc de Clarens, per don; son lieutenant, Robert Inkeburow, esquier.

At Conches, s^r^ Richard Erbury.

At Pontoise, the duc of Clarens, et son lieutenant sir Ranold, s^r^ de Cromwell.

At the towen and castell of Dreux, the kinge of Scottes, and after him the conte of Worcester, capetayn.

At Meaulx in Brie, sir Olivere Mayney.

At the towne and castell of Cravant en la conté d'Auxcerux, le comte de Sallisbury.

Sir John Fastolf fut commes lieutenant pour le Roy et ledit s^r^ le régent en Normandie et les bailliages de Rouen, Evreux, Alençon et du païs d'enveron la revère de Seyne, et avec le gouvernement des païs d'Anjou et du Mayne.

At Mascon, Guillam Glasdall, esquier et bailly dedit.

At Montigni-le-Roy, sir Thomas Gargrave, s^r^ Thomas Flemmyng, capitaines dedid lieu.

At Digon, Amorye et Vertus-en-Champagne, capitane Edmond Heron.

Et Mathe Goghe, esquier, capytaine de at Montaguillon-en-Brie, dont estoient capitayns Pregent de Coitivy et Guillem Bourgois, bretons, firent sarment au conte de Sallisbury qui james ilz ne feront guerre contre le Roy deçà la revère de Loyre.

At the citie of Mans, sir John Falstolfe.

At Saint-Kalez, Richard Gethyn, esquier, and also at the castell of l'Ermitaige.

At la Faigeue, Mathe Goge, esquier.

At Gaerlande, John Banester, esquier.

At Malicorne, William Glasdall, esquier.

At Lisle-soubz-Brullon, s^r Lancelot Lisle.

At Louppelland, Henry Braunche.

At Montfour, s^r John Old-Hall.

At la Suze, s^r John Suffolke, esquier.

At Saint-Suzanne, s^r John Popeham.

At la chatell de Mayenne-la-Inhez, capitane s^r John Montgomery.

At the towne, castell of Ferté-Bernard, the counte of Sallisbury, by the geffte of the kinge ther of lorde.

CLXXXIV. (20 février 1419.)

1°

LETTRE

DE HENRI V, ROI D'ANGLETERRE,

Qui permet à Jean Falstolf, chevalier, de faire conduire de la ville de Rouen à la Bastille de Paris, par terre ou par eau, en payant les droits, un convoi de 200 mines de froment et 200 mines d'orge, d'avoine, etc.

2°

NOTE

Sur pareille permission accordée aux administrateurs, frères et sœurs de l'Hôtel-Dieu de Mantes, pour faire transporter de la ville de Rouen audit hôpital un muid de froment, un muid d'orge et un muid d'avoine. (Rymer, Suppl. H. V, t. 2, n° 143. — Bréq. t. LXXX.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem: Sciatis quod concessimus et licenciam dedimus dilecto et fideli militi nostro Johanni Ffastolf, quod ipse, per se vel servientes suos, ducentas minas frumenti, ac ducentas minas ordei, avenæ et pisarum, in villa nostra Rothomagi ad presens existentes, ab inde usque civitatem Parisiorum, pro stuffura fortalicii sive Bastelli Sancti-Anthonii, ibidem tam per terram

quam per aquam, solutis deveriis in hac parte debitis, libere et absque impedimento aliquorum officiariorum seu ministrorum nostrorum, ducere possit et cariare..... In cujus, etc. Datum apud castrum suum Rothomagi, xx° die februarii.

Consimiles litteras Regis habent subscriptas, videlicet :

Magister, fratres et sorores domus Dei de Medunta, pro uno modio de frumenti, uno modio ordei, et uno modio avenarum in villa regia Rothomagi, ad presens existentes; ab inde usque domum suam predictam, pro sustentacione sua et pauperum in eadem existentium... Tam per terram, etc...... *Ut supra*..... Datum..... *Ut supra.*

CLXXXV.

(23 juin 1419.)

1°

LETTRE

DE HENRI V, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il nomme des commissaires pour traiter de son mariage avec Catherine, fille de Charles VI, roi de France.

2°

DEUX AUTRES POUVOIRS

Donnés auxdits commissaires. (Rym. Suppl. H. V, t. 3, n° 26 *bis.* — Bréq. t. LXXX.)

I.

Rex omnibus ad quos, etc. Salutem.

Sciatis quod nos de ffidelitate, prudentia, circumspectione et industria carissimi consanguinei nostri Ricardi, comitis Warwyk, ac dilectorum et fidelium nostrorum magistri Johannis Kempe electi

Rostenen, custodis privati sigilli nostri; Johannis Gray, militis; Gilberti Umfraville, militis; Willielmi Porter, militis, et magistri Johannis Stafford, legum doctoris, consiliariorum nostrorum, et eorum cujuslibet plenarie confidentes, ad tractandum et communicandum cum consanguineo nostro Ffranciæ suisve ambassiatoribus, nunciis seu procuratoribus, potestatem ab eodem consanguineo nostro sufficientem in ea parte habentibus, de et super sponsalibus aut matrimonio inter nos et inclytam puellam, dominam Catherinam, filiam consanguinei nostri prædicti, contrahendo; nec non de dote dotalicio, etc. In cujus, etc.

Teste rege, apud villam suam de Maunte, XXIII° die junii.

Per ipsum regem.

II.

Rex omnibus ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod nos de ffidelitate, circumspectione et industria carissimi consanguinei nostri Ricardi, comitis Warwick, ac dilectorum et ffidelium nostrorum magistri Johannis Kempe, electi Rostenen, custodis privati sigilli nostri; Johannis Gray; Gilberti Umfraville et Willielmi Porter, militum; ac magistri Johannis Stafford, legum doctoris, consiliariorum nostrorum, plenam gerentes fiduciam, ad personaliter eundum ad præsentiam consanguinei et adversarii nostri Ffranciæ, ac ad conveniendum, etc. *Ut supra.*

CLXXXVI. (juin 1419.)

LETTRE

DE CHARLES VI, ROI DE FRANCE,

Par laquelle il proroge jusqu'à la Toussaint la promesse qu'il avait faite de ne marier, avant la Saint-Jean, sa fille Catherine à aucun autre prince qu'à Henri V, roi d'Angleterre. (Biblioth. Harl. n° 431, f° 104, verso. — Bréq. t. LXXX.)

Karolus, Dei gratia Francorum Rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Cum inter nos seu deputatos a nobis, et nobiles Henricum, videlicet dominum de Scrop, militem; Hugonem Mortemere, scutiferum, et venerabilem magistrum Henricum Ware, in utroque jure licentiatum, ambassiatores, commissarios, et nuncios solemnes pro parte illustrissimi principis Henrici, Dei gratia, carissimi consanguinei nostri Anglie, in regnum nostrum Francie et ad nostram presenciam transimissos, nonnulla, per que amor mutuus et amicitia inter nos et consanguineum nostrum Anglie predictum introduci et nutriri; et tandem, Deo duce, ad optatam a Christi fidelibus inter duo regna pacem firmam perveniri posset, tractata et communicata fuisset; et inter cetera, certis de causis ad hoc nos moventibus, per nostras alias litteras, certam promissionem, tam nomine nostro quam nomine carissime filie nostre Katerine, in paterna nostra potestate existentis, de abstinendo ab omni contractu matrimoniali sive sponsaliorum Katerine filie nostre, cum quocumque alio principe cujuscumque magestatis, dignitatis, preeminencie, principatus, auctoritatis, sive condicionis existat, priusquam cum predicto consanguineo nostro fecissemus, hinc ad festum nativitatis beati Johannis Baptistæ proxime futurum, prout et quemadmodum in predictis nostris litteris seriosius continetur. Nos animadvertentes quod

tempus illud sit de proximo finiturum, quodque tunc, propter locorum distanciam, tum etiam transfretationis maris impedimentaque possent interim evenire, infra tempus prefixum tantum tamque salubre negocium forsitan concludi et ad optatum finem perduci non posset : hinc est quod, tam nomine nostro et pro nobis, quam nomine ejusdem Katerine, filie mee carissime, et pro ipsa, dictum diem et terminum hinc et usque ad festum Omnium Sanctorum proxime futurum prorogavimus, et serie presentium prorogamus; promittentes bona fide et in verbo regio, jurantesque in animam nostram, quod, usque ad dictum festum Omnium Sanctorum, nullum cum quacumque alia persona, preterquam cum predicto illustrissimo principe Henrico, consanguineo nostro Anglie, seu deputatis et commissis ab eodem, contractum matrimonii per verba de presenti, sive sponsaliorum per verba de futuro, quomodolibet contrahemus, aut super ea concludemus; ymmo promissionem ipsam, quantum ad nos et ipsam attinet, fideliter observabimus inconcusse, proviso tamen quod dictus consanguineus noster parem pro parte sua nobis promissionem et fidem faciat. In cujus rei testimonium, has litteras presentes jussimus fieri, et magni sigilli nostri munimine roborari.

N. B. Cette lettre a été copiée d'après un manuscrit du temps. B.

CLXXXVII.

(14 octobre 1419.)

SAUF-CONDUIT

DONNÉ

PAR HENRI V, ROI D'ANGLETERRE,

Aux commissaires envoyés par le Dauphin pour traiter de la paix. (Rymer, Suppl. H. V, t. 3, n° 53. — Bréq. t. LXXX.)

Rex universis et singulis capitaneis, castellanis et eorum locatenentibus, ac aliis officiariis, ministris, ligeis, fidelibus et subditis nostris ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod, cum consanguineus noster Dauphinus, venerabiles patres Jacobum Gelie, archiepiscopum Turonensem, et Johannem de Norry, archiepiscopum Senonensem, ac Lodovicum de Chalon, comitem de Tourneire; Petrum Rochefort, militem; Johannem de Torssay, militem; Robertum de Braquemont, militem; Arnaldum Guillelmum de Barbazan, militem, consiliarium et primum camerarium consanguinei nostri predicti; Petrum, dominum de Beauvau, militem, consiliarum et camerarium ejusdem consanguinei nostri; Johannem Lennet, dominum d'Aiguelieres, consiliarium et camerarium dicti consanguinei nostri; magistrum Johannem de Vaily, presidentem in parliamento, et magistrum Johannem de Villebresme, secretarium adversarii nostri Ffranciæ et consanguinei nostri prædicti, usque civitatem nostram d'Evreux, vel unam villarum nostrarum d'Alençon, Loviers vel Pont-de-l'Arche, ad tractandum, communicandum et concludendum super omnibus et singulis negotiis, causis et materiis, statum, pacem et quietem regnorum Ffranciæ et Angliæ, ut asserit, concernentibus, ibidem cum certis commissariis nostris, quos illuc ob causas prædictas mittere volumus, destinare desiderat, ut ac-

cepimus; nos, ea consideratione, suscepimus sex personarum prædictarum, quarum unus archiepiscopus, unus comes, duo milites, unus clericus et unus secretarius existant, usque civitatem, seu unam villarum nostrarum prædictarum, cum ducentis equis vel infra, quorum centum dictam civitatem, vel unam villarum prædictarum, intrent, et alii centum ad proximum ffortalicium, seu locum suum, salvo et secure se divertant armati vel non armati; veniendo ibidem, morando et perhendinando, et exinde ad propria redeundo, ac servientes, equos, res, bona, jocalia, libros, literas et hernesia sua quæcumque, absque dampno eis per nos, gentes seu subditos nostros facienda, vel fieri permittenda, et absque impeditione eis vel alicui eorum danda, in corporibus sive bonis, quacumque de causa, in salvum et securum conductum nostrum ac in protectionem, tuitionem et defensionem nostras speciales, proviso semper quod ipsi quicquam quod in nostrum contemptum vel præjudicium, aut populi nostri dampnum, aliqualiter cedere valeat non attemptent, nec faciant quomodolibet attemptari; quodque ipsi nullum castrorum, ffortaliciorum seu villarum nostrarum firmatarum, absque speciali licentia capitaneorum eorumdem, intrent quovis modo. In cujus, etc. . . . . usque festum Sancti Andreæ proxime futurum duratura.

Teste Rege. In exercitu suo, ante civitatem Rothomagensem, xiiii° die octobris.

Per ipsum Regem.

CLXXXVIII. (26 octobre 1419.)

LETTRE

DE HENRI V, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il nomme des commissaires pour traiter de la paix définitive avec les commissaires du Dauphin, régent du royaume de France. (Rymer, Suppl. H. V, t. 3, n° 56. — Bréq. t. LXXX.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem, et fidem indubiam præsentibus adhibere.

Cum illustris princeps Dauphinus de Vienna, consanguineus noster et adversarii nostri Ffranciæ filius, ac regens Ffranciæ, ut dicitur, nuper desideraverit tractare et communicare una nobiscum, seu nostris commissariis quos ad hoc duceremus eligendos, ea que pacem perpetuam et tranquillitatem utriusque regni possunt concernere, prout ex suorum quorumdam accepimus relatione nobis facta; nosque ob reverentiam Dei qui ad pacem firmandum bellum spontaneus iniit, ad evitandum sanguinis cristiani effusionem, aliaque dampna irreparabilia que dire guerrarum voragines deduxerunt, et deducent verisimiliter in futurum, si remedium in illa parte congruum nullatenus apponatur, et ad finem quod nos, tempore nostro, nostris subditis pacem præparemus : ad tractandum, communicandum et procedendum de et supra hujusmodi pace perpetua cum ambassiatoribus, nunciis et commissariis dicti dauphini, consanguinei nostri, regentis, ut dicitur, nostros præbemus consensum et assensum. Unde nos, de ffidelitate, prudentia, circumspectione et industria reverendissimi in Christo patris domini Henrici, Dei gratia Cantuariensis archiepiscopi, totius Angliæ primatis et apostolicæ sedis legati; venerabilis patris domini Henrici, eadem gratia episcopi Cicestrensis; carissimorum consanguineorum nostrorum Ricardi,

comitis Warwyk, et Thome, comitis Sarum; dilectorum et fidelium nostrorum Johannis de Gray; Henrici Fitz-Hugh, camerarii nostri; Walteri Hungerford, senescalli hospitii nostri: Willielmi Bourchier; magistri Philippi Morgan, cancellarii nostri Normannie; Roulandi Leynthale, et magistri Johannis Kempe, custodis privati sigilli nostri; necnon dilectorum nostrorum Thome Chanciers, Willielmi Alynton, armigerorum, et magistri Johannis Stokys, legum doctoris, consiliariorum nostrorum, et eorum cujuslibet plenarie confidentes, ipsos quatuordecim, sex, quatuor, aut tres eorum, nostros fecimus, ordinavimus et deputavimus, ac ffacimus, ordinamus et deputamus certos et indubios ambassiatores, nuncios et commissarios, per præsentes dantes et concedentes eisdem quatuordecim, sex, quatuor, vel tribus eorumdem, plenam potestatem, auctoritatem et mandatum speciale, pro nobis et nomine nostro, una cum ambassiatoribus et commissariis prædicti dauphini, consanguinei nostri, regentis, ut dicitur, plenam et sufficientem in hac parte potestatem ab eodem habentibus, de et super hujus modi pace finali ac omnibus et singulis incidentibus, emergentibus, dependentibus et connexis ab eadem, et generaliter super omnibus et singulis, quietem, tranquillitatem et pacem utriusque regni concernentibus, in omnibus et singulis locis, ac totiens quotiens eis quatuordecim, sex, quatuor aut tribus eorumdem videbitur expedire, conveniendi, communicandi et tractandi; eaque omnia et singula, pro parte nostra, ad perpetuam rei memoriam et pacis perpetuæ firmitatem plenariam finaliter terminandi et concludendi; necnon de et super omnibus et singulis, ab eisdem ambassiatoribus nostris quatuordecim, sex, quatuor aut tribus eorumdem, cum ambassiatoribus, deputatis seu nunciis dicti domini dauphini, consanguinei nostri, regentis, ut dicitur, in præmissis, vel eorum aliquo, appunctuatis, concordatis seu conclusis, per nos bene et fideliter observandis, in animam nostram jurandis, literas etiam sigillatas, obligaciones, et alterius cujuscumque generis securitates et cautiones, in hac parte conventas, requisitas seu concordatas, pro nobis et nomine nostro dandis, faciendis et exponen-

dis; quas parem et eundem affectum et vigorem habere volumus, ac si nos in persona nostra eas daremus, faceremus et exponeremus : et consimile juramentum in animam dicti dauphini, consanguinei nostri, regentis, ut dicitur, litteras, obligaciones, securitates et cautiones alias sufficientes, et in hac parte nobis necessarias, nobis et nomine nostro ab ambassiatoribus dicti dauphini, consanguinei nostri, petendi, recipiendi et obtinendi; ac quoscumque tractatus per eos, cum dicti dauphini, consanguinei nostri, regentis, ut dicitur, deputatis, seu nunciis, captis sive habitis, prout eis quatuordecim, sex, quatuor vel tribus eorumdem expedire videbitur, prorogandi et continuandi; et generaliter omnia et singula facienda, exercenda et expedienda que in præmissis, vel circa ea, seu eorum aliquo necessaria fuerint, seu quomodolibet oportuna, etiam si de se mandatum magis exigant speciale. Et promittimus bona fide, et verbo regio, ac sub ypoteca et obligacione omnium bonorum nostrorum præsentium et futurorum, nos ratum, gratum et firmum perpetuo habituros totum et quicquid per dictos nostros ambassiatores quatuordecim, sex, quatuor aut tres eorum, actum, gestum seu procuratum fuerit in præmissis et singulis præmissorum. In cujus, etc......

Teste Rege. In exercitu suo, ante civitatem Rothomagensem, xxvi^o^ die octobris.

Per ipsum Regem.

CLXXXIX.

(26 octobre 1419[1].)

LETTRE

DE HENRI V, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il nomme des commissaires pour traiter de son mariage avec Catherine, fille de Charles VI, roi de France. (Rymer, Suppl. H. V, t. 3, n° 57. — Bréq. t. LXXX.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod nos de ffidelitate, circumspectione et prudentia reverendissimi in Christo patris domini Henrici, Dei gratia Cantuariensis archiepiscopi, totius Anglie primatis et apostolice sedis legati (et les autres députés nommés dans la lettre n° CLXXXVIII), consiliariorum nostrorum, plenarie confidentes, ad tractandum et communicandum cum procuratoribus, parentibus et amicis inclite puelle, domine Katerine, filie consanguinei et adversarii nostri Ffrancie; et presertim cum illustri principe Dauphino Viennæ, consanguineo nostro, regente Ffranciæ, ut dicitur, suisve ambassiatoribus, nunciis seu procuratoribus, potestatem ab eo sufficientem in ea parte habentibus, de et super sponsalibus aut matrimonio inter nos et dictam dominam Katerinam contrahendis; necnon de dote, dotalicio, donatione propter nuptias, ac arris in hac parte dandis et constituendis, et eorum singulorum qualitate et quantitate, ac etiam de terminis, modis et locis solutionum et satisfactionum de eisdem, et quanto tempore expensis parentum et amicorum debeat sustentari; necnon ad quem locum predicta domina, ac quando, et cujus expensis, et sub qua forma,

[1] Par la lettre précitée n° CLXXXVI, datée du mois de juin, le roi Charles VI avait prorogé jusqu'à la Toussaint l'engagement de ne marier sa fille Catherine qu'avec le roi d'Angleterre qui, en effet, épousa la princesse de France. (J. J. C. F.)

per parentes et amicos debeat transmitti, conveniendi et concordandi; et ea que sic tractata, conventa et concordata fuerint, quatenus ad nos attinet, omnimodis securitate honesta et legitima, nomine nostro firmandi, similemque securitatem nomine nostro petendi, stipulandi et recipiendi, ceteraque omnia et singula faciendi et exercendi, et expediendi, que in premissis et circa ea necessaria fuerint, vel oportuna, et que qualitas hujusmodi negotii et natura exigunt et requirunt, et que nos faceremus, seu facere possemus, si personaliter ibidem presentes essemus; etiam si mandatum exigant quantumcumque speciale, predictos reverendissimum patrem Henricum, carissimos consanguineos nostros Ricardum et Thomam; dilectos et fideles nostros Johannem et Henricum, Willielmum, Philippum, Roulandum, Johannem, Thomam, Willelmum et Johannem, quatuordecim, sex, quatuor aut tres eorum, nostros veros, legitimos et indubios procuratores, negociorum gestores et nuncios speciales ffacimus, ordinamus, creamus et constituimus per presentes; promittentes in verbo regio nos ratum et gratum habituros, perpetuis temporibus, quicquid per procuratores nostros predictos quatuordecim, sex, quatuor aut tres eorum, actum, gestum, procuratum fuerit in premissis et singulis premissorum, ipsosque procuratores et nuncios nostros, et eorum quemlibet, ab omni onere satisdandi, expresse tenore presentium relevamus.

In cujus, etc.... Teste Rege. In exercitu suo ante civitatem Rothomagensem, xxvi^o^ die octobris.

Per ipsum Regem.

CXC.

(4 décembre 1419.)

RELATION

Des démarches que le Dauphin, fils de Charles VI, roi de France, fit auprès du pape Martin V, au sujet de l'assassinat du duc de Bourgogne, et des dispositions du pape à cet égard. (Biblioth. Cotton. Cleopatra, E. 11, f° 356. — Bréq. t. LXXX.)

Rheuma veritatem dicam et non mentiar.

Die lune, que fuit quarta mensis decembris, in exitu consistorii secreti, coram domino nostro, induto plumali suo, presentibus XIX cardinalibus et domino vicecamerario, et nullis aliis : domini, episcopusLeon, et Guillelmus de Moillone, miles, ambaxiatores Dalphini, associati procuratoribus Dalphini et regine Cecilie (dicto) Parigault, et non pluribus, proposuerunt que sequuntur :

Primo, quod ex parte Dalphini venerunt ad visitandum dominum nostrum papam;

Item, quod ipsum dominum Delphinum haberet recommandatum;

Item, quia ad noticiam Delphini venerat quod aliqui exposuerunt aliqua pape concernentia mortem domini ducis Burgundie, ejus consanguinei, que erant falsa, saltem in parte, volebant eum ad excusacionem et ignorantiam dicti Dalphini informare de veritate, sicut casus fuit.

Item, fuerunt protestati quod dicenda non intendebant dicere ad diffamationem alicujus, presertim prefati domini ducis Burgundie, quia infamia sua reddundaret ad infamiam prefati domini Dalphini et corone de qua originem traxit, sed solam veritatis informacionem.

Item, regraciati sunt pape eo quod de Constancia Parisius misit suos sollempnes ambaxiatores, videlicet dominos cardinales de latere, qui fuerunt principium pacis et occasio obviandi multis malis.

Item, quod subsequenter dicta pax fuit conclusa in manibus domini episcopi Leonensis olim. Deinde, quum dominus dux Burgundie et Dalphinus simul convenerunt, fuit juramentis firmata et vallata, modis firmioribus qui potuerunt excogitari, ut patet in capitulis ipsius pacis.

Item, quod Dalphinus pacem tenuit ad unguem et modo quo fuit firmata et tenere intendit et observare duci moderno, consanguineo suo, et eum tractare omnibus favoribus quibus poterit, et prerogativis extollere.

Item, quod in capitulis pacis fuit dictum quod infra certum tempus post pacem juratam, debebat deffidare regem Anglie.

Item, quod infra certum tempus debebat cassare omnes munitiones quas habebat in certis locis, et predicta loca dimittere.

Item, fuit causa captionis Pontisare.

Item, certas conventiones quas prius habebat cum rege Anglie debebat cassare, et eis renuntiare, et pro posse annullare.

Item, post pacem firmatam renovavit et confirmavit regi Anglie certas convenciones et capitula que inter se habebant, et super hoc idem Dalphinus dicitur sibi ostendisse litteras manu propria scriptas.

Item, exposuerunt occisionem factam Parisius, non tamen dictum dominum ducem de hoc expresse inculpando.

Item, tetigerunt de morte ducis Aurelianensis; dicentes quod quamdiu vixit, regnum floruit, et post ipsius mortem, semper fuit in tribulacione. Sed cujus culpa expresse non dixerunt.

Item, quod idem dux Burgundie tria capitula non servavit, violendo pacem et contra operam veniendo; quod facere non debuit, eciam si nulla pax intervenisset, propter multa;

Et primo, quia, cum ab initio fuerit sine terra, rex dedit sibi multas terras et de proprio matrimonio, ut apparet in terris quas possidebat.

Item, propriis peccuniis regni reddemit eum ab infidelibus.

Item, sumptibus regis et ejus auxilio, ipse debellavit Flammingos et obtinuit victoriam.

Item, liberaliter remisit mortem sui fratris domini ducis Aurelianensis.

Item, quamdiu vixit dominus dux Philippus, rex tenuit eum tanquam fratrem, gubernavit quemadmodum voluit, quibus acemis[1] dux mortuus multum fuit obligatus regi et corone.

Item, dixerunt quod dux Burgundie fecit stare Dalphinum loco de Monstereaul, ubi erat pestilencia, et, ut creditur, ad finem quod ibi moriretur, xviii diebus.

Item, dixerunt quod tandem idem dux venit ad dictum locum de Monstereaul et voluit habere castrum dicti loci.

Item, quando simul convenerunt, Dalphinus fuit eum aloquutus per hec verba : « Carissime consanguine, ego miror de vobis qui debuistis incontinenti venire, et fecistis me stare hic tot diebus in loco pestilencio, et cicius venissetis si voluissetis, attento quod eratis prope, ad quinque leucas. » Cui dux respondit : « Domine carissime, ego veni quando potui; » dicens ulterius : « Forte melius esset quod essemus cum domino meo rege, patre vestro, et ibi ordinare agenda contra Anglicos. »

Item, Dalphinus replicavit : « Ego melius sto hic quam cum ipso, et pro utilitate ipsius; et si essem alibi deberet me huc mittere; sed ego miror de vobis : vos debuistis deffidare Anglicos et non fecistis.

« Item, fecistis talia et talia, ut in tribus capitulis continetur. » Qui dux respondit : « Domine, ego non feci aliquid quod non debuerim facere. » Dixit Dalphinus : « Certe ymo; » alter : « Certe non. » Hiis verbis stantibus, dixerunt quod dominus dux posuit manum ad ensem, et tunc insurrexit rumor in quo fuit occisus.

Item, est notandum quod quocienscumque fuerunt loquuti de domino duce Burgundie, semper dixerunt : consanguineum Dalphini.

Item, obtulerunt domino nostro pape, regem, regnum et dominum Dalphinum, castra et loca, etc. . . .

Item, notandum quod non fuerunt loquuti de restitucione obediencie.

[1] Sic in manuscripto. B.

Item, quod habebant alias litteras domino nostro presentandas, et sibi soli, pro parte domini Dalphini aliqua exponere.

Supplicaverunt postea eidem domino nostro et dominis cardinalibus, ut propter honorem regis et regni ac corone regalis, ista materia non deduceretur in publicum, videlicet quod audiencia publica nemini super hoc dare vellet. Et dicitur dictum dominum nostrum respondisse in hec verba : « Doluimus et dolemus quantum possimus de morte tanti principis, et de modo et de casu. »

Item, « quod habebit semper regem et regnum ac Dalphinum re vomiss[1], et utinam dictus Dalphinus non esset conscius de morte, et pro honore suo. »

Item, « quod dicerent eidem Dalphino ex parte sui quod eum rogabat ut insequi vellet vestigium suorum progenitorum. »

Quidquid ambaxiatores insteterunt et continue instant super ulteriori responcione habenda, videlicet, super illo articulo quod non deducatur in publicum; sed dominus noster, qui, eciam per amicos et servitores domini ducis sollicitatus et redditus attentus, extitit. secundum quod sentire potuimus, non respondebit eis ad quesitum, etc. . . ., nec credimus quod pro aliquo mundi illud concedat, et in hoc tenemus et tenebimus manum.

Petunt dicti ambaxiatores audienciam secretam, eis per solum dominum nostrum dandam, supplicaturi eidem ut dictum Dalphinum vellet declarare penas et sententias in tractatu pacis contentas non incurrisse, ipsam ab illis sententiis seu penis, in quantum indiget, absolvendo, et hoc faciendo, parati sunt obedienciam totalem ex parte domini Dalphini sibi facere, alias non; ymo dubitant quod obediat Petro de Lunas; et hec scita fuerunt ab uno ipsorum ambaxiatorum per unum bonum et verum amicum dicti domini mei ducis, quem tamen dicti ambaxiatores reputent amicum Dalphini.

Item, notandum quod hic fertur publice, et est verum, quod qui-

[1] Sic in manuscripto. B.

dam Gingo[1] Flandrini fuit ad dictum Dalphinum, pro parte dicti Petri de Luna, et transivit per Tholosam.

N. B. Copié sur l'original en papier; on lit en tête et d'une main différente : *8 H. S. toward the end.* L'écriture est du xv[e] siècle. B.

CXCI.

(1419.)

LETTRE

PROJETÉE PAR LE CONSEIL D'ANGLETERRE

Pour déclarer au roi de France que, faute par lui d'accepter les articles de paix proposés, le roi d'Angleterre entendait faire valoir tous ses droits. (Cette lettre devint inutile au moyen de la convention du 15 mai 1419.) (Rymer, Suppl. H. V, t. 3, n° 24. — Bréq. t. LXXX.)

Ista littera fuit avisata per consilium domini nostri Regis, et debuisset transmitti adversario suo Ffranciæ, si conventio dicti domini Regis et adversarii sui Ffranciæ, inter Medontem et Pontisaram, xv° die maii jam proxime venturi, fienda non fuisset capta.

Mediator Dei et hominum, Christus Jhesus a summis ad yma descendens, in hujus mundi agone belli acerbissimi diris voraginibus se commisit, ut, finem belli, pacem, populo suo periclitanti et in umbra mortis sedenti, hominibus que bonæ voluntatis, indiceret; ac, rupta pacis fœdera inter Deum et hominem, ipsius dissidii causa originali remota, justitiæ mediis reformaret. Cujus actione instructi in regni nostri primordiis, deliberato corde pensantes principes populorum non sibi soli, sed reipublicæ nasci, ut subjectorum quietem, suis erumpnis, laboribus et vigiliis non parcentes, exquisitis remediis excogitent providere.

Causas proinde guerrarum, et dissidii inter Franciæ et Angliæ inclitissima regna ipsorumque regnicolas diutius continuati, coram nobis et nostro magno consilio recensentes, maximam præcipuamque

[1] Sic in manuscripto.

ac fontalem experimus fuisse et esse causam, recolendæ memoriæ progenitorum nostrorum ac nostræ hæreditatis et jurium ad coronam Franciæ, penes vestram serenitatem et progenitores ejusdem detentionem injustam; quam profecto causam progenitor noster inclytissimæ memoriæ, Edwardus, per se et maximum consilium suum, magnæ conscienciæ viros, in jure divino et humano summe instructos, penes quos maxima sapientia viguit et quibus tunc factum recenserat et ad oculum patuit, iterum et iterum examinari fecit, ac omni remoto scrupulo pro parte sua, didicit fore justam, atque eandem sic redderet justiorem, adversarium suum Ffranciæ, tunc realiter et de facto incumbentem solempni et instanti requisitioni, modis et fformis debitis ac in hujus modi negotio convenientibus, nitebatur inducere, quatenus, considerato quod dicta regna inclita temporalem judicem sibi non recognoscerent superiorem, præfatam hereditatem suam, coronam et regnum Ffranciæ, cum suis juribus et pertinentiis, jure directo successorio sibi et hæredibus suis debita (citra bellorum remedia ad quæ, ob continuatam injuriam atque justitiam denegatam, ultimate oportuit in hoc casu habere recursum), sibi præfato nostro inclitissimo progenitori Edwardo redderet, ac omnium eorumdem vacuam et expeditam possessionem dimitteret realiter eum effectu.

Et quia, post tantas et tales instantias ac requisitiones, nullum congruum poterat habere responsum, tunc primum bellum justum suum et præmissorum occasione causatum, indixit et prosecutus est, et prosecutione ejusdem omnipotens Dominus suam justiciam ostendit, victorias quamplurimas concedendo; adversarioque prædicto postea in bello campestri sibi subacto, tandem eum, eodem de avisamento procerum et magnatum utriusque regni, pax magna et perpetua inter duo regna fuerat concordata, et per annos plurimos observata; omnibus in eadem pace contentis parti dicti nostri inclitissimi progenitoris attributis, eidem realiter liberatis, ac per nonnulla tempora possessis ab eodem pacifice et quiete; cujus pacis tenorem, sub sigillis dicti adversarii et sui primogeniti, in pace et otio infra regnum Franciæ tunc in sua libertate existentium, sigillatum penes nos habemus.

Quæ profecto pax, mediante seminatore zizanniæ humani generis inimico, postea non fuerat observata; cujus occasione et pretextu ad iterata guerrarum incommoda fuerat revolutum; in quibus Christianorum sanguis non modicus lamentabiliter est effusus, cultusque divini substractio, animorum ac morum distractio, et alia innumerabilia corporum, utinam non animarum! pericula sunt secuta. Nos igitur, in præfatis regni nostri primordiis, præmissa et alia quæ ex eisdem verisimiliter sequi possent, ad animum revocantes, ac quietem populi nobis subditi, prout astringimur, procurare volentes, ut tantam dissidii ac bellorum causam penitus amovere possemus, quamplurimas duximus noctes insompnes, summo studio affectantes pacis dulcedinem quærere sine bello, et, ea propter, ambassiatores varios magnique status ad vestræ serenitatis præsentiam decrevimus destinandos, prout frequenter transmisimus cum effectu, per quos vestræ serenitati, præmissis protestationibus (in talibus fieri consuetis) de non præjudicando juri nostro, fecimus aperiri quod, pro desiderata pace finaliter consequenda, præfata magna pace et contentis in eadem, viis et modis in ipsa plenius expressatis, volumus contentari. Quæ tamen obtinere nequivimus, sed fuerant nobis sæpius denegata, prout in tractatibus et responsionibus, per vestram serenitatem et ambassiatores ac commissarios ejusdem, nobis et præfatis ambassiatoribus nostris inde factis, liquet manifeste.

Cujus denegationis prætextu, unum de duobus necessario evenire conspeximus : aut jus nostrum hæreditarium negligenter omittere, aut ad guerrarum, in hoc casu justa remedia, quamvis inviti et causative coacti, realiter convolare. Quo circa, præmissa omnia et singula in parliamento nostro, coram singulis statibus regni nostri, fecimus recitari, ipsorum in hac parte finale consilium requirentes, nonnullis doctoribus sacræ paginæ ac utriusque juris canonici et civilis, aliisque viris literatis et maximæ conscientiæ præconsultis; qui omnes, ponderatis præmissis matureque digestis, finaliter consulebant ne jus nostrum ad regnum et coronam Ffranciæ, cum suis juribus et pertinentiis universis, tam clarum, tamque notorium, tamque gloriosis

triumphis, temporibus progenitorum nostrorum adeo declaratum, quomodo libet haberemus neglectum; quin magis per omnes vias accommodas ac juris et ffacti remedia quæcumque, ad dictum jus nostrum consequendum intenderemus realiter et cum effectu.

Omnipotens igitur Deus, qui nemini in sua justitia defuit, nostram prosecutionem justam, ac pro pace habenda diligentiam adhibitam pie considerans, nobis in partibus Normanniæ applicantibus gratiosissimum suum adjutorium aperuit, ac villam nostram de Hareflieu, et alia ad jus nostrum facientia toti mundo notoria, nobis concesserat gratiose; cujus laudem ipsi Deo devote deferimus ac gloriam et honorem. Subsequenterque, antequam regnum nostrum Angliæ eramus ingressi, carissimi consanguinei nostri Aurelianensis et Burbonensis duces, et alii prisonarii Franciæ in potestate nostra tunc existentes penes nos, maxima instantia laborarunt, supplicantes, quatinus adhuc de novo ambassiatores serenitatis vestræ pro bono pacis curaremus admittere, nosque attendentes justi belli finem fore pacem, ad hujusmodi pacis tractatum annuimus, læto corde; qui duces consanguinei nostri postea retulerunt ad hoc faciendum literas quas vestræ serenitati direxerant, ipsam tamen ad hoc non senserant inclinatam.

Nobis deinde infra regnum nostrum Angliæ constitutis et aliquamdiu moram ibidem facientibus, accessit ad idem regnum nostrum christianissimus et inclitissimus princeps rex Romanorum, frater noster carissimus et, in ejus conductu, reverendus in Christo pater archiepiscopus Remensis, qui pro concordia inter nos et Ffranciæ regnum consequenda vices suas benigniter adhibuit et eam diligentissime procuravit; advenienteque deinde ad idem regnum nostrum carissimo consanguineo nostro Willielmo, duce Bavarriæ, Annoviæ, Holandiæ, et Zelandiæ comite, cum eodem illustrissimo principe rege Romanorum, in præsentia dictorum reverendissimi patris et ducis, collocutiones diversas et communicationes in materiis prædictis habuimus personales, et tandem pro parte nostra fecimus aperiri quod, retenta penes nos et hæredes nostros villa de Hareflieu prædicta, et habitis possessionibus et proventibus dictæ villæ circumvicinis, quæ ad congruam custodiam

ejusdem sufficere possent, ac contentis in magna pace, de qua superius fit mentio, præmissis semper protestationibus inhærentes, ad desideratam concordiam eramus finaliter inclinati.

Habitisque deinde ibidem inter nos nonnullis tractatibus, tandem, pro ultimato et pacis finalis summo et maximo bono, appunctuata fuerat vestræ serenitatis et nostræ, in marchia Picardiæ, conventio personalis; quam appunctuationem eadem vestra serenitas, literis dicto ffratri nostro Romanorum regi transmissis, laudavit, et eidem consensum adhibuit cum hoc quod, pro concludendis modo, fforma, loco et tempore ejusdem, ad certum diem in civitatem Belluacensem nostros ambassiatores transmittere curaremus : quod utique perfecimus, ambassiatores nostros ad locum et tempus concordatum, una cum nunciis præfati Romanorum regis, realiter transmittentes; qui de proposito frustrati ad nos continuo redierunt. Quo modo autem dictæ conventionis ruptura facta fuerat aut qua occasione, novit vestræ serenitatis consilium, et saltem novit ille qui nichil ignorat, scrutator cordium, summus judex.

Et postremo, cum nec sic in pacis prosecutione poteramus proficere, ad iterata guerrarum remedia advolare compulsi, pro præfato jure nostro prosequendo exercitum coadunavimus, et in ducatum nostrum Normanniæ applicuimus, Deo duce. A quo tempore juxta castrum nostrum de Tuke et coram villa nostra de Falois, in obsidione ejusdem, apudque villam de Pount de l'Arche, in præsentia reverendi patris domini cardinalis de Ursinis, et deinde in Medonta primo, et subsequenter in civitate Rothomagensi, in præsentia carissimi fratris nostri, ducis Britanniæ, varios et diversos vestros ambassiatores et nuncios gratanter recepimus, et cum eisdem conferri fecimus pura ffide; ac, ne tractatus hujusmodi diutius tenerentur sine ffructu, finalem nostræ mentis intentionem, quoad pacem et concordiam hujusmodi, diversis ambassiatoribus vestris in nostra præsentia existentibus, fecimus aperiri, videlicet quod, ob Dei reverentiam ac quietem subditorum nostrorum procurandam, nec non sanguinis christiani effusionem pro viribus evitandam, si vestra serenitas contenta in magna pace, de

qua prædicitur, modis ac fformis in eadem plenius expressatis, ac totum nostrum ducatum Normanniæ, quem modo nostris manibus habemus in effectu, cum suis juribus et pertinentiis universis, una cum terris et possessionibus quas in præsenti guerra nostra adquisivimus inaliis partibus Ffranciæ et manibus nostris existentibus, nobis et hæredibus nostris, perpetuo et pacifice possidenda realiter et effectualiter dimitteret, et eadem liberaret, quamvis in comparatione cæterorum jurium nostrorum modica existant, præmissis protestationibus semper firmiter inhærentes. Quoad alia jura et hæreditates nostra, per vestram serenitatem detenta et occupata, taliter nos moderare voluimus, quod vestra serenitas et totus mundus rationabiliter debeant contentari ; in qua re, licet ipsum diu expectaverimus, nullum adhuc congruum habemus responsum.

Unde, serenissime princeps, cum per tractatus concordiæ, de quo dolemus, amplius huc usque proficere non potuimus; sed causatis dilationibus, ac exquisitis coloribus per vestram serenitatem in eisdem pro parte vestra adhibitis, semper dum pacem quæsivimus turbatio supervenit. Ne forte per incuriam aut negligentiam dictorum ambassiatorum vestrorum aut ipsorum forte non debitum intellectum, dicta nostra apertura sive oblatio per nos facta, ad aures vestræ serenitatis pervenerit, aut, quod nollemus, minus debite intellecta fuerit ut de nostra plenaria intentione vobis constare debeat, et, ut omnem maculam caritatis offensivam ab oculis Dei et hominum auferamus, nec aliquod de contingentibus aut necessariis ad concordiam et pacem conniventibus oculis omittamus, præfatam nostram aperturam, sive oblationem, sub terminis prædictis, dictis ambassiatoribus vestris factam, ex habundanti vestræ serenitati aperimus et iterum hiis literis nostris offerimus, et ipsam observare intendimus, et ad eam realiter intendimus : si tamen vestra serenitas ad eam vestrum consensum et assensum præbuerit et adeo consimiliter nobiscum absque moræ dispendio intendere voluerit cum effectu.

Alioquin, ex nunc prout ex tunc, et ex tunc prout ex nunc, vestram serenitatem requirimus et peremptorie summamus, quatinus,

effusioni sanguinis christiani similiter comparcentes, regnum et coronam Franciæ cum suis juribus et pertinentiis universis, nobis vero et indubitato hæredi eorumdem, hæreditario jure, nobis debita, realiter et effectualiter liberetis, ac vacuam et expeditam possessionem eorumdem dimittatis, et quod ab omni inquietatione, molestatione seu perturbatione quibuscunque, quominus liberam possessionem et dispositionem, seu quasi dictorum regni et coronæ, juriumque et pertinentium eorumdem apprehendere et nos apprehendi facere, et libere gaudere possimus, per vestram serenitatem aut vestros quomodolibet faciendis, desistatis, et per vestros desisti faciatis realiter et cum effectu; vobis tenore præsentium intimantes quod, si caritativa monitione, requisitione, et summatione finali nostris per vos neglectis, ad ampliora gravioraque guerrarum incomoda, mora, culpa et injustitia vestra præcedentibus, inviti quodam modo et causative coacti, progredi nos contingat, vulgi miserabilis ex hac causa compressio, horrendaque sanguinis christiani effusio, et alia que verisimiliter eventura sunt pericula, et eorumdem in cœlum clamor validus coram summo judice, quem in nostræ innocentiæ testimonium suppliciter invocamus, non nobis aut parti nostræ, qui pura fide et intentione non ficta pacem semper quæsivimus, sed vestræ serenitati et ejusdem consilio poterit et debet rationabiliter imputari [1].

N. B. Le manuscrit Cottonien dans lequel Rymer a pris cette pièce, est un de ceux que l'incendie a détruits.

[1] Peu de temps après, le roi d'Angleterre informa le roi de France que si après huit jours, à compter de celui où sa lettre lui sera remise, il n'exécute les conventions des 12 et 29 mai (1419), il se tient lui-même dégagé desdites conventions. (Rymer, Suppl. man. H. V, t. 3, n° 31. — Bréq. t. LXXX, et ci-après, n° CXCIV.)

CXCII. (1419.)

FORMULE DE PROTESTATION

DES COMMISSAIRES DE HENRI V, ROI D'ANGLETERRE,

Dans leurs négociations avec la France. (Rym. Suppl. Mss. H. V, t. 3, n° 30. — Bréq. t. LXXX.)

FORMA PROTESTATIONIS QUÆ PRÆMITTI [DEBET] IN TRACTATIBUS PACIS.

Ego G. V. nomine meo et collegæ mei, protestor quod non est intentionis metuendissimi domini nostri per aliqua, a nobis conjunctim vel divisim dicenda, fferenda, seu scribenda, obligare eundem dominum nostrum supremum, aut eidem præjudicare, seu juri suo quod habet in terris, dominiis, juribus seu rebus quibuscunque, quæ possidet de præsenti in regno Ffranciæ, aut quæ inclitæ memoriæ sui progenitores reges Angliæ tenuerunt in eodem regno Ffranciæ, priusquam jus eis competeret ad ipsum regnum et coronam ejusdem, nec etiam juri in eis corona et regno sibi competenti, nisi et quatenus contigerit, in ea parte, concorditer appunctuari; ymo quod omnia per nos sic dicenda, ferenda et scribenda habeantur pro non dictis, non oblatis et non scriptis (illis, quæ in hujusmodi concordiæ appunctuamento continebuntur, dumtaxat exceptis).

N. B. Le manuscrit de la bibliothèque Cottonienne d'où Rymer a tiré cette pièce et plusieurs autres, a péri depuis dans un incendie. B.

CXCIII. (1419.)

RATIFICATION

PAR LE DUC DE CLARENCE

Du traité définitif de paix entre la France et l'Angleterre. (Rym. Suppl. Mss. H. V, t. 3, n° 23. — Bréq. l. LXXX.)

LITERÆ APPROBATORIÆ ET AFFIRMATORIÆ DOMINI THOMÆ, DUCIS CLARENCIÆ, FACTÆ DE ET SUPER PACE FINALI INTER FRANCIÆ ET ANGLIÆ REGNA.

Nos Thomas, dux Clarenciæ, etc. universis Christi fidelibus has literas nostras inspecturis, notum facimus per præsentes nos vidisse, legisse et diligenter inspexisse literas patentes illustrissimi ac invictissimi domini nostri Henrici, Dei gratia regis Angliæ, hæredis et regentis regni Ffranciæ, ac domini Hiberniæ, tenorem qui sequitur continentes.

« Henricus, Dei gratia, etc. »

Quarum quidem litterarum sacratissimam, pacificam atque tranquillam et toti christianitati profuturam seriem, suprema nostræ mentis aviditate et totis præcordiis amplectantes, earumdem litterarum continentiæ ac omnibus et singulis contentis, conclusis et conventis et concordatis in eisdem literis, nostros puros et simplices damus et præbemus assensum, consensum et voluntatem, et ea omnia et singula, quantum in nobis extat, rata et grata habemus pariter et accepta; promisimusque et promittimus in verbo principis, necnon ad sancta Dei euvangelia per nos corporaliter tacta, pro nobis et hæredibus nostris imperpetuum, quod ea omnia et singula plene et fideliter custodiemus et observabimus, et eadem, pro posse nostro, sic faciemus ab aliis om-

nibus et singulis, perpetuis futuris temporibus, observari, quodque nullo unquam tempore directe vel indirecte, publice vel occulte, in judicio vel extra judicium, quocunque modo seu colore, veniemus aut veniri consentiemus in contrarium præmissorum, aut alicujus eorumdem; sed omnibus viis, modis et mediis, tam juris quam facti, nos opponemus et resistemus hiis omnibus et singulis et eorum in ea parte machinationibus, qui in contrarium præmissorum aut alicujus ex eis proponere, facere, conabuntur aut attemptare. In quorum omnium fidem et testimonium, etc.

Consimiles litteras, mutatis terminis, fecit dux Burgundiæ domino nostro regi.

N. B Le manuscrit Cottonien duquel Rymer avait tiré cette pièce, est un de ceux que le feu a détruits. B.

CXCIV. (1419.)

LETTRE

DE HENRI V, ROI D'ANGLETERRE,

A CHARLES VI, ROI DE FRANCE,

Pour lui notifier que si, dans la huitaine à compter du jour où ladite lettre lui sera remise, il n'exécute pas les conventions des 12 et 29 mai 1419, lui-même se tient dégagé desdites conventions. (Rymer, Suppl. Mss. H. V, t. 3, n° 31. — Bréq. t. LXXX.)

NOTIFICATIO DISSOLUTIONIS CONVENTIONIS REGUM, ET PROROGATIONIS FACTÆ, DE QUA FIT MENTIO IN ALIA LITERA (N° CXCI).

Henricus, Dei gratia, etc. serenissimo et illustrissimo principi Karolo, consanguineo nostro Ffranciæ. Sedulo nostræ mentis revolventes intuitu, non sine visceribus compassivis, quod innumeris malis originem et fomentum diutina ministrat guerrarum tempestas, quas inter

inclita Ffranciæ et Angliæ regna, ob defectum justitiæ, maxima pacis solitæ proscriptio suscitavit, ad ipsius reformationem, qua nichil posset in creatis delectabilius concupisci, et pro sedanda clade intestina fidelium, in quantum nostrarum virium se extendit facultas, operas adhibere sategimus efficaces. Ad hoc enim propositi nostri continua in hanc horam anelavit sinceritas, præsertim ex quo, volente Deo, ad regalis fastigii diadema conscendimus; ad hanc nostra in dies sitivit intentio, nam pacis obtentu bella gessimus, hujus desiderio gladio nos accingere curavimus militari, cum ad guerrarum vobiscum ineunda certamina legalis atque licita necessitas nos coegit, non libido dominandi aut ultrix impiaque voluntas. Nec a vestra credimus excidisse memoria, quam varios et celebres pro hac pace cum consanguinitate vestra tractatus inivimus, quam diligenti etiam instinctu, per crebra nostrorum ambassiatorum oracula, super tanta christiani effusione cruoris, vos pio animo compati nostra jugis et frequens instantia requisivit, nec votiva prosperitas quam divina providencia, nostræ conscia voluntatis, nobis et armatæ nostræ voluit in hiis guerris clementius elargiri, illum cordi nostro proterviæ fomitem subinduxit, quod eo minus promptam, quin potius, si possibile sit, paratiorem ad ea quæ pacis sunt, gerimus voluntatem. Ut autem hujusmodi nostræ aviditatis fervor optatum sortiretur effectum, post tractatus prolixos inter nostros atque vestros ambassiatores et commissarios, in dictæ pacis negotio, de mense martii ultimo præterito habitos, ne tantum bonum diutius maneret in suspenso, duci Britanniæ una cum aliis ambassiatoribus vestris, xvi° die dicti mensis, in villa nostra Rothomagensi constitutis, in modum protestationis aperiri fecimus de plano intentionem nostram, videlicet quod, dummodo nobis et hæredibus nostris pacifice remanerent et dimitterentur ea omnia de quibus, in tractatu pacis finalis inchoato apud Bretigny, prope Carnotum, concordatum erat, quod inclitæ memoriæ Edwardo regi, progenitori nostro, et hæredibus suis dimitterentur et remanerent; nec non totus ducatus Normanniæ, ac omnia terræ dominia, villæ, castra et loca infra regnum nostrum Ffranciæ per nos adquisita, in reliquis ad coronam nostram Ffranciæ spec-

tantibus, ad Dei laudem et effusionem christiani sanguinis evitandam, taliter nos moderari curaremus, quod per nos non remaneret negotium pacis ineffectum; eidem nostræ protestationi pariter tunc adjecto quod, nulli unquam hominum in temporalibus subjiceremur nec quicquam bonorum, quæ tunc habuimus aut essemus imposterum habituri, teneremus nisi a solo Deo. Nostræ vero mentis intentione, per eum modum, vobis aperta, annuistis de post ex integro votis nostris in dicta protestatione nostra contentis, modo tenendi ducatum Normanniæ cum aliis infra regnum nostrum Ffranciæ per nos adquisitis, dumtaxat suppresso, prout literis vestris patentibus, quarum copia sub magno sigillo vestro penes nos remanet, in aperto continetur, ac quod super reliquis ad coronam Ffranciæ pertinentibus nobiscum ingredi velletis tractatum. Quibus etiam literis certis ambassiatoribus vestris dabatur in mandatis quod, præmissa vestro nomine nobis exponerent et offerent, nobiscumque concordarent de tempore conventionis nostræ personalis, pro finali conclusione omnium prædictorum. De qua, cum sub certis modo et fforma, ad xv diem mensis maii ex tunc proximo secuturi, concordatum fuisset, nec vos, ut pro parte vestra nobis post extitit allegatum, eam diem statutam possetis observare, nos, licet in loco concordato fuissemus eam observare parati, vestris precibus et instantiis ipsam conventionem, in penultimam diem ejusdem mensis consensimus prorogare, et ut eadem conventio speratu[m] inde pacis ffructum absque dispendiosa sui protractione produceret, nec affectus nostri puritas vos ullatenus deliteret, non longe post ejusdem conventionis initia aperuimus parti vestræ plenam nostræ mentis intentionem; quam eidem incontinenti post in scriptis fecimus liberari, continentibus quod dummodo, ut præmittitur, nobis per vos demitterentur, remanerent et fierent omnia quæ per dictum pacis tractatum inchoatum apud Bretigny dimitti debeant ac remanere et fieri præfato regi Edwardo, progenitori nostro et hæredibus suis.

Item totus ducatus Normanniæ et alia quæcunque per nos in regno nostro Ffranciæ adquisita, cum eorum omnia supradictorum juribus

et pertinentiis universis, quæ pro expressis haberentur, etiam si talia forent quæ expressionem requirerent, nec sub generalitate transirent, habenda nobis et hæredibus ac successoribus nostris, tanquam domino supremo, a nullo hominum, sed a solo Deo, ita libere ab omni subjectione et obedientia cujuscunque viventis, et ita secure, sicut nos et consilium nostrum sciremus avisare, parati fuimus et essemus vobiscum componere pacem finalem, in qua nostra mentis apertura nulla dominia, terras aut loca contineri videbitis, præter ea quæ post hujusmodi initia tractatus, pro parte vestra nobis oblata fuere, sed nec aliud quicquam exquisitæ novitatis verum, sed et ea solum de quibus protestatio nostra vestris, ut præfertur, in Rothomago ambassiatoribus intimata et in vestram de post deducta notionem, prout dictarum vestrarum literarum patentium attestatur series, vos reddidit certiores. Et si quid in eadem ambiguum generale vel obscurum reperiretis, illud nos optulimus enodare paratos. De præmissorum vero observatione prædictorum spem firmam nobis expresserant vestræ serenitatis inclitissimæque consanguineæ nostræ, vestræ conthoralis, et illustris consanguinei nostri ducis Burgundiæ, super hiis interposita juramenta in certis literis, sigillorum tam vestri quam eorum appensione munitis, frequens ad hæc et repetitæ vestræ partis assertio illa præsertim, qua secunda die conventionis antedictæ, palam nobis extitit repromissum, quod singula pro parte vestra, in hoc pacis tractatu hactenus dicta vel etiam scripta, pleno deberent effectui mancipari. Sed, proh dolor! læta spes quam concepimus, jam vertitur in desperationem; dum ut ipsa gestorum series innuit evidenter, aliud agitur et aliud agi simulatur; et sub prætento pacis effectu, id potissimum intenditur ut, exquisitis dilationum materiis, nos, cum irreparabili temporis simul et rerum dispendio, ab habendorum nostrorum jurium prosecutione frustremur; quod, divina favente clementia, studebimus præcavere. Quamobrem, vobis et vestris in ea parte commissariis quibuscunque, non sine gravi cordis lamento, illibenter et inviti, notificamus per præsentes, quod, post lapsum octo dierum a tempore quo præsentes literas nostras vobis contigerit præsentari, esse volumus et erimus omnino liberi ab

omni observatione et vinculo dictæ conventionis, ac ad divertendum a villa nostra de Medonta quocunque nobis videbitur expedire, juxta vim, fformam et effectum literarum durationis ejusdem conventionis, super hoc confectarum penultimo die mensis maii supradicti; et, quod non est intentionis nostræ seu voluntatis, prædictæ simulatæ pacis conventioni ulterius intendere seu vacare. Si vero eosdem octo dies aliquid pro parte vestra nobis effectuale demonstretur, per quod nobis apparere poterit dictæ pacis negotium debere prosperari, per nos nullatenus stabit quominus ipsum felicem, quem semper optavimus, sortiatur effectum. Post lapsum vero dictorum octo dierum nichilominus observabimus treugas seu guerrarum abstinentias inter nos concordatas per alios octo dies ex tunc proximo sequentes, videlicet ad....... diem....... inclusive.

N. B. Le manuscrit de la bibliothèque Cottonienne où Rymer a puisé cette pièce est de ceux qui ont péri dans l'embrasement de cette bibliothèque. B.

CXCV. (1419.)

DÉCLARATION

DES AMBASSADEURS DU ROI DE FRANCE ;

Ils offrent au roi d'Angleterre de lui laisser la Normandie et d'exécuter les articles du traité de Bretigny dans son entier, en faveur des espérances de la paix et du mariage de Henri V avec Catherine, fille du roi de France, et ils sont prêts à convenir d'un jour et d'un lieu pour traiter sur ce pied. (Rymer, Suppl. H. V, t. 3, n° 22. — Bréq. t. LXXX.)

Ambassiatores et nuncii serenissimi atque christianissimi principis et domini nostri, metuendissimi Ffrancorum regis, nunc in villa de Medonta existentes, instructi de voluntate ipsius metuendissimi domini nostri, qui summopere desiderat, pro evitatione effusionis sanguinis humani, discordias et omnes materias quæstionum sopiri et finaliter terminari, quæ inter ipsum et serenissimum atque excellentissimum principem consanguineum et adversarium suum regem

Angliæ, eorumque regna, subditos et populos, jam a diu versatæ sunt, sicut adhuc versantur de præsenti, sub protestationibus sæpe in hac materia factis, sub speque et intentione finalis pacis, integræ concordiæ, perpetuæ amicitiæ, stabilis confœderationis et approximationis sanguinis medio matrimonii, Domino propitiante, inter partes concludendæ, die et loco, de consensu ipsorum serenissimorum principum, aut eorum ambassiatorum, præfigendis et acceptandis offerunt, virtute potestatis eisdem attributæ, quod ipsi serenissimo ac excellentissimo principi consanguineo et adversario ipsius domini nostri, ac suis hæredibus dimittantur et remaneant omnia, de quibus, in tractatu pacis finalis, apud Bretigni prope Carnotum habito, inter inclitæ memoriæ serenissimum atque christianissimum principem, dominum Johannem, regem Ffranciæ, ex parte una, et serenissimum atque excellentissimum principem dominum Edwardum, regem Angliæ, parte ex altera, concordatum fuit, quæ debebant remanere et dimitti ipsi domino Edwardo, et suis hæredibus, una cum ducatu Normanniæ et aliis terris, villis, castris et locis, quæ de præsenti tenet ipse serenissimus et excellentissimus princeps consanguineus et adversarius ipsius metuendissimi domini nostri in regno Ffranciæ; pro quibus adimplendis, confirmandis, fine debito terminandis, securitatibusque pro utraque partium utilibus et oportunis faciendis et habendis, de consensu et voluntate partium prædictarum, parati sunt ipsi ambaxiatores diem et locum competentes et propitios, pro utraque parte offerre, capere et acceptare, quibus ipse metuendissimus dominus noster, aut ejus conthoralis, metuendissima domina nostra regina, inclitaque domina nostra, domina Katerina, eorum ffilia, et cum illis domini duces Burgundiæ et Britanniæ, necnon alii principes et barones de domo Ffranciæ, pro majore, solempniori et firmiori securitate negotii, parte ex una, et præfatus serenissimus princeps rex Angliæ, et cum eo illi de quibus suæ serenitati visum fuerit expedire, parte ex altera, et personaliter intererunt.

N. B. Le manuscrit de la bibliothèque Cottonienne qui a fourni cette pièce à Rymer est un de ceux que le feu a détruits. B.

CXCVI. (9 avril 1420.)

DÉCLARATION

DE HENRI V, ROI D'ANGLETERRE,

Pour la prolongation de la trêve qui subsistait entre la France et l'Angleterre. (*Norm. Rot.* pars 1ª, an. 8, H. V. — Bréq. t. LXXX.)

DE PROROGACIONE TREUGARUM.

Rex universis presentes literas inspecturis, salutem. Notum facimus quod, cum nuper, pro bono pacis, inter nos et serenissimum principem et consanguineum nostrum Ffrancie, ac Francie et Anglie regna, tractande et feliciter concludende, nos, ex magni consilii deliberacione et assensu, certas treugas seu guerre abstinencias cum prefato consanguineo nostro generales, tam per terram quam per mare, videlicet per terram a vicesima quarta die decembris ultimo preteriti, et per mare a vicesima prima die ejusdem mensis decembris, usque ad primum diem marcii proxime nunc elapsi inclusive fecerimus, inierimus, concordaverimus et acceptaverimus, prout in literis de et super treugis illis, hinc et inde confectis, plenius poterit apparere. Quas quidem treugas sive guerre abstinencias, certis de causis jam pluries et ultimate, usque ad quintum decimum diem instantis mensis aprilis proxime nunc futuri inclusive prorogari extendique fecerimus et elongari. Nos, pro eo, dictarum treugarum sive guerre abstinenciarum prorogatione durante, obstantibus diversis impedimentis, nondum aliquid super illa sperata pace quomodolibet appunctuatum fuerit seu conclusum, predictas treugas sive guerre abstinencias, hujusmodi in omnibus et singulis eorum capitulis, juxta vim, formam et effectum earumdem, usque vicesimum septimum diem presentis mensis aprilis inclusive, ex certa sciencia

nostra avisamentoque consilii nostri, adhuc de novo prorogamus, extendimus et elongamus; a quibus tamen treugis sive guerrarum abstinenciis, ut sepius excipiuntur et totaliter excluduntur, castrum, castellania et prepositura de Beaumont super Oyse, degentesque et habitantes in eisdem. Que omnia et singula sic prorogata, extensa et elongata, exceptis preexceptis, per nos et subditos nostros teneri volumus et inviolabiliter observari, ac ea teneri et observari firmiter injungendo mandamus. In cujus, etc. Teste ut supra (T. R.), apud castrum suum Rothomagi IX die aprilis.

Per ipsum regem.

CXCVII.

(12 avril 1420.)

LETTRE

D'ARTHUR DE BRETAGNE, FRÈRE DU DUC DE BRETAGNE JEAN VI,

AU ROI D'ANGLETERRE,

Sur l'emprisonnement du duc son frère, arrêté par le comte de Penthièvre[1]. (Biblioth. Cotton. Vitellius, B. 5. — Rym. Supplément. — Bréq. t. LXXX.)

Très-hault, très-excerlent et très-puissent prince,

Je me recommande à vostre noble haultece, tant et si très-humblement comme plus ge puis, et vous plaise savoir que j'ay esté acerteiné de la faulce et desloiallė traïson qui a esté faite encontre la personne

[1] La duchesse Jeanne de Bretagne avait déjà écrit au roi d'Angleterre, le 5 du même mois d'avril, pour demander que, durant la détention de son mari, le roi voulût bien « entendre à la délivrance de son beau-frère de Richemond, ou le luy prester et au pays de Bretaigne pour un temps, ce qui alégeroit fort la tristesse et doleurs de la duchesse. » Elle traite de « desloyale et mauvaise prinse celle du seigneur son espoux, » et sa détention « d'illicite, » espérant que le roi ne la laissera pas impunie. Cette lettre est imprimée dans le recueil de Rymer, t. IX (Lond. 1709), p. 876.

C. F.

de mon très-redoubté seigneur et frère, monseignur le duc de Bretaigne, par le conte de Painthèvre; dont ce m'a esté et est une très-grand desplaisance et courrouz au cueur, ainsi que ge y ay bien grant cause; et pour ce ge écry par devers vostre noble et haulte seignorie, en vous supplient tant et si très-humblement comme plus ge puis, qu'il vous plaise de vostre bonne grace ordonner que ge puisse aller pardevers vous le plus briement qu'il vous vendra à plaesir, pour traicter et accorder, au plaesir de Dieu, sur le fait de ma délivrance, affin que ge me puisse emploier au service de mondit seignur et frère et au repparement de la mauvaisté qui li a esté faitte; car, sans vostre bonne grace et plaesir, ge ne pourroie acomplir le desir que ge ay au service de mon dit seignur et frère. Et si Dieux plaist, quant ge seroy pardevers vous, ge feroy tant, mon honeur gardé, que vous devrez estre contant.... En vous supplient avoir mondit seignur et frère pour recommandé, et avoir en desplaisance la mauvaise traïson qui li a esté faitte. Très-hault, très-excerlent et très-puissent prince, je pry au benoist fils de Dieu qu'il vous doint bonne vie et longue.

Escript à Medelay, le XIIe jour de avrill.

N. B. Cette pièce est copiée sur l'original en papier. Le feu en a détruit la signature, où l'on aperçoit l'extrémité supérieure de la dernière lettre. On lit au dos l'adresse suivante:

A TRÈS-HAULT, TRÈS-EXCERLENT ET... PRINCE LE ROI D'ANGLETERRE.

Il est évident, par les faits contenus dans cette lettre, qu'elle est d'Arthur de Bretagne, fils de Jean VI, duc de Bretagne. Arthur était alors prisonnier en Angleterre, où il avait été amené après la bataille d'Azincourt. B.

CXCVIII. (13 avril 1420.)

LETTRE

D'ARTHUR, COMTE DE RICHEMONT,

FILS DE JEAN V, DUC DE BRETAGNE,

AU DAUPHIN, FILS DE CHARLES VI,

Au sujet de la détention du duc, frère d'Arthur, arrêté par le comte de Penthièvre.
(Biblioth. Cotton. Caligula, D. 5. — Bréq. t. LXXX.)

Mon tres-redoubté seigneur, je me recommande [à vous tant et si tres]-humblement comme plus je puis, desirent ouïr et savoir bonnes nouvelles de vostre noble estat, [lequel Dieux veuille] par sa grace que soit tel et selon comme votre noble cuer le desire. Et si de vostre noble grace [vous plaisoit] savoir du mien estat, au fere de cestes ge estois en très-bonne santé de ma personne, graces [à Nostre Seigneur], ce que li plaise vous ottroier par son plaisir. Mon très-redoubté seigneur, plaise vous savoir que ge ay esté acertené que, par faulce et traitreuse maniere, mon très-redoubté seigneur et frère, monseigneur le duc, a esté prins, et beau-frère Richard en sa compagnie, par le conte de Pointhèvre, dont il m'a esté et m'est un très-grand desplaisir et co[urrouz au] cueur, ainsi qu'il doit bien estre; et veu ce, ge escry présentement pardevers vous, en vous supplient avoir en desplaisance la mauvaisté et traïson faite encontre la personne de mondit seigneur le duc et de beau-frère Richard, par celui de Pointhèvre, considérent la prochaineté de lignaige en quoy mondit seigneur le duc, [moy et] beau-frère Richard suymes envers vous; et aussi que mondit seigneur le duc a espousé madame vostre seur, et que leurs enfans sont vos neveux. Et ou cas que celui de Pointhèvre seroit trové ens vostre seigneurie, soubz vostre puissance, qu'il vous plaise en fère justice et

l'en pugnir, en celle manière que monsieur le duc et ses amis puissent congnoistre et appercevoir la bonne amour que vous avez envers eux; et sur ce vous plaise moy escripre et faire savoir vostre bonne vueillance. Mon très-redoubté seigneur, je prie au benoit [fils de Dieu] qu'il vous doint bonne vie et longue. Escript à [Me]delay, le XIII[e] jour de avrill.

Vostre humble parent, le comte de Richemont,

ARTUR.

N. B. Cette lettre a été copiée sur l'original en papier.

Elle est de l'année 1420. Elle fut écrite peu après que Jean VI, duc de Bretagne et frère d'Arthur, fut arrêté par le comte de Penthièvre; ce qui arriva le 13 février 1420. Elle est adressée au dauphin, fils de Charles VI, roi de France; car il y est dit que les enfants du duc de Bretagne sont ses neveux; et, en effet, Jean VI, duc de Bretagne, avait épousé Jeanne de France, fille puînée de Charles VI et sœur du dauphin.

Cette pièce est très-maltraitée par le feu, qui l'a séparée en plusieurs morceaux et a détruit un grand nombre de mots[1].

On lit au dos l'adresse suivante:

A MON TRÈS-REDOUBTÉ SEIGNEUR MONSEIGNEUR LE DAUPHIN DE VIENNOIS, DUC DE THOURAINE ET DE BERRY ET COMTE DE POICTOU.

[1] Cette pièce a été insérée dans le tome IX de l'ancien Rymer, où elle existe sans lacunes; elle a servi à remplir celles qui se trouvaient dans la copie de Bréquigny.

C. F.

CXCIX. (5 juin 1420.)

LETTRE

DES HABITANTS DE JOIGNY

A HENRI V, ROI D'ANGLETERRE,

CONTRE LE COMTE DE JOIGNY, QUI REFUSAIT DE PRÊTER SERMENT A CE PRINCE.

(Biblioth. Cotton. Caligula, D. 5. — Bréq. t. LXXX.)

Nostre très-redoubté seigneur, nous nous recommandons à vostre noble et bonne grace et magesté, si très-humblement comme plus povons, desirans de tous nos cueurs vostre bonne prospérité et santé. Nostre très-redoubté seigneur, plaise vous savoir que nagairs monseigneur le conte de Joigny est venu et arrivé à Joigny, disant que point ne voloit aler à Troyes, pource que ne luy voloit faire serment envers vous, comme font et ont fait nos autres seigneurs, disant et publiant ledit monseigneur le conte, que ceulx qui font et ont fait et feront ledit serment, en auront une foiz les testes coppées; et combien et jà soit ce que les povres habitans dudit Joigny aient toujours esté bons et loïaulx obéissans au Roy nostre sire et à monseigneur de Burgogne, et ayent souffert pour le mesme amour et faveur dudit monseigneur de Burgogne plusieurs pertes, poinnes et dommages, sens avoir tenu autre parti. Ledit monseigneur le conte, sens cause raisonnable, s'est efforcé de prendre, et de fait a fait prendre et espier, sur le chemin, le procureur de ladite ville de Joigny, qui alloit devers le Roy nostre sire et vous, pour vous exposer certaines choses pour le bien de ce pays, et memes des autres habitans de ladite ville, et yceulx fait enmener prisonniers en Bourgogne, où bon luy a semblé, et que cy n'eust pourveu d'assistaic de (*sic*), comme nous sommes suffisamment informez,

en eust pris plus largement et très-grand nombre, et a fait par force et violence; et ad fin de mieux mettre son raprenable propos à exécution, a despointé Gilles de Filemin, nostre capitaine, qui nous servoit à nos gages, lequel homme sage, prudent, jeune et expert en tel cas, et qui très-grandement et notablement a fait son devoir, tant ou fait de ladite capitainerie comme autrement, à servir le Roy et mondit seigneur de Bourgogne en plusieurs armées et assemblées ou fait de leurs guerres; et en perseverant tousgours par ledit monseigneur le conte de mal en pis, nous menace de emprisonner, tuer et murdrir sur les carreaux. Et pource que de ces choses nous nous sommes sentis et sentons très-grandement foulez, doubtans outre pour certaines vraies présomptions et conjectures, qu'il ne voulsist mettre et bouter audit Joigny gens d'autre aliance, comme vos ennemis et les notres, quant nous avons veu ces choses et que aucuns de ses gens se sont partiz dudit Joigny, tant pour prendre et emmener desditz habitans comme autrement, nous avons fermé nos portes et avons retenu ledit monseigneur le conte et ses genz, et n'avons pas entencion de les laisser partir, jusques ad ce que sur ce, par le Roy nostre sire, vous et monseigneur de Bourgogne, nous soit donnée response pour proveoir et ordener sur ce comme le Roy nostre sire, vous et ledit monseigneur de Bourgogne, et vostre notable conseil, saurez bien adviser. Si vous supplions très-humblement, nostre très-redoubté seigneur, que ces choses considerées, et que autres foiz ladite ville de Joigny a esté en peril et adventure d'estre prise des ennemis, et par la faulte et coulpe dudit monseigneur le conte, et aussi que se en ladicte ville de Joigny n'avoit capitaine, il s'en pourroit ensuir trop grant inconvénient en ladite ville et au pays d'environ, qu'il vous plaise avoir advis et conseil avec le Roy nostre sire et monseigneur de Bourgogne, pour faire commettre et instituer de par le Roy nostredit sire, ou deffault dudit monseigneur le conte, ledit Giles de Filemin, capitaine dudit Joigny, pour la tuicion et garde d'icelle ville et du pays, et sur ce proveoir par la meilleure manière que faire ce pourra. Nostre très-redoubté seigneur, nous prions le benoit Saint-

Esperit qu'il vous doint bonne vie et longue, et accomplissement de vos bons desirs. Escrit à Joigny, le mercredi v^e jour de juing.

Vos humbles et obéissantz serviteurs et subgez,

Les habitans de Joigny.

Et au dos est la suscription suivante :

A nostre très-redoubté seigneur le roy d'Angleterre, régent et héritier du royaume de France.

N. B. Cette lettre a été copiée sur l'original en papier. Elle paraît avoir suivi de près le traité de Troyes du 20 mai 1420, en vertu duquel Henri V, roi d'Angleterre, prenait les titres de régent et héritier du royaume de France. En effet, le 5 juin tombe un mercredi. B.

CC.

(27 juin 1420.)

LETTRE

DE LE BRUN, SECRÉTAIRE DU DUC DE BRETAGNE, AU ROI D'ANGLETERRE,

1° Sur un sauf-conduit accordé pour le passage de la duchesse de Bretagne en Angleterre, afin d'y traiter de la délivrance du duc de Richemond;

2° Sur le secours que les Bretons demandèrent dans le cas où ils seraient attaqués par le dauphin. (Biblioth. Cotton. Caligula, D. 6. -- Bréq. t. LXXX.)

Très-hault et très-puissant prince et mon très-redoubté seigneur, plaise vous savoir que la samadi xxiie jour de juign, j'ay esté à Argentan devers monsieur de Salisburi, pour querir le sauf-conduit que autres foiz vous avoit pleu ordennez par lui estre baillé aux gens de madame la duchesse de Bretaigne, pour passer en Angleterre devers monseigneur de Richemond, son ffrère, pour le fait de sa délivrance; lequel de très-bon cueur l'a fait, ainsi que mandé lui aviez; et pource

que messeigneurs les barons de Bretaigne m'avoient aucunement chargé de savoir à mondit seigneur de Salisbury, s'il avenoit aucunement que monsieur le daulphin leur voulsist courir sus, ou donner journée, et qu'il fust si fort qu'il leur faulsist aide ou secours, s'il lui plairoit leur estre aidant, pour ce qu'il est près des marches où ilz sont à présent au siege; lequel m'a respondu qu'il estoit tout prest, toutes heures qu'il vous plairoit lui mander et faire savoir; pour quoy, très-hault et très-puissant prince et mon très-redoubté seigneur, je vous supli tant humblement que plus je puis, que de votre bonne grace et plesir, il vous plaise lui mander sur ce voz bons plesirs; car en vous mesdiz seigneurs les barons ont leur parfaicte seurté et ffiance. Et quant des nouvelles de pardeczà, monsieur de Montauban a esté très-fort malade, lequel avoit esté ordenné passer devers mondit seigneur de Richemond, et moy en sa compaignie; et fault pour celle cause qu'il demeure, et que je passe oultre sanz lui; mais monsieur le chancelier et messire Raoul le Sage sont en Normandie et seront bien briefz devers vous; et au parensus, votre homme et feal Pierres de la Cornilière, mon oncle, porteurs de cestes, va pardelà, et vous dira bien au certain, et lequel vous plaise croire de tout ce que de ma part vous dira. Très-hault et très-puissant prince et mon tres-redoubté seigneur, je me recommande à votre bonne grace, et prie le benoist Saint-Esperit qu'il vous doint bonne vie et longue et acomplissement de voz desirs.

Escrit à Honnefleu, le XXVIIe jour de juign.

Vostre très-humble serviteur,

JEHAN LE BRUN,

Secrétaire du duc de Bretaigne

CCI.

(15 juillet 1420.)

LETTRE

DE SAUF-CONDUIT

DONNÉE PAR HENRI V A GUILLAUME CHAUMONT,

CHEVALIER, SEIGNEUR DE GUITTRY,

Pour aller avec cinquante personnes trouver le Roi et se battre en duel, devant ce prince, avec Guillaume de Bière, écuyer, capitaine de Montmirer, qui accusait ledit Chaumont d'avoir été complice de la mort du duc de Bourgogne. (*Rot. Normann.* ann. 8. H. V, p. 2, membr. 27. — Bréq. t. LXXX.)

Rex universis et singulis capitaneis, etc. . . . , salutem. Sciatis quod, cum super querela mota inter Guillelmum de Biere, armigerum, capitaneum de Montmirer, appellantem, ex una parte, et Guillelmum Chaumont, militem, dominum de Guittry, defendentem, ex altera, occasione mortis consanguinei nostri ducis Burgundie, ultimate defuncti; de qua morte dictus appellans prefatum defendentem conscencientem fore asserit et scientem : Nos, judex in hac parte, mutuo assensu parcium predictarum acceptati, certum diem prefato Guittry, ad veniendum et comparendum coram nobis, ubi nos fuerimus, ad se defendendum de corpore suo, in querela predicta, contra prefatum de Briere, per literas nostras patentes assignaverimus; nos, eadem consideratione, suscepimus prefatum Guittry ac quinquaginta personas in comitiva sua, vel infra, armatas vel non armatas, pro veniendo salvo et secure, equestre vel pedestre; cum equis, hernesiis, armaturis et bonis suis quibuscumque, ad presentiam nostram ubi nos fuerimus, ex causa supradicta, ibidem morando et personas in comitiva predicti Guittry existentes; ac ipsum Guittry, eciam si devictus non fuerit in querela predicta contra prefatum de Biere, ab inde

redeundo in salvum et securum conductum nostrum ac in protectionem, etc....... Et ideo vobis, etc...... Et rogamus quod prefatum Guittry et personas predictas in comitiva sua, vel infra, veniendo ad presentiam nostram, ibidem morando et exinde, ut premittitur, redeundo manuteneatis, etc..... Et si quid, etc.... Reformari ac prefato Guittry et personis secum existentibus in numero predicto, vel infra, administretis seu administrari faciatis, prout ad unumquemque vestrum pertinuerit, victualia, equos, conductores et alia sibi necessaria, suis tamen sumptibus et expensis, si per eos fueritis requisiti; proviso semper quod ipsi quicquam, quod in predicti patris nostri seu nostri contemptum vel prejudicium, seu nostri populi dampnum aliquoliter cedere valeat, non attemptent nec faciant quomodolibet attemptari, et quod ipsi nullum castrorum, fortalliciorum aut villarum firmatarum ejusdem patris nostri aut nostrarum, absque speciali licencia capitaneorum seu custodum eorumdem, intrent quovismodo. In cujus, etc..... Patentes duraturas per octo dies pro adventu suo ad diem sic assignatum, et per octo dies pro reditu personarum predictarum sic in comitiva prefati Guittry venientium, et pro ipso Guittry, etiam si mortuus non fuerit in campo aut devictus; in quo casu sequetur judicium, prout de jure sequi debeat et est consuetum.

Teste Rege. In exercitu suo, prope Meleun, xv° die julii.

CCII. (Décembre 1420.)

LETTRE

DE CHARLES, DAUPHIN (FILS DE CHARLES VI),

RÉGENT DU ROYAUME DE FRANCE,

Pour engager les sujets à rester fidèles à leurs rois naturels (Bibl. Cott. Vespasien, F. III, fol. 31. — Bréq. t. LXXX.)

De par le Régent le royaume, daulphin de Viennoys.

Chiers et bien amez, jà par pluseurs et diverses fois nous avons escript au long et au vray nostre voulenté, ferme propos et entencion que avons de tenir et faire garder entierement la paix et abolicion generale ordonnée et publiée en ce royaume, nonobstant quelconques choses advenues depuis icelle paix; et devons aidier, secourir et comforter contre les anciens ennemis, quelque guerre qu'ilz vous feissent par siege ou autrement, en y emploiant toute nostre puissance et nostre mesmes personne, et vous confortant de vivres et de gens, et autrement, ainsy que le nous vouldriés requerir; sur lesquelles choses, pour plus grant seurté, nous avons envoié pluseurs noz lettres-patentes, et toutes voies de vous n'avons eu sur ce aucune responce, mais avons entendu que les aucunes de nozdictes lettres ont esté derompues en l'osteil de la ville [de Paris]. Nous sommes moult merveilliés, actendu que icelles ne tendent fors à bien de paix et conservacion de la seigneurie de Monseigneur et de ses subjés. Par quoy nul ne se doit à la cause d'elles mal mouvoir, ains nous semble que tous ceulx qui veulent le bien de mondit seigneur et la préservacion de sa seigneurie, en manière qu'elle ne chée es mains des ennemis, en devroient estre

moult joieux. Ce non obstant, affin qu'il vous apparoie que le desir de paix, qui tousjours continue en nostre courage, nous est devant toutes choses à cuer, et que pour rien ne vouloir laissier à faire tout devoir de querir, par toutes voies possibles, la bonne union de ce royaume, sy que de nostre part ne tiengne qu'elle ne soit, vous escripvons derechief, en vous signiffiant que tousjours sommes et demourons au propos que dessus; et affin que en soiés certains, vous envoions avecques ces presentes noz lettres-patentes sur ce. Et pour ce que avons entendu que aucuns mouvoient traittiés et parlemens pour vous aux anciens ennemis de mondit seigneur, nous vous prions bien à certes et requerons vos loyaultés que vous vueilliés avoir en memoire et souvenance la vertu et constance que ont tousjours eue vos predecesseurs habitans de Paris, de demourer et vivre sous l'obeyssance de leur droitturier et naturel seigneur, sans oncques avoir esté seduis par menaces ou blandices desdis anciens ennemis, en les ensuivant et gardant en ce vos honneurs et loyaulté, ainsi que en avons en vous bien confiance; et soiés certains que, quelque chose que adviengne, tousjours treuve le subjet plus de benigneté et seurté en son naturel seigneur que jamais ne pourroit faire vers ses ennemis et en soy mettant en leur servitute. D'autre part, devez penser que Monseigneur estant en l'estat que il plaist à Dieu le souffrir, et nous son seul filz et heritier absent, il n'est à nul loisible de soy donner l'auctorité de telz traittiés, et que en iceulx a peu de esperance de fermeté. Sy veuilliés, sur toutes ces choses, bien penser et [mediter], en suivant le bien de paix, que de bon cuer et liberalement avons offert et offrons [à noz ennemis. . . . .] veuillent querir leur seurté par aultres voies perilleuses; car nous vous affermons que, en gardant laditte paix et vos loyaultés vers mondit seigneur et nous, vous nous trouverés [tousjours vers] vous comme nul seigneur peult estre vers bons subjets. . . . . . . passées, estre mises en oubliance; sur toutes lesquelles choses nous vueilliés [si tost nous] escripre et faire savoir vostre entencion, affin de vous aider et secourir; comme [en touttes] choses voulez que faire puissons, escripvés les nous fea-

blement, et nous le ferons; [pryant que], chiers et bien amez, Nostre Seigneur soit garde de vous.

Escript en nostre ville de Bo[urges, le. . .] jour de decembre.

CHARLES.

N. B. Cette pièce est copiée sur l'original en papier; elle est fort maltraitée, et il y en a même une extrémité de déchirée. B.

CCIII. (Vers 1420.)

1°

PÉTITION

DE MARGUERITE DE GIRONDE,

VEUVE DE PONS, SEIGNEUR DE CHATILLON,

Pour mettre son fils, âgé de moins de huit ans, sous la protection et sauvegarde du roi d'Angleterre.

2°

RÉPONSE DU ROI.

(Des liasses de la Tour de Londres. — Bréq. t. LXXX.)

A la roial majesté senefie Marguerite de Gironde, deguerpie de Ponce, signeur jadis de Chasteillon, mere et tuteresse de Ponce, fil jadis dudit signeur de Chasteillon, menre de l'aage de wit ans, que comme lidis pupille n'ait que le gouverne ne deffende mais que la mere devant dite, et aucun fort homme et puissant, si voisin et si anemi, sa terre et ses possessions, lesqueles ses peres et si predecesseurs tenoient et gouvrenoient ou tans que vivoient bien et paisiblement, prendent, ravissent et emportent indeuement et sans cause, pour che qu'il voient ledit pupille flebe estre et à petite aide : pour coi, supplie umlement ladite tuteresse à vostre majesté roial, comme ele

n'ait autre secourz, aide, ne refuist, mais ke à Dieu et à vous, que, pour l'amour de Dieu, ledit pupille, sa terre, ses possessions et tous ses biens en vostre protection roial et garde voilliés tenir et lui deffendre ou faire tenir, deffendre et maintenir par vostre seneschal de Vascongne, et tous ses droits, franquises, libertés et bones costumes anchiennes; et toutes les coses qu'ils ont fait et attenté encontre ledit pupille indeument et à tort, et sans cause, restorer et ramener à estat deu, comme certaine cose soit que li peres dudit pupille et tous si predecesseurs à vostre pere et à vous aient en armes servi bien et loialment en la guerre de Vascongne et d'Escoce et en plusieurs autres lieus; pour laquel cose toute leur terre est desolée, et leur chastel destruit et dissipé par ladite guerre de Vascongne, et tout leur bien perdu, ne onkes li peres dudit pupille, ne si predecesseur ne furent à vous ne à vostres officiers en riens contraille, mais en toutes coses seron (*sic*) leurs sens et leur pooir servant et obeissant.

N. B. Cette copie est faite sur l'original en parchemin. On lit au dos : *Ffiat, cum sit pupillus ad voluntatem domini regis duraturus, dum tamen non sit in prejudicium alicujus.*

B.

CCIV. (10 janvier 1421.)

LETTRE

DE HENRI V, ROI D'ANGLETERRE

(RÉGENT DU ROYAUME DE FRANCE),

Par laquelle il nomme Thomas, duc d'Excestre, son lieutenant dans Paris et généralement dans les pays de delà la mer, après la mort du duc de Clarence. (Rym. Suppl. H. V, t. III, n° 172. — Bréq. t. LXXX.)

Rex carissimo avunculo nostro Thomæ, duci Ex[cestrensi], salutem.

Sciatis quod, pro bono et conservatione pacis inter præcarissimum patrem nostrum Ffranciæ et nos factæ et concordatæ et conclusæ,

dedimus vobis, ac tenore præsentium damus plenam potestatem, auctoritatem et mandatum speciale ad omnes et singulos ligeos nostros Angliæ, et de aliis partibus transmarinis ubicumque infra villam Parisium seu alibi infra, potestatem et jurisdictionem prædicti patris nostri existentes, in absentia carissimi fratris nostri Thomæ, ducis Clarentiæ, regendi et gubernandi, ad quoscumque transgressores, malefactores et delinquentes, aut vobis seu mandato vestro inobedientes, contrarios et rebelles, incarcerandi, castigandi et puniendi, prout juxta eorum demerita et casus exigentia fuerit faciendum, ac de incarceratis, qui deliberandi fuerint, deliberandi.

Et ideo, vobis mandamus quod circa præmissa, etc. Damus autem universis et singulis militibus, armigeris, capitaneis, castellanis et eorum loca tenentibus, gentibus armorum et de tractu, ceterisque omnibus aliis officiariis, ministris, ligeis, subditis et vassallis tam prædicti patris nostri quam nostris, quod vobis in executione præmissorum pareant, intendant et obediant in omnibus diligenter, quociens et quando per vos ex parte nostra fuerint debite requisiti.

In cujus, etc.... quamdiu Regi placuerit duraturum. Teste Rege. Apud castrum suum Rothomagi, x° die januarii.

CCV.

(11 avril 1421.)

ORDONNANCE

DE HENRI V, ROI D'ANGLETERRE,

Concernant la fixation de certaines monnaies en Normandie. (Rym. Suppl. H. V, t. IV, n° 69. — Bréq. t. LXXX.)

Henry, etc.... A touz ceulx, etc.... salut. Savoir faisons que pour la très-grant et parfait desir que nous avons au bien et profit de la chose publique, et des subgés de nostre païs de Normendie et conqueste, et que les genz d'eglise, vassaulx et autres noz subgez aians

revenues, et les marchans et tous de quelque estat ou condicion qu'ilz soyent, puissent mieulx et plus prouffitablement estre et gouverner leurs affaires soubz nous; considerans les grans dammages et inconveniens qui nottorement, par fieblesse de la monoye aiant cours de present, s'ensuict, et vraysemblablement pourroyt s'ensuir plus grans, se pourveu n'y estoit; avons, par grant et meure deliberation de conseil, ordonné et ordonnons par ces presentes que, d'ores en avant, chescun piece de monoye presentement appellé et ayant cours pour gros ou ryal, sera prinse et baillé pour un petit blanc vaillant V deniers tournoys soulement, qui feront XLVIII pieces, I franc vaillant XX sous tournois.

Item. Pour ce que depuis aucuns temps en çà, plusours ont, si come l'en dit, les nobles, les escus, la couronne et petiz moutons d'or venduz et achettez à grant et excessiz priz, et les ont haulcés de jour à auter de plus à plus, pour lesquelles choses les vivres et autres marchandises sont venduz plus chiers, au très-grant damage de noz subgez, par especial des povres : Nous, voullans à ce pourveur de remedie convenable, avons ordonné et ordonnons que noble d'or serra pris et baillé pour LX sous tournois seulement, escu ou couronne d'or pour XXX sous seulement, et moutons d'or pour XX sous tournois seulement; un blanc de V deniers tournois plus ou moins desdites pieces d'or; et que toutes denrées, vitailles et autres marchandises soient ramenez audit pris du petit blanc qui se vendoit un gros dessusdit. Lesquelles noz ordonnances nous avons voulu et commandé, voullons et commandons estre tenuz et observez sans enfraindre, par tous de quelconque estat ou condicion qu'ils soyent, sur paine de forfaire la chose et amende arbitraire à justice de celui ou ceulx qui fera ou feront ou serront autoriser ou consentans de faire le contraire, et les corps miz en pryson à nostre volenté, et sans ce que aucuns de noz justicers ou officers puisse ne doye donner sur les choses dessusdites licence vaillable au contraire. Si donnons en mandement à nostre bailli de Rouen en commetter, se mester est, et à noz justicers et officers et à chescun d'eux, si come à lui appartendra,

que nosdites ordonnances facent publier en leurs audicion, carrefours et auter lieus accoustumez à faire crys et proclamacions, tellement que nul n'en puisse raisonablement pretendre ignorance; et icelle fachent observer sans enfraindre, et ordonnent commissaires pour enquerir de ceux que feront le contraire, et pugnissent les transgresseurs par les fourmes et maneres dessusdites, en telle manere que ce soit exemple à tous autres. Et se par la diligence et moien d'aucuns sont trouvés aucuns faisant le contraire, cellui ou ceulx qui les trouvera ou par le moien duquel la cognizance serra eue, aura l'autre partie de ladite forfaiture.

Donné à Rouen, le xi[e] jour d'avril.

Par le Roy, à la relation de son grand conseil.

Semblables lettres furent adressez aux dessoubz escriptz, c'est assavoir :

Au bailli de Caux,
Au bailli de Gisors,
Au bailli de Mante,
Au bailli d'Alençon,
Au bailli de Caen,
Au bailli de Costantyn,
Au bailli d'Evreux.

CCVI. (12 juillet 1421.)

MANDEMENT

DE HENRI V, ROI D'ANGLETERRE,

Pour faire payer au lieutenant de la Tour de Londres les frais de garde d'Arthur de Bretagne, depuis le 13 juin (1421) jusqu'au 14 juillet suivant. (Rym. Suppl. H. V, t. III, n° 160. — Bréq. t. LXXX.)

Henry, etc..... As tresourer et chamberleins de notre eschequier, saluz.

Nous volons, de l'assent de nostre conseil, et mandons que, à nostre chier et foial chivaler Roger Aston, lieutenant de nadgairs conestable de nostre Tour de Loundres; liquel Roger, de l'ordenance de nostredit conseil, avoit la garde de Arthur de Bretaigne, nostre prisoner, du treszisme jour de juyn darrein passez tanqes al le quatorzisme jour de juyl adonques prochein ensuant, facez paier oyt livres noef souldz deux deniers et maill, de nostre tresor, pour les coustages et expenses dudit Arthur et des gentz assignés pur luy estre entendantz, par le temps susdit. Donné, etc...

Le XII[e] jour de juillet, l'an, etc.... VIII[e].

A la relacion de W. Kynwolmerssh, deputé du tresorer d'Engleterre.

CCVII. (2 décembre 1421.

ACTE

DU PARLEMENT D'ANGLETERRE,

Par lequel il est statué, conformément à une déclaration d'Édouard III, que le titre de roi de France, en la personne du roi d'Angleterre Henri V et de ses successeurs, n'emportera aucune dépendance de ses sujets d'Angleterre. (Roll. Parliam. an 8. H. V. Titus, E. 4. — Bréq. t. LXXX.)

Item, priont les communes, seigneur Edward, nadgairs roy d'Engleterre, bisaiell nostre seigneur le Roy qu'ore est à son parlement, tenuz à Westminter le mesqerdy prochein après demi-caresme, l'an de son règne d'Engleterre le XIIII[e], et de Ffraunce primer, recherseant coment ascuns gentz entendantz que per reason que le roialme de Ffraunce fuist dévolut à luy come droit heir d'icelle; et pertant q'il fuist roy de Ffrance que le roialme d'Angleterre seroit mys en subjeccion de roy et de roialme de Ffraunce en temps à venir, ledit nadgairs roy, eiant regard à l'estate de soundit roialme d'Engleterre, et nommement de ceo qu'il n'estoit unqes ne devoit estre en subjeccion ne obéissance des rois de Ffraunce, que per le temps ount esté ne de roialme de Ffraunce, voillantz prevoier à la seurtée, unitée dedit roialme d'Engleterre et de ses lieges gentz d'icelle, voiloit, graunta et establyst pur luy, ses heirs et successours, per assent des prélatz, countes, barons et communes de sondit roialme d'Engleterre, en sondit parlement, que per cause de colour de ceo qu'il estoit roy de Ffraunce et que ledit roialme à lui appartenoit, comme dessuis est dit, ou qu'il luy fesoit nommer roy de Ffraunce en son estyle, ou q'il avoit chaungé son seal ou ses armes per mandement, q'il avoit fait ou ferroit de cell temps en avant, comme roy de Ffraunce, sondit royalme d'Angleterre, ne les gentz d'icelle, de quell estat ou condicion q'ils soient, ne serroient en null temps à venir mys en subjeccion

n'en obéissance de luy, ses heirs et successours, come roy de Ffraunce, ne à lui, ses heirs et successours, come roys de Ffraunce, come dessuis est, seroient subgetz ou obéissantz, eins serroient fraunches et quites de tout manère, subjeccion et obéissance suisditz, come ils soloient estre en le temps de ses progenitours, roys d'Angleterre, à toutz jours et come ore soit, ensi que nostre très-souverain seigneur le Roy, per la grace et puissant aide de Dieux et per son chevalrouse, diligent et penyble labour, est à present heir et regent dedit roialme de Ffraunce, et que après la mort de Charles, roy de Ffraunce, nostredit soverain seigneur le Roy et ses heirs serront roys de Ffraunce à toutz jours, la Dieux mercye; que please à très-noble et très-puissant prince le duc de Gloucester, gardeyn d'Angleterre, de ordeiner et establier per auctorité de cest present parlement, que lesditz graunt et establissement dedit nadgairs roy Edward, come dessuis est dit, soit affermez et gardez en toutz pointz, et outre ceo de ordeiner per l'auctorité suisdit, que per cause que nostredit seigneur le Roy est heïr et regent del roialme de Ffraunce, et q'il et ses heirs, après la mort dedit Charles, roy de Ffraunce, serront roys de Ffraunce; que per mandement que nostredit seigneur le Roy ad fait, ou il, ou ses heirs et successours ferront dès ore-en-avaunt, come heir et regent de roialme de Ffraunce ou roy de Ffraunce, que ledit roialme d'Engleterre ne les gentz d'icell, de quel estat ou condicion qu'ilz soient, ne soient en nul temps à venir mys en subgeccion, n'en obéissance de luy, ses heirs et successours, comme heir, regent ou roy de Ffraunce, ne à luy, ses heirs et successours, come heir, regent ou roy de Ffraunce, soient subgitz ne obeissantz, ainz qu'ils soient fraunches et quites de toutz manères, subgeccions et obéissance suisditz à toutz jours.

Soit le statuit ent fait, tenuz et gardez.

CCVIII. (31 juillet 1422.)

MANDEMENT

DE HENRI V, ROI D'ANGLETERRE,

AU MAITRE DES EAUX ET FORÊTS DU DUCHÉ DE NORMANDIE,

Pour faire jouir Étienne de Civeray, écuyer, de la commission qu'il lui a donnée de détruire les loups dans les vicomtés de Verneuil et de Conches, lui assignant, pour chaque loup ou louve qu'il tuera, 2 ou 4 deniers tournois par feu, à prendre sur les habitants desdites vicomtés. (Rym. Suppl. H. V, t. IV, n° 98. — Bréq. t. LXXX.)

Henry, etc. . . . . . . A nostre amé et ffeal chivaler, maistre et enquesteur des eaues et fforetz de nostre duchié de Normendie, ou à son lieutenant, salut.

Comme pour obvier aux doumages de noz subgez et aux inconveniens qui s'ensuyent de jour en jour, par la grant multiplication des loups et des loupves qui sont en plusieurs parties aux vicontez de Verneul et de Conches, et qui desjà y ont estranglé et devouré plusieurs creatures humaines et fait plusieurs autres doumages à noz subgez desdites parties, si coume entendu avons; nous, qui avons eue bonne rellation du sens et dilligence de Estienne de Civeray, escuier, à ycelluy mandons, commettons et donnons licence et povoir par ces presentes que, tant par luy que par ses aides, il puisse faire chasse ausdiz loups et louves, par tous les lieux et parties desdites vicontez où il en saura repaire, à forse de chiens, fillez, harnois et autres engins à ce loisibles, à ses despens, et pour ce faire lui avons ottroyé et ottroyons que pour chacun loup et chacune loupve qu'il prendra ou fera prendre, il aura, c'est assavoir : du loup, deux deners tournoys, et de la loupve IV deners, à prendre et avoir sur chascun feu des habitans et estans à deux lieues prez du lieu où ledit loup ou loupve aura esté prins, sanz y comprendre toutes foys les mendiens

ne les miserables personnes. Si vous mandons et enjoingnons que de nostredit ottroy et licence vous faites, souffrés et laissiez jouyr et user ledit escuier et ses aides, en contraignient ad ce toutz ceulx qui pour ce seront à contraindre, par telle voye qu'il n'y ait deffault, et luy faictes bailler à ses despens, par juste et raison pris qu'il paiera promptement, tout ce qui à faire lesdites prises sera necessaire; ces presentes après ung an non vallables.

Donné à Rouen, le derrein jour de juillet.

Semblables lettres ont les dessoubz escrips, c'est assavoir:

Henry de Guehebert, chivaler, ou bailliage de Costentin, à durer pour ung an.

Donné comme dessus, le XII[e] jour d'aoust.

CCIX. (Vers 1422.)

LETTRE

DE THOMAS DE BEAUFORT, DUC D'EXCESTER,

A L'ÉVÊQUE DE DURHAM, GRAND CHANCELIER D'ANGLETERRE,

Au sujet de la garde des prisonniers, spécialement du roi d'Écosse et de (Charles), duc d'Orléans. (Bibl. Cotton. Vesp. F. 3, fol. 5. — Bréq. t. LXXX.)

Très-reverend pere en Dieu et mon très-entierement bien amé, je vous salue très-sovent de parfait cuer, et savoir vuilliez que ajourd'huy me feurent bailliez par William Pope, porteur d'icestes, certains voz lettres dount la contenu j'ay bien entendu et vous esmercie très ad certes de cuer, et, très-reverend pere en Dieu, quant au contenu de la scedule dedems votredicte letre enclose, et savoir vuilliez que le Roy, mon très-redoubté souverain seigneur, m'ad escriptz de sa propre main certains articles concernans si bien la governance des Northmarches, comme la sauf-garde de ses prisonners, et en

especial le duc d'Orlians et le roy d'Escoce, come par les mesmes articles de ma main propre escriptz en une scedule et close dems icestes, avoir pourrez notice plus à plain. Pour quoy, très-reverend pere en Dieu, je vous en prie affectueusement de cuer que sur ce communiquer vuilliez avec mon très-honneuré seigneur le duc de Bedford, garden d'icest realme, à qui j'ay escript sur ce aussi mes letres, et que, par son bon advis et le votre, il soit aurdenné que mes trez-amez nepveu et frere les contes de Northumberland et Westmerland soient garniz à venir pardevers la haultesse de mondit seigneur de Bedford, affin que sur ladicte governance ils pourront donner leur bon advis, et le plus tost que bonement faire se pourra, et quant à la saufgarde des prisonners susdits, que leurs gardens aient en estroit comandement de par mondit seignur q'il les gardent au mieulx et plus sures qui aucunement ce pourront, selonc l'advis de mondit seignur et le vostre, et en especial que Robert Watreton ait en manndement de par mondit seignur à garder le duc d'Orlians, selon ce qu'en ladicte scedule est contenu : autres ne sçay à present, mès, s'il plest à mondit seignur par vostre advis que je veignisse pardevers lui, briefment le me vuilliez faire assavoir, et je viendray le plus tost que aucunement pourray, non obstant que ma brief demourance yci me serroit singuler case, bien toutes voies mon hastif passage as parties de par delà, em priant la benoite Trinité qu'il vous doint trèsbone vie, à vostre plaisir pardurablement est durer.

Escript à mon manoir de Westhor. . ., le II[e] jour de moys de mars.

LE DUC D'EXCESTRE,

CONTE DE DORSET, ADMIRAL D'ANGLETERRE, GUIENNE ET D'IRLANDE.

N. B. Cette lettre fut copiée sur l'original en parchemin; elle paraît avoir été écrite au commencement du règne de Henri VI, roi d'Angleterre, après que le duc de Bedford eut été nommé *protecteur* (*garden*), ce qui arriva en 1422, peu après la mort de Henri V; le duc d'Excester mourut en 1426.

On lit au dos une partie de l'adresse, dont l'autre partie a été coupée, et ce qui reste ne peut même se distinguer qu'à travers le papier contre lequel le revers de cette pièce est collé. La partie de l'adresse qui subsiste est conçue ainsi : *Au très-révérend père en Dieu . . . . . . évêque . . . . . . d'Angleterre . . . . . .* Une main moderne a écrit au bas de la lettre cette même adresse en ces termes : *Episcopo Dunalmensi, cancellario Angliæ.* B.

CCX.

(23 janvier 1423.)

LETTRE

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Qui ordonne à l'évêque de Durham, son chancelier, de faire confirmer une autre lettre de Henri V, par laquelle il accordait à Roger Passage quatre deniers par jour de rente viagère, pour avoir fait prisonnier Olivier de Mauny, chevalier. (Rym. Suppl. H. VI, t. IV, n° 188. — Bréq. t. LXXX.)

Henry, par la grace de Dieu, roy d'Engleterre, de France, et seignur d'Irlande, à honurable piere en Dieu l'evesque de Duresme, notre chanceller, saluz.

Nous volons, de l'assent de nostre grant consail, et vous mandons que veues les lettres-patentes de nostre très-chier seigneur et piere le Roy, qi Dieux assoille, par lesqueles il granta nadgairs à Roger Passage, pour le bon service qu'il avoit fait et ferroit à nostredit piere, et aussi porce qu'il prist Olivier de Mauny, chivaler, prisoner à mesme nostre seigneur et piere, quatre deniers par jour, à prendre pur terme de sa vie des issues et profitz provenantz du contée de Surrey, par les mains du visconte d'icelle, par le temps esteant, si come par lesdictes letres apparoir purra plus au plain, mesmes les letres selonc le purport d'icelles facez sanz ceste parole *concedimus*, approver, ratifier et confermer par noz lettres-patentes ent affaire des. . . . . onc seal en due forme sanz fin en prendre, à nostre oeps en fesant entre avoir à l'avant dit Roger nos briefs *ne liberate et allocate* à ce que lui es adereré de les quatre deniers journalx susditz.

Donné souz nostre privé scel, à Westminster, le xxiii[e] jour de janvier, l'an de nostre regne primier.

CCXI. (3 novembre 1423.)

1°

MANDEMENT

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Pour faire payer à Th. Burton les dépenses qu'il avait faites pour le comte d'Eu, Arthur de Bretagne et le maréchal de Boucicault, prisonniers, pendant le temps qu'ils avaient été en sa garde;

2°

NOTE

Sur la somme et le payement desdites dépenses. (Rym. Suppl. H. VII, t. I, n° 3. — Bréq. t. LXXX.)

Henry, par la grace de Dieu, roy d'Angleterre et de France et seigneur d'Irlande, as tresorer et barons de notre eschequier, saluz. Monstrés ad à nous et à nostre consail notre chier et foial chivaler, Thomas Burton, coment par comandement de notre très-chier seigneur et piere le Roy, qui Dieux assoille! il avoit en sa garde le conte de Yew, Arthur de Breteyn et Bursegaud, le mareschal de notre roiaume de France, prisoners audit notre piere, de la quinzisme jour de juyn, l'an du regne de nostredit piere quint, tanque au vynt et septisme jour de feverer l'an du regne de nostredit piere septisme; et fuist ordeneez par nostredit seigneur et piere, et par avys de son consail, pour leux sustenance et garde, pour le temps de les sejournes, trente souldz le jour, et quant par comandement de mesme nostre piere, ou par avis de son consail, ils chivacherrient, leur feust ordeinez trente et trois souldz et quatre deniers le jour, et coment auxi que ledit Thomas regardant que lesditz prisoners pourroient estre trouvez au meindre charge et coustages de nostredit piere, certiffier

le tresorier d'Engleterre adonques esteant, et relessa de ladicte somme de trente souldz le jour, sys souldz et oyt deniers, lesquels sys souldz et oyt deniers, de ladicte quinzisme jour de juyn ledit an quint, tanque audit vynt et septisme jour de feverer ledit an septisme, amountent plus que trois centz livres, et lui accorda avec ledit tresorer pour ledit temps de leur sejourne, pour vynt et trois souldz et quatre deniers le jour, pour lesqueux coustages il ad receuz diverses graundes sommes amontantz plus que noef centz livres, de ledit tresorier, par voie d'apprest, lesqueux courgent de jour en aultre en demande sur ledit Thomas, en nostredit eschequer, à son grande damage, dont il nous ad suppliez de remedie convenable en cest partie, et pour tant que à nous et à nostredit consail est donné creablement à entendre que fuist accordé par entre ledit nostre seigneur et piere et le suisdit Thomas qu'il prendroit journelement, pour la garde desditz prisonners, quant ils sejournoient, trente souldz, desquelx il relessa après sys souldz oyt deniers, issint q'il devroit prendre, le jour, vynt et trois souldz quatre deniers pour la garde desserdit comt devant, et aussi trente et trois souldz quatre deniers, quant ils chivaucheroient par comandement de mesme nostre seigneur et piere ou de son consail. Si volons, de l'advis et assent de nostredit consail, et vous mandons que vous acontez duement ovec ledit Thomas, par son serment, si bien de les vynt et trois souldz quatre deniers le jour, pour la sejourne desditz prisonners, de ladite quinzisme jour de juyn, ledit an de notredit piere quint, tanque au vynt et septisme jour de feverer ledit an de mesme nostre piere septisme, comme de les trente et trois souldz et quatre deniers le jour dessus expressées et de les deniers par luy receuz; par celle cause faisant à lui deue alloieance par mye sondit serement de les promisses, selonc ce que l'ordre d'acconte requiert et demande, et de tout ce que par icelle acconte vous troverez estre resonablement duz audit Thomas certifiez distinctement et apertement nostredit consail, reenvoient outre ce cestes noz lettres.

Donné soubz notre privé seel, à Westminster, le tierce jour de novembre, l'an de notre règne second.

Irrotulatur termino Sancti Michelis, anno secundo, rotulo xiii°.

Prætextu brevis hujus computum est ad scaccarium computorum cum Thoma Burton, chivaler, infra scripto, tam de custubus et expensis per ipsum Thomam habitis, circa custodiam et sustentationem comitis de Yew, Arturi de Bretayne, et Bursegaud, marescalli Franciæ, prisonariorum domini Henrici nuper regis Angliæ, patris Regis nunc, quam de denariis Regis per eundem Thomam ea de causa receptis, a xv° die junii, anno quinto dicti nuper regis, usque xxvii diem februarii, anno vii° prædicti nuper regis; qui quidem computus irrotulatur registro primo Henrici V, recto, computorum. Debentur ei per computum prædictum clxxviii libræ x solidi x denarii.

CCXII. (1423.)

NOMS

DES SEIGNEURS FRANÇAIS TUÉS A LA BATAILLE DE CRAVANT.

FRENCHEMEN SLAYNE AT THE BATAILLE OF CRAVANT.

Conte Vantadour.
Conte Lestrake.
Conte Commynges.
Conte Tonnere.
Sir Cognart, camerario.

N. B. On a mis à la suite de cette liste celle des noms des principaux officiers écossais tués ou faits prisonniers dans cette affaire, où les Français perdirent huit mille hommes, tant morts que prisonniers; dans ce nombre sont compris les Écossais.

B.

CCXIII. (31 janvier 1424.)

1° REQUÊTE

DE THOMAS CUMBERWORTH,

CHEVALIER,

AU CONSEIL DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

QUI L'AVAIT ÉTABLI GARDIEN DU DUC D'ORLÉANS,

Pour obtenir une augmentation de gages;

2° ORDONNANCE

Par laquelle on lui alloue XXVI sous VIII deniers par jour, à compter de la fête de Saint-Étienne jusqu'à la Chandeleur. (Rym. Suppl. Mss. H. VI, t. Ier, n° 16. — Bréq. t. LXXXI.)

I.

Unto the full high and myghty prince the duke of Gloucester, and to alle the worthy lordes of the gracious counseill of oure soverain lord the kyng.

Beseches mekelich Thomas Cumburworth knight, that ille like unto youre full worthy and gracious lordeshippes to ordeigne and graunte that the said besecher over hys dayly wages may have of rewarde and paiement XXVI^s VIII^de of the day, fro Seint Stephen day in Christmas weke laste passede, unto the feste of Candelmasse than next followynge, for the expend and bryngyng hider of the duke of Orlyaunce abidyng here and ledyng hym hoom ayein by youre commaundement and also that itte like unto your gracious lordeshippes, to consider the grete charge and labour of the saide besecher, and that for the love of godde and in the way of charitee.

II.

Ultimo die januarii, anno secundo, apud Westmonasterium, concessa fuit præsens supplicatio in forma qua petitur, et quod inde fiat warantum thesaurario et camerario pro solutione xxvi solidorum viii denariorum de regard, a die Sancti Stephani ultime preteriti usque ad finem Purificationis ex tunc proxime sequentis, quolibet die, utroque, etc.. . . . pro custode ducis Aurelianensis, etc..

Præsentibus dominis duce Gloucester; archiepiscopo Cantuariensi; Londonensi, Wyntonensi et Norwicensi episcopis; Cromewell, cancellario et thesaurario.

CCXIV. (11 février 1424.)

1° REQUÊTE

DU LIEUTENANT DE LA TOUR DE LONDRES

A HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Pour obtenir des sauf-conduits pour divers prisonniers français y nommés, afin qu'ils puissent aller travailler à leur rançon;

2° NOTE

Sur la réponse faite à ladite requête. (Rymer, Suppl. mss. H. VI, t. Ier, n° 6. — Bréq. t. LXXXI.)

AU ROY NOSTRE SOVERAIN SEIGNEUR.

Supplie humblement Robert Scot, lieutenant de vostre Tour de Londres, que vous please, dignant de l'avis et assent de vostre conseil, voz lettres sévérales de vostre seur et sauf-conduyt, desouz vostre graund seal, en due fourme, à durerz par troys moys prochein venantz, pour Guilhem de Fossy, John Choisel, Guyat de Promie, John de Busse, Guilhem Lemperour, Jaket Owdet, Robert Tawtot, le bastard

de Mawney, Colin Gavel, William Nosye, Piers de Poien, Imbard, chevalier Bawde de Lavale, Piers d'Alby, Robert Wallet de Mounteneye, Pereton de la Servoise, Simon de Countes, John Garden, Gabriell de Marsellys, Simon Damlieu, Simon de Moures, Guillot de Mericot, et pour Denis de Semlys, plegges audit Robert Scot, pour autres prisoners déliverez de présent esteantz en vostre roiaume d'Engleterre, pour passer hors d'icelle vers queux parties que leur plerra, pour quere leur finance, et pour retournir en vostredict roiaume pour paier lourdite finance, saunz destourbance ou empeschement queconque, pour Dieu et en oeur de charité.

XI° die februarii, anno secundo, apud Westmonasterium, concessa fuit presens supplicatio in forma qua petitur, et mandatum quod inde fiat warantum cancellarii de faciendo litteras patentes ut in forma.

Præsentibus dominis duce Gloucester; archiepiscopo Cantuariensi; Londonensi, Wyntonensi, Norwicensi et Wygicensi episcopis; comite Warrwicæ; Cromwell, cancellario, thesaurario et custode privati sigilli.

CCXV. (7 mai 1424.)

VIDIMUS

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

ET CONFIRMATION DES LETTRES D'ÉDOUARD III,

Sur les monnaies de Guyenne. (Rymer, Suppl. mss. H. VI, t. I[er], n° 31. — *Rot. Vasc.* an. 2°, H. VI, membr. 1°. — Bréq. t. LXXXI.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem.

Inspeximus irrotulamentum quarumdam literarum patentium domini Edwardi, nuper regis Anglie, progenitoris nostri, in rotulis cancellarie sue irrotulatarum, in hec verba :

« Edwardus, Dei gratia rex Anglie et Ffrancie, et dominus Hibernie, omnibus ad quos presentes litere pervenerint, salutem :

« Volentes quieti et tranquillitati operariorum et monetariorum nostrorum in ducatu nostro Aquitanie, ut circa operationem et cussionem monetarum nostrarum liberius intendere valeant, providere, concessimus, pro nobis et heredibus nostris, quantum in nobis est, operariis et monetariis super operatione et cussione monetarum nostrarum in dicto ducatu commorantibus, quod ipsi, de omnimodis centesimis, quinquagesimis, vicesimis, quintis decimis, decimis et aliis quotis taxationibus, tallagiis, contributionibus et aliis oneribus quibuscunque super ipsos operarios et monetarios, dum monetis nostris sic operandis et cudendis continue intenderint, ratione hostis, cavalcatus, aut alterius cause cujuscumque, ex nunc imponendis vel assidendis nobis aut ministris nostris, seu aliis præstandis, exonerati sint penitus et quieti; et quod iidem operarii et monetarii, super dictis operatione et cussione monetarum continue residentes, in omnibus casibus, nisi casu criminis, coram præposito monetarum prædictarum, et non alibi, placitent et placitentur, prout monetarii nostri, tam in regno nostro Anglie quam in dicto ducatu, de hujusmodi quotis et omnibus quieti esse, et coram custode sive præposito monetarum nostrarum, et non alibi, excepto casu criminis, placitari et placitare ante hec tempora consueverunt. In cujus rei testimonium has literas nostras fieri fecimus patentes. Datum in palatio nostro, apud Westmonasterium, primo die decembris, anno regni nostri octavo. »

Nos autem, dictas literas præfati progenitoris nostri, de hujusmodi quietanciis et libertatibus minime revocatis, de avisamento dominorum spiritualium et temporalium regni nostri Anglie, in parliamento nostro apud Westmonasterium, anno regni nostri primo tento, existentium, approbamus, ratificamus et confirmamus, prout litere prædicte rationabiliter testantur, et prout iidem operarii et monetarii eis, uti debent, ipsique et prædecessores sui operarii et monetarii super operatione et cussione monetarum prædictarum, quietanciis et liberta-

tibus prædictis, a tempore confectionis literarum prædictarum huc usque rationabiliter uti et gaudere consueverunt. In cujus, etc. Teste Rege. Apud Westmonasterium, VII° die maii. Per breve de privato sigillo.

CCXVI. (6 février 1426.)

MANDEMENT

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Pour s'opposer aux entreprises des sujets du duc de Bretagne, qui semblaient menacer l'Angleterre d'une invasion avec une flotte considérable. (Rymer, Suppl. mss. H. VI, t. Ier, n° 96. — Bréq. t. LXXXI.)

Rex dilectis sibi Johanni Newenham, Johanni Laurence, Johanni Haynowe et Ludowico Mewys, salutem :

Sciatis quod in resistentiam quorumdam subditorum ducis Britannie, cum magna classe navium supra mare existentium, et diversas partes regni nostri Angliæ, contra pacem finalem inter regna Ffrancie et Anglie tractatam et conclusam, invadere et impugnare intendentium, ut accepimus; assignavimus vos tres et duos vestrum ad omnes homines defensabiles in insula Vetta, costeris maris vicinius commorantes, de tempore in tempus, quotiens opus fuerit, meliori apparatu suo, pro tuitione et defensione patriæ, ibidem venire faciendi et monstrandi, et eis ut continue sint prompti et parati in resistentiam inimicorum nostrorum ex parte nostra firmiter injungendi, et eos ad hoc, si necesse fuerit, compellendi.

Et ideo vobis mandamus quod circa præmissa diligenter intendatis, et ea faciatis et exequamini in forma prædicta. Damus autem universis et singulis vice-comitibus, majoribus, ballivis, constabulariis et aliis officiariis, ministris, ligeis et subditis nostris quibuscumque, tam infra libertates quam extra, tenore præsentium, firmiter in mandatis quod vobis tribus et duobus vestrum, in executione præmissorum

intendentes sint, consulentes et auxiliantes in omnibus diligenter. In cujus, etc. Teste Rege. Apud Wesmonasterium, vi° die ffebruarii.

Per consilium.

N. B. Il y a des lettres à peu près semblables adressées au prieur de Plympton, etc. datées de Westminster, le 21 avril.

CCXVII. (3 août 1426.)

1° SAUF-CONDUIT

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Pour Jean de Rochechouart, Hugues de Saint-Mars et Hugues Perryer, qui devaient passer en Angleterre pour conférer avec le duc d'Orléans, qui y était prisonnier.

2° AUTRE SAUF-CONDUIT

Pour le même objet. (Rymer, Suppl. mss. H. VI, t. Ier, n° 115. — Bréq. t. LXXXI.)

I.

Rex per literas suas patentes, per quatuor menses proxime futuros duraturas, suscepit in salvum et securum conductum suum ac in protectionem, tuitionem ac defensionem suas speciales, Johannem de Rochechouart, dominum de Mortemer, militem; Hugonem de Seint-Mars, armigerum, et magistrum Hugonem Perryer, secretarium, in regnum regis Angliæ cum duobus servientibus et tot equis, ac aliis bonis et hernesiis suis, ad communicandum et colloquium habendum cum duce Aurelie, prisonario nostro, de et super certis negotiis, materiis et aliis agendis ipsius ducis, veniendo, ibidem morando, perhendinando et conversando, et exinde versus partes proprias, absque impedimento vel perturbatione quacumque, redeundo, proviso semper quod prædicti Johannes et Hugo ac servientes sui prædicti, bene et honeste se habeant et gerant erga Regem et populum suum; et quicquam quod in Regis seu populi sui præjudicium vel

dampnum cedere valeat, non attemptent vel attemptari faciant, et quod ipsi aliquod castrorum, fortaliciorum vel villarum Regis firmatarum minime ingrediantur, absque eo quod ipsi præsentes literas Regis salvi-conductus, capitaneis, castellanis, constabulariis, majoribus, ballivis seu custodibus eorumdem primitus demonstrant, quod ipsi existentes in aliquibus castris, villis seu locis Regi obedientibus, quicquam quod contra tractatum pacis finalis inter regna regis Ffranciæ et Angliæ factum et conclusum cedere valeat, per se vel per alios, palam vel occulte, minime dicant, scribant vel procurent quovismodo.

Teste Rege. Apud Gloucest. . . ., IIIº die augusti.

Per consilium.

II.

Rex per literas suas patentes, per quatuor menses proxime futuros duraturas, suscepit, etc. . . . Johannem de Mouchy, servientem ducis Aureliæ, in regnum regis Angliæ ad præsens; in regnum regis Ffranciæ, pro certis negotiis ipsius ducis ibidem faciendis transeundo, et exinde in regnum regis Angliæ redeundo, etc.

Teste. . . . . (ut supra).

CCXVIII. (19 mai 1427.)

COMMISSION

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Pour veiller à la défense des côtes du Devonshire menacées d'une invasion par les sujets du duc de Bretagne. (Rymer, Suppl. mss. H. VI, t. II, nº 2. — Bréq. t. LXXXI.)

Rex dilectis et fidelibus suis Thome Carrewe, militi; Roberto Chalons, militi; ac dilectis sibi Richardo Haukeford, armigero; Philippo Courtenay, armigero; Roberto Cary, armigero, et Johanni Crokker de Lyram, salutem.

Sciatis quod in resistentiam quorumdam subditorum ducis Britanniæ, cum magna classe navium supra mare existentium et diversas partes regni nostri Angliæ, contra formam pacis inter carissimum dominum et patrem nostrum defunctum et illos de Britannia nuper inite et tractate, invadere et impugnare intendentium, ut accepimus, assignavimus vos quinque, quatuor, tres et duos vestrum, ad omnes homines defensabiles comitatus Devonshire, costeris maris vicinius commorantes, etc.... (Ut supra, n° CCXV.)

In cujus, etc. Teste Rege. Apud Westmonasterium, XIX° die maii.

CCXIX.

(4 juillet 1429.)

ASSIGNATION

PAR HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

D'une somme de 5,000 marcs sur le premier payement de la rançon du duc de Bourbon, pour la solde de la garnison de Calais et des places voisines. (Rymer, Suppl. mss. H. VI, t. II, n° 114. — Bréq. t. LXXXI.)

Quarto die julii, anno VII°, apud Westmonasterium, concordatum fuit per dominos de consilio quod, pro eo quod ubi dominus Rex, de avisamento consilii sui, alias fecit assignationem, pro solutione soldatorum castri et villæ Calesiæ ac aliorum castrorum in marchiis ibidem, de summa decem millium marcarum, super solutione per regem Scotiæ, virtute appunctuamenti inter Regem et eundem regem Scotiæ facti et concordati, tunc ut per eundem regem Scotiæ promittebatur in proximo Regi fiendi dicta summa x millium marcarum per eosdem soldanda, recipi nec adquiri poterit; Dominus Rex, de avisamento consilii sui, mutavit dictam assignationem, et concessit de novo eisdem soldariis assignationem quinque millium marcarum super prima solutione per ducem Burboniæ in partem solutionis financiæ suæ Regi, fiendam; et ad satisfactionem, pro præsenti eorum necessitati in parte,

concessum fuit quod fiat warantum thesaurario et camerario de solvendo Richardo Bokeland, thesaurario Calesiæ, III^c libras in partem solutionis summe prædicte eis super solutione ducis Burboniæ, ut præmittitur, fiendæ, ut in forma.

CCXX. (20 décembre 1429.)

1° LETTRE

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

A LA VILLE DE PARIS,

Pour l'exhorter à lui demeurer fidèle et l'assurer d'un prompt secours;

2° NOTE

Sur les autres lettres semblables écrites aux autres villes de France. (Rymer, Suppl. mss. H. VI, t. II, n° 109. — Bréq. t. LXXXI.)

DE PAR LE ROY.

Chiers et bien amez, après plusieurs notaries remonstrances qui nous ont esté faictes de par deçà, du très-piteux et douloureux estat de nostre royaume de Ffrance, acquel noz bons et loyaulx subgetz ont de longtemps esté, et encores sont plus que ovengs, mais très-durement traictez et opprimez par Charles de Valois, nostre adversaire et ses adhérens, dont grant plaintes et lamentables clameurs sont venues et viennent presque chacun jour à nostre congnoissance, en requérant très-instamment et humblement nostre aide et secours, avons esté acertenez de la grant patience an laquerre aver vo.. .tement et de voz loyaultez envers nous, et persévérez constamment en attendant nostre venue, ayde et secours, comme vrays loyaulx subgiez dont *lurlune* est pour pars seulement: Nous rendons graces à Dieu et en sommes très-contents; et pource que à vouz et à tout humain et raisonable entendement est assez notoire et évident que nostre

jeune et tendre aage n'a peu encores soufrir que en personne vous soions alé secourir, toutes voyes, pour la grant compassion et amère douleur que avons en nostre cuer de vestre doloure estat; confians en la grace et divine conduite de nostre benoist créateur, avons voulu nagaires prendre et recevoir, en nostre royaume d'Angleterre, ce seint sacre et couronne d'icelui, et ce fait délibérer et conclurre en nostre parlement, derenièrement par nous tenu, de aler en personne très-briefment en nostredit royaume de Ffrance, accompaignié si puissamment, si que nous espérons, à l'ayde de Dieu le tout-puissant, en ceste nostre première armée mettre la guerre si loing de vous tous, que avant nostre retour par deçà verrons nostre bon peuple de Ffrance vivre, labourer et marchander en bonne paix et transquillité. Pourquoy vous requérons en ouez affection que, considéré nostredicte ales.. persévérer en vos dictes loyaultez, sans vous en desmouveoir en aucune manière, saichans certainement que se ainsi le faictes, tielement le recognoistrons à vostre grant honneur et pourfit et à la confusion desdits ennemis, comme par ce tous aultres prendront.... example de bien faire.

H. cardinalis, H. Cantuariensis, J. Eborun., cancellarius.

A nos chers et foiaulx les prévost des marchans ou eschevins, burgois, manans et habitants de nostre bone ville de Paris.

Semblablement (*mutatis mutandis*) as aultres villes :
A nos chers et foiaulx les burgois, manans et habitants de nostre ville de Rouen; et as autres villes *in pari forma*.

N. B. Rymer ne dit pas de quel manuscrit de la Bibliothèque Cottonienne il a tiré cette pièce. B.

CCXXI. (1429.)

1° INSTRUCTION

DONNÉE A NICOLAS VILLESTON,

Envoyé par le roi d'Angleterre (Henri VI) auprès du pape, pour l'engager à pacifier les troubles de la France.

2° ARRÊTÉ

Que cette instruction serait envoyée à Robert Fitz-Hugues, qui serait substitué audit Villeston. (Biblioth. Cotton. Cleopatra, E. 3. — Bréq. t. LXXXI.)

I.

Credencia commissa magistro Nicholao Villeston, legum doctori, declaranda domino nostro Summo Pontifici ex parte devoti filii sui domini Regis, etc.

Exponet idem magister Nicholaus quod dominus noster Rex informatur et intelligit principes quosdam fuisse et esse dispositos ad . . . partes suas pro pacificatione et cedatione guerrarum et discensionum a diu et adhuc turbantium regnum suum Ffrancie; et quod, vel jam... vel in proximo, decreverunt instare penes Sanctitatem suam, ad hoc quod eadem Sanctitas quosdam ex reverendissimis patribus dominis sacri collegii cardinalibus in dictum regnum Ffrancie transmittere velit; qui et præfati principes, uti mediatores et amici pacis et parcium collaborare . . . . ut ad effectum superius memoratum pro tanto supplicat regia celsitudo quod, si que hujusmodi instancie sue Sanctitati hactenus facte fuerunt vel deinceps fient, si et quando eadem sua Sanctitas eisdem instantiis censebit annuendum, tales ex dictis reverendissimis in Christo patribus transmittere dignetur mediatores, qui se hactenus adversario domini nostri Regis in regno Ffrancie non

exhibuere contra partem domini nostri Regis favorabiles, et quos nulla ratio legitima merito reddere valeat domino nostro Regi suspectos: quoniam si aliter fieri contigerit, quod non speratur, non erunt idonei mediatores in hac parte; quin pocius de verisimili obstaculum darent et impedimentum quicquam utile aut fructuosum in dicto negocio concludendi seu concordandi.

Item, quia ubi et quando de pacificatione dictarum guerrarum tractatus haberetur, sicut et in aliis magnis et arduis rebus et negotiis, regem et regna sua concernentibus, persona reverendissimi in Christo patris et domini cardinalis de Anglia, que per triginta annos et amplius interessendo consiliis regiis studiose tractavit negocia regia, ea statumque Regis et regnorum suorum habet notissima, ad hoc sicut et alia multiplici respectu eidem domino Regi necessaria, modis omnibus censetur, et oportuna qua præmissorum consideratione in dicti deductione negocii et alias nullatenus commode destitui posset seu carere. Idcirco, suam benedictionem cum omni filialis devocionis humilitate deprecatur idem dominus noster Rex, quantinus sua Sanctitas non egre sed eque ferre quod prefatus dominus cardinalis, saltim ad tempus, vacet et intendat, tam in Ffrancia quam alibi, magnis et arduis negociis regiis, et præsertim quod hiis quæ in negocio pacificationis antedictæ tractari contigerit, personaliter possit interesse.

Item, si per sanctissimum dominum nostrum fiat contestatio quemadmodum dominus noster Rex prefatum dominum cardinalem dicto negocio intendere vellet seu interesse, videlicet an sicut mediatorem, vel pro ipso domino Rege sicut partem, respondeatur quod quoquo ex hiis duobus modis complacebit sue Sanctitati, ita tamen quod si propter propinquitatem sanguinis vel locum originis, aut alia fortasse rationabili de causa, non videbitur sue Sanctitati personam ejusdem domini cardinalis indifferentem reputandam in tractatu dicti negocii, nec ipsum idcirco proprium aut congruum mediatorem, valeat ad minus dicto tractatui interesse pro domino nostro Rege.

Item, quia fama laborat quod pars dicti adversarii, quo magis seducere valeat subditos domini nostri Regis, et spreto fidelitatis et ligianciæ vinculo quo domino nostro Regi tenentur in obediencia sua, se divertant instare, constat penes suam Sanctitatem pro quibusdam illicitis exorbitanciis domino nostro Regi nimis prejudicialibus sicuti absolutionibus a juramentis et similibus quæ scandalum generarent, quibus tamen non creditur suam benedictionem quomodolibet annuere velle vel assentire; regia celsitudo super hoc advisat suam Sanctitatem, ex intimis supplicando quatinus nulli petitioni que statum ipsius domini Regis aut regnorum suorum in præmissis vel aliis ledere posset, exauditionis aurem accomodare velit aut inclinare.

N. B. On a collé au bas de cette pièce une bande de parchemin contenant ce qui suit, et qui paraît être relatif à la pièce, quoique d'une écriture différente. B.

II.

Quinto die januarii, anno viii°, apud Westmonasterium, concordatum fuit quod magister Robertus Ffitz-Hugh, procurator Regis in curia, exponet istam credenciam infra scriptam domino summo Pontifici, et quod iterum scribatur et committatur sibi executio ejusdem, et non magistro Nicholao infra scripto, quod sibi committuntur alia pro Rege exequenda, et quod fiat warantum thesaurario et camerario de solvendo Alexandro Fferentyne, pro mittendo nuncio usque curiam ad predictum Ffitz-Hugh, procuratorem Regis, cum ista instructione et literis credencialibus domino Pape directis.

N. B. Nous avons transcrit les deux pièces ci-dessus sur l'original en parchemin; on lit au haut de la première, d'une encre et d'une écriture récentes, la date du 5 janvier de l'an viii de Henri VI (5 janvier 1430). B.

CCXXII. (1er mars 1431.)

ARRÊTÉ

Pour envoyer 4,000 livres au roi d'Angleterre en France et pour délivrer un sauf-conduit afin d'escorter et transporter cette somme à Dieppe ou ailleurs. (Rym. Miscell. t. II, n° 12.— Bréq. t. LXXXI.)

Primo die martii, anno IX°, apud Wesmonasterium, concordatum fuit quod custos privati sigilli faciat thesaurario et camerario regis garrantum ad deliberandum Thome Gloucestri et Johanni Thorley, de hospitio regis, IV millia librarum, ad deferendum domino Regi in regno suo Ffranciæ existenti, sub aventura Regis, et ad deliberandum dictas IV millia librarum thesaurario guerrarum, seu ejus deputato sufficienti, vel alicui alteri personæ per consilium Regis ibidem deputandæ.

Item, pro salvo conductu dictæ summæ a villa de Wynchelsay usque villam de Diepe, vel ad alium locum ubi contigerit applicari, pro duobus navibus et centum sagittariis, præter marinarios et ministros earumdem navium, una cum eorum vadiis et regardis, talem summam qualem videbitur discretioni ipsius thesaurarii faciendum.

CCXXIII. (1432.)

LETTRE
DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,
A LA VILLE DE PARIS,

En lui envoyant le duc de Bedfort pour la secourir. (Rym. Suppl. H. VI, t. III, n° 116. — Bréq. t. LXXXI.)

De par le Roy.

A noz très-chiers et bien-amez les prévost des marchans, bourgois et habitans de nostre bonne ville de Paris.

Très-chiers et bien-amez, nous avons receu pluseurs voz lettres par lesqueles nous signifiez bien au long la nécessité et piteux estat où vous estes, par les griefves oppressions et maulx innumérables que vouz font continuellement noz ennemiz, dont nouz souffrons en nostre cuer assez douleur pour la grant compassion que en avons et bien l'en devons avoyr, car nous congnoyssons véritablement que tout est pour voz loyaultez garder envers nous; Dieu le tout-puissant nous doint grace que de tant vivre que le recongnoissons selon nostre désir, car moiennant sa divine grace nous le ferons en temps et en lieu, telement que en devrez estre contens; et pour ce, très-chiers et bien-amez, vous requérons et prions que veuillez continuer en attendant nostre très-chier et très-amé oncle le gouvernant et régent notre roiaume de France, duc de Bedfort, lequel, après la grand diligence qu'il a faicte par deçà pour s'en retourner, vous renvoyons, accompaigné de noble armée et gens de guerre qui très-briefment passeront pour vous secourir et allégier desdites oppressions où avez longuement esté à notre très-grant douleur et desplaisance; et au surplus de ce que nous avez escript, nostredit bel oncle, venu par delà, il fera tant que on sera par raison content. Donné, etc.

Calot.

CCXXIV. (12 février 1433.)

1° ORDONNANCE

DU CONSEIL D'ANGLETERRE,

Qui accorde au duc de Glocestre les biens qui avaient appartenu à Bernard de Lesparre

2° AUTRE

Qui accorde au même duc les biens qui avaient appartenu à Pons de Castillon.
(Rym. Suppl. H. VI, t. III, n° 169. — Bréq. t. LXXXI.)

Duodecimo die februarii, anno XI°, apud Westmonasterium, domini de consilio considerantes quomodo castra, dominia, etc. quæ fuerunt Bernardi de Lesparre, nuper domini de la Barda, in ducatu Regis Aquitaniæ, per comitem de Longavilla, dominum de Monte-Ferrando et alias personas jus ad eadem prætendentes, de facto licet, non de jure, ubi Rex eadem possidere deberet, detinentur injuste, secundum quod per episcopum Aquensem et Bernardum Angevin, consiliarios regios nuper de Burdigala venientes, hic reportabatur; et ne dicta castra, dominia, etc. in tenera etate Regis per iniquum et subornatum processum, ut est verisimile, quod fiet, a regiis manibus evincantur, concesserunt prædicta castra, dominia, etc. cum suis juribus et pertinentiis universis, etc. carissimo avunculo suo Humfredo, duci Gloucestris, et hæredibus suis masculinis de corpore suo legitime procreatis, ne jus regis totaliter in ea parte depereat, ut timetur, prout per quandam supplicationem in filacio in officio privati sigilli remanentem plenius poterit apparere.

Eodem die, ibidem, prædicti domini de consilio concesserunt præfato duci Gloucestris et hæredibus suis masculinis, castra, dominia, terras, tenementa, etc. quæquæ nuper fuerunt domini Poncii de Castillon, in dicto ducatu regis Aquitaniæ, absque prædicta considera-

tione in literis inde conficiendis ponenda, prout etiam per quandam supplicationem in dicto filacio remanentem plenius poterit apparere.

CCXXV. (25 mai 1433.)

ORDONNANCE

DU CONSEIL D'ANGLETERRE,

Qui autorise le duc d'Orléans, prisonnier en Angleterre, à s'obliger au payement de 2,000 écus en or à Jean de Cornouailles, etc. (Rym. Suppl. H. VI, t. III, n° 181.— Bréq. t. LXXXI.)

XXV° die maii, anno XI°, apud Fratres predicatores Londoniæ, lectum et concessum fuit proximum sequens actum, per dominos de consilio, et mandatum fuit quod super inde fiant literæ seperales, sub privato sigillo regio cancellariæ Angliæ, de fieri facere literas; ut in dicto acto desideratur, etc. (Suit le texte de l'ordonnance.)

CCXXVI. (7 août 1433.)

LETTRE

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il défend à tous bourgeois de Bordeaux de contracter aucun engagement avec les barons et autres seigneurs de Guyenne, sous peine de perdre leur droit de bourgeoisie. (Rym. Suppl. H. VI, t. III, n° 187. — Bréq. t. XXXVIII.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem.

Ex parte dilectorum et fidelium nostrorum locum tenentis juratorum triginta et trecentorum consiliariorum et communitatis civitatis nostræ Burdegalensis, nobis et concilio nostro est ostensum

qualiter, a modico tempore huc usque, barones et alii domini ducatus nostri Aquitannie plures et diversos burgenses civitatis nostræ prædictæ sibi per alligantias, juramenta et aliter attraxerunt et in dies sibi trahunt, in nostri ac civitatis nostræ prædictæ dampnum non modicum et gravamen; unde pro summo bono et proficuo nostris ac civitatis nostræ prædictæ et reipublicæ, nobis supplicarunt ut pro remedio in hac parte oportuno providere dignaremur; nos præmissa considerantes pro bono et commodo nostris ac ejusdem civitatis nostræ et reipublicæ, de gratia nostra speciali ac per magnum avisamentum et maturam deliberationem concilii nostri prædicti, voluimus et ordinavimus, a tenore præsentium volumus et ordinamus quod nullus burgensium et inhabitantium dictæ civitatis nostræ, cujus status, generis aut conditionis fuerit, allegantias, juramenta vel promissiones per fidem suam nec aliter alicui domino ducatus nostri prædicti spirituali vel temporali facere, nec quod ipsi nec eorum aliquis aliquas alligantias inter se unus cum altero particulariter faciant seu faciat; sed quod ipsi tantummodo sint nobis ac majori et juratis civitatis nostræ prædictæ, prout semper fuerit consuetum, sub pœnis quæ sequuntur, videlicet quod illi qui invenientur contrarium facientes franchesias et libertates sua quæ habent causa burgensiæ et inhabitationis ejusdem civitatis nostræ amittent, et ulterius quod puniantur per avisamentum concilii nostri in eadem civitate existentis; volentes ulterius quod si aliqui per antea aliquas alligationes, juramenta seu promissiones fide sua fecerunt, ipsi sub penis prædictis astringantur ab eisdem integre recedere infra unum mensem postquam eis per illos de concilio nostro in dicta civitate nostra existente significabitur et præcipietur.

In cujus, etc.

Teste Rege. Apud Westmonasterium, VII° die augusti (anno XI°).

Per breve de privato sigillo.

CCXXVII. (An 1434.)

MÉMOIRE

REMIS PAR LA COUR D'ANGLETERRE,

AU COMTE DE SUFFOLK,

Chargé de sonder les intentions du duc d'Orléans sur l'exécution des engagements où il était entré avec Henri VI, pour le déterminer à envoyer des ambassadeurs à Calais, afin d'y conclure la paix avec ceux de Charles, roi de France. (Rym. Suppl. H. VI, t. IV, n° 37. — Bréq. t. LXXXI.)

Remembrance to mylord of Suffolk, to say on ye kings behalve to ye duc of Orleans.

Ffurst to remembre hym of his communication and offres by hym maade unto ye kings consail in helpyng unto ye fyngshyng of ye kings werres in Ffrance and after by hym mistred in writyng unto ye lordes where upon ye king desiryng ye good execution of ye same hath had comunicacion now late for ye goode of ye matere with his consail and is condescended yat so suche lords of ye house of Ffrance as have be nempned by hym come donn to Caleys for y execution of ye seid offres; yat ye seid duc shal go in his persone to Caleis yere to have communication with ye seid lordes at his owne cossages as he hath offred on yis.

And if ye seid duc doubte or make difficultee be cause of ye comyng donne of ye seid lordes of Ffrance unto ye seyd Caleys. Y anne je seid erle shal fele of hym how fer he woll putte hym in his devoir if ye lordes wold agree hem yat he shuld goo to Caleys oonly to have yere communicacion with y ambaxators, of ye seid lordes of Ffrance yough yat yei come not yider in yerrie owne persones and so after yat the hath gadered out of hym all yat he may fynaly to lete hym have knowleche yat after ye king is credibely enformed yat yambaxators

of ye seid lordes be full come with ful power upon ye seid materes to Caleis he shal at his owne despenses goo yider accompanyed with certein lordes to goo yider with hym to trete with ye seid ambaxiators so alweyes yat he fynde her or his goyng yider caucion marchand to paie for his expenses and if so be yat God defende no fruyt ensue of his goyng yider yanne yat he be bounden by ye seid caucion marchant yat he shal paye for all y expenses yat ye king shal bere because of his seid goyng.

CCXXVIII. (8 février 1435.)

LETTRE

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il accorde à Thomas Comberworth la jouissance de plusieurs revenus, pour le remplir des sommes qu'il avait avancées pour l'entretien de Jean, duc de Bourbon. (Echiq. Remembr. H. VI. — Bréq. t. LXXXI.)

Henricus, Dei gratia rex Anglie et Ffrancie, et dominus Hibernie, thesaurario et baronibus suis de scacario, salutem.

Cum nos considerantes quod centum et sexaginta et tresdecim libre decem solidi et sex denarii, debiti existunt dilecto et fideli nostro Thome Comberworth, militi, pro expensis diurnis carissimi et dilecti consanguinei nostri Johannis, nuper ducis Burbonie, videlicet, quinto die januarii anno regni nostri duodecimo, quo die prefatus Johannes obiit; de gratia nostra speciali et de avisamento et assensu consilii nostri, concessimus prefato Thome et assignatis suis annuam firmam sexdecim librarum quam idem Thomas nobis reddit pro manerio de Bondeby, in comitatu Lincolnensi, habendam pro termino Pasche proxime futuro et pro duobus annis ex tunc proxime sequentibus, et quod idem Thomas post eosdem duos annos habeat idem manerium usque ad finem quinque annorum ex tunc proxime se-

quentium, in compensationem et plenam solucionem centum et viginti librarum de dictis centum et sexaginta et tresdecim libris decem solidis et sex denariis prefato Thome, ut premittitur, debitis. Et ulterius, de gratia nostra speciali et de avisamento dicti consilii nostri, concessimus prefato Thome quod ipse habeat et percipiat annuam firmam octo librarum de prioratu de Wengale, in dicto comitatu Lincolnensi, percipiendam per manus Johanne, nuper uxoris et executricis testamenti Ricardi Haunsart, militis, nuper ffirmarii prioratus predicti, pro termino Pasche proxime futuro et pro sex annis ex tunc proxime sequentibus; et in casu quo dicta Johanna infra dictos sex annos obierit, prefatus Thomas prioratum predictum habeat usque ad finem dictorum sex annorum, in recompensacionem quinquaginta et duarum librarum de dictis centum et sexaginta et tresdecim libris decem solidis et sex denariis predictis, remanentium, prout in literis nostris patentibus inde confectis plenius continetur; vobis mandamus quod prefatum Thomam manerium et firmam predictam cum pertinenciis habere permittatis, juxta tenorem literarum nostrarum predictarum.

Teste me ipso, apud Westmonasterium, VIII° die ffebruarii, anno regni nostri tertio decimo.

On lit au bout de la dernière ligne : Wymbyssh. . . .

N. B. Cet acte est en parchemin; on lit au dos : *Irr^a^ termino S^ti^ Michaelis, anno XV, rotulo XI ;* et plus bas : *Alloc. in rotulo XIIII in Lincoln.* Plus bas encore : *Pro Thoma Comberworth.*

Il s'agit dans cet acte de Jean, duc de Bourbon, fait prisonnier à la bataille d'Azincourt, mort en Angleterre le 5 janvier 1434, et non en 1433, comme il est dit dans l'Histoire généalogique de France, t. Ier, p. 303.

CCXXIX. (23 décembre 1435.)

1° REQUÊTE

DES ÉTATS DE NORMANDIE

Au roi d'Angleterre (Henri VI), soit pour rester sous sa domination en cas de paix, soit pour être puissamment secourus en cas de continuation de guerre.

2° RÉPONSE

DU ROI D'ANGLETERRE A CETTE REQUÊTE.

3° DIVERSES LETTRES

DE CE PRINCE ET DU DUC DE GLOCESTRE

Aux députés de Normandie et aux villes que l'Angleterre possédait en France. (Bibl. Cotton. Titus. A 3, fol. 53. — Bréq. t. LXXXI.)

1. AU ROY NOSTRE SOUVERAIN SEIGNEUR ET A SON NOBLE CONSEIL.

Comme il soit ainsi, nostre souverain seigneur, que devers vostre royal majesté aient esté envoiés certains ambassadeurs de par les troys estats de vostre païs et duchié de Normandie, lesquelx ambassadeurs il vous ait pleu de vostre grace bénignement recepvoir et en vostre très-noble présence ouïr en tout ce qu'ils ont voulu dire et exposer; et après ce qu'ils ont remonstré les griefs, oppressions et affliccions dudit païs, la force, élévation et diverses entreprises des adversaires; la petite résistence qui de présent y est de nostre part, la nécessité qui est de brefvement y pourveoir, soit par moyen de paix ou par notable résistence; et que pour parvenir à l'une de ces fins, aient iceulx ambassadeurs fait plusieurs remonstrances, requestes et supplicacions, et après la conclusion de leur proposicion, vous ait pleu,

en icelle recevant agréablement, faire dire et desclairier que icelle proposicion en substance, avec les requestes et conclusions, iceulx ambassadeurs meissent et reduxassent par escript, et devers vostre roial majesté les présentassent pour y estre pourveu de remède convenable; iceux ambassadeurs en obtempérant très-humblement à vostre très-noble ordonnance et commandement précédent, en ceste matière, en la manière qui ensuit:

Premièrement, nostre souverain seigneur, iceulx ambassadeurs rendent graces, loenges et merciz devers vostre très-haute, excellente et royale magnificence, et devers très-haults et très-excellents princes révérends et nobles seigneurs de vostre sang et conseil, de ce que touzjours de voz graces vous estes remonstrés enclins et volentiz à parvenir au désiré bien de paix, et des grants fraiz, peines et labours et diligensse, en quoy pour icelle cause vous estes employés et exposés à pluseurs et diverses fois, tant en vostre ville de Rouen, où vous estiés pour lors, comme à Aucerre, à Corbeil et derrainement à Arras.

Item, comme il soit ainsi que les Normans, considérans l'ancienne aliance, et non pas seulement aliance, mais aussi la naturelle conjonction et propagation des gens d'Angleterre ouvecques ceulx de Normandie, et de ceulx de Normandie avecques ceulx d'Angleterre, comme procréés et procédés les ungs des aultres, et la nouvelle réduction et réunion faicte de l'ung païs ouvecques l'aultre, par la victorieuse conqueste de deffunt prince de noble mémoire, nostre seigneur le roy Henry, vostre père, dont Dieu vieulle recepvoir l'âme, aient entendu que en icelle convencion d'Arras a esté offerte la duchié de Normandie pour estre et demourer à touzjours paisiblement en vostre obéissance; iceulx Normans en ont esté et en sont tant resjouis que de quelconque autre chose mondaine plus ne pourroient estre; car par ce congnoissent-ils certainement qu'ils seroient et demouroient en leur ancienne nature, à quoy toutes choses naturellement préten-

dent d'estre réduistes, et pour ce que par ce moyen de tractié de paix, les Normans peuent demourer paisiblement en vostre seigneurie et obéissance, par les offres jà faites; et par moïen de continuer guerre se haust et désire, bien se peut défaillir et perdre par autant de moïens, accidents, inconvénients, comme par fortunes et advanture de guerre peult aucun; iceulx Normans, très-instamment, très-humblement et cordialement requèrent et supplient devers la clémence et bénivolence de vostre royal majesté que, par toutes offres et moïens possibles, licites et honnestes, telx que vous et vos bienveillans en puissent appeler Dieu et les hommes de sain entendement en tesmoignage de vérité, il vous plaist procéder, incliner et condescendre à ce que cette paix puisse estre obtenue, que les Normans puissent estre et demourer en et soubz vostre bonne seigneurie et vraie obéissance, comme dit est. Et ne se merveille aucun se si instament les Normans font ceste requeste : car s'il estoit ainsi que les adversaires en eussent demandé ou demandassent par traictié la duchié de Normandie, aussi bien comme par traictié la veullent, jamès les Normans ne voudroient cette requeste faire, ainçoiz demanderoient et adresseroient de tous poinz à pourchassier résistance par toutes voies. Et quant à mettre sus, pratiquer et délibérer les moïens par lesquelx l'en pourroit parvenir au bien de paix que requéroient iceulx Normans, ils les remettent du tout, comme raison est, et s'en rapportent à la haulte discrétion, arbitraige et discression de vous, nostre souverain seigneur, et des nobles princes et révérends seigneurs de vostre noble sang et conseil; l'opinion et délibération desquelx iceux Normans veullent et voudront touzjours ensuir, et à icelle ottempérer et obéir, soit en ceste matière et en toutes autres, de toute leur puissance : et pour mouvoir voz nobles courages à pitié et compassion, affin de parvenir à icelle très-désirée et nécessaire paix, se faire se peut, vous plest, nostre souverain seigneur, et vous, très-nobles et révérens seigneurs, remémorer et avertir la longue, dure et ennoïeuse guerre que les Normans ont soufferte et souffrent, par si lonc temps, comme par plus de XX ans, laquelle leur est entrevenue touzjours de mal en pis;

aussi les grans sommes de deniers que iceulx Normans ont païées pour soustenement et conduit d'icelle guerre; semblablement, les grefs, oppressions, pertes, domaiges, violences, pillerieus, occisions, tiranies, injustices, rançons, apatis et autres extorcions que le porre peuple de Normendie a soustenus et endurés en tous estats, serfs en servage, en espérance de parvenir à paix, et tant que plus n'en puelt, et mesmement que de présent de toutes pars, par mer et par terre, vostredit païs et duchié de Normandie est avironné, et dedenz iceluy païs sont logiés les adversaires qui tous maulx commettent et détruient le païs; ainsi que de ces choses iceulx supplians supposent que suffisamment soiés informés, tant par expérience que par ce que ores et autres foys vous en a esté exposé plus amplement.

Item, et s'il estoit ainsi que les adversaires, par présumpcion et par endurcie obstinacion, en mettant arrière la crainte et doubte de la divigne puissance, feussent tels que à traictié de paix par moïens licites et honestes ne voulsissent pas venir ne condescendre, par quoy convenist user de résistance par puissance d'armes; il leur semble, sous vostre très-noble correction, que veus la disposicion et malice du temps, les grands périlz qui se offrent de jour en jour, il convendra nécessairement que en troys manères ceste résistence soit mise sus, conduite et démenée. Premièrement, qu'elle soit mise sus, très-diligemment et en brief, et qu'elle soict telle, si grande et si puissante, que elle puisse pleinement résister aux entreprises, à l'expulcion des adversaires qui, nuit et jour, incessanment, gainnent et entreprennent et endommagent voz païs et seigneuries de la mer, pource que ils sont environ et dedenz le païs, comme dit est. Secondement, convient nécessairement que cette résistance soit conduite par un si très-grand seigneur, qui, tant par prouschaineté de vostre sang comme par ses nobles et bonnes vertus, vaillance et grant diligence, soit amé, renommé, craint et redouté de toutes gens, par le moïen duquel soit recouvrée et mise sus justice qui, de longtemps, a esté pervertie et perdue en vostredit païs et duchié de Normandie, et sans

laquelle aucune signeurie, tant soit grande, ne peult avoir longue durée. Tiercement, convient nécessairement que cette résistence soit démenée aux coutz, frais et despenz de vous, nostre souverain signeur, et de vostre royalme d'Angleterre, et que de vostre benine grace vous plèse avoir pour excusez vos poures subjects de Normendie, de ce plus ne peuvent contribuer par tailles; car, véritablement, impossible leur seroit de le faire; car il leur desplest de tous leurs cueurs, et les grans . . . (*sic*) qu'ils ont faiz ez années passées, en faisant de nécessité vertus plus qu'ils ne povoient, certainement, ils s'efforceroient de le faire, en espérance de parvenir à paix qui leur estoit souvent promise, laquelle ne leur est pas si prouschaine comme ilz espéroient et besoing seroit, et si voient le païs en plus bas estat et en plus grand dangier que onques mais.

Item, supplient qui vous plèse faire mettre provision par abattement et démolicion à plusieurs places et forteresses estanz en Normandie, qui ne servent d'aucune chose, sinon de donner charge, dommaige et dangier au païs, lesquelles, comme on a veu de fait, par pluseurs fois, les adversaires peuent légièrement prendre par emblée et autrement, dont s'ensuit totale ruisne et disercion en voz païs et subgez.

Item, qui vous plèse mettre provision et ordonnance ad ce que un cappitaine ne soit chargié que d'une cappitanie et qu'il y face demeure et résidence; car, parce que ung cappitaine avoit plusieurs cappitanies et n'y estoit point résident, l'en a veu communément chacun jour les inconvénientz inréparables qui s'ensuivent, et que iceluy cappitaine soit chargié de bien et seurement garder sa place sur son honneur et sur sa vie.

Si supplient très-humblement les dessusdiz Normans, voz très-humbles subgez, vrais et obéissans, que en aiant pitié et compassion de leur povreté, misère et affliction, il vous plaise de vostre grace et bénignité les pourvoer, secourir et relever par aucuns des moïens

dessus déclairrés et touchiés, et en espécial par le moïen de paix, qui leur semble le plus utile et très-nécessaire, se fere se peult, et par touz moïens résonables, licites et honnestes, comme dessus est touchié; et lesdiz supplianz prieront Dieu pour vous.

2.

RESPONCE PAR LE ROY NOSTRE SEIGNEUR ET SON CONSEIL AUX POINS ET ARTICLES DESSUS TOUCHIÉES.

Le Roy a veu volontiers les ambassadeurs envoiés pardevers luy de par ses bons, vraiz et loyaulx subgez de son pays et duchié de Normendie, et de sa bonne volenté les a ouiz en ce qu'ilz ont voulu dire et desclairier; notablement et en tant que bien amplement ils ont desclairié les oppressions, griefs, charges et afflictions de son peuple, tant par les entreprises des adversaires que par le gouvernement des gens de guerre de nostre parti estans oudit païs, et des manères qu'ils tienent par delà. Le Roy en est très-malcontent et tant desplésant que plus ne peut, et en a très-grant compassion, à quoy par le plésir de Dieu, il mettra et fera mettre telles et si briefves provisions que ce sera, à la louange de Dieu, consolation, relèvement et grant repos des susdiz subgez; et cognoit bien qu'ilz ont esté longtems en guerre, et ont besoing de estre allégiez et secouruz, ce qu'il désire et veult faire effectuellement par toutes voies et manières possibles: et en tant que iceulx ses subgez luy ont voullu faire communiquier leur estat et leur nécessité, il les remercie et en est très-content; car par ce voit-il et cognoit leur loyaulté et vraye obéyssance, comme ceulx qui désirent remède et garison contre leur maladie, et non par dissimulacion et faintise estre destruiz et subvertiz de leurs loyaultez, de laquelle loyaulté et de leurs bons autres services, aides et labours qu'ils font et prennent pour le bien et entretenement de signourie, le Roy les remercie et leur prie de ainsy continuer comme ils ont loyaument et notablement continué, et il a désir et intencion de recognoistre.

Ainsi signé : Rivel.

Item, le Roy prent et reçoit en grant gray ce que ses bons, vrays et loyaulx subgez de Normendie avertissent et recognoissent l'ancienne aliance, conjoncion et propagacion des gens de Normendie ovecques ceulx d'Engleterre, et de ceulx d'Engleterre ovecques ceulx de Normendie, qui vault et doit valoir amitié et confédération perpétuelle; et semblablement ainsy le recognoist le Roy comme chose véritable et digne de recordacion, pour laquelle cause le Roy ne voudra point souffrir, pour fortune ne pour adventure qui puisse avenir, son païs et duchié de Normendie ne ses bons, vraiz et loyaulx subgez normans estre destruits de la signourie et obéissance, mais voudra, par le plésir de Dieu, les relever des opressions, les gouverner par justice et maintenir en paix et transquillité, et d'icelle fin emploier les signeurs de son sang, ses aultres bons et loyaulx vassaulx, subgez, alliez et bienveillans, sans esparne de chevance.

Ainsi signé : Rivel.

Item, quant à traitié de paix, le Roy, qui tousjours a désiré paix et concorde, c'est très-souvent pour icelle avoir mis en son devoir, et a envoié des genz tant Françoyz que Engloiz en divers lieux, afin d'obtenir ladite paix, c'est assavoir à Paris, Rouen, Corbieul, Aucerre et derrainement à Arras; auxquels lieus il a fait faire grans et notables offres et roysonables ouvertures, amiables, doulces, honnourables et proufictables aux parties et à leurs subgez, pour venir à bonne paix, se partie adverse l'eust voullu faire et consentir; et pour ce que le Roy veult défendre son peuple et bouter loing la guerre, a conclu, par l'advis de son parlement, de mettre sus une très-grosse et puissante armée, et la plus grosse qui de mémore d'omme passa delà la mer, laquelle sera de II mille cent lances et IX mille archiers à tout le moins, pour y demourer longuement, lesquelx se emploieront si diligemment, à l'aide de Dieu, que sesdiz ennemis se cesseront de faire à sondit peuple les oppressions et malx dessusdiz; et devant le 1er jour de janvier partira une belle compaignie, se le vent le peut souffrir, et devant la fin dudit mois, une autre; et tantost après la

grosse armée, qui sera conduite par monseigneur le duc d'Iorck, son prouche parent, lequel ara ovecques luy le comte de Salisbury, Suffork et Mortaing, et grant nombre d'autres vaillans et notables hommes, tant pour justice comme pour guerre, telx que ses loyaulx subgez en seront bien contens; et néantmoins, pour quelque prospérité que Dieu par sa grace luy veulle envoier, ne par la force ou grant puissance qu'il ait, ne sera refusant d'atendre et vacquer, pour la révérence de Nostre Seigneur et le repos de son peuple, à toute bonne et roysonnable paix, ferme et estable, pour la seurté de ses bons, vrays et loyaulx subgez, qu'il aime tendrement, pour la bonne amour vraye et la grant loyaulté et obéissance, patience, fermeté et constance qu'il a touzjours trouvé en iceulx.

Ainsi signé : Rivel.

Item, quant au point touchant les finances païées par lesdiz subgez ès années passées pour le soustenement de la guerre, et les paines et charges qu'ils ont supportez à l'occasion d'icelle guerre, le Roy a bien cognoissance des grans oppressions contenues oudit article que son porre peuple endure si longuement; de quoy il a telle pitié et compassion que plus grant ne peut avoir, comme dit est; mais il a grand confidence en ses bons, vrays et loyaulx subgez, qui (coinet[1]) bien considéré que le roy son père, qui tant ama la chose publique, l'a laissé en l'âge de ix moys, et maintenant luy a Nostre Seygneur donné grace de venir jusques à xiv ans accomplis, où il commence à entendre et vacquer à ses besoings continuellement, et de le tems précédent il n'y a peu vacquer obstant son tendre âge, on le doit agréablement porter, si prie à sesdiz bons et loyaulx subgez que doucement et en bonne patience ilz reçoyvent en grey la volenté et disposicion de Dieu, et ce que le Roy a peu faire en sondit tendre âge, et aient ovecques luy bonne espérance en Nostre Seigneur qui tousjours l'a conduit, et par douls plésir luy sera aydant et confortant ès grans affaires et nécessitez qu'il a de présent, et qu'il soit ainsi que ceste

[1] Vox dubia. B.

espérance soit et doye estre apparente, vérité est que pour icelle grant armée mettre sus et conduyre pour un grant temps, tous les estats de son royaume d'Engleterre, gens d'église, nobles, bourgoys et popullaires, très-libéralement et de franc courage luy aident d'une très-grant et grosse chevance, en entencion de parvenir, Dieu aidant, au soulagement des bonz, vraiz et loyaulx subgez normanz, lesquelx, pour quelque fortune qui peult avenir, les Englois ne vouldroient habandonner ne délessier, mais de toute leur puissance relever, aydier et conforter comme genz d'une mesme nature, procréés et descendus les ungs des autres, doivent et sont tenuz de faire.

Ainsi signé : Rivel.

Item, quant à l'article touchant l'abattement de pluseurs places et forteresses qui peuvent estre nuisibles, aussi de mettre provision à ce que ung cappitaine n'ait que une cappitainie, le Roy a ordonné à son beau cousin duc d'York que, luy estant en Normendie, soit sur ce faite collation et délibération avec mons^r^ le chancelier de France et les gens du conseil du roy en Normendie, et que leur advis et opinion sur ce soit plainement et entièrement exécutée.

Fait à Westminster, le xxiiie jour de décembre l'an mil ccccxxxv.

Ainsi signé : J. de Rivel.

3.

Ensuite le contenu d'unes lettres mesmes envoiés de par le Roy à la ville de Paris, à la ville de Rouen et à plusieurs autres villes de Normandie, après les proposicions des ambassadeurs de France et de Normandie.

Très-chiers et bien amez, en la présence de nous et de pluseurs de nostre sang et lignage, de prélats, contes, barons, notables et sages hommes de noz conseil et royaume d'Engleterre, représentans notre parlement : avons de plus en plus esté informés du piteulx et lamen-

table estat de nostre bonne ville de Paris, et de toute nostre signeurie, tant de France que de Normendie, que nos bien amez mestre Pierres Morice et Jehan Périer, bachelers en théologie, envoiés avecques autres pardevers nous, tant de par noz amez et féaulx conseillers de France et Normendie :

Premièrement, nous ont exposé et desclairié moult humblement, notablement et sagement, par la bouche d'iceluy maistre Pierres, et conséquentement, à une autre journée, par ledit Périer, qui n'a pas esté à ouyr et consever sans amère et douleureride desplaisance de nostre cueur; lesquelx nous ont ainsi exorté à paix et remonstré la grant nécessité et besoing qui est de l'avoir pour les grans, bons fruiz et doulceurs qui s'en deullent ensuir, et éviter les inconvéniens, dangiers et périlz qui viennent ung chacun jour par guerre, à la désercion de nostre signeurie et affliccion de nos subgez. Mais en telle et si grande tristesse et desplaisance que nous prenons pour les dures oppressions que souffrés, nous ont resjouis et consollés vos grands volentez, doulces paciences et la bonne espérance de remède où vous vivés d'avoir allégeance de vos grands maulx, douleurs et meschiefs; à quoy, au plesir de Nostre Signeur, nous pourvoirons en bref, soit par moïen de paix que touzjours sur toute rien mondaine avons désirée et désirons comme le plus singulier et souverain bien que puisse en ce monde avoir, ou autrement, se paix ne se peut avoir, obstant la dureté et obstinacion de noz ennemis, que Dieu ne veulle parfaire telle et si grande résistence que par le moïen de ce, puissent en bref temps vivre soubs nous en bonne tranquillité; de l'un desquelx moyens, soit de paix ou de grande résistence, ne serés, à l'aide de Dieu, frustrés de votre bon désir. Vous avez assez cognoissance, trèschiers et bien amés, des grants travaux, dilligensses et despenses, que souvent en divers lieux et régions avons fait prendre, et du grant devoir où nous sommes miz mesmement à Arras derrainement pour venir audit bien de paiz, et quantes et notables offres honestes et raisonnables avons fait faire à nostredit adversaire, tant en lui ouvrant

le moïen de mariager de nous et de sa fille, sans sa charge et despense, ovecques longue et seure tresve qu'ilz ont refusée; comme finablement par luy laissier plus de deulx parts de nostredit royaulme de France, ovecques gracieuse et honeste délivrance du duc d'Orléans, que réputons de grant estimation, veu l'estat de sa personne; et tout pour révérence de Nostre Signeur et reliesvement du povre peuple, duquel nous avons, entr'autres choses, très-grant pitié et compassion; lesquelles noz offres que tenonz et réputonz avoir esté acceptables, à Dieu plaisans et agréables, par raison à saincte église, seures et proufitables aux nobles, à aucun peuple salutaire et à toute chrétienté expédient et nécessaire, ont esté par les ambassadeurs de partie adverse très-petitement repçues et honteusement contempnées, en nous offrant seulement la duchié de Normendie et ce que tenons en Guienne, nonobstant le très-ancien droict que nous avons par nature ès duchiés de Normendie, Guienne, Anjou et contés du Maine, de Poitou et autres signouries particulières delà la mer, oultre le droit de la couronne de France, qui, par double tiltre juste, naturel et loyal, nous appartient: et entre ycelles conditions nous ont fait faire icelles offres que nous en soions leur homme subget; renonçans au nom, aus armes et à laditte couronne, leur façons restituer tout ce que tenons en nostre royaulme de France, et ovecques ce toutes personnes aus héritages, offices et bénéfices qu'ilz tenoient en Normendie, afin, comme il est bien à croire, de bouter hors du païs la force et puissance que y avons de noz loyaulx subgez, et in[ter]dire en lieu d'eulx nos ennemis, haingneux et adversaires, qui de piessà se sont constitués rebelles et désobéissans, avons pour renouveller guerre et donner occasion de plus grant trouble que devant, à la totalle destruccion de nostre peuple, ce que ne voullés désirer, comme nous tenons; et icelles offres qui véritablement sont sustracions tendant directement, contre[1] chacun de sain entendement peult clairement cognoistre, à notre expulsion et déboutement, que sans notte et déshonneur ne devons recepvoir; noble et honourable cuer d'omme

[1] Sic; lege : *comme*.

de raison ne devroit penser à nous conseillier de les accepter, mesmement par et soubs telles condicions et moïens et en telle restrincion et rescision de nostre droict que faittes ont esté. Et pour ce que nous cognoissons bien que nostredit adversaire n'a eu jusques à cy, ainsy qu'il l'a bien monstré, contencion de venir à paix resonable ne à élever le poure peuple de sa douleur, mais de nous et de nos aultres subgez perdre par trahisons, conspirations et inhumaines cruautés et aultres voies exquises, nous confians de la miséricorde et vraye justice de nostre Créateur, prince de paix, juge de nostre titre et querelle, tesmoing de nostre conscience et du plesir singulier que nous avons de venir à paix, avons conclut et déterminé d'envoyer, à l'aide de luy, devant le premier jour de janvier prochain venant, certaine bonne et compétente armée pour vous aidier à garder et deffendre des violences et entreprises desdiz ennemiz, en attendant une autre très-puissante, grande et notable armée, qui assez tost après sera par delà conduite et adressée par personnes de telle crainte et auctorité, que en serez bien comptents, et les verrés très-volentiers, afin de si puissanment et efficacement et diligeanment rebouter, à l'aide de Dieu, nozdiz ennemiz qui ainsi vous oppriment et foulent si inhumainement, que puissés soubs nous vivre en paix et seurté; et néantmayns quelque puissance de force que nous aïons, laquelle, etc. . . bonne ayde de Nostre Seigneur, nous continuerons jusqu'en conclusion, ou quelque prospérité qu'il nous vieulle de sa bonté envoier, nous suimes de tous points délibérez, pour révérence de luy et reliesvement du povre peuple, de vacquier, entendre et procéder au bien de paix, et la poursuir, offrir, prendre, recepvoir et accepter en touz temps qu'ilz se offriront, par touz bons, convenables, amiables et roysonnables moiens que l'on pourra avizer, se à notredite partie adverse ne tient, laquelle le Tout-Puissant vieulle de sa grace enluminer et son cueur incliner à iceluy bien, ainsi que disposés y sommes; et ces choses, très-chiers et bien amés, vous sygnifions féablement, afin que du désir que nous avons audit bien de paix, et du remède que nous mettons pour vous garder et deffendre en justice

et bonne seurté, où cas que ladite paix ne pourrons avoir, vous soiés pleinement acertenés. Si vous prions, requérons et néantmoins commandons que tousjours vous vous entretenez et gardés les ungs ovecques les autres en bonne union et amour commune, soubz et en nostre obéissance, en laquelle avez longuement et loialment persévéré, en monstrant par effect l'amour et singulère affeccion que avez à nous, qui nous est un très-singuler, riche et chier trésor dont, et de la loiale et songneuse garde que avez faitte, sommes tant contens que plus ne povons, et vous en remercions de tout nostre cuer; vous affermons que tousjours l'aurons en souvenance, et si notables et si singulers services, plaisirs et entière obéissance que nous avés faites chacun jour; et serons, comme nous avons espérance, recognoissans si amplement gracieusement, que n'aurez cause de vous douloir, ainçois aurez joie et plaisance de le avoir ainsy fait; et au surplus de noz estat et disposicion serez plus à plain et joieusement informés par nostre amé et féal conseiller en Normandie, le sire de Saune, maistre Jehan Périer, et Simon de la Motte, escuyer, maistre Jehan Varrot, et le procureur de Rouen, quant de ceste présente ambassade seront retournés devers vous, très-chiers et bien amés[1], etc.

II.

Ensuivent les teneurs de certaines lettres mesmes envoiés de par le Roy et mons[r] de Glocestre aus ambassadeurs de France et de Normendie, estans à Hampton au retour de laditte ambassade; icelles lettres responsives et autres lettres envoiés devers lesdits seigneurs par lesdiz ambassadeurs, quant les nouvelles vindrent des prinses de Harefleu, Monstiervillier, Fescamp, Tancarville, etc.

Très-chiers et bien amez,

Nous avons sceu ce que avez escript à nostre bel oncle le duc de Gloucestre, fesante mencion de la prinse de Harefleu, Monstiervillier,

[1] Sic.

et autres places desclaries en vosdittes lettres, de la demeure de vostre passage, et de ce que requérez en la fin pour les causes ilec contenues; desquelles prinses, nonobstant qu'il ait pleu à nostre Créateur l'avoir ainsi permis, toutevois espérons-nous et avons en luy toute fiance qui nous aidera, si soit du tout loé son benest non. Pourquoy vous faisons assavoir, très-chiers et bien amez, que, au regard de vostre passage, il n'est ne n'a esté rettardé que par fautte de ce que les nefz qui ont piessà esté ordonnées en grant nombre pour aller au port en quoy estes, n'ont aeu encore vent propice pour y arriver, et avons mandé et encore de présent mandons partout que en vous en maine en toute diligence; au surplus, mandons aux cappitaines des gens estans ilecques sur leur passage, que, se le vent leur puet estre propice, que ès xv vessaulx ou nefz dont escripvez et autres qui parviendront, ils passent et facent passer ce qui pourront bonnement de leurs gens, en vous conduisant le plus favorablement et amiablement que faire le pourront; car nous savons bien que voz présences seroient et sont bien convenables, voire nécessaires, chascun en son lieu, pour reconforter et donner bon courage partout où vous verrés qu'il sera à faire, et vous prions que ainsi le faciez, et au surplus ayés bonne espérance en Dieu; car par le moïen de sa divine grace, et à l'aide de nos loyaulx vassaulx et subgez, lesquelx ferons avancer en toute haste possible, lesdiz places seront bref recouvers et autres, à la confusion de nos anemis et confort de nos loyaulx, obéissans et subgez de par delà.

Donné en nostre bonne ville de Londres, le xvi[e] jour de janvier.

III.

A nos très-chiers et bien amés le sire de Saune, chevalier; maistre Pierre Morice, docteur en théologie; maistre Jean Rivel, nostre secrétaire; maistre Louis Gallet, eschevin de nostre bonne ville de Paris, et autres nagaires envoiés devers nous, tant par nostreditte bonne ville de Paris, comme par nos duchiés et païs de Normendie: De par le duc de Glocester, comte de Pembrock.

Très-chiers et bien amés,

Nous avons veu ce que nous avés signifié par vos lettres escriptes à Hampton le xiie jour de cest moys, et s'en estes desplaisans, n'est merveille; car, en vérité, ainsi doibt estre ung chascun qui aime le bien de la chose publique et celui de mons^r^ le Roy, et en avons eu courroux plus que ne pourriez penser; mais puisque ainsy Dieu l'a permis, dont nous tenons qui n'a aucun plesir, n'y a meilleur, selonc nostre advis, que de l'en louer, prendre courage et mettre paine ovecques de réparer la chose et d'en fère repentir tous ceulx qui s'en sont esjouis et y ont mis paine, ainsi qui feront par son bon plaisir; nous avons fait ordonner vaisseaulx pour vostre passage; pourtant soiés diligens et tenez la main comme il est nécessité et qu'en avons en vous fiance; nous signifiés aussi continuellement des affaires et estat de par là; car en avons un singuler plaisir et vous en saurons très-bon grey. Le soit Nostre Seigneur, très-chiers et bien amez, qui soit garde de vous.

Donné à Londres, le xvie jour de janvier.

A nos très-chiers et bien amés le sire de Saone, maistre Pierres Morice, Jean de Rivel, Loys Gallet et autres ambassadeurs de France et Normendie.

IV.

Ensuite la tenors d'unes autres lettres envoiés devers le Roy nostre seigneur par lesdiz ambassadeurs estans au Port-Smuth.

Très-hault et très-puissant prince, et nostre très-redoubté seigneur, nous nous recommandons à vous tant humblement que nous povons, et vous plese savoir que nous escripvons au Roy nostre souverain seigneur, en la manière qui suit : Nostre souverain signeur, nous recommandons à vostre royal majesté, tant et si humblement comme plus povons, et vous plese savoir, nostre souverain seigneur, que en toute humble révérence avons repceu vos très gracieuses lettres que de vostre bénignité vous a pleu nous envoier, par lesquelles, ovecques l'honneur qu'il vous a pleu à nous faire, dont très-humblement vous remercions, avés donné à nos poures cuers afflictz, désolez et moult déconfortez, grant consolacion et espérance d'alégement; de quoy, nous tous et voz bons et loyaulx subgez de vostre rompu et cassé roiaulme de France, languissans et esbahiz avons bien besoing; et quant au navire pour lequel vous a pleu escripre à voz gens et officiers de par dessà, que diligence en feust faitte, véritablement, nostre souverain signeur, encores du jourd'huy ne sont en cest port arrivé que six vaisseaulx, qui est très-grant esbahissement à tous ceulx qui aiment vostre honneur et le bien de vostre signeurie; et combien que ceulx qui ont la charge dudit navire veullent imputer au vent la charge et faulte d'icelluy, vray est que depuis Noël, comme dient les mariniers, le vent par diverses et plusieurs journées a esté bien propice, tant pour assembler navire en le port comme pour passer oultre; et aussi il vous a pleu de vostre grace, dès devant Noël, escripre à vos chancelier et conseil de par delà et à vos bonnes villes de Paris, de France et de Normendie, et par vostre commandement ainsi leur avons fait savoir que le jour Saint-Estienne derrain passé se feroient en ceste marche les monstres de la première armée, et tantost après, en cest mois de janvier qui est près de la fin, se feroient les monstres

de la seconde armée soubz messire Thomas de Beaumont; pour quoy estoyt à supposer et entendre que le navire devoist par raison estre prest devant les monstres; car faire monstres de gens sans ce que leur navire soit prest pour passer, n'est que gastement de vostre argent, foullement de vostre païs de par dessà, dangier de vostre signeurie, défiance, passement de tems sans rien prouficter, et finablement donner occasion aux soudoyers de retourner en leurs maisons, ainsi que plusieurs jà font, pour recepvoir gages derechief d'une autre prochaine arrivée; et se devant Noël on eust fait diligence d'envoier des gens, ainsi que l'avions ramentu et nous en a quittié assez à vostre roial majesté, tant en vostre noble conseil en général comme à particuler à pluseurs, voz affaires ne feussent venuz à si grant trouble et inconvénient. Si vous plaise de vostre grace, nostre souverain signeur, ordonner à ceulx qui ont la charge de quérir navires, qu'ils prennent plus grant diligence ès autres armées de assembler ledit navire en temps et en lieu, que faict n'a esté à ceste petite présente armée; autrement vous serés en adventure de perdre le plan pour le mains. Car si vos ennemiz ne appercevent autre et plus grant diligence que faitte n'a esté par ci-devant, ceux qui n'ont point à passer de mer, comme Bretons, Angevins, Gascoings, Bourgoinons, Picards et otres, ovecques la puissance des Escossois, que l'en dit venir bien bresfment en vostredit royaulme de France, à très-grant nombre, joincte la faveur et affeccion des populaires ennoyés et foullés de la longue guerre, et veue la petite deffence qui est encores, pourront férir et entreprendre si avant et à coup sur vostre signeurie, que la chose n'en feust pas aisiée à réparer sans très-grant coût, paine et labour. Vous plaise en oultre, nostre souverain signeur, de vostre bénignité pourvoir d'artillerie et de poudre à canon; car nous vous certifions que vostre païs de Normendie en est petitement fourni pour la prinse de Dieppe, Harefleu et autres places, et l'empeschement qui est pour venir de Flandre par mer et par terre, et aussi par faute de finance, que sont et seront d'ores avant plus courtes que oncques mais; et de vostre clémence nous pardonner de que nous, tant

petites personnes, prenons hardementde vous escripre et avertyr; mais la deue loialtée et la parfaite amour que avons à vostre roial majesté et au bien de vostre signeurie, que véons trop durement foullée et abaissiée par gens de petit estat, comme *la Haire, Poton* et autres, et douleurs que seuffrent amèrement en dangier de perdre corps et bien noz voysins, prouchains et amyz, nous esmeuvent ad ce; desquelx se n'avons pitié et compassion et deligence de procurer envers vous leur salut et le nostre, ne serions [dignes] d'estre nommés hommes, qui singulièrement et principalement sommes tenuz et obligiés à Dieu, à vous, au païs et à noz parens. Nostre souverain signeur, nous vous supplions en toute humilité qu'il vous plese nous avoyr en vostre très-noble grace, et commandés tous voz plesirs, lesquels nous accomplirons loialment et diligentement et à nos povoirs, ainsy que bien devons faire. Et nous prions le Tout-Puissant qu'il vieulle vos faiz et affaires conduire en bonne prospérité et vous donne très-bonne vie et longue. Escript en vostre ville de Portemut, le xxv[e] jour de janvier.

Et pour ce, très-haut et très-puissant prince et notre très-redoubté signeur, que estes le prince en ce monde qui plus amez le bien, honneur et estat du Roy nostre souverain signeur, comme celuy qui estes son premier oncle et plus prouchain héritier apparent, pour le présent, nous avons, si ont ses aultres loyaulx subgez de par delà, en vostre hautte prudence, grant bonté et noble déligence toute espérance de aide et secours; connoissans que se vous principalement et nos autres signeurs du sang royal ne mettés espéciament la main aux présens grantes nécessaires affaires du Roy, sa signeurie de France sera en aventure de cheir en grant dangier : que Dieu par sa doulce miséricorde ne vieulle permettre, mais conduire, adresser et prespa-rer iceulx affaires. Et combien, très-hault et puissant prince et nostre très-redoubté signeur, que les aiés assez à cuer et en souvenance, toutesvoies, pour tousjours fere nostre devoir, encores ne nous povons-nous tenir, soubz la grant confidence de vostre douleur, de le vous remembrer. Très-hault et puissant prince et nostre très-redoubté signeur, nous vous supplions très-humblement qu'il vous plaira nouz

tous tenir et avoir en vostre bonne garde et commander voz bons plaisirs, pour les accomplir loyaument et de bonne volenté, à nos povoirs. Et nous prions le bénest filz de Dieu qu'il vous ait en sa saincte garde et doint très-bonne vie et longue. Escript à Portemue le xxv[e] jour de janvier.

Vos très-humbles et très-obéissans serviteurs,
les ambassadeurs de France et Normendie
estans de présent à Portemue.

V.

Depuis la façon de ces présentes est arrivé en cest port, en ung vaisselet, ung prins[1] veinz de Normendie, qui vous porte lettres par lesquelles serés infourmez du misérable estat de par delà; et sont voz affaires en ce point que, se hastivement n'y pourvoiés et de gens et de finances, tout ira en aventure de grant inconvénient; car à cette derraine fortune qui est survenue en Caux, en quoy se bonne diligence est mise, et avant que voz ennemis soient plus forts qu'ils ne sont, pourra estre ligièrement pourveu, et vostre peubple, qui est en désespoir, réconforté et resjoy. Sy est besoing de haster messire Thomas de Beaumont; et qui envoiroit avecques luy, oultre son nombre, ii mille combattans à pié, sans délay, en attendant monseigneur le duc d'Iorch et ung de nossigneurs les contes pour tout conduire, ce seroit ouvre bien emploié.

N. B. Ces pièces sont transcrites sur un manuscrit du même temps.

[1] Ou *pours*.

CCXXX[1].

(20 mars 1373.)

LETTRE

D'ÉDOUARD III, ROI D'ANGLETERRE,

Qui ordonne que les propres paternels et maternels des bourgeois de Bordeaux qui, lui étant restés fidèles, mourraient ab intestat et sans héritier aux propres de l'une ou de l'autre espèce, seront recueillis en totalité par les héritiers en ligne maternelle ou paternelle, à défaut d'héritier en l'une ou l'autre ligne; ordonnance qui déroge à la coutume suivant laquelle le seigneur, en pareil cas, succédait aux alleux et biens francs, et les seigneurs féodaux aux biens relevant de leurs fiefs. (*Rotul. Vascon.* ann. 47, E. III, membr. 6. — Bréq. t. XXXVIII.)

Le Roi, à tous ceulx qui cestes lettres verront ou orront, salutz. Nos chers et léalx mair, jurez, burgeoys et comuns de nostre citée de Bordeaux nous ont fait monstrer, par leur supplication baillée à nous et à nostre conseil, que comme il ad estée tout dis usée et accoustumée en Bourdaloys, que quant aucun homme ad biens devers la lyné son pière et aussi devers la lyné sa mière d'une, sanz faire testament et sanz avoir aucuns parentz devers l'autre desdites lynés, le seigneur li succédera en les aloys et bien francs, et les seigneurs des fiez li succéderont en les biens estoiantz de leur fiez, tout soit-il ensi que le mort ait devers l'autre lyné parentz, frères, seores, neveuz ou autres quielx q'ils soient; nous, à la supplicacion et instance de noz féalx avantditz, et por les bons et aggréables services q'ils nous ont faits et font en ces présentes guerres, et ferront, si Dieu plest, en temps à venir, de nostre certeine science et auctorité roiale, par l'advis de nostre grand conseil, et de nostre grâce espéciale, volons et grantons (consentons), por nous et por nos heirs, quant q'en nous est, asditz mair, jurez, burgeois et comunalté, et à leurs heirs et

[1] Cette pièce et les deux qui la suivent ont été omises à leur date : elles seront placées à leur ordre chronologique dans la table générale. (*L'Éditeur.*)

successours demourrantz tout dis en nostre foy et obbéissance, que en les cas qui escherront d'ores en avant oudit paiis de Burdeloys, que, cessant la lyné et parent devers le bien de tiel mort, ou qi en avant, comme dit est, mourra, les parentz de l'autre lyné puissent et doyvent en yceulx biens succéder, nonobstantz les usages et custumes avantditz, ou aucun droit que nous ou noz heirs y pourrons réclamer ne demander par temps à venir; mandantz et commandantz as séneschal de nostredite seigneurie d'Acquitaigne et à touz noz autres officers et ministres, que les avantditz mair, jurez et comunalté et leurs successours seoffrent et laissent, par l'espace avant dit, paisiblement user et joyr de noz susditz grâce et ottroye, sanz aucun empeschement. Donné, par tesmoignance de nostre grand seal, à nostre palais de Westmouster, le xxe jour de marcz, l'an *ut supra* (mil trois centz soixante et treize).

Par la péticion baillée et signée de par le conseil.

CCXXXI.

(13 mai 1404.)

LETTRE DE LÉGITIMATION

ACCORDÉE PAR HENRI IV, ROI D'ANGLETERRE,

A la fille naturelle d'Arnaud Vidal, bourgeois de Bordeaux. (Suppl. Rym. H. IV, t. 2, n° 144. — Bréq. t. XXXVIII.)

PRO PETRONA VIDAL.

Rex omnibus ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod cum quædam filia, vocata Petrona, de dilecto nobis Arnaldo Vidal, burgense civitatis nostræ Burdegalensis, et de quadam fœmina vocata Sianes de Vinhal, nuper procreata fuisset; quæ quidem filia, pro eo quod ipsa de legitimo matrimonio non extitit suscitata, ad bona prædicti Arnaldi juxta leges et consuetudines patriæ

nostræ Burdegalensis, succedere non potest, ut accepimus; nos de gratia nostra speciali dictam Petronam legitimavimus et concessimus ei, quantum in nobis est, quod eadem Petrona, salvo jure cujuslibet, ad bona prædicti patris sui succedere possit, licet ipsa de legitimo matrimonio procreata non existat; legibus, statutis regalibus nostri et predecessorum nostrorum et consuetudinibus prædictis non obstantibus. In cujus, etc.

Teste Rege. Apud Westmonasterium, XIII[a] die maii.

Per breve de privato sigillo.

CCXXXII.

(20 juin 1408.)

LETTRE

DU ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle, en considération de l'intrépidité avec laquelle un tailleur et un marchand de Bordeaux, malgré leur vieillesse, s'étaient battus judiciairement en champ clos, il déclare qu'il a fait cesser le combat, réservant à Dieu la punition de celui qui était accusé de trahison. (*Vascon. Rotul.* A. 9, H. IV, m. 14. — Bréq. t. XXXVIII.)

Rex omnibus ligeis nostris ac ceteris universis ad quos nostre presentes litere pervenerint, salutem, et fidem indubiam presentibus adhibere. Regiam decet celsitudinem belligerorum strenuitatem honoribus variis extollere, armorumque gesta valida cum laude debita publicare, ut singuli exercitati de armis gaudeant de preteritis, et ad majora deinceps virilius animentur. Sane nuper post diucius ventilatum in curia nostra militari, coram constabulario et marescallo nostris Anglie, quamdam materiam inter Johannem Bolemere, civem et incolem civitatis nostre Burdegalensis, actorem sive appellantem, ex parte una, et Bertrandum Usana, civem et mercatorem dicte civitatis, reum et defendentem, ex altera; de et super nonnullis verbis proditoriis per Jamecium Johannem appellantem in ipsa curia nostra contra prefatum Bertrandum defendentem, propositam et ministra-

tam in quadam cedula gallico sermone, cujus tenor sequitur in hec verba :

« A nostre très-excellent et très-redoté seigneur le roy d'Engleterre et de Ffrance, ou as très-honurez et hautes seigneurs ses conestable et mareschal d'Engleterre, ou à lour lieutenantz ou comissaires yci : pour ceo que chescun homme, soit petit ou grande, poure ou riche, qi est en l'obéissance, ou sacramente, ou homme liege, ou demurrant en ladite obéissance du nostredit très-soverein seigneur le roy, soit tenuz à garder le bien, le proufit et l'ouvre dudit nostre seigneur le roy et de sa corone, et en outre, que si en aucun manère savoit que aucun homme luy purcheceast ou luy vousist faire aucun mal, trésoun ou autre damage à luy, à son païs ou à son corone, que il luy doit notifier et dénoncer, ou autrement serroit tenuz pur traistre; et non pourtant que je Johan Bolemere, cousturiez et petit burgeis de Burdeux, soy poure homme et de petit estat, je seeu homme liege nostredit très-soveraigne seigneur le roy, et suy tenuz de gardre à mon poair le bien et l'onour du roy nostredit seigneur, et luy reveler, si je savoie que homme luy purchaceast ou luy vousist faire aucun mal ou trésoun ou autrement, je serra tenu pur traitre; et pur ceo, nostre très-excellent et très-soverein seigneur et mes très-honurez et hautes seigneurs conestable et mareschal d'Engleterre, ou à lour lieutenantz ou commissaires icy, affin que par temps à venir aucun ne me puisse reprocher que je soy malvais ne traître au roy nostredit sire, je vous notifie et purpose lez choses que s'ensuient : Que en l'an primer du règne nostredit très-soverein seigneur le roy, entre le jour de Nowelle et le primer jour de quaresme ensuant, dedeins la rue appelé Poytevyne, en ladite cité de Burdeux, Bertran Usanna, merchaunt et burgeys de ladite cité de Burdeux, m'a dit de sa propre bouche, en l'an, terme, lieu et place suisditz, lez paroles desoutz escriptz. Cestes sount les paroles : « Mestre Johan Bolomere, jeo vous vuille monstrer un chose grand et mervellouse, par ma foy. » Et jeo respondi : « Il me plaist bien monstrer moy ceo que il vous plerra. » — « Certes, dit ledit Bertran, lez Engleys sount mauvez gentz

et pleins de grandes outrages, et par un temps q'est passé furont à Morgans ou à Mathan, et vous poient les arbres ovec lez fruytes et les portoient dedeinz lour niefs; et sachez, Bolomer, q'il faut que nous départons hors de lour seigneurie. » Et jeo respoundy : « Seynte Marie, sire, come cest chose ceo poet faire que la ville q'ad esté tant loiale à la corone d'Engleterre par touz jours du temps passé, et serra à la grâce de Dieu dès ore en avaunt; ne comment purrioient vivre les poures laborers et lez subgitz du Roy nostredit seigneur, quant eux ne purroient vendre lour vins ne avoir autres merchandises d'Engleterre, ainssy come eux ount acustumé. » Et en après il dist : « Lessez ester, Bolomer, qar bien vivrons sans eux, qar nous taillerons la moyté de nostres vignes, et si ferrons duble dedeinz. » Et jeo respondi : « Sire, ne me parlés plus de telle matière; qar je voudroie mielx murrer que me tenir à vostre opinion. » Et il dit : « Vous vous y tiendrez, vuillez ou non, ou autrement vous passerés la ville, et vous et toutz autres qi ne se vuidront tenir. » Et en outre je luy dys : « De cest matière ne vuille plus oier parler; jeo voise faire mez pourez botons. » Et s'il voet dire que ne me lez aie ditz, jeo luy proeveray, ovesqz l'aide de Dieu et de seint George, pardevant le Roy nostredit sire, par mon corps contre le seen, ffaisant protestacion de plus dire et déclarer, addre et amenuser, si mester me soit, gardant tous ditz la substance de ma querele. »

Tandem, servatis servandis, dicti constabularius et marescallus nostri attendentes qualiter ad plenam probacionem materie supradicte veritas humano testimonio, nec alias quam per corpora parcium predictarum docere potuit vel liquere, iidem nostri constabularius et marescallus duellum inter partes predictas fieri decreverunt, reservata nobis assignacione temporis atque loci. Nos vero, oportunitate capta, assignavimus partibus supradictis duodecimum diem mensis augusti ultimo preteriti ad comparendum coram nobis, in villa nostra Nothingamie, ad implendum et satisfaciendum decreto jam dicte nostre curie militari, quibus die et loco, coram nobis pro tribunali sedentibus, personaliter comparentes, prefatus videlicet appellans, ad

suam prosequendum appellacionem, necnon jam dictus defendens ad suam defensionem strenue preparati, post proclamaciones, protestaciones et processus in talibus actibus observari consuetos, liceas, videlicet locum pugne per nos datum, cum diversorum armorum genere sibi assignatorum, audaciter sunt ingressi; ubi, postquam dictus noster constabularius, ut est moris, alta voce clamaverit: « Lesser-lez aler et faire lour devoir; » Johannes Bolemere, appellans supradictus, tanquam valens et probus, armatus, suam prosequendo appellacionem contra jam dictum Bertrandum Usana defendentem viriliter, irruit in eum cum armorum genere diversorum, dictusque Bertrandus defendens audaciter sibi obvius se strenue defendebat; quorum virilitate audaci considerata per longum tempus invicem non solum armis, verum eciam colluctacionibus potenter et strenue dimicancium, atque notabili eorumdem in armis valencia ponderata, sicut pro tunc nobis videbatur, honestum famam et honorem tam valencium pugilum conservare, propter eorum nobilitatem, probitatem ac ipsorum etate quasi decrepita, carissimique consanguinei nostri regis Scocie, filiorumque nostrorum ac aliorum principum precum interventu, ipsosque vel eorum alterum ab ultimo terribilium custodire tempore quo quis eorum Johannis et Bertrandi victoriam verisimiliter habuisset, eis pugne supersedere mandavimus, emisso per nos silencii vocabulo consueto, scilicet : « Ho! ho! ho! » quod est : « Cessate! cessate! cessate! » vindictam demeriti divino judicio reservantes. Unde ut tam valentium pugnantium honorabilis pugna seu duellum innotescat, prefatum Johannem Bolemere appellantem viriliter suam appellacionem contra dictum Bertrandum fuisse prosecutum, ac ipsum Bertrandum se viriliter et strenue defendisse, ipsosque et eorum alterum nullam penitus infamiam juris vel facti ratione dicte materie incurisse, set honorem et laudis preconium apud omnes gentes promeruisse, tenore presencium declaramus. In quorum testimonium has literas nostras fieri fecimus patentes. Datum apud Westmonasterium, sub magni sigilli regii testimonio, xx° die junii.

Per ipsum Regem.

CCXXXIII.

(19 mai 1423.)

MANDEMENT

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Pour faire prêter serment de fidélité aux prisonniers faits à Harfleur, et, à cette condition, les mettre en liberté. (Rym. Suppl. H. VI, t. IV, n° 152. — Bréq. t. LI.)

Henry, par la grâce de Dieu, roy d'Angleterre et de France et seineur d'Irlande, à l'onurable pièr en Dieu l'évesque de Duresme, nostre chanceller, saluz.

Nous, de l'advis et assent de nostre conseil, voullons et vous mandons que vous facez faire noz brief desoulz nostre grant seal en due fourme, adreschiez au gardein de nostre prison de Flete, luy mandant estroitement par ycelles que tantost après la réception desditz briefs il face venir devant vous Hug Velyn de Châlons, Johan Billy, Johan de Cheviers, Regnault de Graincourt, Hellyn de Bassiers, Pierre de Mombreham et Pierre de Pauniers, nos prisoniers, prisez à la reddicion de nostre ville de Harefleu, lesqueux nous voulons que vous facez jurer d'eutre noz hommes liegez et vrays subgiez à tout leur viez, selonc l'effet d'une cedula alle vous autre serement nécessaires, envoient close dedeinz ycest, aler là où ilz veullent sanz impédiment de nous, de lui ou de nul aultre. Donné soubz nostre privé seel à Westminster, le xixe jour de may, l'an de nostre règne primer.

Que vous donnez en mandement par voz aultres briefs affaires audit gardein de Fleet, qu'il face quitement délyvrer hors d'ycelle nostre prisone de Fleet lesdits Hug, Velyn, Johan, Johan, Regnault, Hellyn, Piere et Piere pour aler, etc. (ut supra).

xix die maii, anno primo, apud Fratres Prædicatores Londoniæ, concessum est quod fiat warantum domino camerario, pro captione

sacrimentorum ligeorum infrascriptorum prisonarium R., et pro deliberatione eorumdem a prisona de Fleet in forma quæ infra. Præsentibus dominis ducibus Gloucestriæ et Exernæ, archiepiscopo Cantuariæ, Wyntoniæ et Wygorniæ episcopis, comite Warewicæ, Fitz-Hugh Cromwell; Tiptoft cancellario et thesaurario.

« Vous jurez, par Dieu et par ses saints évangilles, que vous et chescun de vous serrez bons et vraiz liegez et subgiez à nostre souverain seigneur, Henry, par la grâce de Dieu, roy de France et d'Engleterre et seigneur de Irlande, et à ses heires et successours, et toutes les jours de vostre vie vous et chescun de vous serrez avec lui, ses heires et successours envers et contre tous; et si vous eu ascuns de vous savez aucune chose qui pourra venir au prendre [préjudice] de luy ou d'avoun [d'aucun] de ses gens ou alliés, vous et chescun de vous le ferez savoir à luy ou à ceulx de son conseil qui sont en cour lay, et aiderez à vostre povour de distruir ses ennemis et rebelles, et paierés bien loiaulment à le, ses heiers et successours ou à leour officiers, voz rentes, redevances à eulx deuez et toutes aultres choses ferrez, que vraiz subgiez devent faire à leur soverain seigneur, si come Dieu bous aide et ses saints évangilles, et ainsi le jurez. »

CCXXXIV. (7 août 1433.)

LETTRE

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il défend à tous bourgeois de Bordeaux de contracter aucun engagement avec les barons et autres seigneurs de Guyenne, sous peine de perdre leur droit de bourgeoisie. (Rym. Suppl. H. VI, t. III, n° 187. — Bréq. t. XXXVIII.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem.

Ex parte dilectorum et fidelium nostrorum locum tenentis jurato-

rum triginta et trecentorum consiliariorum et communitatis civitatis nostræ Burdegalensis nobis et concilio nostro est ostensum qualiter, a modico tempore huc usque, barones et alii domini ducatus nostri Aquitannie, plures et diversos burgenses civitatis nostræ predictæ sibi per alligantias, juramenta et aliter attraxerunt et in dies sibi trahunt, in nostri ac civitatis nostræ prædictæ dampnum non modicum et gravamen, unde, pro summo bono et pro ficuo nostris ac civitatis nostræ prædictæ et reipublicæ, nobis supplicarunt ut pro remedio in hac parte oportuno providere dignaremur; nos præmissa considerantes pro bono et commodo nostris ac ejusdem civitatis nostræ et reipublicæ, de gratia nostra speciali ac per magnum avisamentum et maturam deliberationem concilii nostri prædicti voluimus et ordinavimus a tenore præsentium volumus et ordinamus quod nullus burgensium et inhabitantium dictæ civitatis nostræ, cujus status, generis aut conditionis fuerit, allegantias, juramenta vel promissiones per fidem suam nec aliter alicui domino ducatus nostri prædicti spirituali vel temporali facere, nec quod ipsi nec eorum aliquis aliquas alligantias inter se unus cum altero particulariter faciant seu faciat; set quod ipsi tantummodo sint nobis ac majori et juratis civitatis nostræ predictæ, prout semper fuerit consuetum sub pœnis quæ sequuntur, videlicet, quod illi qui invenientur contrarium facientes franchesias et libertates suas, quas habent causa burgensiæ et inhabitationis ejusdem civitatis nostræ, amittent, et ulterius quod puniantur per avisamentum concilii nostri in eadem civitate existentis, volentes ulterius quod si aliqui per antea aliquas alligationes, juramenta seu promissiones fide sua fecerunt, ipsi sub penis prædictis astringantur ab eisdem integre recedere infra unum mensem, postquam eis per illos de consilio nostro in dicta civitate nostra existente significabitur et præcipietur.

In cujus, etc.

Teste Rege, apud Westmonasterium, VII die augusti (anno XI).

Per breve de privato sigillo.

CCXXXV. (21 mai 1437.)

CONCESSION

DU DROIT DE BOURGEOISIE

En faveur de la veuve d'Aimeri de Duras, chevalier. (*Vascon. Rotul.* ann. 15, H. VI, m. 2. — Bréq. t. XXXVIII.)

Rex omnibus, ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod ad supplicationem dilecte nobis Johanne Gornay, vidue Aymerit de Duras, de patria de Bourdeloys, militis dum vivebat, que emit quamdam domum in civitate nostra Burdegalensi, ubi ipsa residuo vite sue uti intendit, ut asserit, considerantes bona servicia que dictus maritus suus bone memorie in vita sua progenitoribus nostris impendit, et eciam magnam debilitatem, etatem et senectutem dicte Johanne, de gracia nostra speciali fecimus et constituimus ipsam et heredes suos burgenses in paragium dicte civitatis nostre Burdegalensis, eodem modo sicut alii burgenses existunt ibidem.

In cujus, etc. Teste Rege, apud Westmonasterium, XXI die maii.

N. B. Mandement en conséquence au connétable du château de Bordeaux, et aux maire, jurés et autres officiers de ladite ville. B.

CCXXXVI. (22 mai 1437.)

LETTRE

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il fait baron de Connari, Louis de Connari, chevalier. (*Vascon. Rotul.* ann. 15, H. VI, m. 9.—Bréq. t. LXXXII.)

PRO LODOVICO DE CANNARIO.

Rex, omnibus ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod, propter multimoda et fructuosa obsequia et labores que dilectus noster Lodowicus de Cannario, miles, et Berardus, ejus filius, in nostra senescalcia Landarum, in ducatu nostro Aquitannie, nobis et carissimo patri nostro impenderunt, nos volentes prefatum Lodowicum aliqualiter premiare, ipsum in baronem de Cannario perfecimus, ereximus et creavimus, ac tenore presencium erigimus, perficimus ac creamus, ad tenendum nomen, honorem, jurisdicionem, justiciam altam et bassam, mercatum et nundinas, vexillum baronie et stilum baronis in partibus illis observandam, cum omni hereditate sua pro se et heredibus suis in posterum. In cujus, etc. Teste Rege; apud manerium suum de Kenyngton, XXII die maii.

Per breve de privato sigillo.

CCXXXVII. (16 juillet 1438.)

CONCESSION

EN FAVEUR DE LA COMMUNE DE BORDEAUX,

Des terres, châteaux et places dont la conquête sur les ennemis du roi sera faite aux dépens de ladite commune (*Vascon. Rotul.* ann. 16, H. VI, m. 4.—Bréq. t. XXXVIII.)

Rex omnibus, etc. Sciatis quod, etc. Concessimus fidelibus nostris majori, juratis et communitati civitatis nostre Burdegalenis, etc. omnimoda castra et fortalicia que de rebellibus et inimicis nostris infra ducatum nostrum Aquitannie per proprios capitaneos suos ad custus suos proprios et non ad custus nostros conquesta erunt et optenta, sic quod castra et fortalicia illa de dominio nostro non existant, et quod ipsi ad quorum manus eadem castra et fortalicia per conquestum predictum devenient, homagium ligeum, secundum jura patris nostri Aquitannie nobis facere, etc.

In cujus, etc. Teste *ut supra* (Rege, apud Westmonasterium, XVI die julii).

Per breve de privato sigillo.

N. B. Extrait de l'histoire, police, municipalité, etc. généralité et élection de Bordeaux; ville de Bordeaux. B.

CCXXXVIII. (3 février 1439.)

LETTRE

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il donne à Richard Logan, sergent, le droit de manse au monastère de Sainte-Croix de Bordeaux. (*Vascon. Rotul.* ann. 17 H. VI, m. 9.—Bréq. t. LXXXII.)

Rex, omnibus ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod nos, concideracione bonorum et gratuitorum servi-

ciorum que dilectus servitor noster Ricardus Logan, unus serviencium nostrorum in ducatu nostro Aquitannie, tam carissimo domino et patri nostro regi defuncto quam nobis impendit, de gracia nostra speciali concessimus ei unum corrodium, sive sustentacionem, infra monasterium nostrum Sancte-Crucis, in civitate nostra Burdegalensi, quod jam vacat, habendum pro termino vite sue, cum omnibus juribus dicto corrodio sive sustentacioni pertinentibus. In cujus, etc. Teste Rege, apud castrum suum de Windesore, tercio die februarii.

Per breve de privato sigillo.

CCXXXIX. (28 août 1439.)

LETTRE

DE CHARLES VII, ROI DE FRANCE,

AU CONCILE DE BALE,

Au sujet du décret de ce concile contre le pape Eugène IV. (Bibl. Harl. n° 826. — Bréq. t. LXXXII.)

SACROSANCTE SYNODO BASILIENSI IN SPIRITU SANCTO LEGITIME CONGREGATE.

Sacrosancte, etc. Karolus, Dei gratia Francorum rex, devotus Ecclesie filius. Urget vos, patres orthodoxi, Christi caritas, sanctissimi patris nostri filialis amor, optimo jure debitus honor, fervens zelus vestre sancte congregationis in idipsum ea scribere que ad pacem sunt. Audivimus, viri patres amantissimi, sacri pontifices precolendi, decretum nuper in sessione vestra promulgatum, adversus beatissimum patrem nostrum venerabilis Ecclesie summum pontificem; quod utique, ut verum fateamur, non parum deterruit nos, pertimescentes

non immerito ventura scandala, turbaciones conscienciarum, divisiones regnorum, attento quod pauci reges et principes christianitatis, quos tantum negotium omnes proxime tangit, nondum comparuerunt aut incorporati decreto minime adheserunt; que omnia totis viribus propulsare nostra parte debuimus, votis omnibus longe ab ecclesia sancta catholica tolli et videri peroptamus. Attendite, patres zelantissimi, et videte! precamur vos per vestre misericordie et caritatis Jhesu Christi et societatem spiritus, ne ita artare videamini beatissimum patrem nostrum, scisma pestiferum et horrendum super nimium in corpore e vicinio oriatur, quod natura ipsa sagax tantopere refugit, et exhorrescit animus; et heu, diuturni nimis scismatis, novissime tantis laboribus et vigiliis vix sedati, actus memoria? Quod pie avertat dominus et Christus ejus ecclesie catholice sponsus! Enimvero, ne id diebus nostris videre contingat, omnem et totam operam, vigilias et laborem, alias et si occupati (mortali qui utpote ageremur ab hoste) libentes offerimus; quod et facilius cum pace omni fiat, oramus et obsecramus cetum vestrum saccerrimum, ut in dies aliquot, et competentes satis, execucio decreti jam facti proteletur, favore pacis et amore unitatis. Nos autem interim, impetrata mora temporis, cum instancia plurima sanctissimum patrem nostrum filiali devotione requiremus et orabimus, obsecrantes uti cedulo attendat hec et videat ne Christi et ipsius sponsam ecclesiam scandalizet, discrimen offerat cujus tandem eum pigeat et medela facilis non inveniatur. Ea enim de causa ad sanctam vestram congregacionem dilectum et fidelem consiliarium nostrum K. Charles, militem, ex presenti transmittimus, postmodum absque omni mora ad sanctissimum patrem nostrum proficisci injunximus, nostra ex parte ejusdem sanctitati persuasurum, quatenus sacro concilio nostrisque monitis et precibus tantum pie adhereat et ecclesie sancte atque populo Dei debitum omni prestantia et caritate imparciatur consolacionem. Reliqua latius explicanda vive vocis oraculo, dilectis et fidelibus nostris ambassiatoribus ad vos delegatis vice nostra commisimus, quibus fidem non dubiam dabit regiis precibus exoratus sacer cetus vester congregatus in Do-

mino, quem feliciter succrestus ad condignam reformacionem ecclesie peroptamus.

Scriptum in opido nostro Lothiarum (*sic,* Loches), die XXVIII mensis augusti.

Devotus Ecclesie filius,
KAROLUS, rex Francorum.

N. B. Extrait d'un manuscrit qui contient en la plus grande partie les actes du concile de Bâle, et qui est de l'écriture du temps dudit concile. B.

CCXL. (12 octobre 1439.)

LETTRE
DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle, conformément aux lettres de la duchesse de Bourgogne, il consent à la continuation des conférences pour la paix avec la France. (Rym. Suppl. mss. H. VI, t. V, n° 45. — Bréq. t. LXXXII.)

HENRY, par la grâce de Dieu, roy d'Engleterre et de Ffrance et seignur d'Irlande, à toutz ceulx qui ces présentes lettres verront, salut.

Comme ès moys de juillet et aoust darrainement passez, pluseurs journées de convention aient esté tenuz en la matière de la pais générale d'entre nous et adversaire en Ffrance par les ambassadeurs depputez et commis de nous et de luy devaunt le chastell d'Oye, entre Caleis et Gravelynghes, en la présence de très-révérend père en Dieu nostre très-chier et très-amé oncle le cardinal d'Anglaterre, médiateur de ladite pais pour nostre partie, et de beau cousin le duc d'Orléans et belle cousine la duchesse de Bourgoingne, aussy médiateurs de la paix dessusdite pour la partie de nostredit adversaire; en laquelle convention, jà soit ce que plusieurs offres aient esté faites d'un costé et d'autre, en oultre aucunes voies ouvertes par nozdiz

cousyn d'Orléans et cousyne de Bourgoigne, néantmoins conclusion finale n'y a encores esté prinse, pourquoy nozdiz oncle, cousin et cousyne, convenans ensemble et devaunt nostre ville dudit Calais, advisèrent estre très-expédient, honurable et nécessaire que de rechief feust tenue journée de convention en la matière de ladite paix par les ambassadeurs de nous et de nostredit adversaire, ou cas qu'il plairoit à nous et à luy que ainsy se feist, comme plus à plain puet apparoir par les lettres de nostredite cousine, dequelles la teneur est telle :

« Isabell, fille de roy de Portugale, par la grâce de Dieu duchesse de Bourgoingne, de Lothier, de Brabant et de Lembourg, comtesse de Fflandres, d'Artoys, de Bourgoingne, palatine de Haynau, de Holalnde, de Zellande et de Namur, marquise du Saint-Empire, dame de Ffrise, de Salins, de Malines, à toutz ceulx qui ces présentes lettres verront, salut. Comme nagaires pluseurs journéez aient esté tenues en la matière de la paix générale des roialmes de Ffrance et d'Angleterre, tant devant le chastel d'Oye, entre Gravelynghes et Caleis, comme devant et auprès de la ville dudit Calais, par lez ambassadeurs, messages et commisses de monseigneur le Roy, d'une partie, et les ambassadeurs de très-hault et excellent prince Henry, roy d'Angleterre, d'autre part, en la présence de très-révérend pier en Dieu, nostre très-chier et amé oncle, Henry, cardinal d'Angleterre, médiateur de ladite paix pour la partie d'Angleterre, et de beau cousin le duc d'Orléans et de nous semblement médiateurs d'icelle paix pour la partie de Ffrance ; ausquelles journées et lieux tant ait esté communiqué et procédé, que le XXIXe jour de juillet dernier passé certaine voie pour parvenir à pais fu avisée par ledit beau cousin d'Orléans et nous, et baillé par escript audit très-révérend pier en Dieu le cardinall d'Angleterre, nostre oncle, et depuis monstrée et communiquée aux ambassadeurs d'une part et d'autre, et appointée de consentement d'iceulx ambassadeurs, que une partie de chascune ambassade demourroit pardeçà, c'est assavoir ceulx de Ffrance à Seint-Omer et

ceulx d'Angleterre à Calais, et l'autre partie yroit devers leurs princes pour leur faire relation des choses ainsy communiquées et avisées, et rapporter leur responce et voulentée avec permission suffisante de conclure en ladite matière, se leur plaisir estoit d'y entendre, et aussy de procéder en ce cas à l'exécution d'icelle saunz plus de *vetralt,* et retourneroient les ambassadeurs d'un costé et d'autre, toutz instruitz de la voulentée de leursdiz seignurs et princes, garniz de puissance, come dit est, au lieu de la convention accordée devaunt Oye, entre Gravelynghes et Calais, le venredi IVe jour de ce présent moys de septembre ou, à plus tart, le venredi après ensuivant, XIe jour d'icelui mesme moys de septembre, lequele jour n'a pris la conclusion que nous désirions. Et depuis, à nostre requeste, ledit bele oncle le cardinal, beau cousyn d'Orléans et nous, soions convenz et assemblez le jourd'uy à lyeu accoustumé devant Calais, savoir faisons que finablement le jourd'uy convenans ensemble nous trois, c'est assavoir ledit bele uncle le cardinal, et beau cousin d'Orléans et nous, après pluseurs collocutions et communications eues sur ce entre nous trois à part, et aussy en la présence des ambassadeurs dudit roy d'Angleterre et de révérend père en Dieu l'évesque de Chaalons, l'un des ambassadeurs de mondit seigneur le roy, et de messieurs Nicholas Rolin, chivaler, chaunceller de monseigneur, affin que ceste mattière de paix, tant saincte, tant plaisant et aggréable à Dieu, tant doulce, si amoureuse et délitable à oyr et veoir, très-nécessaire aux deux roiaulmes, requise et désiré de toutz bons christiens, ne demourast en désespoir, mès à la louenge de Dieu, honneur des princes contendans et transquillité de leurs poures subgetz, se peust renouveller et condure jusques à désirée et fructueuse conclusion, a semblé à nous troiz estre très-expédient, honnourable et nécessaire que encores soit tenue journée de convention par les ambassadeurs des parties pour tractier, appoinctier et accordier, et finablement conclure, à l'aide nostre Sire, la matière d'icelle paix ; et pource que le saison d'iver approuche fort, obstant la ducte, duquel les passages de la mer sount souvent aspres, difficiles, dangereux et périlleux, avons toutes troiz avisé ce : C'est le

bon plaisir desditz seignurs et princes contendans que chescun de eux envoiera sez ambassadeurs et commis en la marche dudit Caleis, au xve jour du mois d'avril prouchain venant, ou, à plus tart, au premier jour du moys de may prouchain après ensuant, qui sera l'an mil cccc et quarante, pour convenir ensemble au lieu derrain acoustumé, devant Oye, entre lesdictes villes de Gravelinghes et Calais, instrutz au plein de l'intention et voluntée de leurs princes et seignurs sovereins, et ains [aians] povoir et commissions suffissante de par en eux de traictier, appointier, accorder et finablement conclure la matière de ladit paix, et que dedens le jour de la feste de Seint-Martin prouchain venant, qui serra le xie jour de novembre aussy prouchain venant, lesdictes parties, c'est assavoir mondit seignur le roy, nous certifiera par ses lettres patentes, en la ville de Lille, se c'est son plaisir eu non d'envoier sez ambassadeurs en ladicte marche de Caleys, aux ve jour dudit moys d'avril, ou, à plus tart, au premier jour de may dessusdit prouchain venant, au lieu accustumé d'entre Gravelinghes et Calais, comme dessus est dit, instruitz de sa volenté et intention finale sur ladicte matière de paix, et garniz de povoir et commission souffissante de par lui, pour traictier, appointier, accorder et finablement conclure la matière de ladicte paix générale; et semblablement nous certiffiera ledit roy d'Angleterre, dedens le jour de Saint-Martin prouchain venant, xie jour du mois de novembre aussy prouchain venant, par ses lettres patentes, se c'est son bon plaisir ou non d'envoier sez ambassadeurs en ladite marche de Calais, audit xve jour dudit moys d'avril, ou à plus tart ou premier jour de may prouchain venant, au lieu accoustumé, entre lesdictes villes de Gravelinghes et de Calais, comme dessus est dit, instruiz de sa voulenté et intention finale sur ladicte matière de paix générale, et garniz de povoir et commission suffissante de par luy pour traictier, appointier, accorder et finablement conclure ycelle matière de paix, lesquelles lettres dudit monseignur le roy nous envoierons en la ville de Calais dedens le xxe jour dudit moys de novembre prouchain venant, et celles dudit roy d'Angleterre en la ville de Paris, le xxiie jour d'icellui moys.

« En tesmoing de ce nous avons fait meutre notre seel à cez présentes, données le xve jour de septembre, l'an de grâce mil cccc trente et neuf. »

Savoir faisons que nous, qui de nostre cueur avons tousjours désiré et désirons parvenir au bien de paix, pour honneur, révérence et amour de Dieu, nostre créateur, et de sa glorieuse mère, affin de éviter la piteuse et abominable effusion de sang christien, et pour consoler et relever le poure peuple des grans maulx et oppressions que longuement a souffert à l'occasion de la guerre, pour nous meutre aussy envers Dieu et nostre prochein en tout raisonnable et honest devoir, et que chescun puisse clérement cognoistre et apparcevoir que en nous ne tient, ne tiendra, que bonne conclusion de ferme, estable et seure paix ne se ensuyve, euz sur ce les avis et délibérations de plusieurs de nostre sang et linage, et autres de nostre conseil, avons esté et sommes d'accorde et content que ladite convention, advisée pour ladicte paix par nozdiz oncle le cardinal, cousin d'Orléans et cousine de Bourgoigne, dont mention est fait ès lettres de nostredit cousine dessus transcriptes, soit faite, célébrée et tenue le xve jour d'avril ou le premier jour de may prouchain venant, à lieu derrainement acustumé devant ledit chastel d'Oy, entre lesditz Caleys et Gravelynghes, ausquelz jour et lieu envoieront noz solemnelz messaiges, ambassadeurs et depputtez avec povoir, commission et instruction suffisans pour traictier, appointer et finablement conclure ladicte matière de paix, ou cas toutesvoies que à ce temps fortune de mer ou faulte de vent propice n'y donne empeschement, en quel cas sitost après que vent pourra servir, passeront oultre, à l'aide de Dieu, nozdiz ambassadeurs pour aler oudit Calais et en la marche d'icelluy à la fine dessusdite, par ainsi que pareillement ausdiz jour et lieu nostredit adversaire, à ceste même fin, envoye ses ambassadeurs, messages et députeez, et de ce certiffie par sez lettres patentes nostredit cousine de Bourgoingne, dedens le jour de Saint-Martin prouchainement venant, xie jour de moys de novembre, lesquelles

nostredit cousine doit envoier audit Calais, dedens le xxe jour d'icelui moys de novembre.

En tesmoing de ce nous avons fait meutre nostre seel à ses présentez.

Donné à Kenyngton-lès-Londres, le xxiie jour d'octobre, l'an de grâce mil ccccxxix [mil ccccxxxix], et de nostre règne le xviiie.

Per breve de privato sigillo.

CCXLI.

(1439.)

LETTRE

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il nomme des commissaires pour traiter avec Charles de Valois ou ses ambassadeurs, au sujet de leurs prétentions respectives à la couronne de France. (Rym. Suppl. mss. H. VI, t. V, n° 18. — Bréq. vol. LXXXII.)

Rex, etc. (ut supra usque ibi) puritate et tunc sic venerabilium in Christo patrum, Johannis, archiepiscopi Eboracencis; Petri, episcopi Lexoviensis, ac carissimi consanguinei nostri Johannis, ducis Norfolkie; necnon venerabilium patrum Thome Norwicensis et Thome Monenensis, episcoporum, ac carissimorum consanguineorum nostrorum Humfredi Bukyngham, Herefordie, Staffordie, Northamptonio ac Perchie comitis; Johannis, comitis Oxoniensis, et Henrici, domini de Bourchier, et dilecti nobis in Christo abbatis de Ffescamp, ac dilectorum et fidelium nostrorum Walteri Hugerford, militis; magistri Nicholai Byllesdon, decani ecclesie cathedralis; Johannis Stourlon, militis; Johannis Suton, militis; Johannis Pomham, militis; Roberti Whityngham, thesaurarii Caletensis; magistri Thome Bekyngdon legum doctoris ac Willielmi Erard, sacre pagine professoris, nec non magistrorum Stephani Wylton et Willielmi Sprener, legum doctorum, et Johannis Reynell, secretarii nostri ad laudem et honorem, etc. (ut supra

usque ibi) sit provisum et tunc sic ipsos archiepiscopum, episcopos, eudem, comites, Henricum, abbatem, Walterum, Nicholaum, Johannem, Johannem, Johannem, Robertum, Thomam, Willielmum, Stephanum, Willielmum et Johannem, decem et novem, decem et octo, decem et septem, sexdecim, quindecim, quatuordecim, tresdecim, duodecim, undecim, decem aut novem ex eis quorum prefatum archiepiscopum et quatuor ex eis quos commisimus de regno nostro Ffrancie, et alios quatuor quos commisimus de regno nostro Anglie, esse volumus nostros ambassiatores, etc. (ut supra mutatis mutandis).

Teste (ut supra), etc.

CCXLII. (Vers 1440.)

REQUÊTE

DES HABITANTS DE LA SÉNÉCHAUSSÉE DES LANDES

AU ROI D'ANGLETERRE,

Contre les comtes de Le Bret et d'Armagnac. (Rym. Suppl. mss. H. VI, t. V, n° 76. — Bréq. t. LXXXII.)

Segneule les causes qe lo fa de graunt moffa grassian augerot de set. .per lo clerc de Varon. . ., verdondemente expauseran à nostre très-sovurn ssenior le rey d'Anglaterre et de Ffrance, duc de Guiayne, de partz lesdics estatz de la seneschaucée de las Lanes.

Primerementz humil et degude recomendacion.

Item, cum per cause deu partit Ffransas, deja passant hans, ha par los compte d'Arminhac, de Labrit et autres lors adhérens revellés du rey nostre ssenior, a lasbatz los pays hobedies au rey nostredit ssenior, tant en Bordales quant en las Lanes aupres, a suffertat grans dampnage et destruccions, à lor inreparables, par gardir lor legautas et leugesses.

Item, cum irreparables dampnage et destruccion, les gens de Bordales et las Lanes an greval à ler poder et metut à l'obediense deu rey nostredit ssenior, une graunt partide de las terres qe lodit ssenior de Labrit tene et possade.

Item, cum par vensjansse d'asso lodit de Labrit, dus hans a passats, ab grant companhe de roters, de qui avaz de de xiiii mili rosins ab l'estendard deu rey Ffranses, es viencut en Bordales et en las Lanes, et y a feyt grans destruccions de los gens, bens et causes.

Item, que no content d'esso, lodit senior de Labrit a metut une ffort garnison de gens d'armes et autres en lo loc de Carcas, et d'aqui en fore feyt guerre orrible et desresonable, et grandment destruyt lo pays de ladite seneschaucie de las Lanes.

Item, que los dirtz dus estatz, beden les grans destruccions deu pays, hobediet au rey nostredit ssenior, an recorrut au très-haut ssenior mossenior le compte de Huntinton, loctenent en Guiayne par lo rey nostredit ssenior, luy pregan et supplicant de remedie et provision à grevanse de loz de Tartas enemix deu rey nostredit seigneur, et à luy plagosse de dan por lor gobernador et capitayne lo noble mossenior Thomas Rampston, cavaler, senescaut de Guiayne.

Item, ad lodit mossenior de Huntinton autreya ausdits dus estatz de los cremets, lodit mossenior Thomas Rampston, senescaut de Guiayne, ab receivre de c homes d'armes et iiii^c archers, et asso par meter lo senior à Tartas.

Item, losdits dus estatz de la seneschaucie an tengut à gatjats en lo senior davant Tartas lodit mossenior lo senescaut ab lo nombre de gens susdit, l'espass de vi mes, pagan par home d'armes xv franx et vii francx et miey par archer.

Item, cum lo contrestan so dessus, losdits dus estatz an tengut en lodit senescaut, à lors costagier et despensier, vi^c homes d'armes et tres mili à peu, outre canons, engenhns volans et autre artilhere; lo tot à lor dit costagier et despensier.

Item, cum vedet lodit senecaut lodit ssenior de Labrat an present, ensemps ab luy lo filh deu compte d'Armanhac, vescompte de Lo-

manhe, ab gran cor de gens d'armes, es vinrent en lo pays de Shelosse obedient au rey nostredit seigneur, et a près los loctenens, e propis, ars et destruit deu ssenior de Lescun cum sou coturas Andinhon set ce colome eyres et coplut? et d'autres cutan, far lhevar lodit senescaut de Tartas.

Item, cum lodit mossenior le senescaut, par cosselh de lasdits gens deusdits dus estatz, losqaus aven estat deu comensament d'ahost entror à la fin deusdits vi mes complitz, agossan coveshensse que lodit senescaut no sa pode plus continuar, et que lodit loc de Tartas ere forit et imprenable et provedit de vivres, de qui à la fest de sent Johan prosviang vient, volens provedir à lor nessessetat, au profit et utilitat deu pays et de tote la cause publique, ses a. . .*. . (*sic*) toudat par lo mey an des notables gens ab lodit ssenior de Labrit et autres, ayssi cum plus ampleintz es contengut en los articles par cascun de lasdit partidas sag; los qaus demustreran par forme de vidimus.

Item, demunstreran le manyère cum, à cause dausdits articles, s'es procedit tant à la récepcion et garda de Charlos de Labrit, filh deudit ssenior de Labrit, et la manière des son segrament feyt en las mang deudit mossenior le senescaut, et de la possession recebuda de Tartas, et segrament feyt par les gens d'aquel loc et de Labret sore la senane et alhas quxta? et segon la tenor deusdits articles.

Item, expauseran la grant destruction que à cause de las guerres passades es estades en ladite seneschaucie, et an ce pays obédient au rey nostredit ssenior.

Per que pregueran et supliquaran à la reyau magestat deu rey nostredit ssenior, que lo placie de l'obrir los huelhs de pretat (*pietat*) et de misericordie, et prener tan partit en las causes susditas, que sie à laudor de Dieu et honor et proffit de la reyau magestat, et consolaçon des sondit pays et obédiense, que pusquan demorar en patz et habitar dejus l'obédiense du rey nostredit ssenior. Per après remostreran au rey nostredit ssenior cum lodit mossenior lo senescaut, lo darer jorn deu mes d'ahost darren passat, meto et pauset lo senescaut devant laplasse de Tartas, la qoau, par lont temps avant, ave destruyt

et donat de grans dampnages à ladite senechaucie de los Lanes, ensemps ab los nobles et autres de ladite senechaucie, et ya sostengutz grans costages, labors et travalhs, et y es estat nafrat et plagat par los enemix qui sieren dintz la plasse, et estant notablement et vertuousement parpertat que nostredit ssenior le rey et totz los de son pays part-dessa lieus tenguts, et es digne de obtenir grande recompensation, et ysso supliqueran au rey nostredit ssenior que li placie l'aver par recourandut cum es de rason.

Item, cum, segont sedit, lo rey nostredit ssenior ay feyt paravant donacion de Tartas audit mossenior le senecaut, supliqueran au rey nostredit ssenior que, en lo cas que Tartas et le plus susdit remangne as Charles de Labrit, qe'ul placia far en autre part recompensacion audit mossenior le senecaut, consideran las causes en lo precedent article contengudas : et par mayor fermesse de les causes susdits, avem sa g. . . . par nome, dons totz ab los sagetz de jus part nomiatz.

Le loctenent deu senecaut de las Lanes; lo s[r] de Lescun; lo prior de Bayon; Ax; Sent-Sauver.

CCXLIII. (10 avril 1441.)

LETTRE

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il permet à Robert Botil, prieur de Saint-Jean de Jérusalem, son envoyé en France, d'emporter de la vaisselle d'argent jusqu'à la concurrence de 200 marcs et 200 livres d'argent monnayé. (Suppl. Rym. H. VI, t. V, n° 152. — Bréq. t. LXXXII.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem. Sciatis quod, cum dilectus et fidelis noster ffrater Robertus Botill, prior hospitalis Sancti-Johannis Jerusalem in Anglia, ad partes transmarinas in nuncium nostrum profecturus sit, nos ut idem prior statum suum in eundo et redeundo

melius et decentius manutenere possit, de gratia nostra speciali concessimus ei et licentiam dedimus quod ipse vasa de argento ponderis ducentarum marcarum de Troje, vel infra, ac monetam cunatam pro expensis suis ad summam ducentarum librarum, secum ducere possit, absque impetitione vel impedimento nostri aut officiariorum seu ministrorum quorumcumque, aliquo statuto sive ordinatione in contrarium facta nonobstante.

In cujus, etc. Teste Rege. Apud Wyndesore, x° die aprilis.

Per ipsum Regem.

CCXLIV. (20 mai 1443.)

LETTRE

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

AU SÉNÉCHAL D'AQUITAINE,

Par laquelle il lui mande de rendre promptement justice à Guillotin de Lansac, chevalier. (*Vascon. Rot.* ann. 21, H. VI, membr. 12.— Bréq. t. LXXXII.)

Rex senescallo ducatus sui Aquitannie, vel ejus locumtenenti ibidem, qui nunc est vel qui pro tempore fuerit, salutem. Ex parte dilecti et fidelis militis nostri Guillotin de Lanssac, nobis est monstratum qualiter, post mortem Ameneu Beguey et filiorum suorum, procurator noster fiscalis in ducatu nostro prædicto publicari fecit hospitia, terras, tenementa et hereditates, que fuerunt ejusdem Ameneu et filiorum suorum predictorum, sicut per curiam senescalli nostri ibidem extitit consuetum; in quibus quidem publicacionibus predictus Guillotin, seu ejus astornati in obsequio nostro, in regno nostro Ffrancie et ducatu predicto existentes, ad conservationem sui juris, ut procreati de linea patris predicti Ameneu se apposuerunt, et post ipsam apposicionem prefatus Guillotin jus suum prosecutus fuit, et inde fecit sectam in eadem curia, secundum legem ducatus nostri predicti, rectum, racionem et justiciam continue petendo; que prefato Guillotin huc usque prolon-

gata et dilata existunt, in sui prejudicium, dampnum et exheredacionem, sicut dicit. Nos, premissa considerantes, vobis mandamus quod in predicta causa et processu inter procuratorem nostrum prædictum, ex parte una, et prefatum Guillotin, ex parte altera, vocatis in hac parte vocandis, facietis et ministretis rectum, racionem et justiciam secundum legem ducatus nostri predicti, omnimodis dilacionibus frustratoriis, seu mandatis in contrarium factis seu faciendis, nonobstantibus.

In cujus, etc. Teste Rege. Apud Westmonasterium, xx°, die maii.

Per breve de privato sigillo et de data predicta auctoritate parliamenti.

CCXLV. (21 juillet 1443.)

LETTRE

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Par laquelle il permet au duc de Sommerset de faire forger toutes sortes de coins, etc.
(*Vascon. Rot.* ann. 21, H. VI, m. 13. — Bréq. t. LXXXII.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem. Sciatis quod concessimus et licenciam dedimus dilecto et fideli consanguineo nostro Johanni, duci Somersetie, locum tenenti nostro ducatus nostri Acquictannie, quod, durante tempore quo ipse locumtenens noster ibidem existet, habeat potestatem et auctoritatem, per advisamentum consilii nostri, ibidem faciendi cunari omnimoda hujusmodi cunea, et de hujusmodi metallis, prout infra dictum ducatum nostrum Acquictannie ante hec tempora usitatum et habitum extitit, ac eciam faciendi et fabricari faciendi omnimoda ferra et sculpturas, ac omnimoda alia in hac parte necessaria et oportuna, absque imperticione nostri vel heredum nostrorum aut aliorum quorumcumque, aliquo statuto, actu sive ordinacione in contrarium factis, aut alia re quacumque nonobstante.

In cujus, etc. Teste Rege. Apud Westmonasterium, xxi° die julii.

Per breve de privato sigillo et de data, etc.

CCXLVI. (14 décembre 1446.)

POUVOIRS

DONNÉS PAR HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

Pour traiter, avec le roi de France, de mariages et de l'échange de quelques places.
(Rym. Suppl. H. VI, t. 6, n° 143. — Bréq. t. LXXXII.)

DE COMMUNICANDO ET TRACTANDO CUM AVUNCULO REGIS KAROLO FFRANCORUM.

Rex venerabili in Christo patri A. . . . . eadem gratia episcopo Cicestrensi, custodi privati sigilli nostri, ac dilecto et fideli nostro Johanni domino de Dudley, militi, consiliariis nostris, salutem.

Sciatis quod nos de prudentia, circumspectione, fidelitate et industria vestris plenarie confidentes, de assensu et deliberatione concilii nostri ffecimus, ordinavimus et deputavimus, ac per præsentes ffacimus, ordinamus et deputamus vos, conjunctim et divisim, nostros certos et indubios ambassiatores, commissarios et nuncios speciales, dantes et concedentes vobis et utrique vestrum potestatem plenariam ac mandatum generale et speciale pro nobis et nomine nostro, cum serenissimo principe Karolo, avunculo nostro Francie, sive cum suis commissariis, deputatis et assignatis, plenam et sufficientem potestatem ab eodem avunculo nostro in hac parte habentibus, communicandi, tractandi, appunctuandi et concludendi, de commutatione locorum nostrorum ultra mare cum locis ejusdem avunculi nostri celebrandi, universaque et singula quæ inter vos tractata, appunctuata et conclusa fuerint roborandi et assecurandi per fidei interpositionem, et juramentum ad sancta Dei evangelia in animam nostram prestandum, ac, de et super omnibus et singulis præmissis ac dependentiis, ab eisdem omnes et omnimodas securitates,

cautiones, promissa, obligationes ac literas sigillatas concedendi, faciendi et expediendi, prout vobis melius videbitur expedire; quæ talem tantamque vim, auctoritatem et effectum volumus realiter optinere ac si ea in propria persona fecissemus, cæteraque omnia et singula in præmissis tractata, appunctuata et conclusa expediendi, perficiendi, et pro parte nostra perimplendi ac debite exequendi, etiam si majora sint expressatis, et mandatum de sui natura exigant magis speciale, et quæ nosmetipsi facere possemus, si personaliter præsentes essemus in explicatione et conclusione præmissorum; promittentesque bona fide et in verbo regio, in hiis scriptis, quod omnia et singula quæ in præmissis vel circa ea per vos tractata, appunctuata et conclusa fuerint, rata, grata, firma et stabilia pro perpetuo habebimus, et faciemus inviolabiliter observari.

In cujus, etc. Teste Rege. Apud Westmonasterium, XIIII° die decembris.

Per breve de privato sigillo, et de data prædicta auctoritate parliamenti.

CCXLVII.

(18 décembre 1446.)

ARTICLES

ARRÊTÉS ENTRE LES AMBASSADEURS DE FRANCE ET LES COMMISSAIRES DU ROI D'ANGLETERRE :

1° Sur les revenus des ecclésiastiques sujets de l'un de ces princes, situés sous la domination de l'autre;
2° Sur quelques plaintes de piraterie;
3° Sur les Normands qui viennent étudier en l'université de Paris. (Suppl. Rym. H. VI, t. 6, n° 141. — Bréq. vol. LXXXII.)

PRO PARTE ANGLICORUM APPUNCTUAMENTA FACTA SUPER LIBERATIONE FRUCTUUM BENEFICIORUM ECCLESIASTICORUM UTRIUSQUE OBEDIENTIÆ, ETC.

Communicata, advisata et deliberata Londoniæ decima octava die mensis decembris, anno Domini millesimo quadringentesimo quadragesimo sexto, inter Willielmum Cousmot et Johannem Havart, ambassiatores; Willielmum, marchionem Suffolkiensem; Adam, Cicestrensem episcopum, et Johannem, dominum de Duddeley, commissarios serenissimorum principum, avunculi et nepotis, Franciæ et Angliæ :

Primo, quoad fructus beneficiorum ecclesiasticorum, durantibus treugis capti, et prorogandis, ad speciale avunculi desiderium, viri ecclesiastici alterutrius obedientiæ soli intitulati in beneficio, seu beneficiis utriusque seu ulterius dictorum principum obedientia sic intitulati, poterint constituere procuratores negotiorum suorum gestores, seu fructuum hujusmodi beneficiorum suorum collectores illius obedientiæ in qua dicti fructus situantur, et ipsos fructus in utraque obedientia, hinc inde, ad usus et commoditatem ita intitulatorum disponere per eosdem libere et quiete; et quod iste articulus

intelligatur tam de metropoliticis, cathedralibus, collegiatis, collegiis studentium ac conventualibus ecclesiis, quam elemosinariis sive præbendis, dignitatibus, officiis, capellis, cantariis seu commendatariis, aut aliis beneficiis ecclesiasticis ultramarinis quibuscumque; comprehendendo cum eisdem abbatiam et conventum Montis Sancti-Michaelis, nonobstante quacumque reservatione alias super hoc habita; et nullo modo intelligatur iste articulus de aliquibus beneficiis seu fructibus infra regnum Angliæ, nec infra Cales nec marchias ejusdem.

In facto Ecclesiæ universalis pro sedanda discordia et omni differentia prælatorum tollenda, (ut) quoque sancta Ecclesia universalis et apostolica gaudere valeat præeminentia, ut mater omnium et magistra, et verus ejus pastor summus pontifex, vicarius Jehsu Christi in terris, reges videat et effectualiter senseat dispositos in augmentum divini cultus, ampliationem fidei et religionis christianæ, juriumque et libertatis ecclesiasticorum conservatores, pro suis viribus omnium propulsatores violentiarum ac eis injurantium depressores, insurgere et fortes erigere se gigantes pro nomine Jehsu Christi, advisatum est, quod præfatorum principum alter reliquo significabit mentem suam quibus modis et viis præmissa poterint effectualiter conduci, ut uno passu gradientes, felicius et securius tam sanctum opus et divinum valeat effectum sortiri.

Item, quoad attemptata super mare a tempore treugarum reparentur hinc inde, videlicet quod bona capta, si existant, restituantur cum rationabilibus dampnis et interesse; si vero non existent in rerum natura bona hujusmodi, tunc eorum verus valor, et quod valuatio æstimetur per mercatores utriusque obedientiæ de omni genere mercandisæ, secundum pondus, numerum et mensuram, uti natura rerum captarum requirit.

Item, quoad certos casus particulares, de quibus dicti ambassiatores fecerunt queremonias et doleanceas commissariis antedictis,

videlicet de captione duarum navium hispaniensium cum certis doliis vini, certisque lana et ferro, mercatoribus Parisiensibus, de Rupella et aliis Hispanis pertinentibus, adductis in Angliam per servitores domini Philippi Courteney, militis; præfatus princeps nepos, contemptatione avunculi sui carissimi, et prætextu treugarum inter præfatos principes initarum; per dictos suos commissarios decrevit ipsas naves effectualiter deliberandas fore, omniaque vina in dictis navibus capta, prædictis mercatoribus Parisiensibus et de Rupella pertinentia, secundum cartam partitam in hac re factam, ipsis mercatoribus fore reddenda; et ultra, in favorem cujus supra, voluit et decrevit præfatus princeps nepos ex sua liberalitate, nonobstantibus quibuscumque quæstionibus seu debatis inter Anglicos et Hispanos ab initio treugarum citra existentibus, prædictas duas naves cum vinis, lana, ferro et cæteris rebus in præfatis navibus captis et inventis, persæpe nominatis ambassiatoribus realiter et de facto deliberari et expediri, ut de hiis possent facere et disponere libere et ad sui placitum et voluntatem; et adhuc quia nonnulla vina ex prædictis bibita, consumpta aut pejorata fuerant, concordatum est quod de consensu mercatorum appretiarentur dicta vina quæ ad utilitatem dictorum mercatorum in restitutionem venire non possent; quæ appretiatio postmodum facta fuit ad novem nobilia pro quolibet dolio vini duas pipas continenti, et fieret satisfactio de hoc prædictis mercatoribus rationabilis, secundum tenorem appunctuamenti particulariter in hac re habiti, tenori cujus prædicti ambassiatores et commissarii se referunt.

Item, super queremonia Michaelis Michelette, de nave onerata vinis Pictaviæ capta et ducta, ut asserebatur, mense octobris ultimo præterito, per Johannem Carlas in portum de Fabenne, emanavit mandatum regium desuper inquirendum, et tam navem quam vina, ac alias mercandisas, si quæ sic captæ sint, cui pertinent debite et plene cum dampno et interesse restituendis, nec non dictum Carlas reum inventum tanquam infractorem treugarum puniendum.

Respectu autem attemptatorum et excessuum commissorum ultra

mare in Normania aut alibi, in regno Franciæ, appunctatum extitit quod ambassiatores dicti principis nepotis, qui in brevi accepturi sunt iter, apud principis avunculi celsitudinem habebunt potestatem negotiandi in dicta materia, et ulterius poterunt committere ad negotiandum cum ipsis, vel in eorum absentia, ubi expediens et utilius eis videbitur in dicta materia, certas personas sufficientes, notabiles et expertas, et providebunt dicti ambassiatores principis nepotis, ex parte sua, omnibus casibus et excessibus perventuris ad notitiam ipsorum, in materia treugarum, taliter quod rationabiliter debebunt omnes contentari.

Et quia ipsi ambassiatores principis nepotis prædicti non poterunt forsan longam trahere moram ultra mare, et vacare negotio dicto per tantum temporis spatium quod bene decet, dictum extitit quod ipsi ambassiatores prænominati sperant, ante eorum exitum de patria ultramaritana, dictum principem nepotem, eorum magistrum, mittere in dicta patria aliquem magnum dominum seu principem magnæ et potentis auctoritatis et cui obedietur sine difficultate, apud quem poterit haberi recursus, dum casus emerserint, et faciet omnibus conquerentibus bonum et breve justiciæ complementum, et quod pro parte principis avunculi reparatio fiet dampnorum illatorum subditis principis nepotis per subditos suos.

Item, super facto Hispanorum, prædicti ambassiatores principis avunculi querelati sunt, occasione navium et mercandisiarum in ipsis captarum, ablatarum et arrestatarum per Anglicos a tempore treugarum citra; in qua materia ostensum fuit quod, tempore treugarum durante, Hispani a bonis Anglicorum ceperunt ad valorem CXX milium saluciorum et ultra; pro quorum restitutione Anglici dampnificati plurimum prosecuti sunt apud regem Castellæ et justiciam suam, et quamquam de nonnullis bonis propter eorum manifestam captionem et notorietatem probationis, sententiam obtinuerant restitutionis, execucionem tamen sententiæ non potuerant habere. Alii vero Anglici, qui prosecuti sunt restitutionem, tantis dilationibus

trahebantur, quod, desperati, recedere coacti sunt, cumtanto dampno citra initium treugarum, quantum non sustinuerunt Anglici ab Hispanis ante treugas in viginti annis; unde Anglici postmodum aliquas naves de Hispania ceperant et aliquas legitime fecerant per viam juris arrestari, prout fuerat clare deductum. Nichilominus, serenissimus princeps nepos mandavit, contemptatione excellentissimi principis carissimi sui avunculi, ad instantiam ejus ambassiatorum, duas naves de Hispania, arrestatas in Haresloca, deliberari Hispanis: et quoad alia attemptata in dicta convencione dictorum principum avunculi et nepotis, seu aliis tempore et loco, per commissarios tam pro parte Angliæ quam Hispaniæ, si de dispositione regis Hispaniæ constiterit, mutua fiet reparatio, et quod serenissimus princeps avunculus dignabitur hoc significare per suas litteras eidem regi Castellæ, ut ipse desuper significet velle suum.

Item, et quantum concernit factum Portugalorum, dequibus plurimæ querimoniæ, clamores et doleantiæ factæ fuerunt per dictos ambassiatores principis avunculi, eo quod nolebant ipsi Portugalenses tenere treugas, quia dicti commissarii principis nepotis asserebant suum principem prænominatum, viva voce, scripsisse præfato regi Portugalensi de hac materia, a quo nullum adhuc habuerunt responsum, quam ob rem non possent bono modo affirmare si dicti Portugalenses vellent comprehendi in dictis treugis vel non; appunctuatum extitit quod dictus princeps nepos iterato scribet prælocuto regi Portugaliæ, suo confœderato, de hacmateria, ut certioretur quæ erunt suæ voluntas et intentio in hac parte, et responsionem quam inde habuerit notificabit principi avunculo suo infra primum diem martii proxime venturi. Et casu quo dictus rex Portugaliæ voluerit comprehendi in dicta treuga, dictus princeps nepos tenebit manum quod ipse rex Portugaliæ faciet vel fieri faciet restitutionem et reparationem omnium dampnorum et interesse factorum, datorum, et perpetratorum, per gentes et subditos suos, gentibus et subditis principis avunculi, prout fuerit juris et rationis.

Item, quantum ad factum breviensium, emanavit mandatum præfati principis nepotis sub tenore verborum quæ sequuntur:

« Henri, etc. aux maire et baillifs de Sanddewich et à tous ses autres officiers illæques, salut. Pour tant que il nous est donné à entendre que pluseurs breviers (routiers) estans sur la mer robbent et despoillent aucuns de jour en jour de leurs biens et marchandises, et principalement les subgiez de nostre très-chier oncle de France, grevousement vexent, troublent et perturbent en prenant eulx, lieurs nefs, biens et marchandises continuelment; après, quant ilz les ont ainsi prins, ilz les amènent à divers ports et hables de nostre royaume d'Angleterre, et illecques sont receuz, favorisez et supportez par aucuns noz liges, à nostre très-griesve desplaisance, aussi contre la forme et effect des triêves faictes et concluz entre nous et nostredit oncle : Nous, qui teles choses ainsi estre faictes ou perpétrées ne voulons aucunement tollérer, mais lesdittes triêves, de et pour nostre part, voulans inviolablement observer sans lésion aucune, vous mandons le plus estroictement que nous povons, en enjoignant fermement que, dedans ladite ville, là où vous semblera estre plus expédient de nostre part, vous faitez estre proclamez publiquement que aucun de nozdiz liges ne reçoyve, favorise ou supporte lesdiz breviers, en faisant ou supportant telz dommaiges, vexacions ou grevances aux subgiez de nostredit oncle, en quelque manière que ce soit, contre la forme et effect desdittes triêves. Nous voulons aussi et vous mandons que vous arrestez touz telz breviers, s'il avient qu'ilz prennent aucuns des subgiez de nostredit oncle de France ou leurs nefs, biens et marchandises, et que ils arriveront au port de laditte ville avec iceulx, ou qu'ilz feront aucune chose contraire desdittes triêves, en les faisant estre gardez seurement et sauvement avec iceulx biens, nefs et marchandises, et adoncques amenez ou faitez amener iceulx breviers devant nous et nostre conseil, le plus tost qu'il pourra convenablement estre fait, en certiffiant nous et nostredit conseil de tout ce que aurez fait en ceste partie, et ce ne omettez ne laissez aucunement, sur peine de restituer ausdiz subgiez de nostredit oncle de France leurs nefs, biens et marchandises

ainsi prinses par lesdiz breviers, ou la vraye valeur d'iceulx. Tesmoigne, etc. »

Et pariter consimiles litteræ factæ fuerant ad alios portus.

ITEM, quoad Normanos affectantes conversari et studere in universitate Parisina, absque eo quod ex hoc vel ipsis studentibus, parentibus, propinquis seu eorum amicis, præjudicium aliquod generetur seu gravamen, litteris regiis in contrarium emissis; si quæ fuerint nonobstantes, et etiam in facto de Quatremares et de vicecomitatu Bellimontis, ambassiatores dicti principis nepotis venientes in Francia, desuper ante eorum recessum, dum in Normania fuerint, providebunt et appunctuabunt. Sic signatum SUFFOLK, A. Cicestrensis; J. DUDDLEY.

Colatio facta est cum originali per me ALOPINI.

Et per me R. LONGPORT.

CCXLVIII.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES MAIRES DE LA VILLE DE BORDEAUX,

Depuis 1253 jusques et y compris 1453. (Bréq. t. XXXVIII.)

HENRI III.	1253.	Guillaume R. Columb	novembre.
ÉDOUARD Ier.	1277.	Guichard du Bourg, seigneur de Breteuil, nommé par le roi	3 mai.
	1282.	Bernard Gattepuy, nommé par le sénéchal de Gascogne, confirmé par le roi, amovible à la volonté du sénéchal	12 novembre.
	1289.	Pierre Yterii, chevalier, amovible à la volonté du sénéchal	13 juin.

ÉDOUARD Ier.	1290.	Thomas de Sandwic (il avait été maire avant 1290, comme il résulte de la pièce même qui est citée), nommé pour quinze jours seulement, dans le cas où la cour de France rétablirait le roi d'Angleterre dans le droit de nommer le maire de Bordeaux, et après ces quinze jours, Pierre Ytier, précédemment nommé maire, serait substitué audit Thomas.	20 juin.
	1293.	Alexandre de la Peure, chevalier, accordé par le roy aux Bourdelois..................	17 juillet.
	1305.	Arnaud Caillou, pour le temps qu'il plaira au roy, aux mêmes droits que les maires précédents............................	1er avril.
ÉDOUARD II.	1308.	Pierre Caillou, aux mêmes conditions.......	6 janvier.
	1311.	Amanieu du Fossat, au lieu de Pierre Caillou et aux mêmes conditions...............	16 janvier.
	1312.	Otton de Lados, aux mêmes conditions......	8 février.
	1313.	Assun de Gailhard. — Permission au sénéchal de Gascogne d'élire Assun de Gailhard pour maire de Bordeaux, de l'avis du conseil royal de Gascogne........................	1er janvier.
	1315.	Élie Audoein, aux conditions précédentes....	20 février.
	1316.	Guillaume de Toulouse, nommé par le sénéchal de Gascogne, confirmé par le roi aux conditions précédentes.....................	24 décembre.
	1318.	Loup Burgundi; mandement pour lui faire expédier lettres de maire aux conditions ordinaires............................	4 mars.
	1319.	Odinet de Millesaints, commis par le sénéchal, confirmé par le roi aux conditions ordinaires.	20 juillet.
	1322.	Reymond de Millesaints; mandement pour lui faire expédier la commission de maire, tant qu'il plaira au roi........................	30 novembre.
	1323.	Robert de Shirland, avec des distinctions particulières; deux pièces; on voit, par une pièce du 4 février, qu'il était maire l'année suivante............................	6 juillet. 22 août.
ÉDOUARD III.	1326.	Jean de Hanstede, nommé par le roi administrateur des biens de son fils aîné Édouard...	10 juin.
	1328.	Loup Burgundi, tant qu'il plaira au roi.....	1er août.
	1329.	Jean de Hanstede, à vie.................	2 avril.
	1330.	Jean de Saint-Philebert; tant qu'il plaira au roi.	8 octobre.

Édouard III.	1332.	Guillaume Sanche de Pomiers, en la place de Jean de Saint-Philebert, mort; ledit Pomiers nommé maire de Bourdeaux quoiqu'il ne fût pas Anglais et qu'il fût d'usage de choisir un Anglais pour cet office..................	20 mars.
	1334.	Jean de Lisle (du Burghle), aux conditions ordinaires. Par une pièce du 8 janvier, on voit qu'il était encore maire en 1338.........	8 janvier.
	1344.	Renaud de Biskele; aux conditions ordinaires..	3 mars.
	1345.	Guillaume Stury; aux mêmes conditions.....	24 avril.
	1346.	Renaud de Biskele, nommé maire de Bourdeaux, à vie, par le comte de Lancastre, capitaine général de Guyenne, confirmé par le roi............................	22 avril.
	1354.	Thomas de Roos de Donnesby; tant qu'il plaira au roi. Par une pièce du 3 août 1357, on voit qu'il était encore maire alors.........	19 mars.
	1359.	Arnaud Sauvage, aux conditions ordinaires. Par une pièce du 30 janvier, on voit qu'il était encore maire en 1363................	12 mars.
	1373.	Robert Roux..........................	8 mars.
	1375.	Jean de Multon.......................	9 avril.
Richard II.	1382.	David Craddok........................	18 avril.
	1387.	Guillaume de Faryngdon, chevalier.........	12 juin.
	1388.	David Cradok, chevalier, continué par le roi maire de Bourdeaux pour trois ans dudit jour.	18 juillet.
	1390.	Jean Grailly, chevalier, nommé par le roi maire de Bourdeaux durant trois ans, à commencer au 18 juillet 1391, terme des trois ans de David Cradok......................	21 août.
	1394.	Jean de Grailly, nommé maire tant qu'il plaira au roi............................	1er juillet.
	1397.	Jean de Grailly, établi maire tant qu'il se comportera bien en son office...............	16 août.
	1398.	Jean de Grailly, établi maire tant qu'il se comportera bien, et avec les droits et gages accoutumés..........................	1er octobre.
Henri IV.	1405.	Thomas Swinbourn, tant qu'il plaira au roi, et avec les droits et gages de Jean de Grailly..	13 mars.
	1406.	Hugues Luterell, aux mêmes conditions.....	13 mai.
	1412.	Pierre Bukton, aux mêmes conditions que Th. Swinbourn, qui était mort...........	19 août.

Henri V.	1413.	Jean de Saint-Jean, aux mêmes conditions. (Suit une révocation de Pierre Bukton.)	1er avril.
	1419.	John de Saint-Johan.	
Henri VI.	1423.	Laurent de Marbury, chevalier, aux mêmes conditions (à la suite des lettres du 1er avril déjà employées à l'article précédent). Expédition des lettres en conséquence de la nomination dudit Laurent de Marbury	12 mai.
	1428.	Jean Holland, chevalier, en la place de Laurent de Marbury, et aux mêmes conditions	30 avril.
	1433.	Godefroy Shurtoise (Courteheuse), chevalier, à la place de Jean Holland. (Suit la révocation dudit Holland.)	20 février.
	1443.	Godefroy Shurtoise, chevalier	22 avril.
	1453.	Henry Redford, chevalier	5 décembre.

CCXLIX.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES CONNÉTABLES DE BORDEAUX

Depuis 1276 jusques et compris 1439. (Bréq. t. XXXVIII.)

Édouard Ier.	1276.	Me Adam de Norffolk	9 juin.
	1282.	Jean de la Bère, clerc	12 novembre.
	1283.	Me Pierre de Lek, clerc du roi d'Angleterre	31 août.
	1285.	Reymond de Myrallo. (Il l'était en 1285, suivant une pièce du 10 juin audit an.).	
	1289.	Itier d'Angoulême, clerc du roi d'Angleterre	10 juin.
	1293.	Me Robert de Lessech, clerc du roi d'Angleterre.	13 juillet.
		Me Pierre Aymeric, clerc du roi d'Angleterre.	
	1305.	Me Richard de Haveringhes, clerc du roi d'Angleterre	24 mars.
Édouard II.	1308.	Me Jourdain Moraunt, clerc du roi d'Angleterre.	15 mars.
	1309.	Émeric de Friscombaud, marchand	6 avril.
	1311.	Me Jourdain Moraunt, clerc du roi d'Angleterre.	1er décembre.
	1320.	Richard de Ellefeld.	
	1322.	Adam de Limberghes, clerc du roi d'Angleterre.	24 avril.

Édouard II.	1324.	Jean Travers, clerc du roi d'Angleterre.......	1er avril.
	1323.	Adam de Limbergh, clerc du roi d'Angleterre.	1er octobre.
	1326.	Me Albert Medici, clerc du roi d'Angleterre...	12 mars.
Édouard III.	1327.	Me Jean de Weston, clerc du roi d'Angleterre..	7 février.
	1329.	Me Pierre de Galicien, clerc du roi d'Angleterre.	3 septembre.
	1330.	Me Pierre de Galicien, clerc du roi d'Angleterre.	8 février.
	1330.	Jean Travers, clerc du roi d'Angleterre......	29 juin.
	1334.	Jean Travers.	
	1341.	Nicolas Ususmaris.	
	1343.	Me Jean Wawayn, clerc du roi d'Angleterre...	22 septembre.
	1347.	Jean Wawain.	
	1348.	Me Jean de Stretelle, clerc du roi d'Angleterre.	28 avril.
	1350.	Jean de Charnels........................	8 septembre.
	1353.	Me Jean de Stretele, clerc du roi d'Angleterre..	18 janvier.
	1361.	Guillaume de Tarley, clerc du roi d'Angleterre.	1er juillet.
	1373.	Robert de Wykfordhes..................	14 mars.
	1375.	Richard Rotons.........................	16 avril.
Richard II.	1381.	Jean de Stratton, seigneur de Lauderans......	26 août.
	1387.	Jean de Gedeneye......................	26 décembre.
	1388.	Jean de Gedeney.......................	12 août.
	1398.	Henry Bowet.	
	1399.	Guillaume Langbrok, clerc du roi d'Angleterre.	22 avril.
Henri IV.	1401.	Guillaume Farendon....................	1er mai.
	1407.	Guillaume de Faryngdon, chevalier.	
Henri V.	1413.	Guillaume Clifford, chevalier..............	1er juillet.
	1419.	Jean Radclif, chevalier...................	16 mai.
Henri VI.	1432.	Me Wautier Colles......................	28 juin.
	1429.	Robert Clifton, chevalier.................	24 mars.
	1447. 1448.	Noble et puissant homme le sire Édouard Hulles, chevalier.	

CCL.

(17 février 1453.

LETTRES

Par lesquelles Henri VI, roi d'Angleterre, cède au comte de Salop le tiers et le tiers du tiers des rançons des prisonniers qu'il s'était réservées par l'accord qu'il avait fait avec les capitaines qu'il avait pris à son service en Guyenne. (Rym. Suppl. H. VI. vol. 8. — Bréq. t. LXXXIII.)

PRO COMITE SALOPIE.

Rex, omnibus ad quos, etc. salutem. Sciatis quod cum dilecti et ffideles nostri Johannes, vicecomes de Lisle; Robertus Hungerford de Moleyn, miles; Rogerus de Camois, miles; Johannes Lisle, miles, et Johannes Bastard de Sommerset, nobiscum capitanei quorumdam hominum ad arma armatorum, et sagittariorum, quos ad proficiscendum in obsequium nostrum versus ducatum nostrum Aquitanie ordinavimus, ibidem nobis, sub carissimo consanguineo nostro Johanne, comite Salopie, per quarterium anni ad servitium retineantur ita quod habebimus, inter alia, tertias omnimodorum prisonariorum, prædarum, captionum, et aliarum rerum quarumcumque quæ per ipsos capitaneos in guerra capi contigerit, ac tertiarum tertias, unde prædicti homines ad arma et sagittarii præfatis capitaneis respondebunt, prout inseparabilibus indenturis inde inter nos et eosdem vicecomitem, Robertum, Rogerum, Johannem et Johannem, confectis plenius continetur : Nos, notabilia et gratuita servicia, custagia et onera que prædictus consanguineus noster nobis impendit et sustinuit, ac in dies impendit et sustinet, de gratia nostra speciali, de avisamento et assensu consilii nostri, concessimus ei tertias et tertiarum tertias quæ nobis, virtute indenturarum prædictarum, accrescere poterunt. In cujus, etc.

Teste Rege. Apud Westmonasterium, XVII° die ffebruarii.

Per breve de privato sigillo, et de data, etc.

CCLI.

(23 juillet 1454.)

LETTRE

DE HENRI VI, ROI D'ANGLETERRE,

A LA DUCHESSE DE BOURGOGNE,

Pour l'engager à réparer les dommages faits aux sujets anglais et à entretenir la liberté du commerce entre les sujets respectifs, selon les traités. (Rym. Suppl. H. VI, vol. 8. — Bréq. t. LXXXIII.)

De par le Roy,

Haulte et puissante princesse, très-chière et très-amée cousine, assez est venu à votre congnoissance, et pensons que point ne voulez ignorer comment, ou mois de juin (*sic*) un (an).a ou environ, le grand prieur d'Angleterre, et autres de nostre conseil, ambaxadeurs notables, se estoient mis bien avant en chemin pour aller par devers vous à l'entretenement de la journée de convention qui, environs Pasques précédens, quant [vous f]ustes à Gravelinghes, avoit par vous avecques eulx esté assignée et acceptée, pour entendre à la réparation des attemptas et entreprises que on dit avoir esté faites, tant d'un costé comme d'autre, à l'encontre des trêves et appointements jà pièçà faits et pri. . . par entre nous, nos royaumes, seigneuries et subgjetz, d'une part, et nostre très-chier cousin le duc vostre seigneur et mari, ses pays et subgjetz, d'autre part, pour l'entrecours de la marchandise, et comment vous contremandastes icelle journée, disant que lors n'y porriez comparoir ne entendre, pour ce que les gens du conseil de nostredit cousin estoient occupez en aultres affaires, sanz y prendre ou mettre autre jour ne terme de convention ne d'entretenement; parquoy, sanz nostre deffault, icelle convention et tout ce qui, ès autres assemblées précédens, avoit esté fait et besoigné sur ces matières, est demouré imparfait et cheust en inter-

ruption, ou très-grand préjudice et dommage de la chose publique et à nostre bien grande desplaisance. Si, comme jà diverses ffois depuis icelluy temps nous le vous avons escript, et derenièrement per noz amez et haults ambassadeurs Émond Mulso, chevalier, et maistre Loys Galet, l'un des maistres des requestes de nostre hostel, le vous avons fait dire et exposer bien à plein, tousjours offrans de nostre part de envoyer pour ceste cause par delà la mer noz ambassadeurs et commissaires, garnis de povoirs suffisants, à tel jour qui eust esté assigné, ou cas toutesvoies que icellui jour nous eust esté duement signifié en temps convenable, pour le faire notifier de noz subjets en Irlande et ailleurs qui y auront de besoigner; requérans finablement par iceux noz darreniers ambassadeurs, et aussi par noz lettres, que, en ensuivant le contenu esdites trêves et appointemens, nos subgjetz et leurs biens qui, par le commandement dudit duc et autrement, ont esté et sont empeschiez par delà, soubz umbre ou à l'occasion de quelzconques attemptas ou entreprises qui pourroient estre faictes par nos subgjetz, feussent miz à plénière délivrance, comme raison est, et ainsi que lesdits appointements expressément le contiennent; et pour parvenir à cette fin et clérement démonstrer le très-parfait vouloir que avons au bien de justice et à l'entretenement desdites triêves pour l'utilité publique, nozdits ambassadeurs ont fait, tant de bouche que par escript, à vous et aux gens du conseil de nostredit cousin, diverses grans offres, pour mettre ceulx qui ce peult toucher en seureté d'avoir réputation des choses qui seroient trouvés avoir esté induement faictes par le seigneur de Bonneville et autres de sa compaignie, et que nos marchands se obligeront de compareur et poursuir journellement avec les vostres, jusqes à ce que réparation en sera faicte, vous requérant très-instamment de par nous que vous souffrez accepter. . . . . journée de convention pour tout mettre en deu ordre et mesme à bonne ffin, auxquelles choses n'avez vouluz vous encliner ne entendre. Si ne povons aparcevoir à quel ffin vous voulez tendre, maiz iceulx noz ambassadeurs nous ont reporté que ou mois de may darrenièrement passé, vous et lesdits gens du

conseil dudit duc leur avez respondu que, auxdits arrêts faits par le commandement d'icelluy duc, vous ne vouldriez aucunement touchier sans son sceu et liscence, mais à son retour, que lors pensiez estre prochain, de certain voyage où il estoit, et ce qui seroit environ la fin du mois de juing, vous lui déclaireriez noz request avecques autres choses que vous avions escriptes, et qui de nostre part par nosditz ambassadeurs vous ont esté exposées et prouchainement nous en signifieriez son vouloir; duquel vouloir jusques cy n'avons eu aucune response, et par ainsi nosditz subgjez et leurs biens demeurent tousjours arrestez et empeschiez; mais qui plus est, nouvellement nous sont faites très-griefves complaintes que derechief autres de noz subjets... (*sic*) et leurs biens sont journellement emprisonnez et empeschiez par delà par les officiers dudit duc, en tele manière qu'ils n'osent et ne peuvent faire le fait de leurs marchandises, en allant directement contre la teneur desdites trêves, car ce que par la délibération de conseil est fait, par ledit duc ou de par luy, ne doit estre tenu ne réputé pour attemptat, aincoire pourroit sembler estre infraction; ce que fait ne devroit estre par raison, attendu que toujours avons offert et encores offrons de faire administrer justice à ceulx qui nous en requerront, ainsy que jà avons fait en divers cas. Quant à la complainte de vos subjets, avons fait emprisonner diverses personnes des nostres, c'est assavoyr pour la complainte Henry Glanzone de l'Escluze, un esquier nommé Water Ralegh fi . . . (*sic*), jà pièçà emprisonné et tousjours depuys continuellement y a esté et encore est détenu. Pour la plainte faite de par Ysabelle de Lalaing, demoyselle, Thomas Nere, autremant dit Chapman, et semblablement autres pour autres cas ont esté longuement détenuz en prison, et toujours seront prests d'ester à droict quand requis en seront, et furent aucuns d'eulx jusques à Calays en (*sic*) ...ention de comparoir à ycelle journée en *juillet l'an mil IIII C LIII* (*sic*), se de vostre part ladite interruption n'y feust entrevenue, à laquelle et autres que depuys vous avons offert et fait offre, come dit est, vous-mesme en eussiez fait la ffin. Et autre plus, par le grand bruit qui a esté à l'encontre

du sire de Bonneville, contre lequel expressément vous avons offert de faire administrer prompte justice, il est venu par deçà depuys le moys de mars derrenièrement passé, et continuellement depuys y est demouré subz arrest jusques naguères en ce présent moys de juillet, comparant journelment pardevant les gens de nostre conseil en nostre palais, à Westminster, pour ester à droict et respondre à ce que aucun de vos subjects eût voulu dire et demander contre luy, à quoy aucun n'est apparu; pourquoy, comme raison est, avons lâchié ycelluy arrest, parmy ce que il a promis et est obligé, etc. baillié caution sous grant peynes, de comparoir personnelment en nostredit conseil pour ces matières, au XXI[e] jour d'octobre prochainement venant.

Pour considération de toutes lesquelles choses, haulte et puyssant princesse, très-chière et très-amée cousine, nous vous prions très-affectueusement et bien instamment que cette foiz, sans plus délayer, vous faites tant que en réparant. . . (*sic*) nendant réalment et de fait les choses devant dites et chacune d'ycelles, nosdits marchands et leurs ffacteurs, avecques leurs marchandises et biens quelzconques, soyent mis à plénière délivrance, et puissent doresnavant francchement et paysiblement faire et exercer les fais de leurs marchandises, par delà les teneurs desdites trêves et appointmens, en acceptant jour convenable et le nous signifiant deuemant, par la manière que dit est, pour besogner et finablement déterminer sur toutes les choses qui sont en différence et en débast, tant de l'ung costé comme de l'aultre, affin que de là en avant le ffait de la marchandise puist en seurté avoyr son cours, ou autrement vous et les vostres donrrez à vos marchands occasion et grant causes de fort murmurer et eulx plaindre, et que par adventure plus ne vouldront converser de par delà, et à nous aussy de eulx deffendre icelle conversation; et en espécial nous pourrons raisonnablement croire que aucuns estans par delà ont peu d'affection à l'entretenement desdites trêves, desquels la rupture faire le convenoit, que Dieux ne vueille! à nostre grant desplaisance. Sur lesquelles choses, très-chière et très-amée,

vueillez nous rendre prouchainement *certains* (*sic*) de vostre intention et voulenté par escript, par Guienne, roy d'armes, porteur de cestes, lequel pour ceste cause et non pour autre envoyons à ceste ffoiz par devers vous, en vous signifiant . . .ns (*sic*) féablement vos bons playsirs, auxquels acomplir nous nous employerons de très-bon cueur et voulentiers. Ce scet Nostre Seigneur Dieux, qui vous ait en sa sainte benote garde.

Donné sous nostre privé scel, en nostre palais, à Westminster, le xxiiie. jour de juillet, l'an de grâce mil cccc Liiii et le xxiie de noz règne.

Ainsy signé : Gervais.

A haulte et puissant princesse nostre très-chière et très-amée cousine la duchesse de Bourgoygne, etc.

CCLII. (12 juillet 1457.)

ORDRE

D'ARRÊTER GUILLAUME MOUNTENEY,

Pour lui faire rendre compte des sommes qu'il avait reçues sous condition de passer en France avec Henri V. (Echiq. Rem. — Bréq. t. LXXXIII.)

Henricus, Dei gratia rex Anglie et Ffrancie, et dominus Hibernie, vicecomiti Devon. salutem. Precipimus tibi sicut pluribus quod non omittas, propter aliquam libertatem, quin eam ingrediaris et capias Willelmum Mounteney, scutiferum, nuper cum domino Henrico nuper rege Anglie, patre nostro, retentum ad proficiscendum secum in obsequio suo versus partes Ffrancie, ubicumque eum inveneris, in balliva tua, et eum salvo et secure custodias, ita quod habeas corpus ejus coram baronibus de scacario nostro apud Westmonasterium, a die sancti Michaelis in xv dies, ad reddendum nobis computum de

VIII libris VI solidis VIII denariis per ipsum receptis, ad receptum scacarii dicti patris nostri, super vadiis suorum hominum de arma et sagittariorum suorum, cum eodem patre nostro retentorum ad deserviendum eidem patri nostro in obsequio suo prædicto; quam de diversis jocalibus dicti patris nostri ei per venerabilem R. nuper Norwicensem episcopum, thesaurarium camere dicti patris nostri ac custodem jocalium suorum, super securitatibus vadiorum suorum profecturorum, juxta tenorem cujusdam indenture et inde facte liberatorum, unde nondum computavit; et habeas ibi tunc hoc breve. Teste Pardern. Apud Westmonasterium, XII° die julii, anno regni nostri tricesimo quinto.

N. B. Cet acte est en parchemin, sans sceau ni signature. B.

CCLIII. (20 août 1467.)

LETTRES

Par lesquelles Édouard IV, roi d'Angleterre, nomme Jean Profoote son secrétaire pour la langue française, en remplacement de maître Gervais. (Suppl. Rym. Éd. IV, t. I. — Bréq. t. LXXXIII.)

Rex, omnibus ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod nos, consideratione veri et fidelis servicii quod dilectus servitor noster Johannes Profoote tam præcarissimo domino et patri nostro quam nobis impendit, de gratia nostra speciali constituimus, ordinavimus et deputavimus ipsum Johannem secretarium nostrum, videlicet in lingua gallica, habendum, occupandum et exercendum officium illud, durante vita sua, eodem modo et forma prout magister Gervasius nuper dictum officium habuit et exercuit, percipiendum annuatim pro feodo et vadiis suis in eodem officio, a festo Paschæ ultimo preterito, viginti libras per manus custumariorum et collectorum custumarum et subsidiorum nostrorum in portu Su-

thampton, pro tempore existentium, ad festa sancti Michaelis et Paschæ per equales portiones.

In cujus, etc.

Teste Rege. Apud Westmonasterium, xx° die augusti.

Per breve de privato sigillo, etc.

CCLIV.

(30 juillet 1470.)

LETTRES

DE CHARLES, DUC DE GUIENNE,

FRÈRE DE LOUIS XI, ROI DE FRANCE,

Par lesquelles il s'engage pour lui et ses successeurs à aider Henri VI, roi d'Angleterre, à remonter sur le trône, et à faire exécuter les articles du traité de mariage rapportés dans lesdites lettres, entre le prince de Galles et la fille du comte de Warwick. (Bibl. Cotton. Vespasian. F. III, fol. 28. — Bréq. t. LXXXIII.)

Charles, fils et frère des roys de France, duc de Guyenne, conte de Xaintonge, et seigneur de la Rochelle, à tous ceulx qui ces présentes lettres verront, salut. Comme pour la grant, vraye et naturelle amour et affection que monseigneur le roy et nous avons aux personnes de nos très-chiers et très-amez cousin et cousine le roy Henry d'Angleterre, la royne Marguerite, sa femme, et Édoard, prince de Galles, leur filz, et mesmement pour le singulier désir que nous avons qu'ilz puissent rescouvrer leur royaume d'Angleterre et en joyr paysiblement, tant pour la proximité de lignaige dont ils nous actienent, que aussy pour ce que tous princes de nobles et vertueulx couraiges doivent désirer par honneur secourir et ayder, soutenir, supporter et sauvoiser les autres princes qui à tort, sans cause et par force et violence, sont expellez et déboutez de leur païs et seigneuries, ainsy que a esté nostredit cousin le roy Henry par Édoart, à présent usurpant et soy disant injustement roy d'Angleterre : Nous, par le commandement et ordonnance de mondit seigneur le roy, et par l'advis

et meure délibéracion de plusieurs aultres princes et seigneurs du sang de mondit seigneur et de nous, et gens de nostre conseil ayant esté présens avec mondit seigneur à traictier le mariaige de mondit cousin le prince de Galles et de notre très-chière et très-amée cousine Anne, fille de nostre très-chier et très-amé cousin le comte de Warwich; en faisant lequel traictié, nostre cousine la royne d'Angleterre et ledit prince de Galles aient requis mondit seigneur le roy et nous que voulsissions faire entretenir, garder, observer et acomplir le contenu ès articles qu'ils ont baillez à mondit seigneur et à nous, et desquels articles la teneur s'ensuit : « La royne d'Angleterre, monseigneur le prince de Galles, son filz, et messeigneurs de leur conseil, pour l'honneur du très-chrestien roy, qui a entreprins ces matières, et pour luy complaire et à monseigneur le duc de Guienne, son frère, aussy pour le bien et utillité des parties à qui la chose peult toucher, et par l'advis de messeigneurs du sang et aultres gens nottables du conseil dudit roy d'Angleterre, qui ont esté présens à traictier ces matières, sont contens de faire et acomplir le mariaige de mondit seigneur le prince et de madame Anne, fille de monseigneur le comte de Warwich, parmy faisant et acomplissant les choses qui s'ensuivent :

« Premièrement, que le roy et mondit seigneur le duc de Guienne, son frère, prendront, dès à présent, pour eulx et leurs successeurs, le party et querelle dudit roy Henry, de ladite royne, de mondit seigneur le prince et des survivant d'eulx, et promecteront leur ayder et secourir de leur povoir contre Édoard, qui maintenant s'apelle roy d'Angleterre, ses héritiers et adhérens, en la querelle et ou royaume d'Angleterre, come sy c'estoit leur propre. Item, et s'il advenoit que ledit Édoart et eschappast et s'enfouist hors dudit royaume d'Angleterre, le roy et mondict seigneur son frère ne luy donneront faveur ny soustenement, mais le tiendront pour annemy et prendront la querelle contre luy en la manière que dict est, et semblablement leur feront leurs héritiers. Item, et en actendant qu'il aist pleu à Dieu remectre ledit roy Henry, ladite royne et mondict seigneur le prince

en leur royaume et seigneuries d'Angleterre, qu'il plaise au roy entretenir ladite dame, mondit seigneur son filz, madame Anne, sa femme, et leurs enfants, s'ils en ont, avecques leurs gens, en seureté, sans ce qu'il soit besoing d'avoir d'aultre sauf-conduit et poveoirs, à leur estat et despence honorables, jusques à ce qu'ilz ayent l'obéyssance et possession de la ville de Londres et de la pluspart dudit royaume et seigneuries d'Angleterre, et qu'ils y puissent seurement entrer. Item, et s'il advenoit, que Dieu ne veuille! que par fortune de guerre ils fussent chassez du royaume d'Angleterre, et qu'ils voulsissent retourner au royaume de France, ils y pourront retourner et seront recueilliz et entretenuz par le roy, ainsy et en la manière contenue en l'article précédent. Item, et s'aucuns des amys dudit roy Henry, de ladite royne et de mondit seigneur le prince, viennent devers ladite royne et mondit seigneur son filz, ils pourront faire seurement, pourveu qu'ilz ne feussent en nombre et en habillement que ils pussent porter préjudice au roy, au royaume ne en aucunes places d'icelluy, et qu'ilz ne pourchasseront ne traicteront chose préjudiciable au roy ne au royaume. »

Sçavoyr faisons que Nous, désirans ledict traictié de mariaige et autres entreprinses faictes pour le recousvrement dudit royaume d'Angleterre au prouffict de nosdicts cousins, le roy Henry, la royne sa femme, et ledit prince leur filz, avoir et sortir leur plain et entier effect; ayans aussy agréable le contenu esdits articles dessus incorporez, avons, de nostre part et en tant que à nous est, par le commandement et ordonnance de mondit seigneur le roy, et par l'advis et délibéracion que dessus, prins et prenons dès à présent, par ces présentes, avecques mondit seigneur le roy, pour nous et nos successeurs, le party et querelle d'iceulx nos cousins le roy et royne, dudit prince leur filz, et du survivant d'eux, à l'encontre dudit Édoart, leur adversaire, en la querelle et oudit royaume d'Angleterre, ainsy que dessus est dit, et avons promis et accordé, promectons et accordons de bonne foy, en parolle de filz de roy et sur nostre honneur, en tant

que à nous est, d'entretenir, observer et garder, faire et acomplir le contenu esdits articles, de poinct en poinct, selon leur forme et teneur, sans aucunement venir ne souffrir venir au contraire : en mandant et commandant à tous noz justiciers et officiers, ou à leurs lieuxtenans ou commis, présens et avenirs, et à chacuns d'eulx, si come à luy appartiendra, que semblablement ils gardent, entretiennent et observent, et facent garder, entretenir et observer les choses dessusdites, par nous promises et accordées, en la manière que dict est. En tesmoing de ce, nous avons signé ces présentes de nostre main, et à icelles faict mectre nostre scel. Donné à Rinter-lez-Angiers, le pénultième jour de juillet, l'an de grâce mil cccc soixante et dix.

CHARLES.

N. B. Nous avons copié ces lettres sur l'original en parchemin ; il paraît qu'il y avait un sceau pendant, mais il n'existe plus. B.

CCLV.

(20 mars 1475.)

PERMISSION

DE TIRER D'ANGLETERRE DES ÉTOFFES DE LAINE,

ACCORDÉE

PAR ÉDOUARD IV, ROI D'ANGLETERRE,

À SA SŒUR MARGUERITE, DUCHESSE DE BOURGOGNE.

(Rym. Suppl. Éd. IV, t. 2, n° 156. — Bréq. t. LXXXIII.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod, certis considerationibus nos moventibus, de gracia nostra speciali concessimus et licentiam dedimus carissimæ sorori nostræ Margaretæ, ducissæ Burgundiæ, quod ipsa per se, factores, attornatos, seu deputatos suos indigenos vel alienigenos, annuatim, quamdiu nobis placuerit, quinquaginta pannos laneos, cujusqumque

coloris fuerint, in grano vel sine grano, de bonis suis propriis vel alienis, in navi vel navibus aut vasis quibuscumque, una vice vel diversis vicibus, quandocumque sibi placuerit, in portubus Londoni et Sandewici, sive eorum altero ad sui placitum, carcare et eskipare possit, et pannos illos sic eskipatos ad partes exteras quascumque sub obedientia carissimi fratris nostri ducis Burgundiæ, prout sibi melius placuerit, ad opus ipsius sororis nostræ et familiæ suæ, cariare et traducere possit, licite et impune, absque impedimento nostri vel hæredum nostrorum, collectorum custumarum vel aliorum quorumcumque officiariorum seu ministrorum nostrorum, et absque aliquibus custumis sive subsidiis nobis aut hæredibus nostris proinde aliquo modo solvendis per indenturas; tamen inde inter præfatam sororem nostram, factores, attornatos sive deputatos suos prædictos, et collectores sive custumarios portus sive portuum ubi panni illi eskipari contigerint, eskipationem eorumdem testificantes debite conficiendam, et absque aliquo compoto vel aliquo alio nobis proinde aliqualiter reddendo seu solvendo concessimus etiam præfatæ sorori nostræ, et volumus, quod si præsentes litteræ nostræ sibi, aut factoribus, attornatis vel depputatis suis, aut eorum alicui, quoad præmissa seu aliquod præmissorum, invalide sive minus sufficientes existent vel existere contigerint, tunc cancellarius noster Angliæ, qui pro tempore fuerit, eidem sorori nostræ, vel factoribus, attornatis et deputatis suis, et eorum cuilibet, tot et talia litteras patentes et brevia nostra sub magno sigillo nostro fieri facta et deliberari, absque alia prosecutione inde penes nos facienda, quot et qualia eidem sorori nostræ, aut factoribus, attornatis vel deputatis suis prædictis, et eorum cuilibet, in hac parte necessaria fuerint, vel quomodolibet oportuna aliquo statuto, actu, ordinatione, provisione seu restrictione in contrarium facta, edicta seu provisa non obstant.

In cujus, etc. Teste Rege. Apud Westminster, xx° die martii.

Per ipsum Regem, et de data, etc.

CCLVI.

2 octobre 1475.

ARTICLES

ARRÊTÉS ENTRE LOUIS XI, ROI DE FRANCE,

ET ÉDOUARD IV, ROI D'ANGLETERRE,

Au sujet de la délivrance de la reine Marguerite d'Anjou, fille du roi de Sicile, veuve de Henri VI, roi d'Angleterre. (Biblioth. Cotton. Vespasian. F. III, fol. 30. — Bréq. t. LXXXIII.)

Ce sont les articles advisez par et entre le roy de France, d'une part, et messires Jehan, seigneur de Havan, et Thomas, seigneur de Montgomery, chevaliers, conseillers du roy d'Angleterre, touchant le bail et délivrance de dame Marguerite, fille du roy de Secille, à présent détenue par ledit roy d'Angleterre et par son ordonnance empeschée; lesdits chevaliers ayant povoirs ad ce dudit roy d'Angleterre :

Premièrement, que ledit roy d'Angleterre, ou ses gens et comis, sera tenu de bailler et délivrer audit roy de France ladite dame Margueritte, ou à ses genz et commis ad ce, avec transport de tous les droits que ledit roy d'Angleterre a et peult avoir de tenir empeschée ladite dame Marguerite, et tous les droits qu'il luy compecte et peult appartenir, tant à la personne de ladite dame que en toutes choses qui luy peuent et pourroient appartenir à cause d'icelle dame Marguerite, et pour le priz et somme de cinquante mil escuz d'or, qui seront paiez ès termes et en la manière qui s'ensuit :

C'est assavoir : diz mil escuz, quant ladite dame Marguerite sera délivrée au roy ou à ses commis; diz mil escuz au jour et feste de Saint-Michel prouchaine ensuivant après ladite délivrance; et de an en an, dix mil escuz audict jour et terme de Saint-Michel, jusques à la parpaye de ladite somme de cinquante mille escuz.

Et en faisant ladite délivrance, ledit roy de France bayllera son obligation et scell audit roy d'Angleterre de ce qui restera à païer de ladite somme, par la manière et ès termes dessus desclairez ;

Et ne aider ledit roy d'Angleterre à aucuns, quelz qu'ilz soyent, qui vouldroient prétendre aucuns droits en ce qui peult ou pourroit appartenir à ladite dame Marguerite, et qui vouldroient empescher ledit roy de France, ne aussy tenir party ne avoyr entendement avecques eulx ; et aussy, ledit roy de France baillera son scel audit roy d'Angleterre de ne deslivrer ny mectre hors de ses mains ladite dame Marguerite, jusques à ce que elle ayt renoncé et baillé ses lettres de renonciation, telles que par le conseil du roy d'Angleterre sera advisé, au prouffict dudit roy d'Angleterre, à tous droits qu'elle vouldroit ou pourroit prétendre et demander à la couronne et royaume d'Angleterre, et à tous droits de douaire et autres actions et demandes quelzconques qu'elle pourroit avoir, faire et intenter contre ledit roy d'Angleterre.

Fait au Sart, le IIe jour d'octobre mil CCCC soixante-quinze.

LOYS.

GESVRE.

N. B. Cette pièce est copiée sur l'original en papier. Elle manque au recueil de Rymer, qui a publié des actes concernant la délivrance de la reine Marguerite. Cette lettre prouve la fausseté de la date que l'on trouve à la page 232 de l'Histoire généalogique de la maison de France, où il est dit que cette princesse fut renvoyée en France avant le 7 mars 1475, ou il faut entendre, par cette dernière date, le 7 mars 1476, selon la manière de compter actuelle.

On ne trouve point non plus ces articles parmi les pièces justificatives du Commines de Lenglet, et je crois effectivement qu'elle n'existe nulle part ailleurs que dans le dépôt d'où je l'ai tirée. Les cinquante mille écus furent payés ; la quittance finale que l'on trouve dans Rymer est du.... mars 1480. B.

CCLVII. (1475.)

DÉFI

FAIT PAR UN HÉRAUT

DE LA PART DU DUC DE LORRAINE AU DUC DE BOURGOGNE.

Copie de la charge exécutée par un hérault d'armes intitulé Lorrayne, hérault de la parte du duc de Lorrayne, son maistre, à la personne de monseigneur Charles, duc de Bourgogne et de Brabaunt, etc. lors estants au siége devant Nuys, sur le Rhyn.

Premièrement, l'entrée et révérence faite en forme de supplicacion, comme il s'ensuyt :

« Très-hault, très-excellent et très-illustre prince, salut, honneur et très-humble révérence à vostre magnificque haultesse de la parte de très-hault, très-puyssant et mon souveraing seignor le duc de Lorrayne, Regnier second de ce nom; je suys envoyé comme son très-humble et très-obéyssant hérault d'armes, affin de vous dire et exposer ce qu'il m'est enjoint et ordoné de faire.

« Et pource que je n'oseraye ne voldraye moy présumer ne ingérer de déclarer madite charge, sans préalablement vous supplyer moy donner audience et licence de faire ce qu'il m'est ordoné, protestant de non procéder plus avant que vostre bon vouloir à ce se vouldra accorder. »

Response faite par ledit duc Charles :

« Hérault, vous dirés ce que vous avés de charge de vostre maystre, et de ce que dirés en ayés mémoire pour en certiffier comme il apartient au degré de vostre office. »

L'exposition de la charge dudit hérault ayant son bonnet affoyblé come celuy qui parle en la bouche de son maystre, vestu de sa coste d'armes:

« Toy, Charles, duc de Bourgoygne, de la parte de très-hault, très-puyssant et très-redoubté prince monseigneur le duc de Lorrayne, mon très-redoubté et souveraign seignor, je te nonce deffiance au feu et à sang contre toy, tes payes, subjects et alliés, et autre charge je n'ay de procéder plus avant. »

Response par ledit duc Charles audit hérault, en parlant comme à son mayst re:

« Hérault, j'ay ouy et entendu l'exposition de ta charge, par laquelle tu m'as donné matière de joye; et por toy donner et démonstrer que le cas est tel, tu vestiras ma robe avec ce présent don, et diras à ton maystre que je me trouveray de brief en son pays, et la plus grant crainte que j'ay, c'est de ne le point trouver; et affin que tu ne craignes de ton retourne, je ordonne au marreschault de mon oste, à Toyson d'or, roy d'armes de mon ordre, qu'ils te convoyent à bonne seurté; car je seroys marry sy tu ne faisois ton report devers ton maystre, comme il apartient à bon et loyal officier d'armes. »

Le présent que fist le duc Charles au hérault d'armes.

A la despesche dudit officier d'armes fut délivrée la robe de drap d'or que pour lors avoit vestu, et avec ce ungne couppe d'argent dorré en laquelle il y avoit cinq cents lyons d'or.

N. B. Cette pièce est transcrite sur une copie d'une écriture du xve siècle. Le siége fut mis devant Nuys par Charles le Téméraire au mois de juillet 1474; il durait encore en 1475, lorsque ce duc fut défié par le duc de Lorraine, René. B.

CCLVIII.

(14 mai 1480.)

PASSEPORT DE FRANCHISES

ACCORDÉ PAR ÉDOUARD IV A PIERRE DE VAUX,

Pour marchandises à exporter ou importer jusqu'à la valeur de 3,000 écus, ou 600 livres sterling. (Rym. Suppl. Éd. IV, t. 3, n° 62. — Bréq. t. LXXXIII.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod concessimus et licentiam dedimus dilecto nobis Petro de Vaux, servienti venerabilis in Christo patris episcopi Elvensis, ambassiatoris ex parte consanguinei nostri Franciæ, quod idem Petrus per se aut factores sive attornatos suos, tantas mercandisas stapulæ nostræ Calesiæ non pertinentes, extra hoc regnum nostrum Angliæ eskippare et in idem nostrum regnum adducere, quantas ad summam trium millium scutorum, seu sexcentarum librarum sterlingorum, in toto se attingunt, excepto electro in vasis pro hospitio suo, in una navi vel diversis navibus, una vice vel diversis vicibus, eskippare vel eskippari facere, et eas sic eskippatas extra idem regnum nostrum cariare seu cariari facere possit et possint licite et impune, absque aliquibus custumis seu subsidiis nobis vel hæredibus nostris inde reddendis seu solvendis, et absque impetitione, impedimento vel contradictione nostri vel hæredum nostrorum quorumcumque aut aliqua alia re, causa vel materia quacumque non obstat.

In cujus, etc. Teste Rege. Apud Westminst. XIIII° die maii.

Per breve de privato sigillo, et de dat, etc.

CCLIX.

(An 1480.)

QUITTANCE

D'ÉDOUARD IV, ROI D'ANGLETERRE,

Pour dix mille couronnes d'or qui lui restaient dues par Louis XI, roi de France. (Rym. Suppl. Édouard IV, t. 3, n° 83. — Bréq. t. LXXXIII.)

Rex universis præsentes literas inspecturis, salutem.

Sciatis nos recepisse et habuisse, die confectionis præsentium, ab illustrissimo et potentissimo principe Ludovico Franciæ, consanguineo nostro carissimo, per manus magistri Dionisii de Biden, notarii et secretarii dicti principis et receptoris generalis de suis financiis, decem millia coronarum auri, in festo Sancti Michaelis ultimo præterito, nobis fuisse solvendarum in plenam et perfectam solutionem quinquaginta milium coronarum nobis, pro nobile principe domina Margareta, regis regnantis filia, debitarum, prout in literis ejusdem consanguinei nostri, super inde confectis, continetur; de quibus quidem quinquaginta millibus coronarum auri fatemur nos fideliter esse solutum, et eundem consanguineum nostrum superinde fore quietum.

In cujus, etc. Teste, ut supra.

CCLX. (27 février 1483)

PRIVILÉGES

ACCORDÉS PAR ÉDOUARD IV, ROI D'ANGLETERRE,

A JEAN DE SALVO ET ANT. SPYMULE,

A condition qu'ils fassent venir des ouvriers étrangers pour établir en Angleterre des fabriques de draps. (Rym. Suppl. Éd. IV, t. 3, n° 87. — Bréq. t. LXXXIV.)

Rex omnibus et singulis admirallis, cappitaneis, castellanis et eorum loca tenentibus, custodibus portuum maris, et custumariis aliorum locorum maritimorum, necnon vicecomitibus, majoribus, ballivis et aliis ministris et subditis nostris quibuscumque, tam per terram quam per mare ubilibet constitutis, ad quos, etc. salutem. Cum decorum maxime censeamus regiam majestatem, pro salute, ampliatione et commodo regni totius populorumque horum sue cure ditionique deditorum, intendere, et omni tempore, omni studio invigilare; nos idcirco cupientes, quantum in nobis est, favores eis et exercitiorum eis premia attrahere, ex quibus etiam possint condigna emolumenta percipere; hinc est quod nondudum longo examine et matura informatione cum plerisque amicis nostris fidelissimis, per universa fere orbis terrarum navigari pannos multos longe alterius factionis quam illi qui in præsenti regno nostro Angliæ fabricantur, quique apud nos commodius multo quam in ulla alia parte mundi fabricarentur, modo nostris hominibus scientia hujus fabricationis extaret, quam si forte assequerent, nullo profecto dubium quod cum ex nullis aliis oris utilius comparari posse, et extare apud nos cujuscumque factionis copiam, ad hoc inclytum regnum nostrum undequaque concurrerent omnes qui pannos optarent, in grande beneficium totius nostri regni prædicti et omnium distrualium nostrorum: hac nos igitur cupiditate incensi, zelo populorum nostrorum ducti, benivolentiam tandem concensumque nostrum præstitimus et conces-

63.

simus et per præsentes concedimus dilectis nobis Johanni de Salvo et Antonio Spymule, indigenis, et eorum attornatis hujus regni nostri, offerentibus nobis ab exteris nationibus magistros ad hoc regnum conducere hujusmodi fabrice peritos, et per eos laborari facere pannos dictis factionibus, et a quibus etiam nostri addiscere queant et artem postmodum perpetuo retinere; quapropter, attentis præmissis et oblationibus eorum, fide quoque et benivolentia erga nos et erga subditos districtualesque nostros, his litteris nostris, ex gratia nostra speciali, privilegium eis damus et gratiam atque licentiam et eorum attornatis, pro nobis et hæredibus nostris, quantum in nobis est, possendi ex quacumque mundi parte ad hoc regnum nostrum prædictum magistros usque ad numerum viginti, vel circa, si voluerint, et magisteria pro eadem fabrica oportuna libere et impune conducere et, non obstantibus omnibus in contrarium, posse in quacumque regni nostri parte, ac in uno et pluribus locis, pannos illos laborare ac tingere, ac omnia circa eorum fabricam et tincturiam oportuna usque ad eorum perfectionem exercere, ipsi et quilibet eorum attornati, soli vel associati, prout eis melius visum fuerit et placuerit, fabricatos vendere et extrahere pro quavis mundi parte, cum quibusve navibus, carracis et galeis, tam nostris quam aliorum quorumvis, prout et quandocumque eis licebit, dummodo de extrahendis nobis pro solutis nostris custumis debitum faciant.

Et ideo, vobis et cuilibet vestrum mandamus, sub indignationis nostris pœna, quatinus præfatis Johanni et Antonio, vel cujusvis eorum, vel attornatis, vel alicui magistrorum per eos, ut supra, conduscendo, quos in nostram protectionem suscepimus, vel qui jam conducti essent, molestiam nullam quovis modo inferatis nec ab aliis inferri patiamini, nec a dicta fabrica modo aliquo, statuto, actu, ordinatione, præsumatis, provisione sive restrictione in contrarium facta, ordinata seu provisata, non obstante.

In cujus, etc. Teste Rege. Apud Westminst. XXVII° die februarii.

Per ipsum Regem et de data prædicti auctoritate parliamenti.

CCLXI.

(25 juillet 1492.)

PERMISSION

ACCORDÉE PAR HENRI VII, ROI D'ANGLETERRE,

A FRANÇOIS DUPON,

De faire venir en Angleterre cent tonneaux de vins de Gascogne. (Rym. Suppl. H. VII, t. I, n° 121. — Bréq. t. LXXXIV.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod nobis, in consideratione boni et fidelis servitii quod dilectus et fidelis serviens et secretarius noster in lingua gallica, Franciscus Dupon, nobis ante hæc tempora impendit, et sic judices ad nostri beneplacitum intendit, de gratia speciali, concessimus et licentiam dedimus ei quod ipse per se, vel factores, deputatos vel attornatos suos, numerum centum doliorum vini Vasconniæ et Aquitanniæ, in hoc regnum nostrum Angliæ, in aliqua navi vel aliquibus navibus de obedientia nostra, vel de obedientia Ispanniæ vel Britannie, infra septem menses proxime futuros, adducere, et eadem in quocumque portu vel quibuscumque portubus infra dictum regnum nostrum sibi placuerit, vendendi, escambiendi vel aliter, ad ejus maximum proficium discarcare valeat et possit, absque aliquo aresto, impetitione, molestia, vel impedimento eidem Ffrancisco, factoribus, deputatis vel attornatis suis, vel magistris mariniis, navi, navibus, vel bonis in eisdem, aliquo modo fiendi aliquo actu, statuto, ordinatione, provisione, in aliquibus literis marquæ, contramarquæ vel reprisaliæ in contrarium factæ vel fiendæ, non obstantes, proviso semper quod nobis de custumis, subsidiis et aliis deveriis pro vinis prædictis debitis, fideliter respondeatur, ut est justum.

In cujus, etc. Teste Rege. Apud Knoll, xxv° die julii.

Per ipsum Regem, et de data, etc.

CCLXII.

(6 décembre 1492.)

SERMENT

DE CHARLES VIII, ROI DE FRANCE,

Par lequel il jure l'observation du traité d'Estaple. (Biblioth. Cotton. Caligula, D. VI. — Bréq. t. LXXXIV.)

Nous promectons sur nostre honneur et parolle de roy et jurons sur le canon de la messe et sainctes évangiles par nous présentement touchées, et sur le feust de la vraye croix que touchons pareillement, que nous entretiendrons et ferons entretenir par nos royaumes, pays, seigneuries et subjects, fermement et inviolablement, le traicté de paix, union et amitié, faict et concleu en la ville d'Estaple, le tiers jour de novembre en dernier passé, par les ambassadeurs et orateurs commis de très-hault et très-puyssant prince nostre très-cher frère et cousin le roy Henry d'Angleterre, et les nostres. Et en oultre ratiffions, approuvons et avons agréable tous et chacuns les points et articles en tout leur effect et contenu, qui sont plus au long déclairez, en tous et chacun, les appendances et dépendances d'iceulx, faits audit lieu d'Estaple entre lesdits ambassadeurs, datés des dates susdites. Et jurons, comme devant, yceulx et chacun garder et inviolablement tenir de poinct en poinct, sans à yceulx ny à l'un d'eulx contrevenir ne aller à l'encontre en aulcunes manières. Et d'abondant jurons que de ce jour en avant nous serons bon frère et amy à nostredit cousyn d'Angleterre, et luy aiderons et assisterons à nostre loyal pouair en tout ce que concernera le bien, estat et seureté de sa personne.

On lit au bas de cet acte le certificat suivant:

Coppia præscripta concordata cum originali juramento præstito per serenissimum principem atque christianissimum præfatum, in Ples-

siaco de Parco, juxta civitatem Turonem, die sexta mensis decembris, anno Domini millesimo quadragentesimo nonagesimo secundo, præsentibus illustrissimis principibus dominis Aurelianensis et Bourbon ducibus, de Albreto et de Liney comitibus, necnon reverendo in Christo patre et domino Petro de la Douze, episcopo Lectorensi; Adam Fumée et Johanne Dauffray, regiis conciliariis, ex sua parte; ac illustri et nobili viro domino Egidio de Bernay, milite, ordinis garterie; venerabili et circumspecto viro domino Christophoro Warwisch, *decano* ecclesie cathedralis Eboracensis; ac viro nobili domino Johanne de Ryzelay, milite, ambassiatoribus prædicti serenissimi Angliæ regis et nobis notariis subscriptis.

In. Dansque.

Charles. M. Defonte.

N. B. Copié sur une copie collationnée en papier; cette pièce se trouve imprimée dans Rymer, t. XII, p. 505, édit. Lond. Mais, quoiqu'il l'ait transcrite sur le même original, il y a mal lu plusieurs noms propres.

Nous avons trouvé, depuis, l'original même de la pièce que nous avions transcrite sur la copie collationnée; il est parfaitement conforme à cette copie et signé de la propre main de Charles VIII. Cet original se trouve dans la Biblioth. Cotton. Vespas. fol. 151, n° 33. B.

CCLXIII. (6 décembre 1492.)

LETTRES

DE HENRI VII, ROI D'ANGLETERRE,

Par lesquelles il retient à son service Olivier Coetlogon, procureur général du duché de Bretagne, et lui assigne une pension de mille couronnes d'or par an. (Rym. Suppl. H. VII, t. I, n° 125. — Bréq. t. LXXXIV.)

Rex omnibus ad quos, etc. salutem.

Sciatis quod nos, in consideratione boni laudabilis servitii quod prædilectus noster magister Oliverus Coetlogon, procurator generalis ducatus Britanniæ, nobis diversimode impendit, et præsertim pro eo quod nobis imposterum desservire desiderat, ipsum in hujusmodi servitium nostrum admisimus et retinuimus, ipsumque conciliarium et familiarem servitorem nostrum per præsentes retineamus, et ea intentione ut idem Oliverus de suis habeat unde seipsum in hujus modi servicio nostro intertenere et honestius manutenere valeat, dedimus et concessimus ei quandam annuitatem mille coronarum auri habendarum et annuatim percipiendarum præfato Olivero, quamdiu in hujusmodi servicio nostro continuaverit et perstiterit, de thesauro nostro, ad receptam scaccarii, per manus thesaurarii et camerarii ejusdem scaccarii, pro tempore existentes, ad terminos Paschæ et Sancti Michaelis, per æquales portiones; et ulterius concessimus eidem Olivero quod si ipse, per infortunium seu alias, pro eo quod nobis deserviat, in bonis, officiis et possessionibus suis, quas habet in dictis partibus Britanniæ, seu aliis quæ sibi appertinere poterunt, in jure uxoris suæ, seu alia, ex causa nostri servitii, patiatur, quod nos eidem Olivero, infra hoc nostrum regnum Angliæ, de hujusmodi dampnis et deperditis recompensabimus.

In cujus, etc. Teste Rege. Apud Wesminst. vi° die decembris.

Per ipsum Regem et de data prædicta, etc.

CCLXIV.

(14 mars 1495.)

DÉPOSITION

Contenant le plan d'une conjuration pour faire mourir Henri VII, roi d'Angleterre, par les partisans de l'imposteur Perkin Warbeck, supposés aidés par la France. (Biblioth. Cotton. Caligula, D. VI. — Bréq. t. LXXXIV.)

C'est la depposition que feist Bernard de Vingnolles à l'encontre de sire Jean Quendal, grand prieur de l'ordre de Saint-Jehan de Rhoddes; sire Jehan Thougt, son nepveu, pareillement chevallier dudit ordre; mestre archediacre Heusse, Jehan Heusse, son neveu; ung nommé Lilly et ung autre Jehan Watre, eulx deux serviteurs dudit archediacre, et ung nommé William Wson, secrétaire dudit prieur de Sain-Jehan; lesquels cognoissent l'entreprinse que feist ledit prieur de Saint-Jehan et Jehan Throught et l'archediacre Heusse, eulx troys estans à Rome.

Premièrement, les dessusdits troys personnes estans à Rome, fisrent cherche de trouver moïen et faczon de entreprendre faire mourir le roy d'Angleterre, ses enffans, sa merre et ceulx qui pensoient qui estoient près de sa personne et de son conseil, et à cette intention s'acouaintèrent d'ung nommé Radigo, espaignoul, et se alla ledit archediacre loger à sa maison, pensant que ledit ostrelougue sceut faire et acomplir l'amprinse qu'ils avoient en intention, de quoy ledit Radigo ne sceut faire; finablement ils firent serche tant qu'ils trouvèrent ung autre qui se nomme mestre Jehan, espaignoul, astreloge, auquel ils déclairrèrent leur intention. Lequel mestre Jehan, ouant leur demande, fist responce que il sçauroit bien faire ce que ils luy désiroient, et à ceste intencion firent marché audit mestre Jehan pour une somme d'argent: et pour plus grande apreuve que cognussent que ledit mestre Jehan sçauroit bien faire ce que ils luy désyroient, il fist mourir un Turc qui estoit serviteur du frère du Grand-Turc, à

Rome[1], au pallaiz du pape, et sy lesdits troys personnages eussent délivré ladite somme d'argent qu'ils avoient promis audit astrelogue, il leur promettoit que il eust fait seur que luy avoient désiré de faire.

Item, quand lesdix trois personnages se partirent de Rome en Angleterre, laissèrent ung nommé Stefen, serviteur dudit *prieur* de Saint-Jehan, lequel est du païs de Sardine, avec ledit Jehan, espaigneul, pour acomplir leurs movais vouloirs et *intencion;* et pour ce faire, firent délivrer une quantité d'argent audit *Stefen* et audit astrelogue par banque, après leurdit département de *Rome;* lequel Bernard dit que ledit astrelogue luy a dempuys *dit* que y ne avoient point voullu bayller assez d'argent, et ne *voulloit* ledit astrelogue besoingner plus avant, jusques à ce qu'il eust eu nouvelles desdits troys personnages, et cuyde ledit *Bernard* que ledit argent que ils firent délivrer audit astrelogue que il n'estoit seulement synon pour entretenir ledit astrelogue à co. . . . . la somme qu'ilz luy avoient promis, et que pour lors ilz n'avoient grandement d'argent qu'ilz pussent départir, car ils *avoient* assez nécessité pour les mener en Angleterre.

Item, deux ans après que lesdits troys personnages furent *arivez* en Engleterre, délibérèrent par entre eulx d'envoïer à Rome ung homme à la prierre et requeste dudit archediacre, lequel. . . . . estoit audit prieur que il y voulit envoïer, et sur ce. . . . . ledit prieur et archediacre à un comun acord à y envoïer..... ledit Bernart de Vinolles, lesquelz luy commandèrent *expressément* que il trouvast moïen de faire mourir l'astreloge qui avoit refusé faire leur désir, pour cause que ledit prieur et ledit archediacre avoient entendu comme ledit astrelogue av[oit dit] en Romme, que lesditz prieur et archediacre et ledit Jehan Thougt avoient eu l'intention de faire mourir le roy d'Engleterre. . . . . pareillement commandèrent audit Bernart comme il eust pa..... astrologe nommé mestre Jehan, disant qu'il acomplist..... qu'il avoit promis devant leur partement de Romme, et..... se soucyast

[1] Le prince Zizime.

du payement que ilz luy avoient promis..... avoient peur que il ne leur fist comme ilz avoient..... de luy faire à Luke, qui est à entendre.... roy, et dirent audit Bernart que il eust... que se luy estoit possible, et de faire et que il..... de par là sans venir en Angleterre, de peur... cogneu : sur quoy ledit astreloge fist..... que pour acomplir plus tost leur emprinse, que il vendroit en Angleterre en l'habit d'ung frère, et que, pource que il luy failloit deux dens audit astreloge, il en feroit faire deux de iviere de la couleur des siennes, et dit que il vendroit par mer pour le plus sûr, disant que il alloit à Saint-Jacques; et croit ledit Bernart que il ne tint que pour fautte d'argent, que il n'avoit pour despendre par chemyn, que ledit astrelogue ne feust venu audit royaume d'Engleterre.

Item, au partement dudit Bernart de Romme pour s'en restourner en Engleterre, ledit astrelogue luy baylla une petiste boiste en boys dans laquelle estoit ung oignement, lequel astrelogue envoyoit au prieur de Saint-Jehan; et luy mandoit par ledit Bernart que il eust faict mectre ledit oignement qui estoit en ladite boueste au long ou travers de quelque huys ou porte par où passeroit le roy, affin que passast par-dessus; ledit astreloge dit que s'il est ainsy fait, que ceulx qui avoient et portoient plus d'amour au roy, que seroient ceulx qui tueroyent le roy, et estoit en deffault que ledit astreloge ne pouvoit aller en Engleterre; et quant ledit Bernart fust à son logis retourné, il vinst en sa chambre et ouvrist ladite boueste, et vist que c'estoit une villaine et orde puante chose, referma ladite boueste et la vint jeter ou retrait, et le lendemain ledit Bernart print son chemyn pour retourner en Angleterre. Et quant il fust à Orléans il luy souvint de ladite boueste, et de peur que ledit astrelogue n'eust escript audit prieur de Saint-Jehan comme il luy avoit envoyé une telle boëte par ledit Bernart, de peur que ledit Bernart ne fust blasmé, s'en alla chez ung apothicaire achepter une telle boueste comme estoit l'aultre, et pour un lyart d'argent viff, et s'en retourna en son logis et à sa *chambre*, et print terre sèche et de la suye de la cheminée avec de

l'eaue, et la détrempa et ledit argent-viff ensemble pour la faire de telle couleur que celle que ledit *astrelogue* luy avoit ballé pour bayller audit prieur de Saint-Jehan.

Item, quant ledit Bernard fust arrivé devers ledit prieur de *Saint-Jehan*, il luy conta comme ledit astrelogue luy avoit dit, et luy délivra la boueste; le prieur ne voullut toucher, pource que ledit Bernard luy dist que c'estoit grand danger de la toucher à *celuy* qui avoyt en volonté d'en faire mal, et que si elle demouroit.... heures en la meson, ce seroit en son grand danger..... Pour ce ledit prieur commanda audit Bernart que il la mist en quelque lieu loings de sa maison et la jetast là où elle ne fust point trouvée, et ainsy ledit Bernart fist comme il luy avoit commandé.

Item, bientost après troys ou quatre sepmaines, ledit prieur *vint* en la chambre où estoit ledit Bernart et fort malade, et il dit audit Bernart s'il luy estoit possible que il peust chevaucher pour s'en aller hors du royaume d'Engleterre, disant qu'il fust allé en quelque pèlerinage ou au pays de son perre pour se faire garir, que ledit prieur luy bailleroit argent et cheval, et ne le fasoit ledit prieur cela de peur que ledit Bernart fust prins, et que il eust r... leur movais voulloir et malice; auquel ledit Bernard fist responce que il feroit ce que il luy commandoit, mais que néantmoings qu'il estoit fort foible, et que dès que il pourroit chevaucher il iroit voulentiers où il luy *commanderoit* d'aller, et dura ladite maladie audit Bernart *dempuys* l'espace de demy-an ou plus; parquoy ledit prieur ne luy..... parolla dempuis d'aller dellà la mer..... Après que ledit Bernart fust guéri, il demanda congé d'aller devers ses parents et de là où il est natiff, à l'intencion de faire advertyr le roy de ce que est cy-dessus dit; car il n'ousoit luy faire assavoir luy estant en Angleterre, de peur que ceulx qui ont compillé cette traïson ne feissent desplésir à son corps, et à ceste ffin pourchassa son congé disant que son frère..... à Dieppe, lequel luy avoit escript et p..... Bernart ledit sire de Jehan qu'il lui da....

congé. . . . , et sur ce ledit sire de Saint-Jehan. . . . qu'il luy promectoit de retourner. . . . .

Item, au commencement que Pierkin Warbeck estoit en Flandres, fust par ung serviteur dudit seigneur escript par plusieurs foys audit seigneur de Saint-Jehan, letres que ledit Bernart en partie a veus, non pas toutes, esquelles avoit contenus en parolles couvertes, comme le marchand du ruby ne pouvoit vendre sa marchandise audit pays de Flandres pour autant que il en demandoit, parquoy s'en alloit en la court du roy des Romains pour voir s'il en pouvoit plus trouver, qui est à entendre que, comme dit ledit Bernart, que c'estoit Pierqin Warbeck qui ne pouvoit avoir secours en Flandres sy grand nombre comme il désiroit pour venir en Engleterre; le nom dudit serviteur qui escripvoit les dessusdites lectres est frère Guillemin, de Noyon.

Item, estoit ung aultre marchant en la ville de Bruges, qui est quatelan, nommé Daniel Beauvivre, qui dempuis que ledit Pierquin estoit de devers le roy des Romains en Flandres, ledit marchant rescript audit sieur de Saint-Jean par plusieurs foyz, de quoy ledit Bernart n'a eu cognoissance que d'une lectre dans laquelle estoit contenu comme ledit marchant avoit dempuis naguerres de tems parlé audit frère Guillemin de Noion, et que ledit frère Guillemin luy avoit dit qu'il avoit presque tout son argent prest à la somme de IX ou X mil francs, et qu'il manderoit audit seigneur de Saint-Jehan par banque, et le marchand de rubis iroit avecques.

Item, ou temps que le roy estoit à Ourcestre, ledit sieur de Saint-Jehan estoit en la court de Bethford en la place de...., chez un de la religion de Saint-Jehan nommée Millebourne, là *où il* fist faire ung certain nombre de jacquettes pour s... de la faczon que il s'ensuyt: de quoy le bas estoit de... deux coulleurs, vert et rouge, à plis, et au-dessus....la ceinturre n'y avoit que deux barres, l'une d'arg..... l'autre derrière en escharpe de la largeur de... doiz ou environ; et ce estoit pour

mectre..... et pareillement avoit fait faire ung corps tout.... checune jacquette de pareille couleur, et disoit ledit.. que chascun d'eulx le porteroit à l'arson de sa celle... dit ledit Bernard que ce n'estoit pour aultre intention que pour y mectre une blanche rose à chacune jacquette.

Item, vint ung prebtre qui est serviteur dudit Guillemin de Noyon, qu'il envoyet audit seigneur de Saint-Jehan..... ou le..... faignant advertir le roy de la venue que entendoit faire Pierquin en Angleterre, lequel prestre portoit lectres..... quoy le roy n'eust alors la cognoissance de toutes..... Pareillement ledit Bernard, et dit ledit prestre audit Bernart qu'il avoit unes lectres à Thomas *Brandon*, lesquels ledit prestre luy dit que y n'oseroit les donner audit Brandon, de peur que il n'en eust quelque..... desplésir, et les délivra audit s^{r} de Saint-Jehan, affin que il les baillast audit Brandon, et ne peult ledit Bernard cognoistre autres choses dudit prestre.

Item, toutes les foiz que ledit s^{r} de Saint-Jehan avoit lectres de Flandres ou aucunes nouvelles, il alloit ou envoyet à l'évesque de Winchestre, à Jean Heusse, à sir Thomas Heusse et à l'archediacre Heusse, et leur donnoit à cognoistre toutes nouvelles, et pareillement quant ledit évesque ou autres avoient nouvelles, lui faisoient sçavoyr ou autrement luy venoient dire.

Item, ledit seigneur de Saint-Jehan a esté par deux ou troys foys chascun an, une foys après Noüel, à la.... de sire Thomas Tirte, eulx deux devisant de plusieurs choses, par entre les autres commença à dire au s^{r} de Saint-Jehan coment le roy Édouard avoit autrefoiz esté en ladite mayson; auquel ledit sire Thomas respondit que il estoit vray, et qu'il y avoit fait autresfoyz bonne cherre, et qu'il espéroit, au plézir Dieu, que le filz dudit y ferroit aussy bonne cherre, et que ladite..... faite de l'argent de France, si que..... avoyt l'espoir d'en gagner de quoy en..... aussi belle, estoit ledit Bern..... Thougt présent ainsy que lesdits.....

ITEM, le secrétaire dudit seigneur de Saint-Jehan, nommé William Outon, et ung serviteur dudit archediacre Heusse, nommé Lilly, et ung autre qui se nomme Jehan Watre, lequel est serviteur dudit archediacre, lesquels troys cognoissent tout la traïson que lesdits sieurs ont entreprins de faire : ledit Lilly et ledit Jehan Watre cognoissent l'astrelogue qui a entreprins ceste traïson; ils ont tous deulx demeuré à Romme, et doibt le roy faire garde que ilz ne partent hors de son royaume.

Fait à Rouan, le XIIIIe jour de mars IIII^c IIII^xx XV.

De par moy BERNART DE VANHOLES.

N. B. Cet acte paraît être une expédition authentique de cette déposition : elle est terminée par un paraphe, les bas des pages et les intervalles qui séparent les *Item* sont bâtonnés avec soin. Nous ne douterions pas que ce ne fût la minute elle-même, si ce n'est que le nom du déposant est écrit d'une manière différente dans le corps de l'acte et dans la signature, quoique l'acte et la signature soient absolument de la même main. Nous avons figuré le paraphe et la disposition de la signature. L'acte est en papier. On lit au dos, d'une écriture ancienne : *La confession de Bernart de Vignolles.* B.

CCLXV. (Juin 1502.)

DÉPÊCHE

DE BACQUIER,

Dans laquelle il rend compte au roi d'Angleterre de sa commission à la cour de France :

1° Mariage proposé par Louis XII de la sœur du comte d'Angoulême avec le prince de Galles;

2° Offre faite par le roi de France de s'employer pour faire livrer le comte de Suffolk à Henri VII. (Museum, Biblioth. Cotton. Caligula, D. VI. — Bréq. t. LXXXV.)

RESPONSE donnée par très-hault, très-puissant et très-excellent prince le roy Loys de France, sur la crédance à luy déclairée par Mathieu Bacquier, escuyer du roy nostre souverayn seigneur, en-

semble tous messieurs de son conseil, ainsy qu'il s'ensuit en ensuivant le contenu de sa charge.

Item, premier arriva ledit sieur escuyer le samedy vingt-cinquiesme jour de jung, en la ville de Grenoble, et le dimanche au matin se transporta devers monsieur le légat, pour avoir adresse vers le roy, lequel luy fist un très-gracieux recueil en luy disant : « Monsieur l'escuier, vous soiés le très-bien venu et je vous pri que je vous accolle de très-bon cueur; comment se porte la bonne prospérité du roy vostre maistre? » Respondant ledit escuyer qu'il fesoit très-bien, la Dieu mercy, et qu'il se recommandoit affectueusement à luy; et puis la délivrance de ses lettres à luy faites, et incontinent ycelles veues, mondit s^r le légat le tira à part en sa chambre, et là luy fist ledit escuier de rechief les affectueuses recommandations du roy son maistre, dont dit monsieur le légat : « Je le remercye humblement; » et puys après luy déclara, pour le premier point de sa charge, comment ledit roy son maistre avoit veu et entendeu, tant par les lectres du roy son bon frère et cousin, son maistre, qu'il lui avoit envoïées par son escuier le sieur d'Entremonde, que par le rapport de luy, comment il avoit eu desplaisance et regret du trespas de feu monsieur le prince de Galles, son fils ayné, avecques ce du bon comfort et conseils que esdites lettres luy escripvoit, que par ledit rapport de le voulloir prudentement et vertueusement prendre en patience; ce que dist mondit sieur l'escuier que aussy le feroit-il, et qu'il en remercioit de tout son cueur le roy sondit bon frère et cousin, appercevant tousjours la grande amour qu'il a envers luy.

Sur quoy mondit s^r le légat respondit : « Monsieur l'escuier, je vous promects que le roy mon maistre et la royne en feurent aussy desplaysant, quand ilz sceurent les nouvelles, que s'il eust esté leur propre filz, aussy ont esté pareillement tous messieurs de son conseil et autres tous nobles et gentilzhommes de sa mayson, et fort nous en desplayt autant que sy c'estoyt le filz du roy nostre maistre, s'il en avoit.

En après mondit s[r] l'escuier luy dist : « Monsieur, le roy mondit maistre en tel accident le prent en bonne pacience, puisqu'il plaist à Dieu luy envoyer, non pas seulement en tel ou semblable cas, mais en toutes autres fortunes et adversités, le remercyant aussy bien que en sa prospérité, se mectant du tout tousjours en sa voulenté, luy déclairant plus à plain ladite article que le debvoir de nature humaine est d'estre prest quand il est appellé, et que le roy sondit maistre considéroit que celuy qui avoit eu la puissance de luy donner avoit la puissance de luy oster quant il luy plairroit. »

A quoy respondit mondit sieur le légat : « Monsieur l'escuier, le roy vostre maistre est le plus saige prince qui soit aujourd'huy vivant, et sans doubte il est, car nous le cognoissons et voyons, et pareillement il monstre..... vertus. »

En après, mondit s[r] l'escuier lui déclaira comment le roy sondit maistre avoit pareillement veu et entendu, tant par lesdites lectres du roy sondit bon frère et cousin, que par le rapport de sondit escuier, comment on luy avoit donné à entendre que aucun bruyt s'estoit levé en son royaulme ; au moyen de quoy il avoit hasté sondit escuyer vers luy pour le visiter, luy offrant ayde et secours et mesmes y venir en personne, avant que y faillir, sy besoing estoit.

Dont sur ce dist mondit sieur le légat : « Monsieur l'escuier mon amy, je vous asseure que le roy mon maistre l'eust fait de tout son cueur, ce que n'eussent pas refusé mays bien joyeulx de ce faire tous ceulx de son royaulme. »

En enssuyvant, mondit sieur l'escuyer dist à mondit s[r] le légat que de l'onourable offre que le roy son maistre *faisoit* au roy le sien, que suffisamment ne l'en *sçauroit* assez remercier, si besoing et nécessité luy en eust esté ; toutesfoiz, très-affectueusement le remercioit tousjours de son bon vouloir, cognoissant que ses matières il a à cueur comme les siennes propres, se donnant à merveilles que telles choses luy avoit donné à entendre ; car en sondit royaulme il n'y a nul tel bruit, mais grâces à Dieu il est aussy bien servy et obéy et sondit royaulme en aussy bonne paix et union qu'il vouldroit désirer ; mais

bien estoit vray que aucuns personnages de l'intelligence de Edmond de la Polle, son rebelle, se, avant son premier et derrenier département hors de l'Angleterre, avoient esté exécutez par justice selon leurs démérites, et que autre bruyt n'y avoit en sondit royaume.

Dont respondit mondit s^r le légat : « Monsieur l'escuier, vous ne sçauriez apporter meilleures nouvelles au roy mon maistre, à nous tous pareillement; car je vous promectz qu'il luy tardoit fort la venue de Poullain, et n'estoit jour qui n'en parlast, et avoit appoincté un chevaucheur pour se transporter par delà à toute haste, pour savoyr qu'il le retardoit si longuement, car il désiroit avoir des nouvelles du roy son bon frère et cousin, vostre maistre, avant que partir delà les monts, et que, se eust eu besoing, qu'il n'y feust pas allé, mais retiré luy et ses gens pour luy servyr, où ils eussent esté bien joyeulx ce faire; par quoy vous este le très-bien venu pour les bonnes nouvelles que apportées vous avés, d'aussy bon cueur que je vous le sauroys dire; et quant au regard de teles gens que dites avoir esté exécutez, puisque gaigné l'ont, c'est bien fait, et le doit faire si pardon n'y est charitable. »

En après luy dist mondit s^r l'escuier que le roy sondit maistre voulloit bien donner à cognoistre au roy, son bon frère et cousin, que s'il avoit besoing ou nécessité d'aulcune ayde, que il le requerroit et *prieroit* plus voulentiers de luy que de tout autre prince aujourd'huy vivant, pour la grande amour et confidence qu'il a à luy par-dessus tous autres princes.

A quoy mondit sieur le légat respondit : « Monsieur l'escuier, le roy vostre maistre le doibt faire sans y avoir nulle doubte, car je vous prometz que le roy mon maistre est aussy délibéré ce faire que prince que je cognoisse; aussy sont tous les grands seigneurs et nobles de son royaulme, autant que possible me seroit le vous dire, et le trouvera luy et eulx plus tost prests par advanture que le plus grant amy qu'il ayt en son royaume. »

En après déclaira monsieur l'escuier à monsieur le légat comment le roy sondit maistre avoit entendu pareillement, par ledit s^r escuier

du roy sondit bon frère et cousin, coment il luy avoit donné charge luy faire ouverture et mocion d'alliance de mariage entre mons[r] le prince de Galles, qui ores est son fils ayné, et... la socur du conte d'Angoulesme, disant ledit escuier qui n'afféroit pas aux femmes de requérir les hommes, mais que le roy son maistre avoit fait ceste première ouverture.

Respondit sur ce mondit s[r] le légat : « Il est bien vray, monsieur l'escuier, que je fu le premier qui en parlast, pource que elle est la plus prochain à présent, et que aussy le roy mon maistre l'ayme comme la sienne propre, et à ceste cause le roy mondit maistre en voullu bien faire ladite ouverture. »

Adont exposa mondit sieur l'escuier à monsieur le légat, que l'offre dudit mariage estoit honnourable, et que ledit conte, son frère, povoit par advanture succéder à la couronne après le roy son maistre; néantmoins semble au roy sondit maistre, et à messieurs de son conseil, que le roy son bon frère et cousin, et la royne sa compaigne, sont encoires assez jeunes et qu'ilz pourroient *avoir* encoires pluseurs enfans, tant en filz que en filles, dont le roy sondit maistre désireroit de tout son cueur que ainsy se peut-il...; parquoy leur est advis que ladite offre n'est pas propice ne convenable, mays sy ladite dame estoit procréée de son corps et sa propre fille, que le roy sondit maistre seroit bien joieulx et plus enclin d'y entendre que avecques nul autre prince aujourd'huy vivant, luy desclairrant tout au long ladite article comme d'avant : et d'empuis la venue vers luy dudit s[r] escuier, aucunes ouvertures luy en avoient esté faictes, tant par les ambassadeurs d'Espaigne et de Hongrie, à quoy le roy sondit maistre n'avoit pas vollu encoires prendre aulcun grant regart, remercyant le roy sondit bon frère et cousin, de très-bon cueur, de l'amyable offre qu'il luy faist, appercevant qu'il luy meult et procède de très-grant affection tousjours à l'accroissement de la bonne amitié et fraterne dilection d'entr'eulx deux, à quoy le roy sondit maistre est et seroyt aussy bien affectionné de sa part, et plus voulentiers que avecques nul autre prince aujourd'huy vivant, pour la parfaite et entière amour qu'il a à luy.

Response par mondit sieur le légat : « Monsieur l'escuier, jé congnois bien que ledit mariage n'est pas assez suffisant pour monsieur le prince; toutesfoiz, il en fait bon parler pour tousjours accroistre l'amour entre les deux princes, considérant que c'est la première pour le présent, vous asseurant que sy le roy mondit maistre avoit une autre fille que celle qui est promise au filz de monsieur l'archiduc, qui n'y a prince pour le présent avecques qui il seroit plus joieulx d'avoir alliance que avecques luy; estant le playsir de Dieu luy en envoyer encores filz et filles, que le roy vostredit maistre sera le premier refusant avant tous autres princes pour lors vivans. »

En après déclairra mondit sieur l'escuier à mondit s^r le légat, coment le roy sondit maistre avoit pareillement entendu, par ledit escuier du roy son bon frère et cousin, qu'il luy faisoit offre, ou cas qu'il voulloit estre content, que de soy-mesme il trouveroit moïen et façon par tels ses amys et bienveillans qui dit avoir ès Almeignes, pour un petit d'argent, de faire prendre et luy d..... Émond de la Polle, son rebelle, luy..... tout au long le contenu en ceste article de ses instruccions, comme il est miz et déclairé en ycelles.

Sur quoy respondit mondit sieur le légat : « Monsieur l'escuier, je vouldroye qui fust fait ainsy que le roy vostre maistre le désire, mais vous dirés au roy pour ce que je ne mesle point de teles choses à cause de mon office; mays je vous promects que je n'y nuyrai pas, mays m'y emploirerai selong le voulloir du roy mon maistre, autant qu'il me sera possible, et aussy pour l'amour du roy vostre maistre, car après le roy le mien, j'ay désir luy faire service. Et pourtant allons digner; et incontinent que nous aurons bien beu, nous irons devers le roy et en auront meilleure allaine pour mieulx parler à luy. »

Et fist mondit sieur le légat asseoir mondit s^r l'escuier devant luy, près du cardinal d'Estaigne, messieurs d'Alby, de Ravastains, gouverneur de Dauphiné, et plusieurs autres en ladite table; et après le digner fait, ce party et mondit sieur l'escuier au logis du roy, et incontinent que mondit s^r le légat vint vers le roy en la salle, où il dînoit, luy dist : « Sire, voici monsieur l'ambassadeur du roy d'Angleterre, » et

subit se party le roy et se retira en sa chambre, et mondit s[r] le légat appela monsieur l'escuier et le fist entrer dedans, et sitost que le roy le vist, s'avança d'une fenestre où il estoit et vint prendre mondit s[r] l'escuier, le bonnet en la main, lui disant : « Vous soyés le très-bien venu, je vous sentoye bien; » et adonc le tira à part, et fist mondit s[r] l'escuyer la recommandation du roy sondit maistre le plus affectueusement que fère peust, en délivrant les lectres du roy sondit maistre au roy son bon frère et cousin.

Et après ce que le roy eust veu lesdites lectres, luy desclaira mondit s[r] l'escuyer sa charge, présent mondit s[r] le légat, ainsy qu'il s'enssuyt : « Sire, le roy mon souverayn seigneur, vostre bon frère et cousin, a ouy et entendu, tant par vos lettres qu'il vous a pleu luy envoyer par vostre escuier le sieur d'Entremonde, que par le rapport de luy, comment il a pleu à vostre bonne grâce avoir desplaysir et..... du trespas de feu monsieur le prince de Galles, son filz aisné; avec ces du bon comfort et conseil que en vosdites lettres luy avés escript, que par le rapport dudit vostre escuier, de le voulloir prudentement et vertueulsement prendre en bonne patience, » dont dist mondit sieur l'escuier que aussy le feroit-il, et que il le remercioit très-affectueusement de la bonne amour que vers luy tousjours luy portoit.

Sur quoy luy respondit le roy françoys : « Monsieur l'escuier, je vous promectz que aultant desplaisant en fu quant je la sceu que s'il eust esté le mien propre, mays il faut remercier Dieu nostre créateur du tout et avoir pacience de ce qu'il luy plaist nous envoyer. »

Adonc luy dist mondit sieur l'escuier : « Sire, vostre bon frère et cousin, mon maistre, le prent en tel acident en bonne pacience, puisqu'il plaist à Dieu luy envoyer, non pas seullement en tel ou semblable cas, mais en toutes fortunes et adversitez, le remercyant aussy bien que en la prospérité et mectant du tout sa fiance et voulenté en luy, considérant que le sort de nature humaine est d'estre prest quant il.... appelle, cognoissant, le roy mon souverain seigneur, vostre bon frère et cousin, que celuy qui a eu la puissance luy donner avoit la puissance luy oster quant il luy plairoit. »

Responce par le roy : « Je suis bien joieulx que le roy, mon bon frère et cousin, le prent en si bonne pacience, ainsy qu'il m'a escript que par vostre rapport, doubtant qu'il ne le fist aultrement, mais il congnoit et considère que c'est de ce monde. »

En après luy dit mondit sieur l'escuyer : « Sire, pareillement a le roy vostre bon frère et cousin, mon souverain seigneur, veu et entendu, tant par voz lectres que par le rapport de vostredit escuyer, comment on vous avoit donné à entendre que aulcuns bruyts s'estoient levés en son royaulme; au moïen de quoy il vous pleust haster vostredit escuier vers luy pour le visiter, luy offrant ayde et secours sy nécessité en avoit, et mesme y venir en vostre propre personne à... que failli, ainsy que vostredit escuier luy a déclairé. »

A quoy respondit le roy : « Monsieur l'escuier, je vous promectz que je l'eusse fait d'aussy bon cueur que je vous le dys, et ne fault pas que le roy, mon bon frère et cousin, y ait aucune doubte; car, quant il auroit besoing, il me trouvera tousjours prest et appareillé à toute heure, moy et les miens, pour luy secourir. »

Par quoy luy dit mondit sieur l'escuier : « Sire, de l'onnourable offre qu'il vous plaist faire au roy mon souverayn seigneur et maistre, vostre bon frère et cousin, ne vous en sçauroyt suffisamment remercyer; toutesfoyz, vous en remercye très-affectueusement et d'aussy bon cueur que faire peult, de l'afectueuse amour que vers luy luy portez, cognoissant qu'il vous plaist avoyr ses matières à cueur comme les vostres propres, et se donnant de merveille qui vous a donné teles choses à entendre; car il n'y a nul tel bruyt en son royaulme, mays, grâces à Dieu, il est aussy bien servy et obéy et sondit royaulme en aussy bonne paix, union et tranquillité qu'il vouldroit désirer; mays bien est vray que aucunes personnages de l'intelligence de Emond de la Polle, son rebelle, se avans de son premier et derrenier département hors d'Angleterre, ont esté exécutez par justice, selon leurs démérites, et autre bruyt n'y en a en sondit royaulme. »

Sur quoy le roy respondit : « Monsieur l'escuier, vous ne me sçauriés apporter meilleures nouvelles que cestes-cy car sur toutes choses

je désiroys sçavoyr des nouvelles du roy mon bon frère et cousin, et me tardoit fort que n'en avoye avant mon partement delà les mons, veu ce que on m'avoit donné à entendre, et plus joieulx ne me sçauriés faire pour le présent, par quoy vous estes le très-bien venu; et au regart de ceulx qui ont esté exécutez, ainsy que dire j'entens, qu'ils avoient bien déservy, et pourtant c'est bien fait de faire bonne justice et de n'en garder nulz incontinent que leur cas est cogneu, car la garde n'en vault rien. »

En après luy déclairra mondit sieur l'escuier : « Sire, le roy vostre bon frère et cousin, mon souveraing seigneur, vous veult bien donner à congnoistre que s'il avoit nécessité ou besoing d'ayde ou secours, qu'il vous requerroit, et plus voulentiers le prendroit de vous que de nul autre prince aujourd'huy vivant, pour la grant et entière confidence qu'il a..... et qu'il voit que vous avés à luy.

Adont respondit le roy : « Monsieur l'escuier, le roy mon bon frère et cousin, vostre maistre, le doit faire, car je croys qu'il me trouvera aussitost prest et mes gens pareillement comme les siens propres, vous promectant de laisser tous autres mes affaires pour survenir aux siens sy le cas y advenoit, et, à mon absence, je délaisse par deçà mon chancelier, auquel je recommanderay que si fault aucune chose au roy mon bon frère et cousin, que luy en face incontinent la délivrance comme si c'estoit pour moy-mesme; » et sur ce point appella mondit s^r le chancelier et luy dit lesdittes parolles.

En après déclairra mondit s^r escuier au roy : « Sire, le roy vostre bon frère et cousin, mon souverain seigneur, a pareillement entendu, par le rapport de vostredit escuier, comment luy avés donné charge de luy faire mocion et alliance de mariage d'entre M^r le prince de Galles, qui d'ores est son filz aisné, et madame la sueur du conte d'Angoulesme, disant vostredit escuier que n'afféroit pas aux femmes requérir les hommes, mais qu'il avoit pleu à vostre bonne grâce faire ceste ouverture. »

Responce par le roy : « Par ma foy il est vray, car je l'ayme d'aussy bon cueur comme sy elle estoit la mienne propre, et sy j'en avoys

une aultre oultre que j'ay, je serois bien joieulx, devant tous autres princes, le roy mon bon frère et cousin, vostre maistre, en estre adverty le premier. »

Adont mondit sieur l'escuier dist au roy que le roy son bon frère et cousin, son maistre, le remercioyt de tout son cueur de l'offre qu'il luy faysoit et du bon voulloir que en ce luy démonstroit, tousjours à l'accroissement de la bonne amytié et fraternelle unyon; à quoy dist monsieur l'escuyer que le roy son maistre est et seroit aussy affectionné de sa part y entendre plus que avecques nul autre prince pour le présent vivant.

Sur quoy respondit le roy : « M^r l'escuyer, aussy de ma part je vouldroye que de bon cueur sy se povoit faire, et sy j'avoye filz et filles, je vous promects qu'il... seroit le premier reffusant, car n'y a prince... je désireroye plus tost avoyr son aliances en telles matières comme à luy-mesme. »

En après luy dist mondit sieur l'escuier : « Sire, combien que l'offre dudit mariage est honnourable et que ledit conte peult par advanture suscéder à ladite couronne après vous, semble au roy vostre bon frère et cousin, mon souverain seigneur, et à son conseil, que le mariage n'est pas propice ne convenable, pource que vous et la royne, vostre compaigne, estes encoires assez jeunes, et que pourrez encoires avoyr pluseurs enffans, tant en filz que en filles, dont le roy, vostredit bon frère et cousin, désire que ainsy ce peut-il faire; mais si ladite dame estoit procrée de votre corps et votre propre fille, le roy, mon souverain seigneur, seroit plus joieulx et enclin d'y entendre que avecques nul autre prince aujourd'huy vivant; » luy déclairant le contenu de ladite article contenu en sesdites instruccions, comment d'avant et d'empuis la venue de sondit escuier vers luy aucunes ouvertures luy en avoient esté faites, tant par les ambassadeurs d'Espaigne que de Hongrie, pour ledit mariage de monsieur le prince; à quoy le roy, sondit bon frère et cousin, n'avoit pas encoires pris aucuns grand regard.

A quoy respondit le roy : « Monsieur l'escuier, si plaist à Dieu nous envoyer à moy et à la royne encoires des enffans, tant en filz

que en filles, que le roy mon bon frère et cousin, vostre maistre, en aura plus tost l'offre que nul autre prince que par le présent je congnoisse. »

En après déclairra mondit s^r l'escuier au roy : « Sire, le roy vostre bon frère et cousin, mon souverain seigneur, a aussy entendu par vostredit escuier comment vous luy faictes offres, ou cas qu'il veuille estre content, de vous-mesme trouver moïen et façon, par telz voz amys et bienveillans que dictes avoyr en Almaignes, pour un petit d'argent, faire prendre et luy délivrer Emond de la Polle, son rebelle, » en lui déclairrant le contenu tout au long desdites articles subscriptes en sesdites instructions. Comment le roy, son bon frère et cousin, le remercioit du bon voulloir que en ce luy desmonstroit, procédant tousjours de son accustumée voulentée qu'il a vers luy, ce que seroyt le roy, son souverain seigneur, en pareille voulentée à luy et aux siens, et qu'il recognoissoit par effect... *veult et entend demorer* à tousjoursmais son...... loyal frère, ayant quelque chose en quoy il luy... fère playsir à luy et à les siens, il s'y emploireroit de tout son povoir.

Luy remonstrant pareillement mondit s^r l'escuier que le roy son bon frère et cousin, son souverain seigneur, ne fait aucune estyme dudit Emond de la Polle, ses adhérens et complices, pour le desplaysir et ennuy qu'ils luy seussent faire, néantmoins il vouldroit bien l'avoir entre ses mains, plus pour l'onneur qu'il en peult advenir que le desplaysir qu'il en sceut sortyr, et l'aymeroit mieulx plus cher l'avoyr de ses mains et estre tenu à luy plutost que avec nul autre prince, si possible est l'apréhender. « Et pourtant, sire, le roy vostre bon frère et cousin, mon souverain seigneur, vous vouldroit bien prier et requérir que voulsissiez tant fère envers vosditz amys et bienveillans que dites avoyr par delà, de le pouvoir fère prendre et le plus de sa sequelle que il sera possible recouvrer, et le roy, vostredit bon frère et cousin et mon souverain seigneur, ne plaindra pas, quand on luy en fera la délivrance, de donner ung dix ou douze mil escuz d'or, vous désirant, sire, que en ceste matière luy en veuillés fère asavoyr tout vostre

playsir et voullentée, et ce que en désirez fère pour l'accomplissement de ladite matière, et quant au payement desdits deniers, incontinent la délivrance faite, je les feray payer, et sy aucune difficulté y estoit, sire, je mectray mon corps en....., ou le roy vostredit bon frère et cousin, mon souverain seigneur, donnera si bonne seurté par deçà, que, à ladite délivrance faire, ladite somme sera contentée, come dit est. »

Sur quoy respondit le roy : « Monsieur l'escuier, quant à l'advertissement de ladite matière, je l'ay bien vollu faire asavoyr au roy mon bon frère et cousin, vostre maistre, pource que j'espère avoyr par delà plusieurs bons amis qui seroient bien joieulx me faire playsir, et pour tant que je congnois à présent sa voulentée, je m'y emploirerai devers eulx, que je cuide qu'ils me serviront autant qu'il leur sera possible, en ce cas désirant le fère de bon cueur pour la grande amour et entière confidence que le roy mon bon frère et cousin, vostre maistre, a toujours vers moy.

« Et ad ce que dist le roy, mondit frère et cousin, qu'il n'en faist nulle estyme, je le croy bien; aussy ne le doit-il faire : nonobstant, si l'on peult trouver mieux de l'avoyr il..... plus convénient que de laisser tousjours en ce estat, pour les grands abusements qui s'y pourroient advenir..... come il cognoit.

« Et quant aux deniers qu'il dit donner, ils sont seurs et ne tiendra pas à cela à y besongner. » Et dit monsieur le légat : « Vous en serez vous-mesme pleyge, mais je ne me mesle point de telles besoingnes, car j'ay couronne. » — « Bien, bien, ce dist le roy; je n'ay point de couronne, parquoy je ne m'y faindrai pas pour cela à m'y emploïer, et laissez-moi faire, et pour ce, monsieur l'escuier, incontinent que aulcunes certaines nouvelles en pourray avoir par cy-après, je le feray asavoyr au roy mondit bon frère et cousin, vostre maistre, de très-bon cueur. »

En après déclairra mondit sieur l'escuier au roy : « Sire, le roy vostredit bon frère et cousin, mon souverain seigneur, a esté adverty secrètement, par aulcuns bien secretz et familliers dudit Emond de

la Polle, comment il a l'intention de bref se transporter en Almaignes vers le conte Pallatin, pource qu'il ne peut avoyr nul entretenement du roy des Romains; au moien de quoy il a envoyé vers ledit conte pour avoyr ses lectres de sauf-conduit, affin qu'il peust venir pardevers luy, dont le roy, mon souverain seigneur, ne scet à quelle fin c'est; et pource que le roy, vostredit bon frère et cousin, congnoit que ledit conte est un de vos plus espéciaulx amys et bienveillans que avés par delà, vous vouldroit prier et requérir fère tant vers ledit conte, qu'il vueille souffrir la venue dudit la Polle vers...., ne de luy octroyer sesdites lectres de sauf-conduit, et si de advanture il se ingéroit se transporter vers luy, qu'il trouvast façon de le faire prendre par ses serviteurs ou subjects, et à la délivrance qu'ils en feront, le roy vostredit bon frère et cousin, mon souverain seigneur, leur fera contenter ladite somme que dessus est déclairré. »

Dont respondit le roy : « Monsieur l'escuier, au regard dudit conte Palatin, il est bien mon amy, et je luy feray asavoyr, par quoy j'espère qu'il ne fera pas au contraire de ce que je luy manderay. »

Au surplus dist mondist s[r] l'escuier au roy : « Sire, je vous ai déclairé ma charge de par le roy vostre bon frère et cousin, mon souverain seigneur, vous priant très-humblement me pardonner sy je ne l'ay pas sy bien dicte come elle m'a esté baillée par escript, car vostre bonne grâce congnoist bien que je ne suis point clerc, mays homme plus cognoissant à la guerre. »

A quoy sur ce respondit le roy : « Par ma foy, monsieur l'escuyer, vous la dites très-bien, et ainsy je l..... » Et subit parla monsieur le légat : « Sire, y n'est... de ces orateurs d'Ytalies ne vous aussy et..... vous n'allés que le droit chemin..... » — « En bonne foy, se dyt le roy, je l'ayme mieux, car nous nous entendons bien. Et pour ce, monsieur l'escuier, advisés si vous voullés venir après moy, par delà les monts, ou que je vous despeche icy. »

Sur quoy respondit mondit sieur l'escuier : « Ainsy qu'il vous plairra, mais ce s'estoit vostre bon playsir me despescher pour me retirer devers le roy vostre bon frère et cousin, mon souverain sei-

gneur, pour luy signiffier de vos bonnes nouvelles, il en seroyt très-joieulx d'en ouyr; ce nonobstant, je ferai ce qu'il vous plaira me commander. »

Adont parla monsieur le légat: « Sire, il vault mieulx que vous le délivrez par deçà; car vous savez que ce seroit trop long chemin pour luy et mauvais logis. »

— « Eh bien, ce dist le roy, monsieur l'escuier, dans deux heures vous feray asavoir sy vous viendrez par delà ou non. »

Et par après cesdittes parolles dites, mondit sieur escuier se despartyt de luy et se retira devers monsieur le maréchal de Gyé, qui estoit en ladite chambre, et luy... la présentacion des lettres du roy son maistre, en faisant recommandacions; lequel luy fist un gracieulx recueil, luy demandant de la prospérité du roy, sondit maistre; et puis commença ledit escuier à lui déclairer sa crédance, ainsi qu'il luy estoit commandé, tout au long comme le contenu des articles le portoit en ses instruccions, le plus affectueusement que faire peust, dont de très-bon cueur les entendit.

Et quant au premier point, dist mondit s[r] le mareschal, « Monsieur l'ambassadeur, quant le roy mon maistre sceut les premières nouvelles dudit trespas de feu monsieur le prince de Galles, il en feust aussy courroucé que du sien propre, pareillement en fut la royne et nous tous ensemble.

« Subit envoya son gentilhomme Poullain vers le roy vostre maistre, pour luy prier de le voulloir prandre en bonne patience et que c'est le playsir de Dieu ce faire. Parquoy le roy vostredit maistre s'est monstré vertueulx d'avoyr ainsy prins en sy bon gré, ainsy que congnoissons, tant par les lectres qu'il luy a pleu rescripre que par le rapport de vous, dont sommes très-joieulx. »

En après dit mondit sieur le mareschal : « Monsieur..... touchant le bruyt qu'on avoit donné à entendre au roy mon maistre, qui s'estoit levé en Angleterre à l'encontre du roy son bon frère et cousin, le roy vostre maistre, je vous promects que sans aulcun doubte il eust

secouru et aydé d'aussy bon cueur qu'il luy seroit possible fère, si nécessité et besoing en eust eu, et par ma foy, de ma part m'y feusse employé, car après le roy mondit maistre, je désire luy fère service par-dessus tous autres princes de tout mon petit povoir, et luy pourrez dire, monsieur l'escuier, en ceste manière.

« Et quant ad ce que dites que nul tel bruyt n'y a, mays le roy vostre maistre aussy bien obéy et servy qu'il vouldroit désirer, pour telles nouvelles, monsieur l'escuier, je ne congnois homme qui soit si bien venu comme vous estes, car vous les portés tousjours les meilleures que homme pourroit souhaider. Et pourtant le roy mon maistre est bien joieulx de savoir desdites nouvelles, à cause des choses que on luy avoit donné à entendre; bien délibéré se estoit à employer luy et les siens au secours du roy son bon frère et cousin, vostre maistre, se mestier en eust eu..... et le fera, sy aucune chose survenoit, de tout son cueur..... ce que seray prest en pareil, quant le cas adviendroit..... toute ma petite puissance, et aussy sont tous ceulx de sa mayson, ainsy que je congnois par leurs intencions et bons voulloirs; et touchant ceulx que dites avoir esté exécutez, j'en ay ouy parler que commis avoient crimes de lèze-majesté, par quoy a convenu à justice y mettre la main, qui n'est que bien fait. Et si le roy vostredit maistre dit que s'il avoyt nécessité ou besoing du roy mon maistre, qu'il le requerroit plus tost que ung autre, vous asseurant, monsieur l'escuier, qu'il doibt fère aussy privément qu'il feroit au plus famillier amy qu'il ayt en son royaulme, car il trouvera prest et appareillé en toute heure luy et ses gens, quant il en auroit mestier, car je congnois le roy mon maistre estre en ce voulloir. »

En après dist mondit s[r] le mareschal : « Monsieur l'escuier, au regard du mariage, il est vray que le roy mon maistre en a bien voullu faire ouverture au roy vostre maistre, pource que c'est à présent la première en son royaulme... aussy qu'il ayme comme la sienne propre; aussy elle est belle et bien saige de son eaage, vous promects que s'il en avoit une autre que celle qu'il a, y n'y a prince aujourd'huy vivant qui en seroit le premier adverty... le roy vostre maistre,

car il désire avoir... en tel cas par-dessus tous autres princes, et que s'il plairoit à Dieu luy en envoyer, tant en filz que en filles, il en seroit tous jours le premier refusant.

« Au surplus, dist mondit sieur le mareschal, monsieur l'escuier, touchant de la Polle, il est vray que le roy mon maistre l'a fait assavoir au roy son bon frère et cousin, vostre maistre, pour la grant amour qu'il a à luy, que s'il est possible de le povoir avoir, que n'y plaindra pas employer ses bons amys qu'il a par delà, et à ceste heure qu'il congnoit le voulloir du roy vostre maistre, il s'y perforcera plus affectueusement. De laquelle affaire, sy appellé y suis, je ne m'y faindray pas de ma part, mais m'y emploireray de tout mon cueur à luy croistre le courage en ce cas; et touchant l'argent que le roy vostredit maistre donnera, il est seur assez; et sy se peult faire, il ne tiendra pas à l'argent, car je congnois le roy mondit maistre qu'il vouldroyt qu'il luy eust cousté ladite somme, et il eust pour luy délivrer, vous asseurant, monsieur l'escuier, que ne dormira pas sur ceste affaire; non ferons pas pareillement tous ceulx de son conseil qui en ont la cognoissance, pour fère playsir et service au roy vostredit maistre. »

Et après luy déclairra mondit sieur l'escuier : « Monsieur, le roy mon maistre a esté adverty par aulcuns secrets familliers dudit Emond de la Polle, coment il a intencion de bref se retirer vers le conte Pallatin, pour ce qu'il ne peult avoyr nul entretenement du roy des Romains, au moïen de quoy il a envoié vers ledit conte pour avoyr ses lectres de sauf-conduit et venir vers luy, dont le roy mondit maistre ne sçayt à quelle fin s'est, et pource qu'il congnoit que ledit conte est un des plus espéciaulx amys du roy son bon frère et cousin, vostre maistre, il vouldroit prier et requérir que envers ledit conte il fist tant qu'il ne veuille souffrir la venue dudit la Polle vers luy ne luy octroier ses lettres de seureté, et se d'advanture il se ingéroit de se transporter vers luy, qu'il fist par aulcuns ses serviteurs et subjectz de le voulloir prandre et délivrer avecques le plus de sa sequelle que possible seroit de recouvrer, et il contenteroit ladite somme que dict est. »

Sur quoy respondit mondit s^r le mareschal : « Monsieur l'escuier, au regart du conte Pallatin, je crois qu'il ne fera telles choses sans le fère assavoyr au roy mon maistre, car l'amour est trop grande entre eulx deux..... Le roy vostre maistre n'en doibt avoyr nulle..... »

Et après lesdites responces faictes par ledit s^r mareschal, mondit s^r l'escuier luy dit : « Monsieur, je vous ai déclairé ma charge de par le roy mon maistre, lequel se recommande affectueusement à vous, vous désirant avoir tousjours ses affaires en recommandation vers le roy son bon frère et cousin, vostre maistre, en oultre me recommander vostre bon playsir vers sa grâce. »

A quoy dit mondit s^r le mareschal : « Monsieur l'escuier, je remercye très-humblement la bonne grâce du roy vostre maistre de ce qu'il luy plaist me prandre pour l'ung de ses petits serviteurs, et seroye bien ingrat si je ne l'estoye, car je suys obligé et moy et les miens pour les grant biens et honneurs qu'il nous a fais, dont nous ne luy saurions jamays déservyr, et avant que partés je parleray à vous et aurés mes simples lettres vers sa bonne grâce, vous priant, monsieur l'escuier, ne m'espargner ne moy ne ma maison, car tout est à vostre commandement, et fusse le plus petit serviteur de la mayson du roy vostredit maistre. »

Et après ce fait se retira mondit sieur l'escuier vers monsieur le chancelier, qui aussy en ladite chambre estoit ..... les lettres du roy son maistre et luy fist ses recommandacions; lequel luy fist ung très-gracieulx et honneste recueil, luy demandant de la bonne prospérité du roy sondit maistre, en luy disant : « Monsieur l'escuier, venés-moy veoir, car je vous veulx festoyer et parler à vous à loisir; » et en disant ces parolles le roy l'appella et autres de son conseil et communiquèrent ensemble; et après ce fait le roy se despartit d'eulx, et yceulx messieurs de sondit conseil s'en allèrent avecques monsieur le légat à son logis, et là déterminèrent de la despesche de mondit s^r l'escuier; et après ce fait l'appellèrent, et parla mondit sieur le légat : « Messieurs, il a pleu au roy d'Angleterre envoyer monsieur son escuier

présent vers le roy nostre maistre, avecques les meilleures nouvelles qui seroit possible à nous de désirer, parquoy nous en debvons estre tous joieulx et remercier Dieu de la grande amour de eulx deux; et pourtant, monsieur le chancelier, vous savez que le roy vous a commandé et dit que se fault aulcune chose au roy son bon frère et cousin, en son absence, qui soit en son royaulme, comme de gens de... ordonnances et autres choses de quoy il aura aff..... que faciés incontinent commandement par tout son..... comme si c'estoit pour soymesme. »

Adonc parla mondit sieur le chancelier et dist : « Monsieur, il est vray que s'il a affaire d'aucune chose qu'il désire avoir de par deçà et i me mande par le plus petit de sa maison, j'en feroye mes dilligences comme je feroye pour le roy mon maistre, et le doibt fère, et nous pareillement pour la salvacion dudit roy son bon frère et cousin, car, se perdu l'avions, se seroyt aussi grant domaige pour le royaulme de France que pour le royaulme d'Angleterre. »

Et sur ce parla monsieur le marquis de Ratelloix, grant mareschal de Bourgoigne, et dit : « Monsieur, vous dites vérité et nous est ung grant bien de la bonne amour d'entre luy et le roy nostre maistre, et quant de ma part, il n'y a prince aujourd'huy vivant à quy je vouldroye fère service de mon corps et biens que à luy, après le roy mon maistre; » ce que dirent pareillement ensemble tous les autres assistens, c'est assavoyr M[rs] le légat, chancelier, de Ligny, de Ravastayn, d'Alby, de Gyé, Clérieux et Piennes.

Et après ces parolles dites, mondit sieur le légat.... monsieur l'escuier, le tira à part et luy dit : « Le roy mon maistre m'a commandé de vous dire que, touchant le mariage, il seroit bien joieulx d'avoyr alliance avec le roy vostre maistre, pource que c'est la première à présent de son royaume, et de sa fille vous savez qu'elle est accordée au filz de monsieur l'archiduc, et en ont de l'ung de l'autre leurs blancs scellés, parquoy sy ne voulloit tenir promesse néant plus que fait son père, comme vous savés qui ne tient rien, ce que ne fait sondit filz encoires; mais s'il feroit, le roy mon maistre auroit cause de

ne luy donner pas sa fille, parquoy le roy vostre maistre seroit seur de l'avoyr et non autre prince, et par ma foy, de ma part, j'en seroye très-joieulx ; et pour ce, monsieur l'escuier, le roy a ordonné vostre despeche icy, considérant que vous seroyt trop grande paine de venir delà les mons; aussy tarderoit trop au roy vostre maistre pour avoyr des nouvelles de vous. Vous viendrés soupper avecques moy et après je vous mèneray prandre congié du roy. »

Et de là se despartirent, et vint monsieur Philippe de Ravastayn vers mondit sieur l'escuier et luy dit : « Monsieur l'escuier, je vous prie que me recommandiez humblement à la bonne grâce du roy vostre maistre, et que je suys son humble serviteur, car je désire luy faire service, après le roy mon souverain seigneur, par-dessus tous autres princes, et si ay désir de le veoir et espoir de le veoir une foy en ma vie, et s'il y a quelque chose que je puisse, je vous prye, ne m'espargniés, car je feray de très-bon cueur. » Et tout ce jour-là avoient esté empeschés tous messieurs de l'ordre à constituer chevalier de ladite ordre monsieur le filz aîné du duc de Ferrare.

Et à l'eure de soupper mondit sieur l'escuier se retira vers monsieur le légat, lequel le fit seoir d'avant luy, où estoient en la présence M[rs] d'Alby, chancelier, Chambré, gouverneur de Dauphiné; le... mareschal de Bourgoigne, de Ravastain et..... prieur de France, et plusieurs autres en ladite table; et après le soupper fait, mondit sieur le légat dist à mondist sieur l'escuier : « Allons vers le roy, que prenés vostre congié de ce soir, car il partira demain bien matin; » et allèrent au logis du roy, et pource que M[r] de Savoye estoit avecques le roy pour prandre son congié, convint que mondit sieur l'escuier atendist jusques ad ce fait, et luy desparty, présenta mondit s[r] le légat vers le roy mondit sieur l'escuier, pour prendre son congié.

Lequel roy luy dist : « Monsieur l'escuier, mon amy, je vous prie que me recommandés à mon bon frère et cousin, vostre maistre, et luy dites que, s'il a besoingne de chose qui soit en mon royaulme, en envoyant le plus petit chevaucheur de sa maison, j'ay commis par deçà

de l'en servir ainsi qu'il désirera, car tel est mon voulloir, ainsi que si c'estoit pour moy-mesme, et si me veult approuver, me trouvera tel, car à tousjours je veulx estre son bon frère et cousin, sans jamais luy f..... tant que je vivray, et au regard de le galla...., trouveray à mon advis et feray tant que le roy..... mon bon frère et cousin, vostre maistre, l'aura en ses mains, estant très-joieulx d'avoir tousjours de ses nouvelles; et adieu, monsieur l'escuier, mon amy; » et l'embrassa.

Et après le congié prins se retira mondit s^r l'escuier vers monsieur le légat pour prendre son congié pareillement, lequel lui dist: « Monsieur l'escuier, le roy vous a ordonné quelque petite chose, très-desplaysant qu'il n'estoyt en aultre lieu à son playsir pour vous faire mieulx, mais il fera une autre foiz amande, et voylà maistre Florimond Robertet qui vous bayllera vostre despesche, avecques ce aucunes escriptures qui touchent les raisons de l'infraction de paix d'entre le roy mon maistre et le roy d'Espaigne, car il veult qu'il congnoisse. Aussi vous me recommanderés humblement à sa bonne grace, le remerciant tousjours de ce qu'il luy plaist me rescripre et me prendre pour son serviteur, luy promectant que tel me trouverra tant que je vivray, vous pryant luy délivrer mes humbles lettres; très-désolé, monsieur l'escuier, que je ne vous aye autrement festoyé..... il n'y a estrange en la court du roy mon maistre à qui je le feroye de meilleur cueur, mais à présent vous prandrez pacience; estant chose que vous désirés, ne... m'espargnés, car la maison est toute à votre commandement; et adieu, monsieur l'escuier, mon amy, embrassez-moy. »

Et de là se retira mondit s^r l'escuier vers monsieur le mareschal de Gyé, pour en pareil prendre son congié, et l'accompaigna monsieur d'Entremonde dit Poullain en toutes ses affaires pour cedit jour et. . . plus demeura un jour après le partement du roy pour luy tenir compaignie, et le second jour print congié de luy, le priant recommander très-humblement à la bonne grâce du roy son maistre, à monsieur le prince, et luy offrant tout ce que Dieu luy avoit donné, à son commandement.

Et estoit mondit sieur le mareschal en son logis, ensemble Mrs de Piennes, Dorval, Clérieux, Langueton avecques luy; et quant il sceut la venue vers luy de mondit sieur l'escuier, il se leva et ap..... « Monsieur l'escuier, vous ne devés point faire..... en ceste pouvre mayson, car elle est au commandement des serviteurs du roy vostre maistre, tant que Dieu me donnera la vie au corps, » et le tira à part et luy dit : « Monsieur l'escuier, avés-vous pas eu ce que le roy vous a ordonné, en luy disant ceste petite chose, vous promectant que le roy estoit très-desplaysant qu'il n'estoit en lieu pour vous faire présent plus honneste, vous prandrés en pacience pour le présent, et une autre foiz vous aurés mieulx; et pour ce, monsieur l'escuier, je vous prie très-humblement que me recommandés à la bonne grâce du roy vostre maistre, et qu'il me vueille prandre pour ung de ses petits serviteurs; car tousjours tel me trouvera en ses affaires, je luy promectz, car je y suys obligé et moy et les miens, ne jamays ne me seroyt possible ne à eulx aussy le povoir déservyr vers sa grâce. Néantmoings de tout mon petit povoir feray mon debvoir à parservyr ses playsirs, car il est le prince à qui je vouldroye le plus faire service, après le roy mon maistre, qui soit aujourd'hui vivant, et à..... ses affaires de par deçà, puisqu'il plaist au roy mon maistre me prandre pour l'ung de ses plus petits serviteurs de son conseil, en tout lieu où je pourray parler du roy vostre maistre, je porteray de ma petite puissance, comme je vouldroye faire les matières du roy mondit maistre propres; et au regard de ses rebelles, les parolles que vous m'avés dictes ne seront pas mises en oubly, mais en remembrance, que j'espoire le roy vostredit maistre en avoir bonnes nouvelles.

« Et touchant, monsieur l'escuier, le mariage dont le roy mon maistre en a fait ouverture au roy le vostre, il l'a fait pour ce qu'il l'ayme comme la sienne propre; aussy elle est belle et saige, et sy c'estoit le playsir de Dieu de fère son commandement du roy, elle seroit seur du roy, car le conte d'Angoulesme, son frère, suscéderoit à la couronne après luy; il plaist au roy mondit maistre que j'en aye la garde, vous certiffiant que plus ne moins..... que la propre fille du

roy; et pour ce ladite ouverture n'a esté faite sinon que par bonne amour, affin que s'il playsoit à Dieu luy envoyer des enffans, tant en filz que en filles, que le roy vostredit maistre en seroit le premier reffusant, car de tous princes vivans il désire avoyr son alliance, en ce cas..... congnoit autant de luy.

« Et pourtant, monsieur l'escuier, je vous prie que vous faciez mes très-humbles recommandacions à la bonne grâce du roy vostredit maistre, et voycy mes lettres que luy délivrerés, requerrant nostre Seigneur qu'il le veuille préserver et garder, ce que pareillement prient tous les grands seigneurs de ce royaume pour sa prospérité comme pour celle du roy nostre maistre. Et adieu, monsieur l'escuier, mon amy, je requiers Dieu qu'il vous veuille bien conduire. »

Et au sortyr de ladite chambre, monsieur de Piennes luy dist : « Monsieur l'escuier, je vous prie que me recomandés humblement à la bonne grâce du roy vostre maistre, désirant luy faire service, après le roy mon maistre, autant qu'il me seroit possible; estant chose que je puisse pour vous par deçà, je suys à vostre commandement, et à Dieu soyés; » ce que dirent pareillement lesdites parolles les seigneurs devant dits.

Et le lendemayn, qui fust le lundy XXVIIe jour de juyng, se partist le roy de Grenoble à deux heures du matin, et là laissa la royne et monsieur le chancelier, par devers lequel se transporta mondit sieur escuier pour avoir sa despesche, lequel luy dit : « Monsieur l'escuier, je m'en vays à Lyon, et vous viendrés là pour vous rafraychir, et je vous feray bonne chère, et pour moy ne ferrez nulle demourre touchant vostre despesche. »

Et après, se perforça mondit s^r^ l'escuier soy présenter vers la royne, ce qu'il avoit fait le jour d'avant, en s'estant adressé à Mrs de Nantes et grant maistre de Bretaigne, pour faire sa présentacion de ses lettres vers elle; ce que bonnement ne peult faire, à l'occasion du département du roy, dont elle estoit desplaysante, et ne parla mondit sieur l'escuier à elle qui ne fut le mardy XXVIIIe jour dudit moys, et fust conduit par yçeulx seigneurs avecques lesquels il avoit digné.

Et à la présentacion de sesdites lectres, la royne lui fist très-gracieux recueil, luy demandant de la bonne prospérité du roy son bon père, et de la royne et des enffans; et après la lecture desdictes lettres, elle luy dit : « Monsieur l'escuier, je remercie le roy vostre maistre, mon bon père, de ce qu'il..... à savoyr à Monsieur et à moy de ses bonnes nouvelles, desquelles nous sommes plus joieulx que nul prince qui soit aujourd'huy vivant, et nous est ung très-grant comfort, et de ma part je suis tenue et obligée à luy, et le veulx estre tous les jours de ma vie, pour les grands honneurs et services qu'il m'a faictz par cy-devant et fait tous les jours; et pourtant, monsieur l'escuier, vous soyés le bien venu vers moy, autant que à moy est possible vous le dire. »

Et après luy déclairra mondit sieur l'escuier comment il avoit pleu au roy, bon frère et cousin du roy son maistre, d'avoyr donné charge à son escuier le s[r] d'Entremonde luy faire ouverture et mocion d'alliance de mariage entre monsieur le prince de Galles qui ores est et madame la seur du conte d'Angoulesme, exposant ledit sieur que n'afféroit pas aux femmes de requerrir les hommes, mais qu'il avoit pleu au roy son maistre faire telle ouverture.

Sur quoy respondit ladite royne : « Monsieur l'escuier, il est vray et la raison si est pour ce qu'il ayme comme la sienne propre, et moy pareillement, et aussy qu'il désireroit avoir alliance en ce cas-là au roy vostre maistre plustost que avecques nul autre prince que je congnoisse, et sy j'en eussions une autre que celle qui est promise au filz de M[r] l'archiduc, de mon costé je seroye très-joieulse avoyr sadite alliance, et plus voulentiers le vouldroye que ne feroit nul prince qui soit aujourd'huy vivant. »

Lors luy dist mondist sieur l'escuyer, que de l'amyable offre que le roy, bon frère et cousin dudit roy son maistre, luy faisoit, l'en remercioit, considérant que ladite offre estoit honnourable et que, par advanture, ledit conte povoit suscéder à la coronne après luy; néantmoings luy sembloit, et à son conseil, que le roy sondit bon frère et cousin et elle estoient encoires assez jeunes d'avoir des enffans tant

en filz que en filles, dont le roy sondit maistre désiroit que ainsy se peult-il faire; ou si ladite dame estoit sa propre fille..... procrée de son corps, il seroyt bien joieulx et pluz enclin d'y entendre que avecques nul autre prince, pour... l'accroissement de la bonne paix et amytié qui est entre eulx deux.

A quoy respondit ladite royne: « Monsieur l'escuier, de ma part j'en seroie aussy joieulse autant que eulx-mesmes, et autrefoyz ay désiré d'avoir ung filz, à ycelle fin que aulcune alliance en eust esté faicte, et à ceste heure icy je vouldroye avoir une fille pour l'amour de luy; en estant le voulloir de Dieu nous envoier encoires soit filz ou fille, il en sera tousjours devant tous autres le premier reffusant, désirant pardessus tous autres princes avoir sadite alliance. »

En après luy dit mondit sieur l'escuier: « Madame, il a pleu au roy me despescher pour m'en retourner vers le roy mon maistre; estant à vostre bonne grâce me commander voz bons playsirs vers luy, je les remplirray comme vostre humble serviteur. »

A quoy respondit la royne: « Monsieur l'escuier, vous aurez mes lettres, et aussitost qu'elles seront prestes, je vous envoyreray quérir et prendray congié de vous.... » Par quoy le landemain se tira mondit sieur l'escuier vers mesdits seigneurs de Nantes et grand-maistre, avec lesquels il digna derechief, et luy firent grant chère; et après digné le menèrent prendre congié de la royne et le présentèrent à elle;

Laquelle luy dist: « Monsieur l'escuier, je vous prie que me recommandés affectueusement au roy mon bon père, vostre maistre, et luy dites que je seray tousjours sa fille de très-bon cueur, le remercyant des grans biens et honneurs qu'il luy a pleu me fère assavoir de ses bonnes nouvelles, comme au roy son bon frère et cousin; à quoy nous sommes tenus à luy plus que à nul autre prince aujourd'huy vivant, demourante celle qui trouvera tousjours obligée à luy fère playsir et service de son petit povoir et bon voulloir, et aux siens pareillement, et que envers Monsr..... luy, de mon costé je maintiendray la bonne amytié et amour de entre eulx deux, vous priant,

monsieur l'escuier, me recommander affectueusement à la. . ., maistresse et à monsieur le prince mon bon. . . et à la royne d'Escosse. Et adieu, monsieur l'escuier, nostre Seigneur soit garde de vous; » et commanda à mondit sieur de Nantes luy délivrer ses lettres.

Et le landemain se partist mondit sieur l'escuier de la ville de Grenoble, et s'en vint à Lyon vers monsieur le chancelier, qui est là résident pour despescher toutes matières en l'absence du roy son maistre, comme sy luy-mesme y estoit, et se transporta mondit sieur l'escuier vers luy, lequel luy fist bon recueil et bonne chère, luy désirant n'espargner sa mayson, et que s'il avoit besoing de quelque chose, que il se fist aussy hardy vers luy qu'il se vouldroit faire vers le plus grant amy que il eust, et qu'il estoit au commandement du plus petit serviteur de la maison du roy son maistre.

Le remercyant, mondit sieur escuier, et luy déclairrant sa charge tout au long, comme le contenu des articles en ses instructions contient, le plus affectueusement que fère peut; nonobstant, il les avoit ouy réciter à M[re] le légat et mareschal de Gyé estant en la ville de Grenoble.

Et au premier point, quant au trespas de M[r] le prince de Galles, monsieur le chancelier luy dit : « Monsieur l'escuier, ce furent dures nouvelles au roy mon maistre quant il les sceut, autant que s'il eust esté sien, aussy le furent-ils à nous tous pareillement, et voullut bien envoyer vers le roy son bon frère et cousin, vostre maistre, luy signifier que c'estoit le playsir de Dieu, et qu'il voullust prandre en pacience, ce qu'il a fait, ainsy qu'il luy a escript par vous et à nous pareillement, parquoy c'est le plus saige prince qui soit aujourd'huy pour lors.

« Et touchant, monsieur l'escuier, le bruyt que on avoit donné entendre au roy mon maistre, qui s'estoit levé au royaulme d'Angleterre contre le roy son bon frère et cousin, vostre maistre, à celle cause envoya son gentilhomme Poullain pour l'advertyr que s'il eust besoing d'ayde qu'il luy en eust envoyé, ou luy-mesme y estre allé avant que faillir, en propre personne, vous promectant, monsieur l'escuier,

qu'il eust fait et fera, sy le cas advient par cy-après, dont Dieu deffende; parquoy le roy vostredit maistre s'en doit tenir seur, et de mon. . . je n'y fauldray pas, car après le roy mon maistre j'ay désir luy faire service à luy et aux siens, et me treuvera tel tant que je viveray; et à parler de ceulx que dites avoir esté exécutez par justice, il vault mieux que eulx-mesmes eussent fait la justice.

« Aussi, monsieur l'escuier, de l'ouverture du mariage d'entre Mr le prince de Galles, qui à présent est, et madame la sœur du conte d'Angoulesme, il est vray que le roy mon maistre a bien voulu mouvoir ledit mariage au roy vostre maistre pour tousjours entretenir la grande amour et fraternité d'entr'eulx, et aussy que plus amplement en ce cas vouldroit avoir son alliance plus que à nul autre prince vivant, et pour ce qu'elle est la première à présent en ce royaulme, à cette cause il l'ayme comme la sienne propre; aussy elle est belle et saige, de son eaage; désirant avoir de soy une autre que n'a, vous promectant qu'il seroit bien joyeulx ladicte alliance en estre faicte, et que s'il playsoit à Dieu luy en envoïer soit en filz et en fille, le roy vostredit maistre en aura tousjours la première cognoissance, affin que aucun bon. . . s'en deust faire, dont serions tretous joieulx.

« Mr l'escuier, au regard de Emond de la Polle, le roy mon maistre a de bons amys ès Almaignes, et pour ce qu'il congnoit le voulloir du roy vostre maistre à présent en ce cas, je vous promects qu'il s'y emploirera, que j'espère que aulcunes bonnes nouvelles en adviendront et de bref; et touchant l'argent que le roy vostredit maistre donnera à la délivrance faire, le roy mondit maistre s'en tient seur assés par sa parolle, et le congnoit tant qu'il vouldroyt avoir païé ladite somme, et il l'eust entre ses mains pour l'envoyer au roy son bon frère et cousin, vostredit maistre, et tenez-vous seur, Mr l'escuier, que de la part d'entre nous de son conseil, il ne tiendra pas que la matière ne se parface, si possible est.

« Et quant ad ce que dit ledit de la Polle se retirer vers le conte Palatin pour ce qu'il ne peut avoir nul entretenement du roy des Romains, le roy vostre maistre n'en doibt avoir nulle doubte, car le

conte ne fera pas telles entreprinses sans le sceu du roy mon maistre, car l'amour y est trop grant. . .; aussy Mr son filz vient demourer à. . . . . roy mondit maistre, et pourtant, s'il fault, j'espère qu'il se trouvera happé.

« Et après, Mr l'escuier, le roy mon maistre m'a laissé par deçà pour expédier toutes choses en son absence jusques à son retour, et pour ce il m'a commandé, durant ycelle absence, que, sur payne de désobéyssance, sy le roy son bon frère et cousin, vostre maistre, a d'aulcune chose affaire qui soit par deçà en son royaulme, soit or et argent, gens d'armes, artillerie et toutes autres ordonnances, que mesmes les garnisons en ses bonnes villes de frontières, que incontinent sçachant son désyr, je face commandement à tous ceulx qui de tels gouvernements ont la charge, faire subit partyr au lieu et place où le roy vostredit maistre les désirera avoyr; et pourtant, Mr l'escuyer, si mestier ou nécessité en a, le me face incontinent savoir par le plus petit serviteur de sa maison, et je m'y emploireray de tout mon petit povoir pour le servir ainsy que je le vouldroye faire pour le roy. . . mon maistre.

Et après ses responces faites par Mr le chancelier, mondit sr l'escuier luy dit : « Monsieur s'il est votre playsir me commander vos playsirs par devers le roy mon maistre, je les fournyray de tout mon petit possible. »

« Monsieur l'escuier, vous aurés mes humbles lettres vers la bonne grâce du roy vostre maistre, à laquelle me recommanderés très-humblement, et le remerciant de ce qu'il luy plaist me rescripre de ses bonnes nouvelles, le supplyant me prendre pour l'un de ses petits serviteurs, car tel me trouvera; et si vous avés aulcunes affaires par deçà, Mr l'escuier, je vous prie que ne m'espargnés, car la maison est toute à vostre commandement et à tous les serviteurs du roy vostre maistre; et à Dieu, Mr l'escuier, le priant qu'il vous veuille conduyre et raconduyre.

De toutes autres remonstrances, s'il y en a que bonnement n'a

sceu Mr l'escuier soy advyser pour en cedit traictié estre mises et escrites, je les remects . . . . . s'il luy en souvient aucunement le dire au roy son souverayn seigneur à son retour vers sa bonne grâce.

N. B. Cette copie a été faite sur l'original en papier.

Comme il est question dans cette pièce du passage de Louis XII en Italie et de la retraite du comte de Suffolk en Flandre, ces deux événements combinés fixent la date de cette dépêche en 1502.

En effet, dans cette année, le 25 juin tombait un samedi, ainsi qu'il est dit au commencement de cette pièce. B.

CCLXVI. (An 1502.)

DÉPÊCHE

DE BACQUIER,

Par laquelle il apprend à Henri VII, roi d'Angleterre, les motifs du voyage de Louis XII en Italie et de ses préparatifs de guerre contre l'Espagne. (Museum, Biblioth. Cotton. Caligula, D. vi. — Bréq. t. LXXXV.)

Les nouvelles de la court françoyse sont telles que Mr le légat dist à Mr l'escuier que le roy son maistre passoit les mons pour voir sy le roy des Romains iroyt à Romme pour soy fayre empereur, ainsy qu'il avoit dit, et que le roy sondit maistre estoit accompagné par delà de xviic lances, de six à huict mille Souysses et de dix mille hommes le suyvant, pour voyr sy ledit roy des Romains viendra à Rome ou non.

Oultre plus, pour aulcune rompture de paix entre le roy françoys et le roy d'Espaigne, a ledit roy françoys fait et levé une autre armée que celle qui est delà les monts, et l'a envoyée droit à Roussilon, et estoit conducteur d'icelle Mr de Saint-André, lequel est mort en chemin, par quoy ledit roy a envoyé en son lieu Mr le marquis de Ratellois, grand-mareschal de Bourgoigne, lequel estoit party de Bourgoigne deulx jours d'avant que mondit sieur l'escuier, et a en

sa compaignie six^{c} lances, de IIII à V^{mil} Souysses et argent prest pour . . . dix mille hommes à pié sy besoing en a. Aussy toutes les garnisons des frontières de Picardie sont partie pour eulx en aller delà et deçà avecques quelques amasts de gens de pied audit païs de Picardie.

Au surplus, dit M^{r} le chancelier à Lyon à mondit s^{r} l'escuier, que le roy des Romains envoyoit une ambassade vers le roy son maistre, et que pour le chief d'icelle devoit estre M^{r} le duc de Savoye, accompaigné de messire du Vergy, prévost d'Utrecht et plusieurs autres, et pour ce qu'ilz n'estoyent pas venus durant que le roy sondit maistre estoit deçà les monts, mondit sieur de Savoye vint par devers luy en la ville de Grenoble, et là s'en excusa disant que, puisqu'ilz n'estoient arrivez avant son partement delà les monts et aussytost qu'ilz seroyent venuz. . . iroient par delà après luy, fera leur message en son absence, et sçavoit bien qu'il n'y estoit ordonné que pour honneur et non aultre chose. . ., et autres n'y a dignes de rescit.

N. B. Cette copie est faite sur l'original, qui est de la même écriture que la longue dépêche du sieur Bacquier, écuyer du roi, que nous avons copiée ci-dessus, à laquelle ceci paraît servir de supplément. On peut aussi remarquer que le papier de l'une et de l'autre est semblable. B.

CCLXVII. (16 mars 1509.)

LETTRES

DE LOUIS XII, ROI DE FRANCE,

Par laquelle il accorde une gratification annuelle de 3,000 écus d'or au comte de Charosbéry, grand maître d'Angleterre. (Mus. Bibl. Cott. 43, B. 39.— Bréq. t. LXXXV.)

Louis, par la grâce de Dieu, roy de France, à tous ceulx qui ces présentes lettres verront, salut. Sçavoyr faisons que, pour et affin que nostre très-cher cousin et grant amy le conte de Charosbery, grand maistre d'Angleterre, soit tousjours plus enclin à vacquer et entendre

à l'entretenement de la bonne et fraternelle amytié et allience qui est et se traicte entre nous et nostre très-cher et très-amé frère et cousin le roy d'Angleterre, comme elle a toujours esté avecques feu nostre très-cher frère et cousin le roy d'Angleterre son père, derrenier décédé, que Dieu absoille, en quoy nostredit cousin le conte de Charosbery s'est tousjours démontré, par effect, vray amateur et désireur du bien de paix, à ycelluy nostre cousin, pour ces causes et autres considéracions à ce nous mouvans, avons donné et ordonné, donnons et ordonnons par ces présentes la somme de mille escuz d'or couronné, à ycelle somme avoir et prandre doresnavant par chascun an, par manière de pension, des deniers de nos finances, par les mains du receveur général de nosdites finances. Si donnons en mandement par cesdites présentes à noz amez et féaulx les généraulx conseillers par nous ordonnés sur le fait et gouvernement de nosdites finances, que par nostredit receveur général ils facent doresnavant païer, par chascun an, à nostredit cousin conte de Charosbery la somme de mille escuz d'or couronné, sans y faire aulcune interruption ou discontinuation, etc.; par rapportant cesdites présentes de nostre main ou vidimus d'ycelles, fait sous scel royal, avecques quitence et recongnoissance de nostredit cousin sur ce souffisante seullement, nous voullons tout ce que païé luy aura esté à ceste cause estre alloué ès comptes et rabats de la recepte de nostredit recepveur général, par nos amés et nos féaulx gens de nos comptes, ausquels pareillement mandons ainsy le faire sans difficulté, car tel est nostre bon playsir. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites présentes. Donné à Paris, le XVI[e] jour de mars, l'an de grâce mil cinq cents et neuf et de nostre règne le douziesme. Signé plus bas : LOYS, et sur le reply : *par le Roy*. Plus bas : ROBERTET, avec paraphe.

N. B. Cet acte en parchemin est muni d'un beau et grand sceau en cire jaune, qui représente le roi ayant la couronne sur la tête, assis sous un pavillon semé de fleurs de lis. Deux anges relèvent ce pavillon. Le roi tient de sa main droite le sceptre et de la gauche la main de justice. On lit autour en capitales : LUDOVICUS DEI GRAT... FRANCORUM REX. Au revers est un beau contre-scel représentant l'écu de France avec les trois fleurs de lis, couronné et supporté par deux anges. B.

CCLXVIII. (5 août 1514.)

LETTRE

DE LOUIS XII, ROI DE FRANCE,

A L'ÉVÊQUE DE LINCOLN (WOLSEY),

Pour le remercier de ses bons offices. (Bibl. Cotton. Vitellius, C. xi, fol. 168 v°. — Bréq. t. LXXXV.)

Monsieur de Lincone, j'ay esté adverty, par ce que mon cousin le duc de Longueville et le général de Normandye m'ont escript et souvent fait savoir, de la bonne voulonté que vous avez tousjours eu et avez à l'entreténement de la bonne et fraternelle amityé qui a esté, et est de présent, entre le roy vostre maistre, mon bon frère et compère, et moy, et de la paine que vous avez prinse pour la pacifficacion et appaisement des différens qui povoyent estre entre nous, dont je vous mercie tant que je puis, et vous prie vouloir continuer et de bien en mieulx vous y emploier, comme j'en ai et vueil avoir en vous ma totalle fiance; et je le recongnoistray envers vous par façon que vous aurez cause d'estre bien content, ainsi que vous diront plus amplement les dessusdits. Et à Dieu, monsieur de Lincone, qui vous ait en sa garde.

Escript à Saint-Germain-en-Laye, le ve jour d'aoust.

Loys.

Robertet.

N. B. Cette lettre a été copiée sur l'original signé de la main du roi. B.

CCLXIX. (28 août 1514.)

LETTRE

DU SIEUR BOHIER A L'ÉVÊQUE DE LINCOLN,

Pour lui demander de la part de Louis XII, roi de France, des détails sur le départ d'Angleterre et l'arrivée en France de la reine Marie, sa femme. (Biblioth. Cotton. Vitellius, C. XI, fol. 155 v°. — Bréq. t. LXXXV.)

MONSEIGNEUR, je me recommande toujours humblement à vostre bonne grâce.

Monseigneur, je vous advertys que le roy mon maistre auroyt à playsir que vous luy escrivissiez quelques lettres sur ledit département de la royne et du jour qu'elle pourra estre à Boulloigne, car il en a ung merveilleux désir et encores plus de la voir, ainsi que j'escriptz à ladite dame.

Monseigneur, ledit roy mon maistre a donné charge à monseigneur le duc de Longueville de vous escripre son voulloir, tant sur l'estat et train de la royne que sur le fait de la veue du roy, son bon frère, et de luy.

Monseigneur, je prye à Dieu vous donner bonne vie et longue. Escript à Estampes, le XXVIIIe jour d'aoust.

Vostre humble serviteur,

THOMAS BOHIER.

N. B. Cette pièce a été copiée sur l'original, en papier. B.

CCLXX. (2 septembre 1514.)

LETTRE
DE LOYS D'ORLÉANS
A MARIE, SOEUR DE HENRI VIII, REINE DE FRANCE,

Pour la prier de donner de ses nouvelles au roi de France, qu'elle venait d'épouser par procureur. (Biblioth. Cotton. Caligula, D. vi. — Bréq. t. LXXXV.)

Madame, tant et sy très-humblement que faire puys, à vostre bonne grâce me recommande.

Madame, je vous advertys que le roy s'ennuye fort de ce que ne luy escripvez de vos nouvelles, et aussi que vostre cas ne despesche pas par delà aussytost qu'il vouldroyt bien; pourquoy, Madame, je vous supply très-humblement que luy veuillez escripre, et tant faire par delà que le plus tost que vous pourrés vous en puissiés venir; car plus grand playsir ne luy sauriés faire en ce monde, et au surplus, Madame, vostre playsir sera me mander et commander vos bons playsirs pour les accomplir. Madame, je pry à Dieu qu'il vous doint trés-bonne vye et longue.

Escript à Estampes, le ij[e] jour de septembre. De la main de

Vostre très-humble et très-obéyssant sub... et serviteur,

Loys D'.....

N. B. Cette lettre, dont l'écriture est belle et facile, est entièrement de la main du duc d'Orléans. Elle se trouve collée sur un papier; l'on ne peut en lire l'adresse. Il est aisé de voir que cette lettre a été adressée à Marie, sœur de Henri VIII, roi d'Angleterre. B.

CCLXXI. (4 septembre 1514.)

LETTRE

DE LOYS D'ORLÉANS A WOLSEY,

En lui adressant l'audiencier de France, envoyé vers le roi d'Angleterre et vers Marie, sœur de ce prince, reine de France. (Biblioth. Cotton. Caligula, D. VI. — Bréq. t. LXXXV.)

Monsieur, je me recommande à vous tant comme je puys. Le roy envoye Mr l'audiencier, présent porteur, par delà, devers le roy d'Angleterre et la royne ma maistresse, et vous dira la charge qu'il a, à quoy je vous prie le veuillés dresser et le conduyre, et le croyre de ce que luy ay donné charge vous dire de ma part; et sur ce, vous dis à Dieu, que je prye, monsieur, vous doins vos playsirs. Escript à Estampes, le iiije jour de septembre.

Le tout vostre parffayt am.,

Loys d'Orléan...

N. B. Les extrémités des derniers mots de cette lettre ont été endommagées par le feu. Il serait impossible de rendre la facilité et l'agrément des caractères de la signature et de la ligne qui la précède. La lettre est collée sur un papier. On ne peut en lire l'adresse; on trouve en tête la date de 1514, 4 septembre, mais d'une main plus récente; cette date et le sujet de cette lettre sont aisés à deviner; nous les avons marqués ci-dessus. B.

CCLXXII. (5 septembre 1514.)

LETTRE

DE LOUIS XII, ROI DE FRANCE,

A TH. WOLSEY, ARCHEVÊQUE D'YORK,

Pour savoir des nouvelles de la princesse Marie, sa femme, sœur de Henri VIII, épousée par procuration. (Biblioth. Cotton. Caligula, D VI. — Bréq. t. LXXXV.)

Monsieur d'York, pour ce qu'il y a jà longtemps que je n'ay eu

nouvelles du roy mon bon frère et cousin, vostre maistre, ne de la royne ma femme, j'envoye prontement ce porteur, audiencier de France, devers eulx, et lui ay expressément commandé vous dire et communicquer, et premièrement et avant que à nul autre, sa charge; si vous prie le croyre de ce qu'il vous dira, et tenyr main que à son retour j'aye lettres et nouvelles d'eulx, car c'est la chose en ce monde que plus je désire; et aussi prandre la peine de le présenter à madite femme, et vous me ferez plaisir très-agréable : priant Dieu, monsieur d'York mon bon amy, qui vous ayt en sa garde. Escript à Estampes, le v[e] jour de septembre.

LOYS.
ROBERTET.

N. B. Nous avons copié cette lettre sur l'original, en papier, signé de la main du roi. Ces lettres du roi Louis XII à Wolsey mettent en très-grande évidence les ménagements dont ce roi croyait devoir user envers ce puissant personnage, à l'occasion de son mariage. C. F.

CCLXXIII. (Septembre 1514.)

LETTRE

DE MARIE, REINE DE FRANCE,

A LOUIS XII, SON MARI,

Par laquelle elle lui témoigne l'empressement qu'elle a de passer la mer pour aller le joindre. (Bibl. Cotton. Vitell. C. XI, fol. 156 v°. — Bréq. t. LXXXV.)

MONSEIGNEUR, bien humblement à vostre bonne grâce je me recommende. Monseigneur, j'ay, par monsieur l'évesque de Lencoln, receu les très-affectueuses lettres qu'il vous a pleu naguaires m'escripre, qui m'ont esté à très-grant joye et confort, vous asseurant, monseigneur, qu'il n'y a riens que tant je désire que de vous veoir, et le roy monseigneur et frère font toute extrême diligence pour mon alée delà la mer, qui, au plaisir de Dieu, sera briefve; vous suppliant, mon-

seigneur, me vouloir cependant, pour ma très-singulière consolation, souvent faire sçavoir de vos nouvelles, ensemble vos bons et agréables plaisirs, pour vous y obéir et complaire, aidant nostre Créateur, qui vous doint, monseigneur, bonne vie et longuement bien prospérer. De la main de

Vostre bien humble compaigne,

Marie.

N. B. Cette lettre a été copiée sur l'original, en papier. Elle est en entier de la main de la reine Marie, ainsi que l'adresse *à Monseigneur.* Le sceau en cire rouge, aux armes de France et d'Angleterre, est très-bien conservé. B.

On trouve dans le même volume, à la date du 12 octobre suivant, une autre lettre en anglais, adressée par la reine Marie à son frère Henri VIII, et par laquelle, après quelques reproches d'amitié, elle prie le roi de s'intéresser au retour d'une de ses femmes nommée Gildeford, que le roi Louis XII, malgré les instances de la reine sa femme, a congédiée, avec tous les gens de sa suite, dès le lendemain de leur mariage. — Pareille lettre de la reine à Wolsey, sur le même sujet et de même date. (V. Rymer, 1712, t. XIII, p. 470.)

Dans une autre lettre (même volume de la collection Bréquigny), écrite le 3 octobre par l'ambassadeur d'Angleterre en France, le comte de Worcestre, il est fait mention de l'indignation du roi Louis XII contre Jeanne Popincourt, qu'il aurait dû, disait le roi, faire brûler vive. Elle avait été placée auprès de la reine de France, sur la recommandation du duc de Longueville. La mauvaise conduite de cette femme l'ayant fait renvoyer, le roi jure que désormais la reine n'aura près d'elle que des personnes sûres et dévouées. L'ambassadeur ajoute que le roi se montre très-empressé de prévenir tous les désirs de la reine, et il y joint la description des joyaux et des diamants qu'elle a reçus en présent. Le comte ajoute, au sujet de la dépense faite par le roi pour ces diamants et joyaux, que ces joyaux étaient d'une telle richesse qu'il ne l'aurait jamais cru, s'il ne les avait vus: c'étaient de gros diamants, des rubis, des plus grandes perles qu'il y eût jamais. Les moindres de la seconde sorte de pierres avaient coûté deux mille ducats. «Il y a, dit-il, dix ou douze des principales pierres, pour l'une desquelles on a refusé cent mille ducats.» Puis c'était un coffret rempli de ceintures, chaînes, colliers, bracelets d'or et autres bijoux précieux. «Le roi me les montra en riant, et ajouta : «Ma femme n'aura pas cela tout à la fois, mais par parties, afin que j'obtienne plus de témoignages d'affection et plus de remercîments d'elle.» J. J. C. F.

CCLXXIV.

(octobre 1514.)

NOMS

Des personnes agréées par Louis XII, roi de France, pour le service de la reine Marie, sa femme. (Cet état est signé par le roi.) (Biblioth. Cotton. Vitell. C XI, fol. 155. — Bréq. t. LXXXV.)

S'ENSUYVENT les noms des hommes et femmes re..... par le roy pour le service de la royne, au bon plesir dudit seigneur.

PREMIÈREMENT :

Monsieur le conte de Nonshere.
Maistre docteur Denton, aumosnier.
Messire Richard Blounte, escuier d'escuierie.
Le filz de monsieur Roos, }
Le filz de monsieur Cobhâm, } enffans d'onneur.
Le filz de messire Seymour, }
Turard, frère du marquis, }
Arthus Polle, frère de monsieur de Montagu, } pannetiers, échansons, et valetz trenchans.
Le Poulayn, }
Françoys Buddes, huissier de chambre.
Maistre Guillaume, médicin.
Henry Calays, varlet des robes.
Robert Wast.
Madamoyselle Grey, sœur du marquis.
Madamoyselle Marie Finis, fille de monsieur d'Acres.
Madamoyselle Élisabeth, seur de monsieur Grey.
Madamoyselle Boleyne [1].
Maistres Anne Feningham, femme de chambre.
Jehanne Barnesse, chamberitre.

LOYS.

N. B. Cette pièce a été transcrite sur l'original, en papier, signé de la main du roi.

[1] L'infortunée Anne Boleyn.

CCLXXV. (17 novembre 1514.)

LETTRE

DE MARIE, REINE DE FRANCE,

A SON FRÈRE LE ROI D'ANGLETERRE,

Pour lui recommander Vincent Knyght. (Rym. Suppl. Henri VIII, t. I, n° 79. — Bréq. t. LXXXV.)

Mon très-cher seigneur et frère, très-humblement à vostre bonne grâce me recomande, vous priant que aiez pour recommandé ung poure prestre, nomé messire Vincent Knyght, qui a tousjours continué et demouré en vestre royaume depuis qu'il y vint avec feu nostre très-cher seigneur et père, que Dieu absoille; le poure homme a fait plusieurs voyaiges par deçà durant les guerres, par le commandement de vestre conseil estroit, lequel luy avoit promis ung bénéfice, lesquelz n'ont pas fait, mais en lieu de ce faire, l'auroient fait mettre en prison en vestre ville de Tournay, vous y estant, où il fut sept sepmaines, et de là mené prisonnier en Angleterre, où il a esté en vestre prison du Flit, sans nulle cause véritable, par l'espace de quarante et quatre sepmaines, et a tout perdu et despendu le scien esdites prisons, ainsi que avons esté deuement advertie par aucuns de noz espéciaulx serviteurs d'Angleterre.

Mon très-cher seigneur et frère, je vous prie derechief et en faveur de moy, en récompense des services qu'il nous a faitz, et à ce qu'il soit plus curieux de prier Dieu pour vous et moy, luy faire quelque bien, et vous plaise commander à l'évesque de Yorke qu'il luy face rendre son argent et luy soit gracieux, et en ce faisant ferez grant charité et aumosne, priant nostre Seigneur Dieu, mon très-hounoré seigneur et frère, qu'il vous doint bonne vie et longue. A Paris, le XVIIme jour de novembre; par vostre bonne seur,

MARIE.

A mon très-cher seigneur et frère le roy d'Angleterre.

CCLXXVI. (28 décembre 1514.)

LETTRE

DE LOUIS XII, ROI DE FRANCE,

AU ROI D'ANGLETERRE,

Sur la satisfaction que lui procure la reine sa femme, et sur la réception qu'il a faite au duc de Suffolk. (Rym. Suppl. H. VIII, t. Ier, n° 84. — Bréq. t. LXXXV.)

Mon bon frère, cousin et compère, à vous très-affectueusement et de si bon cueur que faire puis me recommande; j'ay, par ce porteur, vestre officier d'armes, receu les lettres que vous m'avez escriptes du neuviesme de ce moys, et par icelles entendu le plaisir que vous avez eu d'entendre, par mon cousin le duc de Suffort, de mes nouvelles et le contentement que j'ay de la royne ma femme, vostre bonne seur, laquelle s'est, jusqu'icy, conduycte et conduyt encores journellement envers moy de sorte que je ne saroys que grandement me louer et contenter d'elle et de plus en plus l'aymer, honnorer et tenir chière; par quoy vous povez estre seur que ma voulonté est et sera à jamais de continuer et la traicter en toutes choses par façon qu'elle s'en contentera et vous pareillement.

Et au regart du recueil et bonne chière que mondit cousin de Suffort vous a dit que je luy ay faicte et dont vous me merciez, il n'est nul besoing, mon bon frère, cousin et compère, de ce me faire mercez, car je vous prie croyre que oultre ce que je sçay le lieu qu'il tient à l'entour de vous et l'amour que luy portez, ses vertuz, meurs, honnesteté et bonnes condicions méritoient qu'il feust honnoré et recueilly trop mieulx qu'il n'a esté; toutesfoiz, pour honneur de vous, je luy ay fait la meilleur chière que possible m'a esté.

Au surplus, en tant que touche les matières secrectes desquelles icelluy mon cousin de Suffort m'avoit parlé et sur lesquelles je luy

avoye fait responce, telle qu'il vous a déclarée, par mes ambassadeurs que j'ay despeschez et envoyez devers vous, vous en avez peu entendre plus avant, vous priant très-affectueusement, après les avoir ouyz, y prendre résolucion, et d'icelle m'advertir le plus tost que faire se pourra, pour, selon cela, me gouverner et conduyre; et cependant, en ensuyvant ce que par vosdites lettres vous me mandez, je tiendray les choses en suspens sans y prendre aucune conclusion, vous advisant que à bonne (ou) mauvaise fortune je vueil vivre avecques vous, et non-seullement entretenir la bonne amytié et allience qui est entre vous et moy faicte et jurée comme savez, maiz icelle inviolablement garder et observer, et plus tost l'augmenter et accroistre que la diminuer, espérant que vous ferez le semblable de vostre part; priant Dieu, sur ce point, mon bon frère, cousin et compère, qu'il vous ayt en sa saincte garde.

Escript à Paris, le XXVIII[e] jour de décembre.

Vestre loyal frère, cousin et bon compère,

LOYS.

A mon bon frère et compère le roy d'Angleterre.

CCLXXVII. (14 janvier 1514-15.)

LETTRE

DE HENRI VIII, ROI D'ANGLETERRE,

A.....

Sur la mort de Louis XII, roi de France, et l'avénement de son successeur. (Rymer, Suppl. H. VIII, t. II, n° 63. — Bréq. t. LXXXVI.)

Très-cher et grant amy, par les lettres que le roy nostre bon frère et cousin nous a naguères escrites de Paris, avons sçu le trépas de nostre bon frère et cousin et compère le feu roy vostre maistre, que

Dieu absoile, qui ont esté nouvelles très-déplaisantes à ouyr pour la bonne amour, très-cordiale affection et dilection que luy portions, connoissant certainement qu'il estoit ou même bon voulloir et disposicions envers nous; mais nous avons prins très-grand joye et playsir qu'il a laissé ung si bon, vertueux et prudent prince à son successeur, et qu'il est en voulenté de vivre avecques nous en toute bonne et parfaite amour et dilection, et de ce qu'il comforte et console nostre bonne sœur, qui est, quant à présent, grandement désolée; semblablement qu'il est délibéré de la tenir et réputer comme mère, et avoir ses affaires à cueur comme siennes propres, dont de bon cueur l'en avons mercyé par nos lettres, et nous en sentons grandement tenu à luy. Et pour ce qu'il nous semble estre nécessaire et expédient, et aussy contrainct par amour naturelle, d'envoier aucuns de nos feaulx familiers et secrets serviteurs vers elle pour la consoler et la comforter de nostre part, à ceste cause, et aussy pour dire et exposer aulcunes choses de par nous à nostredit bon frère et cousin, avons présentement despesché nostre cousin et conseiller le duc de Suffolk, et en sa compagnie messire Nicolas West, docteur ès-droits, et messire Richard Wingfield, chivaler pour nostre corps, aussy nos conseillers, et pour ce que vostre bon advis et conseil leur sera nécessaire pour faire leur adresse, nous leur avons commandé se tirer par devers vous comme enclin à l'entreténement de la bonne amour et amitié d'entre le feu roy vostredit maistre et nous, et aussy de nostre bon frère et cousin le roy vostre maistre de présent; et pour tant nous vous prions, très-cher et grant amy, voulloir faire leurdite adresse, et tenir la main au bien des matières pour lesquelles nous les envoyons présentement par delà, et vous nous ferez très-singulier et très-agréable playsir, quel recognoistrons envers vous en chose que adviserez, où nous pourrons faire pour vous, aidant nostre Seigneur, qui, très-cher et grant amy, vous ayt en sa bonne garde. Escript en nostre manoir de Eltham, le XIIIIe jour de janvier, l'an XV^{c} XIIII.

MÉANTIS.

CCLXXVIII. (12 février 1514-15.)

MANDEMENT

DE MARIE, REINE DOUAIRIÈRE DE FRANCE,

Pour une gratification à Richard Desnoues, huissier ordinaire de la chambre. (British Museum; cote 43, F. 25. — Bréq. t. LXXXVI.)

DE PAR LA ROYNE DOUAIRIÈRE DE FRANCE.

Trésorier général, nous voulons et vous commandons que vous paiez et baillez ou faictes paier et bailler par vostre commis à nostre bien amé Rychard Desnoues, huissier ordinaire de nostre chambre, la somme de cinquante escuz d'or au soleil, que lui avons ordonnez estre paiez oultre et par dessus ses gaiges ordinaires, pour plusours grans services qu'il nous a faitz depuis nostre venue et descente en France. Et par rapportant ces présentes signées de nostre main avec quictance suffisant dudit Desnoues, voullons ladite somme de cinquante escuz d'or au soleil vous estre rabatue en déduction de vos comptes par tout où il appartiendra sans difficulté. Car tel est nostre plaisir. Fait le douziesme jour de febvrier an mil cinq cens et quatorze.

Signé Marie.

N. B. Cet acte est en parchemin; il porte la signature de la reine. B.

CCLXXIX. (16 février 1515.)

LETTRE

DE COLMAN A WOLSEY,

Sur la joie que la mort de Louis XII causait en Italie, et sur les craintes que l'on y avait de son successeur. (Rym. Suppl. H. VIII, t. Ier, n° 99. — Bréq. t. LXXXVI.)

Reverendissime in Christo pater, ac domine, domine et benefactor, præcipue humillima præmissa commendatione, etc.

Quam gratus Italis, quamque perjucundus fuerit Ludovici Francorum regis obitus, tu, vel reticente me, pater clementissime, dilucide perspicere potes; attamen cum audiant nullam rem in re militari positam, quæ hujus novi regis scientiam fugere possit, non possunt non subvereri ne prædecessoris vestigia sequatur : itaque, hujus rei causa, Maximilianus, Mediolani dux, cum videat se, ob nimias exactiones, ab universo Mediolani agro destitutum, omnem suam ditionem urbium, oppidorum, municiporum in Suesios transtulit, ut ii Gallorum impetum non modo sustineant, sed si opus fuerit reprimant, fugent, opprimant. Quare, si Galli Italiam invadunt, quantum animo concipere possim, frustrabuntur spe. Bononiensis status, quibus procellis agitari sit assuetus, jamjam agitat, sed clam, occultisque insidiis Dii boni avertant! Vereor quod infra pauciusculos dies paternitas tua prodigiosa audiat permulta de rebus orientalibus, sed nullum nunc offert argumentum quod auditione tua dignum existimarem ; sed fertur omnia pacata et sedata ad aprilem usque. Vale, Domine unice, cui nos cum summa devotione commendo.

Ex Bononia, decimo quarto kalendas martias, 1515.

E. V. R. D.

Devotus cliens Thomas Colmanus.

CCLXXX. (23 février 1514-15.)

MANDEMENT

DE MARIE, REINE DE FRANCE,

Portant ordre de payer à Anne de Vallée la somme de cent écus d'or au soleil, à cause de son mariage. (British Museum; coté 43, fol. 26. — Bréq. t. LXXXVI.)

DE PAR LA ROYNE.

Trésorier et receveur général maistre de nostre chambre aux deniers, nous vous mandons par ces présentes que des deniers de vostre charge vous paiez, baillez et délivrez comptant à nostre chière et bien amée Anne de Vallée, l'une des damoiselles de nostre maison, la somme de cent escuz d'or au soleil, laquelle somme nous luy avons naguères donnée et ordonnée en faisant le mariage de son mary et d'elle, en faveur et pour accomplissement d'icellui, et aussi des bons et agréables services qu'elle nous a faiz continuellement depuis que sommez en France ; et par rapportant ces présentes signées de nostre main et quictance de ladicte Anne de Vallée, ladite somme de cent escus vous sera allouée en vos comptes et rabatue de vostre recepte sans aucune difficulté.

Donné à Paris, le xxiii[e] jour de février l'an mil cinq cens et quatorze.

Signé Marie.

Par la Royne : De Bordeaux.

N. B. Cet acte est en parchemin, avec la signature de la reine.

CCLXXXI.

(27 février 1513-15.)

MANDEMENT

DE MARIE, REINE DE FRANCE,

Portant ordre de payer trente livres à Michelle Rouel pour lui avoir fourni de lavandière pendant un mois. (British Museum; coté 43, fol. 24. — Bréq. t. LXXXVI.)

DE PAR LA ROYNE.

Trésorier général et maistre en nostre chambre aux deniers, payez et délivrés à Michelle, femme de Pierre Rouel, la somme de trente livres tournois, en satisfacion et payement de ce qu'elle nous a forny de lavandière par ung moys à ses propres coust et despens, sans ce qu'elle ait eu aucune livres come il est acoustumé. Et par rapportant les présentes signées de nostre main, nous voullons ladite somme vous estre allouée en voz comptes et rabattue en vostre recepte, sans aucune difficulté.

Donné à Paris, le xxviie jour de febvrier, l'an mil cinq cens treize (quinze).

Signé Marie.

Et plus bas : Par la Royne : De Bordeaux.

N. *B.* Cet acte est de Marie, reine de France, femme de Louis XII, fille de Henri VII, roi d'Angleterre, avec sa signature.

Je ne puis révoquer cet acte en doute; cependant, la date en est visiblement fausse. La reine Marie ne vint en France qu'en octobre 1514. B.

CCLXXXII. (22 mars 1515.)

LETTRE

DE MARIE, REINE DOUAIRIÈRE DE FRANCE,

A WOLSEY,

Pour lui demander des lettres de consolation de la part du roi son frère et de la sienne, en ayant très-grand besoin. (Museum, Biblioth. Cotton. Caligula, D. vi. — Bréq. t. LXXXVI.)

My very good lord, yn my moste harthy manar y recommaund me unto you letyng you the. . . .to onderstond that my lord ost Souffolke hathe sente me your letter wyche latly he resevyd by cooke by wyche y parceve the faythe foule g. . . . . .mynd wyche ye do bere onto us bowthe and how that ye bedet. . . .my nyde not to leve us yn. . . . . . extryme troubele for the whyche your most faste and lovyng delyng y most interly thank yow requeryng you to contynue to wards us as ye have began. . . .wyche shale newer befor got. . . . ony ost our behalfes bu. . . . . .ritlir most of our power we shale be alwes redy to showe you. . . .e faysth-fowle kendnesseas knowythe our lord ow. . . .Lyfe Wrytten. . . .

My lord, y requere you that y may have some comfortabele letters from the kyng my brothyr and from you, for y trow thyr was newer woman that had more nyde.

By your lovyng frynd,

Mary quene of France.

N. B. Copié sur l'original en papier, écrit et signé de la main de Marie, reine de France. Le feu, qui a détruit les mots que nous avons laissés en blanc, a fondu aussi le cachet en cire rouge dont cette lettre était scellée. L'adresse : *To my lord of Yourke*, est aussi de son écriture. On lit au haut de cette pièce : *1515, 22 march.* Cette date paraît être d'une main assez moderne. B.

CCLXXXIII. (Mars 1515.)

LETTRE

DE MARIE, REINE DE FRANCE,

Par laquelle elle donne avis au roi d'Angleterre, son frère, du mariage qu'elle a contracté avec le comte de Suffolk.

Elle ajoute que, désespérant trouver dans le conseil de ce prince des dispositions favorables à son mariage avec le comte de Suffolk, qu'elle avait forcé d'accepter sa main, elle avait préféré obtenir de la clémence de son frère le pardon de sa faute que de s'exposer à l'humiliation d'un refus. (Bibl. Cotton. Caligula, D. vi. — Bréq. t. LXXXVI.)

Pleasythe yt your grace to my grettyest dyscomfort, soro, and dysconsolacyon but catelу y have bene afarty syd of the grete an hye displaysowr wyche your hynes berythe unto me and my lord of Souffolke for the maryage betwene us. . . . re y wele not yn ony wyse denye but that y have offendyd your grace for the wyche y do put my selfe most humbly in your clemens and marcy. Newev the lese to the yntynte that your hynes shold nat thynke that y hade sympele . . . Hy or of any synswale appetyde. . . . the same y have yng no. . . . to fall yn your gr. . . . displaysour, y assure your grace that i hade newer doune. . . . ordenans and co. . . . nente, but by the re. . . . grete dispayre. . . . by the to fr. . . . wyche hathe sarteneyd me that yn case y come yn to your concele wolde never asiente to the marryage betewene my sayde lord and me wythe. . . . my ot hys sayynge confary. . . the same promes y. . . veryly that the sayde fryre wold newer have affarty. . . . to have made me lyke ower. . . . on lese they myt have hade. . . . charge fro some of your concele the wyche put me in syche shame, fere, and dowte of the optaynyng of the thyng wyche. . . . dessyr yd most in thys wor. . . . that y rathyr chauouse to put me yn your marcy as. . . Acomplyschyng the marryage thanne to put me yn the. . . . rder of your concelle en. . . . ym to be

othys wysse...ed wer opone, for y put my...Souffolke yn chowsse wethyr...wold a...complysche the...maryage withyn fowr...or be owt of..yn..me were by..y knoke wele that y constrayned hym to breke syche promesses as he made your grace as wele for fere of leesyng of me as allso that y asserteinned hyme that thyre entent y wold newer....yn to Englonde and nowe that your grace knokythe....boothe offenses of the wyche y have bene the only accasoyne....most humbly and as your most faithfowle sustere requeryng you to have compassyon apone us boothe, and to pardon our offences ant that yt to wele play....your grace to wryte to me and....my lord of Souffolke sowme comforteable wordes fort it grettys comforte for us....be.

By Soror louyng and most humb......

MARY.

N. B. Nous avons transcrit cette lettre mot pour mot sur l'original en papier; elle est écrite d'un bout à l'autre de la main de la reine Marie. Les marges ont été si fort endommagées par le feu, que le sens est interrompu presque à chaque ligne. Nous avons marqué les lacunes avec des points; les dates du jour et du mois sont aussi détruites; mais on sait que cette princesse se maria un peu plus de deux mois après la mort de Louis XII, son époux, c'est-à-dire dans le mois de mars 1515[1]. (Voy. Rapin Thoyras.)

On lit au dos de la lettre cette adresse : *The King's grace.* B.

[1] On voit par une lettre en date des 21, 22 et 23 avril 1515, écrite par le ministre d'Angleterre en France, le docteur West, au roi d'Angleterre, que la reine Marie partit de Paris à cette même époque, et qu'on refusa de lui rendre ses meubles et joyaux. Par une autre lettre du 11 mai suivant, le même ministre écrit au roi d'Angleterre que le roi de France, François I[er], propose de retirer, en en payant la valeur, les bijoux que la reine Marie, veuve de Louis XII, a emportés avec elle en quittant la France.

Un accord intervenu entre le roi d'Angleterre, d'une part, la même reine Marie et son second mari, le duc de Suffolk, d'autre part, régla, le 11 mai 1515, les sommes dues au roi d'Angleterre à l'occasion du mariage de Marie avec Louis XII. Les deux époux se reconnaissent débiteurs envers le roi de la somme de cent mille livres sterling qui sont payables à la Pentecôte suivante. Mais au mois de mai 1517, il survint encore un nouveau traité, le payement promis n'ayant pas été fait.

Au mois de juin de la même année, le roi d'Angleterre chargeait de nouveau Richard Wyngfield, son envoyé à la cour de France, d'y réclamer les bagues, joyaux et autres effets qui revenaient à la reine Marie. J. J. C. F.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS CE SECOND VOLUME.

PREMIÈRE PARTIE.

DEUXIEME PARTIE.

NUMÉROS des PIÈCES.	DATES.	SOMMAIRE.	PAGES.
XV.	15 mars 1308.	Lettres d'Édouard II, roi d'Angleterre, par lesquelles il ordonne de restituer à Gaston, comte de Foix, fils aîné de Marguerite, comtesse de Foix et vicomtesse de Béarn, le château de Gavaret que Gaston, vicomte de Béarn, père de Marguerite, avait engagé à Édouard I[er] pour une somme de 5,000 livres.	24
XVI.	*Id.*	Lettre d'Édouard II, roi d'Angleterre, au connétable de Bordeaux, réglant le mode de payement, sur les revenus de la Guyenne, de ce qui est dû à certains nobles et autres dudit duché, porteurs d'obligations du roi Édouard I[er], avec l'ordre de prendre avant tout sur sesdits revenus de quoi acheter mille tonneaux de vin.	26
XVII.	Vers 1308.	Requête de John Hastings au pape, pour le maintien des droits du roi d'Angleterre sur les biens des Templiers en Guyenne; lesquels biens avaient été remis aux mains d'administrateurs nommés par le pape. . . .	27
XVIII.	12 janv. 1309.	Lettre de Philippe IV, roi de France, par laquelle il ordonne que les biens des Templiers soient remis aux commissaires nommés par le pape pour en avoir l'administration.	28
XIX.	15 fév. 1309.	Lettre d'Édouard II, roi d'Angleterre, à Philippe le Bel, roi de France, en faveur de Jean de Saint-Paul, marchand de Bayonne, auquel Jean Paydrok, de Calais, avait fait dommage durant la trêve, du temps d'Édouard I[er].	30
XX.	17 mars 1309.	Lettre de Philippe IV, roi de France, envoyant	

74.

FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME VOLUME.